



DOCUMENTS OFFICIELS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
TRENTIÈME SESSION

COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE

COMPTES RENDUS DES SÉANCES
17 SEPTEMBRE - 5 DÉCEMBRE 1975

NATIONS UNIES



DOCUMENTS OFFICIELS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
TRENTIÈME SESSION

COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE

COMPTES RENDUS DES SÉANCES
17 SEPTEMBRE - 5 DÉCEMBRE 1975

NATIONS UNIES

New York, 1976

AVERTISSEMENT

Les *Documents officiels de l'Assemblée générale* pour une session donnée comprennent les comptes rendus des séances, les annexes à ces comptes rendus, les suppléments, la *Liste des délégations* et le *Répertoire des documents*. On trouvera dans ce répertoire et dans les fascicules d'annexes pertinents des renseignements concernant les autres documents.

*

* *

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

ABREVIATIONS

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique.
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance.
FMI	Fonds monétaire international.
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement.
FUNU	Force d'urgence des Nations Unies.
OIT	Organisation internationale du Travail.
OMS	Organisation mondiale de la santé.
ONUST	Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine.
OUA	Organisation de l'unité africaine.
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement.
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement.
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche.
UNMOGIP	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan.
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

TABLE DES MATIERES

	Pages		Pages
Ordre du jour	viii	953 ^e séance	
948 ^e séance		<i>Vendredi 10 octobre 1975, à 10 h 50</i>	
<i>Mercredi 17 septembre 1975, à 11 h 5</i>		POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR :	
ELECTION DU PRESIDENT	1	Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud-africain (<i>suite</i>) :	
949 ^e séance		a) Rapport du Comité spécial contre l' <i>apartheid</i> ;	
<i>Mercredi 24 septembre 1975, à 11 h 10</i>		b) Rapport du Secrétaire général	
DECLARATION DU PRESIDENT	1	Journée de solidarité avec les prisonniers poli- tiques d'Afrique du Sud	12
ELECTION DES VICE-PRESIDENTS	2	954 ^e séance	
ELECTION DU RAPPORTEUR	2	<i>Vendredi 10 octobre 1975, à 15 h 10</i>	
ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA COM- MISSION	2	POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR :	
950 ^e séance		Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud-africain (<i>suite</i>) :	
<i>Mercredi 1^{er} octobre 1975, à 15 h 15</i>		a) Rapport du Comité spécial contre l' <i>apartheid</i> ;	
ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA COM- MISSION	3	b) Rapport du Secrétaire général	
951 ^e séance		Journée de solidarité avec les prisonniers poli- tiques d'Afrique du Sud (<i>suite</i>)	18
<i>Mercredi 8 octobre 1975, à 10 h 50</i>		955 ^e séance	
ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA COM- MISSION	4	<i>Lundi 13 octobre 1975, à 15 h 25</i>	
POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud- africain :		Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud-africain (<i>suite</i>) :	
a) Rapport du Comité spécial contre l' <i>apartheid</i> ;		a) Rapport du Comité spécial contre l' <i>apartheid</i> ;	
b) Rapport du Secrétaire général		b) Rapport du Secrétaire général	
Discussion générale	4	Journée de solidarité avec les prisonniers poli- tiques d'Afrique du Sud (<i>fin</i>)	26
952 ^e séance		Discussion générale (<i>suite</i>)	29
<i>Jeudi 9 octobre 1975, à 15 h 35</i>		956 ^e séance	
POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR :		<i>Mercredi 15 octobre 1975, à 10 h 45</i>	
Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud-africain (<i>suite</i>) :		POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR :	
a) Rapport du Comité spécial contre l' <i>apartheid</i> ;		Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud-africain (<i>suite</i>) :	
b) Rapport du Secrétaire général		a) Rapport du Comité spécial contre l' <i>apartheid</i> ;	
Discussion générale (<i>suite</i>)	10	b) Rapport du Secrétaire général	
		Discussion générale (<i>suite</i>)	32

	Pages		Pages
957^e séance		962^e séance	
<i>Mercredi 15 octobre 1975, à 15 h 10</i>		<i>Mercredi 22 octobre 1975, à 15 h 10</i>	
POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud-africain (suite) :		Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud-africain (suite) :	
a) Rapport du Comité spécial contre l' <i>apartheid</i> ;		a) Rapport du Comité spécial contre l' <i>apartheid</i> ;	
b) Rapport du Secrétaire général		b) Rapport du Secrétaire général	
Discussion générale (suite)	38	Discussion générale (suite)	66
958^e séance		963^e séance	
<i>Jeudi 16 octobre 1975, à 15 h 10</i>		<i>Jeudi 23 octobre 1975, à 10 h 45</i>	
POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud-africain (suite) :		Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud-africain (suite) :	
a) Rapport du Comité spécial contre l' <i>apartheid</i> ;		a) Rapport du Comité spécial contre l' <i>apartheid</i> ;	
b) Rapport du Secrétaire général		b) Rapport du Secrétaire général	
Discussion générale (suite)	43	Discussion générale (suite)	74
959^e séance		964^e séance	
<i>Vendredi 17 octobre 1975, à 15 h 10</i>		<i>Vendredi 24 octobre 1975, à 10 h 50</i>	
POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud-africain (suite) :		Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud-africain (suite) :	
a) Rapport du Comité spécial contre l' <i>apartheid</i> ;		a) Rapport du Comité spécial contre l' <i>apartheid</i> ;	
b) Rapport du Secrétaire général		b) Rapport du Secrétaire général	
Discussion générale (suite)	48	Discussion générale (suite)	80
		Examen de projets de résolution (suite)	83
		Discussion générale (suite)	85
960^e séance		965^e séance	
<i>Lundi 20 octobre 1975, à 15 h 10</i>		<i>Lundi 27 octobre 1975, à 11 heures</i>	
POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud-africain (suite) :		Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud-africain (suite) :	
a) Rapport du Comité spécial contre l' <i>apartheid</i> ;		a) Rapport du Comité spécial contre l' <i>apartheid</i> ;	
b) Rapport du Secrétaire général		b) Rapport du Secrétaire général	
Discussion générale (suite)	54	Discussion générale (suite)	87
Examen de projets de résolution	58		
ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA COM- MISSION	60		
961^e séance		966^e séance	
<i>Mardi 21 octobre 1975, à 10 h 45</i>		<i>Lundi 27 octobre 1975, à 15 h 25</i>	
POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud-africain (suite) :		Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud-africain (suite) :	
a) Rapport du Comité spécial contre l' <i>apartheid</i> ;		a) Rapport du Comité spécial contre l' <i>apartheid</i> ;	
b) Rapport du Secrétaire général		b) Rapport du Secrétaire général	
Discussion générale (suite)	60	Discussion générale (suite)	92

	Pages		Pages
967^e séance		POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR :	
<i>Mardi 28 octobre 1975, à 15 h 15</i>		Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud-africain (<i>suite</i>) :	
POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR :		a) Rapport du Comité spécial contre l' <i>apartheid</i> ;	
Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud-africain (<i>suite</i>) :		b) Rapport du Secrétaire général	
a) Rapport du Comité spécial contre l' <i>apartheid</i> ;		Examen de projets de résolution (<i>suite</i>)	115
b) Rapport du Secrétaire général			
Discussion générale (<i>suite</i>)	98	972^e séance	
ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA COM- MISSION	102	<i>Mardi 4 novembre 1975, à 15 h 10</i>	
968^e séance		POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR :	
<i>Mercredi 29 octobre 1975, à 15 h 15</i>		Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud-africain (<i>suite</i>) :	
POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR :		a) Rapport du Comité spécial contre l' <i>apartheid</i> ;	
Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud-africain (<i>suite</i>) :		b) Rapport du Secrétaire général	
a) Rapport du Comité spécial contre l' <i>apartheid</i> ;		Examen de projets de résolution (<i>suite</i>)	116
b) Rapport du Secrétaire général			
Discussion générale (<i>fin</i>)	103	973^e séance	
ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA COM- MISSION	108	<i>Jeudi 6 novembre 1975, à 15 h 30</i>	
969^e séance		POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR :	
<i>Jeudi 30 octobre 1975, à 15 h 20</i>		Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud-africain (<i>fin</i>) :	
POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR :		a) Rapport du Comité spécial contre l' <i>apartheid</i> ;	
Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud-africain (<i>suite</i>) :		b) Rapport du Secrétaire général	
a) Rapport du Comité spécial contre l' <i>apartheid</i> ;		Examen de projets de résolution (<i>fin</i>)	119
b) Rapport du Secrétaire général			
Examen de projets de résolution (<i>suite</i>)	108	974^e séance	
970^e séance		<i>Mardi 11 novembre 1975, à 10 h 50</i>	
<i>Vendredi 31 octobre 1975, à 15 h 20</i>		POINT 54 DE L'ORDRE DU JOUR :	
POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR :		Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche- Orient :	
Effets des rayonnements ionisants : rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants . . .	112	a) Rapport du Commissaire général;	
POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR :		b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;	
Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud-africain (<i>suite</i>) :		c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine;	
a) Rapport du Comité spécial contre l' <i>apartheid</i> ;		d) Rapport du Secrétaire général	
b) Rapport du Secrétaire général		Discussion générale	122
Examen de projets de résolution (<i>suite</i>)	112	ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA COM- MISSION	126
971^e séance		975^e séance*	
<i>Lundi 3 novembre 1975, à 11 h 10</i>		<i>Mercredi 12 novembre 1975, à 10 h 55</i>	
POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 125 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Effets des rayonnements ionisants : rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (<i>fin</i>)	113	Question de Chypre	127
		976^e séance*	
		<i>Mercredi 12 novembre 1975, à 15 h 30</i>	
		POINT 125 DE L'ORDRE DU JOUR :	
		Question de Chypre (<i>fin</i>)	133

* Compte rendu *in extenso*.

	Pages		Pages
977^e séance			
<i>Vendredi 14 novembre 1975, à 15 h 25</i>			
POINT 54 DE L'ORDRE DU JOUR :			
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (<i>suite</i>) :		des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;	
a) Rapport du Commissaire général;		c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine;	
b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;		d) Rapport du Secrétaire général	
c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine;		Discussion générale (<i>suite</i>)	181
d) Rapport du Secrétaire général			
Discussion générale (<i>suite</i>)	157		
978^e séance		981^e séance	
<i>Lundi 17 novembre 1975, à 10 h 50</i>		<i>Jeudi 20 novembre 1975, à 10 h 55</i>	
POINT 54 DE L'ORDRE DU JOUR :		HOMMAGE A LA MEMOIRE DU GENERAL FRANCISCO FRANCO BAHAMONDE, CHEF DE L'ETAT ESPAGNOL	187
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (<i>suite</i>) :		POINT 54 DE L'ORDRE DU JOUR :	
a) Rapport du Commissaire général;		Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (<i>suite</i>) :	
b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;		a) Rapport du Commissaire général;	
c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine;		b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;	
d) Rapport du Secrétaire général		c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine;	
Discussion générale (<i>suite</i>)	164	d) Rapport du Secrétaire général	
		Examen de projets de résolution	187
979^e séance		982^e séance	
<i>Mardi 18 novembre 1975, à 15 h 5</i>		<i>Vendredi 21 novembre 1975, à 15 h 25</i>	
POINT 54 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 54 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (<i>suite</i>) :		Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (<i>fin</i>) :	
a) Rapport du Commissaire général;		a) Rapport du Commissaire général;	
b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;		b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;	
c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine;		c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine;	
d) Rapport du Secrétaire général		d) Rapport du Secrétaire général	
Discussion générale (<i>suite</i>)	172	Examen de projets de résolution (<i>fin</i>)	190
980^e séance		POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR :	
<i>Mercredi 19 novembre 1975, à 15 h 30</i>		Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects : rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix	192
POINT 54 DE L'ORDRE DU JOUR :		Discussion générale	192
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (<i>suite</i>) :			
a) Rapport du Commissaire général;		983^e séance	
b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;		<i>Mardi 25 novembre 1975, à 10 h 45</i>	
c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine;		POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR :	
d) Rapport du Secrétaire général		Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects : rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (<i>suite</i>)	
Discussion générale (<i>suite</i>)		Discussion générale (<i>suite</i>)	193

	Pages		Pages
984^e séance		989^e séance	
<i>Mardi 25 novembre 1975, à 15 h 15</i>		<i>Mardi 2 décembre 1975, à 15 h 15</i>	
POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects : rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (<i>suite</i>)		Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (<i>suite</i>)	
Discussion générale (<i>fin</i>)	202	Discussion générale (<i>suite</i>)	237
985^e séance		990^e séance	
<i>Mercredi 26 novembre 1975, à 15 h 25</i>		<i>Mercredi 3 décembre 1975, à 10 h 50</i>	
POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés		Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects : rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (<i>suite</i>)	
Discussion générale	209	Examen de projets de résolution	243
986^e séance		POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR :	
<i>Vendredi 28 novembre 1975, à 10 h 50</i>		Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (<i>suite</i>)	
POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR :		Discussion générale (<i>fin</i>)	243
Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (<i>suite</i>)		Examen de projets de résolution	244
Discussion générale (<i>suite</i>)	214	ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA COMMISSION	249
987^e séance			
<i>Lundi 1^{er} décembre 1975, à 15 h 35</i>		991^e séance	
POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR :		<i>Vendredi 5 décembre 1975, à 15 h 10</i>	
Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (<i>suite</i>)		POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Discussion générale (<i>suite</i>)	222	Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects : rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (<i>fin</i>)	
988^e séance		Examen de projets de résolution (<i>fin</i>)	249
<i>Mardi 2 décembre 1975, à 10 h 45</i>		POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR :	
POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR :		Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (<i>fin</i>)	
Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects : rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (<i>suite</i>)	230	Examen de projets de résolution (<i>fin</i>)	250
POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR :		ACHEVEMENT DES TRAVAUX DE LA COMMISSION	253
Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (<i>suite</i>)			
Discussion générale (<i>suite</i>)	230		

ORDRE DU JOUR

[*Note.* — Les points de l'ordre du jour figurent dans l'ordre adopté dans la lettre, en date du 19 septembre 1975 (A/SPC/173) adressée par le Président de l'Assemblée générale au Président de la Commission politique spéciale. Le nombre qui figure entre crochets après l'énoncé de la question indique le numéro affecté à celle-ci dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.]

A sa 2353^e séance plénière, le 19 septembre 1975, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer à la Commission politique spéciale, pour examen et rapport, les questions suivantes de l'ordre du jour de la trentième session :

1. Effets des rayonnements ionisants : rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants [point 50].
2. Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects : rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix [point 51].
3. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés [point 52].
4. Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain [point 53] :
 - a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*;
 - b) Rapport du Secrétaire général.
5. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient [point 54] :
 - a) Rapport du Commissaire général;
 - b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
 - c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine;
 - d) Rapport du Secrétaire général.

A sa 2355^e séance plénière, le 22 septembre 1975, l'Assemblée générale a décidé que le point 125 de l'ordre du jour (Question de Chypre) serait examiné directement en séance plénière et, à sa 2367^e séance plénière, le 30 septembre 1975, elle a décidé que, lorsqu'elle examinerait cette question, elle inviterait la Commission politique spéciale à se réunir afin de donner aux représentants des communautés chypriotes la possibilité de prendre la parole devant la Commission pour exposer leurs vues. L'Assemblée générale reprendrait ensuite l'examen de la question compte tenu du rapport de la Commission politique spéciale.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

TRENTIÈME SESSION

COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE

Comptes rendus analytiques des 948^e à 991^e séances, tenues au Siège,
à New York, du 17 septembre au 5 décembre 1975

948^e séance

Mercredi 17 septembre 1975, à 11 h 5

Président provisoire : M. Gaston THORN (Luxembourg).

A/SPC/SR.948

Election du Président

1. M. HECKSCHER (Suède) propose la candidature de M. Roberto Martínez Ordóñez (Honduras).
2. En l'absence d'autres candidatures et conformément à l'article 103 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, le PRÉSIDENT PROVISOIRE déclare M. Martínez Ordóñez élu président par acclamation.

M. Martínez Ordóñez (Honduras) est élu président par acclamation.

La séance est levée à 11 h 10.

949^e séance

Mercredi 24 septembre 1975, à 11 h 10.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.949

Déclaration du Président

1. Le PRÉSIDENT exprime ses remerciements à tous les membres de la Commission qui l'ont élu à la présidence, et notamment aux représentants des pays latino-américains, qui ont été unanimes à proposer sa candidature. Il considère son élection comme un grand honneur pour sa personne et un hommage rendu à son pays. Il manifeste également sa gratitude à M. Heckscher, le représentant de la Suède, qui a présenté sa candidature et l'assure qu'il fera de son mieux

pour justifier la confiance qui lui a été témoignée et pour suivre la voie de l'équité et de l'impartialité tracée par ses prédécesseurs. Le Président présente MM. Guyer et Urquhart, secrétaires généraux adjoints aux affaires politiques spéciales, ainsi que M. Chang Shu, le nouveau secrétaire de la Commission. Enfin, en son nom propre et au nom des membres de la Commission, il souhaite la bienvenue aux représentants des trois Etats récemment admis à l'Organisation des Nations Unies, le Cap-Vert, le Mozambique et Sao Tomé-et-Principe.

Election des Vice-Présidents

2. Le PRESIDENT rappelle les dispositions de l'article 103 du règlement intérieur de l'Assemblée générale touchant l'élection des vice-présidents des grandes commissions et invite les membres, de la Commission à proposer des candidatures.

3. M. CONSALVI (Venezuela), après avoir félicité le Président de son élection, propose la candidature de M. Abdirizak Haji Hussein (Somalie) au poste de vice-président.

4. M. GHELEV (Bulgarie) félicite le Président de son élection et l'assure de son entière collaboration dans l'accomplissement de ses tâches. En sa qualité de pays socialiste, la Bulgarie est heureuse de souhaiter la bienvenue aux représentants du Cap-Vert, de Sao Tomé-et-Principe et du Mozambique. M. Ghelev présente alors la candidature de M. Erik Tellmann (Norvège) au poste de vice-président.

5. Le PRESIDENT dit que, conformément aux dispositions de l'article 103 du règlement intérieur, s'il n'entend pas d'objection, il considérera que, n'étant saisie que de deux candidatures, la Commission décide de ne pas voter au scrutin secret.

Il en est ainsi décidé.

M. Hussein (Somalie) et M. Tellmann (Norvège) sont élus vice-présidents par acclamation.

Election du Rapporteur

6. M. ABDULDJALIL (Indonésie) se joint aux orateurs qui ont félicité le Président et souhaite la bienvenue aux représentants du Mozambique, du Cap-Vert et de Sao Tomé-et-Principe. Il félicite aussi chaleureusement le peuple de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui a accédé à l'indépendance le 16 septembre, et espère que ses représentants participeront bientôt aux délibérations de la Commission.

7. M. Abduldjalil présente la candidature de M. Guenter Mauersberger (République démocratique allemande) au poste de rapporteur.

8. Le PRESIDENT dit qu'en l'absence d'autres candidatures, il considérera que la Commission décide de ne pas voter au scrutin secret.

Il en est ainsi décidé.

M. Mauersberger (République démocratique allemande) est élu rapporteur par acclamation.

9. M. HECKSCHER (Suède), en sa qualité de membre de la délégation à laquelle appartenait le Président de la Commission à la session précédente, M. Per Lind, saisit cette occasion de féliciter le Président de son élection, encore qu'à son avis il faudrait plutôt féliciter la Commission de pouvoir compter sur M. Martínez Ordóñez pour diriger ses travaux. Il félicite également MM. Hussein et Tellmann pour leur élection au poste de vice-président et M. Mauersberger pour son élection au poste de rapporteur. M. Heckscher est certain que la Commission tirera le plus grand profit de

l'expérience des membres du Bureau, qu'il assure de sa collaboration pleine et entière.

10. M. HUSSEIN (Somalie), après avoir félicité le Président de son élection, remercie le représentant du Venezuela d'avoir présenté la candidature du représentant de la Somalie au poste de vice-président. Il félicite également les représentants du Mozambique, du Cap-Vert et de Sao Tomé-et-Principe, nouveaux Membres de l'Organisation des Nations Unies. Il est convaincu que ces nouveaux Etats Membres africains contribueront utilement aux travaux de la Commission.

11. M. TELLMANN (Norvège) remercie le représentant de la Bulgarie d'avoir présenté sa candidature; il remercie également les membres de la Commission de l'avoir élu et les assure qu'il fera tout son possible pour se montrer digne de la confiance qu'ils lui ont manifestée.

12. M. MAUERSBERGER (République démocratique allemande), après avoir félicité le Président et les Vice-Présidents de leur élection, remercie la Commission de la confiance qu'elle lui a témoignée en l'élisant rapporteur et dit qu'il considère son élection comme un hommage rendu à son pays. Il remercie tout particulièrement le représentant de l'Indonésie, qui a proposé sa candidature, et les pays du groupe d'Europe orientale, qui l'ont appuyée.

Organisation des travaux de la Commission (A/SPC/173)

13. Le PRESIDENT lance d'abord un appel aux membres de la Commission pour qu'ils limitent le plus possible leurs demandes de documentation supplémentaire pour les débats ou de reproduction de documents déjà distribués. Il rappelle ensuite que pour que l'interprétation puisse être assurée avec le maximum d'efficacité, il faut que les membres de la Commission remettent au fonctionnaire des conférences sept exemplaires de tous les discours écrits. Il rappelle également l'horaire normal des séances et recommande à tous les représentants, particulièrement à ceux qui ont demandé à prendre la parole, d'être ponctuels.

14. Conformément à l'usage, et comme l'a aussi recommandé l'Assemblée générale, les représentants qui souhaitent intervenir dans l'exercice de leur droit de réponse doivent en informer le secrétaire de la Commission, qui les inscrira sur la liste pertinente. La liste des orateurs une fois close, toute modification dans l'ordre d'inscription sur cette liste ne peut s'effectuer que par consentement mutuel des deux délégations qui souhaitent échanger leur tour de parole. Par ailleurs, tout représentant qui n'est pas prêt à intervenir au moment prévu sera placé à la fin de la liste.

15. Le Président rappelle que les comptes rendus analytiques continueront d'être les comptes rendus officiels de la Commission et que chaque compte rendu porte en première page une description de la procédure à suivre pour faire apporter des rectifications. Une fois de plus, à sa 2353^e séance plénière, l'Assemblée générale a approuvé la recommandation du Bureau (voir A/10250) tendant à ce que la Commission politique spéciale soit autorisée à obtenir, sur demande expresse, la transcription des débats ou d'une partie des débats de certaines séances. Le Président est persuadé que les membres de la Commission ne se priveront de ce privilège qu'avec modération et rappelle que

pour des raisons d'ordre budgétaire, il faut avoir recours à cette procédure plutôt que de solliciter la reproduction *in extenso* de certaines déclarations.

16. Le Président annonce que, conformément à la recommandation énoncée à l'annexe V du règlement intérieur de l'Assemblée générale, il se propose de clore la liste des orateurs inscrits pour chaque point de l'ordre du jour au plus tard après qu'un tiers des séances prévues pour l'examen de cette question aura été tenu. Il prie instamment les membres de la Commission de déposer les projets de résolution le plus tôt possible, de façon à ce que les délégations puissent en tenir compte dans leurs interventions. Avec les autres membres du Bureau, il suivra avec attention le déroulement des travaux et consultera la Commission sur les mesures à prendre pour résoudre les difficultés éventuelles.

17. Les cinq points de l'ordre du jour renvoyés à la Commission par l'Assemblée générale sont ceux que la Commission a examinés les années précédentes et sont

énumérés dans la lettre datée du 19 septembre 1975, adressée au Président de la Commission par le Président de l'Assemblée générale (A/SPC/173). Mais l'Assemblée s'est réservé la faculté de décider ultérieurement de transférer à la Commission une ou deux questions supplémentaires. Pour déterminer l'ordre dans lequel seront examinés les cinq points de l'ordre du jour, le Président prendra contact avec les divers groupes régionaux pour connaître leurs souhaits à cet égard, et il présentera des propositions à ce sujet suivant la pratique suivie lors des sessions précédentes.

18. Pour conclure, le Président appelle l'attention des membres de la Commission sur les deux demandes formulées dans la lettre qui lui a été adressée par le Président par intérim du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/SPC/174) et qui ont trait à deux aspects de la question de la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain, question que la Commission doit examiner à la présente session (point 53 de l'ordre du jour).

La séance est levée à 11 h 50.

950^e séance

Mercredi 1^{er} octobre 1975, à 15 h 15.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.950

Organisation des travaux de la Commission (A/SPC/173 à 175, A/SPC/L.323)

1. Le PRÉSIDENT dit qu'il a ébauché un programme de travail provisoire (A/SPC/L.323) fixant l'ordre dans lequel les points de l'ordre du jour renvoyés à la Commission — qui figurent dans une lettre adressée au Président de la Commission par le Président de l'Assemblée générale (A/SPC/173) — pourraient être examinés et le nombre de séances qui pourraient être consacrées à chaque point. Ces propositions se fondent sur les pratiques suivies dans le passé par la Commission politique spéciale et tiennent compte de la disponibilité de la documentation sur chacun des points de l'ordre du jour. Le Président annonce, à cet égard, que le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*, qui a trait au point 53 de l'ordre du jour, sera à la disposition de la Commission le 6 octobre et que le rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (point 52) sera disponible au milieu de ce mois. Le rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (point 54) pourrait être distribué vers le 20 octobre. Le rapport spécial du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de cet organisme (A/10268) a déjà été distribué; le rapport ordinaire le sera plus tard. Le rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants a déjà été distribué (A/10267), mais, par contre, le rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, qui sera examiné lors des débats sur le point 51, n'a pas encore été établi.

2. En ce qui concerne le point 125 de l'ordre du jour, la question de Chypre, l'Assemblée générale, au cours de sa 2367^e séance plénière, est arrivée à un consensus : lorsqu'elle étudiera ce point, elle invitera la Commission politique spéciale à se réunir pour donner aux représentants des deux communautés chypriotes l'occasion de prendre la parole devant la Commission. L'Assemblée générale reprendra ensuite l'examen du point de l'ordre du jour, compte tenu du rapport de la Commission. La décision de l'Assemblée a été communiquée au Président de la Commission par une lettre du Président de l'Assemblée générale datée du 30 septembre 1975 (A/SPC/175). En conséquence, une fois transmise l'invitation de l'Assemblée générale, la Commission devra fixer la date à laquelle elle se réunira à l'effet d'entendre lesdits représentants.

3. M. MAHMASSANI (Liban), après avoir félicité le Président et les autres membres du Bureau de leur élection, signale que la documentation sur le point 51 de l'ordre du jour, qui figure au troisième rang dans le programme de travail provisoire (A/SPC/L.323), n'a pas encore été établie, si bien qu'il serait peut-être opportun de changer l'ordre dans lequel les points doivent être examinés et d'étudier le point 54, relatif à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, avant le point 51, intitulé "Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects". Par ailleurs, la répartition des points en sera améliorée puisque ainsi la Commission n'examinera pas consécutivement les deux points concernant la Palestine.

4. Le **PRESIDENT** dit qu'en l'absence d'objection il considérera que la Commission adopte le programme de travail qu'il a proposé, compte tenu de la modification apportée par le représentant du Liban¹.

Il en est ainsi décidé.

5. **M. VALDERRAMA** (Philippines) félicite les membres du Bureau de leur élection et, en sa qualité de Rapporteur du Comité spécial contre l'*apartheid*, il se déclare satisfait de la priorité accordée par la Commission au point 53 de l'ordre du jour, qui a trait à la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain. De l'avis du Rapporteur, cette question est la plus importante que la Commission ait à examiner.

6. **M. Valderrama** rappelle que le Comité spécial, à sa 307^e séance, le 3 septembre 1975, a recommandé à la Commission de consacrer les séances du vendredi 10 octobre 1975 à la célébration de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud et d'inviter les représentants des deux mouvements de libération de l'Afrique du Sud, le Congrès national africain d'Afrique du Sud et le Congrès panafricaniste d'Afrique du Sud, à assister aux séances qui auront lieu ce jour-là et à participer au débat sur la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain. En 1973, il y a eu sur ce sujet un grand nombre d'orateurs, aussi la Commission devrait-elle tenir deux séances ce jour-là. **M. Valderrama** propose en outre que la Commission informe les organisations non gouvernementales intéressées

¹ Le programme de travail, tel qu'il fut modifié, a été distribué ultérieurement sous la cote A/SPC/176.

de la célébration de la Journée de solidarité et leur offre la possibilité de faire de brèves déclarations.

7. L'orateur rappelle aussi, à propos du débat sur la question de l'*apartheid*, qu'il est d'usage de demander au Groupe de l'*apartheid* du Secrétariat d'exposer, dans la salle de réunions de la Commission, toutes les publications pertinentes, qu'elles soient éditées par le Service de l'information, par les institutions spécialisées, par les mouvements de libération et autres. Il propose donc que l'on demande au Groupe de l'*apartheid* de faire de même cette année et de prendre les dispositions nécessaires pour qu'à l'avenir, il en aille ainsi à chaque session où la question de l'*apartheid* sera examinée. De la sorte, il ne sera pas nécessaire de prendre, chaque année, une nouvelle décision dans ce but.

8. Le **PRESIDENT** se réfère à la lettre du 17 septembre 1975 (A/SPC/174) par laquelle le Président par intérim du Comité spécial contre l'*apartheid* lui a fait savoir tout l'intérêt que ce Comité porte à la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud. En l'absence d'objection, le Président considérera que la Commission décide de consacrer deux séances, le 10 octobre, à la célébration de la Journée de solidarité, d'inviter les mouvements de libération reconnus par l'OUA à y participer et leurs représentants à prendre part aux débats sur la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain. Le Président considérera aussi que la Commission accepte les autres propositions du représentant des Philippines.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 15 h 35.

951^e séance

Mercredi 8 octobre 1975, à 10 h 50.

Président : **M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ** (Honduras).

A/SPC/SR.951

Organisation des travaux de la Commission

1. Le **PRESIDENT** propose, à la demande du Président du groupe des Etats d'Amérique latine, de suspendre la séance jusqu'à 15 heures afin de permettre aux membres de la Commission d'entendre l'allocution que doit prononcer le Président de la République de Bolivie devant l'Assemblée générale.

Il en est ainsi décidé.

La séance est suspendue à 10 h 55; elle est reprise à 15 h 30.

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174) :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

DISCUSSION GENERALE

2. **M. VALDERRAMA** (Philippines), parlant en qualité de Rapporteur du Comité spécial contre l'*apartheid*, dit qu'il a eu l'honneur de présenter le rapport annuel de ce comité (A/10022), qui a été adopté à l'unanimité le 24 septembre 1975. Ce rapport retrace dans leurs grandes lignes les activités du Comité spécial au cours de l'année écoulée et contient un certain nombre de conclusions et de recommandations sur les voies et moyens d'intensifier les mesures internationales concertées contre l'*apartheid*. Il contient en annexe un aperçu des principaux faits nouveaux survenus en Afrique du Sud depuis le rapport précédent¹. Cette année, l'action internationale menée contre l'*apartheid* pour isoler le régime sud-africain et soutenir les mouvements de libération et le peuple opprimé d'Afrique du Sud a progressé en même temps que la décolonisation gagnait du terrain en Afrique australe et que s'intensifiait l'opposition internationale à l'*apartheid*. Le fait que la délégation

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément no 22.

sud-africaine à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale ait vu rejeter ses lettres de créance [résolution 3206 (XXIX)] et se soit trouvée exclue des débats de la session (2281^e séance plénière) témoigne de l'isolement international croissant du régime sud-africain.

3. En 1975, un certain nombre d'Etats Membres ont signé ou ratifié la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*. Au 24 septembre 1975, la Convention était déjà signée par 21 pays et ratifiée par 11 autres. Au cours de l'année 1975, se conformant aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies, un certain nombre de gouvernements ont pris des mesures positives pour cesser ou réduire leurs relations avec l'Afrique du Sud. Plusieurs institutions spécialisées des Nations Unies, dont l'UNESCO, l'OMS, l'OIT et la FAO, ainsi que d'autres organisations internationales, ont pris de nouvelles mesures contre l'*apartheid*.

4. Du 28 avril au 2 mai 1975, agissant en consultation avec l'OUA, le Comité spécial contre l'*apartheid*, conformément à la demande de l'Assemblée générale contenue dans sa résolution 3324 D (XXIX), a tenu un séminaire en vue d'étudier la situation actuelle en Afrique du Sud et les moyens de promouvoir l'action publique contre l'*apartheid*. Le Séminaire sur l'Afrique du Sud a eu lieu à Paris du 28 avril au 2 mai 1975 et a réuni tous les membres du Comité spécial, des représentants d'autres organismes intéressés des Nations Unies, d'institutions spécialisées des Nations Unies, de l'OUA, d'un grand nombre de mouvements anti-*apartheid*, d'organisations syndicales et autres organisations non gouvernementales ainsi que des mouvements de libération d'Afrique du Sud. Les participants ont avancé de nombreuses suggestions en ce qui concerne les mesures spécifiques à prendre éventuellement pour assurer l'application complète des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et garantir une action mieux concertée de la part de la communauté internationale contre l'*apartheid*, et leurs vues ont été regroupées dans une déclaration et des recommandations (A/10103-S/11708).

5. En application de la résolution 3324 D (XXIX) de l'Assemblée générale également, le Comité spécial a envoyé des missions auprès des Gouvernements de l'Argentine, de la Belgique, du Brésil, du Danemark, des Etats-Unis d'Amérique, de la Finlande, de la Norvège, du Portugal, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Suède et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques aux fins de consultations en vue de promouvoir la campagne internationale contre l'*apartheid*. Les réunions que les représentants du Comité spécial ont eues avec de hauts fonctionnaires de ces gouvernements ont été des plus utiles. Le Comité spécial a continué de prêter une attention particulière à la coopération étroite entretenue à divers niveaux avec les institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies, ainsi qu'avec les mouvements anti-*apartheid* et d'autres organisations non gouvernementales, en vue de promouvoir une action internationale concertée pour l'élimination rapide de l'*apartheid*. Le Comité spécial a coopéré étroitement avec l'OUA et les mouvements de libération d'Afrique du Sud. Il a également continué à suivre l'évolution de la situation en Afrique du Sud et a pris, selon les cas, les mesures qui relevaient de sa compétence.

6. Telle qu'elle est retracée dans le présent rapport du Comité spécial, l'évolution de la situation en Afrique du Sud pendant l'année écoulée montre que le régime raciste sud-africain n'a pas accepté les conditions clairement énoncées dans les résolutions de l'Assemblée générale — notamment celles qui ont été adoptées à la vingt-neuvième session — sans lesquelles il ne pourra y avoir de solution pacifique. Bien au contraire, il a essayé de sortir de son isolement en lançant une offensive diplomatique et une campagne de propagande destinées à détourner l'attention du monde, offrant d'apporter à d'autres Etats une assistance économique, qui serait le fruit de l'oppression des populations noires d'Afrique du Sud, promettant de contribuer à la recherche d'une solution en Rhodésie du Sud alors qu'il continue à collaborer avec le régime illégal de Smith et procédant à des réformes purement superficielles en Afrique du Sud même. L'analyse de quelques-unes des prétendues "réformes" les plus récentes, auxquelles le régime et ses amis ont donné une large publicité, montre qu'elles sont le fruit des pressions exercées à l'intérieur du pays et au niveau international et qu'elles ne représentent aucun progrès significatif vers l'égalité.

7. De 1974 à 1975, le régime sud-africain a doublé son budget militaire. Le renforcement des préparatifs militaires a été accompagné d'une intensification des mesures de répression contre la population noire et tous les opposants à l'*apartheid*. Le régime sud-africain a refusé avec intransigeance de tenir compte des demandes pour la libération des prisonniers politiques, le retrait de la législation répressive et la levée des interdictions qui frappent le Congrès national africain (ANC) d'Afrique du Sud, et le Congrès panafricainiste (PAC) d'Azanie — mesures que l'Organisation des Nations Unies avait reconnues comme autant de conditions préalables à une solution pacifique. Bien au contraire, le régime a arrêté de nombreux dirigeants noirs et les a tenus au secret pendant de longues périodes en vertu du *Terrorism Act* de 1967, tristement célèbre. A la mi-août 1975, il a lancé une nouvelle vague de répression contre les opposants à l'*apartheid*. En dépit de cette brutalité accrue, le peuple opprimé d'Afrique du Sud et ses mouvements de libération ont poursuivi leur lutte courageuse, stimulant ainsi des millions de gens du monde entier. De la sorte, ils ont apporté une contribution significative non seulement à l'effort entrepris au niveau international pour éliminer le racisme, mais aussi à la lutte de l'humanité pour la défense des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Comité spécial estime que l'Organisation des Nations Unies devrait reconnaître la contribution du peuple sud-africain à sa cause et lui rendre hommage. L'Organisation et la communauté internationale devraient également admettre qu'une responsabilité spéciale leur incombe à l'égard du peuple opprimé d'Afrique du Sud et de ses mouvements de libération.

8. Le Comité spécial s'est particulièrement attaché à faire connaître la récente offensive de propagande lancée par le régime raciste et à publier la vérité sur ce qui se passe en Afrique du Sud. Tout en parlant d'une prétendue "détente" et de prétendues "réformes" pour détourner l'attention du monde, le régime raciste a en fait pris de nouvelles mesures impitoyables contre le peuple opprimé d'Afrique du Sud et ses mouvements de libération. Le Président du Comité spécial a envoyé un document détaillé sur la situation en

Afrique du Sud au Conseil des Ministres de l'OUA réuni à Dar es-Salam pour sa neuvième session extraordinaire, tenue du 7 au 10 avril 1975, et l'OUA en a pleinement approuvé l'analyse et les conclusions dans la Déclaration de Dar es-Salam sur l'Afrique australe qu'il a publiée à l'occasion de ladite session.

9. Dans ses recommandations à l'Assemblée générale (A/10022, chap. II), le Comité spécial souligne l'importance de l'application, par la communauté internationale, de mesures efficaces pour isoler le régime raciste d'Afrique du Sud dans les domaines militaire, économique, politique, culturel, sportif et autres. Il appelle notamment l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que le régime de Pretoria se prépare à déclarer la prétendue "indépendance" du Transkei en 1976; il recommande que l'Assemblée générale dénonce la création du Transkei et des autres "bantoustans" et demande à nouveau à tous les gouvernements et à toutes les organisations de ne reconnaître en aucune manière les institutions ou les autorités des "bantoustans". Le Transkei, qui est censé être le "foyer national" des Xhosas, dont le nombre égale celui des Blancs en Afrique du Sud, ne représenterait environ que 3 p. 100 de la superficie du pays. Les "bantoustans" constituent manifestement un simulacre d'autodétermination auquel recourt le régime de Pretoria, qui défie ainsi ouvertement l'Organisation des Nations Unies. C'est pourquoi le Comité spécial prie instamment la communauté internationale de prendre d'urgence des mesures en vue de déjouer les manoeuvres du régime sud-africain et d'appuyer la lutte que la majorité écrasante de la population sud-africaine mène pour exercer son droit à l'autodétermination dans l'ensemble du pays, sur la base de l'égalité de tous les habitants, indépendamment de leur race, de leur couleur ou de leurs croyances.

10. Le Comité spécial appelle également l'attention de l'Assemblée générale sur l'opportunité d'un embargo sur la fourniture de pétrole, de produits pétroliers et autres matières premières à l'Afrique du Sud. A son avis, un embargo sur le pétrole constituerait une première étape positive vers un embargo général sur tous les produits d'intérêt stratégique, qui s'ajouterait à l'embargo sur les armes décrété par le Conseil de sécurité dans sa résolution 181 (1963). Il faut noter ici que bien que l'Afrique du Sud ne dépende, pour ses besoins totaux en énergie, que de 20 à 26 p. 100 sur les importations de pétrole, celles-ci sont considérables et constituent le poste le plus important dans l'ensemble des dépenses de ce pays au titre des importations. L'embargo sur le pétrole contre l'Afrique du Sud, annoncé par les Etats arabes lors de leur conférence au sommet à Alger en 1973, a eu un effet économique et psychologique sur l'Afrique du Sud, malgré les déclarations optimistes des dirigeants et des industriels de ce pays. Le Comité spécial contre l'*apartheid* estime que pour garantir l'application totale de l'embargo, il faut demander à tous les pays exportateurs de pétrole de prendre les mesures nécessaires à cette fin et de prévenir toute infraction par des sociétés internationales transportant du pétrole.

11. En rendant hommage aux gouvernements et organisations qui ont poursuivi et accru leur assistance à la population opprimée d'Afrique du Sud et à ses mouvements de libération, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, de l'OUA ou par d'autres voies, le Comité spécial

recommande que l'Assemblée générale invite tous les Etats, institutions spécialisées et organisations à fournir une assistance plus généreuse, compte tenu de la répression accrue en Afrique du Sud et de la nouvelle phase dans laquelle est entrée la lutte de libération.

12. En ce qui concerne son programme de travail, le Comité spécial recommande que des dispositions soient prises pour assurer la poursuite et l'intensification de consultations avec les gouvernements, y compris les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud, les institutions spécialisées, l'OUA et les principales confédérations syndicales et organisations non gouvernementales. Il demande d'établir une plus grande coopération avec le mouvement non aligné avec d'autres organisations intergouvernementales appropriées. Il estime également qu'il importe d'organiser, avec la participation de l'OUA en 1976, une conférence des mouvements de libération et d'organisations non gouvernementales, pour passer en revue les faits nouveaux intervenus en Afrique du Sud et pour déterminer comment les sociétés transnationales et d'autres intérêts économiques étrangers contribuent à soutenir l'*apartheid*.

13. Le Comité spécial recommande en outre dans son rapport de changer le nom du Groupe de l'*apartheid* pour l'appeler "Centre de lutte contre l'*apartheid*" et de le renforcer. Le Groupe est d'un secours précieux pour le Comité spécial dans ses travaux, non seulement parce qu'il lui fournit des services mais aussi parce que sa tâche consiste à faire connaître les activités du Comité spécial et de l'Organisation des Nations Unies. L'efficacité des efforts déployés par celle-ci pour éliminer l'*apartheid* est largement fonction de la mesure dans laquelle on fait prendre conscience aux peuples du monde entier de la menace que constitue l'*apartheid* et on les encourage à adopter des mesures pour appuyer les résolutions de l'ONU et les mouvements de libération. Le Comité spécial a souvent félicité le Groupe de ses activités, activités qui ont été par ailleurs hautement appréciées par d'autres organes de l'ONU et par de nombreuses organisations non gouvernementales. Le Comité spécial est d'avis que le Groupe devrait s'appeler "Centre de lutte contre l'*apartheid*" afin d'insister sur l'importance de ses travaux et pour que son nom corresponde à celui du Comité spécial contre l'*apartheid*. Il pense que le Groupe devrait se voir allouer des ressources plus importantes de manière qu'il puisse développer ses activités, eu égard, en particulier, aux manoeuvres récentes de l'Afrique du Sud et à l'intensification considérable de la propagande faite par le régime sud-africain, dont le Ministère de l'information dépense, à lui seul, 14 millions de dollars par an.

14. La publicité n'est, certes, qu'un des aspects des activités du Groupe de l'*apartheid*. Outre qu'il a fourni des services au Comité spécial, il a aidé celui-ci dans des missions diplomatiques de haut niveau à l'étranger, comme il lui avait été demandé. Il administre également l'assistance aux victimes de l'*apartheid* en Afrique du Sud et aide à la promouvoir. Le Comité spécial recommande que toutes ces activités soient renforcées.

15. Le Fonds d'affectation spéciale du Groupe de l'*apartheid* a été créé en 1975, au début de l'année, sur la recommandation du Comité spécial, afin de permettre au Groupe de développer ses activités. M. Valderrama désire,

au nom du Comité spécial, remercier les Gouvernements du Brésil, de la Finlande, de l'Inde, du Koweït, du Nigéria, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, de la République arabe syrienne, du Soudan et de la Zambie qui ont déjà versé des contributions au Fonds d'affectation spéciale ou ont fait des annonces de contributions. Le représentant des Philippines croit comprendre que le Gouvernement japonais a l'intention de bientôt contribuer et il désire lancer un appel, au nom du Comité spécial, à tous les gouvernements pour qu'ils envisagent de faire des contributions.

16. Le Groupe de l'*apartheid* a déjà commencé, en consultation avec le Comité spécial, à utiliser le Fonds d'affectation spéciale pour imprimer plusieurs publications. Il a également pris des dispositions avec des organisations non gouvernementales pour diffuser des renseignements sur l'Organisation des Nations Unies. C'est ainsi que l'Anti-Apartheid Movement de Londres a publié un supplément à l'*Anti-Apartheid News* consacré au Séminaire sur l'Afrique du Sud tenu par le Comité spécial à Paris, en utilisant une subvention très modeste du Fonds d'affectation spéciale. Des publications du Groupe de l'*apartheid* ont été imprimées par le Conseil mondial de la paix sans qu'il en coûte rien à l'Organisation des Nations Unies et des dispositions similaires sont actuellement prises avec d'autres organisations non gouvernementales.

17. Le Comité spécial estime qu'il est indispensable, au cours de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, de prendre des mesures décisives pour éliminer l'*apartheid* et il espère que la Commission politique spéciale prêterait la plus grande attention à cette question et qu'elle appuiera les recommandations du Comité spécial tendant à intensifier l'action internationale contre l'*apartheid*.

18. Après la libération du Mozambique, du Cap-Vert et de Sao Tomé-et-Principe et autres faits nouveaux intervenus en Afrique australe, on s'accorde généralement à reconnaître que l'*apartheid* est au coeur du problème en Afrique australe. Le Comité spécial estime qu'à l'occasion du trentième anniversaire de sa création, l'Organisation des Nations Unies devrait accorder un rang de priorité élevé au problème et consacrer tous les efforts et toutes les ressources possibles à l'élimination rapide de l'*apartheid*.

19. En conclusion, M. Valderrama désire remercier de leur concours le Bureau et les membres du Comité spécial ainsi que les membres du secrétariat du Comité et le Service de l'information et il remercie tous les gouvernements et toutes les organisations, notamment l'OUA, de la coopération qu'ils ont apportée de par le passé. Le représentant des Philippines tient également à rendre hommage à l'ancien président du Comité spécial, M. Ogbu, du Nigéria, et à son ancien vice-président, M. Seignoret, de la Trinité-et-Tobago, pour leur contribution précieuse à la campagne internationale contre l'*apartheid*. Enfin, il souhaite, au nom du Comité spécial, adresser ses vifs remerciements au Secrétaire général et au Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires du Conseil de sécurité pour l'intérêt soutenu qu'ils apportent aux travaux du Comité spécial et pour leur coopération.

20. M. MARTYNENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) félicite le Président et les membres du Bureau de

la Commission politique spéciale à l'occasion de leur élection.

21. Prenant la parole en qualité de Président par intérim du Comité spécial contre l'*apartheid*, il rend hommage à la précieuse contribution de M. Ogbu aux travaux du Comité spécial en tant que Président de ce comité de 1972 à 1975. Réflétant l'engagement ferme pris par son gouvernement en ce qui concerne la libération de tout le continent africain, M. Ogbu a consacré tous ses efforts à obtenir le plus large appui possible à la lutte pour la libération livrée en Afrique australe et il a constamment souligné que l'*apartheid* en Afrique du Sud n'est pas un problème qui touche uniquement le peuple sud-africain mais qui intéresse aussi l'humanité tout entière. M. Ogbu s'est employé à promouvoir une action concertée des gouvernements, des organisations intergouvernementales, des syndicats, des mouvements anti-*apartheid* et de nombreuses autres organisations non gouvernementales.

22. Le Conseil mondial de la paix a décidé de décerner la médaille d'or de la paix de Frédéric Joliot-Curie au Comité spécial contre l'*apartheid* et M. Martynenko espère que toutes les délégations seront présentes à la cérémonie qui aura lieu lors de la remise de la médaille le 14 octobre. Cette médaille a été décernée, en quelque sorte, pour rendre hommage aux travaux accomplis par le Comité spécial sous la direction de M. Ogbu au cours des trois dernières années.

23. M. Martynenko tient également à noter combien le Comité spécial a apprécié les services remarquables de M. Seignoret, vice-président du Comité en 1974 et 1975.

24. La discussion générale qui a lieu à la session en cours de l'Assemblée générale montre que la majorité écrasante des Etats Membres reconnaissent que l'*apartheid* en Afrique du Sud est l'un des principaux problèmes que doit résoudre l'Organisation des Nations Unies et que cette dernière doit intensifier les efforts qu'elle déploie pour l'éliminer.

25. Le Comité spécial et l'OUA ont souligné la gravité de la situation en Afrique australe dans son ensemble et mis l'accent sur le fait que le principal ennemi de l'Organisation des Nations Unies et de la paix et du progrès dans toute la région est le régime raciste d'Afrique du Sud.

26. L'Afrique du Sud est à un carrefour, non pas à cause d'un changement qui serait intervenu dans le régime de Pretoria ou dans ses calculs mais à cause des progrès accomplis par la lutte pour la libération, de l'effondrement du colonialisme portugais et de la création de la République populaire du Mozambique. Se sentant de plus en plus isolé, le régime sud-africain a recours, en désespoir de cause, à des manœuvres trompeuses et à une propagande massive d'une part, et du renforcement de ses forces militaires et de la répression d'autre part. Le régime raciste n'a pas changé et il ne peut pas changer; tout semblant de modification réside dans sa propagande, ses tactiques et ses manœuvres pour semer la dissension dans les rangs de ses adversaires. Personne ne doit se laisser abuser par les termes qu'il utilise, comme le mot "détente"; il ne saurait y avoir de détente avec le racisme.

27. Le Comité spécial a toujours souligné que pour trouver une solution à la situation en Afrique du Sud, il faut d'une

part isoler entièrement le régime sud-africain et d'autre part apporter un soutien ferme au mouvement de libération. En exécution du mandat que lui a confié l'Assemblée générale, le Comité spécial a essayé de faire tout ce qui était en son pouvoir pour mettre fin à toute collaboration militaire, diplomatique, politique, économique et autre avec l'Afrique du Sud. Dans son dernier rapport, il a attiré l'attention sur le fait que certains progrès avaient été accomplis en ce sens, comme le prouve par exemple l'absence de la délégation sud-africaine à la session en cours de l'Assemblée générale.

28. Le Comité spécial est gravement préoccupé par l'accroissement de la collaboration avec l'Afrique du Sud de certains Etats occidentaux et d'autres ainsi que des intérêts économiques étrangers. Selon des chiffres officiels publiés par le régime sud-africain, des capitaux étrangers d'un milliard et demi de rands, soit plus de 2 milliards de dollars, sont entrés en Afrique du Sud en 1974 et 1975. Il faut redoubler d'efforts pour faire cesser cette assistance et ces encouragements au régime sud-africain.

29. Le régime sud-africain a également accordé une très grande attention à l'établissement et à l'expansion de ses installations militaires y compris un centre important de communications navales près du Cap, dans l'espoir d'inciter certaines puissances occidentales à conclure, ouvertement ou secrètement, une alliance au sujet de l'océan Indien et de la zone de l'Atlantique sud. Il est regrettable que certains dirigeants militaires occidentaux se soient montrés tout disposés à nouer des liens avec le régime raciste. Le Comité spécial a toujours souligné que la question de l'*apartheid* ne doit pas être rendue plus complexe par la mentalité maintenant dépassée de l'époque de la guerre froide et que toute coopération militaire avec ce régime constitue un acte contre la liberté et la paix. Il espère que tous les gouvernements s'en abstiendront.

30. Le Comité spécial est, par ailleurs, gravement préoccupé par les plans du régime sud-africain visant à développer la technologie nucléaire et le traitement de l'uranium enrichi avec la coopération de gouvernements et de sociétés du monde occidental.

31. Le Comité spécial fournira en temps voulu une documentation complète sur la collaboration continue des gouvernements et des intérêts économiques avec le régime sud-africain.

32. Le Comité spécial juge essentiel que tous les Etats et toutes les organisations apportent un appui politique et matériel maximum au mouvement de libération d'Afrique du Sud pendant la période cruciale actuelle afin de lui permettre d'accomplir sa tâche historique consistant à libérer le pays des racistes. Le Comité spécial a formulé des recommandations précises à cet égard et M. Martynenko espère que la Commission politique spéciale accordera l'attention voulue à cette question.

33. En conclusion, M. Martynenko tient à souligner l'importance qu'attache le Comité spécial à une action concertée de tous les gouvernements et de tous les peuples dans la lutte contre l'*apartheid*. Il ne faut pas laisser des différends à propos d'autres questions et des intérêts égoïstes diviser leurs rangs et encourager les racistes. Le Comité spécial poursuivra et intensifiera ses efforts en vue

de favoriser cette action concertée, en exécution du mandat que lui a confié l'Assemblée générale.

34. M. RYDBECK (Suède) trouve extrêmement encourageante l'augmentation substantielle des contributions des Etats Membres au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et se félicite de ce qu'ils soient désormais plus nombreux à vouloir soulager les souffrances des victimes du racisme. Par ailleurs, il s'inquiète de ce que les autorités d'Afrique du Sud, de Namibie et de Rhodésie du Sud aient, au cours de l'année écoulée, soumis encore davantage de personnes à des restrictions, des détentions et des procès arbitraires, malgré tous les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale. M. Rydbeck attire particulièrement l'attention sur le nombre important de membres du mouvement étudiant qui sont détenus en Afrique du Sud depuis le mois de septembre 1974 et inculpés en vertu de diverses lois répressives. Malheureusement, le budget du Fonds d'affectation spéciale suffit à peine à répondre aux besoins les plus urgents qui découlent de ces événements et M. Rydbeck fait par conséquent appel à tous les Etats pour qu'ils contribuent encore plus généreusement tant au Fonds d'affectation spéciale qu'aux organisations volontaires qui fournissent une assistance aux victimes de l'*apartheid*. La répression en Afrique australe persiste et s'intensifie malgré une résistance croissante depuis 30 ans que l'Organisation des Nations Unies existe. Le Conseil d'administration du Fonds d'affectation spéciale reconnaît que l'assistance humanitaire, tout en étant indispensable tant que la répression continuera, ne remplace en aucun cas les mesures à prendre pour mettre un terme à cette répression. A cet égard, il faudrait donner une plus large diffusion aux renseignements disponibles concernant les persécutions en Afrique du Sud, en Namibie et en Rhodésie du Sud, en vertu de lois discriminatoires et répressives; l'Assemblée générale et le Secrétaire général devraient prendre les dispositions nécessaires à cette fin.

35. Le PRESIDENT invite le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques de l'Organisation de l'unité africaine à prendre la parole.

36. M. ONU (Sous-Secrétaire général aux affaires politiques de l'Organisation de l'unité africaine) prend note avec satisfaction de l'isolement croissant du Gouvernement sud-africain sur le plan international, qui ressort notamment de la décision prise par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa 2281^e séance plénière, d'empêcher la délégation sud-africaine de prendre part aux débats de la vingt-neuvième session. Nul ne doit se laisser leurrer par des changements politiques purement apparents qui masquent une nouvelle offensive diplomatique du Gouvernement sud-africain visant à faire accepter le régime actuel et à lui donner un caractère de respectabilité sous prétexte d'une soi-disant détente, qui pour lui signifie seulement que l'Afrique libre et indépendante devrait coexister avec l'*apartheid*. M. Onu lance un appel aux dirigeants sud-africains pour qu'ils détruisent toutes les institutions d'oppression, engagent des pourparlers avec les mouvements de libération sud-africains et mettent fin aux restrictions dont sont frappés les dirigeants nationalistes. Les efforts pour isoler l'Afrique du Sud et pour l'exclure de la communauté internationale doivent être étendus aux prétendus dirigeants de "foyers nationaux", qui ne sont que des marionnettes et

non des représentants authentiques de la majorité noire. Il est à noter que certains pays occidentaux et impérialistes, qui protestent pourtant contre les violations des droits de l'homme commises à leurs propres portes, restent sourds lorsqu'il s'agit des événements d'Afrique du Sud et fournissent même au régime sud-africain, par leurs investissements et par leur aide militaire, la force qui lui est nécessaire pour continuer à pratiquer sa politique d'oppression. La Commission devrait s'inquiéter davantage d'obtenir des résultats pratiques et, à cette fin, M. Onu formule les recommandations suivantes : la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* devrait être ratifiée rapidement; toute politique des "bantoustans" devrait être une fois de plus condamnée et rejetée et tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies devraient être invités à s'abstenir de toutes relations avec les dirigeants des "foyers nationaux"; le Conseil de sécurité devrait être prié instamment de mettre un embargo impératif sur les ventes d'armes à l'Afrique du Sud; une liste noire des sociétés, transnationales ou autres, qui réalisent des investissements importants en Afrique du Sud et des partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud devrait être établie; un appel pour la libération inconditionnelle des prisonniers politiques devrait être lancé; le PAC et l'ANC devraient acquérir le statut d'observateur permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

37. M. WHISTLER (Etats-Unis d'Amérique) dit que si sa délégation n'est pas opposée à la participation de l'ANC et du PAC aux débats que la Commission consacre à l'*apartheid*, son gouvernement n'en continue pas moins à reconnaître le Gouvernement sud-africain comme le représentant légitime de l'Afrique du Sud à l'Organisation des Nations Unies.

38. M. BRIGHTY (Royaume-Uni) dit que sa délégation ne formule aucune objection contre la participation de l'ANC et du PAC aux débats de la Commission et qu'en fait elle se félicite de la contribution intéressante que ces organisations apporteront vraisemblablement à tout débat sur l'*apartheid*. Cependant, il doit être clair que le Gouvernement du Royaume-Uni reconnaît le Gouvernement de la République sud-africaine et ne reconnaît donc pas l'ANC ou le PAC comme représentant de ce pays.

39. M. DE LATAILLADE (France) dit que sa délégation ne formule aucune objection contre la participation de l'ANC et du PAC à la célébration de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud et aux discussions sur la politique l'*apartheid* du Gouvernement sud-africain. Cependant, il tient à rappeler à ce propos aux

membres de la Commission la déclaration que sa délégation a faite sur la question au cours de la vingt-neuvième session, à la 906^e séance de la Commission.

40. Le PRESIDENT invite le représentant du Congrès panafricaniste d'Azanie à prendre la parole.

41. M. SIBEKO (Observateur, Congrès panafricaniste d'Azanie) fait observer que, au Conseil de sécurité, trois Etats Membres, malgré la décision démocratique de l'Assemblée générale et la majorité écrasante des membres du Conseil de sécurité, ont abusivement exercé leur veto contre l'expulsion de l'Organisation du régime sud-africain. Ils ont pris leur décision après que le représentant de l'OUA eut déclaré que son organisation s'inquiétait du rôle joué par certains pays occidentaux impérialistes qui fournissaient au régime fasciste d'Afrique du Sud les moyens de maintenir sous sa domination la grande masse de la population de l'Azanie. Cependant, l'évolution historique en Afrique menace les vestiges du régime fasciste primitif et anachronique. Les objections et les réserves formulées par les trois puissances qui ont exercé leur veto ne sont pas nouvelles et M. Sibeko se demande si leurs auteurs croient que leur décision laisse présager l'établissement de relations harmonieuses avec une Azanie libre et démocratique.

42. Le PRESIDENT rappelle que deux séances ont été réservées le 10 octobre pour la célébration de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud. Le Secrétaire général du Conseil mondial de la paix, le Secrétaire général adjoint de l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques et le Lawyer's Committee for Civils Rights under Law ont demandé à participer à ces séances. S'il n'y a pas d'objections, il considérera que la Commission y consent.

Il en est ainsi décidé.

43. M. LAI Ya-li (Chine) rappelle qu'à la session précédente (914^e séance) le représentant de la Chine à la Commission a expliqué la position de principe de son gouvernement en ce qui concerne le Conseil mondial de la paix — à savoir que celui-ci a été réduit à l'état d'instrument des superpuissances — et a exposé les raisons pour lesquelles le Gouvernement chinois était opposé à ce que les représentants de cette organisation soient invités à prendre la parole devant la Commission. Les critiques adressées par le Gouvernement chinois à l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques sont également bien connues.

La séance est levée à 16 h 40.

952^e séance

Jeudi 9 octobre 1975, à 15 h 35.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.952

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (suite)
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174] :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

DISCUSSION GENERALE (suite)

1. M. HECKSCHER (Suède) dit que la Commission examine l'action internationale à exercer contre le système d'*apartheid*, compte tenu des profondes modifications qui ont marqué la structure politique de l'Afrique australe. La délégation suédoise se félicite de l'admission du Mozambique à l'Organisation des Nations Unies et espère que ce sera bientôt le tour de l'Angola. Les puissances coloniales quittant l'Afrique australe, le Souaziland n'est plus entouré de territoires sous domination blanche, et l'isolement géographique du régime minoritaire blanc de Rhodésie du Sud est devenu aussi effectif que son isolement politique au sein de la communauté internationale. En outre, le régime Smith est maintenant un fardeau politique qui pèse à l'Afrique du Sud, alors qu'elle était jusqu'à présent son principal protecteur.

2. Malheureusement, le malaise que cette évolution provoque chez les colonialistes blancs se traduit par une intensification de la répression politique. Certains symptômes indiquent néanmoins que pour sauvegarder ses propres intérêts le régime de Pretoria serait disposé à retirer son appui à Salisbury. Pour assurer la survie de son détestable système de gouvernement, l'Afrique du Sud a également aboli quelques prescriptions mineures du système d'*apartheid* et présente cette action comme une modification radicale du système, affirmation qui se trouve démentie par l'intensification de la répression policière.

3. Selon des informations publiées par le Groupe de l'*apartheid*, un nombre considérable de personnes de toutes races et de tous milieux sont actuellement frappées d'"interdictions", mesures qui sont imposées sans aucun respect des formes régulières et entraînent de graves restrictions. En outre, en 1975, le régime a décidé l'arrestation d'un certain nombre de jeunes gens "de couleur" qui préconisaient le boycottage de certaines institutions de l'*apartheid*. Il a également fait incarcérer les dirigeants des associations de lycéens noirs et un certain nombre de Blancs, dirigeants d'associations d'étudiants et professeurs opposés à l'*apartheid*. Ceux qui ont été officiellement inculpés ont été accusés d'appuyer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'*apartheid* et peuvent être frappés des peines extrêmement sévères pour cette infraction. Dans son analyse de la situation, le Christian Institute of

Southern Africa a noté que les détentions en vertu du *Terrorism Act* se font plus nombreuses et font partie intégrante de la vie quotidienne en Afrique du Sud, et que les jeunes Noirs qui tentent d'instaurer un ordre social plus équitable doivent s'attendre à être arrêtés à un moment ou à un autre.

4. En Afrique du Sud et en Namibie, le régime s'efforce de masquer le réel visage du système d'*apartheid* en prétendant que les "bantoustans" jouissent de l'indépendance alors que, démunis des terres ou de ressources suffisantes pour subvenir aux besoins de leurs populations, ils ne sont rien d'autre que des réserves de main-d'oeuvre insuffisamment rémunérée où peut puiser à sa guise la minorité blanche d'Afrique du Sud.

5. Il semble que, malgré ces persécutions, la résistance de la grande majorité de la population noire s'accroît. Des nouvelles et des témoignages en provenance d'Afrique du Sud indiquent que les pressions internationales rendent de plus en plus vulnérable le système d'*apartheid*. La délégation suédoise estime, comme les Etats africains, que ces pressions exercées sur les régimes blancs doivent être poursuivies et intensifiées dans le cadre d'une politique admise par tous et véritablement internationale. Cette politique doit tenir compte du fait que les Etats limitrophes de l'Afrique du Sud doivent bénéficier d'un appui particulier leur permettant de résister aux pressions économiques, politiques et peut-être même militaires de l'Afrique du Sud. La faiblesse économique de ces Etats est extrêmement dangereuse et pourrait avoir de graves répercussions sur l'évolution de la situation. Il est absolument nécessaire d'entreprendre une action concertée pour aider certains pays particulièrement vulnérables à se libérer de tout vestige de dépendance économique à l'égard de l'Afrique du Sud.

6. La Suède a depuis longtemps reconnu les besoins particuliers des pays limitrophes de l'Afrique du Sud et leur a consacré une part importante et croissante de son assistance au développement : elle a notamment conclu, dans les premiers mois de 1975, un accord de développement avec le Mozambique. La délégation suédoise espère que tous les pays riches accepteront bientôt de participer à une action concertée visant à renforcer l'économie des Etats africains qui sont en butte à l'expansionnisme économique de l'Afrique du Sud. Les mesures prises en faveur des pays voisins de l'Afrique du Sud peuvent ne pas sembler avoir une importance capitale mais elles pourraient à long terme s'avérer efficaces en privant le régime de voies de communication, de matières premières, de marchés et de main-d'oeuvre à bon marché. En renforçant ces pays, on exercerait en outre des pressions psychologiques sur la population sud-africaine et on encouragerait les mouvements de libération en Afrique du Sud. Les sacrifices consentis par les mouvements de libération dans leur lutte contre la discrimi-

nation raciale et l'injustice devraient être constamment portés à l'attention de l'opinion publique internationale.

7. Les sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud sont tout aussi responsables de l'exploitation systématique des travailleurs migrants que les sociétés sud-africaines, car elles profitent au même titre du système d'*apartheid*. Le Gouvernement suédois est très conscient du problème et, dans la mesure du possible, il décourage tous nouveaux investissements en Afrique du Sud, pays où les travailleurs non blancs sont non seulement exploités mais privés du droit de faire évoluer leur propre situation. La lutte pour la jouissance des droits économiques et syndicaux fondamentaux est donc devenue une lutte contre l'ensemble du système d'*apartheid*. Les syndicats des pays développés se rendent de mieux en mieux compte de la discrimination raciale pratiquée par les filiales sud-africaines des sociétés transnationales et peuvent directement influencer sur les organismes centraux qui gèrent ces sociétés. Les pressions de cet ordre exercées par les syndicats constituent une arme nouvelle et efficace dans la lutte contre la discrimination raciale.

8. L'accroissement spectaculaire du budget militaire de l'Afrique du Sud souligne l'importance que ce pays accorde à sa suprématie militaire. Il y a plus de 10 ans, sur l'initiative des Etats scandinaves, le Conseil de sécurité a recommandé dans sa résolution 181 (1963) un embargo sur les armes destinées à l'Afrique du Sud. Il est regrettable que certains pays industriels exportateurs d'armes aient égoïstement choisi de ne tenir aucun compte de cette recommandation. La Suède est elle-même producteur d'armes mais n'en a pas moins appliqué scrupuleusement l'embargo. La délégation suédoise regrette également que certains membres permanents du Conseil de sécurité aient usé de leur droit de veto pour empêcher le Conseil de décider un embargo obligatoire sur les armes en 1975. La question devrait être à nouveau soulevée au Conseil de sécurité et les Etats qui entretiennent encore une forme quelconque de coopération militaire avec l'Afrique du Sud devraient se voir rappeler les responsabilités qui leur incombent sur le plan international. Le Conseil de sécurité et l'Assemblée

générale devraient tous deux accentuer leurs pressions sur le régime de Pretoria, car la situation en Afrique du Sud constitue une menace contre la paix aux termes des dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et justifie donc l'imposition de sanctions.

9. Pour s'acquitter de son devoir de diffuser des renseignements sur la situation en Afrique du Sud, l'ONU bénéficie de l'aide de diverses autres organisations, comme le Conseil oecuménique des Eglises : cet organisme a toujours activement aidé à démasquer le régime de Pretoria, dont les dirigeants se targuent d'être chrétiens alors qu'ils font fi des principes fondamentaux de leur religion. Ces renseignements sont destinés, par des voies diverses, à atteindre jusqu'à la population blanche de l'Afrique du Sud, qui, il faut l'espérer, finira par se rendre compte que sa propre survie est liée à l'abandon de la politique inhumaine et absurde de l'*apartheid*.

10. M. VALDERRAMA (Philippines) appelle l'attention des représentants sur le fait qu'un projet de résolution sera présenté le lendemain à l'occasion de la célébration par la Commission de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud. Il espère que les délégations de toutes les régions géographiques se porteront coauteurs du projet de résolution et qu'il pourra être adopté par acclamation. Il manifestera ainsi la dénonciation, par tous les pays, des persécutions exercées par l'Afrique du Sud à l'encontre des dirigeants de la population opprimée et constituera un message de solidarité adressé aux personnes emprisonnées ou soumises à des mesures restrictives.

11. La Journée de solidarité coïncidera avec l'adoption, il y a 12 ans, de la résolution 1881 (XVIII) par laquelle l'Assemblée générale demandait la libération inconditionnelle des prisonniers politiques. Un seul vote négatif a été émis lors de l'adoption de cette résolution : celui du régime sud-africain lui-même. Le Président espère qu'à sa prochaine séance la Commission manifestera ses sentiments avec encore plus d'éclat.

La séance est levée à 16 heures.

953^e séance

Vendredi 10 octobre 1975, à 10 h 50.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.953

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (suite)
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174] :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

JOURNÉE DE SOLIDARITÉ AVEC LES PRISONNIERS POLITIQUES D'AFRIQUE DU SUD

1. Le **PRESIDENT** rappelle que, pour répondre à la demande du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/SPC/174), la Commission a décidé à sa 950^e séance, le 1er octobre, de consacrer les séances du vendredi 10 octobre 1975 à la célébration de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud. En outre, elle a décidé à sa 951^e séance d'inviter les représentants du Conseil mondial de la paix, de l'Organisation de solidarité des peuples d'Afrique et d'Asie et du Lawyers' Committee for Civil Rights under Law à prendre part aux débats.

2. Mme **CISSE** (Guinée) dit que, en lançant un appel solennel à la communauté internationale pour qu'elle célèbre la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud le 11 octobre, le Comité spécial contre l'*apartheid* a voulu une fois de plus sensibiliser l'opinion internationale à la situation explosive qui règne en Afrique du Sud. En effet, malgré les appels pressants de la communauté internationale et l'action de divers mouvements nationaux et internationaux, l'Afrique du Sud refuse de libérer les prisonniers. Bien au contraire, faisant fi de toutes les recommandations et résolutions de l'ONU, le Gouvernement sud-africain intensifie la répression, multiplie les arrestations arbitraires et soumet les prisonniers à des tortures et autres traitements inhumains. De plus, bien qu'il parle de détente avec les Etats africains, il refuse de dialoguer avec les vrais leaders sud-africains.

3. La délégation guinéenne a l'intention de revenir ultérieurement sur la situation régnant en Afrique du Sud, mais elle tient, d'ores et déjà, à réaffirmer le soutien inconditionnel de la Guinée et de son Président, au peuple et aux mouvements de libération de l'Afrique du Sud. La République de Guinée demande la libération de MM. Nelson Mandela, Mangaliso Sobukwe, des nationalistes afrikaners Breyten Breytenbach, Alexandre Mombaris, Sean Hosey et de centaines de patriotes. Elle est convaincue, comme les mouvements de libération nationale qu'elle appuie, que ni les armes, ni les tortures, ni les emprisonnements ne peuvent venir à bout d'un peuple organisé et décidé à défendre sa liberté. Elle salue les initiatives prises par l'ONU et l'OUA pour intensifier la lutte contre l'*apartheid*, et notamment celles qui visent à faire appliquer l'embargo sur les livraisons d'armes à destination de l'Afrique du Sud ainsi

que les sanctions diplomatiques et économiques contre le régime sud-africain, à faire cesser l'émigration vers ce pays, à faire libérer des milliers de prisonniers politiques, à condamner la politique des "bantoustans", à venir en aide aux victimes de l'*apartheid* et à soutenir activement les mouvements de libération. Grâce au soutien moral et matériel de tous les peuples qui aspirent au progrès, il ne fait pas de doute que l'*apartheid* sera vaincu et que les peuples d'Afrique du Sud recouvreront leur liberté et leur dignité.

4. M. **PAPOULIAS** (Grèce) dit qu'il saisit l'occasion, en cette Journée de solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains, de préciser que le Gouvernement grec condamne énergiquement la détention sans procès et la mise au secret de plus de 70 personnes en Afrique du Sud et en Namibie. Il ne peut admettre non plus que le gouvernement d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies fasse fi de tous les appels lancés par cette organisation internationale et de ses résolutions mêmes. La délégation grecque se joint à tous ceux qui se sont élevés contre les détentions politiques, manifestation odieuse de la volonté qu'une minorité impose à la majorité et pratique contraire aux droits de l'homme consacrés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

5. Le **PRESIDENT** invite le représentant du Congrès national africain (ANC) d'Afrique du Sud à prendre la parole.

6. M. **NZO** (Observateur, Congrès national africain d'Afrique du Sud) dit que la présente séance marque le douzième anniversaire de l'adoption de la résolution 1881 (XVIII) par laquelle l'Assemblée générale demandait la libération immédiate de tous les prisonniers politiques; c'est le 11 octobre qu'on célèbre depuis lors la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud. Le représentant de l'ANC rend hommage à l'oeuvre que poursuit le Comité spécial contre l'*apartheid* et aux efforts qu'il a déployés pour sensibiliser l'opinion publique au problème de l'*apartheid*.

7. C'est avec joie et fierté que l'ANC constate la présence à l'Organisation des Nations Unies de pays qui représentent la nouvelle Afrique révolutionnaire : la République de Guinée-Bissau, la République populaire du Mozambique, les Républiques du Cap-Vert et de Sao Tomé-et-Principe. Sous la conduite du Movimento Popular de Libertação de Angola (MPLA), l'Angola y aura, lui aussi, bientôt sa place. L'ANC salue chaleureusement les peuples du Viet-Nam du Nord et du Sud ainsi que du Laos, victorieux de l'impérialisme américain. Autre sujet de satisfaction : après 50 ans de dictature fasciste, le Portugal a cessé de soutenir le régime d'*apartheid* en Afrique du Sud. Enfin, l'ANC est heureux de saluer la Papouasie-Nouvelle-Guinée, nouveau Membre de l'Organisation.

8. M. Nzo rappelle que l'adoption, le 11 octobre 1963, de la résolution 1881 (XVIII) a été motivée par l'arrestation, en juillet de la même année, des dirigeants de l'ANC, qui ont été condamnés à l'emprisonnement à vie au procès de Rivonia. Vorster, porte-parole du régime d'*apartheid*, les a toujours qualifiés de prisonniers de droit commun ne méritant pas le statut de prisonnier politique. Afin de réfuter cette affirmation mensongère, M. Nzo donne une courte biographie de Nelson Mandela, militant et dirigeant dévoué de l'ANC, qu'il a toujours servi que ce soit ouvertement, dans la clandestinité ou à l'étranger, et qui a été arrêté, jugé et emprisonné à vie avec un groupe de ses camarades.

9. D'autres procès, qui n'ont pas eu le même retentissement que le procès de Rivonia, ont jeté des combattants de la liberté sud-africains et namibiens entre les griffes de la gestapo sud-africaine. Sur 77 détenus, chiffre officiellement admis par l'Afrique du Sud au 4 octobre 1975, 56 sont des Sud-Africains et 21 des Namibiens. Il faut y ajouter des centaines de personnes qui crouissent dans des camps de concentration, ainsi que les victimes de la répression du régime d'*apartheid* et des violences policières lors des mouvements de grève déclarés illégaux. Le South African Congress of Trade Unions a révélé, dans une déclaration qu'il a faite à la soixantième session de la Conférence internationale du Travail, tenue du 4 au 25 juin 1975, qu'il y avait eu 135 grèves pendant le seul second semestre de 1974.

10. Sous le masque d'une prétendue détente en Afrique australe, la répression s'intensifie en Afrique du Sud et en Namibie. Le représentant de l'ANC appelle l'attention de la Commission politique spéciale sur le sort d'un des dirigeants du peuple sud-africain, Govan Mbeki, emprisonné à Robben Island et auquel les autorités pénitentiaires refusent toute assistance médicale malgré son état de santé précaire. Alerté par l'ANC, le Comité spécial contre l'*apartheid* a demandé l'intervention de la Croix-Rouge internationale.

11. La défaite du fascisme portugais a brisé l'alliance tripartite réactionnaire de Vorster, Smith et Caetano, mais, au sein de l'Organisation des Nations Unies, la triple alliance des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de la France s'emploie à défendre le régime de la minorité blanche en Afrique australe, et en particulier en Afrique du Sud. Ces trois Etats ont utilisé leur droit de veto au Conseil de sécurité, au cours de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, pour empêcher que l'Afrique du Sud ne soit expulsée de l'ONU et qu'un embargo obligatoire ne soit mis sur les armes à destination de l'Afrique du Sud. Ces Etats unissent leurs efforts pour permettre au néo-colonialisme sud-africain de se développer en Afrique et pour affaiblir ou même détruire les mouvements de libération nationale en Afrique australe. Cette attitude constitue une grave menace pour la paix dans le monde et exige de la part des forces démocratiques la plus grande vigilance; elles doivent faire corps pour soutenir les mouvements révolutionnaires de la région.

12. Pour célébrer le douzième anniversaire de l'adoption de la résolution 1881 (XVIII) de l'Assemblée générale, l'ANC demande instamment: que soient révélées au grand jour et condamnées les machinations de l'alliance impérialiste tripartite des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de la France et celles de pays impérialistes tels que la

République fédérale d'Allemagne, et autres, qui soutiennent les régimes réactionnaires de la minorité blanche en Afrique australe, et en particulier en Afrique du Sud; que la communauté internationale appuie la Déclaration de Dar es-Salam sur l'Afrique australe adoptée par le Conseil des ministres de l'OUA à sa neuvième session extraordinaire, tenue du 7 au 10 avril 1975, demandant l'isolement total du régime d'*apartheid* sud-africain et des administrations fantoches des "bantoustans" et qu'on ne laisse jamais le régime d'*apartheid* reprendre son siège à l'Assemblée générale; que tous les prisonniers politiques, détenus et dirigeants politiques sud-africains exilés dans diverses régions de l'Afrique du Sud soient relâchés immédiatement et inconditionnellement; que la communauté internationale dénonce sans tarder les crimes commis par le régime d'*apartheid*; que l'ANC jouisse de l'appui général dans la lutte qu'il mène pour vaincre le régime fasciste sud-africain et dans les efforts qu'il entreprend pour contrecarrer l'offensive diplomatique, politique et néo-colonialiste actuellement lancée par le régime d'*apartheid*.

13. L'éveil politique massif que l'on enregistre parmi les divers secteurs de la population opprimée en Afrique du Sud montre avec force que le peuple sud-africain a compris que sa libération ne dépend que de lui.

14. M. BHATIA (Inde) dit que la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud victimes de la terreur imposée par le régime raciste, dont le massacre de Sharpeville en 1960 n'a été qu'une manifestation particulièrement sanglante, marque l'anniversaire de l'adoption de la résolution 1881 (XVIII) de l'Assemblée générale, le 11 octobre 1963, résolution historique qui a traduit l'indignation de la conscience du monde civilisé.

15. Depuis, il y a eu bien d'autres résolutions. De nombreux pays ont condamné la politique d'*apartheid* en rompant leurs relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud. Mais celle-ci, méprisant les appels de l'Organisation des Nations Unies, n'a fait qu'aggraver la brutalité de la répression. Alors même que l'ONU s'apprête à célébrer son trentième anniversaire, le régime de Pretoria torture les dirigeants étudiants et chrétiens récemment arrêtés. Ces hommes combattent pour le respect des principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

16. M. Bhatia rappelle que c'est son pays qui, en 1946, a pour la première fois soulevé le problème de l'*apartheid* au sein de l'Organisation. Le Mahatma Gandhi avait lancé un mouvement d'insoumission civique en Afrique du Sud avant même d'entreprendre en Inde celui qui devait conduire à l'indépendance du pays. L'Inde n'a pas attendu les résolutions de l'ONU contre l'*apartheid* pour manifester son opposition à cette politique. Dès 1954, elle rappelait son haut commissaire en Afrique du Sud, et en 1963 elle interdisait à l'Afrique du Sud l'usage de ses ports et de ses aéroports, en même temps qu'elle mettait un terme à toutes relations commerciales entre les deux pays. Depuis, elle a aidé la cause de la liberté en contribuant aux fonds spéciaux de l'OUA et de l'ONU.

17. A l'occasion de l'anniversaire de l'adoption de la résolution 1881 (XVIII), il convient que la communauté internationale réaffirme sa solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud.

18. M. NEUGEBAUER (République démocratique allemande) exprime la solidarité fraternelle du Gouvernement et du peuple de la République démocratique allemande aux combattants de la liberté et rappelle que son pays n'entretient aucun lien avec l'Afrique du Sud, la Rhodésie du Sud ou la Namibie. A cet égard, M. Neugebauer condamne l'aide que les impérialistes apportent au régime sud-africain et leur participation à l'exploitation des richesses naturelles qui appartiennent exclusivement aux peuples de ces pays.

19. Le représentant de la République démocratique allemande tient à saluer particulièrement la mémoire d'Abram Fischer, dirigeant de l'ANC et du parti communiste sud-africain, décédé en 1975 après de nombreuses années d'emprisonnement.

20. La République démocratique allemande, qui, comme tant d'autres pays, a vu se développer sur son territoire de nombreux mouvements de lutte contre l'*apartheid*, tient à dire combien elle apprécie les travaux d'organisations telles que le Conseil mondial de la paix et l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques.

21. Le représentant de la République démocratique allemande fait observer que la politique de détente a donné un nouvel élan à la lutte contre l'*apartheid*. Il mentionne à cet égard l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe signé à Helsinki le 1er août 1975 et déclare que toute opposition à la politique de détente ne peut que nuire aux intérêts de ceux qui combattent pour la libération de l'Afrique du Sud.

22. M. Neugebauer dit l'inquiétude qu'inspirent à sa délégation les nouvelles alarmantes communiquées par le Groupe de l'*apartheid* au sujet de poursuites dont sont victimes des centaines de patriotes qui représentent toutes les couches de la population africaine, sans distinction de couleur ou de conviction. C'est pourquoi la délégation de la République démocratique allemande se joint aux représentants de la grande majorité des Etats pour exiger la libération des patriotes.

23. M. PETHERBRIDGE (Australie) félicite le représentant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour l'admission de son pays à l'Organisation des Nations Unies et au sein de la Commission.

24. Le représentant de l'Australie déplore qu'une fois de plus une résolution adoptée au sujet des prisonniers politiques d'Afrique du Sud par l'Assemblée générale, à savoir sa résolution 3055 (XXVIII), n'ait pas eu l'effet souhaité. De nouvelles arrestations ont encore accru le nombre déjà élevé des personnes détenues pour leur opposition à l'*apartheid*.

25. Le monde entier condamne l'*apartheid*, qui est contraire à tous les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Répréhensible où qu'elle se produise, la persécution des opposants politiques se manifeste en Afrique du Sud par des mesures législatives discrimina-

toires particulièrement odieuses. L'Australie réaffirme vigoureusement sa condamnation des méthodes par lesquelles le Gouvernement sud-africain réprime l'opposition à son système d'*apartheid*.

26. Il est souhaitable que la communauté internationale couronne les nombreux efforts du Comité spécial contre l'*apartheid* par l'adoption d'une résolution exprimant la profonde inquiétude que lui inspire le mépris des droits fondamentaux des détenus et de leur droit à la justice. C'est avec plaisir que l'Australie, qui demande au Gouvernement sud-africain de libérer tous les prisonniers politiques et de mettre fin à la persécution des opposants de l'*apartheid*, appuierait une telle résolution.

27. Le PRESIDENT invite le représentant du Congrès panafricaniste (PAC) d'Azanie à prendre la parole.

28. M. SIBEKO (Observateur, Congrès panafricaniste d'Azanie) adresse ses félicitations au Président de la Commission et au Secrétaire de l'Organisation des Nations Unies, à laquelle il exprime la reconnaissance du peuple azanien pour avoir autorisé les mouvements de libération à participer aux travaux de ses organes qui les concernent. M. Sibeko dit que, à l'occasion de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud, la communauté internationale se joint au peuple d'Azanie pour rendre hommage aux hommes et aux femmes qui se sont faits les champions des principes de l'Organisation des Nations Unies. Comme toutes les causes justes, celle du peuple sud-africain bénéficie d'un large appui. La célébration de la Journée de solidarité constitue un message sans ambiguïté à l'adresse du régime sud-africain. Elle montre que la communauté internationale n'est pas dupe des ruses de Vorster, de ses discours prêchant la détente. Elle montre que la diplomatie du carnet de chèques reste sans effet. Geste humanitaire à l'égard d'une petite minorité, la Journée de solidarité constitue un modeste progrès dans la bonne direction.

29. Mais il ne faut pas sous-estimer la résolution et le dévouement des combattants de la liberté, car, comme l'a souligné le Groupe de l'*apartheid*, celui qui entreprend ce combat n'ignore pas que, tôt ou tard, c'est la prison qui l'attend. Ses héros ne sont pas les premiers : ils sont les continuateurs d'une longue tradition. Cette constatation devrait servir d'avertissement à ceux qui, par tous les moyens, aident le régime sud-africain à imposer sa politique d'*apartheid*. C'est le même courage qui, au Mozambique et en Angola, en Guinée-Bissau, au Cap-Vert et à Sao Tomé-et-Principe, a vaincu le fascisme portugais, malgré l'appui qu'il recevait de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord.

30. D'aucuns se rassurent en pensant que l'Afrique du Sud, fortement industrialisée et armée, tient en main la population noire. Pourtant, la machine militaire impérialiste des Etats-Unis d'Amérique en Indochine n'était-elle pas encore plus puissante ? Ce n'est pas le matériel, c'est l'homme qui décide de l'issue des guerres. Vorster lui-même n'ose pas envisager ce qui se passerait en l'absence d'une solution pacifique. Certes, ce n'est pas le sort des masses africaines qui le préoccupe. Celles-ci connaissent déjà la misère, la maladie et la répression. C'est de l'avenir des siens qu'il se soucie, car il sait qu'un peuple, aussi faible soit-il,

peut vaincre un ennemi, aussi puissant soit-il, s'il est uni et prêt à lutter. C'est là, précisément, la résolution dont les prisonniers politiques d'Afrique du Sud constituent un vivant exemple.

31. Le peuple sud-africain sera peut-être le dernier du continent à obtenir son indépendance, mais il ne se rendra jamais. Sa lutte bénéficie des succès remportés par ses frères du Nord, avec qui il désire collaborer à l'instauration d'une unité durable, à l'abri de toute exploitation.

32. Il y a 30 ans que le monde assiste au développement d'un régime inhumain qui s'efforce de briser la résistance populaire. M. Sibeko dit que, au moment même où il parle, neuf dirigeants du mouvement en faveur de la prise de conscience de leur identité par les Noirs passent en jugement devant la Cour suprême de Pretoria en vertu du *Terrorism Act*, bien que le juge ait reconnu l'absence de preuves contre les accusés. Ridiculisée, l'accusation avait renoncé à poursuivre trois d'entre ceux qui avaient été inculpés à l'origine et avait demandé un nouveau procès contre les neuf qui sont présentement poursuivis. Le régime a révélé les méthodes auxquelles il avait recours en utilisant contre les accusés des enregistrements de conversations téléphoniques.

33. Il y a eu parmi les détenus plus de 20 décès inexplicables. Les cadavres portaient les traces de sévices. Les détenus sont toujours tenus au secret. Certains d'entre eux, connus sous l'appellation collective de "détenus de la manifestation pour le FRELIMO" (Frente de Libertação de Moçambique), ont engagé des poursuites contre Jimmy Kruger, le prétendu ministre de la Justice, et demandé 21 550 rands de dommages et intérêts pour les tortures subies. Au nombre des plaignants figurent Lindeliwe Mabantla, dirigeant de la Black Allied Workers Union à Durban, et son épouse; Barny Pityana, ancien Président de la South African Students' Organisation; Revabaton Cooper, Mapetla Mohabi et Mzinkulu Gwentshe. Ces courageux jeunes gens méritent l'appui de leurs compagnons de lutte et de toutes les personnes éprises de justice.

34. A Robben Island, John Nyati Pokela, Samuel Chibane, Isaac Mtimunye et John Nkosi, membres dirigeants du PAC, purgent des peines d'emprisonnement de longue durée.

35. Récemment, on a parlé dans l'entourage de Vorster de la libération de certains prisonniers politiques et de leur emploi dans les prétendus "foyers nationaux" bantous. Les prisonniers de Robben Island sont incarcérés pour avoir lutté pour leurs droits, pour s'être opposés aux laquais noirs du régime, pour avoir refusé la balkanisation de leur patrie.

36. L'Organisation des Nations Unies qui, avec le peuple azanien, a rejeté, dans plusieurs résolutions, la farce des "bantoustans", a le devoir de condamner ce projet diabolique et d'exiger une fois de plus la libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques sud-africains. A cette fin, et pour remplacer le régime raciste par un gouvernement appuyant les principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'ONU doit accorder aux mouvements de libération nationale un appui sans réserve.

37. M. JATOI (Pakistan) adresse les félicitations de sa délégation aux représentants de la République du Cap-Vert, de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe et de la République populaire du Mozambique à l'occasion de l'admission de leur pays à l'Organisation des Nations Unies.

38. Le représentant du Pakistan déplore que, malgré tous les efforts, la politique d'*apartheid* continue de sévir en Afrique du Sud et que tous ceux qui s'y opposent sont arrêtés. Le régime raciste sud-africain n'a tenu aucun compte des appels de l'Assemblée générale et d'organisations internationales diverses lui demandant d'amnistier toutes les personnes détenues pour leur opposition à l'*apartheid*. L'arrestation de Nelson Mandela, la détention d'Abram Fischer, décédé en mai 1975, l'interdiction du Christian Institute of South Africa, l'arrestation d'étudiants, de dirigeants du monde du travail et d'intellectuels, constituent les faits les plus connus de la répression.

39. La délégation pakistanaise est convaincue qu'il ne peut y avoir de solution pacifique sans libération inconditionnelle des prisonniers politiques. C'est pourquoi la communauté internationale doit entreprendre une action plus énergique visant à éliminer l'*apartheid* de l'Afrique du Sud.

40. M. EL SHEIBANI (République arabe libyenne), prenant la parole au nom des pays membres de la Ligue des Etats arabes, tient à souhaiter la bienvenue au sein de l'Organisation des Nations Unies aux représentants du Mozambique, du Cap-Vert, de Sao Tomé-et-Principe et au représentant du tout dernier Etat Membre, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, dont l'indépendance constitue une victoire sur le racisme et le colonialisme.

41. La célébration de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud prouve que tous les Membres de l'Organisation appuient pleinement la juste lutte des peuples opprimés et qu'ils se rendent compte du danger que présente la politique d'*apartheid*. Le monde entier a condamné le régime sud-africain et ceux qui le soutiennent. Il s'agit en effet d'une nouvelle forme de nazisme, où les forces de l'oppression recourent à l'injustice, au terrorisme et à la tyrannie, et risquent de menacer la paix mondiale. La législation sud-africaine est un défi non seulement au peuple sud-africain mais aussi à la Charte des Nations Unies et à toutes les valeurs morales et humaines.

42. Les Nations Unies ont condamné le régime d'*apartheid* à plusieurs reprises, ainsi que toutes ses lois discriminatoires. Le peuple de l'Afrique du Sud lutte pour que soit respectée la Charte et pour que soient éliminés l'oppression et le colonialisme. Et cependant, des hommes sont condamnés parce qu'ils recherchent la réalisation de ces objectifs. L'Assemblée générale a demandé à plusieurs reprises que les prisonniers politiques soient remis en liberté, mais ils crouissent toujours dans les prisons sud-africaines.

43. Il est pénible de constater que certains Etats Membres, non contents de reconnaître le régime sud-africain, vont même jusqu'à collaborer avec lui, l'aidant ainsi à mettre en oeuvre sa politique de répression, alors qu'ils se déclarent en même temps en faveur de la justice et de l'égalité. Ce régime n'aurait pas pu se maintenir s'il ne jouissait pas de l'appui de l'impérialisme mondial.

44. Les Nations Unies doivent donc avoir une attitude très ferme à l'égard de ce régime ainsi que de ceux qui le soutiennent. Les pays arabes tiennent de nouveau à assurer au peuple de l'Afrique du Sud qu'ils sont prêts à soutenir sa cause. Les prisonniers politiques sont le symbole de la lutte pour la liberté, et les pays arabes sont déterminés à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que cesse cette situation.

45. Le PRESIDENT invite le représentant du Conseil mondial de la paix à prendre la parole.

46. M. CHANDRA (Conseil mondial de la paix) rappelle qu'il y a exactement 12 ans que l'Assemblée générale a adopté la résolution 1881 (XVIII), la première d'une série de résolutions demandant la libération des prisonniers politiques et condamnant la politique d'*apartheid*. Cependant, le régime sud-africain est toujours en place et continue de défier l'ONU. Il convient, en cette journée de solidarité, de se demander pourquoi il l'est et pourquoi chacune des résolutions adoptées contre l'*apartheid* a été délibérément violée. Il ne fait aucun doute qu'elles n'ont pu l'être que parce que les sanctions demandées par les Nations Unies n'ont pas été appliquées; certains Etats Membres, grandes puissances impérialistes, vont même jusqu'à fournir, outre une aide économique, des armes au régime sud-africain. De ce fait, celui-ci constitue une menace non seulement pour l'indépendance des Etats africains, mais pour le monde entier et, par sa conduite, s'est mis au ban de la communauté des nations.

47. La libération des prisonniers politiques en Afrique du Sud est liée à l'élimination de l'*apartheid*, cela est évident, et l'Afrique du Sud doit faire entendre sa voix à l'ONU par l'intermédiaire des mouvements de libération nationale reconnus par l'OUA et l'ONU, qui sont les seuls représentants authentiques du peuple sud-africain. Il convient de rendre hommage aux dirigeants de ces mouvements qui risquent quotidiennement leur vie, comme en témoignent notamment les condamnés du procès de Rivonia, avec Nelson Mandela à leur tête, ou encore Abram Fischer, décédé il y a quelques mois des suites de son emprisonnement. Le Conseil mondial de la paix leur a décerné la médaille Jolio-Curie, et il conviendrait que l'Organisation des Nations Unies, à l'occasion de son trentième anniversaire, les honore elle aussi. Le sort des milliers de personnes qui croupissent dans les geôles sud-africaines en vertu des lois racistes intéresse l'humanité : il est inutile d'attendre du régime sud-africain qu'il renonce à l'*apartheid*. C'est au peuple sud-africain lui-même, avec l'aide de la communauté internationale, qu'il appartiendra d'ouvrir les portes des prisons, comme l'ont fait les pays récemment libérés du colonialisme, la Guinée-Bissau et le Mozambique. Tous les pays épris de liberté et de justice doivent aider les mouvements de libération nationale. Le Conseil mondial de la paix, lors de la dernière réunion de ses dirigeants en Guinée-Bissau, a acquis la conviction qu'il était possible de préparer la victoire ensemble et il est prêt à fournir son appui à tous les mouvements de libération jusqu'à ce qu'ils parviennent à rétablir la justice dans leurs pays.

48. M. HUSSEIN (Somalie), après avoir souhaité la bienvenue aux représentants de l'ANC et du PAC et rendu hommage aux héros des mouvements de libération nationale et à leurs dirigeants actuellement emprisonnés, rappelle

que, dans un monde où règnent encore de nombreuses injustices et où les droits de l'homme sont encore souvent violés, l'*apartheid* constitue cependant la plus grande des injustices.

49. Les prisonniers politiques sud-africains sont aux premières lignes de la lutte contre l'*apartheid*, et ils sacrifient leur liberté et leur vie pour leurs concitoyens actuels et futurs, ainsi que pour une communauté mondiale où la Déclaration universelle des droits de l'homme sera réellement appliquée de façon universelle.

50. Au niveau national, le sacrifice des opposants au système de l'*apartheid* montre qu'une petite minorité raciste est disposée à faire plein usage de ses pouvoirs illégaux pour s'opposer aux revendications légitimes de la population sud-africaine et des ses véritables dirigeants. Il faut citer à ce propos les noms de Nelson Mandela et Walter Sisulu, ainsi que celui de Govan Mbeki, dont la santé cause bien des inquiétudes, mais de nombreuses autres personnes — souvent des jeunes — sont actuellement emprisonnées ou internées, ou soumises à des restrictions cruelles et arbitraires.

51. La communauté internationale ne peut pas passer ces sacrifices sous silence. Il faut faire savoir au régime sud-africain que l'amnistie inconditionnelle pour les prisonniers et les exilés politiques est l'une des conditions essentielles de la détente entre l'Afrique du Sud et les autres Etats, de l'élimination de risques de conflit racial que crée sa politique injuste, et de son admission dans le cercle d'amitié et de respect de la communauté internationale.

52. La délégation somalie espère que la célébration de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud renforcera la volonté de la communauté internationale de lutter pour la libération nationale des peuples opprimés de l'Afrique du Sud. Il faut s'assurer que les Sud-Africains qui ont renoncé à leur liberté pour le bien de leur peuple ne souffrent pas dans l'obscurité et qu'ils sachent qu'ils ne sont pas seuls dans leur lutte, que leur travail et leurs sacrifices n'ont pas été vains et que tous les gouvernements, organisations et particuliers qui respectent la dignité humaine continueront à prêter leur appui inconditionnel à la lutte juste du peuple opprimé de l'Afrique du Sud.

53. M. CRUZ SALAZAR (Guatemala), parlant au nom des délégations du Costa Rica, d'El Salvador, du Honduras et du Nicaragua, tient à dire toute leur préoccupation, à l'occasion de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud, de voir le régime sud-africain continuer d'appliquer l'*apartheid*, bien que l'Organisation des Nations Unies ait continuellement dénoncé l'existence d'un régime qui repose sur la discrimination raciale, et malgré toutes les résolutions que l'Assemblée générale a adoptées pour obliger le régime à mettre fin à la répression politique systématique qu'il exerce.

54. Les délégations qu'il représente souhaitent la suppression immédiate d'une politique raciste qui est contraire à la pensée et aux traditions de leurs peuples. Depuis 1824, ceux-ci sont régis par le principe selon lequel toute personne, sans distinction de religion ou de race, est libre dès le moment où elle pose le pied sur le sol de l'Amérique

centrale, et, par la suite, le Congrès de l'Isthme a aboli à l'unanimité l'esclavage sous toutes ses formes. Aussi les pays de l'Amérique centrale apportent-ils leur solidarité aux prisonniers politiques d'Afrique du Sud, rendant ainsi hommage aux sacrifices qu'ils font pour que soient reconnus dans leur pays les principes fondamentaux de la coexistence que le régime de l'*apartheid* refuse au peuple de l'Afrique du Sud. Dans leur lutte inégale, la raison et la justice les assistent lorsqu'ils se trouvent victimes de la répression, ou condamnés à l'emprisonnement et à l'exil. Cette solidarité doit encourager ceux qui un jour élimineront, dans leur pays et dans les autres parties du monde, le régime de terreur qui les opprime actuellement.

55. Les délégations du groupe de l'Amérique centrale souhaitent que tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies mettent en pratique les résolutions de l'Assemblée générale afin de mettre définitivement fin à l'*apartheid* et à toute autre forme de discrimination raciale. Elles affirment de nouveau leur sympathie pour la lutte des patriotes sud-africains et leur appui aux objectifs poursuivis par ceux qui sont actuellement dans les prisons politiques ou sont en exil.

56. M. PALMER (Sierra Leone) rappelle que l'emprisonnement et les souffrances de ceux qui luttent contre l'*apartheid* sont le résultat des efforts désespérés et insensés, en même temps que stériles, que déploie le régime raciste sud-africain pour réduire au silence les voix de la raison. Il convient donc de rendre hommage à ces prisonniers qui ont refusé de perdre leur dignité humaine, et de les encourager à poursuivre leur lutte. A en juger par le nombre croissant des prisonniers politiques qui se trouvent dans les prisons sud-africaines, il est évident que l'ennemi commence à perdre l'espoir.

57. La Sierra Leone et toute l'Afrique indépendante poursuivront leur lutte et utiliseront toutes les armes qui sont à leur disposition pour éliminer l'*apartheid*, pour rendre la dignité humaine à ses victimes et leur donner espoir.

58. La délégation de la Sierra Leone demande aux Membres influents de l'Organisation des Nations Unies qui fournissent un appui tacite au régime de M. Vorster de se joindre aux autres pays pour isoler ce régime. Toute aide à M. Vorster, même si elle est indirecte, contribue à maintenir l'*apartheid*.

59. Ces Etats membres ont la responsabilité de faire en sorte que soient respectés les principes de la Charte. C'est pour cela qu'ils jouissent de droits spéciaux, et ils ne doivent pas les utiliser pour protéger l'ennemi. Ils ne doivent pas sacrifier les intérêts des Nations Unies à des intérêts matériels individuels.

60. La délégation de la Sierra Leone condamne le régime sud-africain et l'*apartheid*, et elle est convaincue que les

efforts qu'il fait sont vains et que les forces de la liberté vaincront.

61. M. Palmer rend hommage aux dirigeants des mouvements de libération sud-africains et il est convaincu que leur tâche, pour immense qu'elle soit, n'est pas irréalisable pour autant. Le monde entier est derrière eux, car ils luttent non seulement pour donner la liberté et l'espoir à leur peuple, mais aussi pour sauver l'humanité d'une grande menace.

62. La décision de consacrer une journée à la solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud prouve que les Nations Unies sont conscientes de leurs responsabilités et qu'elles peuvent réaliser les objectifs énoncés dans la Charte.

63. M. GHEORGHE (Roumanie) se félicite de la participation des représentants des mouvements de libération à la présente séance solennelle, car elle est une affirmation du principe selon lequel l'examen des questions concernant les destinées d'un peuple ne peut avoir lieu qu'avec la participation directe des représentants légitimes du peuple concerné.

64. Contrairement aux principes de la Charte des Nations Unies et en dépit de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et des protestations de l'opinion publique internationale, le Gouvernement sud-africain continue à mener en toute liberté sa politique d'*apartheid* et de discrimination raciale. Il a encore, au début de l'année, opéré une série d'arrestations parmi les étudiants noirs et d'autres personnes qui s'opposent à l'*apartheid*. La minorité blanche exerce un contrôle discrétionnaire sur la majorité de la population.

65. Il est donc du devoir des Nations Unies et de tous les peuples épris de liberté et de justice, d'agir plus résolument et en étroite collaboration contre l'*apartheid* et contre toute forme de discrimination. Il faut soutenir la cause de la population de l'Afrique du Sud et de ses représentants emprisonnés.

66. La Roumanie réaffirme sa solidarité avec les prisonniers politiques de l'Afrique du Sud et se prononce pour leur mise en liberté immédiate et inconditionnelle. La Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud est marquée en Roumanie par des réunions et des conférences organisées sous les auspices de la Ligue roumaine d'amitié avec les peuples de l'Afrique et de l'Asie. Le peuple roumain condamne la politique d'*apartheid* et accorde tout son appui et toute sa sympathie à ceux qui se sont consacrés à la lutte contre l'*apartheid*, et c'est dans cet esprit que la délégation roumaine agira lors des débats de la Commission sur la politique de discrimination raciale et d'*apartheid*.

La séance est levée à 13 heures.

954^e séance

Vendredi 10 octobre 1975, à 15 h 10.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.954

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (*suite*)
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174];

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

JOURNÉE DE SOLIDARITÉ AVEC LES PRISONNIERS
POLITIQUES D'AFRIQUE DU SUD (*suite*)

1. M. FREEMAN-GREENE (Nouvelle-Zélande) fait observer que le Premier Ministre de la Nouvelle-Zélande a publié une déclaration le jour précédent dans laquelle il s'est prononcé très fermement en faveur de la libération des prisonniers politiques sud-africains et associé aux efforts déployés par l'ONU pour appeler l'attention sur le sort des victimes de l'*apartheid* en Afrique du Sud.

2. M. HRCKA (Tchécoslovaquie) déclare que son gouvernement condamne l'*apartheid* en tant que violation de la Charte des Nations Unies et des droits fondamentaux de l'homme et qu'il a toujours appuyé les Etats qui s'efforcent de l'éliminer, en actes aussi bien qu'en paroles. Le Gouvernement tchécoslovaque appuie sans réserve le peuple sud-africain dans sa lutte pour le respect de ses droits de l'homme, pour recouvrer sa dignité et parvenir à la libération nationale. Le représentant de la Tchécoslovaquie fait observer que, malgré les protestations qui se sont élevées dans le monde entier, le régime raciste sud-africain continue d'emprisonner ceux qui combattent pour le respect des droits de l'homme et la libération nationale. Le Gouvernement tchécoslovaque demande instamment que le régime raciste sud-africain cesse de violer ces droits, abroge toutes les lois racistes et libère immédiatement les patriotes sud-africains emprisonnés. La délégation tchécoslovaque lance également un appel à tous les Etats, pour leur demander d'appliquer les sanctions adoptées par l'ONU contre l'Afrique du Sud et toutes les autres résolutions visant à éliminer l'inhumain système d'*apartheid*, en particulier aux membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN) qui ne l'ont pas encore fait. Le Gouvernement tchécoslovaque continuera d'appuyer sans réserve tous les peuples qui luttent contre l'oppression colonialiste, raciste et sociale et se joindra à tous les peuples cherchant à obtenir la libération de ceux qui combattent courageusement pour le respect de leurs droits de l'homme, pour recouvrer leur dignité et parvenir à la libération de l'Afrique du Sud.

3. M. ABDULDJALIL (Indonésie) déclare que son pays condamne catégoriquement la politique d'*apartheid* criminelle et raciste et réaffirme son appui constant au vaillant peuple azanien qui lutte sous la direction du Congrès panafricainiste (PAC) d'Azanie et du Congrès national

africain (ANC) d'Afrique du Sud. L'Indonésie demande instamment que les décisions prises par la communauté internationale en vue d'appuyer la lutte de ce peuple soient appliquées et invite toutes les nations et organisations à réaffirmer leur solidarité à l'égard des prisonniers politiques sud-africains en intensifiant la campagne menée pour éliminer l'*apartheid*.

4. M. LAI Ya-li (Chine) déclare que sa délégation appuie fermement le peuple azanien dans sa lutte irréductible contre la domination blanche raciste d'Afrique du Sud et tient à exprimer sa solidarité à l'égard des prisonniers politiques de ce pays. Le peuple africain continue de remporter des victoires éclatantes dans sa lutte pour l'indépendance et la libération nationale malgré les tactiques contre-révolutionnaires auxquelles recourent les autorités blanches et racistes d'Afrique du Sud avec la connivence des superpuissances. Bien qu'il parle de réconciliation, de détente et de paix, le régime raciste sud-africain renforce son appareil militaire et persécute et opprime encore plus sauvagement et plus brutalement le peuple sud-africain. De nombreux combattants de la liberté ont été tués et le nombre des prisonniers politiques augmente. La détente dont parlent les autorités sud-africaines n'est qu'un langage trompeur ayant pour but de rompre l'unité du mouvement africain de libération pour assurer le maintien du régime réactionnaire blanc. Toutefois, l'héroïque peuple azanien ne saurait être trompé et comprendra qu'il faut recourir à la lutte révolutionnaire armée pour renverser le régime raciste, nécessité mise récemment en évidence lors de la douzième session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), tenue à Kampala du 28 juillet au 1^{er} août 1975.

5. M. ADJIBADE (Dahomey), tout en félicitant le Comité spécial contre l'*apartheid* de ses efforts, note que le régime Vorster ne tient aucun compte depuis des années des tentatives que fait la communauté internationale pour préserver la liberté de la communauté noire d'Afrique du Sud. Ce régime continue à créer des "bantoustans" et à prendre des mesures de répression à l'encontre des syndicats, des étudiants et d'autres groupes. La libération finale du pays est d'autant plus inévitable que la communauté blanche est également victime de la législation oppressive de M. Vorster. Les Africains peuvent être patients, mais les esclaves finissent toujours par riposter. Toute l'Afrique appuie le mouvement de libération et, si l'on veut éviter des heurts sanglants, il faudra que le régime Vorster abroge la législation contre le terrorisme et accorde une amnistie inconditionnelle à tous les prisonniers et réfugiés. Si l'on ne recourt pas à la force, la seule solution que la communauté internationale puisse adopter sera d'appliquer des sanctions économiques, un embargo sur les armes et d'isoler l'Afrique du Sud. Il ne saurait y avoir de paix, de sécurité ou de détente tant que le régime Vorster usurpera le pouvoir et opprimer le peuple de ce pays.

6. M. ADLI (Malaisie) déplore l'emprisonnement de courageux patriotes africains dont le seul crime a été de participer à une lutte légitime pour l'autodétermination et s'étonne que le régime de Pretoria puisse continuer à ne tenir aucun compte de la condamnation internationale que suscitent ses mesures de répression inhumaine et le règne de la minorité raciste. La délégation malaisienne réaffirme qu'elle appuie sans réserve les mouvements de libération de l'Afrique du Sud et qu'elle s'oppose à l'*apartheid*. Elle estime que le régime de Pretoria doit être soumis à des critiques constantes de façon à lui faire prendre conscience de son isolement total dans la communauté mondiale. La célébration d'une journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud est un moyen efficace d'appeler l'attention sur le sort des victimes de l'*apartheid*.

7. M. RUPIA (République-Unie de Tanzanie) déclare que l'*apartheid* est au coeur de tous les problèmes de l'Afrique du Sud. La législation de ce pays est toujours conçue de façon à assurer la stricte application de la discrimination raciale. Toute opposition à l'*apartheid* en Afrique du Sud est considérée comme un crime et fait l'objet d'une répression impitoyable. Il incombe à la communauté internationale de condamner l'*apartheid*, d'isoler le régime sud-africain et de faire pression sur lui pour qu'il abroge les lois de répression et libère tous les prisonniers politiques. La Commission politique spéciale doit témoigner de sa solidarité à l'égard des prisonniers politiques d'Afrique du Sud en aidant encore davantage le PAC et l'ANC qui sont les véritables représentants du peuple sud-africain, afin de leur permettre de hâter la libération totale de l'Afrique du Sud.

8. M. SEGIRINYA (Ouganda) déclare que le régime Vorster continue à appliquer sa politique de répression malgré la condamnation internationale générale, car il est encore appuyé par certains pays qui le reconnaissent et fournissent ainsi un soutien indirect à sa politique. Il est absurde que ces pays impérialistes refusent de reconnaître les mouvements de libération qui représentent les victimes de l'*apartheid*. On devrait rappeler à ces pays que les anciens représentants d'autres mouvements de libération siègent actuellement à la Commission en tant que représentants d'Etats souverains. Les impérialistes continuent d'appuyer le régime Vorster, car ils bénéficient des avantages tirés de la répression. Le représentant de l'Ouganda invite les gouvernements intéressés à condamner également l'*apartheid* et à s'abstenir d'appuyer le régime sud-africain. La délégation ougandaise préconise le recours à une rapide lutte révolutionnaire armée pour renverser le régime d'*apartheid*.

9. Mme BERMUDEZ (Cuba) félicite le Président et les membres du Bureau de leur élection et se réjouit de l'admission à l'Organisation des Nations Unies du Mozambique, du Cap-Vert, de Sao Tomé-et-Principe et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

10. La Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud coïncide avec l'anniversaire d'un événement très important de l'histoire cubaine. Le 10 octobre 1868 la lutte contre le colonialisme espagnol avait été engagée par Carlos Manuel de Céspedes, patriote cubain, qui avait libéré ses esclaves noirs pour qu'ils puissent rallier les rangs des révolutionnaires. Pour Cuba, cet anniversaire est une occasion idéale de rappeler que des centaines d'Afri-

cains languissent actuellement dans les prisons sud-africaines tout simplement parce qu'ils se sont opposés à l'odieuse politique d'*apartheid*.

11. D'après les statistiques, un Africain sur quatre est emprisonné chaque année au titre de l'une ou l'autre des lois sur l'*apartheid*. En 1974, près de 100 000 personnes, y compris des jeunes, des femmes et des vieillards, étaient entassées dans les prisons d'Afrique du Sud et de Namibie considérées comme étant particulièrement inhumaines par l'Organisation des Nations Unies. Une nouvelle série de mises en détention déclenchée en 1975 a suscité l'opposition véhémente de ceux qui défendent sincèrement la cause de la justice, de la liberté et de l'égalité entre les hommes. Néanmoins, encouragé par les puissances occidentales, le méprisable régime de Pretoria continue d'ourdir des machinations pour perpétuer la domination blanche.

12. En mentionnant les noms de Nelson et Winnie Mandela, de Walter Sisulu, de Govan Mbeki, de Nyati Pokela, de Karel Tip, de Gerry Mare, de Glen Moss et d'Abram Fischer, la délégation cubaine tient à rendre hommage à tous les prisonniers politiques d'Afrique du Sud et de Namibie et à encourager les mouvements de libération nationale à intensifier leur lutte contre le régime raciste et ses collaborateurs. Cuba se joint aux autres délégations qui se sont déclarées totalement solidaires de leur cause légitime et demande instamment la libération de tous les patriotes d'Afrique du Sud et de Namibie.

13. Le PRESIDENT invite le représentant du Lawyers' Committee for Civil Rights under Law à prendre la parole.

14. M. PEAY (Lawyers' Committee for Civil Rights under Law) dit que la lutte des prisonniers politiques sud-africains et namibiens est essentiellement une lutte pour la jouissance des droits fondamentaux de la personne humaine par les majorités noires de ces pays. Leur lutte symbolise les contradictions irréconciliables entre les lois draconiennes d'Afrique du Sud et les droits fondamentaux de la personne humaine tels qu'ils sont consacrés dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme.

15. La loi sur le terrorisme intitulée *Terrorism Act*, de 1967, qui donne à la police sud-africaine des pouvoirs illimités pour détenir une personne à vie simplement si elle pense que les activités de cette personne entrent dans le cadre de la définition très générale du terrorisme, est particulièrement ignoble. Les détenus n'ont souvent aucun contact ni avec leur conjoint et ni avec leurs avocats. En outre, il n'existe aucune disposition prévoyant le contrôle ou l'invalidation judiciaires de la loi sur le terrorisme elle-même.

16. Actuellement, 10 jeunes Noirs courageux sont poursuivis ensemble en tant que "terroristes" au titre du *Terrorism Act* et, s'ils sont déclarés coupables, risquent d'être exécutés ou d'être condamnés à une peine d'au moins cinq années d'emprisonnement.

17. Ces jeunes gens sont des prisonniers politiques dans le sens le plus vrai du terme. Ils ont été accusés non pas d'activités criminelles, mais du "crime" de s'être déclarés fiers d'être noirs et d'avoir critiqué les injustices de

l'*apartheid*. Ils sont détenus depuis longtemps, depuis plus d'un an pour plusieurs. Or, s'ils sont finalement déclarés coupables et condamnés à une peine d'emprisonnement, aucun des jours déjà passés en détention ne sera déduit de la peine à purger.

18. Les mauvais traitements infligés régulièrement aux prisonniers politiques en Afrique du Sud et en Namibie sont bien en deçà des normes les plus élémentaires de la justice et de l'équité.

19. Le nombre des détentions ordonnées au titre de la loi sur le terrorisme ne cesse d'augmenter. Ces dernières semaines, au moins 75 personnes ont été détenues, et l'on estime à des centaines le nombre total de prisonniers. On ignore le nombre de ceux qui se trouvent au secret ou qui ont été molestés physiquement ou torturés. Les détenus n'ont aucun moyen de faire connaître leur situation à leurs familles ou au reste du monde, ni d'empêcher de nouvelles tortures ou molestations.

20. Au moins 22 personnes seraient décédées en détention, et il n'y a aucun moyen de savoir combien, sur les 75 (ou davantage) prisonniers politiques actuels, subiront le même sort. Le journal pro-nationaliste *Die Vaderland* lui-même a, dans un éditorial publié le 22 août 1975, admis que la garde à vue est une méthode de plus en plus difficile à défendre.

21. L'emprisonnement politique en Afrique du Sud et en Namibie prend des formes diverses. Un grand nombre de prisonniers croupissent à Robben Island ou dans les prisons du continent. Des dizaines et des dizaines de personnes sont frappées d'interdiction ou assignées à domicile au titre du *Suppression of Communism Act*, de 1950. D'autres sont bannies dans des localités distantes en Afrique du Sud et doivent y vivre comme elles peuvent. Ce que les prisonniers ont en commun, c'est leur désir d'égalité raciale, de justice et de respect des droits de l'homme — bref, ces normes internationalement reconnues auxquelles l'Afrique du Sud, en tant qu'Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, a souscrit. Quand donc ces garanties fondamentales de la légalité, ces normes de base de la dignité humaine, prévaudront-elles en Afrique du Sud ?

22. Quiconque a le privilège de vivre dans une société qui reconnaît et respecte les droits inaliénables et fondamentaux de la personne humaine a l'obligation morale d'apporter son appui en paroles et en actes à la lutte que mènent les prisonniers politiques pour instaurer la justice, l'égalité et le règne du droit dans leur pays.

23. M. MOTSEPE (Botswana) félicite le Président et les autres membres du Bureau de leur élection.

24. La Commission se réunit pour proclamer solennellement sa solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains. Ces personnes courageuses ont été jetées dans des prisons inhumaines pour avoir demandé la fin du système d'oppression qui empêche la majorité de la population d'exercer son droit de décider de son propre destin. La voix des victimes de l'*apartheid* est impitoyablement étouffée par des persécutions policières systématiques, des détentions de durée indéterminée, des assignations à domicile, des arrêtés d'interdiction et des emprisonnements à vie.

25. La Journée de solidarité démontre que la communauté internationale continue de se préoccuper de l'inhumanité du racisme institutionnalisé et de la violation constante des droits fondamentaux de la personne humaine dont est responsable le Gouvernement minoritaire raciste d'Afrique du Sud.

26. Le Gouvernement du Botswana rejette la politique des "bantoustans", dans le cadre de laquelle on octroie seulement 13 p. 100 des terres à 16 millions d'Africains alors que 87 p. 100 de ces terres reviennent à 3 millions de Blancs prêchant leur suprématie. La création des "bantoustans" en Afrique du Sud vise à maintenir la majorité opprimée dans un état de division perpétuelle et de dépendance économique par rapport à Pretoria. Les "bantoustans" doivent servir de réservoir de main-d'oeuvre sous-payée qui fait vivre la communauté blanche des oppresseurs en Afrique du Sud. La soi-disant "indépendance" ne serait rien d'autre qu'un simulacre de liberté.

27. Le Gouvernement du Botswana pense que, dans ce pays déchiré, il faut chercher à établir une société pacifique, non raciale, où n'existerait ni inégalité ni injustice. La délégation du Botswana se félicite de la fin de la situation coloniale au Mozambique, au Cap-Vert et à Sao Tomé-et-Principe; cela prouve que la domination de la minorité blanche en Afrique australe est condamnée. Il est donc injustifiable et immoral qu'une puissance, quelle qu'elle soit, vende des armes offensives et accorde une assistance militaire technique au Gouvernement raciste d'Afrique du Sud. Une telle collaboration ne sert qu'à renforcer le régime et à faciliter sa répression constante d'une majorité privée de ses droits.

28. La délégation du Botswana demande que la communauté internationale fasse pression sur le gouvernement minoritaire de Pretoria pour obtenir la libération de tous les prisonniers politiques qu'il continue de détenir en contravention de la résolution 1881 (XVIII) de l'Assemblée générale et des autres décisions pertinentes de l'ONU. On ne saurait établir utilement le dialogue qu'avec les représentants véritables de la majorité du peuple opprimé et non pas avec les collaborateurs et les dirigeants des institutions de l'*apartheid*. Les prisonniers ne sont pas, ainsi que le prétend le régime, des criminels, et la communauté internationale doit donc rejeter l'assertion arrogante du Gouvernement sud-africain selon laquelle il ne détient aucun prisonnier politique. L'abrogation de la loi sur le terrorisme et de la loi sur la répression du communisme, de même que des autres lois et règlements répressifs, devrait constituer un premier pas vers un retour à la raison dans cette partie du monde.

29. Le régime a largement prouvé qu'il ne fait aucun cas de la vie humaine en poursuivant une politique d'agression et de torture, posant ainsi une menace évidente à la paix et à la sécurité internationales. Il faut prendre des mesures pour désamorcer cette situation explosive.

30. Il faudrait prêter assistance aux victimes de l'*apartheid* par l'intermédiaire des organes appropriés des Nations Unies. La délégation du Botswana demande instamment que l'on annonce et que l'on verse des contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et aux autres fonds de ce type.

31. Enfin, la délégation du Botswana félicite le Comité spécial contre l'*apartheid* et le Groupe de l'*apartheid* pour avoir fait connaître le caractère inhumain et répressif du système de l'*apartheid*.

32. M. BÁNYÁSZ (Hongrie) se félicite de l'admission du Mozambique, du Cap-Vert, de Sao Tomé-et-Principe et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée à l'Organisation des Nations Unies. Ces pays ont mené une lutte longue et difficile contre les forces de l'impérialisme avant d'obtenir la liberté et l'indépendance nationales; la délégation hongroise leur souhaite le plus grand succès et les assure de sa coopération amicale.

33. En célébrant la Journée de solidarité, la communauté internationale pacifique tout entière se range aux côtés des hommes et des femmes emprisonnés parce qu'ils s'opposent aux politiques de l'*apartheid* et du racisme, politiques qui ont été condamnées par les Nations Unies.

34. Les pays socialistes ont toujours été du côté des patriotes sud-africains dans leur lutte pour la liberté et la dignité humaine. Les pays socialistes leur accordent une assistance qui permettra à leur juste cause de remporter la victoire finale et continuent de faire tout leur possible pour amener la libération des combattants de la liberté emprisonnés.

35. Trente ans ont passé depuis la défaite du régime fasciste hitlérien et pourtant d'innombrables victimes languissent dans les prisons fascistes. La célébration de la Journée de solidarité ne doit donc pas rester un cri d'alarme isolé et impuissant. Ce n'est qu'en prenant de nouvelles initiatives que la Commission pourra appuyer efficacement la juste cause du peuple sud-africain.

36. M. KASINA (Kenya) déclare que la Commission, alarmée par le nombre de plus en plus grand des arrestations opérées par le régime raciste sud-africain, a décidé de célébrer la Journée de solidarité. Les années précédentes, l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies ont à maintes reprises demandé à ce régime d'accorder une amnistie inconditionnelle à toutes les personnes emprisonnées ou soumises à des mesures restrictives pour leur opposition à l'*apartheid*. Le régime raciste a néanmoins fait fi de l'appel qui lui était adressé.

37. D'éminents dirigeants politiques des mouvements de libération, comme Nelson Mandela, Walter Sisulu et Govan Mbeki, sont toujours prisonniers en vertu de la loi dite "*Sabotage Act*", de 1962, pour s'être opposés à la politique d'*apartheid*. Ces hommes sont d'authentiques représentants de l'Afrique du Sud et ce sont eux qui devraient représenter leur pays à l'Organisation des Nations Unies.

38. La population africaine d'Afrique du Sud continue à être opprimée et soumise à des humiliations de toutes sortes. Des droits de l'homme fondamentaux, comme la liberté d'association et d'expression, sont depuis longtemps bafoués.

39. La vague d'arrestations et d'incarcérations qui a déferlé en septembre 1974 est un exemple frappant de

l'intensification de la répression politique. Tout récemment encore, en août et en septembre 1975, de nouvelles arrestations ont eu lieu. La plupart des détenus sont des jeunes, tous accusés de s'être dressés contre la politique d'*apartheid*, politique qui a été condamnée à de nombreuses reprises par l'Organisation des Nations Unies.

40. L'intensification de la répression en Afrique du Sud fait planer une menace croissante sur la paix et la sécurité internationales, c'est pourquoi il est urgent de prendre des mesures efficaces. Les personnes emprisonnées ou frappées d'interdiction en vertu des lois relatives à l'*apartheid*, pour avoir participé au combat légitime pour la libération nationale, doivent être relâchées immédiatement et sans conditions.

41. L'effondrement du régime colonialiste portugais ne doit pas être attribué à tort au dialogue engagé par l'Afrique du Sud avec des Etats africains. La délégation kényenne a toujours refusé tout dialogue avec le régime sud-africain. L'Afrique du Sud devrait plutôt engager un dialogue avec la majorité noire de la population à l'intérieur de ses frontières. Le Kenya refuse le dialogue, car cela desservirait la lutte des peuples africains pour l'autodétermination et signifierait qu'il reconnaît le régime raciste et sa politique néfaste d'*apartheid*.

42. Les efforts de Vorster pour paraître crédible aux yeux de l'Afrique noire ne sont qu'artifices. Son objectif demeure le même : renforcer l'*apartheid*. Le régime a été contraint d'adopter une nouvelle tactique devant l'intensification de la lutte menée contre lui par les mouvements de libération et par la communauté internationale. Ce changement d'attitude est également dû à l'effondrement du régime colonialiste portugais, qui a profondément ébranlé les architectes de l'*apartheid* et causé la suppression de la ceinture des Etats tampons qui isolait efficacement l'Afrique du Sud du reste du continent.

43. La thèse du "développement séparé" répond au désir de déguiser à l'Afrique et au monde les véritables intentions du régime lorsqu'il procède à la création de ce qu'il appelle les "bantoustans". Toutefois, ces intentions sont faciles à percer. Les Blancs, qui représentent moins de 17 p. 100 de la population, doivent recevoir 87 p. 100 des terres tandis que les Africains devront se contenter de ce dont personne ne veut. On ne peut concevoir que les "bantoustans" puissent être viables du point de vue économique; en outre, près de la moitié de la population africaine n'y vit pas.

44. L'Afrique du Sud continue à ne tenir aucun compte des résolutions de l'ONU en raison de l'appui commercial, militaire et diplomatique qu'elle reçoit de nombreux Etats Membres de l'Organisation. Malgré les appels de l'ONU, certains pays occidentaux, dont la plupart sont membres de l'OTAN, ont continué à fournir des armes à l'Afrique du Sud. Nombre d'autres pays occidentaux continuent à entretenir des relations commerciales avec l'Afrique du Sud et à investir dans ce pays. Devant l'attitude du régime sud-africain qui a toujours refusé d'appliquer ces résolutions, l'ONU n'a d'autre choix que de poursuivre et de renforcer le boycottage militaire, économique, politique, culturel et sportif du régime. La communauté internationale doit accorder tout le soutien nécessaire aux mouve-

ments de libération qui mènent une lutte légitime pour tous les moyens existants, y compris les armes.

45. Le **PRESIDENT** invite le représentant du Congrès panafricaniste d'Azanie à prendre la parole.

46. M. **SIBEKO** (Observateur, Congrès panafricaniste d'Azanie) déclare qu'il désire éclaircir un point. Il fait observer que le but de la réunion de la Commission est de manifester sa solidarité avec les prisonniers d'Afrique du Sud et tous leurs compagnons d'armes qui combattent le fascisme dans ce pays. Aussi M. Sibeko a-t-il été grandement surpris de constater que tous les orateurs qui l'ont précédé n'ont fait allusion qu'aux dirigeants de l'ANC. Peut-être ne s'agit-il là que d'un oubli de leur part ou peut-être le PAC n'a-t-il pas les appuis nécessaires là où il conviendrait. On peut même soupçonner l'existence d'une campagne bien orchestrée. Le PAC a pris la peine d'exposer à l'extérieur de la salle de réunion une série de photographies et de textes sur la condition de ses chefs persécutés par Vorster. Ces hommes, qui sont à l'avant-garde de la lutte, ont enduré les mêmes souffrances que les autres dirigeants; c'est pourquoi, il convient de leur manifester à eux aussi la solidarité de la communauté internationale. La Journée de solidarité pourrait sinon s'appeler "Journée de solidarité sélective". Il convient donc de rendre hommage à tous ceux qui participent à la lutte. Les représentants de l'ANC ont mentionné le rôle joué par le PAC et M. Sibeko lui-même, dans sa déclaration, a fait allusion au rôle joué par l'ANC en vue de rassembler toutes les forces qui luttent contre l'ennemi commun. Favoriser les rivalités dessert la cause de l'unité. La Commission devrait donc s'abstenir de diviser les Azaniens plus qu'ils le sont déjà.

47. Le **PRESIDENT** dit qu'il est convaincu de parler au nom de la Commission entière en déclarant qu'elle s'est réunie pour manifester sa solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud, et dans ce seul but. Cela ne signifie pas que la Commission ait oublié ceux qui mènent la lutte mais simplement que, pendant la Journée, l'accent est mis sur les larmes, le sang et les souffrances des prisonniers. C'est pourquoi, tout en respectant entièrement les points de vue du PAC, il ne peut accepter les critiques formulées par son représentant.

48. M. **MARMULAKU** (Yougoslavie) dit que la solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud, qui a été exprimée à la Commission, traduit l'indignation que ressent toute l'opinion publique mondiale progressiste devant un régime raciste et fasciste foulant aux pieds sans vergogne les droits de l'homme fondamentaux, violant la Charte et ne tenant nul compte des décisions de l'ONU. Aussi bien les événements récents en Afrique du Sud que les documents dont la Commission est saisie, le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022), la déclaration liminaire du Rapporteur de ce comité faite à la 951^e séance de la Commission politique spéciale et la déclaration prononcée à cette même séance par le représentant de l'OUA montrent sans l'ombre d'un doute que le régime raciste sud-africain devient encore plus brutal et qu'après la défaite que représentait la suspension de sa délégation à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, il cherche à duper l'opinion publique mondiale en prétendant qu'il est disposé à négocier avec la majorité noire alors qu'en fait il essaie de diviser les mouvements de libération et la population de

l'Afrique du Sud afin de prolonger son existence, fondée sur l'exploitation.

49. La délégation yougoslave exprime son appui sans réserve aux mouvements de libération et aux prisonniers politiques en Afrique du Sud et sa solidarité avec eux. Elle estime que l'ONU et la communauté internationale dans son ensemble doivent déployer des efforts énergiques afin d'obtenir l'élimination complète de l'*apartheid* qui est le système le plus honteux de l'histoire de l'humanité.

50. M. **MARTYNENKO** (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit qu'en cette journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud toute l'humanité progressiste et tous ceux qui connaissent le prix de la paix, de la liberté, de la dignité et de la justice humaines proclament leur solidarité avec la lutte de la population sud-africaine et leur soutien à cette lutte et condamnent résolument le système raciste et barbare de l'*apartheid* qui a été condamné comme un crime contre l'humanité.

51. Dès 1963, dans sa résolution 1881 (XVIII), l'Assemblée générale unanime a demandé la libération des prisonniers politiques d'Afrique du Sud. Toutefois, le régime raciste a continué de fouler aux pieds la Charte des Nations Unies et de ne tenir aucun compte de cette résolution ainsi que de toutes les autres décisions des Nations Unies l'invitant à mettre un terme au racisme et à l'oppression. Comme le montre le dernier rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022), la terreur raciste prend des proportions encore plus grandes et il y a eu une nouvelle vague d'arrestations frappant des dizaines de personnes hostiles au système inhumain de l'*apartheid*.

52. Après avoir illégalement occupé la Namibie, les autorités de Pretoria y implantent un système colonial et raciste et renforcent la répression contre ceux qui luttent pour la liberté et l'indépendance de la population opprimée de l'Afrique du Sud. Le régime raciste, avec l'aide de ses gardiens et protecteurs connus de tous, équipe son armée d'armes nouvelles et fiévreusement crée un centre de lutte contre le mouvement de libération des peuples africains, qu'a pris un nouvel élan depuis l'effondrement de l'empire colonial portugais. Cela crée une menace directe à la paix et à la sécurité internationales et en même temps met en lumière les objectifs véritables de la politique de soi-disant "compréhension mutuelle" récemment annoncée par Pretoria. Si les racistes sud-africains ne tiennent pas compte des décisions de l'ONU et continuent leur politique d'*apartheid* c'est principalement grâce à l'appui militaire, politique, économique et financier considérable qu'ils reçoivent des impérialistes et de leurs monopoles, qui s'enrichissent aux dépens des Africains. Cela est confirmé par le rapport et par d'autres documents du Comité spécial contre l'*apartheid*. En vue de préserver l'*apartheid*, d'intimider la population autochtone et de réprimer le mouvement de libération nationale, les autorités racistes continuent à appliquer des lois inhumaines, qui constituent une violation flagrante de la Charte des Nations Unies. Prenant prétexte de prétendues violations de ces lois racistes, c'est par milliers qu'ils ont envoyé et qu'ils continuent d'envoyer les adversaires du régime en prison et dans les camps de concentration où souvent la mort vient les prendre. On vénère aujourd'hui le souvenir d'Abram Fischer, qui a courageusement lutté pour l'avenir du peuple sud-africain. La patience et la force de

caractère de tous ceux qui sont encore de la libération de leur pays sont une preuve éclatante que jamais les racistes ne réussiront à briser la volonté des peuples de l'Afrique du Sud et de la Namibie, qui triompheront nécessairement dans leur juste combat.

53. Les sympathies du peuple ukrainien vont toutes aux combattants de la liberté de l'Afrique du Sud, auxquels l'Ukraine a d'ailleurs toujours accordé soutien et assistance. La délégation ukrainienne appuie résolument toute proposition tendant à prendre des mesures efficaces contre les racistes sud-africains afin d'obtenir la libération de tous les prisonniers politiques sud-africains. Elle est certaine que la Journée de solidarité contribuera à intensifier encore les efforts de l'ONU et de la communauté mondiale en faveur du juste combat des patriotes sud-africains pour obtenir la libération et l'indépendance de leur peuple et pour isoler et éliminer totalement le racisme et l'*apartheid*.

54. M. GHELEV (Bulgarie) se félicite de l'occasion qui lui est offerte d'exprimer une fois encore sa solidarité avec les martyrs de la répression raciste à un moment où, plus que jamais, il est nécessaire de mobiliser l'opinion publique mondiale en vue de renforcer et de rendre plus efficace la lutte contre les forces de la réaction. La position de la Bulgarie à l'égard de l'*apartheid* est bien connue. Toute forme de discrimination raciale est tout à fait inconcevable pour le peuple bulgare. La théorie et la pratique du racisme ont toujours été rejetées et vigoureusement condamnées par le Gouvernement bulgare, dont l'attitude est fondée sur les principes de base de l'Etat socialiste et reflétée dans la législation et la Constitution nationales. Le Gouvernement bulgare s'est toujours associé à toute action internationale contre le racisme sous toutes ses formes et ses manifestations et, plus particulièrement, contre l'*apartheid*. Pour cette raison, la délégation bulgare appuie sans réserve l'action de l'ONU visant à défendre les victimes du régime raciste et criminel de l'Afrique du Sud. Ce régime a une fois encore défié les appels et les résolutions des Nations Unies et rejeté toutes les requêtes qui lui étaient adressées par la communauté internationale au sujet des prisonniers politiques sud-africains. Il a même promulgué des lois plus répressives encore et il a étendu le réseau de la répression. Il est du devoir sacré de la communauté internationale de dénoncer de la manière la plus catégorique la politique barbare de l'Afrique du Sud, qui constitue la négation même de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Puisque les racistes refusent de libérer les prisonniers politiques, tous les gouvernements devraient renforcer leur action pour isoler ce régime et redoubler d'efforts pour appuyer ceux qui luttent pour la liberté et la dignité humaines en Afrique du Sud.

55. La délégation bulgare est prête à s'associer à toute action qui permettrait de briser l'indifférence, voire l'hypocrisie de certains milieux et de certains gouvernements et qui pourrait apporter un message d'espoir et d'encouragement aux nombreuses victimes de la répression raciste.

M. Tellmann (Norvège), vice-président, prend la présidence.

56. M. MANGAL (Afghanistan) déclare que sa délégation s'associe aux manifestations de solidarité avec les prison-

niers politiques d'Afrique du Sud qui sont incarcérés en raison de leur opposition à la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain et de leur lutte pour les libertés fondamentales et les droits individuels. L'Afghanistan a toujours appuyé la lutte des peuples sous régime colonial et sous domination étrangère et un principe essentiel de sa politique étrangère est le rejet du racisme et de l'*apartheid*. Sa délégation souhaite réaffirmer l'appui du Gouvernement et du peuple afghans à la lutte légitime du peuple sud-africain pour l'élimination totale de l'*apartheid* et pour le droit à l'autodétermination.

57. La communauté internationale a lancé un premier appel dans la résolution 1881 (XVIII) de l'Assemblée générale en faveur de la libération inconditionnelle de toutes les personnes emprisonnées ou soumises à des restrictions de liberté en raison de leur opposition à l'*apartheid*, mais le Gouvernement sud-africain n'a pas tenu compte de cet appel ni des suivants, a promulgué des lois encore plus oppressives et a étendu le système de répression et d'emprisonnement.

58. Réitérant son indignation devant la poursuite de la politique inhumaine et barbare d'*apartheid* en Afrique du Sud, la délégation afghane souhaite s'associer à tout nouvel appel qui pourra être lancé au Gouvernement sud-africain pour qu'il accorde une amnistie inconditionnelle à tous les prisonniers détenus à cause de leur opposition à l'*apartheid*, et qu'il abroge toutes les lois répressives et les règlements perpétrant la discrimination raciale et l'*apartheid* en Afrique du Sud.

59. M. PINTO-BAZURCO (Pérou) déclare que, bien que le régime raciste sud-africain continue à détenir de nombreux dirigeants du peuple sud-africain, la juste lutte de ce peuple continue. L'histoire est irréversible et la cause du peuple sud-africain triomphera. On se souviendra de l'*apartheid* comme d'un phénomène étrange dans le développement de la civilisation humaine et comme une pratique absurde d'un Etat contre son peuple. Quand l'évolution naturelle d'un peuple est retardée par la force, la révolution devient légitime. Aussi, la délégation péruvienne tient-elle à réaffirmer la solidarité de son pays avec ceux qui combattent pour se libérer.

M. Martínez Ordóñez (Honduras) reprend la présidence.

60. M. ZENKYAVITCHOUS (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare qu'en proclamant la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud le Comité spécial contre l'*apartheid* appelle la communauté internationale à réaffirmer son soutien à la juste lutte du peuple opprimé d'Afrique du Sud pour sa libération nationale, et appelle également tous les gouvernements et organisations à réaffirmer leur solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains. La Journée de solidarité sera dignement et largement célébrée par la société soviétique. Les organisations soviétiques de masse s'emploient activement à informer le peuple soviétique, par l'intermédiaire des moyens de communication et de diffusion de masse, des événements qui ont lieu en Afrique du Sud et des méfaits du colonialisme, du racisme et de l'*apartheid* et mobilisent le public soviétique pour qu'il appuie la campagne pour la libération des prisonniers politiques sud-africains.

61. L'Union soviétique poursuit une politique, fondée sur des principes cohérents, contre le colonialisme, le racisme et l'*apartheid*. L'un des principes fondamentaux de sa politique étrangère est un soutien général politique, diplomatique et autre, aux peuples qui combattent de manière désintéressée pour leur indépendance et leur libération nationale. Dans l'arène internationale et à l'Organisation des Nations Unies, l'Union soviétique a toujours plaidé en faveur de la liquidation immédiate et définitive des régimes coloniaux et racistes. L'Union soviétique exprime sa grande admiration pour les milliers de combattants désintéressés qui luttent pour la libération en Afrique australe, et dont beaucoup ont été condamnés à la prison à vie et languissent actuellement dans les prisons et les salles de torture du régime sud-africain. Ces sacrifices n'ont pas été vains parce que la foi profonde des prisonniers en leur propre peuple, en leur juste cause et en la victoire finale inspire de nouveaux efforts à tout le peuple sud-africain. Le succès de la lutte héroïque des peuples de Guinée-Bissau, du Mozambique et de l'Angola, fondée sur l'aide fraternelle et l'appui des pays socialistes et des autres forces progressistes dans le monde, est pour eux un brillant exemple. Pour ce qui est de soulager le sort des prisonniers du régime raciste d'Afrique du Sud, cela dépend beaucoup des pays qui se font les complices de ce régime et souvent le protègent. Leurs représentants parlent beaucoup des droits de l'homme à l'Organisation des Nations Unies, mais lorsqu'il s'agit de prendre des mesures efficaces pour protéger les droits des combattants de la liberté en Afrique du Sud, leur appui fait défaut aux victimes du racisme, de l'*apartheid* et du colonialisme. Cependant, l'histoire montre de manière irréfutable que rien ne saurait venir à bout de la lutte des peuples pour la liberté, l'indépendance nationale et le progrès social.

62. La détente, qui, grâce aux efforts persistants de l'Union soviétique et des autres pays épris de paix, devient irréversible donne un élan puissant à la nouvelle poussée de la lutte pour la libération totale et définitive des peuples. L'affirmation de ceux qui, contrairement au bon sens, essaient de soutenir que la détente retarde le mouvement de libération nationale est profondément erronée et nuisible et fait le jeu des racistes. Lorsque la tendance à la détente a commencé à prendre de la force, le mouvement mondial de libération a réalisé des progrès nombreux et importants.

63. La délégation de l'Union soviétique considère que le moment est venu de prendre des mesures efficaces contre les racistes sud-africains et de réclamer la libération totale des prisonniers politiques d'Afrique du Sud, dès que possible. Une vaste campagne pour leur libération devra être engagée dans le monde entier. La délégation soviétique espère que la juste cause des patriotes sud-africains triomphera et que les peuples d'Afrique du Sud deviendront libres.

64. M. AKIMAN (Turquie) dit qu'il est tout à fait approprié pour la communauté internationale de célébrer la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud dont les souffrances permettront d'instaurer une société juste et égalitaire dans leur pays. La délégation turque croit que le combat pour la liberté, l'équité et la justice en Azanie sera remporté par les Azaniens eux-mêmes; les mesures que la communauté internationale prendra, quelles qu'elles soient, n'auront

jamais qu'une importance secondaire par rapport à celles que prendront les Azaniens. Elle affirme solennellement son appui au peuple d'Azanie et aux patriotes azaniens dont la résolution et le dévouement aux principes de liberté et d'égalité constituent un exemple pour l'humanité tout entière.

65. M. BENUZZI (Italie), parlant au nom des neuf délégations de la Communauté économique européenne (CEE), donne lecture du texte d'une lettre du représentant permanent de l'Italie au Président par intérim du Comité spécial contre l'*apartheid*. Aux termes de la lettre, les neuf Etats ont décidé de célébrer la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud. Ces Etats appuient les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et affirment que la notion d'emprisonnement en raison de croyances politiques leur est étrangère. Ils s'associent à l'appel lancé par le Comité spécial pour que soient libérés tous ceux qui ont été emprisonnés en raison de leur opposition à la politique d'*apartheid*.

66. M. DE PRAT GAY (Argentine) dit qu'à l'occasion de la Journée de solidarité sa délégation tient à exprimer l'appui de l'Argentine à tous ceux qui luttent pour extirper la discrimination raciale et l'*apartheid*. Le jour viendra où il sera mis un terme à l'*apartheid* et où l'égalité préconisée dans la Charte des Nations Unies deviendra une réalité.

67. M. AMISSAH (Ghana) dit que, comme sa délégation renouvelle son appui indéfectible aux victimes de l'oppression raciale, de la haine et de la discrimination en Afrique du Sud, elle trouve une consolation dans l'indépendance du Mozambique, du Cap-Vert et de Sao Tomé-et-Principe.

68. Il y a 30 ans, l'*apartheid* était considéré comme une affaire intérieure, une question d'intérêt national qui ne pouvait être examinée par l'Assemblée générale, mais aujourd'hui la majorité écrasante des Etats Membres des Nations Unies ont affirmé que les mouvements de libération sont les représentants authentiques et véritables du peuple sud-africain. Le remaniement de la carte de l'Afrique et l'accession à l'indépendance et à la souveraineté des anciens pays coloniaux ont obligé l'Afrique du Sud à admettre que la fin des structures d'oppression dans ce pays est inévitable. La prétendue détente qu'elle pratique n'est rien d'autre qu'un écran de fumée destiné à donner un répit aux créateurs de l'*apartheid*. Si, d'une part, Vorster a offert de servir de médiateur en Rhodésie du Sud, d'autre part, il a intensifié son oppression en Afrique du Sud, y opérant de nombreuses arrestations, détendant les prévenus sans les passer en jugement, torturant les prisonniers politiques et les soumettant à des traitements brutaux, prenant des mesures d'interdiction contre les adversaires de l'*apartheid*, etc. En 1974, l'Afrique du Sud a demandé un délai de grâce de six mois afin d'apporter des changements au système haineux de l'*apartheid* et cette demande hypocrite a été résolument appuyée par ses amis. Ces changements ont été imposés par les nécessités économiques créées par la pénurie de main-d'oeuvre blanche aux niveaux les plus bas de l'échelle des emplois spécialisés. Si ces changements insignifiants sont ceux que l'Afrique du Sud et ses alliés envisageaient lorsqu'ils ont donné l'assurance que des changements seraient apportés dans les six mois, il faut leur préciser que la majorité des hommes de bonne volonté du monde ne sera satisfaite qu'avec la destruction totale de l'appareil d'*apartheid*, tout entier.

69. Les racistes sud-africains n'ont cessé de répéter qu'il n'y aurait jamais d'égalité entre les races dans leur pays. Leurs actions visent à stabiliser et à perpétuer le système d'*apartheid*. Dans ces conditions, la communauté internationale peut demander pourquoi la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique aident l'Afrique du Sud avec tous les moyens dont ils disposent et s'opposent à toute tentative de discipliner l'Afrique du Sud. Pourquoi ces trois pays veulent-ils que l'Afrique du Sud, avec sa politique nationale et ses pratiques racistes, demeure Membre de l'Organisation des Nations Unies et pourquoi les Etats-Unis d'Amérique trouvent-ils difficile d'appuyer un embargo obligatoire sur les armes à destination de l'Afrique du Sud ? La réponse est la suivante : ces pays tirent des bénéfices économiques et militaires de l'exploitation continue par l'Afrique du Sud de la main-d'oeuvre à bon marché noire et non blanche. De l'avis de la délégation ghanéenne, la couleur est une des raisons de l'attitude négative de ces pays. Récemment, on a assisté à une explosion sentimentale dans les pays de la CEE contre un Etat Membre de l'ONU, mais en Afrique du Sud, des milliers de personnes sont emprisonnées, mises à mort, gardées indéfiniment à vue, leurs droits de l'homme les plus fondamentaux et leur dignité humaine leur sont refusés, cependant que la CEE assiste à ce spectacle en exprimant un appui de pure forme et en refusant de prendre des mesures correctives. Les pays européens ont pris des mesures punitives contre un pays dont les victimes sont blanches, mais, en Afrique du Sud, les victimes sont des non-Blancs et l'Europe s'oppose donc à toute sanction efficace contre ce pays.

70. Les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et la France ont réaffirmé de façon éhontée leur appui aux racistes sud-africains lorsque la Commission politique spéciale a décidé d'autoriser des représentants de l'ANC et du PAC à participer à ses délibérations et d'exclure les représentants du régime fasciste. De façon tout aussi éhontée, ils se sont opposés à l'expulsion de l'Afrique du Sud en usant de leur droit de veto. Toutefois, l'Afrique du Sud, en refusant d'avancer à assister à la discussion de la question de l'*apartheid*, a perdu le droit de participer aux délibérations de la communauté internationale. La délégation ghanéenne trouve une consolation à constater que l'opposition à l'*apartheid* croît chaque jour et que l'Afrique du Sud est consciente de son isolement de plus en plus grand. Il ne suffit pas d'éliminer ce que l'on appelle "*petty apartheid*"; ce qu'il faut, c'est éliminer complètement l'*apartheid* de l'Afrique du Sud et toutes les formes de discrimination raciale partout ailleurs dans le monde. La délégation ghanéenne est convaincue que la raison, l'objectivité et la réalité l'emporteront sur le goût du lucre et les alliances militaires, sur l'oppression et l'injustice raciale. Le jour viendra bientôt où ceux qui appuient l'*apartheid* demanderont l'autorisation de reconnaître les mouvements de libération comme les représentants légitimes de la majorité du peuple sud-africain. Dans l'intervalle, le combat se poursuit avec acharnement, la victoire ne pouvant revenir qu'au peuple sud-africain.

71. M. HARRIMAN (Nigéria) apporte au peuple exploité, opprimé et dépossédé de l'Afrique du Sud et à ses mouvements de libération les salutations et l'appui du Gouvernement nigérian qui s'engage à l'aider dans sa lutte légitime pour la liberté, la justice et l'autodétermination.

Les grands héros de l'Afrique du Sud, de l'Afrique et de tous les peuples opprimés et défavorisés ont lutté pendant de nombreuses décennies pour obtenir leurs droits de l'homme fondamentaux. La lutte en Afrique du Sud a commencé par être pacifique; aujourd'hui elle est devenue une lutte armée et, si le régime minoritaire de l'Afrique du Sud ne sait comprendre les mises en garde, elle ne peut qu'aboutir à une conflagration raciale qui n'aidera personne.

72. Le peuple sud-africain est aujourd'hui condamné à accepter son sort et à demeurer dans des réserves délimitées, à s'établir dans des campements d'esclaves établis sur le site des mines et dans des ghettos aux abords de villes resplendissantes, ou à recourir à la lutte armée et à être jeté en prison. Comme on le sait, 15 millions de non-Blancs sont condamnés à vivre dans les réserves, les régions les plus désertiques, qui couvrent 13 p. 100 seulement de leur patrie, alors que le groupe minoritaire raciste, qui compte moins de 4 millions de Blancs, met au pillage 87 p. 100 des terres. On ne peut attendre de la majorité qu'elle continue à vivre dans des conditions aussi avilissantes. Ceux qui veulent travailler sont contraints de vivre comme des esclaves dans les tristement célèbres *compounds* (quartiers noirs) où ils sont soumis à la législation sur les laissez-passer et n'ont pas le droit de voyager librement à l'intérieur de leur propre pays. La minorité blanche s'est essentiellement préoccupée de créer un vaste marché de main-d'oeuvre africaine à bon marché et de le préserver grâce à des conventions collectives conclues avec les sociétés minières pour fixer les salaires des travailleurs africains — le monopole ainsi établi pour le recrutement des travailleurs empêchant le libre jeu de l'offre et de la demande — et à des mesures instaurant un travail servile en vertu d'une législation et d'institutions racistes. C'est un fait bien connu que 97 p. 100 des travailleurs en Afrique du Sud ont des contrats d'une durée d'un an seulement, et ce pour les empêcher de relever leur niveau de compétence et d'acquérir une conscience de classe. En outre, les travailleurs sont enfermés à l'intérieur des *compounds* par un appareil quasi militaire. Le système sud-africain est le système d'exploitation de la main-d'oeuvre théoriquement le plus parfait qui ait jamais été inventé. Les travailleurs ne peuvent user de leur force ni individuellement ni collectivement; ils ne peuvent négocier avec la direction; ils ne peuvent se donner des organisateurs; ils ne peuvent quitter leur travail et ils n'ont pas le droit de grève. Le pouvoir politique est utilisé par la minorité pour perpétuer les privilèges économiques des Blancs dont les efforts visent à maintenir le *statu quo*.

73. La police détient les prévenus indéfiniment et les garde au secret dans des conditions très dures dans la prison de Robben Island et dans des régions écartées. Tous les membres des groupes de couleur qui militent pour les valeurs libérales sont arrêtés et détenus en vertu d'une loi répressive ou d'une autre. La brutalité de la police sud-africaine est bien connue; tous se souviennent de la Journée du FRELIMO (Frente de Libertação de Moçambique) en 1974, lorsque cette police a lâché ses chiens sur les participants à une manifestation pacifique.

74. La Journée de solidarité est l'occasion pour la communauté internationale d'adresser tous ses vœux les meilleurs aux milliers de prisonniers politiques d'Afrique du Sud et pour se proclamer solidaire avec eux, leur cause et les

objectifs qu'ils poursuivent. La communauté internationale poursuivra ses efforts pour aider le peuple opprimé de l'Afrique du Sud; pour sa part, la délégation nigériane s'engage à apporter tout son appui à sa cause. Elle se range fermement du côté de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle demande la libération de tous les prisonniers politiques d'Afrique du Sud. Même si les héros de l'Afrique du Sud se trouvent aujourd'hui en prison, la cause pour laquelle ils combattent débouchera demain sur la victoire.

75. Le **PRESIDENT** suggère qu'étant donné qu'un certain nombre de délégations souhaitent encore prendre la parole la Commission consacre une troisième séance; le lundi 13 octobre 1975, à la célébration de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 18 h 5.

955^e séance

Lundi 13 octobre 1975, à 15 h 25.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.955

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (*suite*)
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174] :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

JOURNÉE DE SOLIDARITÉ AVEC LES PRISONNIERS POLITIQUES D'AFRIQUE DU SUD (*fin*)

1. Le **PRESIDENT** invite la Commission à poursuivre la célébration de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud.

2. M. **IPSARIDES** (Chypre) note que, trois décennies après la création de l'ONU, qui est née des cendres et des ruines de la seconde guerre mondiale, le régime minoritaire blanc brutalement répressif d'Afrique du Sud continue à dépouiller la majorité noire autochtone de ce pays. La délégation chypriote tient à se joindre à la grande majorité des Etats Membres pour rendre hommage à ceux qui ont été persécutés à cause de leur quête de liberté et d'égalité et de leur refus de vivre en esclavage. Cependant, il ne suffit pas de rendre hommage à ces hommes et à ces femmes ni de leur exprimer sa solidarité dans leur lutte courageuse et héroïque. Ce qu'il faut, c'est une action efficace de la communauté internationale tout entière. De plus, le racisme ne pourra être effectivement éliminé que si ceux qui le pratiquent sont privés des moyens de le faire. La seule solution efficace est peut-être d'isoler totalement le régime sud-africain et de fournir un appui accru aux peuples opprimés d'Afrique du Sud et à leurs mouvements de libération, dont la cause est celle de toute l'humanité.

3. La délégation chypriote s'associe à toutes les autres délégations pour exprimer, une fois de plus, sa solidarité inébranlable avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud et pour demander au régime sud-africain de mettre fin immédiatement et sans conditions à ses persécutions.

M. Huassein (Somalie), vice-président, prend la présidence.

4. M. **WOLF** (Autriche) déclare que sa délégation tient à se joindre aux nombreuses autres délégations qui ont condamné bien des fois la politique inhumaine d'*apartheid*. A maintes occasions, à l'ONU et ailleurs, le Gouvernement fédéral autrichien a exposé sans ambiguïté sa position et s'est déclaré en faveur de la liberté politique partout dans le monde. Il constate, cependant, avec regret que les efforts déployés pour mettre fin à la politique d'oppression du Gouvernement sud-africain semblent avoir été vains, encore que le vent de changement qui souffle incontestablement dans la partie australe de l'Afrique autorise un certain optimisme pour l'avenir immédiat. Persuadée que les forces de répression d'Afrique du Sud ne triompheront pas, la délégation autrichienne tient à proclamer sa solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud et à s'associer à l'appel lancé pour obtenir leur libération immédiate.

5. M. **K. B. SINGH** (Népal) rappelle que la résolution 1881 (XVIII) de l'Assemblée générale a une importance considérable du fait qu'à la seule exception de l'Afrique du Sud tous les Etats Membres ont voté pour. Cependant, le régime policier de Pretoria a fait fi de cette résolution et maintient son règne de terreur en violation flagrante des principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le but de la Journée de solidarité n'est pas uniquement d'appeler l'attention de l'opinion mondiale sur ces violations, mais aussi de réaffirmer qu'il ne peut y avoir de solution pacifique en Afrique du Sud que si toutes les personnes emprisonnées ou frappées d'interdictions en raison de leur opposition à l'*apartheid* sont libérées sans condition et autorisées à participer, sur un pied d'égalité, à des négociations authentiques, visant à façonner le destin de l'Afrique du Sud. Avec la libération des anciennes colonies portugaises, le régime raciste de Pretoria semblait avoir entendu le signal d'alarme, mais il a choisi, apparemment, de recourir à la stratégie qui consiste à diviser la population autochtone en établissant de prétendus "foyers nationaux" et en camouflant la répression sévère qu'il exerce contre l'opposition sous le convert d'une prétendue détente et d'un prétendu dialogue. Ces tactiques de diversion masquent simplement sa détermination à imposer l'*apartheid* ainsi qu'à consolider et perpétuer la domination blanche, tout en acceptant d'atténuer certaines des manifes-

tations les plus flagrantes du racisme, afin d'apaiser l'opinion publique. Le fait qu'il continue à y avoir des procès et que des personnes continuent à être frappées d'interdictions ou victimes d'autres formes de persécution témoigne du caractère vindicatif du régime et de la résistance croissante à l'*apartheid*. Les traitements brutaux et les tortures infligés aux prisonniers demeurent une source d'inquiétude grave. Soixante-dix personnes au moins sont en détention, la plupart en vertu du *Terrorism Act* de 1967, et certaines ont été tenues au secret en prison pendant de longues périodes, sans le moindre contact avec leur famille ou leur avocat.

6. La délégation népalaise souligne une fois de plus que la communauté internationale a une responsabilité à l'égard de tous les prisonniers détenus en raison de leur opposition à l'*apartheid*, qui ont été soumis à toutes sortes de mauvais traitements et de tortures parce qu'ils soutiennent les principes, les aspirations et les droits énoncés dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme; elle tient à réitérer qu'elle appuie les objectifs de la Journée de solidarité.

7. M. KAPLLANI (Albanie) dit que sa délégation tient à réaffirmer qu'elle appuie chaleureusement la juste lutte du peuple sud-africain contre le régime raciste de Pretoria. En Afrique du Sud, la situation des prisonniers politiques n'est qu'une des manifestations des conditions inhumaines dans lesquelles la population autochtone de ce pays est obligée de vivre. Elle est la conséquence directe de la politique fasciste d'*apartheid* suivie par la clique de Vorster, qui a pratiquement transformé l'Afrique du Sud en Etat-prison. Cette situation a suscité, partout dans le monde, l'indignation de toute l'humanité progressiste.

8. L'ONU en général et la Commission politique spéciale en particulier condamnent, depuis des années, la politique d'*apartheid* du régime de Pretoria, mais l'amère vérité est que les résolutions de l'ONU n'ont pas modifié le moins du monde les conditions de vie inhumaines imposées à des millions de personnes en Afrique du Sud. Si la clique de Vorster peut maintenir son régime et poursuivre son odieuse politique d'*apartheid*, c'est parce qu'elle a bénéficié, et continue à bénéficier, de l'appui des puissances impérialistes, et surtout des Etats-Unis d'Amérique, qui ont fait du régime de Pretoria un bastion de l'impérialisme et du colonialisme contre les pays indépendants et progressistes d'Afrique.

9. La délégation albanaise est entièrement d'accord avec ceux qui ont déclaré n'avoir aucune illusion quant à la "bonne volonté" et aux "bonnes intentions" que prétend avoir la clique de Vorster. Elle tient à déclarer qu'elle méprise et rejette l'opinion exprimée au cours des débats de la Commission, selon laquelle le prétendu esprit de détente contribue à rendre plus proche le jour où les peuples d'Afrique seront libérés. L'existence de prisonniers politiques en Afrique du Sud et le sort de la population autochtone de ce pays montrent combien cette idée est fausse.

10. La lutte armée des peuples azanien et namibien, qui s'inscrit indissolublement dans la lutte du continent africain et la lutte de libération des peuples du monde, les conduira inévitablement à la liberté et à l'indépendance. Le même combat a permis aux représentants du Mozambique, de Sao

Tomé-et-Principe et du Cao-Vert de prendre la place qui leur revient à l'ONU. La délégation albanaise a toujours pensé, et est maintenant persuadée que le jour viendra où le vaillant peuple de l'Azanie réglera, par les armes, son compte au régime raciste de Pretoria.

11. M. AL-SABAH (Koweït), prenant la parole en qualité de Président du Groupe asiatique pour le mois d'octobre 1975, note que l'*apartheid* est non seulement une menace pour la sécurité internationale mais aussi un crime, car il permet à une minorité d'exploiter la majorité. En plus d'offrir un appui moral aux victimes de l'*apartheid*, la communauté internationale doit envisager les mesures qu'elle peut prendre pour mettre fin aux souffrances de la majorité en Afrique du Sud. Malgré l'embargo imposé contre elle en vertu de la résolution 181 (1963) du Conseil de sécurité, l'Afrique du Sud est armée jusqu'aux dents grâce à l'aide militaire fournie par certains pays occidentaux. Il est évident que toutes les sanctions décrétées contre l'Afrique du Sud doivent être obligatoires et comporter la rupture des relations diplomatiques, un embargo économique et l'exclusion de l'Afrique du Sud des organisations internationales. Les problèmes créés par la discrimination raciale et l'*apartheid* intéressent toute l'humanité et il ne peut y avoir de sécurité tant que certains peuples restent privés de leurs libertés et leurs droits fondamentaux. Les Asiatiques ont été parmi les premiers à demander que la question de la ségrégation raciale soit inscrite à l'ordre du jour de l'ONU, et il appartient aux grandes nations d'Asie de venir en aide aux opprimés. Elles expriment donc leur solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud et demandent que des mesures soient prises pour éliminer la discrimination raciale partout dans le monde.

12. M. VALDERRAMA (Philippines) dit que l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité ainsi que d'autres organes de l'ONU et la communauté internationale tout entière ont condamné l'*apartheid* comme un crime contre l'humanité. Ils ont réaffirmé la légitimité de la lutte du peuple sud-africain contre l'*apartheid* et la discrimination raciale. Ils ont lancé des appels au régime sud-africain pour qu'il libère toutes les personnes emprisonnées ou soumises à restrictions en raison de leur opposition à l'*apartheid* et ils ont exprimé leur solidarité sans réserve à l'égard de ces valeureux hommes et femmes d'Afrique du Sud qui ont voué leurs vies au peuple sud-africain et luttent de toutes leurs forces pour le libérer de la situation dégradante dans laquelle le maintient le régime d'*apartheid*. La récente vague de répression lancée par le régime sud-africain qui a fait arrêter des jeunes Noirs, des responsables étudiants et des dirigeants culturels en grand nombre, donne une signification toute particulière à la Journée de solidarité. Le régime sud-africain, condamné pour sa politique répressive, s'est attiré la vindicte universelle de la communauté internationale.

13. La juste cause du peuple sud-africain triomphera finalement; c'est la loi de l'histoire qui montre que jamais un peuple ne peut indéfiniment en asservir un autre. Comme les peuples du Mozambique, de Sao Tomé-et-Principe, du Cap-Vert, de la Guinée-Bissau et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le peuple sud-africain recouvrera sa liberté.

14. La délégation des Philippines rend hommage aux prisonniers politiques d'Afrique du Sud, noirs et blancs, qui combattent pour une cause noble et juste. Elle salue les mouvements de libération, dans lesquels se résume le long combat entrepris pour libérer le peuple sud-africain du joug que lui impose le régime d'*apartheid*, et réaliser ses nobles aspirations. Le peuple philippin, qui, des centaines d'années durant, soumis à la domination étrangère, a connu l'humiliation et l'indignité, se range aujourd'hui aux côtés des prisonniers politiques d'Afrique du Sud dont il est solidaire; il continuera à leur apporter son soutien jusqu'à ce que le peuple opprimé d'Afrique du Sud connaisse les bienfaits de l'autodétermination et de l'indépendance fondée sur l'égalité et la justice.

15. M. BANGO BANGO (Zaïre) dit qu'à l'occasion de la célébration de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud la délégation zaïroise tient à réaffirmer son appui total aux mouvements de libération de l'Azanie, premières victimes du régime raciste sud-africain. Il fait observer que le Président de la République du Zaïre a, dans l'allocution qu'il a prononcée devant l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session (2140^e séance plénière), insisté sur le fait que le Zaïre tout entier est mobilisé pour combattre les racistes et les colonialistes en Afrique australe et qu'il n'épargnera aucun effort pour soutenir les mouvements de libération dans leur lutte pour libérer l'Azanie. La délégation zaïroise souhaiterait que la Commission politique spéciale adopte une résolution énergique assurant le malheureux peuple sud-africain et ses dirigeants emprisonnés de l'appui total que leur noble cause trouve auprès de la communauté internationale. A son avis, ce serait là le meilleur moyen de donner aux mouvements de libération l'assurance que la communauté internationale est solidaire de leurs aspirations, et les prisonniers politiques d'Afrique du Sud trouveraient dans une telle résolution une source d'espoir.

16. M. TSIYREGZEN (Mongolie) dit que la délégation mongole apprécie à sa juste valeur l'initiative prise par le Comité spécial contre l'*apartheid* d'organiser une Journée de solidarité. Le régime de Pretoria, qui poursuit sa politique d'*apartheid*, faisant fi des nombreuses résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies et se moquant de l'opinion publique, fait peser de ce fait une sérieuse menace sur la paix et la sécurité. La délégation mongole est profondément préoccupée de la nouvelle vague de répression qui s'exerce à l'encontre des opposants de cette politique et du nombre des détenus qui s'accroît chaque jour. Le Gouvernement et le peuple de la République populaire mongole ont toujours condamné la politique d'*apartheid* pratiquée en Afrique du Sud et ils se joignent à toutes les forces progressistes du monde pour exiger du régime de Vorster qu'il libère immédiatement et sans conditions tous les prisonniers politiques dans ce pays.

17. M. NDOUME AZABOUDE (République-Unie du Cameroun) dit que l'odieux système de l'*apartheid*, qui se fonde sur l'humiliation et l'oppression quotidiennes du peuple noir d'Afrique du Sud, est un crime contre l'humanité tout entière et constitue un grave danger pour la paix et la sécurité internationales. En dépit des assurances cyniques données à la fin de 1974 par Vorster selon lesquelles des changements allaient intervenir dans le régime six mois plus tard, la situation en Afrique du Sud s'est

encore détériorée, avec les procès collectifs d'étudiants, le renforcement des "bantoustans" et l'accroissement continu du budget militaire en vue d'une répression beaucoup plus systématique des mouvements de libération.

18. Le régime de Vorster doit libérer inconditionnellement les centaines de leaders nationalistes qui languissent dans les prisons sud-africaines, notamment M. Nelson Mandela. Un embargo complet sur les armes, le pétrole et autres produits essentiels devrait être imposé et strictement observé. Le Gouvernement camerounais n'entretient aucune relation avec l'Afrique du Sud, et il traduira toujours dans les actes toutes les mesures prises contre ce régime répugnant. Il condamne vigoureusement les pays impérialistes, principalement la France, les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni, ainsi que toutes les entreprises commerciales qui contribuent à maintenir le régime d'*apartheid*. Il condamne également l'usage abusif que certaines puissances font de leur droit de veto au Conseil de sécurité afin de s'opposer à toute intervention fondée sur les Articles 41 et 42 de la Charte des Nations Unies.

19. M. MAGONGO (Souaziland) dit que la délégation du Souaziland est entièrement solidaire des prisonniers politiques d'Afrique du Sud, qui languissent dans les geôles de ce pays. Lors de la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés qui s'est tenue du 25 au 30 août 1975, le Ministre des affaires étrangères du Souaziland a demandé au Premier Ministre de l'Afrique du Sud de relâcher tous les prisonniers politiques et de discuter avec eux de la libération du pays, comme lui-même l'avait fait pour les détenus politiques en Rhodésie du Sud. Les efforts des colonialistes français et portugais visant à créer des Français et des Portugais noirs ont échoué, comme ne peut manquer d'échouer une politique analogue en Afrique du Sud. Or, l'attitude des Sud-Africains est plus extrême encore puisqu'ils considèrent la suprématie blanche comme étant de droit divin. Cela, jamais le Souaziland ne pourra le pardonner.

20. Mlle LOPEZ (Venezuela) dit que la délégation vénézuélienne tient à exprimer sa profonde sympathie et sa solidarité à l'égard des prisonniers politiques d'Afrique du Sud et des mouvements de libération qui luttent pour rendre à leurs frères noirs leur dignité. Le refus de l'*apartheid* — vestige du totalitarisme — est chose naturelle au Venezuela, pays dont la population résulte de la fusion d'Indiens, d'Africains et d'Européens, et où toute discrimination sous quelque forme que ce soit est bannie. Le Comité spécial contre l'*apartheid* mérite des félicitations pour avoir pris l'initiative de proposer la Journée de solidarité.

21. M. KAMANA (Zambie) dit qu'il est tout à fait opportun que la Commission consacre des séances spéciales au thème de la solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud. La délégation zambienne tient à réaffirmer la position bien connue de son gouvernement et du peuple zambien qui veulent voir éliminer totalement la politique d'*apartheid* et toutes les pratiques racistes auxquelles se livre le régime minoritaire en Afrique du Sud; elle tient à réaffirmer également sa solidarité avec le peuple d'Azanie qui, sous la conduite de ses mouvements nationaux de libération, lutte pour recouvrer sa dignité nationale et son droit inaliénable à l'autodétermination et à

l'indépendance avec un gouvernement majoritaire. Comme l'a dit le Ministre des affaires étrangères de la Zambie à l'Assemblée générale pendant la session en cours (2356^e séance plénière), le régime sud-africain ne pourra jamais être respecté et reconnu par la communauté internationale tant qu'il ne renoncera pas à cette politique odieuse et qu'il continuera à promouvoir les prétendus "foyers nationaux" afin de perpétuer l'exploitation et l'oppression des Noirs qui constituent la majorité de la population.

22. La Zambie n'a jamais accepté l'exercice de "détente" avec l'Afrique du Sud; elle a toujours recherché la fin de la situation de domination de la minorité raciste en Afrique australe. Ses relations avec l'Afrique du Sud se sont limitées à rechercher un règlement pacifique pour la Rhodésie du Sud sur la base d'un gouvernement majoritaire, conformément au Manifeste sur l'Afrique australe publié à Lusaka en avril 1969¹, et à la Déclaration de Dar es-Salam sur l'Afrique australe publiée par le Conseil des ministres de l'OUA à sa neuvième session extraordinaire, tenue du 7 au 10 avril 1975. Ses efforts visant à organiser des conversations sur l'avenir de la Rhodésie du Sud, qui ont été couronnés de succès, n'ont en aucune façon modifié son attitude générale à l'égard de l'Afrique du Sud, attitude qui se fonde sur les principes élémentaires de justice et de liberté. La Zambie est toujours fermement décidée à rechercher l'élimination de l'*apartheid* et du racisme en Afrique du Sud. Elle a, à de nombreuses reprises, fait appel à cette dernière pour qu'elle libère tous les prisonniers et détenus politiques, autorise les activités politiques, lève l'interdiction frappant les mouvements nationalistes et reconnaisse que les représentants authentiques du peuple africain d'Azanie sont les dirigeants des mouvements de libération et non les chefs des prétendus "foyers nationaux", qui ne sont que des fantoches. Comme par le passé, l'appui moral qu'elle accorde aux mouvements de libération s'accompagnera d'une aide matérielle. Il semble que la communauté internationale soit unanime, en paroles du moins, dans son opposition à l'*apartheid* et à la domination de la minorité en Afrique du Sud; mais ce n'est pas seulement avec des paroles qu'on peut libérer un peuple du joug qui pèse sur lui. Il est temps d'agir concrètement pour modifier le *statu quo*. Il faut donner aux mouvements de libération les moyens de lutter et il faut que les pays, en particulier les grandes puissances occidentales, qui, jusqu'à présent, s'agissant de leurs rapports avec l'Afrique du Sud, jouent un double jeu, se joignent aux autres pays pour boycotter totalement l'Afrique du Sud, puisqu'il est clair qu'ils n'ont pas su user de leur influence pour amener ce pays à changer de politique.

23. M. KIDANE MARIAM (Ethiopie) dit que le fait que la Commission consacre spécialement certaines séances au thème de la solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud montre que le régime d'*apartheid* continue d'être condamné par la plupart des peuples pacifistes du monde. Il espère que la Journée de solidarité rappellera à tous les peuples la nécessité de concerter les efforts pour éliminer la politique d'*apartheid*.

24. M. ESCOBAR (Colombie) exprime la solidarité de sa délégation avec les prisonniers politiques en butte aux

persécutions en Afrique du Sud à cause de leurs idéaux. La Colombie est traditionnellement opposée à la discrimination pour des raisons de couleur, de race ou de religion, et toute sa législation repose sur ce principe. Toute ségrégation doit être éliminée, et les résolutions des Nations Unies visant à supprimer l'odieux système de l'*apartheid* doivent être appliquées afin que les mouvements et les groupes nationalistes en Afrique du Sud ne soient plus persécutés en raison de leurs idéaux et pour des raisons raciales.

25. Le PRESIDENT annonce que la Commission a achevé la célébration de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud et qu'elle va poursuivre la discussion générale sur le point 53 de l'ordre du jour.

DISCUSSION GENERALE (suite*)

26. M. DE GAAY FORTMAN (Pays-Bas) dit qu'à en croire le Premier Ministre de l'Afrique du Sud, qui a récemment déclaré que les négociations en Rhodésie du Sud devaient continuer car sinon on se trouverait devant un état de choses par trop effroyable, celui-ci semble commencer à comprendre les répercussions que peut avoir la situation en Afrique australe; il devrait toutefois se rendre compte que cette affirmation s'applique aussi bien à son pays. Les Pays-Bas sont affligés de voir que les résolutions et discussions des Nations Unies n'ont eu aucun effet significatif sur le Gouvernement sud-africain. Le Gouvernement néerlandais ne peut accepter le point de vue exprimé par le représentant de l'Afrique du Sud au Conseil de sécurité au cours de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale², selon lequel l'*apartheid* est une affaire intérieure de l'Afrique du Sud. Les habitants de l'Afrique du Sud ne sont pas seulement les citoyens de ce pays : ils font partie de l'humanité, et le fait de leur refuser systématiquement l'égalité de droits par suite d'une discrimination fondée sur la couleur ou la race est contraire aux droits fondamentaux de l'homme et ne peut être considéré comme une affaire purement intérieure. Dans son intervention, le représentant de l'Afrique du Sud a déclaré que la discrimination raciale n'est pas du racisme et que ce dernier terme ne devrait être utilisé que s'il existe des sentiments de supériorité raciale, ce qui n'est pas le cas en Afrique du Sud. Le monde ne pourra jamais accepter la moindre distinction entre ces termes, et le seul critère à utiliser pour juger une politique raciale est le principe de l'égalité des hommes. Le problème du racisme n'est pas particulier à l'Afrique du Sud; c'est un problème global extrêmement explosif.

27. Il est décevant que le Premier Ministre de l'Afrique du Sud, qui avait promis à la fin de l'année 1974 que des changements surprenants seraient apportés en Afrique du Sud dans les six mois, n'ait pas tenu sa promesse. Comme les pays qui ont adopté le Manifeste sur l'Afrique australe publié à Lusaka¹, le Gouvernement néerlandais pourrait accepter qu'intervienne pour l'Afrique du Sud une solution politique, fondée sur le principe de l'égalité et prévoyant un compromis durant une période de transition, mais le Gouvernement sud-africain pourrait au moins prendre des mesures sérieuses pour abroger toute la législation discrimi-

* Reprise des débats de la 952^e séance.

¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Annexes, point 106 de l'ordre du jour, document A/7754.

² Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-neuvième année, 1800^e séance.

natoire et promulguer de nouvelles lois interdisant la discrimination. Cela contribuerait à éliminer ce que l'on appelle le "petty" *apartheid*, mais la politique des prétendus "foyers nationaux" est tout aussi discriminatoire. Environ 70 p. 100 de la population noire en Afrique du Sud vivent non pas dans les "foyers nationaux", mais dans les ghettos enclavés dans les zones dites blanches, qui constituent 87 p. 100 du territoire total de la République. L'Afrique du Sud devrait évoluer vers l'octroi intégral à la population non blanche vivant dans ces zones des droits politiques, des droits de l'homme et des possibilités économiques. L'indépendance d'un prétendu "foyer national" signifierait que, dans le reste de la République, tous ceux qui sont censés vivre dans ce "foyer national" seraient considérés comme des étrangers.

28. L'*apartheid* ne peut survivre, et le Gouvernement sud-africain doit choisir ou la confrontation violente ou le dialogue réel entre tous ses citoyens.

29. Les Pays-Bas souhaitent rester en relation avec l'Afrique du Sud et chercher à convaincre les Sud-Africains blancs de l'immoralité et de l'impraticabilité fondamentales de leur politique raciale, car ils estiment que toutes les occasions devraient être mises à profit pour promouvoir un changement pacifique à l'intérieur de l'Afrique du Sud. Beaucoup de personnes doutent, à juste titre, que l'on puisse garder des relations avec ceux qui ont des idées racistes. Cependant, dans le combat contre cette politique funeste, le pouvoir des mots ne devrait pas être sous-estimé. Même ceux qui sont responsables de cette politique ont une conscience, et ceux qui les appuient sont souvent aveuglés par la peur. C'est dans l'intérêt des Sud-Africains blancs qu'il faut abolir le système d'*apartheid*, qui engendre la haine, et extirper ainsi les racines de la peur. Ils devraient être encouragés par l'attitude de réconciliation montrée par de nombreux peuples autrefois opprimés par des racistes. A long terme, la seule chance de survie des Sud-Africains blancs est d'être reconnus comme Africains. Les contacts humains devraient permettre d'apporter à la population sud-africaine le message fondamental du Manifeste de Lusaka et de la Déclaration de Dar es-Salam, mais le Gouvernement sud-africain devrait surtout écouter la voix de l'antiracisme qui s'élève à l'intérieur de l'Afrique du Sud même.

30. Le Gouvernement sud-africain a accepté les nouvelles réalités au Mozambique et en Angola, et son premier ministre a engagé le régime Smith en Rhodésie du Sud à accepter le gouvernement par la majorité comme un événement inéluctable. Ce serait une illusion tragique pour le Gouvernement sud-africain que de continuer à penser qu'un tel réalisme en politique étrangère est compatible avec la répression interne et les mesures prises pour contrecarrer tout effort visant à créer une société non raciale à l'intérieur de l'Afrique du Sud même. L'Afrique du Sud a peut-être simplement accepté les nouvelles réalités comme une conséquence du changement intervenu dans l'équilibre des forces. Les Sud-Africains blancs doivent se rendre compte que l'homme est important non pas parce qu'il appartient à une certaine race ou à une certaine tribu, mais parce que c'est un homme.

M. Martínez Ordóñez (Honduras) reprend la présidence.

31. M. ABDULDJALIL (Indonésie) dit que depuis sa création l'Organisation des Nations Unies s'occupe du problème de l'*apartheid*, basant son appui à la lutte courageuse pour les droits de l'homme fondamentaux en Afrique du Sud sur les principes inscrits dans la Charte.

32. Malgré les emprisonnements, les tortures, voire la mort, infligés aux opposants de l'*apartheid*, les millions de Sud-Africains qui s'efforcent d'obtenir la justice la plus élémentaire n'ont pas été intimidés par les brutalités du régime et poursuivent leur combat.

33. Les derniers 18 mois ont vu un changement important, peut-être bien décisif, dans l'équilibre international des forces devant lequel se trouve le Gouvernement sud-africain. A la suite de l'effondrement de l'empire portugais en Afrique australe, l'Afrique du Sud n'est plus en sécurité derrière une zone tampon de régimes colonialistes et racistes. Son isolement s'est accru du fait des succès remportés par les adversaires de l'*apartheid* à l'Organisation des Nations Unies et devant les autres instances internationales.

34. Constatant l'état d'isolement de plus en plus grand dans lequel est tenu leur pays, un certain nombre de ministres de l'Afrique du Sud ont récemment fait des déclarations pour annoncer qu'une modification de la politique d'*apartheid* était envisagée. Cependant, les actions du régime ont montré à l'évidence qu'aucun changement réel n'est prévu et que le "développement séparé" continuera d'être la pierre angulaire de sa politique. La minorité blanche continuera de gouverner cependant que la majorité africaine demeurera sans pouvoir dans sa propre patrie.

35. Désireux de dissimuler ses objectifs véritables et de convaincre autrui qu'il a réellement modifié sa politique raciale, le Gouvernement sud-africain a intensifié ses contacts avec les autres Etats et avec les étrangers les plus éminents. Si cette campagne a eu pour effet que certains secteurs de la presse et des moyens d'information ont consacré au régime des articles et des programmes favorables, les investisseurs étrangers, craignant l'instabilité qui risque de résulter d'une politique sociale et économique injuste, hésitent à investir dans un certain nombre de projets industriels sud-africains.

36. Ainsi, malgré ce qu'en dit le régime, la situation actuelle n'a enregistré aucune amélioration. En fait, les conditions dans lesquelles vit la population africaine se sont progressivement détériorées. Les prisonniers politiques languissent toujours dans les prisons sud-africaines, la législation répressive demeure en vigueur et les organisations qui représentent la majorité du peuple sud-africain continuent d'être proscrites.

37. Au mépris des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, dont la plus récente est la résolution 3324 E (XXIX), le régime sud-africain continue de mettre à exécution ses plans visant à créer des "bantoustans". Ces derniers sont tout au plus des enclaves qui ne possèdent aucun des attributs d'un Etat indépendant viable. Une forte partie de leur population de droit résidera hors de leurs frontières et constituera une source de main-d'oeuvre à bon marché permanente pour l'économie sud-africaine. La politique des "bantoustans" que pratique l'Afrique du Sud

est donc totalement incompatible avec l'idée de l'autodétermination que défendent les Nations Unies et constitue une tentative faite pour perpétuer la domination colonialiste et raciste de la minorité blanche.

38. Dans le cadre de la campagne qu'il a entreprise pour tromper l'opinion publique mondiale, le régime a également tenu un certain nombre de prétendues "consultations avec les dirigeants noirs" tout en refusant obstinément en même temps de rencontrer les représentants du mouvement de libération reconnu par l'OUA. On ne saurait considérer les consultations qui ont eu lieu avec les fantoches du régime comme une tentative sincère de la part de l'Afrique du Sud de communiquer avec la majorité du peuple africain qui continue de protester contre la politique du régime Vorster et à demander la libération des prisonniers politiques. La répression des opposants de l'*apartheid* qui se poursuit, le renforcement des forces militaires et la stricte application des règlements d'*apartheid* dans le domaine des sports montrent clairement qu'aucun changement significatif n'est intervenu en Afrique du Sud et qu'aucun n'est envisagé dans l'avenir.

39. La communauté internationale doit maintenant se demander comment elle peut exercer des pressions sur le régime Vorster et les accroître afin de l'obliger à renoncer à sa politique de discrimination raciale. Le régime a refusé d'accepter les préalables à une solution pacifique qui avaient été énoncés par l'Assemblée générale dans sa résolution 3324 C (XXIX). Il est donc impérieux que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies prennent des mesures additionnelles pour isoler le régime et appuyer les mouvements de libération. L'attention devrait être appelée en particulier sur les agissements de certains gouvernements qui continuent d'appuyer le régime par les relations commerciales et autres qu'ils entretiennent avec lui; elles constituent un appui soutenu et efficace de l'*apartheid* et devraient être dénoncées à ce titre.

40. Les modifications qui pourront être apportées à la politique des "bantoustans" et les amendements qui pourront l'être aux lois d'*apartheid* d'importance secondaire ne satisferont pas les Nations Unies ni les exigences de la justice politique, sociale et économique.

41. Etant donné qu'aucun progrès réel n'a été réalisé en ce qui concerne l'application de l'embargo sur les armes destinées à l'Afrique du Sud, la délégation indonésienne espère que le Conseil de sécurité ne manquera pas de prendre les mesures prévues au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

42. Elle se félicite de l'accroissement enregistré dans les contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe. Le Séminaire sur l'Afrique du Sud organisé sous les auspices du Comité spécial contre l'*apartheid*, qui s'est tenu à Paris du 28 avril au 2 mai 1975, a fortement contribué à faire connaître à un plus grand nombre d'Européens les objectifs et les activités du Comité. Il serait extrêmement utile d'organiser des séminaires ailleurs, notamment en Amérique latine. Il convient de maintenir une étroite coopération avec l'OUA et d'intensifier les consultations entre le Comité spécial et les gouvernements, notamment

les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud. L'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées devraient intensifier la campagne de diffusion de l'information sur l'*apartheid* et la coopération avec les organisations non gouvernementales et les institutions spécialisées devrait être continuée.

43. M. JAMAL (Qatar) dit que, depuis la fondation de l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement sud-africain n'a cessé de ne tenir aucun compte de la Charte des Nations Unies ni des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité demandant qu'il soit mis un terme au racisme et à l'*apartheid*. L'*apartheid* est un des problèmes les plus graves du XX^e siècle et il devrait être condamné de la façon la plus catégorique.

44. La ségrégation raciale et l'*apartheid*, tels qu'ils sont pratiqués par le Gouvernement sud-africain, sont synonymes de génocide. Dans sa résolution 2202 A (XXI), l'Assemblée générale considère l'*apartheid* comme une grave menace à la paix et à la sécurité internationales et un crime contre l'humanité.

45. L'*apartheid* implique non seulement la ségrégation raciale et la négation des droits politiques, mais aussi une discrimination sociale et économique. La majorité noire est contrainte d'exécuter les tâches les plus viles alors qu'en vertu des soi-disant *Industrial Provisions* (dispositions relatives à l'industrie) de 1956 le droit de se syndiquer leur est refusé. Dans le domaine de l'enseignement, 70 p. 100 des Africains en âge de fréquenter l'école primaire ne sont inscrits dans aucune école.

46. La situation exige donc de la communauté internationale qu'elle continue de faire de grands efforts; elle doit faire l'objet d'un examen constant.

47. Le Qatar met en oeuvre toutes les décisions des Nations Unies concernant l'*apartheid* et, en conséquence, n'a aucune relation diplomatique ou économique avec l'Afrique du Sud; il est également interdit aux ressortissants du Qatar d'avoir des relations quelconques avec le Gouvernement sud-africain. Le Qatar a condamné la politique d'*apartheid* devant de nombreuses instances internationales.

48. Il existe des similitudes manifestes entre l'agression israélienne contre le peuple palestinien et la discrimination raciale pratiquée par l'Afrique du Sud. Les masques différents, mais la face hideuse qu'ils dissimulent est la même. Israël sioniste et l'Afrique du Sud se considèrent comme les avant postes de la civilisation européenne en Asie et en Afrique. Ils croient que la race, l'origine et la religion leur donnent droit à un statut privilégié. Tous deux utilisent le même vocabulaire pour décrire les populations indigènes qui vivent dans leur territoire respectif.

49. Pour sa part, le Qatar est prêt à faire tous les efforts pour mettre fin à l'odieuse politique de discrimination et de ségrégation raciales.

50. M. OULD SIDI (Mauritanie) se félicite de l'admission à l'Organisation des Nations Unies des quatre pays frères, le Mozambique, le Cap-Vert, Sao Tomé-et-Principe, et la Papouasie-Nouvelle-Guinée dont l'indépendance est le couronnement de la longue lutte contre le colonialisme. La

délégation mauritanienne se réjouit également de revoir le peuple cambodgien rétabli dans ses droits et ses représentants légitimes occuper le siège qui leur revient à l'Assemblée générale.

51. Voilà plus d'un quart de siècle que l'Organisation des Nations Unies s'occupe du problème de l'*apartheid* sans que la moindre lueur d'espoir fasse entrevoir une quelconque amélioration de la situation.

52. L'*apartheid* constitue une menace grave pour la paix et la sécurité internationales. Loin d'entendre la voix de la raison et de faire une concession quelconque à leurs partenaires noirs, les dirigeants sud-africains continuent de défier de la manière la plus arrogante l'opinion publique internationale et de s'armer militairement afin de perpétuer leur système odieux. Mais les peuples libres, unis au sein de l'ONU, ne reculeront pas devant Vorster et sa clique.

53. Le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022) est riche en exemples sordides de la conduite du régime. Le représentant de la Mauritanie rend hommage à M. Ogbu, ancien président du Comité spécial, pour le rôle qu'il a joué dans l'établissement du rapport qui aide à mieux comprendre le problème de l'*apartheid*.

54. L'opinion publique mondiale ne saurait demeurer indifférente aux traitements brutaux infligés aux populations noires sud-africaines qui cherchent à obtenir la justice et l'égalité. La politique d'*apartheid* est criminelle et elle est contraire au principe, universellement admis, de l'égalité de tous les hommes. Elle est également contraire à la Charte des Nations Unies qui proclame les droits fondamentaux de l'homme et la dignité et la valeur de la personne humaine. Pourtant, le Gouvernement sud-africain bafoue délibérément les principes auxquels il a souscrit en donnant son adhésion à la Charte.

55. La discrimination raciale est pratiquée en Afrique du Sud avec une cruauté chaque jour plus grande, ce à quoi les Nations Unies ont répondu en adoptant un nombre incalculable de résolutions condamnant ce pays. Et, cependant, ces résolutions sont restées sans effet. Le régime Vorster a intensifié la discrimination tout en prétendant vouloir réformer son système. L'opinion internationale n'est pas dupe des manigances de Vorster qui visent à sortir l'Afrique du Sud de son isolement et à déjouer les efforts des Nations Unies visant à promouvoir une action internationale concertée contre l'*apartheid*. Tout ce que Vorster fait, c'est chercher à gagner du temps pour renforcer son arsenal militaire en vue de réprimer la résistance toujours croissante à l'*apartheid*. Il convient de noter à ce propos que le massacre de Sharpeville en 1960, le *Sabotage Act* de 1962 et nombreuses autres mesures de répression sont toujours présents à la mémoire de tous.

56. Si les résolutions de l'ONU sont demeurées sans effet, cela tient surtout à l'appui donné au Gouvernement sud-africain par certaines puissances occidentales. Ces puissances, tout en étant des Membres fondateurs de l'Organisation, s'obstinent à transgresser les décisions prises contre un pays qui est coupable de violations flagrantes de la Charte. L'attitude de ces pays est tout simplement déplorable.

57. Le moment est venu de passer des paroles aux actes et de montrer à l'Afrique du Sud que la marche de l'histoire est irréversible. En application des dispositions de la Charte, la délégation mauritanienne propose à tous les Etats d'entreprendre, sans délai, une action économique, politique et diplomatique, en complément de l'action déjà entreprise par la quasi-totalité des pays africains. Il est du devoir de la communauté internationale de secourir les 13 millions d'Africains terrorisés par une poignée de Blancs.

La séance est levée à 17 h 30.

956^e séance

Mercredi 15 octobre 1975, à 10 h 45.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.956

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (*suite*)
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174, A/SPC/L.324] :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

DISCUSSION GENERALE (*suite*)

1. M. HECKSCHER (Suède), présentant le projet de résolution A/SPC/L.324, fait observer que la présente session de l'Assemblée générale marque le trentième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies et le dixième anniversaire de la création du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud en application de

la résolution 2054 B (XX) de l'Assemblée, adoptée sur la recommandation de la Commission politique spéciale, et constate que la nécessité d'une assistance aux personnes persécutées en Afrique du Sud demeure. Simple expression du désir de la communauté internationale de s'opposer au développement du sentiment de haine raciale que suscitent les lois qu'une minorité a cru bon d'imposer à la majorité de la population sud-africaine, le Fonds d'affectation spéciale constitue un dénominateur commun entre les Etats Membres de l'ONU dans le débat que celle-ci poursuit depuis de nombreuses années sur les moyens de mettre un terme à l'oppression inhumaine qui règne en Afrique du Sud.

2. Le Fonds d'affectation spéciale, qui a pour but d'apporter une aide humanitaire urgente, célèbre un autre anniversaire. Il y a cinq ans, en effet, que sa compétence a été

étendue à la Namibie et à la Rhodésie du Sud [résolution 2671 E (XXV) de l'Assemblée générale]. La moitié des Etats Membres de l'ONU contribuent à ce fonds. La situation qui règne dans la région le contraint, dans une large mesure, à opérer secrètement. En effet, le régime rhodésien a récemment mis en place un système dit "de défense" contre toute forme d'assistance aux victimes de ses mesures répressives.

3. Compte tenu de l'aggravation de la répression en Afrique du Sud, en Namibie et en Rhodésie du Sud, il convient de développer les activités du Fonds d'affectation spéciale. C'est pourquoi la Suède espère que le projet de résolution, dont les Pays-Bas et la Nouvelle-Zélande viennent de se porter coauteurs, sera adopté à l'unanimité.

4. M. FREEMAN-GREENE (Nouvelle-Zélande) constate que, bien que le délai de grâce demandé en novembre 1974 par le Premier Ministre de l'Afrique du Sud soit écoulé, la structure fondamentale et les principes de base de l'*apartheid* restent inchangés. Le Gouvernement sud-africain ne s'est pas engagé à abandonner sa politique raciste. Il n'est toujours pas question d'égalité politique; l'égalité de protection en vertu de la loi est inconnue. Le mariage interracial est interdit, les familles sont séparées. Au nom du développement séparé, des gens sont exilés dans des régions non blanches. Le Gouvernement néo-zélandais est résolument opposé à ce système, que le Premier Ministre a récemment qualifié de "dégradant".

5. Le représentant de la Nouvelle-Zélande rend hommage au Comité spécial contre l'*apartheid* et à son président pour les efforts qu'ils déploient, comme en témoigne le rapport de ce comité (A/10022).

6. Convaincu de la nécessité de maintenir une pression internationale efficace sur le Gouvernement sud-africain, le Gouvernement néo-zélandais appuie les recommandations de la Commission politique spéciale visant à coordonner la campagne internationale contre l'*apartheid*. A cet égard, il souligne l'importance des travaux du Groupe de l'*apartheid*, qui porte à la connaissance de l'opinion mondiale des renseignements destinés à contrecarrer la propagande du Gouvernement sud-africain. Nombreux sont ceux, en effet, qui ne saisissent pas pleinement la nature de l'*apartheid*, ni la façon dont la communauté internationale y réagit. C'est pourquoi la Nouvelle-Zélande, qui a fait en 1975 un don de 5 000 dollars néo-zélandais au Groupe de l'*apartheid*, souhaiterait recevoir de ce groupe une documentation plus abondante. Elle aimerait également voir davantage de pays verser une contribution au Groupe.

7. De même, la Nouvelle-Zélande appuie fortement la recommandation du Comité spécial contenue dans le paragraphe 207 de son rapport et visant à ce que l'Assemblée générale demande, une fois de plus, que soit appliqué intégralement l'embargo sur les armements destinés à l'Afrique du Sud. A cet égard, la Nouvelle-Zélande observe scrupuleusement l'embargo volontaire demandé il y a plus de 10 ans par le Conseil de sécurité dans sa résolution 181 (1963) et, lors de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, elle s'est portée coauteur de la résolution 3324 B (XXIX), dans laquelle l'Assemblée générale a prié le Conseil de sécurité d'envisager l'imposition d'un embargo obligatoire.

8. La Nouvelle-Zélande est également favorable au renforcement du boycottage de l'Afrique du Sud dans le domaine des sports, domaine dans lequel l'Afrique du Sud est particulièrement sensible à la pression internationale. C'est pourquoi le Gouvernement néo-zélandais refuse l'accès de son territoire à toute équipe sud-africaine à moins qu'elle n'ait été sélectionnée sur la base du mérite véritable et qu'elle représente un code de conduite excluant toute forme d'*apartheid*, que ce soit à l'échelon national, à l'échelon provincial ou à celui du club; cette exigence, jusqu'à ce jour, a exclu toutes les équipes sportives sud-africaines. De même, le Gouvernement néo-zélandais fait tout pour dissuader les équipes nationales de se rendre en Afrique du Sud. Toutefois, il ne veut pas aller jusqu'à restreindre la liberté qu'ont les Néo-Zélandais de voyager à l'étranger où bon leur semble, qui constitue un droit sacré stipulé à l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

9. M. Freeman-Greene dit que l'appui de son pays à la campagne en faveur de la libération des prisonniers politiques sud-africains est bien connu. Selon lui, cette mesure contribuerait à la création d'une atmosphère propice à l'ouverture d'un débat sur l'avenir du pays auquel participerait l'ensemble de la population. C'est pourquoi la délégation néo-zélandaise appuiera toute résolution en ce sens. De même, le Gouvernement néo-zélandais — dont la contribution totale aux divers fonds d'assistance des Nations Unies s'est élevée à 26 000 dollars néo-zélandais pour l'exercice 1975/76, contre 17 000 dollars néo-zélandais en 1974/75, et qui a décidé de consacrer 150 000 dollars néo-zélandais à un projet du FISE destiné aux personnes déplacées accueillies par la Zambie — appuiera toute résolution demandant une aide accrue aux victimes de l'*apartheid*.

10. On peut donc constater que l'opposition de la Nouvelle-Zélande à l'*apartheid* est appuyée par des mesures concrètes. Il s'agit pour la Nouvelle-Zélande d'exprimer à l'extérieur les valeurs qui inspirent l'action qu'elle mène sur son territoire. Le Gouvernement néo-zélandais s'efforce, en coopération avec d'autres gouvernements, de persuader l'Afrique du Sud de renoncer à l'*apartheid*, sinon du jour au lendemain, tout au moins nettement, méthodiquement et progressivement. Il désire que la société sud-africaine se transforme par des moyens pacifiques et souhaite éviter que les mouvements de libération se voient obligés d'avoir recours à la force.

11. Au sujet d'un éventuel embargo commercial, qui ne pourrait être efficace que si les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud le respectaient, le Gouvernement néo-zélandais, qui n'est pas au nombre de ceux-ci, émet des réserves. Toutefois, si le Conseil de sécurité imposait des sanctions obligatoires, la Nouvelle-Zélande respecterait les obligations que lui impose la Charte des Nations Unies.

12. M. ABDEL MEGUID (Egypte) félicite les représentants du Mozambique, de la République du Cap-Vert, de la République de Sao Tomé-et-Principe et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée à l'occasion de l'admission de leurs pays à l'Organisation des Nations Unies et attend avec impatience le jour où il pourra accueillir les délégations de pays actuellement en lutte.

13. Comme tous les Etats Membres de l'Organisation, l'Egypte condamne le crime d'*apartheid*, qui constitue non seulement une atteinte aux droits de l'homme, mais un crime contre l'humanité et un danger permanent pour la paix et la sécurité mondiales, comme l'a confirmé récemment la révélation de l'existence d'une importante fabrique d'explosifs en Afrique du Sud.

14. La position de l'Egypte est déterminée par plusieurs facteurs, et tout d'abord par son appartenance au continent africain et sa solidarité avec la lutte que mènent les peuples de ce continent. Ensuite, l'Egypte croit en une paix véritable, une et indivisible qui soit fondée sur la justice. Tout en reconnaissant la nécessité de trouver une solution pacifique à la situation qui règne en Afrique du Sud, l'Egypte souligne qu'une telle solution ne doit pas avoir pour effet de légitimer le régime de Pretoria. C'est pourquoi l'Egypte demande aux Etats Membres de l'ONU de ne pas collaborer avec le régime raciste et d'appliquer les résolutions de l'Organisation. Nul ne saurait en effet nier la responsabilité de celle-ci vis-à-vis du peuple sud-africain, puisque la Charte proclame le droit des peuples à l'autodétermination.

15. L'Organisation a donc le devoir de révéler tous les crimes du régime raciste et de faire connaître les régimes collaborateurs. A cet égard, la délégation égyptienne apprécie les efforts déployés par le Comité spécial contre l'*apartheid* et elle approuve les propositions formulées par celui-ci au chapitre II de son rapport.

16. Les actes du régime raciste faisant honte non seulement à l'Afrique du Sud, mais aussi à la communauté internationale tout entière, celle-ci doit s'efforcer d'isoler l'Afrique du Sud dans tous les domaines aussi longtemps que durera la politique raciste du régime de Pretoria. Cette demande est juste et la Charte des Nations Unies donne à la communauté internationale les moyens de la faire aboutir.

17. Lorsque, lisant l'histoire, les générations futures verront les souffrances de la population sud-africaine et les efforts de l'ONU pour faire respecter les droits de l'homme, elles se demanderont pourquoi l'Organisation a admis en son sein les représentants du régime raciste et pourquoi certains de ses membres entretenaient des relations avec lui. C'est pourquoi l'Egypte juge indispensable que le siège de l'Afrique du Sud demeure vacant jusqu'à ce qu'il soit occupé par les représentants légitimes du peuple sud-africain. Elle estime, d'autre part, que les mouvements de libération reconnus par l'OUA doivent être admis à l'ONU en tant qu'observateurs.

18. Enfin, l'Egypte dénonce la politique des "bantoustans" par laquelle le régime de Pretoria s'efforce d'assurer sa survie. Cette politique, qui a pour conséquence l'éparpillement de certains groupes sociaux, ne vise qu'à la constitution de réservoirs de main-d'oeuvre. Il n'y a pas d'autre solution pour le régime de Pretoria que de mettre fin à la politique d'*apartheid*.

19. En conséquence, l'Egypte appuie les résolutions adoptées par le Conseil des ministres de l'OUA à sa neuvième session extraordinaire, tenue à Dar es-Salam en avril 1975, et par la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés qui a eu lieu à Lima en août 1975, ainsi

que la décision des pays arabes d'imposer un embargo sur les livraisons de pétrole à l'Afrique du Sud.

20. L'Egypte n'est pas surprise de voir se développer la collaboration entre l'Afrique du Sud et Israël qui, l'un comme l'autre, refusent d'appliquer les décisions de l'ONU. Il ressort d'un rapport du Comité spécial intitulé "Evolution récente des relations entre Israël et l'Afrique du Sud" qu'Israël resserre rapidement ses liens avec le régime raciste dans tous les domaines. Le fait que Le Cap et Haïfa aient récemment été jumelées constitue un symbole de la collaboration accrue des deux régimes.

21. Le représentant de l'Egypte dit que, malgré la longueur du chemin qui reste à parcourir, malgré la tristesse qui se dégage du rapport du Comité spécial (A/10022), l'Egypte est convaincue que l'*apartheid* disparaîtra, car l'histoire a prouvé que rien ne peut s'opposer à la volonté d'un peuple décidé à recouvrer sa liberté. La justice triomphera. L'Egypte, qui a une longue expérience en la matière, pense qu'il faut saisir toutes les occasions de paix et que les régimes racistes doivent rendre aux peuples opprimés la liberté et la propriété des ressources naturelles de leur territoire. C'est alors seulement que pourra s'instaurer une paix véritable.

22. M. FAHAD (Emirats arabes unis) déclare que sa délégation est heureuse de souhaiter la bienvenue aux représentants des quatre nouveaux Etats Membres de l'Organisation. Elle se félicite également de voir des représentants des deux mouvements de libération sud-africains assister aux séances de la Commission consacrées à l'examen de la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain. En étudiant le rapport du Comité spécial, dont les efforts pour faire triompher la cause de l'humanité en Afrique du Sud sont dignes de tous les éloges, elle a constaté avec regret que les régimes racistes poursuivent leur politique d'oppression et de discrimination en Afrique du Sud, en Namibie et en Rhodésie du Sud; elle saisit cette occasion de réitérer sa solidarité avec tous les citoyens opprimés et les prisonniers politiques de ces territoires. Bien que d'année en année, et plus précisément depuis 1952, la question de l'*apartheid* revienne à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, le régime minoritaire d'Afrique du Sud continue à violer les droits de l'homme et à faire fi des valeurs humaines les plus élémentaires. Il consolide sa domination en étouffant toute opposition et en suscitant des rivalités tribales, relègue la grande majorité de la population dans les "bantoustans" qui ne sont que des réservoirs de main-d'oeuvre à bas prix et exploite les Africains au mépris des principes humanitaires, des dispositions de la Charte des Nations Unies et des impératifs de la conscience mondiale. Néanmoins, des pays qui se prétendent être les défenseurs des droits de l'homme et sont des Membres de l'Organisation des Nations Unies n'appliquent pas les résolutions adoptées par l'Organisation, notamment la résolution 3324 B (XXIX) de l'Assemblée générale, et n'hésitent pas à apporter une aide militaire et économique au régime de l'*apartheid*, l'encourageant ainsi à poursuivre sa politique de discrimination raciale. L'ONU doit exiger des gouvernements de ces pays qu'ils cessent toute collaboration avec l'Afrique du Sud.

1 Document A/AC.115/L.411 du 23 juillet 1975.

23. Le sort du peuple opprimé d'Afrique du Sud évoque infailliblement la cause du peuple palestinien, tant les politiques de Pretoria et du régime sioniste se ressemblent. Israël est lui aussi un bastion du racisme et de l'agression. Israël a dépossédé tout un peuple de sa patrie et en a fait un peuple de réfugiés condamné à vivre hors de Palestine ou en Palestine occupée, sous la domination d'un régime raciste et terroriste. Depuis 1948, l'ONU a adopté plusieurs résolutions qui affirment le droit des Palestiniens à retourner dans leurs foyers et à rentrer en possession de leurs biens. Israël se soucie aussi peu de ces résolutions que des buts et des principes de la Charte et, niant la réalité palestinienne et l'existence du peuple palestinien, refuse de se soumettre à la volonté de la communauté internationale, telle qu'elle s'est exprimée dans la résolution 3236 (XXIX) de l'Assemblée générale qui reconnaît formellement les droits des Palestiniens. En Afrique du Sud comme en Israël, des régimes artificiels assoient leur suprématie sur le racisme et l'agression, rejettent les principes fondamentaux de la Charte et se rient des idéaux de la communauté internationale. Ces deux gouvernements n'ont pas qualité pour être Membres de l'Organisation des Nations Unies.

24. La délégation des Emirats arabes unis condamne sous toutes ses formes la discrimination raciale qui contredit le principe d'égalité prôné par l'Islam. S'appuyant sur la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, elle demande à l'ONU de prendre des mesures efficaces pour éliminer les séquelles du colonialisme. Elle souhaiterait que l'Organisation apporte toute l'aide et l'appui possibles aux peuples opprimés et aux dirigeants des mouvements de libération dans leur lutte légitime pour l'indépendance et l'autodétermination : les Emirats arabes unis, qui s'opposent à toute domination colonialiste, se plaisent à rendre hommage à ces mouvements de libération et leur accordent une assistance matérielle et morale, en interdisant notamment les exportations de pétrole à destination de l'Afrique du Sud et en s'abstenant de toutes relations, de quelque ordre que ce soit, avec le régime raciste. Les Emirats arabes unis demeurent attachés au principe du règlement pacifique des différends que préconisent la Charte des Nations Unies et le droit international, mais continueront à aider les mouvements de libération si, ignorant la volonté de la communauté internationale, le Gouvernement sud-africain rend impossible tout règlement de cet ordre.

25. Après avoir exprimé sa reconnaissance au Président et aux membres du Conseil d'administration du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, qui ne ménagent aucun effort pour venir en aide aux victimes de l'*apartheid*, M. Fahad affirme que son pays continuera à appuyer l'action entreprise dans ce domaine par l'Organisation des Nations Unies.

26. M. KI (Haute-Volta) présente ses félicitations au Comité spécial contre l'*apartheid*, en particulier à son président sortant, M. Ogbu, pour les résultats positifs auxquels il est parvenu grâce à ses efforts inlassables, comme le prouve le rapport qu'il a présenté cette année.

27. La délégation voltaïque a le regret de constater que, malgré certains bruits selon lesquels la situation avait évolué favorablement en Afrique du Sud, aucun changement notable n'est, semble-t-il, intervenu dans la politique du

régime sud-africain, comme l'a fait remarquer le Comité spécial. En effet, les déclarations faites par les dirigeants sud-africains prouvent toutes que l'intégration est absolument hors de question. Les Africains ont compris la tactique employée et lui ont réservé la réponse qu'elle méritait à la neuvième session extraordinaire du Conseil des ministres de l'OUA, qui s'est tenue à Dar es-Salam du 7 au 10 avril 1975.

28. En réalité, le régime sud-africain a renforcé ses structures de répression, et il a récemment promulgué des lois empêchant les organisations anti-*apartheid* d'exercer leurs activités. Par ailleurs, l'Afrique du Sud a continué de s'armer dans le but inavoué de menacer directement les Etats africains indépendants voisins, et la répression contre les opposants à l'*apartheid*, en particulier contre les dirigeants des mouvements de libération, s'est considérablement intensifiée, apportant ainsi la preuve qu'une grande partie de la population sud-africaine manifeste une opposition de plus en plus violente à la politique d'*apartheid*.

29. Cette opposition se situe maintenant à tous les niveaux d'une population qui prend de plus en plus conscience de sa situation. L'indépendance du Mozambique, par exemple, a donné un espoir nouveau aux combattants sud-africains. La résistance se fait maintenant jour à l'intérieur de la société blanche et, récemment, des dirigeants de la National Union of South African Students et du Christian Institute of South Africa, organisations blanches, ont été arrêtés. Parmi eux se trouvaient des personnalités telles que M. Breyten Breytenbach, M. Karel Tip, Mme Clara Rohm et le révérend James Polley. Ce phénomène est si inhabituel qu'il faut le relever. Les Blancs sud-africains commencent à sentir peser sur eux un isolement qui leur devient de plus en plus insupportable.

30. On comprend alors pourquoi le régime sud-africain, aidé d'ailleurs par beaucoup d'organes de presse occidentaux, a essayé de présenter les mesures anodines qui ont été prises comme une révolution dans la politique d'*apartheid*. Si personne ne peut s'y laisser tromper, cela prouve au moins que la communauté internationale n'aura pas isolé l'Afrique du Sud en vain. Mais cette "détente" est essentiellement destinée à l'opinion internationale et obéit à des préoccupations de politique intérieure et à des préoccupations économiques. En effet, l'hebdomadaire britannique *The Economist* écrivait récemment que la balance des paiements sud-africaine sera encore plus déficitaire cette année que l'année dernière. Seuls les investissements étrangers permettent de combler ces déficits et, pour les obtenir l'Afrique du Sud doit emprunter sur les marchés financiers européens. La situation de sa balance des paiements dépend donc de la manière dont les investisseurs étrangers évalueront le double risque politique que présentent ces investissements : celui de ne pas avoir les bénéfices escomptés par suite de la situation dangereuse qui règne en Afrique du Sud et celui, pour les pays ou sociétés intéressés, de faire l'objet d'une réprobation ou d'un boycottage international. Ainsi, cette "détente" apparaît comme une supercherie grossière. En réalité, il s'agit plutôt de "détente à l'extérieur, détention à l'intérieur", comme l'a fait remarquer un représentant.

31. Il faut donc intensifier la lutte pour que l'*apartheid* disparaisse à jamais. Il faut aider les combattants de la liberté à préserver leurs droits les plus élémentaires.

32. La Haute-Volta ne reconnaît pas ce régime illégal parce qu'il repose essentiellement sur le gouvernement de la minorité et sur la suprématie d'une race sur les autres. Elle proclame la légitimité de la lutte des mouvements de libération nationale et des autres opposants à l'*apartheid* pour l'instauration d'une société démocratique en Afrique du Sud, ainsi que le droit à l'autodétermination de la population sud-africaine dans son ensemble.

33. La politique de "bantoustanisation" pratiquée par le régime sud-africain préoccupe elle aussi la Haute-Volta. Elle espère que l'appel lancé par l'Assemblée générale au paragraphe 10 de sa résolution 3324 E (XXIX), invitant tous les gouvernements et toutes les organisations à ne reconnaître en aucune façon les institutions ou autorités créées dans le cadre de la politique d'*apartheid*, sera entendu. Cette politique consiste à reléguer dans un septième du territoire les 18 millions de Noirs. Les "bantoustans" sont des réservoirs de main-d'œuvre où le régime puise à loisir pour réaliser des bénéfices fabuleux. La délégation voltaïque espère que des mesures seront prises pour déjouer cette comédie.

34. La Haute-Volta s'inquiète également des rapports que certains pays entretiennent avec le régime d'*apartheid*, au mépris des résolutions de l'Assemblée générale. Elle regrette les contacts qui se manifestent aux niveaux politique, économique et culturel entre l'Afrique du Sud et les pays qui ont une responsabilité essentielle au sein des Nations Unies. Elle espère que ces pays prendront bientôt les mesures qui s'imposent car l'Organisation des Nations Unies a une responsabilité spéciale vis-à-vis de la population opprimée de l'Afrique du Sud. La Haute-Volta regrette particulièrement le veto que trois puissances, membres permanents du Conseil de sécurité, ont opposé à l'embargo obligatoire sur les armes à destination de l'Afrique du Sud et de la Namibie. L'Organisation des Nations Unies, qui est l'objet de scepticisme dans maintes régions, ne doit pas laisser passer cette occasion de s'affirmer définitivement comme l'espoir de l'humanité. Il est temps qu'elle prenne des mesures pour mettre fin à la situation qui règne en Afrique australe.

35. La délégation voltaïque approuve entièrement les conclusions et les recommandations du Comité spécial contre l'*apartheid* contenues dans le chapitre II de son rapport et pense qu'il est urgent que l'Assemblée générale prenne des mesures pour condamner de nouveau le régime d'*apartheid*, reconnaître la responsabilité de l'ONU vis-à-vis de la population opprimée d'Afrique du Sud, réaffirmer la légitimité de la lutte des mouvements de libération nationale, imposer un embargo obligatoire sur les armes à destination de l'Afrique du Sud, condamner la politique des "bantoustans" et demander la libération de tous les prisonniers politiques détenus en Afrique du Sud.

36. Ces mesures constituent, pour la Haute-Volta, le minimum que les Nations Unies doivent à la courageuse population sud-africaine qui lutte pour ses droits, mais aussi pour les droits de l'homme.

37. Enfin, la délégation voltaïque tient à souhaiter la bienvenue aux représentants des républiques soeurs du Mozambique, de Sao Tomé-et-Principe et du Cap-Vert et au représentant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

38. M. TSIYREGZEN (Mongolie) note que les efforts constructifs des pays socialistes et des forces progressistes dans le monde ont instauré une ère de détente dans les relations internationales, alors que, tout récemment, la chute de la dictature fasciste au Portugal et l'accession à l'indépendance de nouveaux Etats africains insufflaient une nouvelle ardeur à la lutte que mènent les peuples africains pour éliminer les derniers vestiges du colonialisme. Il n'en est que plus affligeant de constater que le racisme et la discrimination raciale continuent à sévir en Afrique australe : bien que la question de l'*apartheid* demeure, depuis de nombreuses années, à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, le régime de Pretoria persiste à pratiquer la ségrégation, accroît son budget militaire, intensifie la répression et poursuit sa prétendue politique des "bantoustans" qui ne vise qu'à mieux asseoir la domination de la minorité blanche et à priver la majorité de la population de ses droits légitimes.

39. Si le Gouvernement sud-africain peut se permettre de rester sourd à la voix des Nations Unies et de l'opinion publique internationale, c'est qu'il bénéficie de l'appui politique, économique et militaire de certains pays occidentaux. Bien plus, lorsqu'à sa vingt-neuvième session l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité moins une voix la résolution 3324 B (XXIX), par laquelle elle priait le Conseil de sécurité de prendre des mesures en vertu du chapitre VII de la Charte pour faire cesser toute fourniture d'armes ou de matériel militaire quel qu'il soit à l'Afrique du Sud et mettre fin à toute coopération militaire avec ce pays, les vetos émis par trois puissances occidentales ont empêché le Conseil d'agir. De nombreux témoignages établissent indiscutablement que les pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord continuent à collaborer avec le régime raciste dans les domaines militaire, économique et autres. Selon les données publiées par le FMI, le commerce extérieur de l'Afrique du Sud, qui se chiffrait à 5 741 millions de dollars en 1970, est passé à 12 141 millions de dollars en 1974 — le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne et les Etats-Unis d'Amérique étant les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud —, tandis que les grandes sociétés transnationales impérialistes accroissaient considérablement leurs investissements directs dans ce pays, qui se voit ainsi encouragé dans son attitude de défi.

40. La délégation de la République populaire mongole estime que l'*apartheid* ne pourra être éliminé que si tous les Etats Membres appliquent rigoureusement toutes les dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Elle appuie les recommandations formulées par le Comité spécial contre l'*apartheid*, notamment celles qui ont trait aux sanctions contre l'Afrique du Sud, à l'embargo obligatoire sur les armes et à l'embargo sur les fournitures de pétrole à l'Afrique du Sud. Elle se félicite également de la campagne internationale contre l'*apartheid* menée par le Comité spécial et marquée par la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, par l'organisation, en collaboration avec l'OUA, du Séminaire sur l'Afrique du Sud, tenu à Paris du 28 avril au 2 mai 1975, et par l'envoi de missions dans divers pays d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Amérique latine. La délégation mongole attache une importance particulière à l'association des mouvements de libération sud-africains aux travaux du Comité spécial et à la

collaboration active des institutions spécialisées à la mise en oeuvre de mesures concertées visant à mettre un terme à la politique d'*apartheid*.

41. En rejetant les pouvoirs des représentants de l'Afrique du Sud [résolution 3206 (XXIX) de l'Assemblée générale], une majorité écrasante des Etats Membres ont clairement signifié qu'ils n'acceptaient pas qu'un gouvernement ignore délibérément les décisions de l'ONU et qu'ils étaient résolus à agir efficacement contre l'*apartheid*. Devant l'indignation manifestée par l'opinion publique internationale, le régime raciste cherche des échappatoires : ses organes de propagande parlent de "détente" et de "dialogue" et prétendent que des réformes d'envergure ont profondément modifié la situation en Afrique australe. Il convient de rendre hommage au Comité spécial pour avoir percé à jour d'infâmes manoeuvres qui n'ont d'autre but que de leurrer les esprits et de semer la division parmi les opposants au régime et les mouvements de libération.

42. La République populaire mongole, qui a été un des premiers Etats à ratifier la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*, condamne résolument le colonialisme, le racisme et l'*apartheid*. Elle applique rigoureusement et dans tous les domaines les dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et n'entretient aucune relation avec les régimes coloniaux racistes, comme en témoigne le troisième rapport périodique que la Mongolie a présenté récemment au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, conformément à l'article 9 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. La délégation mongole appuiera énergiquement toutes les mesures prises par l'Organisation des Nations Unies en vue de l'élimination de l'*apartheid*.

43. Mlle LOPEZ (Venezuela) dit qu'aux yeux de sa délégation il ne sera jamais assez fait pour combattre l'*apartheid* jusqu'à son élimination totale.

44. La situation en Afrique du Sud n'a pas changé et aucune des mesures prises au niveau international n'a eu d'effet. Le Gouvernement sud-africain ne tient aucun compte des résolutions adoptées par les Nations Unies et il apparaît que la condamnation à plusieurs reprises de ce gouvernement par les membres de l'Organisation ne suscite de sa part aucune réaction.

45. Il faut donc recourir à des mesures plus draconiennes et répéter indéfiniment ce qui a déjà été dit pour obtenir une réaction, pour entraîner un changement dans la condition de la population noire de l'Afrique du Sud.

46. Le Venezuela a voté pour la résolution 3324 C (XXIX) demandant l'amnistie inconditionnelle pour les prisonniers politiques opposés à l'*apartheid*, l'abrogation des lois et règlements répressifs et le respect des droits du peuple sud-africain à l'autodétermination, conformément à la Charte des Nations Unies. Le Venezuela tient à répéter, à la présente session, qu'il appuiera toutes les initiatives tendant à condamner et à éliminer l'*apartheid* en Afrique du Sud.

47. Le Venezuela lance de nouveau un appel aux pays qui s'opposent à l'application des résolutions des Nations Unies

et qui continuent à collaborer économiquement ou politiquement avec le régime sud-africain, pour qu'ils reconsidèrent leur attitude afin que le Conseil de sécurité et les autres organismes des Nations Unies puissent prendre des mesures plus efficaces en vue de l'élimination définitive de l'*apartheid*.

48. Le Venezuela pense que l'isolement absolu du régime raciste sud-africain et l'appui aux mouvements de libération revêtent une grande importance dans la lutte contre l'*apartheid*. L'exclusion de l'Afrique du Sud, tant qu'elle appliquera la politique d'*apartheid*, des Nations Unies et des institutions spécialisées ne donnera les résultats attendus que lorsque sa dépendance à l'égard du reste du monde deviendra manifeste, grâce à la rupture des liens politiques, militaires, économiques et culturels que certains pays continuent d'avoir avec elle. Il s'agit peut-être du seul moyen de pousser le Gouvernement de Pretoria à modifier ses lois, qui sont en elles-mêmes une atteinte aux principes moraux et humanitaires de toute civilisation.

49. Le peuple vénézuélien, mélange d'autochtones, d'Africains et d'Européens, condamne toute forme de discrimination. Il ne peut donc rester impassible devant ce qui se passe en Afrique du Sud et demande à tous les Etats Membres des Nations Unies de rompre toute relation avec le régime de Pretoria. Ce n'est que par ce moyen et grâce à la lutte inlassable des mouvements de libération que le peuple sud-africain sortira de cette situation.

50. Le Venezuela apportera tout son appui au programme du Comité spécial contre l'*apartheid* et versera une contribution au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, afin de parvenir à l'élimination de l'*apartheid*. Enfin, la délégation vénézuélienne tient à se porter coauteur du projet de résolution concernant le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud (A/SPC/L.324).

51. M. HECKSCHER (Suède) remercie la délégation vénézuélienne de cette décision et annonce que trois autres pays se sont portés coauteurs du projet de résolution, le Bangladesh, l'Italie et la Malaisie.

52. M. ADENIJI (Nigéria) dit qu'il appuie le projet de résolution et qu'il souhaite se joindre au représentant de la Suède pour inviter les Etats Membres à augmenter leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud.

53. M. RAMPHUL (Maurice) annonce que sa délégation désire également se porter coauteur du projet de résolution.

54. M. VALDERRAMA (Philippines), Rapporteur du Comité spécial contre l'*apartheid*, annonce que certains membres du Comité spécial contre l'*apartheid* ont pu, grâce à l'amabilité du représentant du Congrès panafricaniste d'Azanie, voir un film sur l'Afrique du Sud intitulé "*A Tale of Two Cities*". Il s'agit d'un documentaire sur les conditions de vie actuelles en Afrique du Sud. M. Valderrama pense qu'il serait utile que les membres de la Commission politique spéciale aient la possibilité de voir ce film pendant les débats sur la question à l'examen. Il propose donc que des dispositions soient prises dès que possible en vue de la projection de ce film pour les membres de la Commission.

55. M. Valderrama suggère, étant donné l'importance des déclarations qui ont été faites par les délégations, par les mouvements de libération et par les organisations non gouvernementales à l'occasion de la célébration de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud, d'en faire transcrire le texte, si possible, pour les trois séances (953^e à 955^e) que la Commission a consacrées à la Journée afin de permettre aux membres du Comité spécial contre l'*apartheid* de donner toute la publicité voulue à ces interventions.

56. Le PRÉSIDENT propose que le Bureau de la Commission politique spéciale prenne les dispositions nécessaires pour que le film intitulé "A Tale of Two Cities" soit projeté pour les membres de la Commission.

Il en est ainsi décidé.

57. Le Président rappelle que l'Assemblée générale a, par décision prise à sa 2353^e séance plénière, de nouveau

approuvé la recommandation du Bureau (voir A/10250) tendant à autoriser la Commission politique spéciale à obtenir, sur demande expresse, la transcription de ses débats ou d'une partie de ses débats au cours de certaines séances. En l'absence d'objection, il considérera que la Commission décide de faire faire, conformément à l'autorisation spéciale qui lui a été donnée, la transcription demandée par le Rapporteur du Comité spécial contre l'*apartheid*.

Il en est ainsi décidé².

58. Le Président annonce aux membres de la Commission que la liste des orateurs sera close le vendredi 17 octobre.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h 35.

² Le texte intégral des déclarations a été distribué ultérieurement sous les cotes A/SPC/PV.953 à 955.

957^e séance

Mercredi 15 octobre 1975, à 15 h 10.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.957

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (suite)
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174, A/SPC/L.324] :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

DISCUSSION GENERALE (suite)

1. M. HUSSEIN (Somalie) félicite le représentant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée de l'admission de son pays à l'Organisation des Nations Unies. Il rend hommage au Président et au Vice-Président sortants du Comité spécial contre l'*apartheid* et félicite le Président et le Vice-Président nouvellement élus. La remise de la médaille d'or de la paix Frédéric Joliot-Curie au Comité spécial contre l'*apartheid* représente un honneur pour celui-ci et l'encourage à poursuivre ses efforts au service de la juste cause du peuple opprimé d'Afrique du Sud.

2. La nécessité d'une campagne internationale visant à éliminer l'*apartheid* se fait sentir de façon plus aiguë que jamais. Le régime de Pretoria s'est lancé dans sa politique de prétendue détente, non qu'il se soit décidé à effectuer des changements en Afrique du Sud, mais il espérait ainsi sortir de son isolement de plus en plus prononcé et étendre son influence sur l'Afrique libre. Employant une tactique dilatoire, Vorster a promis qu'il y aurait des changements constitutionnels importants en Afrique du Sud dans un délai de six mois. Cette promesse n'a pas été tenue et le pillage criminel de la terre et du patrimoine national du

peuple africain continue sous le nom de développement séparé. La création prévue des "bantoustans" traduit l'injustice, le racisme et l'inhumanité fondamentaux de l'*apartheid*. Loin de modifier sa politique d'*apartheid*, le Gouvernement sud-africain poursuit la mise en place de son système des "bantoustans" et continue d'exclure délibérément la population non blanche des activités de la société sud-africaine.

3. L'opposition à l'*apartheid* est réprimée de plus en plus brutalement par des lois et des méthodes policières. La célébration récente, par la Commission, de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud montre clairement que la Communauté mondiale se préoccupe de la situation. Tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Afrique du Sud, un grand nombre de personnes et d'organisations ont souligné que la libération des prisonniers politiques constituait une mesure importante allant dans le sens d'un changement véritable. Mais l'accentuation des mesures répressives exercées par le régime enlève toute valeur aux déclarations selon lesquelles il cherche la détente. L'abrogation de certaines des dispositions mineures de l'*apartheid*, loin de modifier la structure fondamentale du système, le renforce en fait dans certains cas, en venant appuyer la politique des "bantoustans".

4. Devant l'aggravation constante de la situation, qui représente une menace permanente à la paix et à la sécurité régionales et internationales, il est décevant que certains Etats Membres puissants de l'Organisation des Nations Unies s'opposent ouvertement à la campagne internationale contre l'*apartheid*. La délégation somalie déplore très vivement le triple veto enregistré au Conseil de sécurité au

cours des débats sur la demande de l'Assemblée générale tendant à réexaminer les rapports entre l'ONU et l'Afrique du Sud. La délégation somalie est également déçue de constater la réaction défavorable de certains milieux lorsqu'on a voulu exclure la délégation sud-africaine des délibérations de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale et la violente attaque concertée lancée contre les pays du tiers monde qui avaient voulu mettre au ban de l'ONU le seul Etat Membre qui ait été déclaré coupable d'un crime contre l'humanité. Ainsi que l'a fait observer le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de Somalie, au cours de la discussion générale à la 2376^e séance plénière de l'Assemblée générale, ce n'est pas tant l'*apartheid* que la campagne contre l'*apartheid* qui suscite l'indignation.

5. La délégation somalie regrette que les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et la France aient insisté sur le fait qu'ils reconnaissent le régime de Pretoria comme étant le représentant légitime de l'Afrique du Sud, alors qu'ils savent parfaitement que le régime raciste ne représente qu'une petite partie de la population totale. Il est surprenant que ces Etats, qui prétendent mener la lutte pour la sauvegarde des idéaux démocratiques, s'opposent énergiquement au principe du gouvernement par la majorité en Afrique du Sud. S'ils adhéraient réellement aux principes et aux idéaux de la démocratie, ils auraient reconnu les mouvements de libération nationale comme les seuls représentants légitimes du peuple sud-africain. Les aspirations légitimes de l'homme à la justice, la liberté et la dignité de la personne humaine représentent une force irrésistible qu'on ne pourra jamais étouffer, ainsi que l'ont démontré les victoires des peuples de la Guinée-Bissau, du Mozambique, de l'Angola et de l'Indochine, pour ne citer que ces exemples.

6. La délégation somalie se félicite de la participation du Congrès national africain (ANC) d'Afrique du Sud et du Congrès panafricaniste (PAC) d'Azanie aux travaux de la Commission. L'appui apporté aux mouvements de libération est l'une des armes les plus importantes de la campagne internationale contre l'*apartheid*. Ainsi que l'a montré l'histoire des mouvements de libération dans les anciens territoires portugais, c'est la population elle-même qui doit jouer le rôle prépondérant dans la lutte pour l'indépendance, et la communauté internationale doit appuyer ses efforts.

7. L'Organisation des Nations Unies doit intensifier les mesures qu'elle s'est déjà engagée à prendre pour venir en aide aux peuples opprimés d'Afrique du Sud et de Namibie en excluant le régime raciste de toute participation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et de tous ses organes. Il faut dénoncer le caractère frauduleux des "bantoustans", et il faut isoler le régime minoritaire et le priver de tous les avantages de la coopération internationale. Le Conseil de sécurité doit rendre obligatoire l'embargo sur les armes et l'étendre au pétrole et aux autres matériaux stratégiques.

8. La coopération économique et technique entre un certain nombre de pays occidentaux et le régime raciste représente le principal obstacle aux efforts des Nations Unies. On peut citer notamment l'accord qui aurait été passé entre la République fédérale d'Allemagne et le régime de Pretoria pour la construction d'une centrale nucléaire en

Afrique du Sud. Une société de Francfort aurait présenté des soumissions pour le contrat et des sociétés françaises et américano-suisse participeraient également à cette affaire. Le Gouvernement de la République fédérale aurait justifié ce marché par des raisons économiques arguant qu'il ne porte que sur des réacteurs et non pas sur les matériaux d'enrichissement de l'uranium qui sont essentiels pour les bombes. Ce gouvernement fournit néanmoins à l'Afrique du Sud des connaissances techniques sur l'enrichissement de l'uranium et il existe un réseau important de contacts semi-officiels entre le personnel scientifique et militaire de la République fédérale d'Allemagne et ses homologues sud-africains. En conséquence, le spectre d'une Afrique du Sud dotée d'armes nucléaires ne saurait être exclu. Une telle transaction constituerait une violation flagrante du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et des résolutions 1652 (XVI) et 2033 (XX), qui demandaient aux Etats de considérer le continent africain comme zone dénucléarisée. Il est fort décevant que la République fédérale d'Allemagne, qui entretient de bonnes relations avec un grand nombre de pays africains, envisage une transaction qui pourrait aider l'Afrique du Sud à réprimer les peuples africains et menacer l'indépendance et la souveraineté des Etats africains. En outre, il est paradoxal du point de vue de l'histoire que la République fédérale d'Allemagne, dont la population a souffert sous le nazisme et le fascisme, appuie le régime raciste blanc d'Afrique du Sud dont l'odieuse politique d'*apartheid* présente maintes similitudes avec le nazisme. La délégation somalie fait donc appel au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et aux autres partisans éventuels du régime de Pretoria pour qu'ils renoncent à leur projet de conclure une telle transaction.

9. La minorité au pouvoir en Afrique du Sud ne peut être amenée à abandonner sa politique que par l'exercice des pouvoirs de coercition accordés à l'Organisation des Nations Unies au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Entre-temps, le meilleur moyen pour les Etats Membres d'exprimer leur opposition à l'*apartheid* serait de signer et de ratifier la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*. Il est décevant que jusqu'à présent 11 Etats seulement, dont la Somalie, l'aient fait. Le versement d'une contribution au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud représente une autre mesure pratique importante. Bien que la Somalie soit classée parmi les Etats les plus pauvres du monde, elle a annoncé une contribution de 500 dollars au Fonds, en gage de l'appui qu'elle apporte aux objectifs qu'il poursuit. La délégation somalie espère que tous les Etats en mesure de le faire verseront des contributions généreuses pour cette juste cause.

10. M. RUPIA (République-Unie de Tanzanie) déclare que, dans son rapport (A/10022), le Comité spécial contre l'*apartheid* a dénoncé les souffrances sans nombre de la majorité du peuple sud-africain et la répression militaire accrue que le régime raciste exerce contre la population noire, innocente et sans défense, et contre tous ceux qui s'opposent à l'odieux système de l'*apartheid*.

11. La délégation tanzanienne est d'avis que l'Afrique du Sud a bénéficié d'une indulgence excessive de la part de l'Organisation des Nations Unies. Même lorsque l'Organisation a eu en mains des preuves indéniables du massacre systématique des Noirs, elle s'est bornée à demander à

l'Afrique du Sud de mettre fin à sa politique répressive. En réponse, l'Afrique du Sud intensifie l'oppression de la population noire.

12. La délégation tanzanienne considère que la République sud-africaine est non seulement l'ennemi de l'Afrique, mais encore celui de l'humanité tout entière. L'Organisation des Nations Unies a maintes fois demandé à tous les Etats de cesser leur coopération avec ce régime monstrueux et a prié les pays qui ont des relations avec l'Afrique du Sud de les réexaminer. Elle a souvent dénoncé l'existence d'accords militaires entre l'Afrique du Sud et certains pays occidentaux et a découragé les échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud avec l'espoir d'isoler le régime sud-africain et de le contraindre de renoncer à sa politique d'*apartheid*.

13. Tous les appels à l'Afrique du Sud et à ses alliés ont été vains. L'Afrique du Sud a acquis des armes perfectionnées auprès des pays occidentaux et la République fédérale d'Allemagne lui a transmis, en échange d'uranium, des connaissances techniques suffisantes pour lui permettre de fabriquer des bombes atomiques. Elle n'a aucunement l'intention, cela est évident, de s'en servir à des fins pacifiques. Il est extrêmement peu probable que l'Afrique du Sud, ennemi déclaré de l'Afrique et des mouvements de libération nationale, n'utilise pas ses compétences technologiques contre la population noire de son propre territoire et contre les Etats africains indépendants.

14. La délégation tanzanienne tient réellement à ce que l'Afrique du Sud soit totalement isolée et estime que la communauté internationale doit poursuivre plus vigoureusement son action dans ce sens. Malheureusement, chaque mesure prise dans le passé a été réduite à néant par les alliés les plus proches de l'Afrique du Sud à l'Organisation des Nations Unies. Lorsque le Conseil de sécurité s'est réuni en octobre 1974 pour examiner les rapports entre l'Afrique du Sud et l'Organisation des Nations Unies, tous les représentants qui ont pris la parole ont violemment condamné le régime d'*apartheid* de l'Afrique du Sud. Ils ont aussi été unanimes au Conseil de sécurité pour reconnaître que l'Afrique du Sud ne remplissait pas les conditions exigées d'un Membre de l'Organisation des Nations Unies. Cependant, lorsque le projet de résolution recommandant l'expulsion de l'Afrique du Sud de l'Organisation des Nations Unies a été mis aux voix, trois Etats occidentaux membres permanents du Conseil de sécurité ont opposé leur veto. En juin 1975, la proposition du Conseil de sécurité tendant à imposer un embargo obligatoire sur les armes destinées à l'Afrique du Sud, du fait que ce pays refuse systématiquement de décoloniser la Namibie, a été de nouveau rejetée à cause de ce triple veto.

15. Les alliés de l'Afrique du Sud ont parfois exprimé de façon véhémence leur horreur à l'égard de la politique inhumaine poursuivie par le régime sud-africain. Ils ont exprimé leur solidarité avec le peuple opprimé d'Afrique du Sud mais n'ont pris aucune mesure concrète pour la leur manifester. En fait, c'est leur aide qui permet à l'Afrique du Sud de continuer sa politique de répression au mépris le plus total de la volonté de la communauté internationale : aussi longtemps que l'Afrique du Sud pourra compter sur l'appui de ses alliés, elle ne changera jamais sa politique. C'est pourquoi, non seulement elle continue sa politique de

"bantoustanisation", mais encore elle mène une campagne pour la faire accepter comme légitime par la communauté internationale. La délégation tanzanienne souscrit donc entièrement à la recommandation du Comité spécial (A/10022, par. 203) tendant à ce que l'Assemblée générale dénonce l'établissement du "bantoustan" du Transkei et des autres "bantoustans" et prie tous les gouvernements et toutes les organisations de refuser de reconnaître, sous une forme ou sous une autre, toutes institutions ou toutes autorités des "bantoustans".

16. La délégation tanzanienne estime que la communauté internationale a l'obligation de fournir une aide pratique aux masses qui souffrent en Afrique du Sud. Les belles paroles à elles seules ne renverseront pas le régime d'Afrique du Sud; aussi le Gouvernement et le peuple de la République-Unie de Tanzanie continueront-ils à aider les mouvements de libération nationale dans leur mission sacrée de libération. L'Afrique s'engage à libérer l'Afrique du Sud et n'acceptera rien en deçà du rétablissement de tous les droits fondamentaux de l'homme. Il n'y aura pas de paix en Afrique du Sud tant que l'*apartheid* et tout ce qu'il représente n'auront pas été complètement extirpés et que les Noirs n'auront pas le pouvoir. Le moment est venu où l'Organisation des Nations Unies doit faire siennes les aspirations du peuple d'Azanie en augmentant l'aide aux mouvements de libération nationale et en leur accordant la reconnaissance à laquelle ils ont droit. L'ANC comme le PAC ont juré de libérer leur pays par tous les moyens à leur disposition. La délégation tanzanienne les félicite du courage qu'ils ont montré contre le régime le plus brutal au monde et les assure de son aide ininterrompue.

17. La République-Unie de Tanzanie continuera à appuyer tous les efforts de l'Assemblée générale visant à isoler le régime d'*apartheid*; elle considérera de façon très favorable l'appel lancé par le Comité spécial en vue de tenir en 1976 une conférence chargée d'examiner les récents événements en Afrique du Sud et d'analyser le rôle des sociétés transnationales et des autres intérêts économiques étrangers en Afrique du Sud qui soutiennent le régime d'*apartheid* (*ibid.*, par. 223). La délégation tanzanienne félicite chaleureusement le Groupe de l'*apartheid* pour le travail remarquable qu'il accomplit en faisant connaître les maux du régime de l'*apartheid*; la recommandation relative à l'avenir du Groupe (*ibid.*, par. 227) mérite d'être examinée attentivement en raison des responsabilités et des tâches supplémentaires qui lui seraient confiées.

18. M. BHATIA (Inde) dit que la question de l'*apartheid* en Afrique du Sud a été examinée à l'Organisation, sous une forme ou une autre, tout au long de ses 30 années d'existence. L'Inde avait déjà soulevé la question de la discrimination raciale en Afrique du Sud à la toute première session de l'Assemblée générale, en 1946. Depuis lors, plus de 150 résolutions ont été adoptées, condamnant le régime raciste pour sa politique répressive et inhumaine et demandant aux Etats de prendre des mesures en vue de le mettre au ban de la communauté internationale. Or, les autorités sud-africaines ont tourné les décisions de l'Organisation des Nations Unies en dérision et ont appliqué l'*apartheid* avec une brutalité toujours plus grande. A la veille de la session actuelle de l'Assemblée générale, ils ont procédé à des arrestations massives en vertu de l'odieuse loi sur le terrorisme.

19. Il est fort compréhensible que, face à une telle situation, l'opinion publique en général, et les victimes de l'*apartheid* en particulier, aient de plus en plus le sentiment que l'Organisation est incapable d'autre chose que de vœux pieux. Bien que l'évolution de la situation puisse en effet inspirer dans une certaine mesure déception et colère, la délégation indienne est convaincue que les efforts de l'Organisation n'ont pas été vains, puisque l'ONU a réussi à faire prendre conscience au monde du caractère criminel de l'*apartheid*. La thèse avancée par les autorités sud-africaines selon laquelle l'*apartheid* est une affaire purement intérieure est complètement discréditée. Un programme d'aide aux mouvements de libération et aux victimes de l'*apartheid* a été organisé à l'initiative de l'Organisation des Nations Unies.

20. En réponse aux demandes répétées de l'Assemblée générale, la plupart — mais malheureusement pas la totalité — des Etats Membres ont rompu toutes relations diplomatiques, commerciales ou sociales avec le régime de Pretoria et l'ont ainsi pratiquement mis au ban des nations. En 1963, dans sa résolution 181 (1963), le Conseil de sécurité a décrété l'embargo sur les armements contre l'Afrique du Sud et, en 1970, il a condamné les violations de cet embargo et, dans sa résolution 282 (1970), demandé aux Etats Membres de l'appliquer intégralement et inconditionnellement.

21. Pour sa part, l'Inde n'a pas attendu que l'Organisation adopte de telles résolutions pour prendre des mesures strictes à l'encontre du régime raciste. Mahatma Gandhi, le père spirituel de l'Inde, avait lancé un mouvement non violent de désobéissance civile en Afrique du Sud avant même d'entamer la lutte pour l'indépendance en Inde. En 1946, l'Inde a rappelé son haut commissaire en Afrique du Sud pour protester contre la politique raciste du gouvernement et, en 1954, elle a fermé sa mission diplomatique dans ce pays. Tout commerce avec l'Afrique du Sud a été interdit en 1946 et, en 1963, l'usage des ports et de l'espace aérien indiens a été refusé aux navires et aux avions sud-africains.

22. Les progrès de la décolonisation, qui ont été beaucoup accélérés par l'Organisation, exercent une contrainte sur les régimes minoritaires racistes de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe. Le soutien ou les encouragements que prodiguerait un Etat Membre, quel qu'il soit, au régime sud-africain ne feraient que prolonger les souffrances des Africains et d'autres ressortissants non blancs de l'Afrique du Sud. En conséquence, la délégation indienne prie instamment les Etats qui collaborent sur le plan militaire avec l'Afrique du Sud de respecter l'embargo sur les armements et le commerce imposé par l'Organisation des Nations Unies.

23. Comme l'a observé le Ministre des affaires étrangères de l'Inde à la 2364^e séance plénière de l'Assemblée générale, rien ne justifierait mieux une intervention de l'ONU que l'*apartheid*. Dans sa résolution 3324 B (XXIX), l'Assemblée générale a prié le Conseil de sécurité de prendre des mesures obligatoires, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, pour que tous les Etats appliquent scrupuleusement l'embargo sur les armements contre l'Afrique du Sud et la délégation indienne regrette que le Conseil de sécurité n'ait pas agi en conséquence. Elle appuie la recommandation du Comité spécial contre l'*apartheid*

visant à ce que l'embargo soit étendu à la fourniture de pétrole, de produits pétroliers et d'autres matières premières (*ibid.*, par. 210). Le risque de voir se déclencher un violent conflit racial en Afrique du Sud est réel. Seules des mesures efficaces prises en vertu du Chapitre VII de la Charte pourraient contraindre les dirigeants sud-africains à abandonner leur dangereuse et inhumaine politique d'*apartheid*.

24. M. CABRAL DE MELO (Brésil) dit que l'opposition de son pays à l'*apartheid* ne tient pas uniquement à son attachement aux valeurs universelles et humanitaires, mais aussi à sa propre expérience. Dans le message qu'il a adressé au peuple brésilien à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le Président du Brésil a remarqué que la société brésilienne était le résultat d'une expérience d'intégration raciale d'une portée sans précédent dans le monde moderne et que le phénomène de la discrimination raciale lui était entièrement étranger.

25. Au cours de l'année, le Brésil a tenté d'insuffler une nouvelle vigueur à la lutte contre l'*apartheid*. Au mois de juin, il a reçu une délégation du Comité spécial contre l'*apartheid*, venue procéder à des consultations avec des ministres, des hauts fonctionnaires et des membres du Congrès du Brésil. Son gouvernement a annoncé une contribution de 10 000 dollars des Etats-Unis au Fonds d'affectation spéciale du Groupe de l'*apartheid*, qui vient d'être créé; il a versé 10 000 dollars au Fonds des Nations Unies pour la Namibie et 5 000 dollars au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et il envisage de verser des contributions annuelles à ces fonds. Par ailleurs, les autorités brésiliennes ont systématiquement dissuadé les ressortissants brésiliens de participer aux compétitions sportives organisées en Afrique du Sud, ou avec la participation de ressortissants de ce pays. Le Gouvernement brésilien a récemment refusé d'accorder son autorisation pour une course de voiliers entre Le Cap et Rio de Janeiro et a interdit l'usage de ports brésiliens comme points d'arrivée ou comme escales lors de la course. Il a également interdit à ses ressortissants et aux bateaux brésiliens de participer à cette manifestation.

26. Le 21 mars 1975, le Gouvernement brésilien a célébré la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. Le Président de la République a publié un message à cette occasion et une réunion commémorative a été organisée au Ministère des affaires étrangères. Dans un message qu'il a adressé au Ministère des relations extérieures, le Secrétaire général de l'ONU a souligné que le Brésil, le premier pays signataire de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, avait toujours joué un rôle de premier plan dans ce domaine essentiel des activités de l'Organisation des Nations Unies. La délégation brésilienne donne à la Commission et à l'Assemblée générale l'assurance que son soutien ne se démentira pas.

27. M. MANALO (Philippines) est très heureux d'apprendre que la médaille d'or de la paix Frédéric Joliot-Curie a été décernée au Comité spécial contre l'*apartheid* pour rendre hommage à ses travaux.

28. Le Gouvernement et le peuple philippins sont totalement opposés à la pratique de l'*apartheid*. Les Philippines

sont membres du Comité spécial depuis sa création. Conformément aux résolutions des Nations Unies, elles ont, au prix de très lourds sacrifices, mis fin à toutes relations commerciales et autres avec l'Afrique du Sud. Elles ont récemment refusé aux délégués sud-africains l'autorisation de pénétrer sur le territoire national pour assister à la Conférence de la World Boxing Association à cause de la politique d'*apartheid* que l'Afrique du Sud continue d'appliquer et elles ont fait tous les efforts possibles pour aider la population opprimée de l'Afrique du Sud au moyen de contributions volontaires à divers fonds des Nations Unies. C'est pourquoi la délégation philippine s'est jointe à d'autres délégations pour présenter le projet de résolution A/SPC/L.324.

29. Le rapport du Comité spécial montre clairement que le problème de l'*apartheid* a pris des dimensions nouvelles et encore plus dangereuses. La politique d'*apartheid* vise expressément à renforcer le pouvoir politique, économique, social et culturel que le régime minoritaire exerce sur la majorité et qui se fonde uniquement sur la discrimination raciale. Dans toute l'Afrique, le régime de Pretoria est seul à ne pas tenir compte de la nouvelle évolution sociale et économique et à chercher à rétablir les vieilles enclaves tribales. En faisant en sorte qu'aucun Africain ne puisse s'élever au-dessus d'un certain niveau social et économique, l'*apartheid* empêche les Noirs d'Afrique du Sud de contribuer au développement national de leur pays et les empêche en définitive de contribuer, dans le contexte du nouvel ordre économique international, au développement mondial. Pour maintenir ce système, le Gouvernement sud-africain a dépensé des sommes considérables pour renforcer ses forces militaires et policières et créer d'autres instruments de répression, car l'*apartheid* est fondé essentiellement sur la peur. Les Philippines sont fermement convaincues que l'*apartheid* est un crime contre l'humanité, comme le déclare l'article premier de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*, qu'il viole les principes du droit international et qu'il constitue une grave menace à la paix et à la sécurité internationales. Depuis la création du Comité spécial, on a rassemblé des preuves qui sont largement suffisantes pour condamner l'Afrique du Sud en vertu de l'article II de cette convention. Il est décourageant de constater que rien de ce que les Nations Unies ont fait n'a entamé la détermination du régime sud-africain d'appliquer sa politique. La prétendue politique de "détente" n'a amené aucun changement à l'intérieur du pays et a provoqué au contraire une intensification de l'*apartheid*. En fait, le Premier Ministre de l'Afrique du Sud a déclaré que le public avait mal interprété l'engagement de modifier la situation dans les six mois suivants qu'il avait pris auprès du Conseil de sécurité à la fin de 1974; il s'agissait de sa part d'un effort de propagande pour faire accepter à l'échelon international son plan visant à séparer les races et à perpétuer l'oppression de la minorité dirigeante.

30. L'*apartheid* est une pratique insidieuse qui influe sur tous les aspects de la vie en Afrique du Sud et c'est pourquoi de nombreux organismes des Nations Unies s'en occupent. Outre les résolutions adoptées par la Conférence mondiale de la population, tenue à Bucarest du 19 au 30 août 1974, et à la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, qui a eu lieu à Mexico du 19 juin au 2 juillet 1975, l'UNESCO s'est déclarée profon-

dément inquiète des répercussions de l'*apartheid* sur l'éducation, la science et la culture, et l'OMS a pour sa part déploré ses effets sur la santé et les services médicaux.

31. On a dit que l'Afrique du Sud était un microcosme à l'image du monde et qu'il était indispensable de mettre fin à l'*apartheid* pour permettre à sa population mélangée de vivre dans l'harmonie et la coopération et pour permettre au pays de jouer son rôle légitime en Afrique et dans le monde. En prenant des mesures pour mettre fin à l'*apartheid*, les Nations Unies s'efforcent donc non seulement de mettre fin à l'oppression et l'humiliation systématiques de la population pour des raisons de couleur et de race, mais aussi de permettre à la société sud-africaine de réaliser pleinement son potentiel de progrès.

32. La délégation philippine a voté en faveur du projet de résolution sur l'état de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* qui a été adopté le 6 octobre 1975 par la Troisième Commission à sa 2122^e séance¹; son gouvernement a bien entendu signé ladite convention internationale. Celle-ci pourrait être un instrument puissant qui aiderait la communauté internationale à contribuer à l'éradication du crime d'*apartheid* et il faut espérer que tous les Etats la signeront, la ratifieront et l'appliqueront. La délégation philippine appuie les conclusions et recommandations du Comité spécial.

33. Le PRESIDENT invite le représentant du Congrès panafricaniste d'Azanie à prendre la parole.

34. M. SIBEKO (Observateur, Congrès panafricaniste d'Azanie) appelle l'attention de la Commission sur la grave situation qui existe depuis quelques jours à Newcastle, ville industrielle au nord du Natal, et aux environs de cette ville; lorsqu'une compagnie d'autobus desservant des municipalités africaines voisines a augmenté ses tarifs au début d'octobre, les travailleurs africains ont décidé de boycotter les autobus de la compagnie, bien que cela les oblige à parcourir plusieurs kilomètres à pied. La police est intervenue et selon une information publiée le 4 octobre 1975 par le quotidien londonien *The Times*, un Africain au moins a été tué, plusieurs ont été blessés et trois policiers ont été gravement blessés en essayant de libérer deux Blancs qui avaient été faits prisonniers par les Africains. Un journal du Mozambique a publié une nouvelle selon laquelle deux Africains auraient été tués au cours de l'accrochage avec la police. Le directeur d'une entreprise de Newcastle a même reconnu, dans le *Rand Daily Mail* du 9 octobre 1975, qu'il arrivait à la police d'exagérer.

35. Manifestement, le régime sud-africain reste impassible devant les protestations qui s'élèvent dans le monde entier contre la manière dont il réagit face aux justes revendications démocratiques des masses africaines et dont il est prêt à appliquer les mêmes tactiques qu'à Sharpeville pour écraser des manifestations pacifiques. La communauté internationale devrait condamner les atrocités qui viennent d'être commises et soutenir les mouvements de libération nationale azaniens qui demandent à juste titre qu'à la violence réactionnaire réponde la violence révolutionnaire.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Annexes, point 68 de l'ordre du jour, document A/10320, par. 27, projet de résolution IV.

36. Le régime colonial sud-africain est particulièrement sensible aux grèves d'autobus qui dans le passé ont été le signe précurseur de luttes militantes victorieuses. Pendant les années 50, les boycottages d'autobus près de Sharpeville et à Alexandra, Johannesburg, ont forcé les compagnies d'autobus à capituler. Dans le premier cas, des hommes de main engagés par la compagnie d'autobus pour harceler et intimider les grévistes avec l'appui à peine dissimulé de la police ont reçu une bonne correction, mais les deux coordonnateurs de la campagne de boycottage, qui sont devenus par la suite des dirigeants importants du PAC, ont été accusés de meurtre et d'incitation à la violence publique. Ils ont cependant été acquittés par la Cour suprême. Le boycottage d'Alexandra a déclenché un boycottage national de la compagnie d'autobus en question et s'est finalement terminé par une victoire puisque la Chambre de commerce a décidé de verser directement une subvention à la compagnie d'autobus.

37. Etant donné cette expérience, la police sud-africaine a reçu du Premier Ministre l'ordre d'écraser par la force le dernier en date de ces boycottages. De nombreuses entreprises ont pris des dispositions pour que leurs employés soient transportés par des véhicules de l'entreprise, mais, aux termes de la législation sud-africaine — qui n'est appliquée que dans le cas des Noirs —, le transport de passagers sans autorisation spéciale constitue une infraction. La police a interdit aux véhicules transportant les boycotteurs de circuler. Toutefois, quand un chauffeur a été arrêté et condamné à une amende de 30 rands, même son employeur a déclaré que la police allait trop loin.

38. L'Afrique du Sud sait qu'elle peut compter sur les puissances occidentales pour empêcher l'Organisation des

Nations Unies de prendre certaines des mesures prévues dans la Charte pour appuyer la juste lutte du peuple azanien. Ces pays, en particulier ceux qui détiennent le droit de veto au Conseil de sécurité, ne pourront se libérer de la responsabilité qu'ils encourent du fait des violences provoquées par l'*apartheid* en Afrique du Sud qu'en se joignant à l'immense majorité des Etats Membres pour condamner sincèrement l'*apartheid* et reconnaître le PAC et l'ANC comme véritables représentants de la population d'Afrique du Sud.

39. Les habitants des municipalités africaines aux environs de Newcastle devraient recevoir l'assurance ferme que la communauté internationale les soutient dans leur lutte courageuse qu'ils mènent pour défendre les droits et principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres documents fondamentaux des Nations Unies. Il leur était impossible de payer les nouveaux tarifs parce que leurs salaires s'étaient dépréciés de 22 p. 100 à la suite des deux dernières dévaluations du rand. Un comité du Congrès des Etats-Unis a noté que les Africains étaient les principales victimes de l'inflation qui sévit en Afrique du Sud parce que les Blancs peuvent légalement négocier en vue d'obtenir des augmentations de salaire. M. Sibeko demande donc à l'Organisation des Nations Unies de dénoncer les mesures répressives prises contre ceux qui ont participé à ce dernier boycottage en Afrique du Sud.

40. M. BERG (Suède) annonce que les délégations de Chypre, de l'Italie et du Népal se sont jointes aux auteurs du projet de résolution A/SPC/L.324.

La séance est levée à 16 h 40.

958^e séance

Jeudi 16 octobre 1975, à 15 h 10.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.958

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (*suite*)
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174, A/SPC/L.324, A/SPC/L.325]:

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

DISCUSSION GENERALE (*suite*)

1. M. SERUP (Danemark), présentant le projet de résolution A/SPC/L.325, dit que cela fait des années, depuis l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 1881 (XVIII) demandant au Gouvernement sud-africain de procéder à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques et de toutes les personnes emprisonnées, internées ou soumises à d'autres restrictions pour s'être opposées à la politique d'*apartheid*, que les

gouvernements de nombreux Etats Membres, le sien y compris, sont profondément préoccupés par le fait que les nombreux appels lancés par l'Organisation des Nations Unies sont restés sans réponse. C'est pourquoi ils se sont félicités de l'initiative prise par le Comité spécial de faire appel à tous les Etats et organisations (A/SPC/174, annexe) pour qu'ils se joignent à la campagne internationale concertée pour la libération des prisonniers politiques et pour qu'ils participent à la célébration de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud.

2. Dans son rapport (A/10022), le Comité spécial contre l'*apartheid* fait observer que des personnes de toutes races sont encore détenues ou persécutées en vertu de la loi sur le terrorisme et d'autres lois répressives, et confirme que des arrestations et détentions ont eu lieu récemment. La délégation danoise a donc présenté un projet de résolution sur la solidarité avec ces prisonniers (A/SPC/L.325), projet qui s'explique de lui-même. M. Serup tient à faire savoir à la

Commission que le Botswana et le Lesotho ont demandé à se joindre à la longue liste des auteurs. Ces derniers pensent que c'est en adoptant le projet de résolution par consensus que la Commission pourrait le mieux prouver sa solidarité avec les victimes du système d'*apartheid* et s'engager à soutenir une action internationale plus vigoureuse.

3. Le **PRESIDENT** annonce que le Honduras tient également à se joindre aux auteurs.

4. **M. GAMMOH** (Jordanie) soutient toutes les propositions et recommandations faites par le Comité spécial au chapitre II de son rapport, qui non seulement décrit les crimes inhumains commis par le régime raciste sud-africain mais dénonce également les forces qui entretiennent des relations avec ce régime. Toute la communauté internationale doit aider les peuples africains dans leur lutte pour l'indépendance et la reconnaissance de leurs droits légitimes. Le régime raciste — qui ne semble pas avoir conscience de la détermination du peuple opprimé à poursuivre ce combat — est condamné à disparaître par la marche irréversible de l'histoire.

5. L'Organisation des Nations Unies doit user de tous les moyens pour mettre un terme à un régime qui intensifie ses mesures de répression contre la population non blanche du pays et en arrête et maltraite les dirigeants en violation de tous les principes du droit international et des dispositions de la Charte des Nations Unies. Ce régime tente de disperser la population en créant des "bantoustans", qui ne constituent qu'une réserve de main-d'oeuvre à bon marché, et s'efforce de se faire accepter sur le plan international par sa prétendue politique de "détente".

6. Par ailleurs, le rapport du Comité spécial intitulé "Evolution récente des relations entre Israël et l'Afrique du Sud"¹ montre qu'il existe une étroite collaboration entre le régime raciste et Israël.

7. La Jordanie a toujours soutenu les mouvements de libération nationale; elle compte parmi les pays qui les aident à intensifier leur lutte armée et elle a donné suite à la décision contenue dans la Déclaration sur la lutte de libération nationale² en vertu de laquelle la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Alger du 5 au 9 septembre 1973, a invité les Etats à créer un fonds de soutien et de solidarité au profit des mouvements de libération nationale.

8. L'Organisation des Nations Unies a une responsabilité particulière envers le peuple d'Afrique du Sud et elle doit veiller à l'application de toutes les résolutions demandant l'égalité entre tous, conformément à la Charte. Au cours de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, toutes les mesures devraient être prises pour liquider les régimes discriminatoires, en particulier celui de l'Afrique du Sud. **M. Gammoh** est convaincu que les sacrifices du peuple sud-africain lui-même porteront leurs fruits et qu'en fin de compte ce dernier parviendra à la liberté et à l'indépendance.

9. **M. PETHERBRIDGE** (Australie) déclare que la masse de renseignements concernant l'*apartheid* contenus dans les nombreux documents dont la Commission est saisie et le

rapport principal du Comité spécial (A/10022) font apparaître une image de la situation aussi décourageante que les années précédentes. Ces documents montrent clairement que les tenants de la politique d'*apartheid* ne peuvent la maintenir qu'en continuant de se livrer à des actes de répression qui constituent à la fois une violation des droits de l'homme et un affront à la dignité humaine. Aussi n'est-il que juste que de nombreux représentants, dans l'espoir que la conscience de l'Afrique du Sud l'amène à changer d'attitude, expriment l'indignation de leurs gouvernements devant de telles pratiques.

10. Un élément important du rapport est l'attention accordée à ce qu'on pourrait appeler l'*apartheid* "réel", par opposition à ce qu'on appelle parfois "*petty*" *apartheid*. Le Comité spécial avertit qu'on ne doit pas conclure des changements mineurs intervenus dans le système d'*apartheid* que des changements importants sont en cours. Les changements mineurs intervenus en Afrique du Sud et les tentatives visant à présenter au monde une situation en évolution n'ont jusqu'à présent pour but que de donner une image faussée de la situation réelle. Il n'y a encore eu aucune modification réelle qui démantèlerait la structure de l'*apartheid* et rétablirait les droits fondamentaux de chacun.

11. Toute politique de discrimination raciale constitue une violation flagrante des dispositions de la Charte des Nations Unies et ne peut être acceptée par la communauté internationale. Le Gouvernement australien s'est engagé à accroître l'efficacité des résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies et à contribuer à mettre fin à toutes les politiques discriminatoires. Il a maintenu un embargo sur toutes les exportations d'armes et matériel de guerre, a supprimé les missions commerciales officielles, cessé tout encouragement officiel des relations économiques et a déclaré qu'il était prêt à soutenir toute décision du Conseil de sécurité tendant à imposer des sanctions à l'Afrique du Sud, sous réserve qu'elles soient appliquées par les autres principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud. Le Gouvernement australien a accepté de devenir membre du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et a déclaré que l'Australie coopérerait avec l'Organisation en vue d'évincer l'Afrique du Sud de la Namibie qu'elle occupe illégalement. Dès décembre 1972, le Gouvernement australien a annoncé que les équipes sportives sélectionnées sur la base de critères raciaux ne seraient pas autorisées à se rendre en Australie, même en transit; il refuse également des invitations émanant d'Afrique du Sud concernant des manifestations sportives. Le sport est un domaine dans lequel l'action internationale pourrait être efficace parce que les manifestations sportives font l'objet d'une vaste publicité.

12. Tant que l'*apartheid* continuera, l'Organisation des Nations Unies devra examiner, sur la base des renseignements fournis par le Comité spécial et par le Groupe de l'*apartheid* ainsi que par différents orateurs, les meilleures méthodes prévues par la Charte pour maintenir une pression sur l'Afrique du Sud.

13. **M. PALMER** (Sierra Leone) dit que le fait que les quatre nouveaux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies soient devenus de véritables entités nationales est à la fois une source d'encouragement pour ceux qui tentent d'éliminer l'*apartheid* du continent africain et un important avertissement au régime sud-africain : aucune

¹ Document A/AC.115/L.411 du 23 juillet 1975.

² Voir A/9330.

arme ne peut étouffer l'amour de la liberté. Du fait que l'*apartheid* cherche à détruire l'identité des Noirs en tant qu'êtres humains, l'Afrique indépendante n'aura de cesse que ce système soit détruit à jamais. Dans son rapport, le Comité spécial expose non seulement les méfaits et le caractère insensé de l'*apartheid*, mais décrit aussi la collaboration d'Etats Membres avec les auteurs de ces crimes. Les amis de l'Afrique du Sud sont sans aucun doute embarrassés par le fait que le régime sud-africain n'a pas réussi à tenir l'engagement qu'il avait pris d'adopter des mesures positives en vue de démanteler l'*apartheid* dans un délai de six mois. L'Afrique indépendante, quant à elle, n'est pas surprise de cette rupture d'engagement; elle sait que M. Vorster gouverne l'Afrique du Sud par l'*apartheid* et qu'il n'est pas disposé à se détruire lui-même.

14. Le régime sud-africain a fait quelques pas l'an dernier en direction de la paix parce qu'il a été stupéfié de l'effondrement du colonialisme portugais en Afrique et préoccupé par les résultats obtenus par les mouvements de libération au Zimbabwe. M. Vorster a donc rapidement assumé le rôle nouveau, qui lui va mal, de conciliateur. Ces démarches de conciliation visent principalement à détourner l'attention du monde des horreurs de l'*apartheid* et à lui donner le temps de prévoir des moyens plus efficaces de soutenir cette politique. Le secret même de ses visites dans des capitales africaines donne une idée de la nature diabolique de son message. Toute paix élaborée par M. Vorster serait une paix dans laquelle les Africains, qu'ils soient indépendants ou sous domination étrangère, seraient les perdants. Que M. Vorster commence donc par donner l'accolade aux chefs noirs de son propre pays avant de la donner à ceux d'autres régions d'Afrique. Il a échoué dans sa tentative de diviser l'Afrique par la prétendue "détente". Pour sa propre sécurité, il est même prêt à sacrifier son compagnon de crime, M. Ian Smith, lui conseillant d'accepter un gouvernement par la majorité que M. Vorster lui-même n'autorisera jamais dans son propre pays.

15. Dans son rapport, le Comité spécial a révélé que la collaboration des puissants amis du régime sud-africain s'est maintenue et qu'elle est même en train de s'étendre. Le tiers monde, et même les pays africains, ont relégué au second plan leur fierté et leur sympathie pour les peuples opprimés et se sont immédiatement adressés à l'Afrique du Sud, toute honte bue, pour qu'elle leur accorde une assistance, même si l'argent vient de la sueur et des larmes de leurs frères d'Afrique du Sud. Etant donné une telle attitude de la part des pays africains, il est difficile de condamner les Etats-Unis d'Amérique, le Japon et la République fédérale d'Allemagne pour leur collaboration avec le régime. Toutefois, quelques mesures encourageantes ont récemment été prises par certaines sociétés occidentales. Au paragraphe 61 du rapport, il est dit que quatre des cinq sociétés pétrolières américaines qui exerçaient des activités en Namibie s'étaient retirées du Territoire. Si ces sociétés pétrolières peuvent sacrifier leurs intérêts à la dignité et à la liberté de l'Afrique à une époque où leur pays connaît une pénurie de carburant, ce n'est certainement pas trop demander que d'exiger qu'au moins les pays africains fassent preuve de solidarité avec leurs propres frères. Cette aide aux pays africains entre, de toute évidence, dans le plan de M. Vorster visant à briser les rangs de l'opposition à l'*apartheid* pendant qu'il continue de perpétrer tranquillement ses crimes. Les menaces et la force ayant échoué, il

essaie maintenant la détente et l'aide financière, en commençant par les plus faibles, dans l'espoir de les utiliser comme appât pour les autres. Il est sans nul doute aidé par certains pays européens qui ont maintenu des liens avec certains pays africains après leur indépendance. Heureusement, la plupart des pays d'Afrique voient clair dans ces manoeuvres et sont résolus à maintenir leur dignité et à recouvrer celle du peuple opprimé d'Afrique du Sud. Seuls, les pays africains sont vulnérables à l'oppresseur. L'unité constitue leur arme la plus efficace et ceux qui continuent de trahir l'Afrique ne font que courir à leur propre perte et seront dénoncés par leurs enfants.

16. La délégation de la Sierra Leone condamne l'*apartheid* et demande instamment au régime sud-africain de libérer tous les prisonniers politiques. Elle lance également un appel aux Membres influents de l'Organisation des Nations Unies afin qu'ils cessent tout contact avec le régime raciste pour isoler efficacement la forme de gouvernement la plus inhumaine du monde. Tant que ces Etats Membres continueront de traiter avec M. Vorster, l'*apartheid* sera maintenu car ses auteurs considéreront cette association comme une approbation de leur politique.

17. La délégation de la Sierra Leone réaffirme également son soutien aux mouvements de libération d'Afrique du Sud reconnus par l'OUA, et demande instamment à leurs dirigeants d'intensifier l'offensive jusqu'à ce que l'*apartheid* soit définitivement éliminé.

18. Le Gouvernement de la Sierra Leone rejette la politique des "bantoustans", selon laquelle tous les Sud-Africains, à l'exception de quelques-uns, seraient entassés sur une superficie représentant moins de 20 p. 100 des terres les plus mauvaises du pays. En outre, lorsque ces établissements auront été déclarés indépendants, le régime sud-africain invoquera les principes de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence pour rejeter toute critique de son odieuse politique émanant de personnes installées dans ces zones. La création de "bantoustans" constitue un autre moyen d'échapper à la condamnation et à la réprobation universelles de l'*apartheid*, de contenir et de contrôler de manière rigide les populations installées et de se dérober aux responsabilités incombant à une puissance administrante. Les "bantoustans" ont essentiellement pour but de renforcer la politique inhumaine du système d'*apartheid*, qui est étranger au reste du monde et qu'il faut extirper.

19. M. DOSUMU-JOHNSON (Libéria) dit que l'*apartheid* est une abomination pour quiconque est épris de justice et de paix dans le monde civilisé, un crime contre l'Organisation des Nations Unies et une insulte à la dignité des populations de couleur partout dans le monde. Sa délégation est donc reconnaissante au Comité spécial contre l'*apartheid* pour les efforts qu'il déploie afin de dévoiler au monde entier les pratiques détestables de ce système.

20. Le Gouvernement sud-africain a anéanti les espoirs de ceux qui le croyaient sincère lorsqu'il affirmait compter faire tout ce qui était en son pouvoir pour éliminer la discrimination fondée sur la race ou la couleur. Au lieu de cela, il a continué d'invoquer la loi sur le terrorisme pour procéder à des arrestations massives d'adversaires de l'*apartheid*. Ces manoeuvres ont horrifié de nombreux Sud-Africains tant blancs que noirs et même le journal afrikander

Die Vaderland a déclaré dans un éditorial qu'il était de plus en plus difficile de défendre le principe de la détention sans jugement.

21. Les Sud-Africains noirs sont écartés de tous les domaines de la vie moderne et maintenus dans l'état le plus abject de misère, sans espoir d'en sortir. La condition des Sud-Africains noirs devrait préoccuper le monde civilisé tout entier. Si les grandes puissances n'entreprennent pas une action immédiate, elles seront coupables d'approuver un autre holocauste plus effroyable que le dernier. L'action des grandes puissances est d'une importance capitale car elles détiennent entre leurs mains l'avenir du monde actuel. Si elles doivent continuer de guider l'Afrique sur le plan moral et de jouir du respect du tiers monde, elles doivent reléguer au second plan leur intérêt national et prendre des mesures afin de promouvoir les libertés et droits fondamentaux de l'homme.

22. La situation en Afrique du Sud requiert une grande prudence, compte tenu en particulier de la surveillance générale exercée par la police de sécurité. Toutefois, la situation en Afrique du Sud n'est pas celle du colonialisme classique. Un affrontement dans ce pays n'aboutira pour le vainqueur qu'à une victoire à la Pyrrhus. Les partisans d'un dialogue ne sont pas insensibles aux souffrances de la population, ils ne sont pas non plus des lâches. Ils ont été amenés à croire, par la logique de l'histoire, que la violence n'a pas réussi à réaliser ses objectifs. La violence ne ferait qu'aliéner les partisans d'un dialogue à l'extérieur et décourager les modérés en Afrique du Sud même. Aussi, les partisans de la violence, qui sont très éloignés des événements, devraient-ils être guidés par les vues de ceux qui subiraient les conséquences d'une telle violence.

23. La prospérité de l'Afrique du Sud dépend de l'intégration de la population noire dans la société et l'économie en tant que partenaires égaux. Le facteur le plus important à cet égard est constitué par la pression de l'extérieur. L'existence d'un Mozambique indépendant pourrait influencer sur la situation, bien que ce soit l'opinion publique américaine qui exerce la pression extérieure la plus forte sur l'Afrique du Sud. Les entreprises industrielles américaines en Afrique du Sud détiennent la clef d'une solution aux problèmes de l'*apartheid*. En conséquence, un appel particulier lancé par la Commission politique spéciale au Gouvernement et au public des Etats-Unis d'Amérique contribuerait grandement à introduire des changements rapides dans le mode de vie sud-africain.

24. Finalement, l'Organisation des Nations Unies ne doit pas faillir à ses responsabilités en la matière. Les membres permanents du Conseil de sécurité, agissant de concert, pourraient contraindre le Gouvernement sud-africain à appliquer les décisions de l'Organisation des Nations Unies. La délégation libérienne espère que les grandes puissances participeront au combat mené pour créer une société multiraciale en Afrique du Sud.

25. M. AL-SHAKAR (Bahreïn) dit que sa délégation se félicite des efforts déployés par le Comité spécial contre l'*apartheid* en vue de démasquer la véritable nature de ce système. Dans son rapport, le Comité spécial donne des renseignements sur la condition d'un peuple dont la seule faute est d'être né noir. La délégation de Bahreïn approuve

les conclusions et recommandations contenues dans le rapport du Comité spécial.

26. Malgré les événements encourageants survenus en Afrique australe à la suite de la chute du fascisme au Portugal, la situation stagne et continue de poser une grave menace à la paix et à la sécurité internationales. Ne tenant pas compte des efforts faits par la communauté internationale en vue d'éliminer l'*apartheid*, le régime Vorster persiste à violer la Charte des Nations Unies et les droits fondamentaux de l'homme en Afrique du Sud et en Namibie. Même l'exclusion de ses représentants de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale n'a eu aucun effet sur le régime.

27. Bahreïn rejette la discrimination raciale comme étant un crime contre l'humanité et une menace à la paix et à la sécurité internationales. Ce pays est opposé à toute forme de racisme du fait de ses traditions islamiques, qui défendent l'égalité et la dignité de tous les hommes. En outre, ces principes sont spécifiquement énoncés dans la Constitution de l'Etat de Bahreïn. Bahreïn a affirmé sa solidarité avec le peuple d'Azanie et avec ses mouvements de libération nationale, et considère qu'il est du devoir de la communauté internationale de faire de même.

28. Le régime de Pretoria met actuellement en oeuvre sa politique des "bantoustans", qu'il appelle par euphémisme "développement séparé". Ne constituant qu'une part infime du territoire national et destinés à servir de réserve de main-d'oeuvre à bon marché pour l'économie sud-africaine, les "bantoustans" ne peuvent être considérés comme de véritables "foyers nationaux" pour la population africaine.

29. L'Afrique du Sud persiste à défier la communauté internationale en occupant la Namibie et tente de perpétuer son contrôle sur le Territoire en recherchant ostensiblement la détente. L'Organisation des Nations Unies doit continuer d'exercer des pressions sur l'Afrique du Sud afin de mettre un terme à l'occupation illégale de ce territoire.

30. Il est à déplorer que de nombreuses décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité condamnant le régime raciste ne sont pas appliquées par certains Etats Membres qui continuent de collaborer avec Pretoria dans les domaines politique, économique, diplomatique et militaire. Par leurs livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, en particulier, ces pays encouragent activement le régime à défier l'Organisation des Nations Unies et contribuent à créer une grave menace à la paix et à la sécurité internationales. La délégation bahreïnite demande donc la stricte application de l'embargo sur les armes. Par ailleurs, le Conseil de sécurité devrait prendre des mesures aux termes des dispositions pertinentes du Chapitre VII de la Charte afin de mettre un terme à la situation honteuse qui règne en Afrique du Sud.

31. Bahreïn n'entretient aucune relation avec le régime sud-africain et, comme les autres pays arabes, a strictement appliqué l'embargo sur les armes et l'embargo commercial. La délégation de Bahreïn lance un appel à tous les Etats pour qu'ils accordent la priorité aux considérations d'ordre moral sur celles d'ordre économique et qu'ils se conforment à toutes les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies : c'est là en effet le seul moyen d'introduire des changements.

32. La Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, qui s'est tenue à Lima du 25 au 30 août 1975, a exprimé sa préoccupation devant la collusion croissante de l'Afrique du Sud avec Israël, en particulier dans les domaines militaire, économique, politique et culturel. Cette évolution n'est pas surprenante, étant donné que le sionisme et le racisme sont identiques. Le sionisme est fondé sur l'idée que le peuple juif est supérieur à tous les autres, tout comme l'*apartheid* affirme la supériorité des Blancs sur les Noirs. Comme le peuple africain qui subit l'*apartheid*, les Palestiniens souffrent sous l'occupation sioniste.

33. Malgré les condamnations répétées de l'Assemblée générale et d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies, l'Afrique du Sud persiste dans son refus de libérer ses prisonniers politiques. Le nombre des détentions a récemment augmenté alors que les adversaires de l'*apartheid*, provenant de toutes les classes sociales, ont été entassés dans des prisons où ils sont souvent maltraités ou torturés. La délégation bahreïnite demande à Pretoria de cesser ses actes de terrorisme contre les opposants de l'*apartheid* et de libérer immédiatement et sans condition tous les prisonniers politiques.

34. Les institutions spécialisées, les autres organisations du système des Nations Unies et les organisations non gouvernementales devraient coordonner leurs efforts afin de dévoiler le système d'*apartheid* et prendre des mesures efficaces en vue de fournir une assistance aux victimes de l'*apartheid* et de mettre un terme à la discrimination raciale et à la répression en Afrique du Sud. Il faut faire savoir à l'Afrique du Sud qu'elle restera isolée de la communauté internationale tant qu'elle n'aura pas renoncé à sa politique d'*apartheid* et accepté un dialogue avec la majorité africaine à l'intérieur de ses frontières. L'Afrique du Sud devrait également être exclue de toute participation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies tant qu'elle n'appliquera pas les résolutions de l'Organisation.

35. M. VAZIRNA (Mozambique) dit qu'au cours de la période coloniale qui vient de prendre fin avec la déclaration d'indépendance nationale de juin 1975, le peuple du Mozambique a subi une politique de discrimination raciale d'un genre extrêmement cynique. S'il était prévu par la législation coloniale portugaise que toutes les personnes nées au Mozambique étaient portugaises et avaient les mêmes droits et devoirs, la lettre et l'esprit de cette législation n'étaient pas appliqués dans la pratique. En réalité, les Blancs avaient les droits et les Noirs les devoirs. Malgré ces précédents odieux, le front de libération mozambicain a mis au point une législation antiraciste, dont les effets se font sentir dans la vie quotidienne, aux termes de laquelle il n'y a ni Blancs, ni Jaunes, mais seulement des Mozambicains. Non seulement le Mozambique condamne catégoriquement l'*apartheid* comme une insulte à la dignité humaine, mais il s'efforce d'établir une nouvelle société dans laquelle les barrières de la discrimination raciale seront détruites et les personnes d'origines ethniques différentes vivront en harmonie. De cette manière, le Mozambique estime qu'il donne un exemple modeste en ce qui concerne l'élimination de la maladie sociale du racisme et de l'*apartheid* que ses voisins racistes feraient bien d'imiter. Le Mozambique soutient le mouvement de libération qui est opposé à la pratique de

l'*apartheid* en Afrique et tente d'établir un gouvernement démocratique capable de satisfaire les besoins de la population non blanche. Il condamne les manoeuvres du Gouvernement sud-africain visant à perpétuer la politique honteuse d'*apartheid* par la fragmentation du pays en "bantoustans". Compte tenu de cette situation, la délégation du Mozambique lance un appel à tous les Etats Membres de l'ONU pour qu'ils aident le mouvement de libération d'Afrique du Sud à libérer la population non blanche de ses chaînes et à mettre un terme au système néo-nazi d'*apartheid*.

36. M. HALL (Jamaïque) dit que, malgré la condamnation collective par l'ONU du système d'*apartheid*, certains Etats Membres continuent de soutenir le régime sud-africain, sur les plans tant militaire que financier. Leur aide non seulement retarde l'inévitable, étant donné que le temps ne joue certainement pas en faveur de ceux qui appliquent ce système, mais crée des souffrances et une dégradation inutiles pour les peuples autochtones d'Afrique du Sud.

37. Les récents événements ont entraîné une intensification de la répression politique sous la forme d'emprisonnements ou l'application de restrictions sévères en vertu des "arrêtés d'interdiction". Toutefois, ces mesures indiquent seulement que l'*apartheid* est soumis à des pressions considérables, ne pouvant aboutir qu'à une explosion de violence et à des effusions de sang qui entraîneront sa destruction totale.

38. L'assistance économique accordée au régime sud-africain par certains pays développés à économie de marché constitue un exemple choquant de préoccupations financières primant les normes éthiques et morales prêchées par les pays mêmes qui, pour une large part, ne respectent pas ces normes. Les sociétés transnationales qui ont fait de gros investissements en Afrique du Sud sont autorisées par les gouvernements de ces pays, qui ont le pouvoir de réglementer leurs activités, à continuer de tirer profit de la sueur et du sang de la misère humaine. Ces gouvernements continuent à déclarer qu'ils ne sont pas en mesure d'exercer un contrôle sur les activités des sociétés transnationales, mais n'hésitent pas à prendre leur défense lorsque ce sont les pays en développement qui tentent de l'exercer.

39. La communauté internationale a récemment été témoin d'une manifestation du nouveau soutien apporté au régime sud-africain par les grands pays industrialisés lorsque la question de l'imposition d'un embargo obligatoire sur les armes à destination de l'Afrique du Sud a fait l'objet d'un veto au Conseil de sécurité. La délégation jamaïcaine est d'avis que la question devrait être portée à nouveau devant le Conseil de sécurité, à la demande de l'Assemblée générale, avec une ferme recommandation tendant à l'imposition d'un embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud. Ceux qui proclament la nécessité d'une moralité internationale et condamnent à grands cris l'*apartheid* dans les diverses instances internationales doivent faire suivre leurs paroles de mesures appropriées au Conseil de sécurité, de manière à hâter l'effondrement du régime sud-africain et à débarrasser le monde de l'institution inhumaine et détestable de l'*apartheid*.

40. Le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* représente une évaluation globale des événements survenus

en Afrique du Sud au cours des dernières années; la délégation jamaïcaine félicite le Comité spécial de ses travaux et, d'une façon générale, approuve ses recommandations. Elle est très préoccupée par l'intensification de la politique des "bantoustans" visant à fragmenter la population autochtone. Elle rejette catégoriquement ces mesures qui visent à imposer un système politique qui dénie aux habitants de l'Afrique du Sud dans leur ensemble le droit à l'autodétermination. La délégation jamaïcaine estime qu'il importe au plus haut point que la communauté internationale accroisse son assistance au peuple opprimé d'Afrique du Sud et à ses mouvements de libération car c'est par l'intensification du combat mené par ces mouvements, avec l'appui total de la communauté internationale, que le régime actuel pourra être renversé. La délégation jamaïcaine tient également à souligner l'importance d'une coordination des efforts déployés sur le plan international afin d'assurer l'efficacité maximale de la campagne contre l'*apartheid*. Le fait que le régime raciste sud-africain rejette les conditions préalables pour une solution pacifique démontre clairement que les peuples asservis d'Afrique du Sud ne peuvent parvenir à la liberté que par la violence et les effusions de sang, à moins toutefois que la communauté internationale n'exerce sur le régime des pressions continues et inflexibles.

41. Le **PRESIDENT** dit que les délégations des Emirats arabes unis, de la Grèce, du Japon, de la Somalie et de l'Ouganda se sont jointes aux auteurs du projet de résolution A/SPC/L.324.

42. M. **SERUP** (Danemark) annonce qu'en outre les délégations de Cuba, des Emirats arabes unis, de l'Ouganda, de la Tunisie, du Yémen démocratique et du Zaïre ont manifesté leur intention d'être coauteurs du projet de résolution A/SPC/L.325.

43. M. **SAHAD** (République arabe libyenne) appelle l'attention sur des différences existant dans la version arabe du document A/SPC/L.325. La version arabe devrait être harmonisée avec la version anglaise, et la délégation libyenne est disposée à soumettre les corrections nécessaires si le Secrétariat le souhaite.

44. En outre, le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022) n'a pas encore été publié en arabe. Etant donné que le Comité se fonde sur ce rapport pour l'examen de la question actuellement débattue, les délégations qui travaillent en arabe se heurtent à certaines difficultés. Il serait certainement regrettable qu'une délégation soit contrainte d'insister pour que l'étude d'une question soit reportée jusqu'à ce que la documentation de base soit publiée dans toutes les langues de travail.

45. Le **PRESIDENT** dit qu'il serait très utile que le représentant de la République arabe libyenne soumette au Secrétariat les corrections à apporter au document A/SPC/L.325. Il consultera le Secrétariat pour voir comment il pourrait être remédié à la situation concernant la traduction en arabe du rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*.

La séance est levée à 16 h 55.

959^e séance

Vendredi 17 octobre 1975, à 15 h 10.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.959

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (suite)
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174, A/SPC/L.324, A/SPC/L.325] :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10081)

DISCUSSION GENERALE (suite)

1. M. **SERUP** (Danemark) annonce que le Congo, l'Equateur, la Haute-Volta, le Maroc, l'Oman et le Qatar se sont joints aux auteurs du projet de résolution A/SPC/L.325.

2. M. **AL-HADDAWI** (Irak) dit que sa délégation souhaite elle aussi se joindre aux auteurs du projet de résolution A/SPC/L.325.

3. M. **SAHAD** (République arabe libyenne) dit que la question à l'étude revêt une importance capitale pour l'ensemble de l'humanité. Parallèlement aux discussions intensives tenues à l'Organisation des Nations Unies, un grand nombre de réunions, de colloques et de groupes

d'études ont été organisés dans le monde entier pour chercher à trouver une solution aux problèmes créés par la politique d'*apartheid* du régime sud-africain. Les peuples du monde ont ainsi appris à connaître cette politique odieuse. L'*apartheid* n'est plus seulement considéré comme un crime perpétré contre la population de l'Afrique du Sud mais, bien plus, comme un crime contre l'humanité en général. Il est universellement admis que rien ne peut être pire que la discrimination fondée sur la couleur, puisqu'elle s'oppose au développement économique et social et qu'elle constitue également une menace à la paix et à la coopération internationales. L'*apartheid*, en fait, ne diffère guère des politiques racistes pratiquées par les régimes nazis et fascistes. Depuis sa création, l'Organisation des Nations Unies se préoccupe vivement de la politique d'*apartheid* pratiquée en Afrique du Sud et l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont à plusieurs reprises condamné cette politique qui constitue une violation dangereuse des droits de l'homme mettant en danger l'existence même de l'Organisation mondiale.

4. Bien que l'Organisation des Nations Unies ait réussi à faire connaître à l'opinion publique internationale les dangers de l'*apartheid*, le régime sud-africain continue à

appliquer sa politique criminelle. Si l'ONU est dans l'incapacité d'appliquer ses propres politiques et principes et d'atteindre les objectifs qu'elle a fixés elle-même, c'est avant tout en raison de la politique suivie par certains de ses Etats Membres, en violation de nombreuses résolutions et décisions adoptées par l'Organisation. Il est évident en effet que le régime raciste de l'Afrique du Sud n'aurait pas pu défier le monde s'il n'avait bénéficié de l'appui de puissances colonialistes et néo-colonialistes. Ces puissances condamnent hautement la politique d'*apartheid* à l'ONU où elles invoquent les droits de l'homme et prétendent être les seuls défenseurs de la liberté et des droits de l'homme, alors qu'à l'échelon supérieur elles établissent des relations avec le régime de Pretoria, lui fournissent des armes qui lui permettent d'appliquer sa politique d'*apartheid* et de défier les Etats africains voisins et maintiennent avec lui une collaboration commerciale et économique tout en connaissant fort bien la façon inhumaine et illégale dont il exploite le peuple autochtone de l'Afrique du Sud. Ainsi, ces puissances aident activement le régime raciste à appliquer sa politique criminelle et doivent donc être considérées comme complices de ses crimes.

5. Elles aident aussi le régime sud-africain à l'intérieur même de l'ONU; il est inutile de rappeler aux membres de la Commission ce qu'il est advenu lorsque le Conseil de sécurité a cherché à expulser le régime raciste de l'Assemblée générale; s'il n'a pas pu le faire, c'est parce que certains des membres permanents du Conseil de sécurité ont abusé de leurs pouvoirs. Comme l'ancien Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies l'avait souligné à juste titre, l'Organisation des Nations Unies ne réussira à exercer une influence déterminante en vue de trouver une solution pacifique et juste aux problèmes difficiles qui se posent en Afrique du Sud que si les membres permanents du Conseil de sécurité et les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud sont disposés et capables d'harmoniser leurs positions et de prendre des mesures plus efficaces pour persuader l'Afrique du Sud d'abandonner sa politique et de chercher une solution conforme à la Charte des Nations Unies et aux résolutions du Conseil de sécurité. Ces remarques sont encore valables. Dans ses rapports précédents, le Comité spécial contre l'*apartheid* a révélé de nombreux aspects de la coopération entre les puissances coloniales et le régime raciste de l'Afrique du Sud et le rapport dont la Commission est présentement saisie (A/10022) montre une fois de plus que les avantages militaires, commerciaux et politiques l'emportent sur les principes.

6. La délégation de la République arabe libyenne sait depuis un certain temps déjà que le régime raciste de l'Afrique du Sud est un maillon de la chaîne de la domination impérialiste, mais elle estime que l'opinion publique internationale doit être mise pleinement au courant de ce fait, étant donné en particulier les renseignements reçus de l'Anti-Apartheid Movement de Londres concernant le haut niveau de collaboration militaire existant entre l'Afrique du Sud et plusieurs puissances occidentales. Selon le rapport du Comité spécial (*ibid.*, par. 73), ledit Anti-Apartheid Movement a révélé que le code de défense de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord a été communiqué au régime de Pretoria qui l'a utilisé pour codifier les équipements et les pièces détachées de son nouveau système de communications militaires connu sous

le nom de projet *Advokaat*. Le représentant de la République arabe libyenne convient que ce témoignage corrobore les mises en garde indiquant que l'Afrique du Sud est peu à peu intégrée dans l'ensemble du système de défense occidentale, malgré les déclarations officielles des principales puissances occidentales démentant ce fait, et que, à la lumière de ce témoignage, on peut mieux comprendre pourquoi certains pays qui prétendent respecter l'embargo sur les armements décrété par les Nations Unies jugent encore utile de s'opposer à un embargo obligatoire sur les armes. En effet, cette alliance avec le régime raciste permet aux puissances occidentales de dominer l'Afrique, la partie méridionale de l'océan Indien et l'Asie du Sud.

7. Au paragraphe 66 de son rapport, le Comité spécial se réfère aux relations entre le régime raciste de l'Afrique du Sud et le régime sioniste en Palestine; il fait état de rapports de presse concernant une visite en Israël du Ministre de l'intérieur et de l'information de l'Afrique du Sud et le fait que le consulat général d'Afrique du Sud en Israël allait être élevé au rang d'ambassade, informations qui, d'après le Comité, constituent une preuve supplémentaire de la collaboration croissante qui s'instaure entre Israël et l'Afrique du Sud malgré les avertissements dispensés par l'Assemblée générale. La délégation de la République arabe libyenne n'a pas été surprise d'apprendre que cette collaboration se développait. Il est maintenant généralement admis qu'il existe de nombreuses similitudes entre le régime de l'Afrique du Sud et celui de la Palestine. L'existence de ces deux régimes repose sur la force, plutôt que sur la justice ou sur les droits de l'homme. Tous les deux dépendent de colons étrangers et d'immigrants venus d'Europe et prétendent exercer la suprématie sur la population autochtone, en ayant recours à des méthodes de terreur, et tous les deux constituent des bases solides à partir desquelles l'impérialisme peut dominer le tiers monde. L'*apartheid* sud-africain a été consolidé par l'impérialisme international, en collusion avec le sionisme international. Il s'est maintenu parce que le monde l'a laissé se maintenir et il a été accepté par certaines puissances parce qu'il leur permet d'obtenir des avantages de plus en plus importants dans les domaines militaire, politique et économique. La minorité raciste a élevé le mythe de la suprématie des Blancs au rang d'une philosophie aux termes de laquelle les Blancs étrangers gouvernent la population autochtone par la terreur et exploitent ses ressources en main-d'oeuvre et en richesses naturelles, tout en la maintenant constamment dans une situation d'humiliation et d'abaissement. Pour justifier cette domination, le régime raciste prétend qu'il protège la civilisation européenne. La même justification a été utilisée en Palestine, ainsi d'ailleurs qu'en République arabe libyenne lorsque les impérialistes fascistes l'ont occupée. C'est là l'habituelle fausse logique de l'impérialisme et il suffit de rétorquer qu'il existe une véritable et authentique civilisation africaine et que le peuple africain a le droit de développer et de préserver sa civilisation en Afrique.

8. Les objectifs économiques de l'*apartheid* sont bien connus; ils consistent à exploiter la population africaine, source de main-d'oeuvre bon marché, afin d'augmenter la prospérité des colons blancs et de produire des bénéfices de plus en plus importants pour les intérêts impérialistes. Le régime sud-africain a été en mesure d'exporter sa politique à la Namibie et au Zimbabwe et, grâce à son arsenal militaire,

il a réussi à constituer une menace constante pour tous les peuples de l'Afrique et à confronter et à défier l'opinion publique internationale.

9. La délégation de la République arabe libyenne estime que la situation en Afrique du Sud est le résultat inévitable du refus d'octroyer au peuple sud-africain son droit naturel et inaliénable à l'autodétermination. Tant que ce peuple ne sera pas autorisé à exercer ce droit sans aucune ingérence étrangère, il ne fait aucun doute que la situation en Afrique du Sud continuera à se détériorer. L'Organisation des Nations Unies doit intensifier ses efforts pour permettre au peuple sud-africain d'obtenir ce droit.

10. La délégation de la République arabe libyenne tient à féliciter de ses travaux le Comité spécial et à exprimer son soutien aux recommandations qui figurent au chapitre II du rapport du Comité. La position de son pays à l'égard de l'*apartheid* est bien connue et n'a pas besoin d'être exposée plus en détail. La République arabe libyenne soutient la juste lutte que le peuple sud-africain mène, sous la direction de ses mouvements de libération, contre les forces du mal, de la domination impérialiste, du racisme et de l'injustice et elle continuera à le faire jusqu'à ce que le peuple sud-africain ait acquis son indépendance et exercé son droit à l'autodétermination.

11. M. MATHABA (Lesotho) dit qu'au cours de la période considérée il n'y a eu aucune amélioration dans la condition du peuple opprimé d'Afrique du Sud. Le Premier Ministre de l'Afrique du Sud s'est servi du délai de six mois qu'il avait demandé non seulement pour maintenir l'*apartheid* par une répression intensive mais également pour chercher à se faire accepter sur le plan international. Les nombreuses résolutions de l'Organisation des Nations Unies ont été traitées avec indifférence et rejetées, la résistance pacifique à la politique d'*apartheid* s'est heurtée à la brutalité de la police et s'est soldée par des détentions et des restrictions. Le Comité spécial a donc bien fait de choisir le 11 octobre pour observer une journée de solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains. La présentation, par le Conseil mondial de la paix, de la médaille d'or de la paix Frédéric Joliot-Curie au Comité spécial devrait être considérée comme un encouragement qui pousserait celui-ci à intensifier la lutte contre l'*apartheid*, plutôt que comme une récompense pour son travail inachevé.

12. Tout en se félicitant de la contribution précieuse apportée à la lutte contre le racisme par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, M. Mathaba fait sien l'appel lancé par le représentant de la Suède (956^e séance) pour que des contributions plus nombreuses et plus généreuses soient versées au Fonds.

13. La délégation du Lesotho est reconnaissante aux gouvernements qui ont reçu les missions du Comité spécial envoyées aux fins de consultations, conformément à la résolution 3324 D (XXIX) de l'Assemblée générale, et espère fermement que les consultations avec ces gouvernements, avec les institutions spécialisées et d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales conduiront à un soutien actif de la stratégie visant à éliminer la discrimination raciale.

14. Bien que le représentant de l'Afrique du Sud ait déclaré au Conseil de sécurité¹ que son pays ferait tout ce qui est en son pouvoir pour éliminer progressivement la discrimination fondée sur des critères de race ou de couleur, l'Afrique du Sud continue de pratiquer la discrimination ethnique au sein des prétendues zones de développement séparé tout en espérant recueillir l'approbation de la communauté internationale. Étant donné que les Etats d'*apartheid* que l'Afrique du Sud se propose de créer dépendraient, de manière permanente, de la minorité blanche, une telle politique traduit un total mépris des principes inscrits dans la Charte des Nations Unies. C'est là un défi lancé à l'Organisation des Nations Unies et au Lesotho, pays qui a une frontière commune avec le Transkei, lequel doit devenir "indépendant" en 1976.

15. Le Gouvernement du Lesotho apprécie l'assistance des nombreux pays amis et le soutien que prêtent les organisations internationales aux efforts qu'il déploie pour procurer un emploi à ses ressortissants dans son propre pays, mais comme l'économie nationale ne peut encore faire vivre sa population, la plupart des habitants en sont réduits à travailler dans des conditions de vie subhumaines comme travailleurs migrants en Afrique du Sud, pays où la rémunération n'est pas fondée sur la productivité, les compétences ou le métier mais est fonction de la couleur de la peau. Les augmentations de salaire dont il a été fait grand cas sont tout à fait dérisoires étant donné l'inflation actuelle.

16. Le Groupe de l'*apartheid* a besoin de tout le soutien possible pour contrecarrer la propagande sud-africaine et aider le Comité spécial dans ses activités ainsi que l'Organisation des Nations Unies dans la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

17. M. AASLAND (Norvège) exprime sa satisfaction de la visite d'une délégation du Comité spécial contre l'*apartheid* à Oslo, en mai 1975. Les contacts que le Comité spécial a pris avec différentes organisations dans les Etats Membres permettront à la communauté internationale de mieux se rendre compte des méfaits et dangers de l'*apartheid* et de la discrimination raciale.

18. Malgré les déclarations faites, l'an dernier, par le Gouvernement sud-africain, les concessions faites par le régime dans le cadre de sa nouvelle politique visant à réduire la prétendue "discrimination inutile" ont été pour le moins neutralisées par une application plus stricte de la législation répressive. Le plan visant à créer des "bantoustans" dits "indépendants", dotés de territoires et de ressources insuffisants, n'est qu'un moyen de renforcer la domination blanche en Afrique du Sud. Malgré les appels lancés au Gouvernement sud-africain pour qu'il trouve une solution pacifique, l'Afrique du Sud n'a toujours pas reconnu la gravité de la situation. La communauté internationale doit donc continuer d'exercer des pressions en vue d'un changement et soutenir le peuple opprimé dans sa lutte légitime pour la liberté et le passage à une société non raciale. La discrimination raciale pratiquée systématiquement par les régimes minoritaires blancs d'Afrique australe est intolérable et constitue une menace à la paix dans cette région. Il est difficile de omprendre pourquoi les minorités

¹ Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-neuvième année, 1800^e séance.

blanches n'ont pas tiré la leçon de l'amère expérience d'autres régimes coloniaux qui ont tenté de résister aux vents du changement.

19. En ce qui concerne les recommandations formulées par le Comité spécial au chapitre II de son rapport, le Gouvernement norvégien reconnaît pleinement la nécessité d'intensifier l'action internationale contre l'*apartheid* et d'accroître la diffusion de données sur cette politique afin de saper le soutien international dont bénéficie la minorité blanche. A cette fin, il est nécessaire que le Fonds d'affectation spécial du Groupe de l'*apartheid* dispose de ressources plus importantes et reçoive des contributions plus généreuses. Le Gouvernement norvégien a versé 10 000 dollars à ce fonds en 1975 et donnera suite à des demandes ultérieures concernant une aide économique. Il travaille en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies et l'OUA, ainsi qu'avec des organisations humanitaires bénévoles qui assistent les populations opprimées d'Afrique du Sud. En 1975, la Norvège a figuré parmi les pays qui ont versé les contributions les plus élevées au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe et elle augmentera considérablement ses contributions en 1976. Ce pays verse également des contributions à des organisations bénévoles en Afrique du Sud et déplore vivement que le régime sud-africain ait cherché à mettre un terme à leurs activités humanitaires si utiles. Des contributions volontaires plus nombreuses et plus généreuses au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud constitueraient un témoignage concret de sympathie aux victimes de l'*apartheid*.

20. En ce qui concerne les recommandations du Comité spécial relatives aux sanctions contre l'Afrique du Sud, M. Aasland dit que le Gouvernement norvégien a strictement observé l'embargo sur les armes et estime qu'on devrait le rendre obligatoire. La Norvège appliquera les sanctions obligatoires décidées par le Conseil de sécurité tout en considérant que les mesures individuelles demeureront sans effet tant que les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud seront opposés à ces sanctions. Le Gouvernement norvégien tient l'opinion publique de même que les organisations intéressées de la Norvège parfaitement au courant des recommandations de l'Organisation des Nations Unies.

21. Bien que la situation soit loin d'être encourageante, il y a cependant quelques raisons d'espérer. Avec l'apparition des nouveaux Etats du Mozambique et de l'Angola, l'indépendance semble plus proche pour le Zimbabwe et la Namibie. Lorsque ces pays auront accédé à l'indépendance, la pression exercée sur le régime sud-africain deviendra irrésistible. La prise de conscience des Noirs en Afrique du Sud et l'apparition d'un grand nombre de nouveaux jeunes dirigeants noirs constituent également des signes encourageants et il est à espérer que la minorité blanche acceptera une transition pacifique vers un gouvernement par la majorité avant qu'il ne soit trop tard.

22. M. OHTAKA (Japon) dit que la délégation japonaise est consciente des efforts que déploie le Gouvernement sud-africain pour convaincre le monde qu'il est en train de modifier radicalement sa façon de traiter la majorité non blanche. Les déclarations du Premier Ministre de l'Afrique

du Sud ainsi que ses visites dans les capitales d'Etats africains voisins ont pu faire croire que le Gouvernement sud-africain se décidait enfin à céder à la pression de l'opinion publique mondiale. Or, en réalité, le système de l'*apartheid* n'a subi aucune transformation fondamentale. Le gouvernement a, au contraire, durci son oppression et il continue à créer des "bantoustans". Bien que 12 mois ne se soient pas encore écoulés depuis que le Premier Ministre de l'Afrique du Sud a demandé un délai de grâce pour permettre à son gouvernement d'introduire des modifications, la Commission ne peut qu'accepter l'opinion exposée au paragraphe 25 de l'Annexe I du rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*, selon laquelle la "détente" proposée par Vorster avait pour objet non seulement de renforcer la sécurité du régime raciste mais également de lui permettre d'exercer sa domination dans la région tout entière.

23. Le Gouvernement sud-africain, non content d'accroître la pression qu'il exerce sur la population noire, a en outre doublé son budget militaire. La délégation japonaise juge cette évolution très inquiétante. Il faut empêcher le Gouvernement sud-africain de continuer à accroître sa puissance militaire et à intensifier sa répression contre la population noire. La délégation japonaise prie donc instamment les pays qui continuent à fournir des armes à l'Afrique du Sud de respecter scrupuleusement l'embargo sur les armes.

24. Le Japon a appliqué non seulement cet embargo mais aussi toutes les autres résolutions et recommandations de l'Organisation des Nations Unies liées à cette question. Le Japon n'a pas de relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud et n'a pas l'intention d'en établir tant que le Gouvernement sud-africain n'aura pas abandonné sa politique d'*apartheid*. Depuis le mois de juin 1974, le Japon a refusé de délivrer des visas à des Sud-Africains pour qu'ils participent soit à des échanges culturels, soit à des rencontres sportives au Japon.

25. Profondément préoccupé par le sort tragique des victimes de l'*apartheid*, le Gouvernement japonais n'a cessé d'appuyer les programmes d'aide humanitaire et éducative élaborés à leur intention et, à la précédente séance, il s'est joint aux auteurs du projet de résolution A/SPC/L.324 relatif au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud. Le Japon a accru sa contribution pour l'année en cours au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe et envisage par ailleurs sérieusement de verser une contribution au Groupe de l'*apartheid*.

26. Bien que le Japon dépende du commerce international pour survivre, il s'est gardé, en raison de son opposition énergique à l'*apartheid*, de prendre la moindre mesure spéciale pour favoriser le commerce ou d'autres relations économiques avec l'Afrique du Sud. En outre, bien que le Gouvernement ait levé les restrictions qui frappaient les investissements japonais à l'étranger, les entreprises japonaises ne peuvent toujours pas investir directement en Afrique du Sud. Le Gouvernement japonais n'a donc nullement modifié son attitude de ferme opposition à l'*apartheid*.

27. Devant l'accession à l'indépendance des anciens territoires portugais d'Afrique, les dirigeants blancs sud-africains

devraient finalement se rendre compte qu'ils ne peuvent vivre dans l'isolement et qu'ils doivent donc trouver le moyen d'adapter leur politique à celle des Etats africains indépendants. Dans la déclaration qu'il a faite au cours de la présente session, à la 2358^e séance plénière de l'Assemblée générale, le Ministre des affaires étrangères du Japon a demandé au Gouvernement sud-africain et au régime de la minorité en Rhodésie du Sud de tenir compte des critiques que la communauté internationale adresse à leur politique et d'y apporter les changements indispensables pour assurer la justice et le calme en Afrique australe. La délégation japonaise espère ardemment que le Gouvernement sud-africain prendra enfin une décision qui conduise véritablement à instituer une société où chacun jouirait de la liberté et de l'égalité sans distinction de couleur ni de race.

28. M. ZHIRI (Maroc) espère que les territoires qui sont encore privés de leur liberté marcheront sur les traces des Etats nouvellement indépendants qui viennent d'être admis à l'Organisation des Nations Unies, de façon que cette dernière représente vraiment la communauté internationale. Les renseignements contenus dans le rapport du Comité spécial lui serviront à poursuivre sa tâche. On déplore l'écart qui sépare les efforts visant à mettre fin au système de l'*apartheid*, qui permet à une minorité blanche pour qui le racisme est devenu une religion et un mode de vie d'opprimer la grande majorité des autochtones de l'Afrique australe, et les résultats obtenus. Il ne reste plus grand-chose à dire après toutes les condamnations de cette politique prononcées au fil des années par l'Organisation des Nations Unies, mais il est clair que cette politique est le fruit d'esprits malades, comme ceux des nazis et des fascistes, dont la minorité blanche applique les méthodes. Traiter nos semblables de façon barbare uniquement à cause de la couleur de leur peau, voilà ce qui fait de l'*apartheid* un crime contre l'humanité et la honte de la communauté internationale tout entière.

29. Les nombreuses recommandations et résolutions par lesquelles l'Organisation des Nations Unies demande instamment au Gouvernement de Pretoria de mettre fin à l'*apartheid* n'ont fait qu'accroître sa volonté d'usurper les droits des Sud-Africains non blancs. Malgré les manoeuvres du régime destinées à tromper la communauté internationale pour gagner du temps et lui permettre d'affermir son emprise sur le pays, ses intentions sont claires et il est temps que tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies prouvent leur foi dans les principes de la Charte en montrant leur solidarité avec le peuple opprimé d'Afrique du Sud et en éliminant un régime qui constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales.

30. Le Maroc est convaincu des dangers inhérents à l'*apartheid* et appuie pleinement les principes de la Charte ainsi que les recommandations et résolutions de l'OUA. Il ne saurait y avoir de compromis avec le régime raciste, qui doit être supprimé, comme il est dit dans la Déclaration de Dar es-Salam sur l'Afrique australe adoptée par le Conseil des ministres de l'OUA en avril 1975. Le régime minoritaire de Pretoria, qui domine par l'oppression la vaste majorité des autochtones du territoire, n'a pas le moindre droit de représenter l'Afrique du Sud. Les représentants de ce régime doivent être expulsés de l'Organisation des Nations Unies et de toutes ses institutions spécialisées. La décision d'inviter deux mouvements de libération sud-africains à

envoyer des observateurs aux réunions de l'Organisation des Nations Unies ne peut être que la première des mesures qui feront des mouvements de libération d'Afrique australe des membres à part entière de l'Organisation des Nations Unies. La délégation marocaine espère qu'ils le deviendront sous peu.

31. Le Maroc a accueilli le Comité de coordination pour la libération de l'Afrique de l'OUA, lors de sa vingt-cinquième session, tenue à Rabat du 9 au 12 juin 1975, afin d'étudier les moyens de renforcer et d'aider les mouvements de libération d'Afrique australe.

32. L'Organisation des Nations Unies devrait lancer un appel aux gouvernements, ainsi qu'aux organisations gouvernementales et non gouvernementales, pour qu'ils intensifient la lutte contre l'*apartheid* et mobilisent complètement l'opinion publique mondiale afin d'isoler le régime raciste dans les domaines politique, diplomatique, militaire, économique, culturel et autres. L'embargo total mis par les Etats arabes sur la fourniture de pétrole à ce régime, de même que leur volonté de n'entretenir avec lui aucune espèce de relation, est un exemple à suivre.

33. La délégation marocaine condamne énergiquement l'attitude des Etats occidentaux qui, tout en dénonçant le régime de Pretoria dans les instances internationales, continuent à coopérer avec lui du point de vue politique, économique et même militaire. Leur coopération a permis au régime raciste de contrôler davantage le sort des populations qu'il tient sous sa coupe et de les opprimer par des moyens économiques et militaires. La coopération se développe entre les gouvernements de Pretoria et de Tel-Aviv, qui suivent la même politique. Ce dernier a installé en Palestine, en dispersant la population autochtone, des immigrants sionistes venus de toutes les régions du monde, et il a occupé le territoire de trois Etats arabes Membres de l'Organisation des Nations Unies. Non content de violer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies visant à mettre un terme à son agression au Moyen-Orient, Israël continue aussi à faire fi des résolutions sur l'*apartheid*, donnant ainsi une preuve supplémentaire, si besoin était, de la ressemblance des deux systèmes.

34. La délégation marocaine appuie pleinement les mesures qui visent à extirper le virus de l'*apartheid* d'Afrique australe et à libérer les populations africaines qui souffrent sous ce régime. Aucune mesure adoptée par l'Organisation n'aura toutefois les résultats désirés sans la ferme volonté de tous les Etats Membres de s'unir pour respecter les engagements qui découlent des principes de la Charte.

35. Tout en appréciant les efforts faits par la Commission politique spéciale au cours des dernières années, la délégation marocaine espère que le nouveau bureau obtiendra de meilleurs résultats en ce qui concerne l'élimination de l'odieux système de l'*apartheid*.

36. M. IPSARIDES (Chypre) dit que la Commission devrait examiner la situation découlant de la pratique de l'*apartheid* en Afrique du Sud sous son double aspect de violation flagrante des droits de l'homme et de menace à la paix et à la sécurité du continent africain et du monde entier.

37. Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ont, individuellement et collectivement, le devoir d'assurer l'application des principes énoncés dans la Charte. Si la communauté internationale a condamné catégoriquement l'*apartheid* et a pris de nombreuses mesures pour relever le défi qu'il représente, elle n'a pas réussi à faire exécuter ces mesures. La responsabilité en incombe principalement aux Etats qui ont placé les considérations économiques et politiques et stratégiques au-dessus des impératifs de la conscience et ont aidé et encouragé le régime raciste d'Afrique du Sud. Il faut particulièrement déplorer l'attitude des gouvernements qui établissent une distinction contestable entre défense extérieure et sécurité intérieure pour justifier leurs envois d'armes à l'Afrique du Sud alors qu'en réalité ces armes permettent au régime d'exporter l'*apartheid* au-delà de ses frontières et constituent une véritable menace contre la sécurité des Etats voisins.

38. L'obstination du régime raciste ne laisse guère ou pas d'espoir d'éviter un conflit racial. Il existe néanmoins plusieurs domaines où l'action de l'Organisation des Nations Unies pourrait être renforcée, et les conclusions et recommandations du Comité spécial contre l'*apartheid* contenues dans le chapitre II de son rapport donnent des indications sur la voie à suivre. La communauté internationale pourrait, par exemple, s'efforcer à nouveau de convaincre l'Afrique du Sud qu'elle se heurte à un front unifié d'opposition à sa politique raciale. Les Etats qui persistent à commercer avec l'Afrique du Sud doivent être persuadés de faire passer les principes dictés par la conscience avant des considérations économiques et autres. Il faut convaincre le régime sud-africain qu'il a choisi une voie sans issue qui ne peut le conduire qu'à la catastrophe et qu'il serait plus raisonnable, dans son propre intérêt, de modifier sa conduite. A cet égard, l'indépendance des anciennes colonies portugaises d'Afrique, puis leur admission comme Membres de l'Organisation des Nations Unies, ont créé un climat favorable à la lutte contre l'*apartheid*. La communauté internationale doit également appuyer et aider les mouvements de libération en Afrique du Sud.

39. Les mesures déjà prises s'étant avérées inefficaces, la communauté internationale doit envisager d'entreprendre une action plus précise visant à concrétiser son attitude générale à l'égard de l'*apartheid*. La délégation chypriote est donc elle aussi d'avis que le Conseil de sécurité devrait prendre les mesures appropriées en vertu du Chapitre VII de la Charte.

40. Le Gouvernement chypriote est entièrement acquis au principe de l'égalité raciale et ethnique. Conformément à la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale, il n'entretient aucune relation d'aucun ordre avec le Gouvernement sud-africain; dans les limites de ses possibilités, il a régulièrement contribué au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe, ainsi qu'aux programmes pertinents de l'OUA, et continuera à le faire malgré les ravages causés par la tragédie sans précédent qui s'est récemment abattue sur Chypre et sur le peuple chypriote et dont les répercussions se font encore sentir.

41. La délégation chypriote condamne catégoriquement la politique de prétendus "bantoustans" que le Comité spécial

a qualifiés à juste titre de "simulacre d'autodétermination" au paragraphe 200 de son rapport. Le déracinement et le transfert obligatoires de toute une population constituent une violation de l'intégrité territoriale, des principes de la Charte et des droits et libertés fondamentaux de l'homme. La délégation chypriote appuie donc la recommandation du Comité spécial qui figure au paragraphe 203 de son rapport, tendant à ce que l'Assemblée générale dénonce la création des "bantoustans" et demande à tous les gouvernements de ne les reconnaître en aucune manière.

42. Le but ultime du peuple sud-africain est l'instauration d'un régime majoritaire élu au suffrage universel avec l'entière garantie des droits fondamentaux de l'homme. La délégation chypriote appuiera toute initiative des Nations Unies visant à promouvoir cet objectif.

43. M. SSEGIRINYA (Ouganda) dit que l'Ouganda a toujours manifesté son opposition à tout système niant l'égalité fondamentale de tous les êtres humains sans distinction de couleur, de religion, de race ou de sexe, ce qui est un des principes essentiels de l'Organisation des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il est donc aberrant que depuis trois décennies l'Organisation des Nations Unies n'ait pu trouver de solution au problème de l'*apartheid*, alors que dans d'autres domaines l'humanité a fait des progrès spectaculaires. L'Organisation des Nations Unies devrait réévaluer la situation et déterminer si les solutions qu'elle préconise depuis 30 ans sont adéquates ou s'il convient d'adopter d'autres méthodes.

44. Les efforts déployés par l'ONU ont jusqu'à présent échoué à cause de l'égoïsme économique de certains des Etats Membres. Toutes les tentatives d'isoler le régime raciste ont été contrecarrées par les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, la France et la République fédérale d'Allemagne notamment. Ces mêmes pays ont fourni et continuent à fournir des armes à l'Afrique du Sud. Comme il est indiqué au paragraphe 273 de l'annexe I du rapport du Comité spécial, le régime sud-africain affirme maintenant avec arrogance qu'il est pratiquement autonome en matière d'armements et il est renforcé dans son attitude par le fait que les puissances occidentales n'ont jamais cessé d'investir dans l'économie sud-africaine. La délégation ougandaise demande à tous les Etats Membres de prier instamment les Etats qui continuent à fournir des armes à l'armée terroriste de Vorster de mettre fin à leurs envois et d'appuyer le droit à l'autodétermination de la majorité noire.

45. Les innombrables résolutions de l'Organisation des Nations Unies qui ont trait à la situation en Afrique du Sud n'ont pas eu le moindre effet. L'Ouganda, en ce qui le concerne, appuie sans réserve toutes les mesures visant à éliminer l'*apartheid*. L'Ouganda a toujours affirmé qu'il serait nécessaire de recourir à la force si les racistes sud-africains persistaient dans leur refus d'accorder la liberté à la population autochtone. Aussi, la délégation ougandaise s'adresse-t-elle à la communauté internationale et lui demande-t-elle d'accroître l'assistance aux mouvements de libération nationale d'Azanie pour leur permettre de renverser sans plus tarder la clique fasciste.

46. La délégation ougandaise condamne catégoriquement la politique des "bantoustans" qui se fonde sur une tactique bien connue : diviser pour régner. Les Etats Membres de

l'Organisation des Nations Unies devraient donc s'abstenir de tout contact avec les dirigeants des "foyers nationaux".

47. La délégation ougandaise réclame également la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques d'Afrique du Sud. Le Congrès panafricaniste d'Azanie et le Congrès national africain d'Afrique du Sud devraient se voir accorder le statut d'observateurs permanents auprès de l'Organisation des Nations Unies : l'Organisation manifesterait ainsi de façon appropriée qu'elle voit dans ces mouvements les représentants authentiques de la population noire de l'Afrique du Sud.

48. Enfin, la délégation ougandaise approuve les recommandations du Comité spécial contre l'*apartheid* et appuiera toutes mesures visant à les appliquer. M. Ssegirinya rend particulièrement hommage au Conseil mondial de la paix qui a décerné la médaille d'or de la paix Frédéric Joliot-Curie au Comité spécial. Ce grand honneur incitera le Comité spécial à redoubler d'efforts pour dévoiler les méfaits de l'*apartheid* devant la communauté internationale.

La séance est levée à 16 h 55.

960^e séance

Lundi 20 octobre 1975, à 15 h 10.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.960

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (*suite*)
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174, A/SPC/L.324, A/SPC/L.325] :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

DISCUSSION GENERALE (*suite*)

1. M. HASSAN ADLI (Malaisie) fait observer que, malgré la désapprobation de la communauté internationale, désapprobation que celle-ci a exprimée énergiquement par la suspension du droit des représentants de l'Afrique du Sud à participer aux travaux de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale (2281^e séance plénière), le régime raciste de Pretoria se refuse à abandonner sa politique déplorable. Les opposants de l'*apartheid* continuent de faire l'objet d'emprisonnements arbitraires et sont maintenus au secret pour avoir tenté de rétablir la liberté, l'égalité et la justice dans leurs pays, ce qui est considéré comme un délit.

2. Le régime de Pretoria a cherché à se donner une apparence plus respectable en amorçant un dialogue avec certains Etats africains, en offrant son aide économique et en se proposant comme intermédiaire pour résoudre le problème de la Rhodésie du Sud. Ces manoeuvres ne trompent personne, d'autant plus qu'elles s'accompagnent d'une recrudescence de l'oppression et que, dans le même temps, l'Afrique du Sud applique sa politique des "bantoustans".

3. Il incombe à l'Organisation des Nations Unies de prendre des mesures pour que l'Afrique du Sud se conforme à ses résolutions. Il est nécessaire de lutter contre l'*apartheid* sur tous les fronts : diplomatique, politique, économique, social et culturel. La communauté internationale doit appliquer rigoureusement toutes les mesures adoptées par l'ONU pour isoler le Gouvernement sud-africain et faire en sorte que celui-ci comprenne que sa politique raciste est inacceptable et constitue un grave affront à la dignité humaine.

4. La délégation malaisienne renouvelle son appui aux mouvements de libération nationale et exhorte le Gouvernement sud-africain à abandonner ses pratiques racistes avant qu'un affrontement violent ne résulte de l'écrasement permanent d'un peuple réduit en esclavage.

5. La Malaisie appuie sans réserve les mesures recommandées au chapitre II de son rapport (A/10022) par le Comité spécial contre l'*apartheid*, notamment celle qui se trouve au paragraphe 222 et qui vise à instaurer une coopération plus grande avec les pays non alignés qui ont joué et continuent de jouer un rôle très actif dans la lutte contre l'*apartheid*. La Malaisie appuie également les recommandations tendant à ce que le Comité spécial poursuive ses activités et reste en contact avec toutes les organisations susceptibles de contribuer à l'élimination de l'*apartheid* et à ce qu'une conférence ait lieu dans un pays d'Amérique latine en 1976, avec la participation de l'OUA, des mouvements de libération de l'Afrique du Sud et des organisations non gouvernementales, comme il est dit aux paragraphes 223 et 224.

6. La délégation malaisienne estime que la condamnation exprimée par la communauté internationale et la relégation de l'Afrique du Sud dans un isolement complet finiront par forcer ce pays à modifier son attitude.

7. Elle déplore que certains pays continuent à maintenir des liens avec le Gouvernement sud-africain et elle exhorte ces derniers à rompre ces liens et à respecter toutes les résolutions de l'Organisation des Nations Unies.

8. La délégation malaisienne estime qu'une attitude positive a plus de chances de donner des résultats qu'une attitude négative; elle croit le Gouvernement sud-africain capable de s'orienter dans une voie positive et de mettre son énergie au service d'une nouvelle politique réellement démocratique qui permettra aux Africains d'Afrique du Sud de participer pleinement à la vie politique, économique, sociale et culturelle de leur pays. Il convient d'espérer que ce changement s'amorcera sans délai.

9. M. GREGORIADES (Grèce) déplore que la question de l'*apartheid* reste sans solution malgré les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies et les nombreuses résolutions et décisions adoptées par la communauté internationale à des majorités écrasantes. Le racisme ainsi que toutes les formes de discrimination raciale sont diamétralement opposés à la dignité de la personne humaine. En Afrique australe, la discrimination raciale constitue une des pires manifestations de la domination d'une vaste majorité par une minorité qui se refuse purement et simplement à respecter les décisions de l'Organisation et dont l'attitude constitue un danger des plus sérieux pour la société ainsi que pour la communauté internationale.

10. La situation dans cette partie du monde ne fait que s'aggraver de jour en jour, malgré les mesures adoptées par la communauté internationale. Au mépris de tout concept démocratique et en recourant à l'usage des armes, la minorité veut imposer sa volonté à la grande majorité, qu'elle expulse de son propre territoire dans le but de modifier les caractéristiques démographiques du pays. Par une politique dite des "bantoustans", on cherche à diviser les Africains et à en faire des réfugiés dans leur propre pays.

11. La délégation grecque se range à l'avis exprimé dans son rapport par le Comité spécial, selon lequel l'*apartheid* ainsi que toutes les doctrines qui en découlent constituent un sujet de préoccupation universelle. L'un des aspects les plus tristes de cette politique est la détention arbitraire de dirigeants politiques, en l'absence de toute procédure judiciaire, pratique à laquelle la Grèce manifeste son opposition la plus totale.

12. La communauté internationale ne peut plus fermer les yeux sur le fait que la politique raciste d'*apartheid* dépasse les limites de l'Afrique du Sud et qu'en Namibie également la minorité cherche à imposer sa suprématie. La Grèce se joint à tous ceux qui s'opposent à cette politique expansionniste.

13. La délégation grecque estime que l'oeuvre réalisée par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, auquel la Grèce a apporté sa contribution, joue un rôle très important. Elle estime, toutefois, qu'il convient d'aller au-delà et d'examiner le problème fondamental qui justifie l'existence de ce fonds. Il s'agit d'un problème moral et politique qui non seulement ne fait que s'aggraver, mais qui crée également une situation et un précédent extrêmement dangereux pour la vie internationale. On a déjà signalé les dangers qui découlent pour la communauté internationale de la non-application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies. A ceux qui pensent pouvoir se soustraire au verdict de l'opinion du monde en l'ignorant, les autres pays qui constituent la grande majorité sont là pour signaler que cela n'est plus possible.

14. M. FADHLI (Yémen démocratique) fait observer que le point 53 de l'ordre du jour concerne les actes de sauvagerie commis par une minorité blanche appuyée militairement et économiquement par certains pays développés d'Europe. Le régime raciste s'est lancé dans une campagne destinée à faire croire à la communauté internationale qu'il est disposé à abandonner sa politique d'*apartheid*

et qu'il autorise à cette fin les Sud-Africains noirs et métis à faire partie du Corps diplomatique et à se préparer à assumer des fonctions de responsabilité. La délégation du Yémen démocratique estime que toute détente avec le racisme est inacceptable et que l'unique solution consiste à reconnaître les mouvements de libération nationale et à leur offrir un appui matériel.

15. Le régime raciste a fait part de son intention d'octroyer l'indépendance au "bantoustan" du Transkaï dans le cadre de sa politique des "bantoustans", procédé raciste que la communauté internationale ne peut admettre.

16. La délégation du Yémen démocratique ne peut se satisfaire des changements mineurs qu'a apportés la minorité blanche et estime qu'il faut prendre des mesures pour assurer le transfert de tous les pouvoirs aux Africains, conformément à la volonté du peuple, et pour éliminer toutes les formes de discrimination.

17. Certains gouvernements ont profité de ce que des Etats africains étaient disposés à accepter des solutions pacifiques pour augmenter leur appui au régime raciste. L'Organisation des Nations Unies a la responsabilité d'intensifier la campagne d'information contre ces agissements et de les condamner. Certains pays, qui se considèrent comme garants des droits de l'homme, fournissent des armes à l'Afrique du Sud, et s'opposent, par leur veto, à l'application d'un embargo total sur la vente d'armes à ce pays. Le monde entier s'est indigné lorsqu'un Etat européen a exécuté cinq de ses citoyens, mais cette même presse qui a tant parlé de cet événement ne fait que peu de cas des effusions de sang qui ont lieu en Afrique du Sud. Le Yémen démocratique a été l'un des premiers signataires de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et il a également signé, en 1974, la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*. La délégation du Yémen démocratique prie instamment les Etats Membres de signer et de ratifier ces conventions afin d'intensifier l'appui moral et financier aux Africains persécutés.

18. Les paragraphes 66 et 205 du rapport du Comité spécial mettent en évidence l'importance des relations qui existent entre le régime raciste sud-africain et le sionisme. Les Etats africains ont compris la relation qui existe entre les souffrances de la population noire d'Afrique du Sud et celles du peuple palestinien dans les territoires occupés par Israël, et ils ont approuvé le projet de résolution adopté par la Troisième Commission à sa 2134^{ème} séance le 17 octobre 1975¹, où il est affirmé que le sionisme est une forme de discrimination raciale.

19. La délégation du Yémen démocratique rend hommage à l'Australie et au Mexique, qui ont refusé que des équipes sportives de leurs pays participent à des rencontres avec des équipes sud-africaines, ainsi qu'aux pays arabes producteurs de pétrole qui ont refusé d'exporter du pétrole vers l'Afrique du Sud.

20. Le succès rencontré par la campagne d'information menée par les Etats épris de paix pour révéler au monde

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Annexes, point 68 de l'ordre du jour, document A/10320, par. 27, projet de résolution III.

entier les actions de certains Etats qui ne se conforment pas aux principes dont ils se réclament montre que la solution fondamentale du problème de l'*apartheid* réside dans l'action concertée aux niveaux local et international.

21. M. LAI Ya-li (Chine) déclare que de nombreux pays du tiers monde ont pris la parole pour condamner les racistes blancs d'Afrique du Sud pour leurs crimes et leur prétendue adhésion à la politique de détente. La Chine appuie ces pays et estime qu'au cours de l'année écoulée les peuples d'Afrique ont considérablement progressé dans leur lutte unie contre le colonialisme. Les peuples de Sao Tomé-et-Principe, du Mozambique, du Cap-Vert et les Comores ont accédé à l'indépendance, et le colonialisme portugais est en train de succomber après près de cinq siècles de domination. Le peuple du Zimbabwe a porté des coups sévères à l'ennemi; le peuple de Namibie s'est opposé au projet d'élections dans les "bantoustans" et à la "conférence constitutionnelle" envisagée par les autorités sud-africaines; enfin, le peuple d'Azanie a réalisé de nouveaux progrès contre l'*apartheid* et la discrimination raciale.

22. Il est manifeste que les autorités coloniales blanches sont isolées et que la situation internationale évolue en faveur des peuples d'Afrique et contre le colonialisme, le racisme, le sionisme et l'hégémonie des grandes puissances. Cependant, l'histoire a prouvé qu'aucune force réactionnaire ne quitte le pouvoir de son propre gré, et, à cet égard, le régime sud-africain ne fait pas exception. C'est pourquoi il a recours à la fraude politique et à la répression violente pour se maintenir en place.

23. Depuis un an, Vorster prêche la "détente" et se déclare même disposé à dialoguer et à coopérer avec les pays africains et à leur fournir une aide économique. A l'annonce de cette intention, certains organes de propagande impérialistes ont donné une grande publicité à ces manoeuvres, en les qualifiant de "changements positifs". Cependant, le même Vorster a déclaré que la domination blanche en Afrique du Sud ne pourrait pas être remise en question et que l'Afrique du Sud devait continuer à jouer le rôle de tuteur de l'Afrique australe. Cela revient à dire que le gouvernement réactionnaire d'une poignée de racistes blancs est sacré et inviolable et qu'il prétend en outre dominer toute l'Afrique australe. C'est pour cette raison qu'il a renforcé ses effectifs militaires et ses moyens de répression. Il suffit de dire que le budget militaire de l'Afrique du Sud pour 1975/76 est trois fois plus élevé que celui de 1971/72. La répression s'est elle aussi accrue et la politique des "bantoustans", en vertu de laquelle 70 p. 100 de la population se voient obligés de vivre dans un septième du territoire, s'est intensifiée.

24. Comme si cela ne suffisait pas, le régime raciste collabore avec le régime Smith en Rhodésie du Sud pour étouffer la lutte du peuple du Zimbabwe. Il est donc évident que les changements proclamés par Vorster ne sont rien d'autre qu'un stratagème destiné à miner l'unité des Etats africains, à diviser les mouvements de libération et à réprimer la lutte pour la liberté et l'indépendance. Comme on l'a récemment fait remarquer à la douzième session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, tenue à Kampala du 28 juillet au 1^{er} août

1975, la prétendue détente de Vorster n'est qu'une manoeuvre visant à désarmer les combattants de la liberté.

25. L'attitude arrogante et hostile que les colonialistes blancs osent adopter tient à la nature colonialiste, mais elle est aussi inséparable de l'appui que leur prêtent les superpuissances et les pays impérialistes qui possèdent d'importants intérêts en Afrique du Sud.

26. A ce sujet, l'orateur rappelle que l'une de ces superpuissances, avec deux autres pays, a exercé son droit de veto à deux reprises en moins d'un an pour protéger les autorités sud-africaines. En même temps, l'autre superpuissance proclame que la détente est la panacée qui permet de résoudre tous les problèmes, alors que son but véritable est de dissimuler ses propres préparatifs de guerre et de poursuivre sa lutte pour l'hégémonie contre l'autre superpuissance.

27. L'*apartheid* n'est pas inhérent à l'Afrique du Sud. Il est apparu dans ce pays à partir du XVII^e siècle, avec l'arrivée des colonisateurs, et ses racines sont donc dans le système colonial. Le racisme est aussi une forme de colonialisme. Au cours des 30 dernières années, l'Organisation des Nations Unies a approuvé de nombreuses résolutions, dont certaines ont servi à informer l'opinion publique et à isoler l'Afrique du Sud. Mais la nature même du racisme ne changera pas. L'unique solution est que le peuple d'Azanie utilise des tactiques révolutionnaires pour renverser les racistes, car, comme l'a dit un représentant africain devant la Commission, ce n'est que par la violence que l'on peut lutter contre la violence. L'avenir de l'Afrique du Sud est entre les mains du peuple d'Azanie et non d'une poignée de racistes blancs, et la délégation chinoise est convaincue que la victoire couronnera finalement les efforts de ce peuple.

28. M. AL-HADDAWI (Irak) souhaite la bienvenue aux nouveaux membres de la Commission et félicite le Président et les autres membres du Bureau de leur élection.

29. Le racisme, sous toutes ses formes, est contraire à la culture et à la civilisation musulmanes; aussi l'Irak condamne-t-il l'*apartheid* en Afrique du Sud et partout ailleurs. L'*apartheid* est un crime contre la morale et il est difficile de comprendre comment il peut continuer à exister. Cela dit, l'*apartheid* ne se limite pas à la domination de la minorité blanche sur la majorité africaine. C'est une politique de répression, qui prive la population autochtone de tous ses droits, qui l'exploite sur sa propre terre, laquelle est singulièrement riche et fertile. La majorité africaine en Afrique du Sud vit — nous en avons des preuves innombrables — dans des conditions tragiques.

30. L'Irak n'entretient aucune relation avec le régime raciste et a interdit les exportations de pétrole vers l'Afrique du Sud et toutes les importations en provenance de ce pays. Le Gouvernement irakien respecte toutes les résolutions de l'Organisation des Nations Unies; il a signé et ratifié la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*. En outre, le Gouvernement irakien tient l'opinion publique du pays informée des conséquences funestes de la discrimination raciale et des pratiques

odieuses du racisme. L'Irak a répondu favorablement à l'appel de la Commission politique spéciale et a versé une contribution au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud.

31. Il est évident que le Gouvernement raciste de l'Afrique du Sud est responsable de la situation actuelle dans ce pays, mais quelques-uns des Membres de l'Organisation des Nations Unies ne le sont pas moins. Quelques grandes puissances, par exemple, maintiennent des relations économiques et commerciales avec l'Afrique du Sud et d'autres vont même jusqu'à lui fournir des armes. Il suffit aussi de rappeler que certains membres du Conseil de sécurité n'ont pas répondu à l'attente de la grande majorité des peuples et ont préféré ne pas expulser l'Afrique du Sud de l'Organisation des Nations Unies. En adoptant une position ambiguë envers le régime raciste, on l'encourage à continuer sa politique de répression et de défi vis-à-vis de l'Organisation des Nations Unies.

32. Devant une telle situation, il convient de rappeler que la paix est inséparable de la sécurité. Pour consolider la paix internationale, il faut donner les garanties propres à assurer l'indépendance politique et économique de tous les peuples, et il n'y aura donc pas de paix si la discrimination raciale n'est pas éliminée.

33. Les peuples épris de paix ont consenti de grands sacrifices pour obtenir la liberté, l'indépendance et la souveraineté nationale, mais ils ne sont pas encore au bout de leurs efforts, car la lutte pour l'élimination de l'impérialisme et du colonialisme doit continuer. En ce sens, le sort tragique du peuple sud-africain est fort semblable à celui du peuple palestinien. En effet, on pourrait dire que ce qui s'applique à la minorité blanche d'Afrique du Sud vaut également pour la minorité sioniste d'Israël. Le sionisme pratique la discrimination raciale envers les Palestiniens et applique des lois injustes qui n'ont rien à envier au *Terrorism Act* de l'Afrique du Sud. En vertu des lois d'Israël, la population est classée en quatre groupes; le premier groupe comprend les juifs européens et américains, le deuxième, les juifs d'Asie et d'Afrique du Nord, le troisième, les juifs noirs et le dernier, les Arabes de Palestine, qui sont les habitants légitimes du territoire. Le peuple du Zimbabwe, celui de Namibie et celui de Palestine sont tous des victimes du même fléau, la discrimination raciale.

34. M. Al-Haddawi réitère l'appui qu'apporte l'Irak au projet de résolution A/SPC/L.325 relatif à la solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud, et prie instamment les membres de la Commission de l'approuver à l'unanimité. Il espère ainsi que la pression exercée sur le régime sud-africain obligera celui-ci à libérer tous les prisonniers politiques. Il invite également tous les membres qui ne l'ont pas encore fait à ratifier la convention sur l'élimination de la discrimination raciale et celle sur le crime d'*apartheid*.

35. M. HARRIMAN (Nigéria) dit que s'il est évident que la quasi-totalité des gouvernements condamnent l'*apartheid* il subsiste malheureusement une grande différence entre les déclarations des représentants de nombreux pays et les agissements de leurs gouvernements. Il est difficile de comprendre cette position de condamnation verbale et

d'appui concret à l'égard d'un régime qui viole quotidiennement tous les droits fondamentaux de l'homme, à l'égard de ce groupe de racistes inhumains et insensibles, dont l'unique préoccupation est de se maintenir au pouvoir en ayant recours au génocide systématique de la population non blanche d'Afrique du Sud.

36. Lorsqu'à sa vingt-neuvième session l'Assemblée générale a refusé à la délégation raciste le droit de participer à ses débats, elle a pris une première mesure positive pour se débarrasser de ce fléau. Mais les trois membres permanents du Conseil de sécurité ont opposé leur veto à l'expulsion totale du régime sud-africain. Aussi l'*apartheid* survit-il grâce à la collaboration de divers pays qui considèrent que ce régime répugne à leur conscience, mais non à leur portefeuille. Ni le Nigéria ni l'OUA ne se sont laissés abuser par les stratagèmes de Vorster pas plus que par ses promesses de "dialogue" et de "détente", car il est manifeste qu'en réalité le régime sud-africain intensifie la répression. Le Nigéria accueillerait volontiers toute initiative visant à régler le problème par des moyens pacifiques, mais estime qu'il faudrait d'abord que Vorster prouve sa sincérité en entamant des conversations avec la population non blanche d'Afrique du Sud sur un pied d'égalité. La libération des prisonniers politiques serait un début favorable. L'application implacable des nombreuses lois répressives approuvées par les divers gouvernements sud-africains depuis 1948, qui attentent aux droits fondamentaux et à la vie des Africains, a posé des problèmes humanitaires particuliers à la communauté internationale, qui doit secourir les familles des patriotes injustement persécutés. A cet égard, la délégation nigériane remercie les pays, organisations et particuliers qui ont versé des contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, et lance un appel à tous les Etats Membres pour qu'ils en fassent autant.

37. Le Nigéria est convaincu que l'active collaboration économique et militaire entretenue avec le régime raciste d'Afrique du Sud — que corroborent de nombreux témoignages publiés par le Comité spécial contre l'*apartheid* — a contribué au maintien de l'*apartheid*. Des pays comme les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne, la France, la Suisse et le Japon ont investi des sommes considérables en Afrique du Sud dans les secteurs minier et industriel, et des organismes internationaux comme la Banque mondiale et le FMI jouent un rôle important dans l'économie sud-africaine. Il y a, par ailleurs, une certaine ironie à ce qu'Israël, dont les ressortissants ont été victimes d'un gouvernement raciste et fasciste, soit aujourd'hui l'allié du régime sud-africain et que les Etats-Unis d'Amérique, qui se considèrent comme le défenseur de la démocratie, maintiennent des relations économiques qui vont à l'encontre des principes énoncés dans leur constitution. Le régime sud-africain parle de "dialogue" et de "détente", mais en réalité il renforce sa puissance militaire. Depuis 1964, date à laquelle le Royaume-Uni a imposé un embargo sur les armes destinées à l'Afrique du Sud, c'est la France qui est devenue le principal fournisseur militaire du régime fasciste. La délégation nigériane se félicite de ce que le Président de la République ait déclaré que la France ne vendrait pas à l'Afrique du Sud d'armes à usage continental mais soulignerait que le Gouvernement français cesse toutes les ventes d'armes de tous types au régime sud-africain.

38. La République fédérale d'Allemagne a elle aussi intensifié sa collaboration militaire avec le régime sud-africain et on possède même des renseignements sur sa participation au programme nucléaire de l'Afrique du Sud. Le Gouvernement nigérian a manifesté son opposition sans réserve à une telle coopération qui mettrait le régime sud-africain en mesure d'exercer un chantage nucléaire. En outre, l'Afrique du Sud n'est pas partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et n'hésiterait donc pas à utiliser sa puissance nucléaire à des fins militaires en violation des dispositions de la résolution 2033 (XX) de l'Assemblée générale, qui demande à tous les Etats de respecter le continent africain en tant que zone dénucléarisée.

39. La délégation nigériane déplore l'active collaboration militaire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN) avec l'Afrique du Sud, notamment sa participation au projet *Advokaat*. Certains membres de l'OTAN allèguent que cette collaboration vise à assurer la sécurité dans l'océan Atlantique sud et dans l'océan Indien, mais la transformation de l'Afrique du Sud en première puissance de l'hémisphère sud constitue une menace réelle pour les Etats riverains de la zone.

40. L'Organisation des Nations Unies se doit d'éliminer cette menace à la paix et à la sécurité internationales en adoptant des mesures énergiques et efficaces. Elle doit insister auprès de tous les Etats intéressés pour qu'ils respectent ses résolutions et cessent toute coopération militaire et économique avec le régime de l'*apartheid*. Il faut renforcer l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud, instituer l'embargo sur les fournitures de pétrole et interdire toute coopération avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire. L'Organisation des Nations Unies doit appuyer le peuple sud-africain opprimé en isolant davantage le régime de l'*apartheid*, en condamnant la politique des "bantoustans", en faisant une large publicité aux méfaits de l'*apartheid* et en priant instamment les Etats Membres de ne pas reconnaître les prétendus "foyers nationaux" indépendants. Il conviendrait en outre d'envisager la possibilité de faire représenter l'Afrique du Sud par les représentants authentiques de sa population. La délégation nigériane estime que le Groupe de l'*apartheid* pourrait obtenir des résultats très positifs s'il disposait de ressources plus importantes, et c'est pourquoi elle s'associe au Rapporteur du Comité spécial contre l'*apartheid* pour prier, comme il l'a fait à la 951^e séance, tous les Etats Membres de contribuer généreusement au Fonds d'affectation spéciale du Groupe.

EXAMEN DE PROJETS DE RESOLUTION (A/SPC/L.324, A/SPC/L.325)

41. Le PRESIDENT annonce que le Bhoutan s'est porté coauteur du projet de résolution A/SPC/L.325.

42. M. TELLMANN (Norvège) suggère que la Commission approuve par consensus les projets de résolution publiés sous les cotes A/SPC/L.324 et A/SPC/L.325 et relatifs, le premier au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, le second, à la solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud.

43. M. HECKSCHER (Suède) propose formellement que les deux projets de résolution fassent l'objet d'un consensus.

44. Le PRESIDENT dit qu'en l'absence d'objection il considérera que la Commission décide d'adopter le projet de résolution A/SPC/L.324.

Le projet de résolution A/SPC/L.324 est adopté par consensus.

45. Le PRESIDENT dit qu'en l'absence d'objection il considérera que la Commission décide d'adopter le projet de résolution A/SPC/L.325.

Le projet de résolution A/SPC/L.325 est adopté par consensus.

46. M. BRIGHTY (Royaume-Uni) dit que si sa délégation s'est jointe au consensus dont a fait l'objet le projet de résolution relatif à la solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud (A/SPC/L.325), c'est qu'elle juge inadmissible qu'une personne soit persécutée pour ses opinions ou ses convictions. De l'avis de la délégation britannique, le *Terrorism Act* et les autres lois répressives mentionnées au paragraphe 2 constituent un moyen de renforcer une politique abominable, qui interdit à l'ensemble de la population sud-africaine de participer aux affaires de son pays. Néanmoins, la délégation britannique a quelques réserves à formuler au sujet du texte de ce projet de résolution. Elle appuie l'appel à l'amnistie dans la mesure où celle-ci viserait des actes ne constituant pas les délits de droit commun et, selon son interprétation, quand il est question de lutte il ne peut s'agir que de lutte pacifique.

47. S'agissant du projet de résolution A/SPC/L.324, le représentant du Royaume-Uni dit que son pays a déjà contribué au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et qu'il continue de contribuer au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe, ainsi qu'au Fonds des Nations Unies pour la Namibie, mais qu'il se réserve le droit d'envisager ses futurs versements indépendamment de ladite résolution.

48. M. VROON (Pays-Bas) dit que sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution relatif à la solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud (A/SPC/L.325), parce qu'elle désire qu'il soit mis fin à la persécution des personnes en Afrique du Sud pour motif d'opposition à la politique néfaste de l'*apartheid*. Si elle rejette entièrement le système d'*apartheid*, la délégation néerlandaise souligne qu'il ne s'agit pas en Afrique du Sud d'une situation de type colonial. Compte tenu du sens particulier que prennent les expressions "mouvements de libération" et "liberté et autodétermination" dans un contexte colonial, M. Vroon tient à signaler, premièrement, que les mouvements sud-africains dont il est question au préambule dudit projet de résolution sont des mouvements locaux qui ont pour objectif l'émancipation et l'égalité des droits; deuxièmement, que la lutte du peuple sud-africain mentionnée au paragraphe 2 est une lutte pour la liberté politique et pour pouvoir participer sans aucune restriction, sans distinction de couleur ou d'origine ethnique, à la détermination du destin du pays, troisièmement, que les

lois et pratiques répressives en Afrique du Sud frappent tous les adversaires de l'*apartheid*, quelle que soit la couleur de leur peau, et par conséquent que tous ceux-ci font partie du peuple opprimé d'Afrique du Sud dont il est question au préambule et au paragraphe 1 du dispositif.

49. M. RUDOLPH (République fédérale d'Allemagne) dit que, bien qu'il se soit joint au consensus, il a certaines réserves à formuler à propos de l'énoncé du dernier alinéa du préambule et du paragraphe 2 du projet de résolution A/SPC/L.325, où l'on a utilisé des termes qui conviendraient s'il s'agissait d'un problème de décolonisation, alors que ce n'est pas sous cet angle que son pays envisage la question de l'*apartheid*. Bien qu'elle eût préféré l'énoncé du projet initial, qui mentionnait tous les opposants de l'*apartheid* en Afrique du Sud, la délégation de la République fédérale d'Allemagne approuve l'idée centrale et les objectifs politiques du projet de résolution.

50. M. BANGO BANGO (Zaïre) fait observer que, bien que son pays se soit porté coauteur du projet de résolution A/SPC/L.325, il ne figure pas sur la liste des auteurs.

51. Le PRESIDENT signale que divers pays, y compris le sien, n'ont pas été portés sur la liste des auteurs du projet de résolution A/SPC/L.325, mais que leurs noms ont été annoncés et consignés dans les comptes rendus analytiques de la Commission.

52. M. SIEV (Irlande) exprime l'appui de sa délégation au projet de résolution A/SPC/L.325. Le Gouvernement sud-africain a créé des lois destinées non seulement à punir ceux qui enfreignent les règlements inhumains du système d'*apartheid*, mais aussi à réprimer ceux qui luttent pour changer le système. La communauté internationale a une dette envers ces hommes et ces femmes courageux qui s'efforcent de transformer l'Afrique du Sud, tout en sachant qu'ils s'exposent à de grandes souffrances. Les activités récentes du Gouvernement sud-africain démontrent qu'il continue de croire que la répression peut étouffer l'opposition. En refusant de donner au peuple la possibilité d'exprimer ouvertement ses opinions et de contribuer à la réalisation de changements par des moyens pacifiques, le Gouvernement sud-africain court de plus en plus le risque d'obliger ce peuple à recourir à la violence. La délégation irlandaise estime que la libération des prisonniers politiques est une condition nécessaire à l'ouverture d'entretiens entre les représentants de tous les groupes et de toutes les tendances d'opinion en Afrique du Sud afin de réaliser les transformations fondamentales nécessaires. L'Irlande n'absout pas les actes de violence passés, et elle ne cherche pas à les encourager à l'avenir. Si la délégation irlandaise a appuyé le projet de résolution, dans lequel on aurait peut-être pu établir une distinction plus nette entre la situation de l'Afrique du Sud et les situations de type colonial classique, c'est parce qu'elle est convaincue que si elles ne se conforment pas aux prescriptions du projet de résolution que la Commission vient d'adopter, les autorités sud-africaines accroîtront le danger d'un recours futur à la violence.

53. Une fois de plus, la délégation irlandaise rend hommage aux personnes incarcérées pour leurs opinions et exprime l'espoir que la solidarité de la communauté internationale les aidera à supporter leur infortune.

54. M. RENS (Belgique) dit qu'en s'unissant au consensus sur le projet de résolution relatif à la solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud (A/SPC/L.325) la délégation belge a été fidèle à l'attitude qui est la sienne depuis des années et qui l'a amenée à se porter coauteur du projet de résolution sur le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud (A/SPC/L.324). Cependant, le représentant de la Belgique formule quelques réserves au sujet de certains paragraphes du projet de résolution A/SPC/L.325. Le paragraphe 2 aurait gagné à ne pas inclure la notion d'autodétermination, qui correspond plutôt aux situations de type colonial. Au paragraphe 3, on aurait pu indiquer le type de lutte dont on parlait et l'on aurait dû préciser que celle-ci s'inscrivait dans le cadre des principes de la Charte des Nations Unies. Au paragraphe 4, il aurait fallu définir le caractère des "actes découlant" de l'opposition à l'*apartheid*. La délégation belge estime que ces précisions auraient accru le poids moral du projet de résolution, mais elle appuie sans réserve l'appel humanitaire lancé au Gouvernement sud-africain dans l'espoir qu'il sera entendu.

55. M. QUENTIN (France) dit que sa délégation a déjà eu l'occasion d'exprimer de sérieuses réserves au sujet de certains passages du projet de résolution A/SPC/L.325. Si la délégation française ne s'est pas opposée à une décision par consensus dans le cas dudit projet de résolution, c'est que celui-ci répond aux préoccupations de la France, notamment sur le plan humanitaire. La délégation française tient à lancer un appel supplémentaire au Gouvernement sud-africain pour que celui-ci libère tous les prisonniers incarcérés en raison de leur opposition à la politique d'*apartheid*.

56. M. GALLAGHER (Canada) dit que sa délégation appuie l'appel lancé à l'Afrique du Sud pour que celle-ci mette fin à la persécution des Africains noirs, pour qu'elle reconnaisse leurs droits et qu'elle les autorise à participer pleinement à la vie de leur pays. Cependant, si la délégation canadienne a appuyé le projet de résolution A/SPC/L.325, c'est qu'elle a cru comprendre qu'il s'agissait dans ce projet des combattants de la liberté condamnés en vertu de lois injustes, et non des personnes incarcérées pour des faits qu'une société respectueuse de la liberté de son peuple qualifierait de délits.

57. Le PRESIDENT invite le représentant du Congrès panafricaniste (PAC) d'Azanie à prendre la parole.

58. M. SIBEKO (Observateur, Congrès panafricaniste d'Azanie), après avoir remercié la Commission d'avoir adopté les projets de résolution relatifs aux prisonniers politiques d'Afrique du Sud et au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, dit que les réserves exprimées par certaines délégations au sujet du libellé de ces projets constituent un appui au gouvernement de Vorster, qui pourra les citer pour indiquer à ses partisans qu'ils n'ont rien à craindre de l'Organisation des Nations Unies, puisque leurs amis occidentaux ne les abandonneront pas. Vorster a déclaré qu'il ne changerait pas sa politique et c'est son intransigeance qui oblige les mouvements de libération sud-africains à lutter jusqu'à la mort pour instaurer un gouvernement démocratique dans ce pays.

59. Si l'on distingue entre les délinquants de droit commun et les personnes détenues pour leur opposition à

l'apartheid, on ne manifeste aucune solidarité, puisque pour Vorster il n'existe que des délinquants de droit commun.

60. Le problème du caractère colonial de l'Afrique du Sud est une question brûlante pour le peuple azanien. Ceux qui doutent du caractère colonial de l'Afrique du Sud devraient lire un mémorandum rédigé par le PAC à l'intention de l'OUA, dans lequel est expliqué le statut juridique de l'Afrique du Sud. Le Groupe de *l'apartheid* a mis ce document à la disposition des membres de la Commission.

61. Quand le Royaume-Uni a transféré l'autorité à une petite minorité blanche étrangère, il n'a pas réellement accordé l'indépendance au pays, mais a confié le pouvoir colonial à une minorité. L'Afrique du Sud envisage maintenant de donner l'indépendance à un Groupe de "bantoustans" créés pour la commodité du régime raciste. Seul un Etat colonial peut accorder l'indépendance à certaines parcelles de son territoire.

62. Bien qu'ils ne l'aient pas fait publiquement, certains ont également mis en doute la représentativité démocratique du PAC. Vorster a interdit et le PAC et le Congrès national africain d'Afrique du Sud mais, s'il autorisait le libre exercice de la démocratie, on verrait clairement qui

représente la majorité. Finalement, il convient de rappeler que le Mozambique, le Cap-Vert et la Guinée-Bissau ont atteint leurs objectifs en ayant recours à la violence. Si l'Organisation des Nations Unies les a admis en son sein, elle ne peut nier le droit des peuples à recourir à la violence pour obtenir l'indépendance.

Organisation des travaux de la Commission

63. Le PRESIDENT après avoir indiqué que tous les orateurs inscrits pour la séance ont pris la parole, rappelle qu'une soixantaine de délégations doivent encore prendre part à la discussion générale sur la question de *l'apartheid*, et il suggère qu'il n'y ait plus, à partir de la prochaine séance, qu'une seule liste d'orateurs qui prendront successivement la parole jusqu'à l'achèvement de la discussion générale.

64. Le PRESIDENT dit qu'en l'absence d'objections il considérera que la Commission accepte sa suggestion.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 heures.

961^e séance

Mardi 21 octobre 1975, à 10 h 45.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.961

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (*suite*)
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174] :

- a) Rapport du Comité spécial contre *l'apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

DISCUSSION GENERALE (*suite*)

1. M. BENUZZI (Italie) réaffirme que sa délégation condamne *l'apartheid* sans réserve, aussi bien dans sa théorie que dans ses pratiques.

2. L'Afrique du Sud avait promis à l'Organisation des Nations Unies de réformer le système d'*apartheid*; or l'injustice demeure une caractéristique de la vie dans ce pays et une vague de répression cruelle s'est abattue sur la population non blanche ainsi que sur les libéraux blancs. Après la manière positive dont le régime sud-africain s'était comporté à l'égard du problème de la Rhodésie du Sud, cette vague de répression a surpris et déçu.

3. Ce qui détermine la position de l'Italie vis-à-vis de *l'apartheid*, c'est son attachement aux principes constitutionnels et démocratiques, ainsi qu'aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. L'emprisonnement, en Afrique du Sud, de milliers d'êtres humains pour des raisons

politiques constitue une des tragédies de l'époque actuelle. La délégation italienne compatit avec tous les prisonniers politiques d'Afrique du Sud et d'ailleurs.

4. La délégation italienne note avec satisfaction que le Comité spécial contre *l'apartheid* s'est limité dans son rapport (A/10022) à l'examen des faits et s'est abstenu d'émettre des allégations imprécises. Cependant, la délégation italienne regrette que le rapport, où il est fait état de l'annulation d'événements sportifs en Italie auxquels des équipes sud-africaines devaient participer, ne contienne en revanche pas la moindre allusion à la fermeture récente des bureaux d'immigration du Gouvernement sud-africain à Rome et à Milan sur demande officielle du Gouvernement italien. C'est là une mesure importante, où s'exprime la décision du Gouvernement italien de décourager l'émigration italienne vers l'Afrique du Sud. Cette décision a entraîné l'arrêt total de l'émigration, à l'exception de quelques cas isolés où il s'agissait de permettre à des personnes de rejoindre leur famille.

5. C'est également avec satisfaction que la délégation italienne constate que les gouvernements aussi bien que les organisations non gouvernementales ont coopéré avec le Comité spécial contre *l'apartheid* au cours de l'année écoulée. L'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN) et la Communauté économique européenne en particulier ont coopéré avec le Comité spécial en lui fournissant des renseignements et des éclaircissements à

l'occasion de la visite de son président à Bruxelles en février 1975.

6. Le Gouvernement italien se conforme entièrement à l'embargo volontaire sur les armements imposé contre l'Afrique du Sud par les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Le Gouvernement italien espère que la pression exercée sur le Gouvernement sud-africain par la communauté internationale produira bientôt des résultats tangibles. La population blanche sud-africaine doit comprendre qu'il est dans son propre intérêt de renoncer aux pratiques de l'*apartheid*.

7. Le baron VON WECHMAR (République fédérale d'Allemagne) dit que la question sud-africaine comporte trois aspects, à savoir les rapports de l'Afrique du Sud avec la Rhodésie, la prolongation de sa présence illégale en Namibie et sa politique de ségrégation raciale.

8. Depuis l'accession des anciennes colonies portugaises à l'indépendance, l'attitude de l'Afrique du Sud à l'égard de la Rhodésie s'est quelque peu modifiée. Par exemple, c'est sur les instances du premier ministre Vorster que des entretiens se sont engagés entre Ian Smith et le Conseil national africain. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne regrette l'interruption temporaire de ces négociations et il a encouragé l'Afrique du Sud à user de son influence, notamment par l'observation des sanctions économiques, pour persuader le régime Smith de relancer le dialogue.

9. Bien que la situation de la Namibie ait connu une certaine évolution au cours de l'année 1975, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne estime que la conférence constitutionnelle proposée par l'Afrique du Sud n'est pas un moyen satisfaisant de réaliser l'indépendance de la Namibie.

10. En Afrique du Sud même, il n'y a eu pour ainsi dire aucun progrès. Malgré la volonté apparente de Pretoria d'éliminer les aspects les plus choquants de ce que l'on appelle le "*petty apartheid*", sa position n'a absolument pas changé sur la question essentielle de l'octroi à la population noire du droit de participer aux décisions politiques. Au contraire, le régime s'est tenu à sa politique des "*bantoustans*", qui n'offre aucune solution réelle au problème. Le Ministre des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne a profité de la récente visite à Bonn de son homologue sud-africain pour souligner que les attermoissements ne conduiraient pas à l'acceptation progressive de l'*apartheid*, mais à la radicalisation de la population noire et à l'isolement croissant de l'Afrique du Sud par rapport au reste du monde.

11. Ceux qui préconisent l'usage de la force pour répondre à l'intransigeance de l'Afrique du Sud recommandent une ligne d'action qui est non seulement dangereuse et contraire à la Charte des Nations Unies, mais également stérile, étant donné l'équilibre actuel des forces en Afrique du Sud. L'embargo économique total ne constitue pas non plus un moyen satisfaisant d'obtenir des changements internes en Afrique du Sud. En contraignant la minorité blanche à adopter une attitude de défi, un boycottage économique aurait des conséquences néfastes pour la population noire. La communauté internationale devrait au contraire encourager

le développement économique de celle-ci et renforcer sa participation à la prise des décisions politiques. C'est en restant constamment en contact avec Pretoria, et non en l'isolant, que l'on pourra lui faire comprendre que la coexistence harmonieuse avec ses voisins africains et la détente véritable ne sont possibles que si l'Afrique du Sud renonce à sa politique de ségrégation raciale. C'est pourquoi les hommes d'Etat africains qui ont tenté de surmonter l'obstacle de la méfiance ont gagné le respect et l'admiration de la délégation de la République fédérale d'Allemagne.

12. Au sujet des critiques fréquentes dont son pays est l'objet au sein de l'Organisation des Nations Unies pour les relations économiques qu'il entretient avec l'Afrique du Sud, le baron von Wechmar souligne que les échanges commerciaux sont essentiels non seulement à son propre pays, dont les ressources en matières premières sont limitées, mais aussi à la simple survie de la population mondiale sans cesse croissante. Le degré maximum de croissance n'étant possible qu'en l'absence de toute restriction aux échanges commerciaux, il convient de faire une distinction très nette entre ceux-ci et la politique. A cet égard, le représentant de la République fédérale d'Allemagne fait observer qu'un grand nombre de pays africains entretiennent, eux aussi, des relations commerciales avec l'Afrique du Sud. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne ne sacrifie donc pas les intérêts de la population noire sud-africaine à ses propres intérêts économiques, puisque au contraire il s'est toujours efforcé d'établir un juste milieu entre les deux, afin de traduire concrètement sa désapprobation de l'*apartheid*. C'est ainsi que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, soucieux de ne pas encourager les investissements en Afrique du Sud, a expressément exclu ce pays de tous les plans mis en oeuvre pour promouvoir les investissements. A plusieurs reprises, il a exhorté celles des sociétés relevant de sa juridiction qui opèrent en Afrique du Sud de donner l'exemple en assurant une rémunération égale à tous leurs salariés noirs ou blancs. Il a également dissuadé ses ressortissants de participer à des rencontres sportives avec des équipes sud-africaines qui n'auraient pas été constituées conformément au principe olympique de non-discrimination.

13. La République fédérale a pour politique fermement établie de ne pas fournir d'armes à l'Afrique du Sud. Dès avant son admission à l'Organisation des Nations Unies, la République fédérale, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité, a imposé l'embargo sur l'exportation d'équipements militaires à l'Afrique du Sud et s'est abstenue de toute coopération militaire avec ce pays. Aucun autre pays hautement industrialisé et doté d'une industrie nationale des armements ne réglemeute aussi strictement que la République fédérale d'Allemagne l'exportation d'armements et d'équipements militaires.

14. Le baron von Wechmar note que malgré la conduite impeccable de son gouvernement en matière de réglementation des exportations militaires destinées à l'Afrique du Sud, certaines publications d'origine douteuse, tel le tract intitulé, *The Nuclear Conspiracy*, ont récemment contribué à répandre des bruits tendancieux, voire des contre-vérités au sujet d'une prétendue collaboration de la République fédérale d'Allemagne avec l'Afrique du Sud dans les

domaines de l'énergie nucléaire et de l'enrichissement de l'uranium. A cet égard, M. von Wechmar souligne que son pays a renoncé à la production d'armes nucléaires et qu'il a signé en 1975 le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. De plus, il a pour règle de n'autoriser la vente de centrales nucléaires à des pays étrangers que s'il est satisfait des garanties instituées par l'AIEA pour éviter que de telles centrales ne soient utilisées à des fins militaires. Le représentant de la République fédérale d'Allemagne souligne qu'il n'existe aucune coopération entre son pays et l'Afrique du Sud dans le domaine de l'enrichissement de l'uranium. S'il est vrai que la société ouest-allemande STEAG et la société sud-africaine UCOR ont réalisé une étude comparative des méthodes sud-africaine et ouest-allemande d'enrichissement de l'uranium afin d'en évaluer les avantages techniques et économiques respectifs, la société sud-africaine a conclu à la supériorité de son procédé. Le fait que le procédé ouest-allemand ne constitue pas un secret et que l'on peut en prendre connaissance dans les revues techniques suffit à prouver qu'il ne convient pas aux applications militaires.

15. Au sujet d'autres allégations, le baron von Wechmar souligne que l'appel d'offres international auquel a répondu une société ouest-allemande porte sur la fourniture d'une centrale nucléaire ordinaire, semblable à celle qui fonctionne déjà dans 15 pays. De plus, la société intéressée n'a pas encore déposé de demande de permis d'exportation auprès des autorités de la République fédérale.

16. La lutte contre l'*apartheid* est l'affaire de tous, et pas seulement des Africains. L'affrontement de pays africains et de pays d'Europe occidentale ne ferait donc que servir les intentions du Gouvernement de Pretoria. C'est pourquoi il convient de l'éviter. La délégation de la République fédérale d'Allemagne se félicite que la Commission ait déjà adopté, par consensus, deux projets de résolution relatifs respectivement aux prisonniers politiques d'Afrique du Sud et au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, auquel son gouvernement apporte une contribution importante.

17. M. KAPLLANI (Albanie) déclare que le présent débat de la Commission sur la politique d'*apartheid* se découle au moment où la lutte des peuples africains contre le colonialisme entre dans une phase décisive, comme l'a récemment montré l'accession à l'indépendance des anciennes colonies portugaises. En effet, les peuples d'Afrique renforcent actuellement leur solidarité dans leur lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, l'*apartheid* et la discrimination raciale.

18. L'*apartheid* est la manifestation la plus ignoble et la plus honteuse de la discrimination raciale et de l'impérialisme esclavagiste. Malheureusement la discrimination raciale n'est pas simplement un vestige du passé, d'une époque où les colonisateurs blancs, l'épée dans une main et la croix dans l'autre, occupaient les terres d'Amérique et d'Afrique pour y établir le règne de leur "civilisation" sur les populations de couleur; la discrimination raciale continue à exister sous la forme de l'*apartheid* en Afrique du Sud. Les régimes fascistes de Pretoria et de Salisbury forcent les populations autochtones d'Azanie, de Namibie et du Zimbabwe à vivre dans des conditions qui rappellent celles des camps de concentration hitlériens.

19. Les peuples du monde entier ont condamné le racisme et l'*apartheid* et l'Organisation des Nations Unies a imposé des sanctions économiques et politiques contre les régimes Vorster et Smith. A sa vingt-neuvième session, l'Assemblée générale a refusé les lettres de créance de la délégation sud-africaine [résolution 3206 (XXIX)]. Ces mesures montrent de quelle réprobation universelle le régime fasciste de Pretoria et sa politique d'*apartheid* sont l'objet.

20. Néanmoins le régime Vorster continue à faire fi des mesures de l'Organisation des Nations Unies et à braver l'opinion publique mondiale. Il est encouragé dans sa conduite par l'aide économique, militaire et politique qu'il reçoit des Etats-Unis d'Amérique et d'autres pays du bloc agressif de l'OTAN. Ces pays ont des intérêts économiques, politiques et militaires considérables en Afrique du Sud et en Rhodésie du Sud, où ils exploitent à la fois les ressources naturelles abondantes et la main-d'oeuvre bon marché fournie par la population indigène. L'Afrique du Sud est pour eux une base stratégique de premier ordre sur laquelle s'appuyer pour menacer l'indépendance et la liberté des pays africains, comme l'ont montré les provocations répétées des racistes de Pretoria contre la Zambie, la République-Unie de Tanzanie et d'autres pays indépendants d'Afrique.

21. Ce n'est pas par hasard que les impérialistes des Etats-Unis, qui pratiquent la discrimination vis-à-vis des Noirs dans leur propre pays, intensifient leur collaboration avec les racistes d'Afrique du Sud; il ne faut pas s'étonner non plus des relations étroites qu'entretiennent les sionistes d'Israël avec les racistes d'Afrique du Sud.

22. Le combat que mènent les peuples d'Azanie, de Namibie et du Zimbabwe est indissociable de la lutte de tous les peuples africains pour la libération de leur territoire du colonialisme, du néo-colonialisme, du racisme et de l'hégémonie impérialiste. Malgré tout le machiavélisme de leur tactique de "détente" et de "dialogue", les colonialistes blancs n'abuseront que les naïfs. La politique des impérialistes, des colonialistes, des néo-colonialistes et de leurs laquais en Afrique du Sud est vouée à l'échec, face à la force irréprouvable de la lutte des peuples africains. Le Gouvernement albanais appuie et continuera à appuyer cette lutte pour la libération nationale et l'indépendance, l'élimination de l'*apartheid* et de la discrimination raciale.

23. M. KASINA (Kenya) déclare que le régime raciste en Afrique du Sud, non content de traiter par le mépris les appels lancés par l'Organisation des Nations Unies, a encore intensifié la brutalité de sa politique d'*apartheid*. Les Africains en Afrique du Sud sont soumis à toutes les formes d'oppression et de dégradation et se voient dénier les droits les plus fondamentaux. L'arrestation et la détention des adversaires de la politique d'*apartheid* continuent en vertu de la loi dite "*Sabotage Act*" et de la loi intitulée *Terrorism Act*.

24. L'effondrement du colonialisme portugais a néanmoins provoqué des changements importants en Afrique du Sud. Le régime raciste a réagi en intensifiant la répression politique, d'une part, tout en continuant systématiquement à essayer d'établir des relations amicales avec les pays africains de façon à détourner l'attention de l'opinion internationale des problèmes qui existent en Afrique du Sud

même. La délégation kényenne, pour sa part, a toujours rejeté tout dialogue avec le régime de Pretoria, car pareille démarche nuirait à la lutte du peuple africain pour l'autodétermination et impliquerait la reconnaissance du régime raciste et de sa politique monstrueuse d'*apartheid*. C'est avec la population noire majoritaire qui vit à l'intérieur de ses frontières que ce régime devrait bien plutôt entamer un dialogue.

25. Le "développement séparé" est un autre slogan du régime destiné à masquer ses intentions réelles. Il n'est pas concevable que les réserves appelées "foyers nationaux" puissent devenir un jour des pays indépendants et prospères, puisque ce sont des enclaves constituées de terres dont les Blancs ne veulent pas. De plus, la moitié de la population africaine vit hors de ces "foyers nationaux".

26. Le régime raciste a passé outre à plus de 150 résolutions de l'Organisation des Nations Unies, fort des relations commerciales, militaires, diplomatiques et culturelles qu'il entretient avec de nombreux Etats Membres. La délégation kényenne a noté que certains pays membres de l'OTAN participent à la mise en place d'un système extrêmement perfectionné de transmissions militaires, connu sous le nom de projet *Advokaat*, dont le quartier général sera établi en Afrique du Sud. La délégation kényenne en appelle à tous ces pays pour qu'ils respectent l'embargo commercial et militaire recommandé par l'Organisation des Nations Unies contre l'Afrique du Sud.

27. Etant donné que le régime sud-africain refuse systématiquement de respecter les résolutions de l'Organisation des Nations Unies, celle-ci n'a d'autre choix que de maintenir et de renforcer les mesures de boycottage prononcées contre ce régime dans les domaines militaire, économique, politique, culturel et sportif. Le Conseil de sécurité devrait prendre, conformément au Chapitre VII de la Charte, des mesures pour assurer la stricte observation par tous les Etats de l'embargo sur les armements, comme l'en a prié l'Assemblée générale dans sa résolution 3324 (XXIX). La délégation kényenne appuie la recommandation du Comité spécial contenue dans le paragraphe 210 de son rapport, comme quoi l'embargo commercial devrait également s'appliquer au pétrole et à d'autres matières premières. Finalement, la communauté internationale devrait fournir toute l'aide nécessaire aux mouvements de libération d'Afrique du Sud dans leur lutte légitime contre l'oppression.

28. Mme BERMUDEZ (Cuba) dit que le trentième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies offre une excellente occasion de songer à l'*apartheid*, l'un des problèmes les plus persistants dans l'histoire de l'Organisation. La politique d'*apartheid* du Gouvernement raciste d'Afrique du Sud constitue non seulement un système de discrimination raciale, mais aussi une forme de colonialisme fondée sur l'oppression fasciste des Noirs par une minorité blanche qui leur refuse la jouissance des droits fondamentaux de la personne humaine et de leurs droits politiques, économiques et sociaux. Les Blancs cherchent ainsi à modifier la composition ethnique de la population autochtone et à détruire son intégrité territoriale et son héritage culturel. Cette politique empêche la population autochtone d'exploiter ses propres ressources naturelles. Elle légalise la répartition injuste des terres et fournit une

main-d'oeuvre africaine bon marché pour l'économie blanche du pays. Elle implique l'exclusion permanente de la majorité noire de toute activité politique dans le pays. Dans cette même optique, le régime de Pretoria accélère également le processus de "bantoustanisation" de manière à morceler le pays et à concentrer la plus grande partie des terres, et la plus riche, dans les mains de la minorité blanche. Dans sa résistance à une telle politique, la majorité écrasante du peuple sud-africain se heurte à une extension et à une intensification des mesures répressives, y compris les meurtres, les emprisonnements et les tortures.

29. Pretoria nourrit également des ambitions impérialistes et vise à étendre son régime fasciste à la Namibie, territoire qu'il occupe illégalement depuis des décennies. L'aide militaire fournie au régime raciste illégal de Rhodésie du Sud relève de la même politique qui reçoit un soutien économique, financier, militaire et diplomatique des Etats-Unis d'Amérique et d'autres puissances occidentales, au mépris des nombreuses résolutions de l'Organisation des Nations Unies. Le fait que les sociétés transnationales de ces pays augmentent leurs investissements en Afrique du Sud contribue à renforcer les moyens économiques dont dispose le régime Vorster pour se livrer à la répression et à l'agression. Les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, la France et d'autres pays membres de l'OTAN devraient être dénoncés tout spécialement pour les apports qu'ils fournissent à l'arsenal militaire moderne de l'Afrique du Sud.

30. La situation des peuples d'Afrique australe demeure la même depuis 30 ans, malgré le rejet catégorique du racisme et de l'expansionnisme sud-africains par la grande majorité des Etats Membres de l'ONU, qui s'exprime dans de nombreuses résolutions. Bien que l'application de ces résolutions ait récemment subi un échec du fait que les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et la France ont opposé leur veto à une résolution du Conseil de sécurité tendant à expulser l'Afrique du Sud de l'Organisation des Nations Unies, on ne peut nier que l'équilibre des forces en Afrique ait évolué dans un sens positif. On peut en voir un témoignage dans les succès historiques remportés par les mouvements africains de libération nationale, surtout depuis la reconnaissance universelle de la légitimité de la lutte armée, la décision de l'Organisation des Nations Unies d'accorder à leurs représentants le statut d'observateur, de même que dans la libération des anciennes colonies portugaises, qui annoncent la victoire finale et inéluctable des forces de libération en Afrique du Sud et en Namibie. De surcroît, le régime de Pretoria et ses alliés impérialistes vont bientôt être totalement isolés, du fait que différents organismes internationaux et mouvements anti-*apartheid* condamnent, dans le monde entier, le système d'*apartheid* comme un crime contre l'humanité.

31. Mme Bermúdez tient néanmoins à bien préciser que l'on est arrivé à un stade particulièrement dangereux. Le régime Vorster a modifié sa stratégie et lancé une offensive diplomatique de grande envergure, marquée par des concessions apparentes qui ne modifient en rien sa doctrine raciste. L'*apartheid* représente une menace plus grave que jamais à la paix et à la sécurité internationales. Aussi, la communauté internationale ne doit-elle pas se laisser tromper par des manoeuvres de diversion, ni accepter de compromis ou prétendus dialogues avec le régime raciste. Elle doit au contraire maintenir et renforcer un boycottage

économique, politique, culturel et sportif tant que le système sud-africain n'aura pas été complètement détruit. A Cuba, les Blancs et les Noirs se sont joints à la lutte des peuples opprimés dans le monde entier, qu'ils soient sud-africain, namibien, palestinien ou portoricain, et Cuba serait heureuse d'accueillir une réunion prochaine du Comité spécial contre l'*apartheid*.

32. M. TARCICI (Yémen) dit que sa délégation déplore que le régime sud-africain persiste dans sa politique d'*apartheid*; il fait observer que son gouvernement a toujours soutenu les mesures visant à exercer une pression sur l'Afrique du Sud; à l'isoler et à la priver de son siège à l'Organisation des Nations Unies tant que le régime n'aura pas été remplacé par un gouvernement légal et représentatif. La délégation yéménite a soutenu de nombreuses résolutions contre l'*apartheid* et elle condamne tous les pays qui coopèrent encore avec le régime sud-africain. Elle félicite le Comité spécial contre l'*apartheid* des efforts constants qu'il déploie pour isoler ce régime.

33. Le représentant du Yémen souligne qu'il existe une analogie entre l'*apartheid* et le sionisme; c'est la raison pour laquelle le Comité spécial a condamné les régimes également inhumains de l'Afrique du Sud et d'Israël et dénoncé leur collaboration. Il cite la résolution 77 (XII) adoptée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à sa douzième session ordinaire, tenue à Kampala du 28 juillet au 1^{er} août 1975, selon laquelle le régime raciste en Palestine occupée et les régimes racistes au Zimbabwe et en Afrique du Sud ont la même origine impérialiste, la même structure raciste et une politique analogue visant à la répression. M. Tarcici fait observer que la collaboration entre ces régimes racistes a été étayée par de nombreux faits, notamment dans un rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* intitulé "Evolution récente des relations entre Israël et l'Afrique du Sud¹". Ce rapport mentionne expressément la coopération militaire, diplomatique, économique et culturelle entre l'Afrique du Sud et Israël. Compte tenu de l'importance des faits exposés dans ce document, la délégation yéménite exhorte tous ceux qui ne l'ont pas encore fait à se joindre à la majorité écrasante des Etats pour appliquer les décisions de la communauté internationale contre l'*apartheid*.

34. M. GHELEV (Bulgarie) dit qu'il est décourageant de constater que l'Organisation des Nations Unies se heurte toujours au problème du racisme en Afrique du Sud alors que depuis 30 ans on a beaucoup progressé dans d'autres domaines des relations internationales. Il est regrettable que la situation en Afrique du Sud continue de menacer la paix et la sécurité en Afrique et dans le monde, malgré l'amélioration du climat international depuis cette époque de la guerre froide où les forces de l'impérialisme et de la réaction pouvaient plus facilement défier les principes de la Charte des Nations Unies et du droit international et s'opposer aux aspirations des peuples à l'autodétermination. Malgré la victoire des forces révolutionnaires et démocratiques en Guinée-Bissau, au Mozambique, en Angola et au Portugal, toute tentative sérieuse d'instaurer une paix durable en Afrique sera inévitablement vouée à l'échec tant qu'on laissera le Gouvernement raciste de Pretoria et le régime minoritaire illégal de Salisbury poursuivre leur

politique inhumaine de domination raciale et colonialiste. Aussi louables qu'ils soient, les efforts déployés par l'ONU pour signaler à l'attention de l'opinion publique les conditions dégradantes imposées par les régimes racistes à la population africaine et pour les condamner doivent être appuyés par des mesures concrètes propres à épauler la lutte courageuse de ce peuple opprimé.

35. A cet égard, la délégation bulgare appuie sans réserve les recommandations formulées par le Comité spécial contre l'*apartheid* au chapitre II de son excellent rapport (A/10022). Le Comité a eu parfaitement raison de rappeler la résolution 2775 F (XXVI) dans laquelle l'Assemblée générale déclarait en 1971 que la tactique actuellement appliquée par le Gouvernement raciste d'Afrique du Sud, dans le cadre de sa prétendue "politique d'ouverture vers l'extérieur", tendait essentiellement à faire accepter sa politique raciale, à semer la confusion dans l'opinion publique mondiale et à empêcher la communauté internationale d'aider les mouvements de libération. La délégation bulgare s'associe entièrement à l'observation du Comité spécial qui a conclu que ce qui était vrai en 1971 demeurerait entièrement valable aujourd'hui. L'actuelle campagne de propagande lancée par l'Afrique du Sud vise à rompre son isolement et à leurrer l'opinion publique mondiale en prétendant procéder à de prétendues réformes. Cette tactique dilatoire ne saurait tromper personne, mais elle est dangereuse parce qu'elle freine les efforts déployés au niveau international en vue d'isoler le régime de Pretoria et détourne l'attention de l'Organisation des Nations Unies et de la communauté internationale de la nécessité impérieuse de renforcer l'appui moral et matériel prêté aux mouvements de libération nationale. En fait, l'isolement militaire, économique et politique du régime raciste d'Afrique du Sud par la communauté internationale reste le meilleur moyen d'aider la population sud-africaine dans sa lutte pour la liberté et doit se voir attribuer la plus haute priorité. Pour ces mêmes raisons il est extrêmement important de noter que certains Etats et certains groupes économiques continuent à entretenir et dans certains cas à intensifier leur collaboration avec le régime sud-africain. L'Organisation des Nations Unies pourrait contribuer très efficacement à la lutte contre l'*apartheid* en dénonçant catégoriquement cette politique déplorable et dangereuse. Depuis des années, certains Etats ont condamné l'*apartheid* en paroles tout en continuant à coopérer en action avec le régime qui met en pratique l'*apartheid*. Cette politique doit être vigoureusement dénoncée. Les paragraphes 70 à 77 du rapport du Comité spécial méritent une attention particulière parce qu'ils soulignent l'aspect le plus dangereux de la collaboration avec l'Afrique du Sud : la collaboration dans les domaines militaire et nucléaire. Le rapport donne une preuve éclatante des véritables intentions du régime de Pretoria et des graves dangers qu'il fait peser sur la paix et la sécurité.

36. Les racistes sud-africains ont clairement démontré qu'ils sont, sur le plan idéologique et politique, les successeurs d'Hitler. Cependant, l'*apartheid* n'est pas seulement une idéologie et une politique. C'est aussi un système de ségrégation, d'oppression et d'exploitation sociale fondée sur la discrimination raciale, une forme moderne de l'esclavage sur laquelle est édifée toute la structure politique et économique de l'Afrique du Sud. C'est pourquoi il est essentiel que l'Organisation des Nations Unies concentre son attention sur l'aspect le plus important du problème, à

¹ Document A/AC.115/L.411 du 23 juillet 1975.

repose sur l'appui politique, militaire, économique et savoir que la politique criminelle du régime sud-africain financier des forces impérialistes et des sociétés transnationales.

37. L'intransigeance avec laquelle le régime de Pretoria continue à défier l'Organisation des Nations Unies et l'opinion publique mondiale impose plus que jamais à la communauté internationale de faire preuve de détermination et d'énergie en appuyant la lutte légitime de la population sud-africaine et de ses mouvements de libération.

38. M. RITTO (Portugal) dit que la notion d'*apartheid* fait horreur à tous les hommes civilisés et note que cette politique est condamnée avec une véhémence qui s'accroît d'année en année. Quoi qu'il puisse paraître difficile, voire impossible, qu'un régime méconnaisse l'opinion mondiale, le régime sud-africain a maintenu et même renforcé sa politique d'*apartheid*.

39. La situation en Afrique du Sud a souvent été citée comme preuve de l'inefficacité de l'Organisation des Nations Unies, mais les résolutions de l'Assemblée générale indiquent que celle-ci ne s'est pas démise de son rôle et de ses responsabilités. Le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* décrit l'isolement croissant du régime sud-africain, dont les effets négatifs commencent à se faire sentir. Or, cet isolement n'est-il pas surtout l'oeuvre des Nations Unies ? L'accession à l'indépendance du Mozambique, et très prochainement de l'Angola, a été à juste titre signalée comme un événement positif. L'Organisation des Nations Unies a aidé à conduire ces pays à la souveraineté, et leur accession à l'indépendance devrait avoir des répercussions considérables en Afrique du Sud. Outre l'action de l'Organisation des Nations Unies, outre le courage et les sacrifices des combattants de la liberté, il faut noter qu'un facteur fondamental de la libération du Mozambique et de l'Angola a été la bonne volonté et l'enthousiasme avec lesquels les nouveaux dirigeants du Portugal ont poursuivi une politique de complète décolonisation. Ces faits récents permettent d'espérer une évolution de la situation en Afrique du Sud et le Portugal croit avoir contribué à ce processus. Aujourd'hui, il ne peut que s'associer pleinement à la condamnation véhémente de l'*apartheid*, politique que le peuple portugais juge absolument inacceptable.

40. M. EHSASSI (Iran) dit que l'Organisation des Nations Unies est tout aussi déterminée à faire évoluer la situation en Afrique du Sud que le régime sud-africain l'est à ne pas faiblir. En fait, le régime raciste d'Afrique du Sud a continué à promulguer des lois de plus en plus répressives et à priver des millions de personnes de leurs libertés fondamentales. Les dangers inhérents à la situation en Afrique du Sud sont immenses et pourtant l'Afrique du Sud a choisi de les ignorer et a refusé d'accepter ne serait-ce que les prémices d'un règlement pacifique. Tout en parlant de règlement pacifique, elle a beaucoup accéléré le rythme auquel elle accroît sa puissance militaire. Au mépris de toutes les résolutions de l'Assemblée générale, le régime a emprisonné des milliers de personnes, dont des centaines ont été arrêtées en vertu du *Terrorism Act*. La délégation iranienne condamne la politique de répression que l'Afrique du Sud persiste à appliquer et appuie sans réserve tous ceux

qui ont été emprisonnés pour avoir demandé la fin d'un régime qui empêche la majorité de la population d'exercer son droit à l'autodétermination.

41. Le Gouvernement iranien rejette la politique des "bantoustans" qui vise à perpétuer la division de la majorité opprimée de la population et sa dépendance économique totale vis-à-vis de Pretoria. Les "bantoustans" seront simplement des réservoirs de main-d'oeuvre bon marché au profit de l'économie blanche et n'apporteront aucune liberté véritable à la population noire de l'Afrique du Sud. Ce n'est que grâce à l'abrogation de lois comme le *Terrorism Act* et à l'octroi de l'autodétermination à tous les peuples d'Afrique du Sud que la paix pourra régner dans ce pays.

42. L'opposition internationale à l'*apartheid* s'est accentuée et les activités internationales contre l'*apartheid* se sont beaucoup développées au cours de l'année écoulée. Même en Afrique du Sud, de nombreux Blancs commencent à faire entendre leurs voix. En coordonnant et en inspirant la lutte, l'Organisation des Nations Unies a joué un rôle capital, et il faut rendre particulièrement hommage au Comité spécial contre l'*apartheid*. La délégation iranienne estime que la communauté internationale a le devoir d'éliminer la discrimination raciale en Afrique du Sud et l'Iran contribue aux divers fonds des Nations Unies créés pour aider les victimes de l'*apartheid*.

43. Le racisme n'a joué aucun rôle dans la longue histoire de l'Iran, le peuple iranien a toujours condamné la discrimination raciale et toutes les formes de dégradation de l'homme et il condamne la politique d'*apartheid* qui est aujourd'hui imposée à des millions d'êtres humains.

44. M. SENGHOR (Sénégal) fait observer que l'accueil enthousiaste que l'Organisation des Nations Unies a réservé aux quatre nouveaux Etats Membres ne lui a pas fait oublier la situation préoccupante dans la République sud-africaine. En fait, la Commission politique spéciale a l'avantage de la présence des représentants des mouvements de libération qui complètent, avec une honnêteté qui les honore, ses informations sur le système odieux qui a pour nom *apartheid*.

45. Le Sénégal se prépare à accueillir du 5 au 8 janvier 1976 à Dakar une grande conférence, la Conférence internationale sur la Namibie et les droits de l'homme, qui permettra de mieux comprendre le problème namibien et oeuvrera dans le sens d'une solution rapide et définitive du problème de la Namibie. En prenant une telle initiative, le Sénégal fait une fois de plus la preuve qu'il continue d'apporter un appui sans réserve aux mouvements de libération d'Afrique du Sud qui pourront toujours compter sur son aide et sa solidarité.

46. La prétendue politique de "détente" que proclame l'Afrique du Sud est inacceptable et elle le sera aussi longtemps que les racistes de Pretoria n'auront pas admis l'égalité des droits de tous les hommes par une déclaration dans ce sens et qu'ils n'auront pas entamé de négociations avec les mouvements de libération qui représentent indiscutablement les aspirations de la majorité de la population.

47. L'Organisation des Nations Unies se doit de révéler tous les crimes du régime de l'*apartheid*, et la délégation

sénégalaise apprécie hautement les efforts déployés par le Comité spécial contre l'*apartheid* et le rapport, excellent et objectif, qu'il a présenté sur ce sujet.

48. Le Sénégal condamne, avec le Comité spécial, les manoeuvres du régime de Pretoria qui se prépare à accorder un semblant d'indépendance au Transkei et à d'autres "bantoustans", espérant ainsi placer la communauté internationale devant le fait accompli. Le Sénégal invite tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à prendre des mesures efficaces pour déjouer ces manoeuvres qui ne trompent que ceux qui veulent bien se laisser tromper.

49. La Communauté internationale doit appuyer la lutte que l'écrasante majorité de la population sud-africaine mène pour exercer son droit à l'autodétermination. Le Sénégal attache la plus grande importance à l'application par la communauté internationale de mesures efficaces pour isoler le régime raciste d'Afrique du Sud dans les domaines militaire, économique, politique, culturel, sportif et autres. Il approuve les conclusions contenues dans le rapport du Comité spécial; il y est pris note des progrès accomplis pendant l'année écoulée en ce qui concerne l'application de l'embargo sur les armements à destination de l'Afrique du Sud et déploré que le Conseil de sécurité n'ait pris aucune mesure en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, comme l'en avait prié l'Assemblée générale dans sa résolution 3324 B (XXIX).

50. Rien ne peut s'opposer à la volonté d'un peuple décidé à recouvrer sa liberté et sa dignité. Le Sénégal est convaincu que les difficultés que connaissent les mouvements de libération ne sont que temporaires et que l'*apartheid* disparaîtra pour qu'enfin triomphe la justice dans cette partie du continent africain.

51. M. ARNELLO (Chili) fait remarquer que le point de l'ordre du jour présentement à l'examen appelle une nouvelle condamnation de la discrimination raciale et du

racisme, incarnés par la politique de l'*apartheid*. La discrimination raciale et le racisme sont étrangers aux traditions humanitaires du Chili, à sa culture et à son histoire; le Chili rejette donc catégoriquement l'*apartheid* et appuie, comme il n'a jamais cessé de le faire, la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. La délégation chilienne souhaite rendre hommage au Comité spécial contre l'*apartheid* pour son activité, qui bénéficie de son appui sans réserve.

52. La délégation chilienne considère qu'il est important de réaffirmer que les membres de la Commission ont été unanimes à rejeter entièrement la discrimination raciale et l'*apartheid*. Elle aimerait s'associer à la déclaration d'une autre délégation qui estimait que c'était une erreur que de trop insister sur les différences d'opinions à l'intérieur de la Commission. Mettre l'accent sur les différences ne peut que gêner la cause que la Commission voudrait voir triompher. Une manifestation de solidarité, au contraire, permettrait à la Commission de faire échec aux manoeuvres politiques de certains Etats qui ne voient dans l'activité de la Commission qu'un prétexte pour lancer des attaques politiques contre d'autres Etats. Pour cette raison, la délégation chilienne se refuse à répondre à certaines des attaques dont elle a été l'objet, mais elle souhaite faire remarquer que, sur les 29 pays qui ont toujours des relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud, un petit nombre seulement, dont le Chili, ont été mis au banc des accusés. Elle désire simplement déclarer que le Chili n'a pas d'envoyé diplomatique accrédité en Afrique du Sud et que ses relations avec ce pays demeurent inchangées depuis des années. En conclusion, le Chili appuie sans réserve les décisions prises par l'Organisation des Nations Unies à l'égard de la Namibie et de la Rhodésie du Sud ainsi que contre la discrimination raciale et l'*apartheid*; c'est pourquoi il a appuyé les projets de résolution A/SPC/L.324 et A/SPC/L.325 qui ont été adoptés à la séance précédente.

La séance est levée à 12 h 50.

962^e séance

Mercredi 22 octobre 1975, à 15 h 10.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDONEZ (Honduras).

A/SPC/SR.962

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (suite)
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174] :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

DISCUSSION GENERALE (suite)

1. M. BRIGHTY (Royaume-Uni) dit qu'après avoir assisté au débat sur l'*apartheid* nul ne peut manquer d'être

impressionné par la condamnation prononcée contre cette politique par la communauté internationale. La délégation britannique a maintes fois manifesté son aversion pour ce système néfaste. C'est pourquoi M. BRIGHTY limitera ses observations à quelques points concrets.

2. Il souhaite d'abord réaffirmer que le Gouvernement du Royaume-Uni est foncièrement opposé à la politique raciale de l'Afrique du Sud. Dans leurs contacts avec les dirigeants sud-africains, les membres du Gouvernement britannique ont bien précisé que la délégation du Royaume-Uni avait voté contre la proposition d'expulser l'Afrique du Sud de l'Organisation des Nations Unies, non pas dans l'intention

de protéger ou d'excuser l'*apartheid*, mais en raison de son attachement au principe de l'universalité.

3. Conformément à la position qu'il a adoptée, le Gouvernement britannique a pris depuis un an diverses mesures positives. A la fin de 1974, par exemple, le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth a annoncé qu'un embargo sur les armes allait être décidé à l'encontre de l'Afrique du Sud et a indiqué qu'il avait été procédé à une révision générale des licences de vente d'armes afin que les politiques appliquées par le Royaume-Uni concordent entièrement avec ses engagements internationaux.

4. De même, à la fin de 1974, le Gouvernement du Royaume-Uni a déclaré qu'il allait examiner la question des accords de Simonstown, qui avaient été signés 20 ans auparavant et dont certaines dispositions n'étaient plus pertinentes. Le 16 juin 1975, ces accords ont été dénoncés, ce qui a mis fin à tout lien spécial qui aurait pu exister entre les deux pays dans le domaine naval. En même temps, il a été annoncé que le Royaume-Uni et l'Afrique du Sud n'effectueraient plus de manoeuvres navales conjointes.

5. Dans le domaine des échanges sportifs, le Royaume-Uni a adopté une position qui est à tous égards conforme à son attitude générale à l'égard de l'*apartheid*. Cette position est exposée dans une lettre adressée en septembre 1975 au Président par intérim du Comité spécial contre l'*apartheid* par le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth.

6. En ce qui concerne les investissements des sociétés étrangères en Afrique du Sud, le Gouvernement du Royaume-Uni a pris contact avec toutes les sociétés britanniques qui ont des filiales ou sont associées à des entreprises sud-africaines et leur a rappelé les responsabilités particulières qui leur incombent à l'égard des travailleurs non blancs, que le système de l'*apartheid* prive du droit de défendre leurs intérêts. Le Royaume-Uni estime que les tensions associées à la croissance économique sont un levier puissant qui permettra de faire évoluer la situation en Afrique du Sud. L'expansion économique contraindra — et contraint déjà — la population blanche à accepter, pour soutenir cette expansion, la nécessité d'autoriser les Noirs à exécuter les tâches plus spécialisées et mieux payées.

7. En ce qui concerne les appels lancés par la communauté internationale, qui demande l'octroi d'une aide au développement aux pays limitrophes de l'Afrique du Sud, le Gouvernement britannique est fier de pouvoir dire qu'il y a déjà longtemps qu'il accorde une aide à divers pays de la région; il a en outre indiqué qu'il est disposé à fournir une assistance au nouvel Etat indépendant du Mozambique.

8. M. Brighty s'est efforcé d'être bref : il espère que cela ne sera pas interprété comme indiquant que son gouvernement ne désapprouve pas la politique de ségrégation raciale. Si tel était le cas, il ne contribuerait pas aux divers fonds des Nations Unies en faveur de l'Afrique australe. Il est évident que tous les membres de la Commission sont d'accord pour penser qu'il faut éliminer l'*apartheid* : ils ne diffèrent que quant aux méthodes à appliquer pour atteindre ce but.

9. M. BAH (Guinée) dit qu'aussi bien la célébration de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud que les interventions prononcées au cours du débat sur l'*apartheid* ont démontré le profond attachement de la communauté internationale aux idéaux de liberté, de justice et d'indépendance et sa volonté inébranlable de ne ménager aucun effort pour mettre fin à la situation qui règne en Afrique australe.

10. Il faut constater que les dirigeants de l'Afrique du Sud demeurent intraitables et que, sur le plan politique comme sur le plan administratif, le Gouvernement sud-africain a pris toute une série de mesures extrêmement rigoureuses contre les adversaires de la politique funeste d'*apartheid*. Les dirigeants des mouvements de libération en ont été les premières victimes, et les tortures qui leur sont infligées sont bien connues.

11. Parallèlement, le reste de la population noire se trouve dans une situation sociale des plus critiques : bien que Vorster proclame que les habitants de l'Afrique du Sud ont un niveau de vie très élevé, la triste réalité est que le taux de mortalité infantile de la population noire d'Afrique du Sud est le plus élevé de tout le continent. Il suffit de rappeler par ailleurs l'existence misérable que mènent les mineurs noirs des mines d'or sud-africaines, tandis que dans les "bantoustans", qui représentent 13 p. 100 du territoire sud-africain, la population est décimée par des épidémies et la faim. Il est inutile de rappeler que les Noirs n'ont pas le droit de circuler librement dans les villes et que les enfants — lorsqu'ils bénéficient d'une éducation quelconque — reçoivent une forme d'éducation conforme à un système qui cherche à combattre, dès le jeune âge, le sentiment d'appartenir à une seule et même nation.

12. C'est dans ce climat que Vorster proclame que le Transkei va accéder à l'indépendance. Il est regrettable que ces manoeuvres, qui ne visent qu'à perpétuer la ségrégation raciale, bénéficient de la complicité de certains chefs tribaux. Mais le représentant de la Guinée a la ferme conviction que les mouvements de libération ne toléreront pas cette duplicité et prendront toutes les mesures qui s'imposent. Il lance dès à présent un appel à tous les pays épris de paix pour qu'ils ne reconnaissent pas ces Etats fantoches.

13. Vorster et Ian Smith tentent de faire croire qu'ils sont disposés à apporter des changements en Afrique australe, mais ils ne cherchent qu'à diviser les Etats africains et à affaiblir l'OUA. Il suffit de noter que Vorster a conseillé à Smith d'accepter de rencontrer les représentants des mouvements de libération pour discuter avec eux de l'établissement d'un gouvernement majoritaire tandis que, dans son propre pays, il a recours à tous les stratagèmes imaginables pour éviter que la majorité n'arrive au pouvoir.

14. Quant à la Namibie, il est évident qu'elle reste pour Vorster le Sud-Ouest africain, et que malgré toutes les résolutions de l'Organisation des Nations Unies, malgré l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice du 21 juin 1971¹, des "bantoustans" continuent à être créés en

¹ Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité, avis consultatif, C.I.J., Recueil 1971, p. 16.

Namibie, en exécution d'un plan conçu pour détruire l'intégrité territoriale du pays. L'action entreprise par le régime raciste pour consolider l'annexion de la Namibie à l'Afrique du Sud constitue un autre défi à la communauté internationale, car l'Organisation des Nations Unies est seule habilitée à veiller sur les intérêts de la Namibie jusqu'au transfert du pouvoir au peuple namibien, dont l'unique représentant authentique est la South West Africa People's Organization.

15. Malheureusement, les exploiters ne sont pas seuls : ils bénéficient de l'appui moral, économique, financier et militaire des grandes puissances, dont les monopoles demeurent sourds aux appels des Nations Unies et dont l'attitude est décevante.

16. Comme l'a dit le président Sekou Touré, il est évident que le moment est venu pour la communauté internationale de prendre ses responsabilités devant les crimes qui se commettent en Afrique du Sud. Elle doit adopter des mesures énergiques et opposer un front unique à cette minorité qui la défie. En plein XX^e siècle, il ne saurait y avoir de place pour l'*apartheid* et la ségrégation raciale. Pour sa part, la Guinée poursuivra la lutte jusqu'à l'élimination définitive et totale de ce fléau, auquel le peuple guinéen voue une haine sans égale.

M. Tellmann (Norvège), vice-président, prend la présidence.

17. M. ALLAF (République arabe syrienne) déclare qu'en ce trentième anniversaire de sa création l'Organisation des Nations Unies peut se sentir justement fière de ses réalisations dans le domaine de la décolonisation puisque, grâce à son aide, le tiers monde s'est peu à peu libéré du joug du colonialisme, qui ne subsiste plus que dans un petit nombre de territoires, comme la Namibie, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud. La principale mission de l'ONU actuellement consiste à lutter contre les régimes qui continuent à pratiquer la discrimination raciale et à les mettre au ban de la communauté internationale.

18. Malheureusement, ainsi qu'il ressort du rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022), la situation ne s'est pas améliorée en Afrique du Sud et bien que le régime de Pretoria ait essayé de donner l'impression qu'il recherche la détente, il est clairement apparu à tous qu'en réalité il tente simplement de semer la discorde dans le camp de ses adversaires. Ce genre de situation est compréhensible après la défaite du colonialisme dans les pays voisins. Pour se défendre de l'isolement où il se trouve, le régime de l'*apartheid* se sert de la propagande pour persuader la communauté internationale qu'il est en train de changer d'attitude, alors qu'en réalité, et grâce à l'aide des impérialistes, il a doublé son budget militaire en moins d'un an, il est en train de se doter d'une technologie nucléaire et il essaie de produire de l'uranium, autant d'éléments éminemment dangereux.

19. La communauté internationale a condamné le régime raciste d'Afrique du Sud en d'innombrables occasions. Expulsé de l'Assemblée générale au cours de la vingt-neuvième session, le régime raciste ne s'est pas risqué à se montrer à la session actuelle et, tant que les représentants légitimes de l'Afrique du Sud ne pourront occuper son siège à l'Organi-

sation, l'accès continuera à lui en être interdit. Ainsi donc, la participation des représentants des deux mouvements de libération aux débats de la Commission n'est qu'un premier pas naturel sur la voie de la réalisation de l'objectif souhaité. L'Organisation des Nations Unies, cependant, ne doit pas se contenter de refuser de reconnaître les représentants du régime raciste de Pretoria : le seul moyen, en effet, de s'opposer à ce régime est de mettre en oeuvre le dispositif prévu par les Chapitres II et VII de la Charte.

20. Il est évident, par ailleurs, que le régime raciste n'aurait pas osé défier l'Organisation des Nations Unies sans le soutien de divers pays impérialistes et d'entités racistes, en tout point égales à lui. Ces pays, et quelques-unes des grandes puissances membres permanents du Conseil de sécurité en tête, n'ont fait aucun cas des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et se sont posés en défenseurs du régime raciste. De plus, ils se sont indûment servis des privilèges que leur a conférés la Charte au début pour les aider à s'acquitter des responsabilités particulières qui leur incombent en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'Organisation des Nations Unies doit se pencher sérieusement sur le problème que constitue le fait que ces Etats aient, en plus d'une occasion, utilisé leur droit de veto pour protéger des régimes racistes, expansionnistes et agressifs, et pour s'opposer à l'admission d'Etats libres et militants; ces puissances ont exploité leurs prérogatives pour servir les intérêts colonialistes et racistes.

21. Les grandes puissances, cependant, ne sont pas les seules à aider les racistes. Il suffit de rappeler que dans sa résolution 3324 E (XXIX) l'Assemblée générale condamne le renforcement des relations politiques, économiques, militaires et autres entre Israël et l'Afrique du Sud. Or, Israël n'en a pas moins continué à intensifier sa coopération avec le régime raciste, à tel point que le Comité spécial contre l'*apartheid* a, en 18 mois, préparé trois rapports à ce sujet, qui ont été publiés respectivement sous les cotes A/AC.115/L.388, A/AC.115/L.396 et A/AC.115/L.411, les 29 avril et 14 octobre 1974 et 23 juillet 1975.

22. Les chiffres mentionnés au paragraphe 7 du document A/AC.115/L.411 portant sur le commerce d'importation et d'exportation réalisé entre l'Afrique du Sud et Israël sont particulièrement révélateurs. Mais ce qui est plus grave encore, c'est qu'Israël offre à certains éléments de la Communauté économique européenne la possibilité d'en tirer profit en se jouant des sanctions commerciales (par. 9 et 10). Quant à la collaboration entre Israël et l'Afrique du Sud sur le plan militaire, elle est prouvée par d'innombrables exemples relatés tant dans les rapports mentionnés que dans divers articles parus dans la presse.

23. La coopération entre le régime de Tel-Aviv et celui de Pretoria n'a en réalité rien d'étonnant puisqu'il s'agit dans les deux cas de régimes racistes. Les envahisseurs blancs en Afrique du Sud ont imposé leur volonté à la majorité par des moyens cruels comme l'ont fait les Juifs en Israël. De même, les Palestiniens en Israël, tout comme les Africains en Afrique du Sud, sont des citoyens de troisième ordre. De plus, pour survivre, les deux régimes ont besoin de la solidarité des grandes puissances impérialistes. Si l'Organisation des Nations Unies veut réellement éliminer le racisme, elle doit dénoncer cette connivence et informer

l'opinion publique des relations qu'entretiennent les deux régimes.

24. La République arabe syrienne a toujours manifesté son opposition à tous les régimes racistes, où qu'ils se trouvent, et sa politique traduit la solidarité qui règne entre les peuples arabes et le peuple opprimé d'Afrique du Sud. Le Gouvernement syrien mène un combat sur tous les fronts contre le racisme, et a plaidé avec d'autres pays arabes pour l'instauration d'un embargo sur l'approvisionnement de l'Afrique du Sud en pétrole. Bien que la République arabe syrienne traverse actuellement une situation difficile en raison du conflit qui l'oppose à Israël, elle a contribué au Fonds spécial des Nations Unies. Elle a également signé et ratifié les conventions sur la discrimination raciale et sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* de même qu'elle a soutenu tous les projets de résolution portant sur les politiques racistes de l'Afrique du Sud. La République arabe syrienne condamne la politique des "bantoustans" en Afrique du Sud, elle est favorable à l'action internationale contre le régime de Pretoria et l'*apartheid* et elle appuie les résolutions du Conseil de sécurité concernant l'embargo sur les armes. Elle invite la Commission à demander l'expulsion de l'Afrique du Sud de façon à lui retirer toute possibilité d'action au sein de l'ONU.

25. La République arabe syrienne reconnaît les mouvements de libération comme seuls représentants légitimes du peuple sud-africain. Elle considère, en outre, que la cause de la paix et de la liberté est une et indivisible et exige la libération de tous les peuples opprimés. Sa position face au problème de l'Afrique du Sud s'inspire de sa propre lutte contre la discrimination et le colonialisme et de la nécessité de faire face à l'impérialisme et au racisme où qu'ils se trouvent et quel que soit le nom sous lequel ils se présentent.

M. Martínez Ordóñez (Honduras) reprend la présidence.

26. M. HAYNES (Guyane) estime qu'il est important de souligner le fait fondamental suivant : en Afrique du Sud, le racisme a été élevé au rang de philosophie politique, et la majorité de la population sud-africaine, à cause de la couleur de sa peau, se voit condamnée à la dégradation et à la servitude et privée de ses droits et de ses libertés fondamentales. Alors que le XX^e siècle touche à sa fin et que l'humanité a réalisé des progrès considérables dans la reconnaissance du droit de tous les peuples à la liberté et à la dignité, la persistance, en Afrique du Sud, d'un système inhumain comme l'*apartheid*, qui est un affront pour l'humanité et un défi à la communauté internationale, constitue manifestement une anomalie. L'*apartheid* est universellement condamné, comme le prouve le fait que la Commission a adopté par consensus (960^e séance) les projets de résolution A/SPC/L.324 et A/SPC/L.325. Mais les résolutions ne suffisent pas; il faut que toute la communauté internationale ait la ferme volonté d'agir pour effacer à jamais cette tache de la conscience de l'humanité. C'est maintenant qu'il faut le faire, alors que l'Organisation des Nations Unies célèbre son trentième anniversaire et que les forces progressistes réclament dans le monde entier la justice, y compris même au sein de l'Afrique du Sud. Le régime de Pretoria, bien qu'il ait dû reconnaître que le changement est inévitable, présente maintenant un double visage, se disant pour la détente à l'extérieur, mais

pratiquant la répression la plus cruelle à l'intérieur. Ses objectifs restent les mêmes : la consolidation du système inhumain d'*apartheid* en Afrique du Sud et son extension au-delà de ses frontières. Par conséquent, certains Membres de l'Organisation doivent joindre le geste à la parole et mettre en pratique leur attachement aux principes et idéaux de la Charte des Nations Unies. Le moment est venu pour eux de ne pas se laisser séduire par les grands intérêts économiques à court terme et d'adopter, avec le reste de la communauté internationale, les mesures nécessaires pour libérer à jamais le monde de ce système cruel qui constitue aussi une grave menace pour la paix et la sécurité internationales.

27. Le Gouvernement guyanais reste fidèle à sa politique qui consiste à dénoncer l'*apartheid* et le régime de la minorité blanche et à condamner les entassements de population dans les "bantoustans", la fomentation des rivalités tribales et l'exploitation de l'homme par l'homme. Les racistes de Pretoria sont déjà dépassés par l'histoire; l'axe Lisbonne-Salisbury-Pretoria a été détruit et la fin est désormais inévitable. L'histoire montre qu'aucune force au monde ne peut s'opposer de façon permanente à la volonté d'un peuple de reconquérir sa dignité humaine et sa liberté.

28. Le Gouvernement et le peuple guyanais continueront de participer pleinement à l'action internationale visant à éliminer les institutions oppressives et répressives en Afrique du Sud. Le 11 octobre 1974, ils se sont joints à la communauté internationale pour célébrer la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud, renouvelant et réaffirmant leur adhésion à la juste lutte du peuple opprimé d'Afrique du Sud pour se libérer de la politique inhumaine de l'*apartheid*.

29. M. ZENKYAVITCHOUS (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que son pays considère que la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain, outre qu'elle va de façon flagrante à l'encontre des principes du droit international et de la Charte des Nations Unies, constitue une grave menace pour la paix et la sécurité internationales. Qui plus est, le régime de Pretoria pratique l'*apartheid* non seulement en Afrique du Sud, mais également en Namibie, faisant peu de cas des résolutions des Nations Unies qui exigent qu'il mette fin à sa présence illégale dans ce territoire.

30. Il est manifeste que le régime raciste sud-africain ne pourrait continuer d'appliquer sa politique sans l'appui moral, politique et économique de certains pays occidentaux, notamment des membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN), et des intérêts économiques étrangers qui continuent de piller les réserves naturelles de l'Afrique du Sud et d'exploiter la population noire avec l'assentiment de Pretoria.

31. Le régime sud-africain a eu recours à divers stratagèmes pour distraire l'opinion mondiale, diviser les pays africains et cacher ses véritables intentions. Il a promis de procéder à des changements et a proposé d'entamer un dialogue avec d'autres Etats africains, mais il n'en reste pas moins qu'il a doublé son budget militaire, modernisé et construit des bases militaires et acheté des armes à des pays membres de l'OTAN.

32. L'Union soviétique n'entretient aucune relation diplomatique, consulaire, commerciale ou autre avec le régime sud-africain, elle applique les résolutions et les recommandations des Nations Unies relatives à l'Afrique du Sud et appuie tous ceux qui luttent contre le colonialisme, l'impérialisme, le racisme et l'*apartheid*. Le colonialisme, le néo-colonialisme, l'*apartheid* sont absolument contraires aux principes léninistes de politique extérieure et aux idéaux des Etats socialistes; c'est pourquoi l'Union soviétique a appuyé les mouvements de libération africains et leur lutte contre ces maux et s'est efforcée de donner un nouvel élan à cette lutte au sein de l'Organisation des Nations Unies.

33. Depuis l'adoption de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, il y a 15 ans, de nombreuses résolutions et décisions ont été adoptées dont l'application permettrait de mettre fin au colonialisme et à l'*apartheid*. Les changements positifs qui ont eu lieu sur le plan international — le relâchement des tensions, la normalisation des relations, les décisions historiques de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, conclue à Helsinki le 1^{er} août 1975 — font naître de nouveaux espoirs en ce qui concerne la réalisation de ces objectifs. Bien que nombre d'anciens pays coloniaux aient accédé à l'indépendance, la décolonisation n'est pas terminée, mais la victoire est proche, même s'il s'agit d'un processus très complexe.

34. Un représentant a tenté de démontrer l'inutilité de la détente et de ses effets. Les discussions qui ont eu lieu à l'Assemblée générale ont toutefois montré que l'écrasante majorité de la communauté internationale est en faveur de la détente et a accueilli avec satisfaction les résultats de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Ce représentant a déclaré que la détente constitue un obstacle à la lutte pour la libération nationale, mais les faits sont là pour montrer que cette affirmation est erronée. Pendant la guerre froide, la chute de l'empire colonial portugais aurait été inconcevable. L'indépendance du Mozambique, du Cap-Vert et de Sao Tomé-et-Principe est la preuve de l'influence positive de la détente, comme le sont également les victoires des peuples du Viet-Nam, du Laos et du Cambodge. L'isolement de l'Afrique du Sud et son exclusion de toute participation aux activités de l'Organisation des Nations Unies auraient également été non seulement impossibles, mais inconcevables pendant la guerre froide.

35. La délégation soviétique appuie l'appel lancé par le Comité spécial contre l'*apartheid* pour que des mesures décisives soient prises pour obtenir l'élimination complète du fléau de l'*apartheid*. Elle se joint également aux Etats africains et à l'OUA pour penser qu'il est nécessaire d'adopter de nouvelles mesures contre ce mal sur tous les fronts, afin d'éliminer définitivement l'*apartheid* ainsi que le racisme et le colonialisme en Afrique australe.

36. M. JOB (Yougoslavie) fait observer que l'Organisation des Nations Unies traite du problème de l'*apartheid* et de la discrimination raciale depuis 25 ans et que, pour l'essentiel, les nombreuses résolutions et décisions qu'elle a adoptées n'ont rien changé à la situation qui règne en Afrique du Sud, en Namibie et en Rhodésie du Sud. Le régime raciste sud-africain a recours à des mesures de plus en plus brutales contre la majorité de la population, et l'action entreprise

sur le plan international n'est pas en rapport avec l'ampleur du problème et des conséquences qu'il entraîne non seulement en Afrique, mais dans le monde entier.

37. Des changements sont pourtant intervenus dans deux domaines importants. En premier lieu, la chute de l'impérialisme colonial portugais et l'évolution foncièrement anti-impérialiste qu'il a entraînée tant dans les anciens territoires coloniaux qu'au Portugal ont modifié la carte politique de l'Afrique — et les pressions auxquelles l'Afrique australe est soumise à sa périphérie — et ouvert de nouvelles possibilités d'action. En second lieu, les mouvements de libération nationale de l'Afrique du Sud, de la Namibie et du Zimbabwe, officiellement reconnus par la communauté internationale et bénéficiaires d'une aide accrue de la part de celle-ci, ont pu intensifier leur lutte. Ces deux aspects positifs ont poussé le régime raciste sud-africain à s'efforcer par tous les moyens de sortir de l'isolement dans lequel il se trouve du fait de la suspension, à la vingt-neuvième session, de son droit de participer aux travaux de l'Assemblée générale. Avant l'adoption de cette mesure, les représentants du régime de Vorster s'étaient déclarés favorables à la détente et disposés à entamer avec les mouvements de libération et les représentants de certains pays voisins des négociations visant à améliorer la situation de la majorité. Mais la communauté internationale a pu rapidement constater quelles étaient les véritables intentions des racistes.

38. Le régime de Pretoria continue d'entretenir des liens étroits avec l'impérialisme et la réaction internationale, et à recevoir l'appui économique et politique de certaines sociétés transnationales qui exploitent la population opprimée et les ressources naturelles de l'Afrique du Sud. C'est avec une inquiétude particulière que l'on a appris qu'une société de Francfort aurait offert ses services pour la construction d'un réacteur nucléaire en Afrique du Sud, en collaboration avec d'autres sociétés occidentales. La délégation yougoslave espère que les gouvernements intéressés s'opposeront à cette entreprise, qui aurait de graves conséquences pour la paix et la sécurité internationales.

39. Au cours des débats du Conseil de sécurité consacrés à l'Afrique du Sud et à la Namibie, certains membres se sont précisément efforcés de nier que la situation dans ces territoires constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales, et ils ont invoqué cet argument pour justifier leur triple veto. Mais les renseignements relatifs à la coopération militaire de certains pays occidentaux avec le régime de Pretoria et le rôle militaire important qui est assigné à l'Afrique du Sud dans une région stratégique bordée par trois océans montrent clairement quelles sont les véritables raisons qui poussent ces pays à s'opposer à l'imposition d'un embargo obligatoire sur les ventes d'armes. Des mesures positives ont certes été prises dans ce domaine, par exemple la dénonciation des accords de Simonstown par la Grande-Bretagne et la décision de la France visant à limiter les fournitures d'armes à l'Afrique du Sud, mais d'une façon générale la situation n'a cessé de s'aggraver. La coopération entre les autorités israéliennes et sud-africaines, outre qu'elle révèle au monde la véritable nature de la politique de ces deux pays et de leur collusion, représente un autre élément de danger aux incidences encore plus grandes.

40. La délégation yougoslave estime que la communauté internationale ne peut continuer de tolérer l'existence du

régime raciste sud-africain et qu'elle doit démontrer concrètement sa solidarité avec le peuple opprimé et les mouvements de libération nationale. Conformément aux recommandations de la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, qui s'est tenue à Lima du 25 au 30 août 1975, la délégation yougoslave est d'avis qu'il convient d'accorder aux mouvements de libération reconnus par l'OUA la qualité d'observateurs permanents à l'Assemblée générale, et que le siège de l'Afrique du Sud doit demeurer vacant jusqu'à ce qu'il soit occupé par les représentants légitimes du peuple sud-africain. Elle estime également nécessaire d'imposer un embargo sur la fourniture de pétrole et d'autres matières premières au régime sud-africain, et l'argument selon lequel ledit embargo ne doit pas être appliqué, puisqu'il se retournerait contre le peuple opprimé lui-même, est inacceptable, étant donné que ledit peuple a demandé à maintes reprises l'intensification de la lutte pour mettre fin à sa triste situation. Il est également faux de prétendre que l'embargo porterait préjudice au commerce et au développement mondiaux; enfin, cet argument est inadmissible parce qu'il interdit l'utilisation d'une arme utile contre le régime d'oppression.

41. Les projets de résolution que vient d'adopter la Commission politique spéciale (960^e séance) sont conformes aux objectifs de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et la délégation yougoslave les appuie sans réserve. Dans le cadre de la Décennie, la Yougoslavie a entrepris de grands efforts pour porter à la connaissance du peuple yougoslave les maux que sont la discrimination raciale et l'*apartheid* en Afrique australe, et pour l'informer de la lutte des mouvements de libération nationale et des activités de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine. La Yougoslavie applique strictement toutes les résolutions relatives à l'Afrique du Sud et à la Rhodésie du Sud, ainsi que le boycottage des régimes racistes. La Yougoslavie a ratifié la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* et elle apporte son appui et une assistance matérielle aux mouvements de libération africains et aux peuples du Zimbabwe, de la Namibie et d'Afrique du Sud. Toutes ces activités sont conformes à la politique proclamée par la Yougoslavie.

42. M. PINTÉR (Hongrie) dit que depuis 30 ans qu'existe l'Organisation des Nations Unies il est apparu de plus en plus clairement que les efforts politiques tendant à maintenir artificiellement le régime raciste sud-africain ont pour objet de profiter à certains intérêts économiques et stratégiques. Un petit nombre de pays voient dans l'existence du régime sud-africain une garantie pour la réalisation de leurs idées et de leurs projets politiques sur le continent africain. Il y a là un problème qui ne cesse de se renouveler et qui mérite une attention particulière : c'est que, même si tous les Etats Membres condamnent le régime raciste pour ce qui est des aspects humanitaires de la question, certains Etats refusent de voir les racines politiques du problème.

43. On a pu constater de façon indubitable que, sans l'appui extérieur qu'elle reçoit, l'Afrique du Sud ne pourrait continuer d'appliquer sa politique d'*apartheid*. Ce sont de telles constatations qui poussent un nombre croissant d'Etats à exiger des mesures plus efficaces. Ainsi, les résolutions de l'Organisation des Nations Unies, qui se limitaient naguère à des conclusions et à des condamna-

tions, proposent maintenant des sanctions et des mesures visant à isoler le régime sud-africain. De même, les recommandations du Comité spécial contre l'*apartheid* constituent un instrument efficace que la Hongrie espère voir appuyé par l'Assemblée générale.

44. La Hongrie est membre du Comité spécial contre l'*apartheid* depuis la création de cet organe, et sa position sur la question à l'examen est bien connue. La Hongrie a été un des premiers Etats à signer la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*, et elle a été le premier Etat à la ratifier. La prompte ratification de cette convention constituerait un progrès important en vue de l'isolement international du régime sud-africain.

45. La position officielle du Gouvernement hongrois au sujet du racisme et du colonialisme a l'appui de l'ensemble du peuple hongrois, comme le prouve la déclaration publiée par le Comité hongrois de solidarité et par l'Association hongroise pour les Nations Unies à l'occasion de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud. Dans leur déclaration, ces organisations ont exprimé leur indignation devant les crimes de l'Afrique du Sud et elles ont demandé la pleine application des résolutions des Nations Unies relatives à la suspension de la vente d'armes au régime sud-africain, ainsi que l'application des sanctions diplomatiques et économiques. Elles ont également déploré que les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne et la France, ignorant les résolutions du Conseil de sécurité, considèrent encore l'Afrique du Sud comme un avant-poste de l'OTAN dans l'hémisphère sud.

46. Lors de la réunion au cours de laquelle le Comité spécial contre l'*apartheid* a reçu du Conseil mondial de la paix la médaille d'or de la paix Frédéric Joliot-Curie, la délégation hongroise a eu l'occasion, au nom du groupe de pays d'Europe orientale, de rappeler le rôle important que le Conseil mondial de la paix, en collaboration avec d'autres organisations non gouvernementales, a joué en faveur de l'application des résolutions de l'Assemblée générale. Ces organisations ont entrepris une vaste campagne visant à mettre un terme à la coopération militaire avec le régime sud-africain.

47. La République populaire hongroise, qui approuve sans réserve les recommandations du Comité spécial, n'a cessé et ne cessera jamais de faire tout ce qui est en son pouvoir pour offrir un appui politique, moral et matériel à l'OUA, aux mouvements de libération et aux forces progressistes d'Afrique qui luttent pour l'élimination de la politique d'*apartheid*.

48. M. ALEMAN SALVADOR (Equateur) souhaite la plus cordiale bienvenue aux représentants du Cap-Vert, du Mozambique, de Sao Tomé-et-Principe et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui apporteront assurément une contribution positive aux travaux de la Commission. Il se félicite également de la présence des mouvements de libération de l'Azanie, représentants authentiques du peuple opprimé de ce pays.

49. L'Assemblée générale examine le problème de l'*apartheid* depuis sa toute première session, en 1946, et il ne pouvait en être autrement car cette pratique odieuse va à

l'encontre de tous les buts et principes de l'Organisation et constitue une violation de l'engagement solennel pris par tous les Etats Membres d'assurer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race.

50. Dans ce domaine, l'ONU ne se contente pas de belles paroles; son action vise des objectifs concrets. Il est donc encourageant de voir jalonnée par les nombreuses résolutions de l'Organisation des Nations Unies et par la vigoureuse campagne lancée par le Comité spécial la lutte sans merci menée contre l'*apartheid*, cette forme ignominieuse de racisme qui ne peut être comparée qu'à la doctrine nazie.

51. Néanmoins, l'Organisation est encore bien loin d'avoir atteint l'objectif visé. C'est pourquoi elle doit redoubler d'efforts jusqu'à l'élimination totale de cette pratique dangereuse car, face à l'*apartheid*, il ne saurait y avoir ni concession ni compromis. Si l'*apartheid* n'est pas éliminé par la persuasion, il le sera par les moyens auxquels recourt le peuple azanien, en toute légitimité et avec l'appui et la sympathie de l'élément conscient de la communauté internationale, qui ne saurait assister impassible à l'intensification des mesures de répression et de persécution dont le régime raciste frappe ceux qui cherchent à vivre en liberté dans leur propre pays.

52. Il a été amplement prouvé que les peuples qui luttent pour leur dignité ne sauraient être subjugués; que la justice ne s'incline pas devant la puissance, qu'elle soit policière, militaire ou économique; que la fierté et la foi des sociétés engagées dans la lutte pour prendre en main leur destin finissent par triompher de l'agression et de la violence exercées à leur encontre. Les quelques pays qui ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre cette réalité doivent se rendre compte de la grave responsabilité qu'ils prennent en collaborant avec ce régime raciste auteur des cruelles vexations infligées quotidiennement à l'immense majorité de la population de l'Azanie à cause de la couleur de leur peau. Il convient d'espérer que ces puissances ne resteront pas indifférentes à la tragédie dont l'Afrique du Sud est le théâtre et placeront leurs nobles traditions avant la défense de vulgaires intérêts économiques ou autres, et se joindront à l'action universelle en vue de l'éradication définitive et rapide de l'*apartheid*.

53. A l'ONU, l'Equateur a toujours condamné la politique d'*apartheid* et appuyé sans réserve toutes les résolutions sur la question. L'Equateur n'acceptera jamais qu'un pays qui se dit "civilisé" prétende faire de la couleur de la peau un délit ou ériger en philosophie et politique de l'Etat l'oppression et l'exploitation de la majorité de la population. Par conséquent, l'Equateur n'entretient aucune sorte de relation avec le régime raciste de Pretoria et s'associera à toute mesure visant à isoler ce régime de la communauté internationale jusqu'à ce qu'il revienne sur ces pratiques odieuses. L'Equateur est l'un des premiers pays à avoir signé la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* et l'un des huit pays qui l'ont déjà ratifiée. C'est pourquoi, il fait siennes les conclusions et recommandations du Comité spécial contre l'*apartheid* qui figurent dans son rapport (A/10022).

54. M. ZEMAN (Tchécoslovaquie) note que, bien que la question de l'*apartheid* figure à l'ordre du jour de l'Assem-

blée générale depuis la création de l'ONU, la situation en Afrique du Sud n'a guère changé. L'Afrique du Sud non seulement refuse d'entendre les appels et les résolutions de l'Organisation, mais encore elle a perfectionné l'appareil qui sert à appliquer l'*apartheid*, politique que la Tchécoslovaquie réproouve comme contraire à la Charte et comme constituant une menace à la paix et à la sécurité internationales. Les peuples africains qui luttent contre l'*apartheid* et le colonialisme ont su gagner des alliés puissants, notamment les pays socialistes.

55. Depuis que l'Assemblée générale a adopté la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)], des modifications importantes se sont produites sur le continent africain et l'Afrique libre s'étend maintenant jusqu'aux frontières de l'Afrique du Sud. C'est pourquoi, le régime raciste essaie de renforcer ses liens avec le régime d'Ian Smith et, pour sortir de son isolement, il prétend entamer un dialogue avec l'Afrique libre et promet de "libéraliser" le régime de l'*apartheid*. En même temps, il tente, en dénaturant le sens de la politique de détente, de l'utiliser à son profit, mais il n'y parviendra pas, car il ne saurait y avoir de détente avec les régimes racistes de Vorster et de Smith. Il est nécessaire maintenant de soutenir les peuples d'Afrique qui luttent pour la libération totale et définitive de leur continent.

56. Le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* et d'autres documents de l'ONU mettent en lumière la situation véritable en Afrique du Sud et la résistance croissante du peuple sud-africain et contiennent des propositions propres à accélérer le mouvement de libération. L'un des principaux moyens de lutter contre le régime raciste d'*apartheid* est d'appliquer les résolutions de l'ONU; il faut, comme celles-ci l'exigent, instituer un boycottage général et isoler totalement le régime raciste dans tous les domaines.

57. La Tchécoslovaquie note avec regret que divers Etats Membres de l'ONU, dont les pays membres de l'OTAN, ne respectent pas les résolutions de l'ONU, ce qui ressort clairement des paragraphes 70 à 77 du rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*. La coopération avec l'Afrique du Sud dans le domaine militaire non seulement compromet la lutte du peuple sud-africain pour sa liberté mais aussi menace la sécurité des pays africains voisins et met en échec les efforts visant à éliminer l'*apartheid*.

58. Les sociétés étrangères qui exploitent les travailleurs sud-africains et en tirent d'énormes profits collaborent sciemment avec le régime de l'*apartheid*. Il existe de nombreux cas de coopération étroite avec l'Afrique du Sud; c'est là essentiellement une question politique. C'est pourquoi, il faut trouver un moyen d'obliger les gouvernements à mettre fin à toute coopération économique et militaire avec l'Afrique du Sud. Le problème que doit résoudre la Commission concerne donc l'application des résolutions existantes de l'ONU et l'adoption de nouvelles mesures qui obligeraient le régime de Vorster à abandonner la politique d'*apartheid*.

59. La République socialiste tchécoslovaque s'acquitte de toutes ses obligations et respecte toutes les décisions des Nations Unies visant à éliminer le régime de l'*apartheid* et à aider le peuple opprimé d'Afrique du Sud. Cette politique est conforme à la position du Gouvernement tchécoslova-

que à l'égard de la lutte contre le colonialisme. Pendant l'année en cours, la Tchécoslovaquie a signé la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*. Conformément à l'appel lancé par l'ONU en 1963, la Tchécoslovaquie a rompu tous ses liens avec l'Afrique du Sud et elle continuera à soutenir le peuple africain de l'Afrique du Sud dans sa lutte pour la libération et à lui accorder un appui matériel, politique et moral. Ainsi, pendant l'année 1975, elle a offert des bourses à des étudiants originaires des peuples opprimés. En Tchécoslovaquie, le gouvernement et les organisations non gouvernementales offrent aux peuples d'Afrique australe une assistance matérielle et humanitaire et contribuent par tous les moyens dont ils disposent à la lutte pour l'élimination de l'*apartheid*.

60. M. GUTIERREZ MACIAS (Mexique) rappelle que la question qu'examine la Commission figure à l'ordre du jour de l'Assemblée générale depuis sa première session. Cependant, les nombreuses résolutions approuvées par l'Organisation des Nations Unies n'ont pas réussi à empêcher un durcissement progressif de la politique discriminatoire de Pretoria et le prestige de l'Organisation devant l'opinion publique mondiale en a souffert. Le régime de Pretoria non seulement continue à faire fi des résolutions qui expriment la réprobation de presque tous les pays, mais assure encore son pouvoir grâce à l'appui et à l'aide qu'il reçoit de certaines puissances : il suffit de mentionner l'utilisation par trois fois au Conseil de sécurité d'un veto qui, dans ce cas particulier, constitue un déni des principes les plus essentiels de démocratie internationale. Les puissances dont il s'agit entretiennent des relations commerciales avec l'Afrique du Sud et permettent à certaines de leurs entreprises nationales de prendre une part croissante à la vie économique de l'Afrique du Sud. De même, les sociétés transnationales n'ont cessé d'étendre leurs activités en Afrique du Sud. Les intérêts économiques étrangers sont donc de plus en plus intimement liés au maintien de l'*apartheid*.

61. Le Mexique condamne hautement et vigoureusement la politique d'*apartheid*, le comportement de l'Afrique du Sud et toutes les autres formes de discrimination raciale où qu'elles s'exercent dans le monde. Les pays qui, comme le Mexique, désirent voir une Organisation des Nations Unies plus forte, ne peuvent se permettre d'ignorer les résolutions pertinentes par lesquelles le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale condamnent la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain; ces pays ont le devoir de dénoncer l'injustice dont souffrent les peuples d'Afrique australe pour hâter la fin de cette politique ignoble universellement condamnée.

62. Mlle BENNATON (Honduras) déclare que l'opposition du Honduras au système raciste de l'Afrique du Sud dérive directement des lois mêmes du Honduras et de la structure sociale du pays dont la population est intégrée au point de vue racial. Le Honduras n'a entretenu ni n'entretient de relations d'aucune sorte avec le Gouvernement sud-africain : son peuple et son gouvernement condamnent toute politique qui, comme celle des "bantoustans", cherche à rétablir un système de main-d'œuvre fondé sur l'esclavage. Le Honduras a acquis son indépendance en 1821 et la première décision qu'à prise son congrès a été l'abolition de l'esclavage. Le Honduras a ensuite proclamé

que toute personne qui foule le territoire hondurien est un homme libre, et la défense de la liberté des esclaves en provenance de Belize a provoqué maints affrontements armés avec les forces envoyées par le Gouverneur de Belize.

63. La représentante du Honduras rappelle la résolution 1881 (XVIII) de l'Assemblée générale, texte historique selon elle, ainsi que les résolutions ultérieures par lesquelles l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies ont demandé à l'Afrique du Sud de remettre en liberté toutes les personnes incarcérées du fait de leur lutte contre l'*apartheid*. En réponse, le régime de Pretoria a promulgué des lois de plus en plus répressives et a intensifié les mesures d'interdiction frappant les adversaires de l'*apartheid*. Le système d'*apartheid* n'en est pas moins un anachronisme et il est hors de doute que ses jours sont comptés.

64. Le Gouvernement hondurien s'associe toujours plus étroitement à ceux qui luttent pour obtenir le droit à l'autodétermination pour le peuple de l'Afrique du Sud et pour mettre fin à l'*apartheid*. Le Gouvernement hondurien partage leurs souffrances et leurs espérances et est convaincu que ce peuple obtiendra rapidement sa liberté.

65. M. DE PRAT GAY (Argentine) déclare que l'égalité entre tous les hommes a toujours été un principe fondamental en Argentine dès la fondation du pays. A plusieurs reprises, le Gouvernement argentin a eu à condamner des cas isolés de racisme, mais quand cette pratique est érigée en une haïssable politique officielle il faut aller au-delà des simples déclarations d'intentions et agir en conséquence. Ainsi, à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale (2281^e séance plénière), l'Argentine a voté avec la majorité en faveur de la suspension du droit de l'Afrique du Sud à participer aux délibérations de l'Assemblée générale.

66. Le Gouvernement sud-africain a le devoir d'appliquer strictement et intégralement les résolutions obligatoires de l'Organisation; c'est à cette seule condition que la communauté internationale pourra se maintenir sur de fermes assises juridiques. Aussi, le Gouvernement argentin accorde-t-il une grande importance aux activités de l'Organisation des Nations Unies, et plus particulièrement à celles du Comité spécial contre l'*apartheid* que le Gouvernement argentin appuie sans réserves. Dans cet esprit, le 6 juin 1975, l'Argentine a signé la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*. De même, les autorités argentines ont reçu, en juin 1975, la visite d'une mission du Comité spécial contre l'*apartheid* qui a eu des entretiens importants avec la Présidente et avec des représentants de tous les secteurs de la vie nationale. A la suite de cette visite, le Parlement a adopté, en septembre 1975, une déclaration condamnant la politique d'*apartheid*; dans cette déclaration le Parlement exhortait le Gouvernement sud-africain à mettre un terme à cette pratique conformément aux règles et aux principes énoncés dans les résolutions adoptées à l'Organisation des Nations Unies. De même, les membres de la Chambre des députés ont clairement manifesté leur opposition à l'*apartheid* qui "constitue une atteinte à la justice, à la démocratie et même à la paix et à la sécurité du monde".

67. La délégation argentine souligne que les membres du Conseil de sécurité ont une responsabilité particulière dans

la lutte contre l'*apartheid*; les membres non permanents de cet organe doivent travailler avec acharnement et faire preuve de résolution et d'imagination pour trouver les moyens propres à renforcer la légitime position de l'Organisation, et il revient aux pays non alignés d'être le fer de lance de ce combat. En conclusion, l'orateur exprime l'espoir de voir le Conseil de sécurité faire l'année suivante un pas en avant dans ce domaine en adoptant des mesures obligatoires dont l'application fera comprendre au régime sud-africain que chaque jour qui passe rapproche inexorablement la fin du racisme et de l'inégalité.

68. M. MARMULAKU (Yougoslavie) présente un projet de résolution intitulé "Responsabilité spéciale de l'Organisa-

tion des Nations Unies et de la communauté internationale envers le peuple opprimé de l'Afrique du Sud" dont le texte sera distribué le lendemain sous la cote A/SPC/L.326. Il a l'agrément du groupe des pays non alignés et reflète les objectifs du Programme pour la décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, proclamé il y a deux ans.

69. Ce projet de résolution vise principalement à unir tous les efforts déployés pour combattre le racisme, tâche qui revêt plus d'importance que jamais à l'heure où l'Organisation des Nations Unies célèbre son trentième anniversaire.

La séance est levée à 17 h 55.

963^e séance

Jeudi 23 octobre 1975, à 10 h 45.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.963

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (*suite*)
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174, A/SPC/L.326] :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

DISCUSSION GENERALE (*suite*)

1. M. MITCHELL (Etats-Unis d'Amérique) fait remarquer que, depuis sa création, l'Assemblée générale s'est, à bon droit, préoccupée du problème de l'*apartheid*. La délégation des Etats-Unis d'Amérique estime, comme l'OUA, que peu de systèmes sociaux et politiques sont aussi révoltants que la politique d'*apartheid* appliquée en Afrique du Sud. Ce système de discrimination raciale légalisée est un affront constant à l'esprit et aux principes de la Charte des Nations Unies. En dépit de certaines modifications qu'y a apportées le régime minoritaire d'Afrique du Sud, l'*apartheid* reste aujourd'hui aussi odieux à ceux qui chérissent les principes de la justice et de l'égalité qu'il y a 30 ans, quand l'Organisation des Nations Unies a été créée.

2. Les Etats-Unis ont affirmé leur ferme opposition à l'*apartheid* lors de nombreux débats au cours de sessions successives de l'Assemblée générale. En tant que nation démocratique, attachée au principe de l'égalité de tous les hommes et de toutes les femmes, les Etats-Unis considèrent l'*apartheid* comme un système odieux et détestable, et ils ont condamné à maintes reprises les bases philosophiques de ce système et les conséquences brutales qu'il a pour tout le peuple sud-africain, pour les Noirs aussi bien que pour les Métis ou pour les Blancs. Il convient de rappeler aussi que les Etats-Unis observent depuis 1962 un embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud.

3. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique s'est efforcé activement d'amener en Afrique du Sud une

évolution pacifique vers une politique qui assurerait le respect des droits fondamentaux de tous les citoyens sud-africains, sans distinction de race. A cet effet, il a adopté une politique destinée à faire clairement comprendre au Gouvernement sud-africain son opposition à l'*apartheid*, à montrer que le Gouvernement des Etats-Unis est sans réserve en faveur d'un changement du système politique et social en Afrique du Sud, et à garder le contact avec tous les secteurs de la population sud-africaine y compris ceux qui n'ont pas le droit de participer au gouvernement de ce pays. Les Etats-Unis considèrent que la communauté internationale devrait, sans trêve ni repos, exiger de l'Afrique du Sud qu'elle supprime le système de l'*apartheid*. Ils déplorent la détention d'individus dont le seul crime est de s'opposer au système de l'*apartheid* et considèrent que le Gouvernement sud-africain court au désastre, car de telles mesures de répression ne font que barrer la voie à un changement pacifique.

4. Avant de conclure, la délégation des Etats-Unis voudrait, au nom du peuple américain, parler devant la Commission de la tentative de mettre sur le même plan le sionisme et l'*apartheid*. Les Etats-Unis sont tout à fait conscients de la lutte qu'ont dû mener dans le passé les pays aujourd'hui représentés à l'Organisation des Nations Unies pour acquérir leur liberté. Ils souhaitent dire que bien que les Etats-Unis et l'Union soviétique aient des principes économiques différents, le peuple des Etats-Unis estime à leur juste valeur les vaillants efforts qu'a fait le peuple soviétique pour arrêter la marée d'un envahisseur qui voulait imposer le racisme au monde. La délégation des Etats-Unis tient à assurer les représentants des pays d'Amérique latine que son pays connaît bien et vénère les grandes traditions de leurs pays, telles que l'abolition de l'esclavage qu'ils ont été parmi les premiers à proclamer. Elle souhaite assurer les représentants des pays arabes que le monde est conscient de la dette qu'il a envers leurs ancêtres et leurs contemporains pour leur grande contribution au progrès de la science. Elle considère cependant que c'est

une erreur de considérer le sionisme simplement comme un phénomène récent dans l'histoire de l'homme; il y a 2 500 ans, le peuple d'Israël a été déporté à Babylone, mais il a gardé avec lui le souvenir de son pays pendant les longues années de persécution, de l'Antiquité au Moyen Age et jusqu'aux camps d'extermination, années durant lesquelles des adeptes de la foi juive ont été persécutés, simplement à cause de leur religion. Ils sont restés attachés à leur noble idéal, retourner un jour dans leur patrie; et ils ne sont pas revenus comme des conquérants mais comme un peuple désireux de travailler et de cultiver les champs. La délégation des Etats-Unis adjure donc la communauté internationale de ne pas mettre sur le même plan un but religieux — encore qu'elle puisse se montrer exigeante à l'égard de ceux qui poursuivent ce but — et un système odieux, dégradant pour toute l'humanité. Elle prie particulièrement les nouvelles nations d'Afrique de ne pas se prêter à une telle initiative, ou, du moins, de faire en sorte qu'elle soit reportée à la session suivante, afin qu'elle soit étudiée de manière plus réfléchie. La délégation des Etats-Unis espère que ces nations ne décevront pas les milliers d'Américains qui attendaient avec impatience le jour où elles prendraient leur place dans la communauté internationale et qui espèrent qu'un nouvel art de gouverner se développera chez elles, qui fera honneur au monde entier. L'opposition à l'*apartheid* dans le monde ne cesse de monter. Y injecter un élément qui a donné lieu à des désaccords lors des discussions de la Commission et mettre sur le même plan le sionisme et l'*apartheid* risquent de servir la cause des partisans de l'*apartheid*. Les deux problèmes doivent rester distincts, afin que la communauté internationale puisse mener une lutte plus efficace contre l'*apartheid*, qui est une souillure pour le monde entier.

5. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique exhorte le Gouvernement sud-africain à ne pas résister au vent du changement qui souffle dans toute l'Afrique australe, à reconnaître que son système de répression raciale est indéfendable et à mettre fin à l'*apartheid* et à l'injustice raciale. Il presse ce gouvernement de comprendre qu'un tel changement n'est pas seulement inéluctable mais qu'il est aussi de l'intérêt de tous les habitants de l'Afrique du Sud.

6. Le PRESIDENT invite le Président du Congrès national africain (ANC) d'Afrique du Sud à prendre la parole.

7. M. NZO (Observateur, Congrès national africain d'Afrique du Sud) souhaite féliciter tous ceux qui ont contribué à la préparation du rapport si instructif établi par le Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022).

8. Il est maintenant évident que le monde n'a pas été dupe du bluff pratiqué il y a un an par le régime Vorster. Il n'est pas surprenant que la supercherie de Vorster ait été accueillie tout à fait favorablement par les membres permanents du Conseil de sécurité, les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et la France, dont les gouvernements ont continué à défendre le régime d'*apartheid* par tous les moyens possibles. Le pouvoir réel que l'on trouve derrière ces gouvernements est celui des monopoles internationaux, dont l'unique intérêt est de continuer à amasser des bénéfices de l'exploitation cruelle de la main-d'œuvre noire bon marché de l'Afrique du Sud. Tant que subsisteront les conditions permettant aux monopoles de poursuivre leur pillage économique, les gouvernements feront tout ce qui

est en leur pouvoir pour défendre et renforcer le régime fasciste d'Afrique du Sud.

9. Au cours de l'année écoulée, le régime d'*apartheid* a de nouveau manifesté sa détermination à maintenir le *statu quo* en Afrique du Sud, mais la situation s'est détériorée encore dans divers domaines. Le rapport du Comité spécial porte avant tout sur certains domaines importants, mais l'ANC aimerait mentionner plusieurs autres aspects qui sont cause de préoccupation constante pour les forces démocratiques d'Afrique du Sud et du monde entier.

10. Il y a 30 ans de cela, lorsque le fascisme allemand était à son apogée, les principes directeurs du système d'enseignement actuel en Afrique ont été énoncés dans un document publié par l'Institut de l'éducation nationale chrétienne. Dans ce document, l'accent est mis sur les principes de la tutelle, de l'inégalité et de la ségrégation et la nécessité de fonder l'éducation des autochtones sur les valeurs traditionnelles des Blancs et plus particulièrement de la nation des Boers, tutrice principale des autochtones. Des cours sur les races ont été inscrits au programme de nombreuses écoles sud-africaines aux fins de présenter les Africains comme étant dans un état d'arriération culturelle perpétuelle et devant leur survie au régime d'*apartheid*. Dans le numéro 48 de la revue *Africa*, il est souligné que tant les Noirs que les Blancs sont touchés par ce système d'endoctrinement, de mensonge et de mystification, qui a essentiellement pour but d'empêcher les enfants de penser par eux-mêmes ou de remettre en question une autorité prétendument de droit divin. La suite de l'article montre que l'*apartheid* est considéré comme un dessein de Dieu pour l'homme et que les Blancs sont représentés comme des chrétiens innocents ayant colonisé des terres pratiquement désertes d'où des "sauvages" noirs ont par la suite essayé de les chasser. Plus tard, les Blancs ont construit un pays prospère, respectueux des préceptes divins, ont généreusement christianisé et civilisé les "sauvages païens" et continuent de les préserver des "méfaits" du communisme. Il n'est vraiment pas nécessaire de souligner qu'une telle conception devait avoir et a des effets désastreux sur le développement de la pensée d'êtres jeunes. Le préjugé racial est fabriqué à une échelle massive et les pires caractéristiques de l'Allemagne nazie ont réapparu en Afrique du Sud.

11. Comme l'indique la dévaluation récente de 17,9 p. 100 du rand, la situation économique de la population noire et de l'Afrique du Sud dans son ensemble a empiré. Dans le *Rand Daily Mail* du 4 octobre 1975, l'existence d'un problème économique en Afrique du Sud est ouvertement admise et il y est prédit que l'inflation monterait en flèche après la dévaluation. Comme d'habitude, les répercussions de la situation économique seront le plus durement ressenties par le groupe démuné de la population sud-africaine et que l'*apartheid* condamne à un esclavage et à une dégradation sociale perpétuels. Dans le *Rand Daily Mail*, il est dit que la faim menaçait ceux qui sont près ou en deçà du seuil de pauvreté et signale que à moins d'une augmentation importante des salaires, il fallait s'attendre à une réaction de colère et de désespoir. Les conséquences de la nouvelle situation économique se sont déjà fait sentir avec une force particulière aux travailleurs africains, étant donné l'augmentation sévère des tarifs des transports publics. On a signalé un boycottage des autobus par les Africains à Newcastle dans le Natal, et la police a ouvert le feu sur des manifestants africains, causant plusieurs morts.

12. Les manifestations de Newcastle reflètent la colère et l'impatience grandissantes de la majorité africaine opprimée, face à la sauvagerie croissante du régime d'*apartheid*. Tout le monde sait que l'Afrique du Sud a été ébranlée par des grèves continues au cours des trois dernières années et que la fin de cette vague révolutionnaire n'est toujours pas en vue. De plus, on assiste à une action militante croissante de la part d'autres groupes de population opprimés, la jeunesse, par exemple, qui vient gonfler les rangs du mouvement révolutionnaire, ayant compris que rien en dehors d'une action révolutionnaire armée ne pourra résoudre les problèmes politiques et sociaux.

13. Des preuves toujours plus nombreuses viennent étayer les accusations de collaboration militaire grandissante entre les pays impérialistes et le régime d'*apartheid*. L'ANC a récemment révélé la preuve incontestable des efforts concertés déployés par le régime impérialiste de l'Allemagne de l'Ouest et du régime sud-africain pour permettre à ce dernier de fabriquer des armes nucléaires. Ces efforts ne constituent pas seulement une violation flagrante des conventions internationales limitant la prolifération des armes nucléaires, mais sont également une menace réelle pour la réalisation du mouvement révolutionnaire africain et pour la paix mondiale. Pour l'ANC, ce régime qui n'a pas hésité à user impitoyablement de la terreur à l'égard du peuple d'Afrique du Sud, provoquerait sans sourciller un holocauste sur le continent africain et dans le monde. L'ANC estime qu'il appartient aux nations du monde d'examiner de près le développement de l'industrie des armements en Afrique du Sud, et notamment les conséquences de la création d'une usine d'enrichissement d'uranium qui produira des matières fissiles concentrées destinées aux armes nucléaires, sans qu'aucun contrôle extérieur soit exercé.

14. Ces derniers temps, la presse internationale a largement rendu compte des plans du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique visant à établir une base dans l'île de Diego Garcia dans l'océan Indien. Le Gouvernement britannique est lui aussi impliqué dans cette affaire, et des milliers d'habitants de Diego Garcia, devenus des personnes déplacées, ont été évacués sur Maurice. Des responsables des forces militaires et navales sud-africaines se sont récemment rendus aux Etats-Unis et à la suite de ces visites l'Afrique du Sud a annoncé un projet d'agrandissement de la base navale de Simonstown.

15. On doit tirer la conclusion qu'à la suite des victoires remportées par les peuples du Viet-Nam et du Cambodge et de la destruction de l'empire colonial portugais par les forces révolutionnaires de la Guinée-Bissau, du Mozambique, de l'Angola, de Sao Tomé-et-Principe et du Cap-Vert, des préparatifs urgents de résistance sont en cours pour défendre jusqu'au bout les dernières bases d'agression en Afrique du Sud et au Moyen-Orient. Il se construit actuellement autour du continent africain un rempart d'acier dont les tours de guet se trouvent à Simonstown, à Diego Garcia et en Israël, ce dernier pays ayant pour tâche de contenir le mouvement de libération arabe. Cette mesure a notamment pour objectif de veiller à ce que la République fasciste d'Afrique du Sud conserve l'initiative nécessaire sur les plans militaire, économique et politique dans l'ensemble du continent indépendant africain. Les forces internationales et la démocratie feraient bien de tirer les leçons qui

s'imposent des récents événements et de prendre les mesures urgentes nécessaires pour défendre la paix et la sécurité mondiales.

16. L'ANC a constaté avec satisfaction que la communauté internationale continue à se rendre compte du caractère frauduleux de la politique de "bantoustans" du régime sud-africain. Il est persuadé que la prétendue "indépendance" du "bantoustan" du Transkei n'influera absolument pas sur la détermination de la communauté internationale à poursuivre la lutte contre la politique du régime sud-africain. Il tient à souligner que les "bantoustans" visent uniquement à garantir une offre perpétuelle de main-d'oeuvre bon marché. Les "bantoustans" sont des cloaques de misère et d'ignorance, où le taux de mortalité infantile atteint jusqu'à 400 p. 1 000. Dans un effort pour intimider la population et l'empêcher de participer à l'activité politique, le Transkei est maintenu en état d'urgence depuis 1960.

17. En continuant à soutenir le régime qui persiste dans cette politique alors même qu'ils se déclarent opposés à sa politique d'*apartheid*, certains pays contribuent à remonter son moral défaillant. Néanmoins, le régime de Vorster se trouve de plus en plus isolé et la communauté internationale doit faire preuve de vigilance contre ses tentatives de rompre cet isolement. M. Nzo s'étonne également des arguments avancés par certains Etats pour justifier leurs contacts économiques avec le régime d'*apartheid*. Des Etats qui n'ont jamais hésité à imposer un boycottage économique contre Cuba ou à menacer d'en imposer un contre le Portugal s'opposent néanmoins à ce que le boycottage serve d'arme politique contre l'Afrique du Sud. On ne saurait justifier les violations flagrantes des décisions visant à isoler le régime d'*apartheid*. Il faut d'urgence imposer un boycottage efficace contre l'Afrique du Sud en matière d'armements, d'autant que ce pays a l'espoir d'obtenir des armes nucléaires.

18. M. KAYOPE (Zambie) note qu'au cours des 30 années qui se sont écoulées depuis la fondation de l'Organisation des Nations Unies, alors que des fléaux de l'humanité comme, par exemple, l'agression étrangère en Indochine et le colonialisme portugais, disparaissaient partout dans le monde, l'abominable politique d'*apartheid* de l'Afrique du Sud est demeurée inchangée. La Zambie a catégoriquement condamné ce système comme étant le pire méfait qui ait jamais été imposé à la majorité de la population sud-africaine. Elle a condamné la politique de "bantoustanisation", qui est une tentative de tromper la communauté internationale en renforçant un système totalitaire sous prétexte d'établir la démocratie.

19. En revanche, la Zambie préconise énergiquement l'élimination pacifique de l'*apartheid*. Elle demande la libération de tous les prisonniers politiques et le rétablissement de leur droit à participer aux activités politiques. Elle appuie chaleureusement le Manifeste sur l'Afrique australe, publié à Lusaka en avril 1969¹, et la Déclaration de Dar es-Salam sur l'Afrique australe, publiée à la neuvième session extraordinaire du Conseil des ministres de l'OUA,

¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Annexes, point 106 de l'ordre du jour, document A/7754.

tenu du 7 au 10 avril 1975, dans lesquels il est demandé d'employer des moyens pacifiques pour établir le gouvernement par la majorité en Afrique du Sud et de ne recourir à des moyens non pacifiques qu'en dernier ressort.

20. Il faut rappeler au régime sud-africain que l'histoire est remplie d'exemples d'empires apparemment invincibles qui, finalement, ont été vaincus par la détermination d'un peuple à se libérer. Les triomphes remportés par les mouvements de libération en Indochine et dans les anciennes colonies portugaises d'Afrique en sont des exemples remarquables, et indiquent le sort qui guette l'Afrique du Sud si elle ne transfère pas le pouvoir à la majorité de la population.

21. Une année s'est écoulée depuis que le Premier Ministre de l'Afrique du Sud a promis d'apporter des changements à la politique d'*apartheid* de son pays, mais, au lieu de cela, la répression n'a fait que s'amplifier. La délégation zambienne est persuadée que la répression, qui se poursuit, est vouée à l'échec. Comme premier pas vers la réalisation du gouvernement par la majorité en Afrique du Sud, le régime de Vorster devrait s'engager à introduire des réformes internes et à abroger les lois raciales.

22. D'autre part, l'ONU devrait étendre son embargo sur les armes contre l'Afrique du Sud : en effet, tant que les ventes d'armes à ce pays se poursuivront, le régime éprouvera un sentiment de fausse sécurité provoqué par sa puissance militaire. Les sanctions économiques sont tout aussi importantes, et le représentant de la Zambie invite les Etats Membres de l'ONU à être prêts à faire des sacrifices à cet égard. La Zambie accueille avec une satisfaction particulière l'engagement pris par les pays exportateurs de pétrole de suspendre les expéditions de pétrole à destination de l'Afrique du Sud tant que ce pays n'aura pas abandonné sa politique actuelle. La délégation zambienne est persuadée que si leur application est convenablement contrôlée, des sanctions économiques pourraient entraîner l'élimination de l'*apartheid* d'ici à la fin des années 1970. M. Kayope appelle l'attention sur les sacrifices consentis par son propre pays pour aider les adversaires de l'*apartheid* et lance un appel à la communauté mondiale pour qu'elle allège le fardeau de la Zambie en l'aidant davantage.

23. M. MANGAL (Afghanistan) souhaite la bienvenue à l'ONU aux représentants du Mozambique, du Cap-Vert et de Sao Tomé-et-Principe et souligne que la longue lutte menée par leurs populations et les lourds sacrifices qu'elles ont consentis, ont beaucoup contribué à accélérer le processus de décolonisation en Afrique et ailleurs. Il accueille également avec satisfaction l'accession pacifique à l'indépendance de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et félicite l'Australie pour la manière dont elle s'est acquittée de ses obligations dans ce territoire et pour son attitude de coopération avec l'ONU.

24. Pendant trois décennies, tous les efforts de l'ONU pour mettre fin à l'inhumaine politique d'*apartheid* de l'Afrique du Sud ont échoué; des mesures plus efficaces s'imposent donc. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont, dans le passé, adopté de nombreuses résolutions demandant au Gouvernement sud-africain de renoncer à sa politique d'*apartheid*, d'abroger toutes les lois et tous les règlements de caractère répressif, et d'accorder une

amnistie inconditionnelle à toutes les personnes emprisonnées pour leur opposition à l'*apartheid*. Le Gouvernement sud-africain a toujours délibérément ignoré ces résolutions et, défiant ouvertement l'ONU, a promulgué des lois encore plus répressives. De nouvelles résolutions et de nouvelles condamnations seraient donc vaines. En revanche, il faut maintenant mettre l'accent sur les obligations que la Charte impose aux Etats Membres et sur la conduite des Etats qui ne respectent pas les résolutions de l'Assemblée générale visant à éliminer l'*apartheid*. Il est indispensable de reconnaître que si l'ONU a échoué dans ses efforts, c'est surtout à cause de l'attitude négative et du manque de coopération de certains Etats Membres, qui continuent à faire fi des obligations que leur impose la Charte, en maintenant leur coopération militaire et économique avec l'Afrique du Sud.

25. Alarmé par la disparition du colonialisme portugais en Afrique, le Gouvernement sud-africain a réagi en donnant une grande publicité à de prétendues réformes et en demandant un "dialogue" avec les autres Etats africains, mais ces manoeuvres ne représentent pas un véritable changement d'attitude, étant donné que les racines essentielles de l'*apartheid* demeurent les mêmes. La majorité noire est toujours privée de ses droits fondamentaux et soumise à la discrimination et à la répression.

26. Toute action internationale concertée en vue d'éliminer totalement l'*apartheid* doit être encore intensifiée. La délégation afghane appuie les recommandations du Comité spécial contre l'*apartheid* contenues dans le chapitre II de son rapport (A/10022), qui soulignent l'importance vitale d'un embargo total sur les armes et sur les échanges commerciaux contre l'Afrique du Sud, ainsi que de la cessation de toute coopération militaire avec le régime sud-africain.

27. L'Afghanistan réaffirme l'appui qu'il apporte à la lutte légitime du peuple opprimé de l'Afrique du Sud pour son droit à l'autodétermination. Il demande une fois de plus au Gouvernement sud-africain d'accorder une amnistie inconditionnelle à toutes les personnes emprisonnées ou soumises à des mesures restrictives pour leur opposition à l'*apartheid*, et d'abroger toutes les lois et tous les règlements de caractère répressif qui restreignent le droit de la population de combattre l'*apartheid*.

28. M. PAWLAK (Pologne) constate avec satisfaction que les orateurs qui l'ont précédé ont condamné les méthodes criminelles du régime sud-africain et ses violations de la Charte des Nations Unies. Le régime de la minorité blanche en Afrique du Sud se trouve de plus en plus isolé. Sa politique de prétendues détente et coopération ne peut tromper la communauté internationale, car il maintient, et même renforce, son système criminel de racisme.

29. Les efforts que déploie actuellement le régime de M. Vorster pour sortir de son isolement croissant sont malheureusement encouragés par certains Etats occidentaux, pour la plupart membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord, qui se désolidarisent du front international uni contre le régime de la minorité blanche. Ces pays entretiennent des relations politiques, militaires et économiques étroites avec l'Afrique du Sud. Faisant fi de l'embargo imposé par le Conseil de sécurité [résolution 181 (1963)], ils continuent de livrer des armes et du

matériel à l'Afrique du Sud et de coopérer avec elle dans le domaine militaire. C'est cette aide militaire extérieure qui donne à l'Afrique du Sud les moyens de poursuivre sa politique de répression, et la première mesure à prendre, si l'on veut lutter efficacement contre l'*apartheid*, doit donc être de refuser à l'Afrique du Sud toute coopération militaire. L'intensification des efforts internationaux visant à mettre fin à la coopération des sociétés transnationales avec l'Afrique du Sud revêt, elle aussi, une grande importance. Les Etats et les sociétés en cause prétendent que leur activité économique aidera à éliminer l'*apartheid* en facilitant un processus d'"évolution" au sein de l'économie sud-africaine. En réalité, il se passe tout le contraire. Les apports de capitaux étrangers n'ont fait qu'aider le régime à perpétuer un système économique fondé sur l'exploitation d'une main-d'oeuvre bon marché et sur l'injustice raciale et sociale. Dans ces conditions, un règlement pacifique du problème de la ségrégation raciale en Afrique du Sud est impossible et la délégation polonaise appuie la poursuite de la lutte par les mouvements de libération.

30. M. Pawlak rappelle que sa délégation a participé à l'élaboration de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* et que la Pologne a signé cette convention et entrepris la procédure de ratification. Il est extrêmement important que la Convention soit signée et ratifiée le plus tôt possible par le plus grand nombre d'Etats, car elle constitue un instrument juridique important dans la lutte mondiale contre l'*apartheid*.

31. La Pologne a toujours appuyé sans réserve la cause de la majorité noire sud-africaine dans sa lutte pour le respect des droits de l'homme. Elle est solidaire de tous les peuples qui sont encore opprimés par les racistes et les colonialistes et privés de leurs droits fondamentaux, parce qu'elle est profondément convaincue que la liberté et le progrès sont inséparables. C'est pourquoi elle a toujours fourni une assistance matérielle, morale et politique aux peuples héroïques de l'Afrique du Sud, du Zimbabwe et de la Namibie, et continuera de le faire.

32. La délégation polonaise approuve les conclusions et les recommandations formulées par le Comité spécial dans le chapitre II de son rapport et se déclare prête à appuyer toute résolution constructive qui serait proposée à la Commission.

33. M. GHEORGHE (Roumanie) déclare que l'évolution positive des rapports internationaux et les progrès réalisés vers la décolonisation et la réalisation de l'universalité de l'ONU depuis la dernière session démontrent clairement que le processus historique de liquidation des vestiges du système colonial touche à sa fin. Le peuple roumain se félicite de l'accession à l'indépendance des quatre nouveaux Etats Membres de l'Organisation. L'indépendance du plus étendu d'entre eux, le Mozambique, représente une victoire d'une part du peuple portugais sur le fascisme et d'autre part de toutes les forces progressistes sur le colonialisme et le néo-colonialisme. La Roumanie a toujours prêté son appui politique, matériel et diplomatique aux peuples qui luttent pour se libérer de la domination coloniale.

34. La délégation roumaine félicite le Comité spécial pour la distinction qui lui a été accordée par le Conseil mondial

de la paix et se réjouit de la participation des représentants de l'ANC et du Congrès panafricainiste (PAC) d'Afrique du Sud aux travaux de la Commission politique spéciale. Elle s'est toujours prononcée en faveur de la reconnaissance internationale des mouvements de libération et de la participation active des représentants authentiques des peuples aux réunions internationales où sont débattues des questions ayant trait à leur destinée.

35. Grâce aux progrès de la décolonisation en Afrique australe, le Gouvernement sud-africain se trouve de plus en plus isolé. Le Comité spécial dont la délégation roumaine approuve les recommandations, a apporté une contribution considérable à l'intensification de la campagne contre l'*apartheid*. Un nombre toujours plus grand d'Etats signent ou ratifient la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*.

36. Par suite des pressions toujours plus intenses, tant intérieures qu'internationales, qui s'exercent sur lui, le Gouvernement de Pretoria a récemment lancé une offensive diplomatique de prétendue "détente" avec les Etats africains voisins et de propagande destinée à induire en erreur l'opinion publique mondiale et à détourner l'attention de sa politique raciale. En réalité, il a continué d'intensifier sa politique d'*apartheid* et ses mesures de terreur contre ceux qui s'opposent à cette politique. La violation des résolutions de l'ONU, la création des "bantoustans", l'armement massif, les actes de répression contre la population noire et le traitement inhumain des prisonniers politiques montrent clairement que le régime de Pretoria continue d'appliquer la même politique. Les documents publiés par le Groupe de l'*apartheid* et ceux qui ont été présentés à la Commission prouvent que le régime de Pretoria a lancé une nouvelle vague d'arrestations et de répression sauvage contre les dirigeants des mouvements de libération et contre tous ceux qui s'opposent à l'*apartheid*. Le peuple roumain appuie et admire la lutte héroïque du peuple sud-africain pour la justice sociale et l'exercice de son droit à l'autodétermination, conformément aux principes de la Charte, lutte que les mesures draconiennes prises par le régime raciste n'ont pas pu empêcher. La délégation roumaine a la ferme conviction que les Nations Unies et tous les peuples épris de justice continueront à prêter leur appui à la lutte du peuple sud-africain contre une politique anachronique qui nie toute dignité humaine.

37. Fermement opposée à toute politique de force et attachée aux principes du droit international, inscrits également dans la Charte, la République socialiste de Roumanie a toujours condamné la politique d'*apartheid* comme étant la forme la plus dangereuse de l'oppression coloniale, qui est une violation des buts et principes de la Charte et constitue une source permanente de tension sur le continent africain ainsi qu'une menace pour la paix et la sécurité internationales.

38. La lutte contre l'*apartheid* ne peut être efficace sans la participation de tous les Etats, non seulement sous forme de déclarations, mais aussi, d'actions internationales collectives entreprises par le truchement de l'ONU. C'est pourquoi la Roumanie se prononce pour le renforcement du rôle de cette dernière et son adaptation aux réalités contemporaines, afin d'accroître son efficacité dans le règlement des problèmes internationaux. Alors qu'elle célèbre son

trentième anniversaire, il incombe à l'Organisation et, à travers elle, à toute la communauté internationale, d'assumer une responsabilité particulière dans la liquidation de l'*apartheid*, la défense des populations opprimées d'Afrique du Sud et le soutien aux mouvements de libération nationale. Nombre de décisions ont été prises dans ce sens : il reste à les mettre en pratique. En application des résolutions de l'ONU, la Roumanie n'entretient aucun rapport diplomatique, politique, économique, sportif ou autre avec le régime raciste sud-africain. La délégation roumaine est prête à coopérer avec les autres délégations pour appliquer les recommandations du Comité spécial contre l'*apartheid* et est persuadée que les projets de résolution adoptés par la Commission seront approuvés par tous les Etats conscients de leurs responsabilités et de la nécessité d'éliminer à jamais l'anachronisme honteux qu'est l'*apartheid*.

39. M. DUCLOS (Canada) exprime l'aversion que ressentent les Canadiens et leur gouvernement à l'égard du caractère inique du régime d'*apartheid*, qui, parce qu'il est fondé sur la négation des droits fondamentaux de l'homme et des libertés civiles de l'immense majorité de la population de l'Afrique du Sud, porte en lui les germes de sa propre destruction. A l'instar d'autres gouvernements que la question préoccupe, le Gouvernement canadien estime nécessaire que tous les moyens raisonnables soient utilisés pour accélérer la fin inévitable de l'*apartheid*. Ses initiatives ont toujours été totalement en accord avec sa politique de promotion de la justice sociale et sa conviction que le maintien de la paix et de la sécurité au profit de tous les peuples doit être la préoccupation majeure du Canada et de tous les Etats soucieux de préserver la paix mondiale. C'est pourquoi il a toujours appuyé les mesures de caractère positif et pratique visant à permettre d'arriver, par des voies pacifiques, à un règlement rapide du problème sud-africain et a rejeté toute action inconsidérée qui aurait risqué d'aggraver inutilement la situation internationale sans changer quoi que ce soit fondamentalement.

40. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, des événements significatifs ont eu lieu en Afrique australe. Les anciennes colonies portugaises ont accédé à l'indépendance et les présidents de la Zambie, de la République-Unie de Tanzanie, du Mozambique et du Botswana ont cherché ensemble à trouver des solutions au problème de la Rhodésie du Sud. Bien que leurs efforts aient été vains, cette coopération a permis d'espérer que les obstacles empêchant l'autodétermination des populations d'Afrique australe commencent enfin à céder. Toutefois, en dépit du rôle joué par le Premier Ministre d'Afrique du Sud dans les entretiens sur la Rhodésie du Sud, l'Afrique du Sud, ce bastion de l'oppression raciste, demeure dans une grande mesure à l'écart de ces événements.

41. Parce que la situation en Afrique du Sud risque de se détériorer et de conduire à la violence raciale ou à la guerre civile, le Canada, de concert avec d'autres Etats Membres de l'ONU, a cherché à adopter des politiques et des mesures visant à encourager et à appuyer la majorité noire de ce pays dans ses aspirations à l'autodétermination. Ces pays se sont également efforcés de faire comprendre à la minorité blanche et à son gouvernement que la seule voie vers une solution pacifique du problème racial dans leur pays réside dans la participation de tous les Sud-Africains à la vie

politique sur un pied d'égalité. Le Gouvernement canadien a toujours considéré qu'il fallait d'abord éviter que les parties au conflit ne deviennent si hostiles qu'elles ne puissent plus rechercher ensemble une solution de ce genre. C'est dans cet esprit qu'il a adopté plusieurs mesures concrètes illustrant la répugnance que lui inspire l'*apartheid*. Les contributions financières du Gouvernement canadien à plusieurs fonds des Nations Unies et à d'autres fonds internationaux qui offrent aux Sud-Africains noirs l'éducation et la formation professionnelle dont ils sont privés dans leur propre pays s'élèvent à 800 000 dollars pour l'exercice en cours et ce gouvernement vient d'annoncer une contribution de 100 000 dollars à l'Institut pour la Namibie. En outre, en collaboration avec des organisations non gouvernementales canadiennes et des organisations internationales, le Gouvernement canadien fournit une aide directe pour la réalisation de projets, par des groupes d'Afrique australe, dans des domaines comme la médecine, l'éducation et l'agriculture. Le programme d'aide bilatérale du Canada à l'intention des pays africains indépendants de l'Afrique australe est également considérable et il atteindra, sous forme de prêts et de subventions, plus de 60 millions de dollars pour l'exercice 1975/76. Son principal objectif est évidemment de permettre le développement économique et social de ces pays, mais le Canada veut aussi, en contribuant à rendre plus stables ces pays indépendants, exprimer sa désapprobation à l'égard de l'idéologie raciste de l'*apartheid*.

42. Une autre question importante est l'expulsion de l'Afrique du Sud des compétitions sportives internationales. Dans une lettre adressée aux organisations sportives canadiennes, le Ministre de la santé et du bien-être social a déclaré que la politique du Gouvernement canadien était de refuser d'accorder une aide financière à tout athlète désireux de se rendre en Afrique du Sud afin de participer à une compétition sportive, mais que, naturellement, il appartenait à l'individu ou à la fédération sportive en cause de prendre la décision finale. Le Ministre a également fait savoir aux organisations sportives qu'à compter de juillet 1975 le Gouvernement canadien n'accorderait aucun appui moral ou financier à toute manifestation sportive ayant lieu au Canada à laquelle des athlètes sud-africains seraient invités et que cette pratique avait déjà été adoptée par plusieurs autres nations dans l'espoir que cette isolation croissante encouragerait le Gouvernement sud-africain à abandonner sa politique de ségrégation. Cette prise de position récente du Gouvernement canadien est d'autant plus opportune que les Jeux olympiques auront lieu au Canada en 1976. Ayant étudié la situation attentivement, le Gouvernement canadien considère que les manœuvres sud-africaines visant à donner l'impression d'une absence de discrimination raciale dans le domaine sportif ne reflètent aucun changement fondamental dans les politiques discriminatoires de l'Afrique du Sud en matière de sport.

43. En 1963, le Gouvernement canadien a imposé un embargo sur les ventes de matériel militaire à l'Afrique du Sud et en 1970 il a ajouté les pièces de rechange au matériel faisant l'objet de l'embargo, se conformant ainsi aux dispositions de la résolution 282 (1970) du Conseil de sécurité.

44. Bien que le Canada se soit réjoui de l'abrogation de lois oppressives telles que les lois intitulées *Masters and*

Servants Acts et aux modifications apportées à la loi de 1964 intitulée *Bantu Labour Act*, il est fort étonné de constater que l'ensemble des lois sur l'*apartheid* n'a pas été sensiblement modifié. Le recours à des lois répressives telles que celles intitulées *Terrorism Act* et *Suppression of Communism Act* pour punir et emprisonner indéfiniment des personnes dont le seul crime est leur opposition à l'*apartheid* est particulièrement répréhensible. La justice sud-africaine doit être condamnée avec véhémence pour les délais excessifs mis à porter ces causes devant les tribunaux et pour certaines tactiques judiciaires douteuses comme le remplacement par de nouveaux chefs d'accusation de ceux jugés inacceptables par les tribunaux. Le Gouvernement canadien condamne la politique dite de "développement séparé", qui accorde environ 13 p. 100 du territoire, et surtout des terres stériles, à 80 p. 100 de la population; il s'agit là d'un déni flagrant du droit de la majorité à une part équitable de la richesse du pays.

45. Le Gouvernement canadien reconnaît que toute transformation de la situation raciale en Afrique du Sud doit prendre naissance à l'intérieur même du pays. La marche à suivre en vue de réaliser cette transformation est une question qui le préoccupe vivement. Le recours à la violence pour provoquer les changements qui s'imposent ne peut être encouragé et le Canada constate avec satisfaction que l'OUA continue de préconiser le recours à des moyens pacifiques pour résoudre les problèmes de l'Afrique australe et il accueille favorablement les déclarations de plusieurs dirigeants africains pour qui le maintien de la paix et de la sécurité dans cette région est d'une grande importance. L'ONU doit résister à la tentation de recourir à des mesures extrêmes qui risqueraient de réduire à néant les progrès réalisés. Voilà pourquoi le Gouvernement canadien s'est opposé à l'expulsion de l'Afrique du Sud lors de la vingt-neuvième session. Il regrette l'absence de la délégation sud-africaine à la trentième session parce qu'il croit que

c'est en exposant constamment le Gouvernement et la population de l'Afrique du Sud à la réprobation, par la communauté internationale, de ses politiques et de ses pratiques, que l'on pourra le plus facilement susciter les transformations souhaitées en Afrique du Sud. A cet égard, il faut féliciter le Comité spécial contre l'*apartheid* des efforts qu'il a déployés pour attirer l'attention sur les injustices inhérentes au régime d'*apartheid*. Voilà la voie qu'il faut suivre; elle est préférable aux mesures inspirées par le désespoir.

46. M. ALLISON (Nigéria) demande que le texte intégral de la déclaration du représentant de l'ANC, qui a si clairement décrit la situation en Azanie, la collaboration de certains Etats avec le régime raciste et la détermination de la population à lutter résolument pour obtenir ses droits inaliénables, soit distribué aux membres de la Commission.

47. Le PRESIDENT déclare que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission, profitant de l'autorisation qui lui a été accordée par l'Assemblée générale à sa 2333^e séance plénière, accepte la proposition du représentant du Nigéria.

Il en est ainsi décidé².

48. Le PRESIDENT annonce que les délégations de l'Ethiopie, de la Guyane, du Laos, du Libéria, du Niger, du Sénégal, du Yémen démocratique et de la Zambie désirent se joindre aux auteurs du projet de résolution A/SPC/L.326.

La séance est levée à 13 heures.

² Le texte intégral de la déclaration a été distribué ultérieurement sous la cote A/SPC/PV.963.

964^e séance

Vendredi 24 octobre 1975, à 10 h 50.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.964

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (*suite*)
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174, A/SPC/L.326] :
a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

DISCUSSION GENERALE (*suite*)

1. Le PRESIDENT informe la Commission que le représentant de la République arabe libyenne a demandé à exercer son droit de réponse à la fin de la séance précédente, à la suite d'une déclaration faite par une autre délégation. Comme l'autre délégation a retiré son nom de la

liste des orateurs, il n'a pas donné la parole au représentant de la République arabe libyenne. Toutefois, ce dernier a demandé à répondre au représentant des Etats-Unis d'Amérique à la présente séance, au nom de sa propre délégation et des autres délégations arabes. Bien que le droit de réponse doive en principe être exercé à la fin des séances, le Président considérera, s'il n'y a pas d'objection, que, dans le présent cas, la Commission souhaite accéder à ladite demande.

Il en est ainsi décidé.

2. M. EL SHEIBANI (République arabe libyenne), exerçant son droit de réponse au nom du groupe des pays arabes, dit que le représentant des Etats-Unis d'Amérique semble être nouveau à la Commission, étant donné qu'il a

évoqué une question qui a été débattue à la Troisième Commission. Son enthousiasme pour le sionisme lui a sans aucun doute fait oublier le règlement intérieur de l'Assemblée générale. Il semble se joindre à la propagande dirigée contre l'Organisation des Nations Unies aux Etats-Unis parce que l'Organisation ne suit pas les directives de ce pays et de son allié, le sionisme. Toutefois, les efforts qu'il déploie pour défendre le sionisme sont voués à l'échec. Les membres de la Commission savent parfaitement que le régime sioniste est étroitement lié au racisme sud-africain. Le représentant des Etats-Unis paraît méconnaître non seulement le règlement intérieur de l'Assemblée générale mais également la nature du sionisme. Il existe une grande différence entre le sionisme en tant que doctrine raciste et le judaïsme qui est reconnu par les arabes comme croyance religieuse au même titre que le christianisme. Ce sont les pays occidentaux, et en aucun cas les Arabes, qui sont à l'origine des souffrances des juifs. Les musulmans, les juifs et les chrétiens ont coexisté au cours des siècles avant que le sionisme ne devienne un mouvement raciste fanatique analogue au racisme sud-africain. Dans son enthousiasme à défendre l'entité sioniste, le représentant des Etats-Unis a, de toute évidence, oublié que le Comité spécial contre l'*apartheid* mentionne, dans son rapport (A/10022), notamment aux paragraphes 66 et 205, la relation existant entre cette entité et le régime raciste sud-africain.

3. M. El Sheibani laissera aux membres de la Commission le soin de juger du renforcement dans tous les domaines des relations entre Tel-Aviv et le régime raciste de Pretoria. Le resserrement des liens entre ces deux régimes qui ne tiennent pas compte des résolutions de l'ONU montre la moralité du sionisme.

4. Il n'est pas surprenant que le représentant des Etats-Unis ait demandé aux membres de la Commission de ne pas établir de comparaison entre le régime sioniste et celui de l'Afrique du Sud. Ce qu'il y a de surprenant, c'est que cet appel vienne d'un pays qui a pleinement conscience de ses responsabilités envers une organisation internationale qui a condamné le racisme, l'oppression et l'avilissement de l'homme. Si l'Organisation des Nations Unies condamne les pays qui collaborent avec le régime sud-africain, elle doit de même condamner ceux qui collaborent avec des régimes analogues, comme le régime sioniste.

5. La coopération entre Arabes et Africains constitue un lien historique, culturel et religieux dans leur lutte contre le racisme. Les Arabes soutiennent les mouvements de libération d'Afrique du Sud auxquels l'ONU et la communauté internationale apportent également leur appui dans le combat qu'ils mènent pour éliminer le racisme.

6. La délégation libyenne souhaite maintenir son droit de réponse au représentant des Etats-Unis tant qu'elle n'aura pas lu le compte rendu analytique de la séance précédente.

7. M. KATZEN (Etats-Unis d'Amérique) souhaite se réserver le droit de réponse aux observations du représentant de la République arabe libyenne à une séance ultérieure.

8. M. MOHAMMED ALI (Oman) dit que la politique d'*apartheid* de la minorité blanche d'Afrique du Sud est un défi lancé à l'Organisation des Nations Unies dont la Charte et les résolutions soutiennent les principes de l'indépen-

dance des peuples. Tous les pays sont opposés à l'odieuse politique de discrimination fondée sur la race et la couleur. Au cours du débat sur la question, les représentants de la plupart des pays du monde ont exprimé leur indignation et demandé à l'ONU de veiller à ce que la communauté internationale établisse des sanctions strictes et autres mesures visant à contraindre l'Afrique du Sud à renoncer à cette politique.

9. Il existe de nombreux points communs entre le régime raciste d'Afrique du Sud et celui d'Israël qui perpètre les crimes les plus barbares contre le peuple arabe de Palestine, lui refusant la jouissance de ses droits fondamentaux, tout comme la minorité blanche prive la majorité noire des siens en Afrique du Sud. Israël brave les résolutions de l'ONU condamnant la politique d'oppression et de discrimination raciale qu'il poursuit contre les citoyens arabes de Palestine. L'étroite coopération entre les deux régimes est un témoignage évident de leur similitude.

10. M. Mohammed Ali soutient les appels lancés par les orateurs précédents à tous les pays pour qu'ils cessent d'apporter une assistance militaire et économique au Gouvernement d'Afrique du Sud, étant donné que cette aide lui permet de poursuivre sa politique discriminatoire.

11. En Oman, il n'existe absolument aucune discrimination. Tous ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. Il devrait en être de même pour tous les peuples d'Afrique australe qui devraient vivre ensemble dans la paix et l'harmonie afin d'instaurer une société où le principe de l'égalité des droits serait appliqué à chacun.

12. L'Oman a toujours soutenu les résolutions de l'ONU condamnant le régime sud-africain. Le Sultanat n'entretient aucune relation politique ou économique avec ce régime et n'autorisera pas ses ressortissants à avoir des contacts commerciaux ou sociaux avec lui.

13. M. BANGO BANGO (Zaïre) déclare que, malgré les appels réitérés de l'Organisation des Nations Unies demandant l'amnistie inconditionnelle de toutes les personnes emprisonnées ou frappées de mesures restrictives pour leur opposition à l'*apartheid*, la clique de Vorster continue à consolider son régime cynique qui avilit l'homme noir sur la terre de ses ancêtres. La délégation zaïroise apporte son appui total aux recommandations faites par le Comité spécial contre l'*apartheid* au chapitre II de son rapport, concernant la politique de prétendue détente qu'appliquerait le régime sud-africain, la nécessité d'intensifier l'action au niveau international, la responsabilité spéciale de l'Organisation des Nations Unies vis-à-vis du peuple sud-africain, la reconnaissance du droit à l'autodétermination de ce peuple, la condamnation des "bantoustans", la nécessité d'appliquer des sanctions contre le régime sud-africain et l'assistance à la population opprimée de ce pays et à ses mouvements de libération. L'octroi de la médaille d'or de la paix Frédéric Joliot-Curie au Comité spécial contre l'*apartheid* par le Conseil mondial de la paix montre l'estime dont jouit le Comité spécial dans sa mission de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

14. L'accession à l'indépendance de quatre nouveaux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies est la juste récompense de leur lutte héroïque contre le colonialisme et une source de satisfaction pour toute l'Afrique.

15. Trente ans après la création de l'Organisation des Nations Unies, le régime minoritaire blanc de l'Afrique du Sud, s'inspirant de l'idéologie raciste du nazisme, continue à faire fi des recommandations et des décisions de l'Organisation des Nations Unies, fort de l'appui de maints pays occidentaux, dont les grandes puissances de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN). Celles-ci en tant que membres permanents du Conseil de sécurité sont chargées de préserver la paix et la sécurité internationales, aux termes de la Charte des Nations Unies. De plus, grâce à l'apport de la science et de la technologie des pays occidentaux, l'Afrique du Sud s'affirme comme une puissance militaire et même atomique. La Commission devra continuer à condamner le danger que représente la fourniture d'armes à l'Afrique du Sud. L'embargo sur le commerce et notamment la fourniture d'armes à ce pays doit être total car l'*apartheid* n'est pas seulement la négation de la valeur intrinsèque de l'homme mais encore un crime contre l'humanité. L'Organisation des Nations Unies devra aussi recommander aux gouvernements de signaler aux sociétés occidentales qui entretiennent des relations avec l'Afrique du Sud que leur attitude met en danger la paix et la sécurité internationales.

16. L'offensive de charme du Premier Ministre de l'Afrique du Sud montre que le régime de l'*apartheid* sait que l'heure de son déclin a sonné. En cette matière, le Zaïre respecte les positions des autres pays africains souverains; quant à lui, le Gouvernement zaïrois estime qu'avant d'entamer des négociations avec le Zaïre, l'Afrique du Sud devrait engager un dialogue entre les Noirs et les Blancs sur son territoire.

17. L'indépendance du "bantoustan" de Transkei prévue pour 1976, si l'on en croit la promesse faite par la clique de Vorster, ne peut tromper personne. La création des "bantoustans" n'est que le prolongement funeste de la politique d'*apartheid* et vise à démembrer l'Azanie en autant de petits Etats non viables qui seront toujours à la merci du régime de la minorité blanche. Pour cette raison, la délégation zaïroise estime que la Commission devra demander, dans une nouvelle résolution, aux institutions spécialisées et aux organisations gouvernementales et non gouvernementales en contact avec les Noirs d'Afrique du Sud de développer parmi ceux-ci un esprit de fraternité en vue de susciter en eux une conscience nationale qui seule pourra empêcher la balkanisation de leur pays. Les populations autochtones de l'Azanie doivent se rendre compte qu'elles font partie d'une même nation. L'expérience du Zaïre a prouvé que le manque de conscience nationale était la source de nombreuses convulsions internes dont sont victimes maintes nations du tiers monde.

18. La position du Zaïre en ce qui concerne le sort malheureux de ses frères d'Azanie a été clairement exprimée par le Président du Zaïre lorsqu'il a déclaré à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale (2140^e séance plénière) que son pays ne pouvait pas se sentir heureux tant que ses frères d'Afrique noire ploieront encore sous le joug des racistes sud-africains. Le Zaïre appuie aussi inconditionnellement les mouvements de libération dans leur lutte pour la reconquête de leur liberté. Puisque la minorité blanche et ses amis refusent de reconnaître les droits fondamentaux de l'homme à tous les habitants du pays, les Etats africains indépendants et leurs alliés n'ont

d'autre choix que d'aider le peuple d'Azanie à combattre par les armes pour recouvrer sa liberté, même s'ils n'ont cessé de répéter aux Blancs d'Afrique du Sud qu'ils ne sont pas contre la coexistence des Blancs et des Noirs en Azanie. Le Zaïre se souvient avec gratitude que, grâce à l'intervention des Etats-Unis d'Amérique qui ont financé l'opération des Nations Unies en 1960, la région du cuivre n'a pu faire sécession. Il est donc décevant que cet ami de la première heure semble ne pas avoir de politique africaine, si ce n'est celle du *statu quo*. Ce pays épris de liberté, qui s'est battu pour son indépendance, n'a rien fait pour aider l'Afrique à se libérer du colonialisme et de l'*apartheid*. C'est l'Afrique elle-même qui, par une lutte acharnée, a fait sombrer un pouvoir fasciste et anachronique au Portugal et conquis la liberté pour toutes les anciennes possessions portugaises en Afrique. Dans certains cas, les Etats-Unis ont même travaillé contre les intérêts de l'Afrique. La République du Zaïre entend, quant à elle, continuer à assumer ses responsabilités vis-à-vis de ses frères victimes de l'*apartheid*.

19. M. RASOLONDRABE (Madagascar) dit que le débat sur le problème de l'*apartheid* montre que malgré son obstination le régime raciste ne peut pas espérer l'emporter par l'usure. Toutes les délégations qui ont pris la parole ont confirmé qu'elles étaient déterminées à appuyer la cause légitime des habitants non blancs de l'Azanie. La délégation malgache appuie énergiquement ces déclarations et tient à réaffirmer sa solidarité agissante avec le peuple d'Azanie et ses mouvements de libération, dont elle salue les représentants qui participent aux débats en cours.

20. Pour les Etats membres de l'OUA, l'indépendance politique ne prendra toute sa signification que lorsque le continent aura été débarrassé de toutes les formes de domination raciste, coloniale et étrangère. Il est frustrant pour les pays africains indépendants d'avoir à consacrer leur temps à ces problèmes politiques alors qu'ils préféreraient porter tous leurs efforts sur leur propre développement. Ils regrettent également de voir leurs relations avec des pays d'autres continents empoisonnées par ces problèmes.

21. On a souvent dit que l'Afrique était un continent jeune appelé à apporter une contribution de valeur à l'édification d'un monde meilleur, mais elle ne sera pas apte à remplir pleinement sa vocation tant que subsisteront sur son sol le racisme, l'*apartheid* et le colonialisme. Toutefois, sa victoire sur ces forces du mal constituera sa meilleure contribution à l'oeuvre de l'Organisation des Nations Unies. La lutte contre l'*apartheid* devrait être un effort commun de l'ensemble de la communauté internationale auquel aucun pays ne devrait se soustraire, à quelque région qu'il appartienne. C'est parce que ce principe n'a pas été encore pleinement compris que l'action de la communauté internationale, et particulièrement celle de l'Organisation des Nations Unies, a été jusqu'ici d'une efficacité décevante. Non seulement l'Organisation a connu de constantes divergences quant à ce qu'il convenait de faire, mais elle a également permis à un petit groupe de pays d'empêcher que s'établisse une volonté réellement collective et décidée à se débarrasser d'un régime raciste rétrograde et illégitime. La première et la plus grande erreur a été d'avoir accepté que le régime raciste sud-africain devienne Membre fondateur de l'Organisation. Il est difficile de comprendre comment une nation a pu prendre part à l'élaboration des principes de la Charte, les signer et les ratifier, tout en gardant l'espoir de

profiter indéfiniment de la misère de sa population noire. Il est vrai que d'autres délégations aussi ont souscrit aux principes sur lesquels repose le droit à l'autodétermination alors que leurs gouvernements restaient déterminés à réprimer les mouvements anticoloniaux. Le recours par ces pays aux dispositions de la Charte relatives aux "affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale" a démontré par la suite qu'ils partageaient avec l'Afrique du Sud sa manière restrictive d'interpréter la Charte des Nations Unies.

22. L'autre faiblesse à signaler provient de l'inaptitude à faire admettre par tous les organes de l'Organisation des Nations Unies le caractère illégitime du pouvoir sud-africain. Les votes intervenus au cours des sessions précédentes de l'Assemblée générale montrent l'existence d'une majorité écrasante décidée à aller au-delà d'une simple condamnation de l'*apartheid* et à prendre des mesures pratiques prévues par le Chapitre VII et l'Article 6 de la Charte, mais trois membres permanents du Conseil de sécurité ont réussi à contrecarrer la volonté de la majorité. Il faudrait rappeler à ces pays que c'est essentiellement de leurs enseignements que bon nombre d'Etats Membres tiennent les notions de légitimité, de démocratie, de suffrage universel dont ils réclament l'application en Azanie. Il faudrait aussi leur rappeler que le régime Vorster, par son mode d'élection, par son assise socio-économique, par ses pratiques et par la finalité de sa politique, ne peut prétendre représenter la population d'Afrique du Sud et par cela ne possède aucune légitimité. En maintenant leurs relations politiques, diplomatiques, militaires, techniques et économiques avec le régime Vorster, ces pays contribuent à le renforcer et à augmenter les chances de survie de l'*apartheid*. L'illustration la plus évidente en a été donnée à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, lorsque les trois membres permanents occidentaux du Conseil de sécurité, par leur veto et au nom du principe de l'universalité, ont réussi à garder au sein des Nations Unies 4 millions de Blancs et à laisser hors de l'Organisation 20 millions de non-Blancs. Maintenant que l'Afrique du Sud a choisi elle-même de ne plus participer aux travaux de l'Assemblée générale, ces membres accepteraient peut-être plus facilement de voter pour le projet de résolution soumis au Conseil de sécurité en 1974, mettant ainsi fin à une période de hiatus politique et juridique qui a duré 30 ans et pendant laquelle on a discuté à perte de vue sur le point de savoir si l'Afrique du Sud serait plus sensible aux pressions diplomatiques à l'intérieur de l'Organisation qu'à l'extérieur. En vérité, le régime raciste d'Afrique du Sud n'est nullement disposé à renoncer au pouvoir, que ce soit volontairement ou sous la pression de pays amis.

23. Il a été dit à longueur d'année devant la Commission que tous sont unanimes pour condamner l'*apartheid* et pour reconnaître la nécessité d'un changement, mais que la seule différence résidait dans le choix de la méthode à suivre pour obtenir ce résultat. Or le choix des méthodes semble très limité. La délégation malgache n'est pas disposée à accepter le chantage qui vise à détruire la cohésion des pays africains en leur disant que s'ils n'adoptaient pas une certaine stratégie, ils perdraient l'appui d'autres pays ou groupes de pays. Il faut se mettre d'accord sur la question de l'illégitimité du régime actuel en Afrique du Sud et sur la nature du changement qu'il s'agira d'apporter dans ce pays. La question principale à résoudre immédiatement en

Afrique du Sud est une question de pouvoir et de démocratie. La délégation malgache appuie toutes les recommandations faites par le Comité spécial contre l'*apartheid*, en particulier celles qui ont trait à la demande d'embargo obligatoire sur les armes et à la condamnation des "bantoustans" — ces derniers étant une tentative de perpétuer la suprématie blanche par la division des Noirs.

EXAMEN DE PROJETS DE RESOLUTION (suite*) [A/SPC/L.326]

24. M. HAYNES (Guyane), prenant la parole au nom des auteurs, propose que la Commission vote sur le projet de résolution A/SPC/L.326.

25. Le PRESIDENT annonce que les délégations de l'Afghanistan, du Congo, du Koweït, du Mali, du Maroc, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie se sont portées coauteurs du projet de résolution.

26. M. AL-HADDAWI (Irak) dit que sa délégation demande également à être inscrite sur la liste des auteurs.

27. Le PRESIDENT invite la Commission à voter sur le projet de résolution A/SPC/L.326.

Sur la demande du représentant de la Jordanie, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Congo, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Congo, Costa Rica, Cuba, Tchécoslovaquie, Dahomey, Yémen démocratique, Danemark, Egypte, Ethiopie, Finlande, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guinée, Guyane, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Australie, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Tchad, Chili, Chine.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Belgique, France, Allemagne (République fédérale d'), Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

Par 90 voix contre zéro, avec 9 abstentions, le projet de résolution est adopté.

* Reprise des débats de la 960^e séance.

28. M. VON UTHMANN (République fédérale d'Allemagne) dit que c'est à regret que sa délégation a dû s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution. L'Organisation des Nations Unies s'est intéressée à l'Afrique du Sud et au problème de l'*apartheid* dès 1946, car l'une de ses principales tâches est d'éliminer dans le monde entier toutes les formes de discrimination fondées sur la race, la religion ou les convictions politiques. Il est par conséquent quelque peu surprenant qu'après 29 ans de discussions animées une "responsabilité particulière" lui soit donnée en ce qui concerne l'Afrique du Sud. La délégation de la République fédérale d'Allemagne a essayé de déterminer ce que cette "responsabilité particulière" pouvait impliquer. Deux possibilités se présentent : soit elle confirme une situation que tout le monde connaît depuis de nombreuses années, auquel cas le projet de résolution est inutile, soit elle a pour objet d'apporter un élément nouveau, et dans ce cas on peut se demander de quelle nature est ce nouvel élément.

29. L'énoncé du projet de résolution rappelle la terminologie utilisée pour décrire les relations existant entre l'ONU et la Namibie. Comme nul ne l'ignore, l'ONU assume une responsabilité directe à l'égard de la Namibie en vertu de la résolution 2248 (S-V) de l'Assemblée générale, du 19 mai 1967. Le projet de résolution sur lequel la Commission vient de se prononcer a-t-il pour objet d'établir une relation analogue entre elle et l'Afrique du Sud ? Certains des termes utilisés dans son préambule, notamment les références aux "mouvements de libération" et à l'"autodétermination", semblent le donner à penser. Ces termes sont normalement utilisés à propos de territoires sous domination coloniale.

30. Ce n'est pas dans ce contexte que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne envisage la question de l'Afrique du Sud et de l'*apartheid*. L'Afrique du Sud est un Etat souverain, Membre de l'Organisation des Nations Unies. La Charte ne prévoit pas que celle-ci assume officiellement une responsabilité particulière envers une partie de la population d'un Etat Membre, et cela dépasse donc sa compétence.

31. En conséquence, la République fédérale d'Allemagne qui, comme d'autres Etats, s'oppose catégoriquement à la politique d'*apartheid* de l'Afrique du Sud, s'est vue dans l'impossibilité de donner son appui au projet de résolution.

32. M. SERUP (Danemark) déclare que le vote de sa délégation pour le projet de résolution doit être considéré dans l'optique de l'opposition ferme et continue du Danemark à la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain. A l'occasion du trentième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies, la délégation danoise tient à s'associer à l'appel lancé par la communauté internationale pour que le Gouvernement sud-africain mette fin à sa politique d'*apartheid*. Le Gouvernement danois considère cette proclamation comme une nouvelle affirmation de la responsabilité morale que l'ONU et la communauté internationale doivent assumer à l'égard du peuple sud-africain tout entier.

33. M. VROON (Pays-Bas) déclare que son gouvernement a toujours manifesté sa désapprobation à l'égard du système d'*apartheid*, qu'il considère comme une violation des droits fondamentaux de l'homme. La déclaration faite devant la

Commission par le représentant de son pays (955^e séance) et le fait que sa délégation s'est jointe au consensus en faveur du projet de résolution A/SPC/L.325 sur la solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains ne laissent aucun doute quant à la position du Gouvernement néerlandais. Cependant, lors de la 960^e séance de la Commission, la délégation néerlandaise a expressément indiqué que son gouvernement n'estime pas que la situation qui règne en Afrique du Sud puisse être assimilée à une situation de type colonial. Elle a par conséquent de graves doutes au sujet de certaines des expressions utilisées dans le présent projet de résolution, qui semblent indiquer que la situation en Afrique du Sud est comparable à une situation coloniale.

34. En outre, le Gouvernement néerlandais se demande s'il est approprié de proclamer que l'ONU a une responsabilité particulière envers le peuple d'Afrique du Sud et ses mouvements de libération, comme il est indiqué au paragraphe 1 du projet de résolution. D'un côté, l'ONU a pour mission de faire respecter les droits de l'homme partout et chaque fois qu'ils sont violés, et l'*apartheid* est l'une de ses principales préoccupations depuis de nombreuses années. Mais d'un autre côté, si le but du projet de résolution est d'assimiler la situation en Afrique du Sud à la situation qui règne en Namibie, il ne faut pas oublier que la responsabilité de l'ONU à l'égard de la Namibie a un caractère unique par suite du statut international particulier de ce territoire.

35. Pour ces raisons, la délégation néerlandaise s'est vue dans l'impossibilité d'appuyer le projet de résolution.

36. M. CRAIG (Irlande) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution dans le but de reconnaître, à l'occasion du trentième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, la responsabilité morale particulière de celle-ci et de la communauté internationale envers le peuple de l'Afrique du Sud. L'ONU a reconnu cette responsabilité en pratique en créant le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et le Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe.

37. La délégation irlandaise aurait préféré que le projet de résolution établisse une nette distinction entre la situation propre à l'Afrique du Sud et la situation coloniale classique et qu'il reconnaisse le rôle que doivent jouer de nombreux types d'organisations dans le processus d'élimination de l'*apartheid*, qui ne peut, à son avis, être entrepris que conformément aux principes énoncés dans la Charte.

38. M. SCARANTINO (Italie) déclare que son pays soutient pleinement et fermement la cause de la lutte contre l'*apartheid* et qu'il partage les vues de tous les pays qui tiennent à assurer le respect des droits fondamentaux de l'homme. C'est par conséquent avec un profond regret que la délégation italienne a été obligée de s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution. En premier lieu, elle estime que l'énoncé du projet n'est pas adapté au contexte des travaux de la Commission. Il contient certains éléments qui seraient davantage à leur place dans le contexte de la décolonisation. La référence à la "direction" des mouvements de libération au troisième alinéa du préambule et à "l'autodétermination" au quatrième alinéa est déplacée dans une discussion sur l'*apartheid*, qui ne porte aucunement sur les problèmes abordés à la Quatrième Commission.

39. Toutefois, la délégation italienne aurait été heureuse d'appuyer le projet de résolution si le problème qu'il présente se limitait à son énoncé. Malheureusement, sa conception même est inacceptable, car il ne peut y avoir de responsabilité "particulière" de l'ONU à l'égard de qui que ce soit dans le domaine des droits de l'homme. De par sa nature même, l'Organisation est engagée et responsable dans tous les cas où les droits fondamentaux de l'homme sont menacés. Toute autre attitude serait discriminatoire. L'idée d'une responsabilité "particulière" introduit un élément très dangereux et trompeur car elle fait penser à des problèmes différents, comme le problème de la Namibie, et risque de faire croire que l'ONU n'a qu'une responsabilité "ordinaire", et par conséquent réduite, ailleurs et à l'égard d'autres populations.

40. M. DUCLOS (Canada) précise que si sa délégation a appuyé le projet de résolution elle n'en trouve pas moins le texte du paragraphe 1 quelque peu vague. Les débats de l'ONU depuis 30 ans et la création du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe montrent bien que l'Organisation s'intéresse particulièrement aux efforts faits pour mettre fin à l'*apartheid* et y prend une part toute spéciale. De même, le texte du paragraphe 2 aurait gagné à être plus clair, et à ne pas employer pour l'*apartheid* la même terminologie que pour la décolonisation.

41. M. OHTAKA (Japon) rappelle que son gouvernement s'est toujours opposé à l'*apartheid* et à la discrimination raciale en Afrique du Sud. Si la délégation japonaise s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution, c'est parce qu'il n'est pas toujours formulé comme il aurait fallu et comporte des incidences telles qu'elle ne pouvait les appuyer.

42. M. PETHERBRIDGE (Australie) dit que, bien que sa délégation ait voté pour le projet de résolution, elle estime qu'il est parfois rédigé, en particulier au paragraphe 2, de façon beaucoup trop vague.

43. M. BRIGHTY (Royaume-Uni) déclare que sa délégation, comme d'autres, aurait aimé pouvoir voter pour une résolution condamnant l'*apartheid*, mais s'est abstenue sur le projet de résolution qui vient d'être adopté parce qu'il lui était difficile d'accepter un certain nombre de points du texte. Le Royaume-Uni se refuse à accepter le principe de la lutte armée et n'aurait donc pu voter pour le projet de résolution que si l'on avait entendu par "la lutte courageuse du peuple opprimé d'Afrique du Sud", au troisième alinéa du préambule, et "sa lutte légitime pour l'autodétermination", au quatrième alinéa, une lutte pacifique par des moyens n'impliquant pas le recours à la violence. Il ne peut non plus accepter l'appui à la lutte armée sous-entendu au paragraphe 2. Pour ce qui est de l'autodétermination, tout en soutenant pleinement les aspirations de la population de l'Afrique du Sud tout entière à prendre part au processus politique, le Royaume-Uni reconnaît le Gouvernement sud-africain et le statut souverain de l'Afrique du Sud. La délégation britannique ne voit pas pourquoi on parle de responsabilité particulière alors qu'il ne s'agit pas ici d'une colonie et ne croit pas que la Charte des Nations Unies confère à l'Organisation une responsabilité particulière en ce qui concerne l'Afrique du Sud. L'objectif de l'ONU doit

être de favoriser et d'encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales chaque fois que le besoin s'en fait sentir et où qu'il se fasse sentir dans le monde.

44. M. QUENTIN (France) dit que, bien qu'elle approuve certains des objectifs du projet de résolution et qu'elle soit sensible aux préoccupations humanitaires qui y sont contenues, la délégation française a dû s'abstenir lors du vote parce qu'elle éprouve de très sérieuses réserves au sujet du texte. Elle pense en effet que la notion de responsabilité particulière de l'ONU envers les mouvements de libération de l'Afrique du Sud n'est pas contenue dans la Charte et que le projet de résolution est de nature à engager l'Organisation dans des actions qui ne répondent pas à sa vocation. La France condamne la politique d'*apartheid* et suit avec sympathie les efforts du peuple sud-africain pour qu'il y soit mis fin, mais elle ne saurait apporter sa caution à des méthodes d'action qui pourraient n'être pas pacifiques. Enfin, il ne semble pas tout à fait fondé d'envisager la solution du problème de l'*apartheid* sur la base de critères qui conviennent mieux à des opérations de décolonisation. La délégation française regrette donc, en ce trentième anniversaire de l'Organisation, de n'avoir pu appuyer l'initiative des auteurs du projet de résolution.

45. Mlle JAUREGUIBERRY (Argentine) et M. PINTO-BAZURCO (Pérou) disent qu'ils auraient voté pour le projet de résolution A/SPC/L.326 s'ils avaient été présents lors du vote et qu'ils l'appuieront en séance plénière devant l'Assemblée générale.

46. Le PRESIDENT annonce que Chypre, le Népal et Qatar auraient également voté pour s'ils avaient été présents.

DISCUSSION GENERALE (suite)

47. M. DORON (Israël) note que son pays a été accusé par les délégations arabes, et par d'autres, d'avoir des relations spéciales avec l'Afrique du Sud. Il rejette encore une fois catégoriquement ces allégations. Les histoires de trafic d'armes et de coopération militaire entre l'Afrique du Sud et Israël ne sont que pure invention.

48. Dans son rapport (A/10022), le Comité spécial contre l'*apartheid* a lui-même fourni des chiffres montrant que le volume des échanges entre l'Afrique du Sud et Israël ne représente qu'une infime fraction du commerce sud-africain avec d'autres pays, et pourtant c'est d'Israël, et d'Israël seul, qu'il est fait spécialement mention dans le rapport du Comité spécial. L'objectif, naturellement, est de détourner l'attention des échanges entre l'Afrique du Sud et les pays arabes eux-mêmes. Par exemple, le 27 juin 1974, le journal de Nairobi, *Daily Nation*, a rapporté que M. Nyerere, président de la République-Unie de Tanzanie, avait dit que les pays arabes producteurs de pétrole dépensaient des millions de dollars pour acheter de l'or en Afrique du Sud au lieu d'utiliser cet argent pour leur propre développement ou pour aider les mouvements de libération africains. M. Doron cite ensuite un article intitulé "Arabs Expand Trade with South Africa", paru dans le journal *The Observer* de Londres le 18 mars 1975, et d'après lequel il est évident que, en dépit de la décision prise par la Ligue des Etats arabes en 1973 d'imposer un embargo sur les

exportations de pétrole à destination d'Afrique du Sud, les relations commerciales se développent entre les pays arabes et l'Afrique du Sud. L'Arabie Saoudite, poursuit l'article, négocie des achats d'or en Afrique du Sud et y a envoyé récemment une mission commerciale pour discuter de l'importation de produits alimentaires et de matériaux de construction préfabriqués. Le même article mentionne que des sociétés sud-africaines doivent bientôt opérer en Egypte et en Jordanie et note qu'un certain nombre de pays du golfe Persique commercent ouvertement avec l'Afrique du Sud. Il est donc manifeste que les Etats arabes ont essentiellement pour motif une astucieuse promotion de leurs propres intérêts commerciaux.

49. En outre, quelles que soient les résolutions ridicules et iniques qui puissent être adoptées à l'ONU, le monde entier sait parfaitement bien que le peuple juif a été pendant des siècles victime et non pas coupable de persécution et de discrimination raciale. Israël a en horreur la discrimination raciale sous toutes ses formes car elle est contraire à ses croyances et à ses politiques fondamentales, quoi qu'en disent les Arabes dans leurs propos hypocrites.

50. Le PRESIDENT invite le représentant du Congrès panafricaniste d'Azanie à prendre la parole.

51. M. SIBEKO (Observateur, Congrès panafricaniste d'Azanie) dit que les pays qui se sont abstenus lors du vote sur le projet de résolution A/SPC/L.326 regrettent encore l'époque d'avant la décolonisation. Ils prétendent que les millions d'êtres opprimés en Afrique du Sud ne vivent pas sous un régime colonial parce que le Royaume-Uni a donné l'indépendance à ce pays. Pourtant, celui-ci est gouverné par un régime minoritaire et lui accorder l'indépendance a été un acte arbitraire. Il ne s'agit pas ici de nuances de terminologie ou de sémantique, mais bien plutôt du fait que certains gouvernements ne veulent pas que le peuple sud-africain jouisse du même appui international que le peuple namibien. Le terme "décolonisation" n'est pas déplacé, parce que le passage du colonialisme britannique au colonialisme sud-africain n'est pas une libération.

52. Ironie du sort toute particulière, on compte au premier rang des puissances qui se sont abstenues l'Italie, le Japon et la République fédérale d'Allemagne. Cette dernière, en particulier, étant donné son histoire, aurait dû faire tout ce qui était en son pouvoir pour lutter contre le régime de l'ancien suppôt d'Hitler, M. Vorster. Quant à la France, elle devrait se souvenir que la Résistance a été en fait un mouvement de libération nationale.

53. M. RUPIA (République-Unie de Tanzanie) dit que les propos du président Nyerere cités par le représentant d'Israël n'ont rien à voir avec la question à l'étude et que ce représentant ne vise qu'à semer la discorde entre les Etats

arabes et les Etats africains. Il aurait été préférable qu'il puisse démentir l'existence de relations entre son pays et l'Afrique du Sud, au lieu de faire des citations hors contexte. L'appui accordé par la République-Unie de Tanzanie aux pays arabes dans leur juste lutte contre Israël ne souffre pas le moindre doute.

54. M. HENDAWY (Egypte) dit que, en votant pour le projet de résolution, 90 membres de la Commission ont reconnu la responsabilité particulière qu'assume l'ONU en ce qui concerne l'*apartheid*. Et pourtant le représentant d'Israël, qui n'était même pas présent lors du vote, est revenu dans la salle de conférence armé de coupures de presse pour montrer, entre autres, que l'Egypte accueille des hommes d'affaires sud-africains. Il tire sans doute ses informations de sa propre imagination. Il n'y a pas la moindre faille dans les relations entre les pays arabes et les pays africains, en dépit des efforts d'Israël pour semer la discorde. Le représentant d'Israël a également mentionné la politique des Etats producteurs de pétrole, dont l'attitude, en fait, a été louée à la Commission. Le fait demeure qu'Israël n'a pas rompu ses relations avec l'Afrique du Sud ni fermé ses consulats dans ce pays. Pour sa part, la délégation égyptienne s'en tient aux documents de la Commission politique spéciale.

55. M. HOUNGAVU (Dahomey) tient, au nom du groupe africain, à dénoncer les tentatives d'Israël de semer la confusion dans ses rangs. La solidarité entre pays arabes et pays africains demeure inébranlable. M. Hounjavu rejette catégoriquement les allégations du représentant d'Israël; les Etats africains savent comment se défendre, eux et leurs principes, sans avoir à recevoir des instructions d'Etats impérialistes comme Israël. Pour ce qui est de la question à l'étude, une puissance coloniale a donné l'indépendance à une Afrique du Sud gouvernée par un régime minoritaire, et qui se trouve donc bien dans la situation d'une colonie. Si cette situation ne se modifie pas, il faudra recourir à la lutte armée.

56. M. JAMAL (Qatar) dit que le représentant d'Israël veut simplement justifier l'attitude raciste de son pays et le maintien de ses relations avec l'Afrique du Sud. L'attitude des pays arabes est claire en dépit des efforts faits par Israël pour la présenter sous un faux jour. Israël ne parviendra pas à diviser les pays arabes et les pays africains.

57. M. DORON (Israël), répondant au représentant de l'Egypte, qui a dit qu'il avait sans doute inventé les articles qu'il avait cités, fait observer qu'il a indiqué où et à quelle date ils ont été publiés. N'importe qui peut donc se les procurer et constater que rien n'a été cité hors contexte.

La séance est levée à 13 h 10.

965^e séance

Lundi 27 octobre 1975, à 11 heures.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.965

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (*suite*)
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174, A/SPC/L.327] :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

DISCUSSION GENERALE (*suite*)

1. M. BAROODY (Arabie Saoudite), présentant une motion d'ordre, dit que, malgré son absence à la 964^{ème} séance de la Commission pour cause de maladie, il a appris que le représentant d'Israël avait accusé son gouvernement d'avoir des relations commerciales avec l'Afrique du Sud. Tout en sachant que le représentant de la République arabe libyenne a répondu aux remarques du représentant d'Israël à cette même séance, M. Barooddy souhaite exercer le droit de réponse de sa délégation à la séance en cours.

2. Le PRESIDENT dit qu'en l'absence d'objection il considérera que la Commission décide de souscrire à la demande du représentant de l'Arabie Saoudite.

Il en est ainsi décidé.

3. M. BAROODY (Arabie Saoudite), exerçant son droit de réponse, dit que la politique de son gouvernement en ce qui concerne l'Afrique du Sud est parfaitement claire : il ne maintient ni n'autorise de relations d'aucune sorte avec le régime d'*apartheid*. S'il est toujours possible que des individus isolés arrivent parfois à entretenir des relations illicites avec l'Afrique du Sud, l'opposition de son gouvernement à cet égard reste inébranlable. A titre d'exemple, M. Barooddy souligne qu'il y a quelques années son gouvernement n'a même pas accordé au Gouvernement sud-africain l'autorisation d'établir en Arabie Saoudite un bureau en vue d'organiser des voyages de musulmans sud-africains souhaitant effectuer un pèlerinage à la Mecque. Pour ce qui est des allégations suivant lesquelles l'Arabie Saoudite achèterait de l'or à l'Afrique du Sud, M. Barooddy fait remarquer que dans le cas d'achats effectués sur le marché libre, il n'est pas possible de déterminer le pays d'origine de l'or.

4. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que l'ONU est antisémite en raison de l'adoption, par la Troisième Commission à sa 2134^e séance, d'un projet de résolution¹ dans lequel il est dit que le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale. Une campagne systématique est actuellement menée aux Etats-Unis

en vue de dénoncer les Arabes comme antisémites et d'acheter les votes africains à l'ONU avec la promesse d'une assistance économique. En aucune façon, les Arabes ne peuvent être antisémites, étant eux-mêmes sémites. La querelle qui les oppose à Israël ne porte pas sur le judaïsme, mais sur le sionisme. En tant que doctrine élaborée par les descendants d'Européens convertis au judaïsme, le sionisme constitue un élément étranger dans le corps politique du Moyen-Orient. Les colonialistes sionistes ont discrédité le judaïsme en le vidant de son contenu religieux et en lui donnant une forme géographique. Les Juifs orientaux sont les frères des Arabes. Les Juifs européens pourraient également être les frères des Arabes, mais jamais aux dépens du peuple palestinien, qui est issu de cette région qu'il habite. Si Israël souhaite survivre au Moyen-Orient, il doit par conséquent chercher à le faire avec l'accord de ses voisins au lieu de s'opposer à eux.

5. De nombreux fonctionnaires et représentants élus du Gouvernement des Etats-Unis cherchent à ternir la réputation des nations arabes sémites. Ils dénoncent les Arabes en tant que terroristes, mais ils oublient fort à propos le groupe Stern et d'autres groupes sionistes. Il faut leur rappeler que l'islam ne pratique aucune discrimination, alors que la discrimination existe toujours aux Etats-Unis, même si elle est en théorie rejetée. Sur le plan de la civilisation, les Etats-Unis sont encore de nouveaux venus et ils ne devraient pas se permettre de donner des leçons aux Arabes sans lesquels il n'y aurait pas eu la civilisation de la Renaissance en Europe.

6. Les Etats-Unis et certains pays européens tentent de creuser un fossé entre les Arabes et les Africains sur la question du sionisme. M. Barooddy tient à rappeler qu'il a personnellement animé et mené à bien une campagne à l'ONU pour que le principe de l'autodétermination soit reconnu comme un droit dans le plein sens du terme, non pas au profit des Etats arabes, la plupart d'entre eux ayant déjà accédé à l'indépendance, mais pour ceux qui, en Afrique et en Asie, étaient encore sous la domination coloniale. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a accusé injustement les Arabes de chercher à détruire l'ONU en insistant pour faire adopter une résolution qui mettait sur le même plan le sionisme et le racisme. Ce sont toutefois les sionistes qui pourraient détruire l'ONU en forçant les Etats-Unis à s'engager dans une troisième guerre mondiale. Les Etats arabes rejettent les notions de pureté raciale et d'exclusivisme contenues dans le sionisme et c'est la raison pour laquelle ils ont appuyé la résolution sur le sionisme à la Troisième Commission.

7. Finalement, M. Barooddy a été soulagé d'apprendre que les auteurs de l'attentat à la bombe commis au siège de la Mission des Etats-Unis d'Amérique le matin même aient déclaré qu'ils étaient portoricains, car sinon on aurait automatiquement attribué l'incident aux Arabes.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Annexes, point 68 de l'ordre du jour, document A/10320, par. 27, projet de résolution III.

8. M. ALLISON (Nigéria), présentant le projet de résolution A/SPC/L.327 au nom de ses auteurs, dit que l'*apartheid*, qu'il soit appelé "développement séparé" ou "liberté séparée", est un crime contre l'humanité. Cette doctrine pénètre à tel point la société sud-africaine que tout individu dans le pays est officiellement classé selon des critères raciaux. A l'heure actuelle, par suite d'une politique délibérée du Gouvernement sud-africain, la vaste majorité non blanche doit être reléguée dans seulement 13 p. 100 des terres où une existence misérable les attend. En outre, les Africains devront être munis de laissez-passer pour pouvoir travailler dans les zones blanches et seront exploités en tant que main-d'oeuvre bon marché. Ainsi, ils sont devenus paradoxalement des travailleurs migrants sur la terre où ils sont nés, privés de tous droits politiques, économiques et sociaux. Contrairement aux affirmations du Gouvernement sud-africain, les "bantoustans" accentueront encore l'état de dépendance de la population africaine d'Afrique du Sud et c'est là la pire manifestation de l'*apartheid*.

9. M. Allison attire l'attention sur le troisième alinéa du préambule du projet de résolution, où est réaffirmée la légitimité de la lutte du peuple sud-africain sous la conduite de ses mouvements de libération nationale. Le paragraphe 2 du projet de résolution dénonce la politique des "bantoustans" en tant que mesure destinée à balkaniser l'Azanie et à porter atteinte à son intégrité territoriale. Au paragraphe 3, il est demandé à tous les gouvernements et à toutes les organisations de refuser de reconnaître l'indépendance factice des "bantoustans", conformément au principe juridique établi selon lequel il est impossible à un gouvernement de déléguer un pouvoir qu'il ne possède pas légalement.

10. Le PRESIDENT annonce que la Jamaïque souhaite se porter coauteur du projet de résolution. En outre, il fait remarquer que deux corrections doivent être apportées au texte espagnol de façon qu'il corresponde au texte original anglais. Ces corrections seront indiquées dans le document A/SPC/L.327 et Corr.1.

11. M. CHAUDHURY (Bangladesh) déclare que la lutte contre l'*apartheid* comporte deux aspects — un aspect humanitaire et un aspect fondamentalement politique — qui sont indivisibles. Considérer le problème comme se rapportant uniquement aux droits de l'homme est incompatible avec la situation réelle et ne fait que renforcer l'offensive diplomatique effrénée de la dernière heure que le régime sud-africain a lancée pour lutter contre son isolement total. La délégation du Bangladesh partage entièrement les vues du Comité spécial contre l'*apartheid* qui a souvent insisté sur la nature essentiellement politique du problème. C'est pourquoi elle se félicite de la participation des représentants du Congrès national africain (ANC) d'Afrique du Sud et du Congrès panafricaniste (PAC) d'Azanie, représentants authentiques du peuple sud-africain, à l'examen de la question de l'*apartheid* à la Commission politique spéciale.

12. On dispose de données très abondantes sur l'aspect droits de l'homme de la question de l'*apartheid* et ce n'est que par l'élimination totale de cette politique odieuse que l'on pourra apaiser l'angoisse de la communauté internationale et rendre sans objet sa condamnation sans équivoque. Il est réconfortant de noter que la grande majorité

des orateurs n'ont pas été trompés par les tentatives faites par l'Afrique du Sud pour masquer ses intentions véritables. Dans un monde où l'interdépendance de toutes les nations a été reconnue à maintes reprises, l'existence et l'acceptation de l'*apartheid* constituent un obstacle sérieux à la coopération internationale et une menace latente à la paix et à la sécurité internationales. Il ne saurait y avoir de paix sans justice et la paix doit reposer sur la solidarité intellectuelle et morale de tous les hommes.

13. Bien que la délégation du Bangladesh se félicite de l'intensification de la lutte contre l'*apartheid* et l'appuie sans réserve, elle note avec préoccupation que l'Afrique du Sud est encore soutenue dans son attitude intransigeante par bon nombre des partenaires économiques et militaires qui sont le mieux à même d'influencer ses actes. Ce soutien demeure le principal obstacle à l'élimination de l'*apartheid*. Le régime Vorster continue de créer d'autres obstacles : le fait que son budget militaire ait doublé en 1974/75; l'intensification des mesures répressives dirigées contre tous ceux qui s'opposent à l'*apartheid*, qu'ils soient noirs ou blancs; la détention des prisonniers politiques qui se poursuit et le durcissement des lois répressives. La décision la plus odieuse de ce régime est peut-être la mise en application rapide de sa politique des "bantoustans". Il semble incompréhensible qu'un plan tendant à réinstaller la majorité des habitants dans des zones représentant le septième de la superficie du pays puisse être justifié en tant que solution qui mettrait fin à la discrimination raciale et conduirait à l'autodétermination.

14. Les tentatives faites par l'Afrique du Sud pour sortir de son isolement en lançant une nouvelle offensive diplomatique et publicitaire pour expliquer sa politique, en offrant une aide économique aux Etats africains et en cherchant à résoudre le problème de la Rhodésie du Sud, témoigne du succès de la pression internationale et de la lutte persistante et courageuse du peuple opprimé en Afrique du Sud même. Ces tentatives échoueront inévitablement parce que l'Afrique du Sud se trouve aux prises avec la conscience collective de l'humanité. Il ne saurait y avoir de compromis avec le racisme. La communauté internationale a nettement indiqué qu'il était nécessaire d'accorder une amnistie inconditionnelle à tous les prisonniers et réfugiés politiques, d'abroger toutes les lois répressives et de laisser le peuple sud-africain dans son ensemble exercer son droit à l'autodétermination conformément aux principes de la Charte des Nations Unies. Il est maintenant nécessaire d'envisager les moyens qui permettront d'atteindre ces objectifs.

15. Des signes de changement récents, particulièrement bienvenus, ont créé un nouveau cadre pour la campagne contre l'*apartheid*. En Afrique du Sud, la volonté de résister s'est renforcée malgré des arrestations et des déportations massives. A l'étranger, la décision de rejeter les pouvoirs de la délégation sud-africaine prise par l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session [résolution 3206 (XXIX)] et la demande qu'elle a adressée au Conseil de sécurité [résolution 3207 (XXIX)] le priant d'examiner la question ont rappelé la nécessité de sauvegarder l'autorité morale de l'Organisation des Nations Unies. Le changement de régime au Portugal, aboutissant à l'indépendance des anciennes colonies de ce pays, a brisé les reins à l'alliance impie qui existait en Afrique australe. La dénonciation de l'Accord de Simonstown de 1955 et la décision prise par la France, en

août 1975, d'interdire la vente d'armes à usage continental sont des signes encourageants, encore qu'incertains, de l'isolement militaire de l'Afrique du Sud.

16. Au cours de l'année marquant le trentième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, les Etats Membres de l'Organisation doivent, collectivement et individuellement, réaffirmer leur volonté de mettre fin, par tous les moyens possibles, au racisme et à la discrimination et redoubler d'efforts dans ce sens. La délégation du Bangladesh souscrit entièrement aux recommandations qui se trouvent au chapitre II du rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022) et les appuiera dans la mesure de ses moyens. Dans son premier discours à la nation, le Président du Bangladesh a déclaré que son pays poursuivrait sa politique d'opposition au racisme, à l'*apartheid*, au colonialisme et au néo-colonialisme, comme le stipule la Constitution. Cette opposition à l'oppression est inscrite dans les traditions de la nation bengalie qui a foi en la condition suprême de l'être humain et en l'égalité inhérente de tous les hommes. Le peuple du Bangladesh est décidé à éliminer la manifestation la plus criante de l'oppression dans le monde d'aujourd'hui, à savoir l'*apartheid* en Afrique du Sud.

17. M. FEZZANI (Tunisie) dit que, grâce aux efforts inlassables du Comité spécial, l'opinion publique mondiale a pu être informée des horreurs de la politique du régime raciste d'Afrique du Sud. Il ressort des déclarations des représentants des mouvements de libération sud-africains que les conditions sont encore plus tragiques que ne l'indique le rapport du Comité spécial. Il est difficile de comprendre comment un Etat qui n'a pas tenu compte des nombreuses résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies peut encore garder son statut d'Etat Membre. L'Assemblée générale, en refusant, à sa vingt-neuvième session, de reconnaître les pouvoirs de la délégation du régime d'*apartheid*, a reflété la position de l'écrasante majorité des Etats Membres et accentué l'isolement de l'Afrique du Sud sur la scène internationale. Au Conseil de sécurité, la plupart des orateurs ont flétri l'*apartheid* comme un système hideux contraire aux principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et c'est seulement grâce au veto de trois Etats membres permanents du Conseil que l'Afrique du Sud a pu éviter son exclusion de l'Organisation. La vague de réprobation de 1974 a conduit le représentant de l'Afrique du Sud à faire des promesses et des déclarations selon lesquelles son gouvernement ferait tout ce qui est en son pouvoir pour éliminer toute discrimination fondée sur la race ou la couleur. Mais quelques jours plus tard, le 12 novembre 1974, le Ministre de l'intérieur et de l'information d'Afrique du Sud déclarait sans ambages qu'il n'était pas question de s'attendre à ce que l'Afrique du Sud renonce à sa politique de développement séparé pour se conformer à la règle majoritaire et assurer l'intégration. Le 16 novembre, le Premier Ministre a informé les dirigeants noirs que le principe "à chacun une voix" ne serait jamais appliqué en Afrique du Sud. En conséquence, il ne peut y avoir la moindre équivoque sur les intentions réelles du régime de Pretoria. La délégation tunisienne est convaincue depuis longtemps que ce régime ne renoncera pas à sa politique d'*apartheid* par souci de justice ou par respect de la communauté internationale. Le Président de la République tunisienne a toujours flétri vigoureusement la politi-

que d'*apartheid* et appelé l'attention sur la situation dangereuse qui existe en Afrique du Sud et qui constitue une menace à la paix aussi bien en Afrique que dans le monde. A l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, il a réaffirmé la solidarité agissante du Gouvernement et du peuple tunisiens avec tous les peuples victimes de l'oppression et de la discrimination raciale, notamment ceux d'Afrique du Sud et de Palestine, dans leur lutte héroïque pour retrouver leur liberté et recouvrer leurs droits légitimes.

18. L'*apartheid* se fonde sur la doctrine nazie de la hiérarchie des races. Cette classification rétrograde est une atteinte à la dignité de l'homme que tous les Africains ressentent comme une insulte à tout le continent africain. Les Arabes d'Afrique et d'Asie, nourris aux hautes valeurs de l'islam et du christianisme, de l'esprit de tolérance et d'égalité entre tous les hommes, partagent les sentiments de leurs frères victimes de l'*apartheid*, surtout qu'eux aussi subissent depuis plus de 25 ans, en Palestine, une autre forme de discrimination raciale plus complexe s'inspirant d'une philosophie identique, le sionisme. Ce n'est donc pas par hasard que les relations entre Israël et l'Afrique du Sud ne cessent de se resserrer. Le rapport du Comité spécial décrit les liens de plus en plus étroits qui se nouent entre les deux régimes, en violation des résolutions adoptées par l'Assemblée générale à ses vingt-huitième et vingt-neuvième sessions. La Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, tenue à Lima du 25 au 30 août 1975, s'est déclarée vivement préoccupée par la coopération croissante entre ces deux régimes racistes dans les domaines militaire, politique, diplomatique, économique et culturel. La politique du régime sud-africain est hostile à l'ensemble de l'Afrique. Sentant son isolement grandir après la fin de la domination portugaise en Afrique australe, ce régime a porté son budget militaire de 305 millions de rands pour l'exercice 1971/72 à 948 millions de rands — soit 3,7 p. 100 du produit national brut — pour l'exercice 1975/76, parce qu'il se considère le gardien de l'Afrique australe. Son armée de mieux en mieux équipée est chargée à l'intérieur du pays du maintien et de la consolidation du pouvoir de la minorité raciste, en lui servant d'instrument notamment pour l'instauration des "bantoustans". La délégation tunisienne estime que la création de ces entités artificielles a pour but de diviser le peuple azanien et de compromettre l'intégrité territoriale de l'Afrique du Sud. Sur le plan extérieur, l'armée sud-africaine est chargée de maintenir l'occupation illégale de la Namibie, d'assurer le soutien du régime chancelant de Smith au Zimbabwe et de faire planer une menace constante sur les jeunes Etats de l'Afrique australe, en particulier sur les anciennes colonies portugaises. Le régime raciste a pu poursuivre cette politique parce que les sanctions décidées par l'Organisation des Nations Unies n'ont pas été appliquées par tous les Membres. Comme l'a souligné le Ministre des affaires étrangères de la Tunisie à la 2369^e séance plénière de l'Assemblée générale le 1^{er} octobre 1975, les pays épris de paix et de liberté doivent mettre fin à toute activité susceptible de renforcer le potentiel politique, militaire ou économique du régime sud-africain et doivent exercer une pression en vue de l'amener à négocier avec les mouvements de libération.

19. A l'occasion du trentième anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies, la délégation

tunisienne exprime le voeu que tous les Etats Membres sans exception prendront conscience de la portée de l'affront que représente pour l'Afrique tout entière la poursuite de l'*apartheid* et des risques graves de la politique d'armement intensif du régime de Pretoria. Une pression unanime et sans failles, conforme aux résolutions des Nations Unies, jointe à la lutte héroïque des nationalistes sud-africains, abrègera les souffrances du peuple azanien, amènera le régime de Vorster à libérer les prisonniers politiques et à mettre fin à sa politique d'*apartheid* et de "développement séparé". Le dialogue avec les dirigeants de l'ANC et du PAC, seuls représentants légitimes de la majorité de la population, permettra l'avènement d'une Afrique du Sud où tous les hommes, sans distinction de couleur, de race ou de croyance, pourront participer à l'édification d'un pays uni, démocratique et antiraciste.

20. M. DAGBA (Togo) rappelle la préoccupation constante de son gouvernement, devant la situation alarmante qui prévaut en Afrique du Sud et qui représente une menace permanente pour la paix dans cette région et pour la sécurité internationale. Pendant longtemps, l'opinion mondiale avait caressé l'espoir que les appels pressants lancés par l'Organisation des Nations Unies à l'Afrique du Sud allaient être entendus et qu'une solution pacifique et une politique de raison l'emporteraient sur l'obstination et l'instinct criminel de l'Afrique du Sud : c'était mal connaître Vorster et sa clique. Les mesures de diversion, de prétendue "détente" ou de "dialogue" qui constituent la réponse de Vorster n'ont pas rencontré d'écho favorable et sa politique de charme auprès des pays africains n'a guère eu de succès.

21. Il est maintenant clair que la libération de la Namibie et du Zimbabwe, l'élimination de l'*apartheid* et de la politique des "bantoustans" ne pourront être obtenues qu'en suivant la voie préconisée dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et dans la Déclaration sur l'Afrique australe publiée par le Conseil des ministres de l'OUA à sa neuvième session extraordinaire, tenue à Dar es-Salam du 7 au 10 avril 1975. La délégation togolaise convient, avec le Comité spécial contre l'*apartheid*, que la politique de "développement séparé" inaugurée par Pretoria pour semer la confusion doit être condamnée. A l'occasion de son Trentième anniversaire, l'Organisation des Nations Unies devrait ne pas perdre de vue que la situation en Afrique du Sud continue de se dégrader; pour cette raison, la délégation togolaise lance à nouveau un vibrant appel aux peuples et aux pays épris de paix, pour qu'ils soutiennent sans réserve les nombreuses résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies contre le régime raciste. Elle exhorte tous les pays et toutes les grandes puissances à transcender leurs intérêts individuels et à refuser d'être de connivence avec ce régime.

22. Le Gouvernement togolais ne ménagé pour sa part aucun effort pour contribuer au triomphe de l'idéal démocratique et à l'avènement d'un gouvernement par la majorité en Afrique du Sud. Il appuie toutes les recommandations allant dans ce sens et donne son soutien indéfectible aux vaillants combattants de la liberté, à la population opprimée d'Afrique du Sud et aux prisonniers politiques du régime raciste, qui luttent et meurent pour une juste et noble cause.

23. M. CRAIG (Irlande) fait observer que les délibérations de la Commission ont une fois de plus mis en lumière les

préoccupations de la communauté internationale devant la persistance en Afrique du Sud d'un système organisé de discrimination raciale, destiné à maintenir le gouvernement par la minorité. Comme chacun sait, le Gouvernement irlandais abhorre la politique d'*apartheid* et il l'a clairement indiqué en maintes occasions. De ce fait, la délégation irlandaise ne procédera pas à une analyse détaillée du système d'*apartheid*, mais examinera plutôt les faits récents et les perspectives actuelles.

24. Les déclarations qu'avaient faites les dirigeants du Gouvernement sud-africain au moment du transfert imminent des pouvoirs aux peuples des territoires sous domination portugaise avaient fait naître l'espoir de changements profonds dans la politique de l'Afrique du Sud. Cette dernière avait quelque peu modifié sa manière d'aborder les problèmes de la Rhodésie du Sud et de la Namibie, sans donner pour autant la preuve de changements suffisamment importants pour satisfaire les exigences légitimes des Nations Unies et de la communauté mondiale. Pour ce qui est de l'Afrique du Sud elle-même, le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* montre clairement la minceur des changements survenus. Après avoir déclaré ouvertement qu'il avait l'intention de mettre fin à toutes les formes de discrimination superflues et de caractère purement irritant, le Gouvernement sud-africain n'y avait pas donné suite. La majorité des changements opérés n'ont visé qu'à modifier l'apparence et non la réalité des choses. En fait, ils ont seulement servi à faire apparaître dans toute leur ampleur la législation et les règlements discriminatoires en vigueur en Afrique du Sud. Les inégalités et les injustices fondamentales du système reposent sur une discrimination que le Gouvernement sud-africain considère comme nécessaire. L'injustice fondamentale du système de "développement séparé", en vertu duquel les quatre cinquièmes des terres sont alloués à une minorité qui représente un cinquième de la population, entraîne automatiquement d'autres. Le système des "bantoustans" n'est qu'un leurre, et l'intention du Gouvernement sud-africain d'accorder leur "indépendance" aux "bantoustans" doit être condamnée. Enfin, l'effort déployé pour maintenir le système d'*apartheid*, avec les injustices et les iniquités qui lui sont inhérentes, conduit à la répression impitoyable de tous ceux qui s'attachent à modifier le système.

25. Le Gouvernement irlandais n'estime pas quant à lui qu'il n'il n'y a d'autre choix que le désespoir ou le recours à la violence pour changer cet état de choses. Récemment, les faits ont montré que le Gouvernement sud-africain et la communauté blanche au pouvoir réagissaient à l'évolution de la situation internationale et se montraient sensibles aux pressions internationales, si insuffisante et mal conçue qu'ait été leur réaction jusqu'à présent. La communauté internationale devrait faire tout ce qui est en son pouvoir pour que les échos de l'opinion mondiale parviennent davantage aux Sud-Africains blancs qui occupent des positions influentes. Si, en même temps que le Gouvernement sud-africain, on essaie d'isoler toute la communauté blanche, les uns et les autres en viendront à adopter des attitudes encore plus extrêmes, ce qui déclenchera inévitablement une réaction de la majorité opprimée et se traduira par une tragédie pour toutes les communautés d'Afrique du Sud. La délégation irlandaise croit que le fait d'étaler à la face du monde l'attitude des Blancs d'Afrique du Sud peut fort bien les amener à en changer. Le Gouvernement

sud-africain a montré qu'il se souciait de l'opinion mondiale et notamment de celle du public des pays avec lesquels il a le plus de contacts; en fait, les activités de propagande sur lesquelles le Comité spécial a, à juste titre, attiré l'attention dans son rapport, prouvent bien la réceptivité du Gouvernement sud-africain à cet égard. Qui plus est, les faits nouveaux survenus en Afrique du Sud même permettent d'afficher un optimisme prudent. Au sein de la communauté blanche, on voit se constituer peu à peu une opposition qui refuse bon nombre des aspects essentiels du système. Dans la communauté noire, on assiste à une certaine prise de conscience politique, malgré la persistance des interdictions qui pèsent sur les organisations politiques et malgré la persécution des individus. Les représentants des organisations proscrites ont eux aussi témoigné d'un accroissement de l'activité politique en Afrique du Sud et au-dehors.

26. Le problème qui se pose à l'Organisation des Nations Unies est de faire en sorte que l'opinion mondiale exerce des pressions aussi efficaces que possible sur le Gouvernement sud-africain et sur l'opinion publique blanche, de manière à les persuader qu'il est urgent de procéder à des changements de fond plutôt que de forme. Ces changements doivent permettre en définitive la naissance d'une société au sein de laquelle tous les individus auront les mêmes droits et à laquelle les habitants actuels de l'Afrique du Sud pourront participer sur un pied d'égalité.

27. Le maintien des contacts ne peut être justifié que si cela sert à souligner l'opposition au système et à faire pression pour obtenir des changements. Par exemple, pour ce qui est des sports, les contacts relèvent d'un domaine où une action s'impose pour des raisons de principe et qui peut constituer un instrument de pression efficace. Croyant que l'Afrique du Sud a politisé les sports en introduisant la ségrégation dans les équipes et les activités sportives en général, le Gouvernement irlandais a toujours défendu le principe olympique selon lequel aucune discrimination fondée sur la race, la religion ou l'appartenance politique ne peut être admise dans les manifestations sportives et il a attiré l'attention des organisations sportives irlandaises sur les recommandations pertinentes de l'Assemblée générale. Tout en affirmant que c'est à l'organisation sportive intéressée qu'il appartient de déterminer sa propre attitude, le Gouvernement irlandais s'est publiquement opposé à la participation d'athlètes irlandais à des manifestations organisées en violation du principe olympique, et chaque fois que s'est posée la question d'une manifestation sportive à laquelle participait une équipe sud-africaine, il a fait connaître sa position à l'organisation intéressée. Les organisations sportives du monde entier ont de plus en plus refusé de se mesurer à des équipes sud-africaines, ce qui est un moyen efficace de faire connaître aux Blancs d'Afrique du Sud leur sentiment de répugnance à l'égard du système d'*apartheid*.

28. Tout en se déclarant favorable au maintien de contacts qui, par les pressions exercées, peuvent amener des changements, la délégation irlandaise reconnaît que dans certains domaines il est opportun, voire nécessaire, que les gouvernements adoptent une attitude coordonnée. Compte tenu de la politique de répression intérieure adoptée par le Gouvernement sud-africain et du fait que, en possession d'armements modernes, il est en mesure de résister à tout changement, le Gouvernement irlandais a toujours soutenu

et rigoureusement appliqué l'embargo sur les armes destinées à l'Afrique du Sud. Il se félicite de la décision prise par le Gouvernement français de limiter ses ventes de matériel militaire à l'Afrique du Sud et de celle du Gouvernement du Royaume-Uni de mettre fin à l'Accord de Simonstown.

29. Le traitement que le Gouvernement sud-africain réserve à ceux qui cherchent à modifier le système appelle un commentaire particulier de la part des partisans d'un changement pacifique. La délégation irlandaise a déjà témoigné ouvertement de sa solidarité avec les prisonniers politiques. Elle s'est associée de grand cœur au consensus relatif au projet de résolution sur cette question (A/SPC/L.325) tout comme à celui concernant le projet de résolution sur le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud (A/SPC/L.324), fonds auquel elle a récemment apporté sa contribution annuelle. Elle s'est trouvée honorée par le fait que l'International Defence and Aid Fund for Southern Africa, l'un des principaux organes par l'intermédiaire desquels le Fonds d'affectation spéciale exerce ses fonctions, ait choisi de tenir sa conférence annuelle à Dublin.

30. Un rôle particulier s'offre à l'Organisation des Nations Unies à l'occasion de la campagne engagée pour mettre fin au système d'*apartheid*: celui de faire en sorte que le monde prenne conscience de la nature pernicieuse de ce système. La délégation irlandaise applaudit aux travaux du Comité spécial et du Groupe de l'*apartheid*, ainsi qu'à ceux des nombreuses organisations nationales bénévoles. C'est en mobilisant l'opinion publique dans les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies que l'on pourra prouver aux Sud-Africains blancs l'ampleur de l'inquiétude internationale.

31. M. NEUGEBAUER (République démocratique allemande) dit que son pays appuie la lutte menée pour l'élimination de toutes les formes de racisme, de discrimination raciale et d'*apartheid*, quels que soient les moyens qui doivent être utilisés, et fournit aux peuples opprimés toute l'assistance politique, morale et matérielle possible. La République démocratique allemande n'entretient pas de relations avec le régime raciste de l'Afrique du Sud et s'est scrupuleusement conformée à toutes les résolutions adoptées en la matière par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. Elle estime qu'une politique de soutien aux mouvements de libération nationale constitue un facteur décisif dans la lutte pour l'élimination du régime d'*apartheid*.

32. La République démocratique allemande a été l'un des premiers Etats à signer et à ratifier la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*, et elle prie instamment tous les Etats de devenir parties à cette convention. La République démocratique allemande accueille favorablement les recommandations soumises par le Comité spécial contre l'*apartheid* au chapitre II de son rapport (A/10022), afin d'intensifier encore la lutte contre l'*apartheid*. La délégation de la République démocratique allemande est prête à parrainer et à appuyer toutes les résolutions ayant pour but de mettre fin à cet anachronisme que constitue l'*apartheid* et à les appliquer de façon scrupuleuse.

33. Depuis la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, les événements ont clairement montré que le

régime inhumain de l'*apartheid* tente, en violation du droit international, de garder le pouvoir en utilisant la pression, la diffamation, la terreur et les fausses promesses et en exploitant l'assistance étrangère. La nature anachronique du régime raciste d'Afrique du Sud, dont les pratiques rappellent les heures les plus sombres du fascisme hitlérien, apparaît avec plus d'évidence depuis que les derniers bastions du colonialisme se sont effondrés et que l'oppression et l'exploitation impérialistes, colonialistes et néo-colonialistes ont pris fin. Cependant le régime Vorster cherche, comme par le passé, à arrêter le cours de l'histoire. En promettant la "détente" et en mettant en avant sa politique des "bantoustans", l'Afrique du Sud cherche à gagner du temps et à détourner l'attention de la situation véritable en Afrique du Sud. Cependant, pour la majorité écrasante des Etats, une détente en Afrique du Sud exige l'élimination du régime raciste d'*apartheid* et l'octroi de l'autodétermination aux peuples opprimés d'Afrique du Sud, de Namibie et du Zimbabwe.

34. Tout comme d'autres ennemis de la détente internationale, le régime raciste a, au cours des dernières années, augmenté considérablement son budget militaire. Pendant l'année fiscale 1974/75, ses dépenses militaires ont doublé par rapport à celle de 1972/73. Nul ne peut nier que ce régime joue un rôle important dans les plans stratégiques des milieux impérialistes et doit servir de lien et de tête de pont aux bases militaires de l'océan Indien. La délégation de la République démocratique allemande appuie donc la proposition réclamant un embargo obligatoire sur les armes destinées au régime de Pretoria. Elle s'inquiète vivement, par ailleurs, de ce que l'Afrique du Sud ait accès aux armes nucléaires, ce qui constitue de toute évidence une nouvelle menace à la paix et à la sécurité en Afrique australe. Toute activité d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies permettant à ce régime d'avoir accès aux techniques et au matériel nucléaires nuit aux efforts entrepris par l'ONU pour éliminer le régime raciste.

35. On sait bien que les relations diplomatiques, consulaires et commerciales sont indissolublement liées; la politique commerciale des pays occidentaux à l'égard du Portugal au cours des derniers mois montre comment le commerce peut être utilisé pour influencer l'évolution politique. La délégation de la République démocratique allemande est persuadée qu'un embargo économique sévère appliqué par tous les Etats Membres de l'ONU à l'encontre de l'Afrique du Sud contribuerait efficacement à mettre un terme à la domination raciste dans ce pays, alors que toute coopération avec ce régime le renforce et contrevient aux résolutions de l'ONU. L'Afrique du Sud reçoit aussi d'autres formes de soutien, telles que des prêts, qui lui ont permis de créer sa propre industrie des armements. Le régime a cherché à amener les banques étrangères à investir dans le secteur public, tissant ainsi des liens encore plus étroits entre ces banques et le régime raciste. La République démocratique allemande accueille favorablement la proposition visant à entreprendre un examen exhaustif des activités des sociétés transnationales et elle estime que cet examen devrait être confié au Centre d'information et de recherches de la Commission des sociétés transnationales du Conseil économique et social.

36. Il y a 30 ans, le fascisme hitlérien a été vaincu grâce à la lutte héroïque des peuples de l'Union soviétique et de la coalition antihitlérienne. Cette victoire historique a renforcé les forces de libération nationale et sociale à travers le monde et a hâté l'effondrement du colonialisme et du racisme, permettant à de nombreux peuples d'avancer dans la voie du développement pacifique et du progrès économique et social. Le régime de l'Afrique du Sud représente une menace pour la paix et la sécurité internationales, et les Etats comme les sociétés transnationales qui lui offrent leur collaboration dans le domaine militaire, économique ou financier sont responsables du maintien de l'*apartheid*.

La séance est levée à 13 h 10.

966^e séance

Lundi 27 octobre 1975, à 15 h 25.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.966

En l'absence du Président, M. Tellmann (Norvège), vice-président, prend la présidence.

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (suite)
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174, A/SPC/L.327] :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

DISCUSSION GENERALE (suite)

1. Le PRESIDENT invite le représentant du Congrès panafricaniste (PAC) d'Azanie à prendre la parole.

2. M. MAKOTI (Observateur, Congrès panafricaniste d'Azanie) déclare qu'à l'Organisation des Nations Unies on étudie la politique du Gouvernement sud-africain depuis 30 ans. En Azanie, c'est depuis 300 ans que l'on en discute. Si l'on tient compte de tous les efforts déployés en particulier par l'Organisation des Nations Unies et, d'une manière générale, sur le plan national, régional et international, on pourrait penser que le Gouvernement sud-africain s'est laissé persuader qu'il lui faut céder à la pression de l'opinion publique internationale et à l'opposition interne du peuple sud-africain. Cependant, il n'en est pas ainsi. La raison en est peut-être que dans toutes les instances où l'on examine la politique de l'Afrique du Sud, on semble avoir tendance à considérer cette politique comme une question de conscience, et non de coercition. Or, une question de conscience peut se résoudre par le dialogue et la coopéra-

tion tandis que la politique de l'Afrique du Sud se traduit par des conflits et des affrontements, la coercition et le colonialisme. L'Afrique du Sud ne cédera que devant des mesures tenant compte de ces réalités.

3. Se référant à l'histoire de la création de l'Afrique du Sud et à divers aspects du colonialisme britannique, le représentant du PAC fait observer que la lutte de la population noire ne date pas du moment où l'administration du territoire a été confiée en 1910 à un gouvernement blanc de coalition des anciennes colonies britanniques d'Afrique australe. La lutte a pris une autre forme, mais sa nature et ses caractéristiques fondamentales n'ont pas changé. Le seul changement survenu a été dans la forme qu'a revêtue l'autorité coloniale. C'est pourquoi le peuple africain d'Azanie ne peut accepter que l'Afrique du Sud soit considérée comme un Etat souverain indépendant; aucun peuple faisant l'objet d'une discrimination raciale ne peut être considéré comme indépendant. Le peuple africain d'Azanie estime que l'octroi de l'indépendance au gouvernement blanc de coalition n'a pas constitué un acte de décolonisation, mais un simple transfert de l'autorité coloniale. La majorité opprimée de la population de l'Afrique du Sud est disposée à lutter pour l'exercice de son droit à l'autodétermination conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, en tant que principe fondamental du droit international en ce qui concerne la situation politique des populations autochtones dans leur territoire ancestral. Il est bien évident que le déni du droit à l'autodétermination est une pratique colonialiste.

4. Le représentant du PAC se réfère aux déclarations faites récemment par le Gouvernement sud-africain au sujet de sa politique de discrimination et, en particulier, au sujet des prisonniers politiques. Le Gouvernement sud-africain refuse d'admettre qu'il y a des prisonniers politiques en Afrique du Sud. La politique législative et judiciaire de ce gouvernement explique la confusion sur les termes. Etant donné qu'en vertu des lois sud-africaines toute activité politique légitime constitue un délit, tous les citoyens qui défendent leurs droits de l'homme, leurs droits civiques ou politiques, deviennent des délinquants et, par conséquent, sont des prisonniers de droit commun, et non des prisonniers politiques. Toutes les déclarations du Gouvernement de Vorster relatives aux changements qui pourraient être apportés à la législation qui est la base du régime de l'*apartheid* sont totalement dénuées de fondement et ne peuvent qu'induire en erreur si l'on oublie le préjudice profondément ancré et d'origine historique qui a motivé cette politique et se reflète toujours dans tous les aspects de la vie sociale de l'Afrique du Sud. D'autre part, il ne faut pas oublier que toute la série de mesures politiques visant apparemment à consolider la discrimination raciale relève intrinsèquement d'une politique de spoliation. Le peuple africain a été dépouillé de sa terre ancestrale, de ses biens et de sa condition juridique et sociale pour qu'il accepte consciemment et volontairement d'être exploité dans son travail en tant que main-d'oeuvre à bon marché et pour qu'il abdique toute résistance et renonce à son droit au respect et à la reconnaissance de sa dignité humaine. C'est pourquoi le représentant du PAC affirme que l'élimination de la politique d'*apartheid* et de discrimination raciale n'est pas une question de conscience, mais une question où la coercition est en jeu. Il ne faut pas se laisser duper par la

rhétorique ambiguë de ceux qui appliquent cette politique toujours plus intensive.

5. L'histoire du colonialisme est l'histoire de l'agression dirigée contre les nations étrangères et l'invasion de leurs territoires. Le développement du capitalisme implique, à une certaine étape, l'invasion des pays impuissants à se défendre et riches en ressources naturelles, et l'asservissement et l'exploitation des peuples autochtones. La discrimination raciale et l'agression sur le plan culturel sont des produits inévitables du colonialisme et constituent non pas l'essence du système, mais certains de ses aspects. En considérant les manoeuvres du régime raciste de l'Afrique du Sud à la lumière de ces concepts, on constate que le régime admet qu'il exerce une autorité de caractère colonial sur le peuple noir et propose un programme de décolonisation par l'intermédiaire d'un système de "bantoustanisation". Son dessein est de s'emparer des terres du peuple autochtone et les prétendus dirigeants des "bantoustans" sont disposés à se prêter à cette manoeuvre moyennant des gratifications. Le représentant du PAC réaffirme que personne n'a le droit de "balkaniser" son pays pour quelque raison que ce soit et fait observer que ces visées ne concernent pas que l'Afrique du Sud, mais tous les Etats de l'Afrique australe, en particulier la Namibie et le Zimbabwe. Les prétendus "foyers nationaux" ne sont que des réserves de main-d'oeuvre à bon marché pour le capitalisme.

6. Le Gouvernement de Vorster s'est lancé dans une prétendue campagne de détente qui sert de couvert à des manoeuvres destinées à transformer l'Afrique du Sud, avec l'aide de ses alliés impérialistes, en une grande puissance leader incontesté de tout le continent et force policière pour toute l'Afrique. Cette campagne comporte trois étapes : la première consiste à trouver un nombre suffisant d'Etats africains qui soient disposés, en échange de certains avantages, à former un bloc puissant capable d'assurer la paix au régime raciste dans un avenir proche; la deuxième étape consiste à octroyer une indépendance ethnique aux "bantoustans" et la troisième a débuté par un congrès pour l'Afrique australe et équatoriale sur la prétendue détente économique à laquelle l'Afrique du Sud pourrait contribuer en fournissant une assistance technique dans divers domaines et des capitaux en vue de promouvoir le développement économique de toute la région. Cette conspiration impérialiste visant à priver le peuple africain de son droit national à l'autodétermination dans le cadre d'un Etat unitaire et souverain menace la sécurité des peuples de l'Afrique en général, et ceux de l'Azanie en particulier. L'Afrique du Sud n'est pas un Etat indépendant et souverain du fait qu'il ne symbolise pas la volonté politique et la véritable indépendance de son peuple, mais la suprématie de sa législation sectaire. L'*apartheid* est le symptôme d'une grave maladie, le colonialisme. On n'aboutira à aucun résultat en ne faisant disparaître que l'une des manifestations de ce mal. Pour éliminer totalement l'*apartheid*, il faut abolir le monopole de la force armée qui est exclusivement à la disposition du régime actuel de l'Afrique du Sud.

7. M. AMISSAH (Ghana), prenant la parole pour une motion d'ordre, fait observer que le régime de Pretoria a lancé une grande campagne de propagande et envoyé une délégation fantôme de Namibiens dans divers pays en vue

de convaincre le monde des vertus de l'*apartheid*. Par ailleurs, ce régime a intensifié à l'encontre de la population noire sa campagne de terreur et d'oppression. La communauté internationale ne saurait se laisser duper et doit fournir tout l'appui possible aux mouvements de libération nationale qui luttent pour abolir un système odieux qui menace la paix et la sécurité internationales. Comme preuve concrète de cet appui, la délégation ghanéenne propose que le texte de la déclaration du représentant du PAC soit publié *in extenso* comme document de la Commission politique spéciale.

8. Le PRESIDENT rappelle que l'Assemblée générale, à sa 2353^e séance plénière, a autorisé la Commission politique spéciale à obtenir sur demande expresse, la transcription intégrale de certains de ses débats. En l'absence d'objection, le Président considérera que la Commission accepte que le texte de la déclaration du représentant du PAC soit publié en entier.

Il en est ainsi décidé¹.

9. M. AL-DEHIM (Emirats arabes unis), prenant la parole sur une motion d'ordre, dit qu'ayant été absent lorsque le représentant d'Israël a affirmé qu'Abu Dhabi, qui est l'un des Etats constituant les Emirats arabes unis, commerçait avec l'Afrique du Sud, il se réserve le droit de répondre ultérieurement.

10. M. PACHKEVITCH (République socialiste soviétique de Biélorussie) fait observer que, bien qu'il soit à l'examen depuis de nombreuses années, le problème de l'*apartheid* reste d'actualité et qu'une action concertée visant à sauvegarder la paix s'impose de plus en plus. L'homme est fait pour le bonheur, et, malgré le scepticisme de certains, les nombreux changements révolutionnaires qui ont conduit à la paix, à la démocratie, au socialisme et à la chute du système colonial sont les signes d'une évolution vers cet idéal.

11. Malgré la distance qui la sépare de l'Afrique, la RSS de Biélorussie éprouve un grand intérêt pour ce continent et se tient au courant de tout qui s'y passe. Le peuple biélorussien, qui a connu, avant la révolution d'Octobre, la souffrance et l'oppression, se réjouit de la victoire qu'ont remportée le Cap-Vert, le Mozambique, et Sao Tomé-et-Principe, et elle espère que l'Angola occupera bientôt le siège qui lui revient à l'Organisation des Nations Unies. En regard de cette évolution favorable, l'*apartheid* apparaît comme un phénomène détestable et une insulte à la dignité humaine, contraire à toutes les règles du droit international et aux principes de la Charte des Nations Unies. Par son mépris des fondements de la civilisation, il est comparable au fascisme hitlérien. Le peuple biélorussien, qui a enduré trois années d'occupation hitlérienne, sait l'horreur du fascisme.

12. Le régime de Pretoria et ses acolytes s'efforcent de donner à l'*apartheid* l'apparence d'une doctrine fondée sur la situation particulière de l'Afrique du Sud. Bien que la pression de l'opinion mondiale ait contraint Vorster à

affecter d'adoucir certaines mesures, l'examen des prétendues réformes montre bien qu'il ne s'agit que d'une comédie faite pour donner le change. On ne peut espérer que les racistes sud-africains se réforment spontanément. Vorster lui-même a déclaré que le peuple noir n'obtiendrait jamais l'égalité des droits politiques.

13. Le racisme est une idéologie très dangereuse, surtout lorsqu'il est érigé en politique de l'Etat et qu'il inspire les relations de cet Etat. Le régime de Pretoria désire suivre l'exemple de Hitler et imposer au monde ses idées. L'Afrique du Sud est non seulement un Etat raciste, mais aussi un Etat agressif, dont la puissance militaire ne cesse de se développer grâce à l'aide de certains pays occidentaux et dépasse déjà celle de l'ensemble des pays d'Afrique situés au sud du Sahara.

14. Quant à la triste situation de la Namibie, M. Pachkevitch ne voit rien à ajouter parce que, à son avis, il est prouvé à n'en pas douter que Pretoria poursuit sa politique agressive et qu'elle n'en changera pas. C'est pourquoi, lorsque Vorster parle de "dialogue", il s'agit de comprendre quel est son but véritable, lequel, pour le représentant de la RSS de Biélorussie, est purement et simplement de diviser l'opposition. On ne peut qu'espérer l'échec complet de ses desseins perfides.

15. L'Organisation des Nations Unies a condamné l'*apartheid*, qu'elle a qualifié de crime contre l'humanité, et elle a adopté de nombreuses résolutions à son sujet. Il est évident que, si ces résolutions étaient appliquées, on se rapprocherait considérablement de la victoire. Mais la réalité est autre. Certains gouvernements n'ont pas assumé leur part de responsabilité. En effet, certains pays occidentaux ont fait preuve d'une hypocrisie inégalée : tout en condamnant le régime raciste devant les instances internationales, ils lui apportent une aide multiforme. Nul doute, en fait, que si l'*apartheid* continue d'exister c'est qu'il a encore de nombreux protecteurs, notamment certains pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN). Il suffit pour s'en convaincre de lire le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*. De même, il faut mettre fin à l'alliance criminelle des monopoles étrangers qui subviennent aux besoins du régime. Il faut absolument faire en sorte que le régime finisse par se trouver plongé dans une crise totale et complète, mais ce n'est pas avec des demi-mesures qu'on y parviendra. Le représentant de la RSS de Biélorussie note, à cet égard, qu'au chapitre II de son rapport (A/10022), le Comité spécial contre l'*apartheid* formule des recommandations concrètes, qui ont l'appui total de sa délégation.

16. L'Assemblée générale, dans sa résolution 3328 (XXIX), a reconnu la légitimité de la lutte que mènent les peuples soumis à la domination coloniale et prié le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour organiser l'aide aux mouvements de libération. Pour sa part, M. Pachkevitch exprime son entière solidarité avec les mouvements de libération sud-africains et se déclare convaincu qu'avec l'appui des forces progressistes mondiales ils atteindront leurs objectifs. La RSS de Biélorussie respecte toutes les résolutions de l'Organisation des Nations Unies et, le 16 octobre 1975, elle a ratifié la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*. Elle est toujours disposée à contribuer par tous

¹ Le texte intégral de la déclaration a été distribué ultérieurement sous la cote A/SPC/PV.966.

les moyens à la liquidation du racisme, du colonialisme et de l'*apartheid*.

17. M. ZERAIA (Algérie) souhaite la bienvenue aux représentants du Mozambique, de Sao Tomé-et-Principe, du Cap-Vert et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et leur assure qu'ils peuvent compter sur sa collaboration. De même, il félicite les représentants authentiques du peuple du Cambodge pour le combat qu'ils ont livré aux forces de l'impérialisme jusqu'à leur élimination de cette partie du monde.

18. Dans un avenir prochain, un autre pays africain, l'Angola, accédera au plein exercice de sa souveraineté nationale. L'Algérie se réjouit de voir l'Afrique se libérer chaque jour davantage du joug colonial et renforcer ainsi son potentiel, tant politique qu'économique. Cependant, elle constate avec amertume qu'une partie du continent africain reste soumise à la domination d'un régime raciste qui continue de lancer un défi à la communauté internationale.

19. L'orateur rappelle qu'à sa vingt-neuvième session (2281^e séance plénière) l'Assemblée générale a décidé d'exclure de ses travaux les représentants du régime raciste de Pretoria et que, sans le triple veto des Etats-Unis d'Amérique, de la France et de la Grande-Bretagne au Conseil de sécurité, l'Afrique du Sud aurait été définitivement chassée de l'Organisation.

20. De l'avis de l'orateur, il suffit de lire le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* pour se rendre compte de la véritable situation qui règne en Afrique du Sud. Le régime raciste continue de faire fi de l'opinion internationale. Son intention de créer des "bantoustans", comme l'invasion par ses forces armées d'une partie du territoire de l'Angola, prouve que ce régime n'est nullement décidé à changer d'attitude. Il est également prouvé que ce défi n'est possible que grâce à l'appui que certaines puissances occidentales prêtent à la minorité blanche raciste. Et, lorsque ces pays qui contribuent au maintien de l'*apartheid* s'associent aux résolutions des Nations Unies condamnant le régime, le ridicule le dispute à l'odieux. A cet égard, il convient de mentionner le cas de la République fédérale d'Allemagne, qui vient d'offrir son aide au régime de Pretoria en vue de la création d'une industrie nucléaire.

21. Mais ces pays occidentaux ne sont pas les seuls à aider le régime raciste. Les liens innombrables et de toute nature qui unissent le régime raciste à Israël prouvent le caractère colonial et impérialiste des deux régimes, l'un et l'autre créés par l'Occident impérialiste. A cet égard, l'orateur rappelle qu'en 1971 le professeur Richard P. Stevens a dit que, parmi les décisions du monde occidental qui ont lésé la vie et la destinée des peuples du tiers monde, aucune ne révèle avec autant de clarté l'essence même de l'ethnocentrisme occidental que deux décisions prises à Londres, l'une en 1909 et l'autre en 1917, la première relative à la fondation de l'Union sud-africaine, et l'autre contenue dans la Déclaration Balfour. C'est ainsi qu'au nom du libéralisme britannique, les peuples palestinien et sud-africain ont perdu non seulement leurs terres, mais aussi leurs droits les plus fondamentaux. Etant donné la similitude des rôles qu'ils jouent, il est facile de comprendre pourquoi Tel-Aviv et Pretoria se sentent unis par un même destin, destin qui, dans le cas d'Israël, est fondé sur la discrimination religieuse

et, dans le cas de l'Afrique du Sud, sur la discrimination raciale.

22. L'histoire a enseigné aux peuples que seule la lutte armée pouvait mettre fin à l'impérialisme. C'est pourquoi la délégation algérienne, riche de sa propre expérience, invite les mouvements de libération d'Afrique du Sud et de Palestine à redoubler d'efforts, car leur victoire est certaine et n'est qu'une question de temps. L'Algérie, quant à elle, les assure de son aide constante et indéfectible.

23. M. ABDULAH (Trinité-et-Tobago) dit qu'il n'a pas pu participer au vote sur le projet de résolution A/SPC/L.326, mais qu'il aurait voté pour ce texte s'il avait été présent.

24. A la lecture du rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*, il apparaît clairement qu'aucun progrès important n'a été réalisé en ce qui concerne l'élimination de l'*apartheid*. Il est également manifeste que les efforts des Nations Unies se voient constamment frustrés par l'appui que de nombreux pays industrialisés occidentaux et leurs sociétés transnationales continuent d'apporter au régime sud-africain. L'appât du gain les pousse à fournir à ce régime une assistance dans tous les domaines, et, pire encore, à renforcer son potentiel militaire, en même temps qu'ils proclament hypocritement leur opposition à l'*apartheid* et à la discrimination raciale.

25. M. Abdullah n'est pas convaincu par l'argument avancé par ces Etats, à savoir que la solution du problème de l'*apartheid* consiste à maintenir des contacts avec l'Afrique du Sud à tous les niveaux pour la pousser à abandonner son odieuse politique. D'ailleurs, nombre des représentants qui ont pris la parole avant lui ont souligné que tous les changements et réformes promis par Pretoria ne se sont pas réalisés et que la répression a augmenté. Cela confirme M. Abdullah dans sa conviction qu'il faut isoler complètement l'Afrique du Sud et aider les mouvements de libération.

26. La plupart des mesures permettant d'isoler l'Afrique du Sud ont déjà été définies dans les multiples résolutions adoptées par l'Assemblée générale, que la Trinité-et-Tobago respecte pleinement. La Trinité-et-Tobago est également en faveur d'un embargo obligatoire sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud et regrette que le Conseil de sécurité n'ait pas pu approuver cette mesure à cause du veto de certains Etats. Elle se joint aux délégations qui ont proposé que cette question soit de nouveau examinée par le Conseil de sécurité.

27. Deux événements rendent encore plus urgente la nécessité d'imposer un embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud. Le premier est l'augmentation de 36 p. 100 du budget militaire de l'Afrique du Sud pour l'exercice 1975/76. Le second est le retrait du Portugal de son empire colonial au Mozambique et en Angola. Ces derniers nouveaux Etats indépendants sont victimes de la pression militaire de l'Afrique du Sud, ce qui prouve bien que le régime de Pretoria constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales.

28. Ce changement de la situation politique en Afrique australe a poussé l'Afrique du Sud à intensifier sa campagne diplomatique et sa propagande dans le but de convaincre

l'opinion publique occidentale de son intention d'introduire des changements positifs dans sa politique de "développement séparé". Mais la création des "bantoustans" n'a pour mobile que le désir de disposer d'une source inépuisable de main-d'oeuvre à bon marché. La Trinité-et-Tobago rejette la politique de "bantoustanisation" et déclare qu'elle ne reconnaîtra aucun "foyer national" ni ne traitera avec ses autorités.

29. Pour contrecarrer la propagande sud-africaine, le Comité spécial contre l'*apartheid* a proposé, au paragraphe 227 de son rapport, d'accroître les activités d'information, et il faudrait, à cette fin, renforcer encore le Groupe de l'*apartheid*. A ce propos, la délégation de la Trinité-et-Tobago accueille avec satisfaction la création du Fonds d'affectation spéciale du Groupe de l'*apartheid* en application de la résolution 3151 C (XXVIII) de l'Assemblée générale, mesure propre à faciliter l'intensification des travaux de ce Groupe, et elle apportera à l'avenir sa contribution à ce fonds.

30. L'un des domaines où l'on est réellement parvenu à isoler le régime sud-africain est celui des sports, bien qu'il y ait encore certaines organisations sportives peu soucieuses de défendre le principe olympique de la non-discrimination. On a également relevé d'autres signes encourageants de progrès. Par exemple, à la 961^e séance, le représentant de l'Italie a annoncé que son pays avait fermé les bureaux d'immigration sud-africains à Rome et à Milan et, à la 962^e séance, le représentant du Royaume-Uni a indiqué que son pays avait dénoncé les accords de Simonstown. On peut espérer que ces deux pays prendront également les autres mesures recommandées par l'Assemblée générale.

31. Le rapport du Comité spécial montre que beaucoup peut et doit être fait pour mettre fin à l'*apartheid*. A cet égard, le Gouvernement de la Trinité-et-Tobago reconnaît la nécessité de venir en aide aux mouvements de libération, en particulier dans les domaines de l'enseignement et de l'information, et rappelle qu'il a accordé des bourses aux membres des mouvements de libération et qu'il a apporté sa contribution au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe.

32. M. MARTYNENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) déclare que le problème de l'élimination de l'*apartheid* doit être résolu une fois pour toutes. Le climat actuel de la détente internationale offre des perspectives favorables en ce qui concerne l'isolement des régimes racistes et la lutte des peuples contre le colonialisme, dont l'*apartheid* est l'une des manifestations les plus odieuses. Le nouveau climat qui règne en Afrique, depuis la chute du colonialisme portugais, ouvre également de nouvelles possibilités et confirme que le colonialisme et le racisme sont historiquement condamnés. Mais ils ne tomberont pas d'eux-mêmes.

33. Le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* démontre clairement que le régime raciste continue de passer outre aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies. Peu de temps auparavant, face à la montée du mouvement de libération nationale, Pretoria s'est livré à diverses manoeuvres dans le but d'induire en erreur la communauté mondiale et de créer une apparence de changement dans le système de l'*apartheid*. Les autorités

sud-africaines s'efforcent d'obtenir la reconnaissance des "bantoustans" pour renforcer l'inégalité raciale, politique et sociale et consolider une source de main-d'oeuvre à bon marché pour l'économie sud-africaine. Par des méthodes toujours plus insidieuses, le régime de Pretoria tente d'annihiler les mouvements de libération et de rompre l'unité des pays africains dans leur lutte contre le colonialisme. Ces manoeuvres ont pour objet de détourner l'attention de l'opinion publique internationale du problème de l'*apartheid*, de saper les efforts de l'Organisation des Nations Unies et de donner à l'Afrique du Sud le temps de renforcer son potentiel militaire et de consolider sa politique de "bantoustanisation". Pretoria continue d'occuper la Namibie et y a accru la répression, transformant tout le pays en chambre de torture de la police. Grâce à l'aide que lui prêtent certains Etats membres de l'OTAN, l'Afrique du Sud équipe son armée d'armes modernes et accroît son budget militaire. Les efforts déployés par le régime sud-africain pour se doter d'un potentiel de production d'armes nucléaires inspirent une crainte légitime. Cela représente un danger pour tous les pays d'Afrique, notamment dans la mesure où l'Afrique du Sud n'est pas signataire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

34. A la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, tenue à Kampala du 28 juillet au 1^{er} août 1975, l'OUA a déclaré que le régime raciste constitue une grave menace pour la paix et la sécurité du continent et elle a condamné ceux qui soutiennent et renforcent ce régime.

35. Les investissements occidentaux en Afrique du Sud, qui, de 1974 à 1975, ont augmenté dans des proportions considérables, surtout dans certains secteurs clefs, profitent en réalité au régime d'*apartheid* qu'ils visent à maintenir; c'est là, en effet, la source des énormes bénéfices que recueillent les investisseurs étrangers ainsi que l'instrument de répression et d'exploitation des travailleurs. Au cours du débat, on s'est efforcé de faire croire que le commerce avec le régime raciste et les investissements dans son économie apportent on ne sait quels avantages aux Africains. Mais il a été parfaitement démontré que, du fait de l'*apartheid*, ces relations, loin d'améliorer la situation des Africains, sont pour eux une source supplémentaire de souffrances et de privations. Or, ce sont précisément les travailleurs africains qui constituent 80 p. 100 de la main-d'oeuvre sud-africaine et qui créent les richesses; c'est précisément leur travail de forçat qui est la source des surprofits réalisés par les centaines de monopoles occidentaux qui parasitent le système raciste.

36. La RSS d'Ukraine applique strictement toutes les résolutions de l'ONU visant à éliminer le racisme et l'*apartheid* et appuie pleinement le peuple de l'Afrique du Sud dans sa juste lutte pour la libération. Le 15 octobre 1975, elle a ratifié la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*. Elle appuie également les propositions des pays africains et autres sur la nécessité de nouvelles mesures efficaces et de sanctions en vue d'obtenir l'isolement complet du régime raciste et de l'obliger à appliquer les décisions de l'Organisation des Nations Unies, en particulier celles qui concernent la Namibie.

37. La délégation Ukrainienne estime qu'il est important à cette fin d'intensifier la dénonciation des manoeuvres des

partisans de l'*apartheid*, de lutter pour l'arrêt de toute coopération avec les racistes d'Afrique du Sud et de mettre fin à l'assistance militaire, politique, économique et autre que leur accordent leurs protecteurs bien connus. Les mouvements contre l'*apartheid* et les organisations progressistes, notamment le Conseil mondial de la paix, jouent un rôle important à cet égard.

38. La délégation de la RSS d'Ukraine apprécie hautement l'activité du Groupe de l'*apartheid* du Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité, qui contribue à faire connaître la lutte courageuse des patriotes en Afrique du Sud et du mouvement international contre l'*apartheid* pour dénoncer les manœuvres des racistes de l'Afrique du Sud et de leurs complices.

39. M. PINTO-BAZURCO (Pérou) rappelle que, depuis la signature de la Charte des Nations Unies, 30 ans auparavant, l'Organisation n'a cessé de s'occuper du problème de l'*apartheid* qui, paradoxalement, continue à exister grâce à l'appui de certaines puissances qui ont participé à la création de l'Organisation des Nations Unies pour défendre les idéaux que bafoue à présent le Gouvernement sud-africain. Ces puissances, qui n'hésitent pas à faire fi de la dignité humaine quand il s'agit de défendre leurs intérêts stratégiques, militaires et économiques, évoquent, par leur attitude, les autres formes d'exploitation qui sévissent dans diverses parties du monde et qui ont amené les pays du tiers monde à faire front commun dans la lutte pour un ordre plus juste.

40. La délégation péruvienne fait siennes les aspirations des peuples qui, ayant accédé à la souveraineté politique, se sont unis dans un même combat pour conquérir leur indépendance économique. A ce sujet, la délégation péruvienne tient à rappeler que, dans les accords récemment conclus à la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés qui s'est tenue à Lima du 25 au 30 août 1975, ceux-ci ont proclamé leur opposition à l'*apartheid* et leur inquiétude devant l'appui que le régime raciste sud-africain reçoit des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni.

41. La délégation péruvienne a accueilli avec enthousiasme la recommandation faite par le Comité spécial aux paragraphes 223 et 224 de son rapport, tendant à l'organisation, en 1976, d'une conférence ou d'un séminaire sur l'*apartheid* dans un pays de l'Amérique latine, et elle appuie la proposition qu'une conférence ait lieu à La Havane.

42. L'opposition du Pérou à l'*apartheid* et à toute forme d'exploitation et de discrimination est l'expression de ses principes nationaux et des fondements idéologiques de la révolution péruvienne, à savoir la doctrine humaniste qui considère l'homme comme fin et non comme moyen et postule la réalisation pleine et entière de la personne humaine.

43. M. ABDEL-LATIF (Soudan) observe que la communauté internationale ne semble guère tirer de leçons de l'histoire. La reconnaissance de la République populaire de Chine, l'indépendance du Mozambique, du Cap-Vert, de Sao Tomé-et-Principe et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée ainsi que la victoire du peuple du Viet-Nam devraient lui montrer que, pour longue et inégale que puisse être la lutte, la victoire du peuple est inévitable.

44. Il est regrettable que certains pays continuent à défendre en paroles le peuple d'Azanie tout en entravant les efforts par lesquels l'Organisation des Nations Unies vise à isoler le régime raciste de Pretoria. Il est incompréhensible que des pays qui prêchent la démocratie, la liberté, l'égalité et la justice continuent à aider un régime qui constitue une atteinte à la dignité humaine.

45. Lorsque la délégation soudanaise a demandé une révision de la Charte, elle s'est entendu répondre que cela n'était pas nécessaire, que les problèmes tenaient à la manière dont on appliquait la Charte. Les pays en question semblent vouloir, par leur comportement, faire la preuve de cette affirmation.

46. La communauté internationale préconise non pas la violence mais l'isolement du régime raciste. Les pays qui s'y sont refusés ont prétexté ne pas vouloir porter préjudice à la population noire. Le représentant du Soudan estime qu'il est temps de mettre un terme à cette attitude paternaliste et hypocrite. Les mesures proposées pour isoler le régime ne sont pas neuves; elles ont été utilisées pendant la guerre froide et en de nombreuses autres occasions, aussi l'orateur ne voit-il pas quelles objections on peut opposer à l'application de ces mesures.

47. Malgré l'attitude de ces pays occidentaux, les pays africains continuent à coopérer avec ceux-ci, conscients du danger qu'un affrontement représenterait pour les objectifs qu'ils poursuivent, et c'est dans le même esprit que les pays arabes ont amorcé un dialogue. Ce sont là des preuves d'un désir sincère de coopérer avec les pays occidentaux; il faut espérer que ceux-ci sauront y répondre comme il convient.

48. Les déclarations faites à la Commission prouvent que les pays africains n'accepteront jamais une politique de détente à l'égard de l'Afrique du Sud. En effet, les pays qui appuient Vorster n'ont rien pu citer qui dénote le moindre changement dans la politique du régime raciste; c'est donc à eux qu'il incombe, s'ils croient réellement à l'égalité et à la justice, de réexaminer leur attitude vis-à-vis de ce régime. La délégation soudanaise a écouté attentivement les déclarations des représentants de ces pays, espérant discerner quelque changement dans leur attitude, mais elle a été déçue. A cet égard, la délégation soudanaise exprime son accord avec les déclarations des représentants australien et néo-zélandais au cours des 958^e et 956^e séances respectivement. D'autre part, la délégation soudanaise a noté que le régime sioniste avait élevé sa représentation à Pretoria au rang d'ambassade. Ce n'est point l'effet du hasard, car ces deux régimes ont de nombreux points communs, entre autres la dégradation de la dignité et des valeurs humaines. On a maintes fois reproché à ces deux régimes, tant à l'Organisation des Nations Unies que devant d'autres instances internationales, de défier l'opinion publique mondiale et de menacer la paix. D'aucuns allèguent que le sionisme est une religion ou un mouvement de libération qui a rempli sa mission plusieurs décennies auparavant. Mais la Commission aura à examiner sous peu les pratiques et les atrocités du régime sioniste dans les territoires arabes occupés et les points communs entre ces deux régimes seront amplement mis en évidence.

49. Le représentant du Soudan n'a tenu à mentionner certains pays que parce qu'il est convaincu que sans leur appui le régime raciste ne survivrait pas. C'est pourquoi

l'orateur juge essentiel de mobiliser l'opinion publique de ces pays pour qu'elle fasse changer la politique de leur gouvernement vis-à-vis du régime sud-africain. Il faudrait également intensifier la campagne d'information de la minorité blanche en Afrique australe. Sans doute serait-il possible, dans cet ordre d'idées, d'installer une station émettrice dans un des pays voisins. Ainsi, on pourrait influencer la population sud-africaine et peut-être assisterait-on à une évolution semblable à celle de la politique des Etats-Unis d'Amérique vis-à-vis du Viet-Nam ou du Portugal vis-à-vis des ses colonies.

50. Il importe également d'aider les pays voisins pour qu'ils puissent résister aux pressions du régime raciste. On sait déjà que celui-ci a envoyé des forces en Angola pour retarder l'accession de ce pays à l'indépendance. Dans ce contexte, le représentant du Soudan adresse un appel à certains pays qui fournissent du pétrole au régime raciste pour qu'ils cessent de le faire.

51. La communauté internationale se doit d'empêcher que davantage de générations grandissent dans la haine et l'amertume, car la vengeance des opprimés est effrayante, et ce qui se passe actuellement dans le monde en est un bon exemple.

52. Le représentant du Soudan se déclare convaincu que, si on arrive à isoler le régime sud-africain, celui-ci ne pourra pas survivre et la communauté internationale aura fait acte de fidélité à ses principes.

53. Le PRESIDENT annonce que le Congo, l'Irak, le Koweït, le Laos, le Libéria, le Maroc, Maurice, l'Oman, le Qatar, la République-Unie du Cameroun, la Roumanie, le Sénégal, la Trinité-et-Tobago et la Zambie se sont portés coauteurs du projet de résolution A/SPC/L.327.

La séance est levée à 18 heures.

967^e séance

Mardi 28 octobre 1975, à 15 h 15.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.967

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (*suite*)
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174, A/SPC/L.327] :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

DISCUSSION GENERALE (*suite*)

1. Le PRESIDENT déclare qu'en l'absence d'objection il considérera que la Commission consent à ce que le représentant des Emirats arabes unis exerce son droit de réponse, comme il l'a demandé à la séance précédente.

Il en est ainsi décidé.

2. M. AL-DEHIM (Emirats arabes unis), exerçant son droit de réponse, dit que, à la 964^e séance, le représentant d'Israël a essayé de susciter des doutes au sujet des relations entre les Emirats arabes unis et l'Afrique du Sud. La délégation des Emirats arabes unis tient à réaffirmer que ce pays est décidé à lutter contre l'Afrique du Sud par tous les moyens dont il dispose. L'embargo sur la vente du pétrole est intégralement respecté, et des mesures ont été prises pour éviter que des biens en provenance de l'Afrique du Sud ne pénètrent dans les Emirats arabes unis.

3. L'attitude énergique des Emirats arabes unis vis-à-vis de l'Afrique du Sud est bien connue. Leurs représentants ont participé aux débats du Conseil de sécurité sur la question et ont demandé l'expulsion de l'Afrique du Sud de

l'Organisation des Nations Unies, parce qu'elle n'est pas digne d'en être Membre.

4. M. CISSÉ (Mali) fait observer qu'aux décisions et appels de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations éprises de paix et de justice, le régime de Pretoria a opposé des arguties juridiques fondées sur une interprétation délibérément malhonnête de la Charte des Nations Unies. Cette attitude, contraire aux principes de la Charte, se base sur l'idéologie fasciste d'un système qui prétend faire croire à l'humanité que le destin des différentes races qui peuplent l'Afrique du Sud est lié à l'application de la politique du "développement séparé".

5. Les débats sur cette question et l'excellent rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022) démontrent amplement l'entêtement avec lequel les racistes de Pretoria appliquent leur politique d'oppression et d'exploitation. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, le régime, pour tromper l'opinion publique, a atténué quelques-unes des vexations les plus mesquines de l'*apartheid*, tout en accentuant les manifestations les plus importantes du racisme et de l'oppression. La politique des "bantoustans", dont l'unique objectif est de diviser le territoire et de détruire l'identité et l'unité nationales du peuple azanien, s'est traduite par l'expulsion de leurs foyers de 10 millions de Noirs, qui ont été relégués dans les régions les plus pauvres du pays. Le peuple azanien n'a, dans ces conditions, d'autres recours que d'intensifier la lutte armée contre l'*apartheid*, sous la direction de ses mouvements de libération nationale.

6. Le régime d'*apartheid*, condamné par la communauté internationale et affaibli par la dissolution de l'axe Preto-

ria-Salisbury-Lisbonne, s'évertue à projeter une autre image de lui-même par l'établissement d'un "dialogue" avec les Etats africains indépendants. Il est réconfortant de constater que peu d'Etats ont été dupes de ce stratagème de Pretoria.

7. Malgré la condamnation lancée par de nombreux organismes internationaux, le régime de Pretoria, défenseur des privilèges de la minorité et agent inconditionnel des intérêts de certaines puissances occidentales et des sociétés transnationales, continue à refuser d'appliquer les dispositions de la Charte. Il est donc nécessaire d'intensifier la lutte contre l'*apartheid* et de prendre avant tout des mesures contre la politique d'armement à outrance de l'Afrique du Sud, dont le budget militaire pour 1975/76 a augmenté de 36 p. 100 par rapport à l'année précédente. Le gouvernement raciste achète des armes modernes et, selon des renseignements dignes de foi, il s'apprête à acquérir des armes atomiques. Il est d'autre part établi que l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN) arme et protège l'Afrique du Sud dans le but évident d'en faire une tête de pont sur la route du Cap.

8. De même, il faut dénoncer une fois de plus la politique d'immigration du régime raciste qui, par des pratiques sélectives, a favorisé l'entrée d'un nombre considérable de colons blancs dans le pays.

9. La campagne intensive de propagande menée par le régime sud-africain ne peut faire oublier au monde le martyre enduré par les peuples azanien et namibien. La délégation malienne condamne de nouveau la division de la Namibie en "bantoustans", la politique de répression et d'intimidation et les détentions massives, les flagellations publiques et les exécutions sommaires dont sont victimes le peuple namibien et son mouvement de libération nationale, la South West Africa People's Organization; elle condamne une fois de plus les activités des intérêts étrangers qui pillent les richesses matérielles et humaines de la Namibie et elle réitère son appui inconditionnel au peuple qui lutte contre le régime usurpateur et expansionniste de Pretoria.

10. L'Afrique du Sud a conclu des accords avec le régime rebelle de la Rhodésie du Sud en vue de détruire les mouvements de libération nationale de l'Afrique australe et de créer un climat d'insécurité perpétuelle dans la région. Mais cette alliance ne résistera pas à l'opposition des peuples qui luttent pour leur liberté, pas plus qu'à celle des membres de la communauté internationale épris de justice et de paix.

11. Le fait que l'Afrique du Sud ne participe pas aux travaux de la trentième session ne porte en rien préjudice au déroulement normal des travaux ni n'entame le principe de l'universalité. L'exemple du Mozambique, du Cap-Vert, de Sao Tomé-et-Principe et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui rehaussent de leur présence la session en cours, doit inciter tous les Etats à intensifier la lutte contre le colonialisme et l'*apartheid*, en appliquant scrupuleusement les décisions et les résolutions de l'ONU et des autres organismes internationaux. A cet égard, il convient de remercier les Etats qui contribuent au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et ceux qui refusent publiquement de collaborer avec le régime de Pretoria dans les domaines économique, commercial, culturel et sportif.

12. Les efforts concertés de l'ONU, des organisations non gouvernementales et des mouvements contre l'*apartheid* isolent de plus en plus le régime raciste de l'Afrique du Sud. La délégation malienne est convaincue que la longue et héroïque lutte du peuple azanien livrée par le Congrès national africain (ANC) d'Afrique du Sud et du Congrès panafricaniste (PAC) d'Azanie aboutira inévitablement à la victoire.

13. M. N'DESSABEKA (Congo) fait part aux représentants de l'ANC et du PAC de la solidarité et de l'appui total que le Congo leur apporte dans leur lutte contre le régime inhumain d'*apartheid*. La victoire du peuple du Mozambique et la victoire très prochaine du peuple de l'Angola, dans le sud du continent africain, doivent réconforter les combattants de la liberté au Zimbabwe, en Namibie et en Afrique du Sud.

14. Le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022) et les déclarations des représentants de l'ANC et du PAC ont apporté la preuve de la complicité de certaines puissances, membres de l'OTAN, avec l'Afrique du Sud. Les résolutions de l'Organisation des Nations Unies pourraient être appliquées si les trois puissances colonialistes, membres du Conseil de sécurité, ne se servaient pas de leur veto pour aider le régime raciste. En 29 ans, l'Organisation des Nations Unies a adopté près de 150 résolutions pour condamner la politique d'*apartheid* et, au cours de la même période, les puissances occidentales ont fourni au régime des armes toujours plus modernes qui sont utilisées contre les populations progressistes de l'Azanie.

15. La délégation congolaise estime que, à la violence réactionnaire, doit être opposée la violence révolutionnaire et elle préconise l'intensification de la lutte armée, puisque c'est la seule voix que les colonialistes et les impérialistes comprennent.

16. Les régimes impérialistes occidentaux se sont toujours opposés à la lutte de libération des peuples. Pour la République populaire du Congo, l'élimination totale du racisme, du colonialisme et du néo-colonialisme en Afrique est un principe qui n'admet pas d'exceptions et, par conséquent, le Congo est opposé au dialogue et à la détente avec le régime raciste sud-africain, puisqu'il ne s'agit là que de manoeuvres impérialistes pour diviser l'OUA. Un de ces pays colonialistes a annoncé son intention de réviser sa politique relative à la vente d'armes au régime fasciste sud-africain. Or, il est bien connu que sa politique commerciale est essentiellement fondée sur la vente d'armes et que les fournitures commandées par l'Afrique du Sud dureront plus de 15 ans. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne aussi doit réviser sa politique à l'égard de l'Afrique du Sud, étant donné que la collaboration qu'il entretient dans le domaine nucléaire avec le régime fasciste peut avoir des conséquences incalculables. Heureusement, les peuples des pays occidentaux capitalistes, grâce aux activités des mouvements nationaux contre l'*apartheid* et grâce surtout aux organismes des Nations Unies, de l'ANC et du PAC, manifestent avec une énergie croissante leur opposition aux relations que leurs gouvernements entretiennent avec Pretoria.

17. Il est un autre problème qui préoccupe la délégation congolaise et c'est celui de l'application de la politique des

“bantoustans”. En effet, les changements promis par Vorster près d'un an auparavant sont absolument trompeurs, étant donné qu'ils se sont soldés par la création d'États fantoches qui perpétuent l'injustice et l'oppression. Par conséquent, le Gouvernement de la République populaire du Congo condamne, d'ores et déjà, la proclamation de l'indépendance du Transkei et sera opposé à toute reconnaissance de cette création de Vorster.

18. M. AUGUSTIN (Haïti) dit qu'il n'est pas improbable que la trentième session de l'Assemblée générale se termine sans qu'on ait reçu une réponse positive du régime raciste de Pretoria. La clique de Vorster ne semble pas être disposée à modifier sa politique néfaste de l'*apartheid* malgré la réprobation générale.

19. La délégation haïtienne partage entièrement l'opinion de tous ceux qui ont déjà pris la parole au sein de la Commission pour dénoncer la prétendue politique de “détente” du régime sud-africain. Il est évident que l'Afrique du Sud continue à bafouer ouvertement les principes de la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme et qu'elle n'a pas tenu sa promesse d'apporter des changements constitutionnels importants. Le Gouvernement sud-africain a préféré au contraire stabiliser et renforcer la politique d'*apartheid* en imposant le système des “bantoustans” et il continue à exclure délibérément la population non blanche des activités de la société sud-africaine, tout en châtiant de plus en plus durement les dirigeants des organisations noires dont le seul crime est de continuer à s'opposer à l'odieux système de l'*apartheid*.

20. Devant une telle situation, qui représente une menace grave pour la paix et la sécurité internationales, particulièrement en Afrique australe, il ne sert de rien d'appliquer des demi-sanctions. L'Organisation des Nations Unies pourrait renforcer son action dans certains domaines, en exigeant par exemple que, conformément aux recommandations de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, tous les pays cessent immédiatement de livrer des armes au régime de Vorster.

21. Le Gouvernement et le peuple haïtiens sont résolument opposés à la politique de l'*apartheid*. Haïti est membre du Comité spécial contre l'*apartheid* depuis sa création et par conséquent appuie les conclusions et recommandations qui figurent au chapitre II de son rapport et visent à isoler davantage le régime raciste de Vorster. Elle estime également qu'il est urgent que l'Assemblée générale adopte des mesures encore plus efficaces pour fournir une aide plus concrète à la masse de la population en Afrique du Sud et réaffirme la légitimité de la lutte de libération du peuple d'Azanie. La politique des “bantoustans” pratiquée par la clique de Vorster préoccupe également la délégation haïtienne qui souhaite ardemment que soit entendu l'appel de l'Assemblée générale fait au paragraphe 10 de sa résolution 3324 E (XXIX), où elle invite tous les gouvernements et toutes les organisations à ne reconnaître en aucune façon les institutions ou autorités créées dans le cadre de cette politique.

22. L'Afrique du Sud doit savoir qu'elle se heurtera à un front uni d'opposition à sa politique raciale. Elle doit aussi savoir qu'elle a choisi un chemin sans issue qui ne peut

mener qu'à la catastrophe, et que l'indépendance des anciennes colonies portugaises d'Afrique et leur admission à l'ONU ont créé un climat favorable à la lutte contre l'*apartheid*. Par conséquent, il faut espérer que la minorité blanche finira par accepter une forme de gouvernement et une société où tous ses membres jouiront de la liberté et de l'égalité, sans distinction de race ou de couleur.

23. M. JATOI (Pakistan) déclare que la communauté internationale, que le problème de l'*apartheid* préoccupe depuis 1946, a montré de façon claire et nette son opposition totale à cette politique qui fait violence aux principes de la Charte des Nations Unies et à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Sans doute, l'inquiétude et l'indignation qu'inspire le racisme sud-africain se sont exprimées non seulement à l'Organisation des Nations Unies, mais encore à d'autres tribunes internationales, comme la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères, à sa sixième session, qui s'est tenue à Djidda du 12 au 16 juillet 1975. Peut-être l'expression la plus claire de la réprobation de la communauté mondiale est-elle le spectacle d'un siège vide — celui de l'Afrique du Sud à l'Organisation des Nations Unies, demeuré inoccupé à la suite des mesures adoptées par l'Assemblée générale contre ce pays l'année précédente.

24. Ces derniers temps, son isolement croissant, la lutte des mouvements de libération nationale, la pression de l'opinion publique mondiale et les contraintes socio-économiques ont amené l'Afrique du Sud à introduire certaines modifications dans son système d'*apartheid*. Mais, quoi qu'en dise la propagande sud-africaine, il est évident que ces changements n'ont affecté que le côté mesquin de l'*apartheid*, le “petty” *apartheid*, et que les autres aspects en demeurent inchangés. Comme il est signalé dans le document intitulé “L'évolution de la situation en Afrique australe” par Tami Hultman, Reed Kramer et Don Morton¹, les Noirs sont expulsés de leurs terres, forcés de travailler dans les zones blanches comme travailleurs migrants, séparés de leurs familles, soumis à des lois discriminatoires, privés de leurs droits politiques et syndicaux et limités au maximum dans leur liberté de circuler. Cinquante pour cent des enfants noirs nés dans les réserves meurent de malnutrition avant l'âge de 5 ans. On compte de nombreux prisonniers politiques; des centaines de personnes sont exilées, arrêtées, gardées au secret et torturées. L'Afrique du Sud a augmenté son budget militaire pour intensifier sa répression et renforcer son contrôle.

25. Que l'Afrique du Sud n'ait aucune intention de mettre un terme au système d'*apartheid*, c'est ce que montrent le caractère superficiel des réformes et les déclarations des dirigeants sud-africains. Vorster lui-même a déclaré que les Noirs n'auront jamais l'égalité des droits politiques au Parlement blanc. Toutefois, le représentant du Pakistan constate que des forces inexorables sont en jeu, qui permettent d'espérer la disparition toute prochaine de l'*apartheid*. En effet, le régime raciste a de plus en plus de difficultés à refréner la majorité de la population sud-africaine qui aspire à la liberté et est déterminée à exercer ses droits fondamentaux. Même les forces économiques sont par trop puissantes pour que l'Afrique du Sud puisse éviter une transformation profonde dans son système. Dans ce

¹ Groupe de l'*apartheid*, Notes et documents, no 14/75.

processus, la communauté internationale a un rôle important à jouer et elle doit prendre toutes les mesures à sa portée pour sauver le peuple sud-africain. Le représentant du Pakistan espère que l'embargo obligatoire sur les armes deviendra rapidement une réalité. De même, il appuie la recommandation faite par le Comité spécial contre l'*apartheid* au paragraphe 210 de son rapport, tendant à demander au Conseil de sécurité d'examiner l'opportunité d'imposer un embargo sur les fournitures de pétrole à l'Afrique du Sud, mesure qu'observent déjà les pays arabes.

26. D'autre part, la communauté internationale devrait apporter au peuple sud-africain et aux mouvements de libération une aide plus importante. Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud constitue à cet égard un instrument efficace et les gouvernements continueront sans nul doute d'y apporter leur contribution généreuse. Mais cela ne suffit pas; l'Organisation doit également développer son programme d'information pour neutraliser la propagande par laquelle l'Afrique du Sud cherche à tromper l'opinion publique mondiale. Il faudrait aussi lancer une campagne d'information afin que nul n'ignore quels sont les pays qui continuent à collaborer avec le régime sud-africain.

27. La position du Pakistan à ce sujet est bien connue. Il suffit de mentionner que le Pakistan n'a jamais eu de relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud et a suspendu tous les contacts avec elle dans les domaines de la culture et des sports. De plus, le Gouvernement pakistanais a décrété un boycottage absolu de l'Afrique du Sud sur le plan commercial et interdit la vente d'armes et de matériel militaire et stratégique d'aucune sorte à destination de ce pays. Les bateaux et les avions sud-africains ne peuvent utiliser les ports et les aéroports du Pakistan. Fidèle à sa position, le Pakistan poursuivra ses efforts pour qu'enfin le pouvoir passe au peuple sud-africain.

28. M. AKIMAN (Turquie), après avoir souhaité la bienvenue aux représentants du Mozambique, du Cap-Vert, de Sao Tomé-et-Principe, et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, déclare que la position de sa délégation concernant l'*apartheid* est bien connue. Il tient néanmoins à souligner que les paroles ne suffiront pas à faire disparaître ce système et à soulager les souffrances des peuples d'Azanie et de Namibie. La Turquie est opposée à toute forme de racisme et de discrimination raciale et, en conséquence, n'a établi aucune relation diplomatique, économique, culturelle, ni d'aucune autre sorte avec le régime de Pretoria et elle persistera dans cette voie jusqu'à ce que l'*apartheid* soit éliminé. La Turquie est membre du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et appuie toutes les mesures internationales contre le colonialisme et l'*apartheid*. De même, elle verse sa contribution au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et au Fonds des Nations Unies pour la Namibie, à l'administration duquel la Turquie participe.

29. A première vue, ces modestes mesures prises par un seul pays peuvent sembler insignifiantes, mais le représentant de la Turquie estime que si tous les pays avaient fait la même chose, les progrès auraient été plus grands.

30. Le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* décrit en détail la situation tragique qui règne en Afrique du Sud.

Une chose est parfaitement claire : le régime raciste n'a pas la moindre intention d'écouter la voix de la raison. L'intensification de l'oppression en Afrique du Sud montre clairement que les forces qui s'opposent à l'*apartheid* se développent de jour en jour. Le représentant de la Turquie exprime à nouveau sa solidarité avec ces forces d'opposition et avec les masses opprimées d'Azanie et de Namibie.

31. M. K. B. SINGH (Népal) dit que la chute du Gouvernement autocratique du Portugal et le fait que le Mozambique a accédé à l'indépendance et que l'Angola en est proche ont complètement détruit l'alliance impie entre le régime de Pretoria, la clique d'Ian Smith et les colonialistes portugais. La réaction immédiate de l'Afrique du Sud devant cette nouvelle réalité politique a été la prétendue "détente" avec les Etats africains. Cependant, il est évident que l'Afrique du Sud essaie de camoufler la réalité de son honteux système en recourant à une propagande ignominieuse sur l'élimination des manifestations mineures de l'*apartheid* dans l'espoir de convaincre le monde de ses bonnes intentions. Mais l'OUA ne s'est pas laissée tromper et elle a exigé que soient éliminées les institutions d'oppression et de répression de la population non blanche. Sinon, la "détente" avec l'Afrique du Sud équivaldrait à tolérer la dégradation et l'oppression du peuple africain.

32. A mesure que le régime d'*apartheid* se sent plus menacé, il intensifie la persécution de ses opposants et le danger qu'il représente pour la paix et la sécurité internationales s'accroît. Malgré toutes les promesses qu'il a faites, il est évident que Vorster cherche à créer autour de l'Afrique du Sud une série d'Etats, semblables aux "foyers nationaux", qui seraient tellement dépendants de l'Afrique du Sud, du point de vue économique, qu'ils ne pourraient en aucune manière aider leurs frères africains à se libérer. Il est manifeste que Vorster espère faire entrer dans cette catégorie la Namibie et peut-être même la Rhodésie.

33. Si l'Afrique du Sud veut éviter un affrontement, et toutes ses conséquences redoutables, elle doit agir, et rapidement, en accordant une amnistie inconditionnelle à toutes les personnes emprisonnées parce qu'elles s'opposent à l'*apartheid*, en abrogeant toutes les lois répressives par lesquelles elle restreint le droit de la population de lutter pour faire cesser la discrimination raciale, et en permettant au peuple sud-africain d'exercer son droit à l'autodétermination, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies. En d'autres termes, elle doit immédiatement mettre en oeuvre les dispositions de la résolution 3324 C (XXIX) de l'Assemblée générale, première étape vers un règlement pacifique du problème de l'*apartheid*. Cependant, la paix que le régime de Pretoria semble offrir ne lui permettra pas d'éviter l'affrontement.

34. Le représentant du Népal est convaincu que l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale ont une responsabilité particulière envers le peuple opprimé d'Afrique du Sud et ses mouvements de libération, ainsi qu'envers tous ceux qui sont persécutés en raison de leur lutte contre l'*apartheid*, qui a été déclaré crime contre l'humanité. Par conséquent, le moment est venu de doubler d'efforts pour éliminer l'*apartheid* une fois pour toutes. Il ne peut y avoir de solution de compromis. Il est extrêmement important que la communauté internationale prenne des mesures décisives et concertées contre l'*apartheid*.

heid, surtout pendant la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et fournisse toute son aide aux mouvements de libération.

35. Il est extrêmement regrettable que le Conseil de sécurité n'ait pas pu prendre les mesures prévues au Chapitre VII de la Charte, comme cela lui était demandé dans la résolution 3324 B (XXIX) de l'Assemblée générale. Il demande que ces mesures soient immédiatement appliquées pour mettre fin rapidement au régime d'*apartheid*.

36. M. PIENTINEN (Finlande) regrette que la présence des nouveaux Etats Membres que sont le Cap-Vert, le Mozambique, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et Sao Tomé-et-Principe, preuve aveuglante du processus de décolonisation, n'ait pas fait comprendre au Gouvernement sud-africain que la paix ne pourra pas régner en Afrique australe tant que n'aura pas été aboli le système inhumain de l'*apartheid*, qui revient à institutionnaliser la discrimination raciale. Cependant, tant les documents présentés à la Commission que les déclarations qui y ont été faites révèlent qu'au contraire l'Afrique du Sud a intensifié la répression contre ses opposants.

37. Le peuple et le Gouvernement finlandais s'opposent fermement à la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain et rejettent toute forme de discrimination raciale. Le Gouvernement finlandais a réaffirmé que la politique d'*apartheid* constitue un obstacle permanent au développement non seulement de cette région, mais du monde entier et que, par conséquent, l'élimination de l'*apartheid* doit être l'un des principaux objectifs de l'Organisation des Nations Unies.

38. Le rapport du Comité spécial démontre clairement que, malgré les légers changements qu'il a apportés, le Gouvernement sud-africain n'a exprimé aucune intention de modifier de façon fondamentale le système cruel de l'*apartheid*. Au contraire, il a intensifié ses efforts en vue d'accélérer le transfert de la population africaine dans les "bantoustans". La prétendue indépendance dont jouiront les "bantoustans" ne peut tromper l'opinion publique mondiale. On connaît bien les tristes résultats de la politique des "bantoustans", dont le but est de diviser le peuple africain et de consolider la domination blanche en Afrique du Sud.

39. La délégation finlandaise estime que l'augmentation substantielle du budget militaire de l'Afrique du Sud traduit la crainte et l'insécurité que le Gouvernement sud-africain doit connaître par suite de son insistance à maintenir sa politique de discrimination raciale. Pour sa part, le Gouvernement finlandais a appliqué l'embargo sur les livraisons d'armes recommandé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 181 (1963), moyen supplémentaire d'accroître la pression internationale sur l'Afrique du Sud.

40. L'un des exemples les plus tragiques du mépris dont témoigne l'Afrique du Sud à l'égard des décisions des

Nations Unies est l'application du système d'*apartheid* en Namibie et la "bantoustanisation" de ce territoire. Comme première étape vers la réalisation des objectifs de paix et de justice en Afrique australe, il faudrait que le Gouvernement sud-africain retire son administration illégale de Namibie.

41. Il est essentiel que l'opinion publique mondiale soit tenue informée, de façon constante, de toutes les mesures qui sont prises contre l'*apartheid* et de la condamnation pratiquement unanime du régime raciste au sein des Nations Unies. Pour cette raison, le Gouvernement finlandais a été le premier à contribuer au Fonds d'affectation spéciale du Groupe de l'*apartheid*, établi par le Secrétaire général en janvier 1975 conformément à la résolution 3151 C (XXVIII) de l'Assemblée générale, et il a l'intention de continuer de verser sa contribution à ce fonds. Dans ce contexte, il ne faut pas oublier l'importance que revêt la campagne internationale contre l'*apartheid* dans le domaine des sports. Bien que les organisations sportives finlandaises soient privées, le gouvernement leur a demandé de se conformer aux dispositions de la résolution 2775 D (XXVI) de l'Assemblée générale. Un Comité composé de représentants du gouvernement et des organisations sportives a été constitué en Finlande pour examiner les questions relatives aux relations internationales dans le domaine des sports. Grâce à ce comité, les contacts entre les équipes finlandaises et les équipes sud-africaines sélectionnées sur une base raciale sont devenus pratiquement inexistantes.

42. La Finlande a appuyé toutes les mesures humanitaires qui ont été adoptées au niveau international pour défendre les victimes de l'*apartheid*. Pour l'année en cours, la Finlande a versé une contribution de 86 000 dollars au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe, et elle continuera à le faire. Elle a également versé 48 000 dollars au Fonds des Nations Unies pour la Namibie. En outre, reconnaissant l'importance des mouvements de libération nationale dans la lutte contre la discrimination, la Finlande leur a fait parvenir en 1975 41 000 dollars à titre d'assistance humanitaire par l'intermédiaire du Fonds d'assistance pour la lutte contre le colonialisme et l'*apartheid* de l'OUA.

Organisation des travaux de la Commission

43. Le PRESIDENT annonce qu'en l'absence d'objection la séance sera levée, afin que le groupe des pays non alignés puisse se réunir pour achever la rédaction de certains projets de résolution relatifs à la question à l'étude. Il pense que la Commission pourra terminer l'examen du point 53 au cours de la semaine pour passer à celui du point 50 la semaine suivante.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 16 h 30.

968^e séance

Mercredi 29 octobre 1975, à 15 h 15.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.968

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (suite)
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174, A/SPC/L.327, A/SPC/L.328] :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

DISCUSSION GENERALE (fin)

1. M. WOLF (Autriche) déclare que la délégation autrichienne, coauteur de deux projets de résolutions relatifs à la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (A/SPC/L.324 et A/SPC/L.325) qui ont été adoptés par consensus à la 960^{ème} séance, se réjouit de voir l'*apartheid*, sous toutes ses formes, désormais entouré d'une réprobation universelle; ainsi les activités de l'Organisation des Nations Unies n'ont pas été sans influencer sur l'opinion publique mondiale et elles auront donc joué un rôle important dans l'élimination de cette politique. L'importance de ce processus doit également être considérée dans la perspective des événements marquants qui se sont produits récemment sur le continent africain et qui exerceront sans aucun doute une influence positive sur la situation en Afrique du Sud et en Namibie. Le représentant de l'Autriche espère donc que, dans ces circonstances, le Gouvernement sud-africain adoptera une politique conduisant à des transformations pacifiques. De plus, cette nouvelle situation reconfortera ceux qui participent directement à la lutte pour la liberté politique et l'égalité et le Comité spécial contre l'*apartheid* dans sa louable tâche.

2. En 1975, la contribution de l'Autriche au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud a augmenté de plus de 100 p. 100 par rapport à 1974. En 1976, la contribution du Gouvernement autrichien augmentera encore de 5 p. 100 par rapport à 1975. De même, l'Autriche continuera à soutenir le Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe.

3. Le représentant de l'Autriche est d'avis que la lutte pour la liberté politique en Afrique du Sud n'incombe pas seulement aux gouvernements. Le public en général, les organisations non gouvernementales et, en particulier, les syndicats ont un rôle important à jouer à cet égard en influant directement sur la politique de leur gouvernement. Le Gouvernement autrichien a toujours rejeté fermement et sans équivoque toute politique fondée sur l'inégalité entre les hommes. Personne ne peut oublier que la dignité de l'homme est un tout et doit être défendue par tous. Pour cette raison, l'Autriche lance un appel aux autorités sud-africaines pour qu'elles mettent fin à leur funeste politique d'*apartheid* avant qu'il ne soit trop tard; un premier pas pourrait être d'amnistier les prisonniers politiques.

4. M. SERUP (Danemark) déclare que le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022) dépasse en portée les rapports des années antérieures et indique avec plus de précision les activités que le Comité déploie à l'échelle mondiale dans sa lutte contre le système d'*apartheid*. Le Comité spécial conclut que Vorster demeure voué au maintien de la domination de la minorité blanche et fait fi des résolutions de l'Organisation des Nations Unies. Cependant, le représentant du Danemark estime que les événements survenus l'année précédente permettent d'espérer, timidement certes, que la situation va peut-être s'améliorer. A cet égard, la délégation danoise se réjouit du processus de décolonisation qui se déroule actuellement en Afrique australe; l'accession à l'indépendance du Mozambique, du Cap-Vert, de Sao Tomé-et-Principe, et aussi de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux représentants desquels il souhaite la bienvenue à la Commission, stimulera sans aucun doute la lutte contre l'*apartheid* en Afrique du Sud. De même, le représentant du Danemark espère que l'Angola occupera prochainement la place qui lui revient parmi les nations indépendantes d'Afrique.

5. Etant donné tous ces événements, l'Afrique du Sud se trouve maintenant à un carrefour et elle doit choisir : ou abandonner sa politique d'*apartheid* ou la poursuivre, au risque de provoquer une situation dont on n'ose pas même évoquer les conséquences tellement elles seraient effroyables.

6. Quant à l'Organisation des Nations Unies, elle doit, conformément à la Charte, faire pression sur l'Afrique du Sud. Le Danemark a fait remarquer à maintes reprises que l'application par tous les pays des sanctions imposées par le Conseil de sécurité est le moyen le plus efficace pour arriver à une solution pacifique; il est d'une importance primordiale que tous les Etats Membres respectent strictement l'embargo sur la fourniture d'armes à l'Afrique du Sud, comme le fait le Danemark.

7. Outre les mesures politiques, il est essentiel que la communauté internationale intensifie ses efforts dans le domaine humanitaire, car la répression augmente de jour en jour. Le Danemark et les autres pays nordiques comptent parmi ceux qui contribuent le plus au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe. En 1975, le Danemark a apporté une contribution de quelque 284 000 dollars, et il espère que tous les Etats Membres feront des contributions généreuses. Le Danemark a aussi bon espoir que les résolutions relatives à l'*apartheid* bénéficieront du maximum d'appui.

8. M. TOWO-ATANGANA (République-Unie du Cameroun) déclare que le problème de l'*apartheid* est pour son pays une cause de profonde préoccupation, non seulement

à cause des souffrances intolérables qui sont infligées à des millions de personnes en Azanie, mais parce que la communauté internationale se montre incapable de faire disparaître une doctrine identique à celle qui a soumis l'humanité à tant de malheurs une trentaine d'années auparavant. L'*apartheid* est une survivance du nazisme hitlérien et ses auteurs ne se donnent même pas la peine de le nier. C'est pour cette raison que la communauté internationale a condamné l'*apartheid* et a proclamé qu'il constituait un crime contre l'humanité. Il faut toutefois se demander quel a été le résultat de ces condamnations. Dans son rapport, le Comité spécial contre l'*apartheid* donne des éléments d'appréciation extrêmement précieux.

9. Entre autres choses, le rapport confirme que de nombreux gouvernements, organisations non gouvernementales et confédérations syndicales continuent à affirmer leur opposition au régime odieux de Pretoria. Grâce à leurs efforts, les représentants de M. Vorster ont été chassés de l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session, malgré l'usage abusif qu'ont fait certaines grandes puissances de leur droit de veto au Conseil de sécurité.

10. Le Gouvernement sud-africain connaît aujourd'hui un isolement presque total. En Azanie même, les combattants de la liberté continuent à s'organiser et, autour de ce pays, la ceinture de sécurité que constituaient les colonies portugaises s'est effondrée. Devant cette nouvelle situation, le régime de M. Vorster se fait de plus en plus féroce et, au lieu d'entreprendre des négociations avec les mouvements de libération, il multiplie ses manœuvres dilatoires. Il prétend même inciter M. Ian Smith à plus de modération, alors qu'il lui donne tous les moyens économiques et militaires de se cantonner dans son arrogance. En réalité, la "détente" dont parle M. Vorster n'a pour objectif que de semer la confusion et la division parmi les Etats africains.

11. Ainsi donc, il se crée en Afrique australe une situation de plus en plus explosive sous l'oeil indifférent, presque complice, de ceux qui, en vertu de la Charte des Nations Unies, assument les responsabilités les plus hautes pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les pays qui ont demandé au sein du Conseil de sécurité, il y a un an, d'accorder un délai à l'Afrique du Sud pour modifier sa politique vont-ils reconnaître désormais que toutes les promesses de M. Vorster étaient sans fondement? Non seulement les changements survenus dans la politique d'*apartheid* sont dérisoires, mais ils ont pour objectif de renforcer la domination des Blancs. L'exemple le plus frappant est celui des prétendues consultations engagées avec la population noire.

12. En effet, les "dirigeants noirs" avec lesquels le régime sud-africain a annoncé à grand renfort de publicité qu'il engagerait des négociations se sont révélés être les dirigeants fantoches des "bantoustans" désignés par le régime lui-même. De même, l'octroi de l'autonomie et même de l'indépendance à certains "bantoustans" a pour unique objet de perpétuer la situation actuelle, en vertu de laquelle la minorité blanche occupera les quatre cinquièmes des terres les plus riches de l'Azanie.

13. Pour toutes ces raisons, la République-Unie du Cameroun s'est toujours refusée à adopter toute mesure de nature à encourager le maintien d'un tel système d'oppres-

sion. Elle n'entretient aucun lien de quelque nature que ce soit avec le régime raciste et a interdit le survol de son territoire à tout aéronef en provenance ou à destination de l'Afrique du Sud. Elle a du mal à comprendre que d'autres gouvernements adoptent vis-à-vis de l'Afrique du Sud des attitudes radicalement opposées aux déclarations qu'ils font dans les instances internationales. Certains pays vont même jusqu'à justifier cyniquement leur collaboration avec Pretoria en invoquant de prétendus impératifs économiques. De même, la délégation camerounaise rejette les subterfuges de ceux qui essaient de se donner bonne conscience en dénonçant les immoralités du voisin pour justifier les leurs. Il ne sert à rien d'invoquer le fait que certains pays, même africains, entretiennent des relations commerciales avec l'Afrique du Sud pour justifier l'aide économique et militaire massive que les puissances occidentales accordent à la minorité blanche de Pretoria. Ce n'est pas par hasard que l'Afrique du Sud se trouve intégrée dans le système dit de défense de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN). Ce n'est pas par hasard qu'un mur de vetos se dresse au Conseil de sécurité devant ceux qui réclament un embargo économique contre Pretoria. La délégation camerounaise ne veut condamner personne, mais elle estime que les responsabilités de certaines puissances sont un facteur déterminant dans la persistance de l'*apartheid* en Afrique du Sud. C'est pourquoi elle lance un appel pressant aux Gouvernements du Japon, de la République fédérale d'Allemagne, de la France, des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni pour qu'ils ne persistent pas à demeurer sourds aux leçons de l'histoire. L'histoire enseigne que la marche des peuples vers leur liberté et leur dignité est irréversible. Les peuples d'Azanie et de Namibie ne feront pas exception à cette règle.

14. M. BHATIA (Inde) présente le projet de résolution A/SPC/L.328, relatif à l'*apartheid* dans le domaine des sports et rappelle que, par sa résolution 2775 D (XXVI), l'Assemblée générale a déclaré qu'elle appuyait sans réserve le principe olympique selon lequel il ne doit pas y avoir de discrimination. Il se félicite donc que de nombreux pays aient fait écho à cette résolution. Par exemple, le Mexique a refusé de rencontrer l'équipe sud-africaine en Coupe Davis, l'Australie a annulé la tournée de son équipe de cricket en Afrique du Sud, la Nouvelle-Zélande a réaffirmé son opposition aux échanges sportifs avec l'Afrique du Sud, et d'autres pays, comme le Canada, la Guyane, la Malaisie, le Pakistan, la Trinité-et-Tobago et le Japon ont pris des mesures semblables, comme il est dit dans le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*. L'Inde, pour sa part, se refuse à maintenir quelque relation que ce soit avec l'Afrique du Sud.

15. Cependant, il est regrettable que le Comité des nations participant à la Coupe Davis, qui s'est réuni à Londres en juillet dernier, ait rejeté, par 24 voix contre 22, une motion de l'Australie demandant l'expulsion de l'Afrique du Sud. M. Bhatia espère que ceux qui continuent d'autoriser à des équipes sud-africaines de participer à des événements sportifs se rendront compte de la nécessité de prendre des mesures internationales concertées dans ce domaine.

16. Dans le même temps, les autorités sud-africaines, qui ont recours à toutes sortes de manœuvres pour obtenir que leur pays soit autorisé à participer à des événements sportifs internationaux, ont sélectionné quelques non-Blancs dans

leurs équipes, qu'elles qualifient maintenant de "multinationales". Même les fédérations sportives non raciales sud-africaines ont refusé de se laisser prendre à ces manoeuvres. M. Bhatia espère que la communauté internationale ne se laissera pas non plus abuser.

17. M. Bhatia donne ensuite lecture du dispositif du projet de résolution et annonce que les délégations du Congo, de Cuba, du Honduras, de l'Irlande, de Maurice, de la Mauritanie, de l'Ouganda, du Qatar, de la République-Unie du Cameroun, du Tchad, du Togo et du Yémen démocratique se sont portées coauteurs du projet de résolution. Enfin, il exprime l'espoir que le projet obtiendra l'appui de la Commission.

18. Le **PRESIDENT** annonce que le Honduras s'est porté coauteur du projet de résolution A/SPC/L.327.

19. M. RENS (Belgique), prenant la parole au nom des délégations du Luxembourg, des Pays-Bas et de la Belgique, déclare que, sur instructions de leurs gouvernements, celles-ci ont proposé certains amendements¹ au projet de résolution A/SPC/L.327 relatif aux "bantoustans", amendements qu'il considère comme nécessaires pour que la résolution puisse être adoptée par consensus.

20. En conséquence, le troisième alinéa du préambule serait remplacé par le texte suivant :

"Réaffirmant la légitimité de la lutte menée en Afrique du Sud, indépendamment de toute considération de race, de couleur ou de croyance, pour l'élimination totale de l'*apartheid* et de toute forme de discrimination raciale".

21. Dans le dispositif de la même résolution, pour souligner que le régime sud-africain, et lui seulement, est responsable de la situation qui règne dans ce pays, il est proposé d'ajouter un quatrième paragraphe au dispositif, qui se lirait comme suit :

"4. *Engage* le Gouvernement sud-africain à mettre fin à tous ses efforts pour créer des "bantoustans" et à se conformer aux principes exprimés dans la Charte des Nations Unies".

22. M. Rens espère que son initiative sera interprétée comme un acte constructif et bénéficiera de l'appui général. Il souhaite que la Commission s'accorde un délai de 24 heures avant de se prononcer sur ces amendements.

23. M. AMISSAH (Ghana) dit que le système qui règne en Afrique du Sud est artificiel et que l'oppression et la répression, aussi intenses soient-elles, ne parviendront jamais à priver la majorité non blanche de sa liberté, de sa dignité et de son identité humaine.

24. M. Amissah dit que plusieurs des orateurs qui l'ont précédé se sont efforcés d'expliquer certaines attitudes qui, de l'avis du Ghana, ont contribué à maintenir et à perpétuer le régime de l'*apartheid*. Ces propos ont été tenus par les représentants de certains partenaires commerciaux et alliés militaires de l'Afrique du Sud, des pays occidentaux pour la

plupart, mais aussi le Japon. M. Amissah, pour sa part, a perçu dans certaines de ces déclarations du paternalisme, de l'hypocrisie et de l'insensibilité. Du paternalisme, parce que ces pays semblent vouloir rappeler aux Africains qu'ils n'ont pas le droit de trop insister, parce qu'ils reçoivent une assistance monétaire et autre, assistance qui dépendrait dans une large mesure de la possibilité de poursuivre les échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud. Et de faire ressortir que la situation en Afrique du Sud est délicate, qu'il faut procéder avec mesure et que, d'autre part, certaines choses ont déjà changé, enfin que, tôt ou tard, l'*apartheid* disparaîtra. Et de souligner surtout que l'usage de la force ne résoudra pas le problème. De l'hypocrisie, parce que ces pays dénaturent l'histoire quand ils disent que la violence a toujours été inutile. En fait, à bien des pages de l'histoire, on lit comment il a fallu recourir à la force pour faire évoluer la société dans un sens positif, et combien les idéaux de démocratie et de liberté que vont claironnant les pays occidentaux ont coûté cher en vies humaines. Pour leur part, les régimes colonialistes européens n'ont réussi à s'établir dans de nombreuses parties du monde, notamment en Asie et en Afrique, qu'au moyen de la force et de la violence, mais sous le prétexte d'imposer la civilisation et le christianisme. Lors de la Conférence de Bruxelles de 1876 et de la Conférence de Berlin de 1884-1885, le roi Léopold II et ses acolytes ont consacré le partage et l'exploitation de l'Afrique par les Européens. Le roi Léopold est devenu le promoteur et l'exploiteur du travail forcé au Congo, dont il était propriétaire. En même temps, dans d'autres régions d'Afrique, les colons européens entreprenaient l'exploitation des mines et s'emparaient des terres les plus fertiles et les plus aptes à l'agriculture. Les Africains furent obligés de travailler pour un salaire misérable, soumis et réduits en esclavage par la force des armes.

25. Apparemment, ces vérités historiques n'ont pas conduit l'Europe à changer d'attitude envers l'Afrique, puisque la mise à sac et le pillage du continent se poursuivent. Le système d'*apartheid* en Afrique du Sud, implanté par la minorité blanche avec l'aide du Royaume-Uni, combine les éléments de colonialisme, d'esclavage et de servage. Le système se maintient grâce aux liens économiques et militaires qui unissent l'Afrique du Sud à ses amis occidentaux et au Japon. Ceux qui cherchent à justifier ces relations en disant que leur interruption causerait un grave préjudice à la grande majorité de la population noire semblent oublier que les Noirs ne constituent qu'un élément périphérique de la structure économique, et que les seuls, les véritables bénéficiaires du système sont les Blancs.

26. Le comportement des pays d'Europe occidentale ne laissent subsister aucun doute sur leurs véritables intentions. L'auteur d'un ouvrage publié à Londres, *White Media and Black Britain*, affirme que les intérêts capitalistes britanniques en Afrique australe sont extrêmement puissants et que la presse, la télévision et la radio britanniques plaident la cause d'une société britannique raciste et penchent pour l'idée que l'*apartheid* est moins horrible que le nazisme puisqu'il est dirigé contre les Noirs. Quant à la République fédérale d'Allemagne, on sait que son ministre adjoint des affaires étrangères en personne a reconnu que l'Afrique du Sud était un partenaire commercial trop important pour que la République fédérale pût rompre ses relations économiques avec elle. Nul doute, selon M. Amissah, que si

¹ Le texte de ces amendements a été distribué ultérieurement sous la cote A/SPC/L.329.

ces liens économiques avec l'Afrique du Sud sont maintenus, c'est à cause des énormes bénéfices à réaliser par l'exploitation de la main-d'oeuvre à bon marché que fournit la population africaine, et non pas pour des motifs altruistes. Depuis quelques années, certains pays occidentaux, en particulier les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et la France, ont adopté une attitude d'indifférence face aux problèmes que pose le système d'*apartheid* en Afrique du Sud. C'est avec amertume que l'on constate qu'après des années d'exploitation, les anciennes puissances coloniales que sont le Royaume-Uni et la France ont tourné le dos à leurs anciennes colonies africaines. L'exercice qu'elles font de leur droit de veto et la façon dont elles votent à l'ONU, ainsi que la manière dont elles envisagent les problèmes africains, prouvent que leur intérêt pour l'Afrique a cessé en même temps que l'ère coloniale.

27. Quant aux déclarations du représentant des Etats-Unis d'Amérique (963^e séance), M. Amissah dit qu'elles ont manqué de l'énergie nécessaire pour faire pression sur le Gouvernement sud-africain. Si les Etats-Unis ont des "contacts" avec tous les membres de la population sud-africaine, c'est, de l'avis de l'orateur, avec des personnes qui ont reçu l'approbation du régime raciste, et non avec les dirigeants des mouvements de libération ou avec d'authentiques opposants au système. Plus qu'aucun autre pays, les Etats-Unis ont les moyens, les ressources et l'influence nécessaires pour promouvoir une transformation fondamentale et acceptable en Afrique du Sud. Mais l'intérêt que les Etats-Unis portent à l'Afrique du Sud est d'ordre essentiellement économique et militaire, et ils ont invoqué des prétextes futiles pour ne pas prendre contact avec les véritables dirigeants africains, même lorsqu'il s'agissait de chefs de gouvernement. Les Etats-Unis, qui sont les principaux défenseurs de la liberté et des droits de l'homme, et qui ont en outre une importante population noire d'origine africaine, devraient adopter une position conforme à leurs principes.

28. Le représentant du Ghana dit l'inquiétude particulière que lui inspire également le renforcement des liens militaires et autres qui unissent l'Afrique du Sud à ses alliés occidentaux et qui peuvent faire de l'Afrique du Sud une menace militaire pour le reste de l'Afrique. La décision des Etats-Unis visant à la construction d'une base navale dans l'océan Indien, sur l'île Diego Garcia, est inquiétante, dans la mesure où elle pourrait susciter une course aux armements dans cette région. Autre sujet d'inquiétude, le projet *Advokaat* a mis à la disposition du régime de Pretoria le code de défense de l'OTAN aux fins de la codification du matériel et des pièces de rechange du projet. L'orateur réaffirme les dangers inhérents à une collaboration militaire de l'Afrique du Sud et de l'OTAN, et espère que les membres de l'alliance militaire occidentale réagiront positivement à l'appel qu'il leur lance pour qu'ils reconsidèrent leur attitude. De même, les gouvernements africains sont profondément inquiets de la possibilité de voir l'Afrique du Sud se doter d'une industrie nucléaire, avec l'aide officieuse de la République fédérale d'Allemagne. Le représentant du Ghana lance un appel à ce gouvernement et aux gouvernements des pays dont dépendent les autres sociétés étrangères qui ont répondu à l'appel d'offres concernant la fourniture de réacteurs nucléaires à l'Afrique du Sud, pour qu'ils empêchent les sociétés en question de participer à l'opération.

29. C'est peut-être à cause de l'accession du Mozambique, du Cap-Vert et de Sao Tomé-et-Principe à l'indépendance et à la souveraineté que les alliés occidentaux de l'Afrique du Sud essaient d'en faire le dernier bastion de leurs efforts pour renverser le processus de la décolonisation. Mais l'histoire a prouvé que l'on ne peut réprimer le désir de liberté et de dignité des peuples. Le caractère insidieux et trompeur des propositions de détente et de dialogue qu'avance Vorster ne fait aucun doute. Bien que certains pays occidentaux aient hypocritement accepté cette propagande, M. Amissah dit que ce qui l'inquiète le plus, c'est que certains pays africains, ignorant les souffrances de la population noire sud-africaine, renonçant à leur fierté nationale et allant à l'encontre des principes moraux les plus élevés, aient accepté l'aide économique et autre que leur offrait l'Afrique du Sud, et, par conséquent, son amitié. Même la plus extrême pauvreté ne saurait justifier un tel comportement. C'est pourquoi le représentant du Ghana demande à ces pays africains de rendre à l'Afrique du Sud les sommes qu'ils auraient reçues d'elle et de rompre leurs relations avec ce régime raciste.

30. Pour le représentant du Ghana, dénoncer les méfaits de l'*apartheid* est un devoir, mais sans qu'il faille y voir le prélude à un affrontement entre l'Afrique et l'Europe occidentale. Il importe également de renforcer les moyens dont dispose l'Organisation des Nations Unies afin que, celle-ci devenue efficace, on cesse enfin d'user de deux poids et deux mesures et de témoigner par là une insensibilité totale aux problèmes de l'homme noir. La situation qui règne en Afrique du Sud peut exploser à tout instant. Ce qu'il faut à l'Afrique, ce n'est pas un surcroît de violence, mais la paix pour se reconstruire, et tous doivent contribuer à la recherche d'une solution pacifique aux problèmes du continent.

31. L'orateur remercie la Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Canada pour l'aide qu'ils apportent à la réinstallation des victimes de l'*apartheid* et il espère que d'autres pays suivront leur exemple. Le Ghana réaffirme son appui aux dirigeants politiques incarcérés. Il rend hommage à ceux qui ont sacrifié leur vie à la lutte contre l'oppression et il s'engage à poursuivre la lutte pour que leur sacrifice n'ait pas été vain.

32. M. KIDANE MARIAM (Ethiopie) observe que l'Afrique du Sud continue à faire fi des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et qu'au moment même où elle essaie de convaincre le monde qu'elle est en train de mener à bien un processus de libéralisation elle augmente sa puissance militaire avec l'aide et la complicité de ses généreux fournisseurs, pour renforcer et perpétuer l'*apartheid*.

33. Comme l'a dit Son Excellence le général Teferi Bente à la douzième session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, qui s'est tenue à Kampala du 28 juillet au 1^{er} août 1975, l'Afrique du Sud est le soutien de la résistance coloniale en Afrique australe et le Zimbabwe et la Namibie lui servent de défense. Cherchant à manoeuvrer l'opinion publique, l'Afrique du Sud semble laisser entendre qu'elle est disposée à faire des concessions au sujet du Zimbabwe et de la Namibie pourvu qu'on lui permette de poursuivre sa politique raciste en Afrique du Sud. L'Afrique indépendante doit faire savoir à

l'Afrique du Sud qu'il est impossible de renoncer aux droits nationaux inaliénables du peuple sud-africain en échange de concessions insignifiantes au Zimbabwe et en Namibie.

34. Pour atteindre ses objectifs, l'Afrique du Sud intensifie sa propagande mais elle ne réussira à tromper personne en s'efforçant de présenter l'*apartheid* comme un système humanitaire dont le but est d'accroître le bien-être de la population africaine et de préserver sa culture. L'*apartheid* n'est qu'un système d'exploitation de la population non blanche au moyen de lois discriminatoires.

35. L'Organisation des Nations Unies doit éliminer totalement l'*apartheid* le plus tôt possible. Les objectifs de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale ne peuvent être de simples mots. L'Organisation des Nations Unies doit aider la population non blanche de l'Afrique du Sud pour qu'elle puisse reconquérir sa dignité et ses droits fondamentaux. A cette fin, il faut intensifier l'action concertée contre l'*apartheid*. L'Assemblée générale, dans sa résolution 3324 B (XXIX), a déjà demandé au Conseil de sécurité d'appliquer les mesures prévues au Chapitre VII de la Charte, et il est décevant que le Conseil de sécurité n'ait pu faire appliquer dans la pratique les nombreuses résolutions adoptées par l'Assemblée générale contre l'Afrique du Sud.

36. La délégation éthiopienne pense que les mesures contre l'*apartheid* proposées par le Comité spécial au chapitre II de son rapport, en particulier l'embargo sur les livraisons de pétrole, de produits pétroliers et d'autres matières premières, peuvent s'avérer des armes efficaces dans la lutte contre l'*apartheid*.

37. M. HOUNGAVU (Dahomey) rappelle que la liquidation totale de l'*apartheid* et le transfert du pouvoir politique aux populations opprimées de l'Afrique du Sud restent le principal objectif de toute l'Afrique indépendante et de tous les peuples épris de justice et de paix. L'unanimité s'est faite pour condamner l'*apartheid*, système raciste et doctrine politique officielle de l'Afrique du Sud, qui est une grave insulte à l'homme non blanc, un crime contre l'humanité et un défi à l'Organisation des Nations Unies.

38. Bien que les mesures adoptées par l'Organisation des Nations Unies aient provoqué un isolement croissant du régime sud-africain sur le plan diplomatique, les racistes n'ont pris aucune mesure concrète pour mettre fin à leur politique. Le régime de Pretoria a pu se maintenir grâce à l'appui militaire et financier de l'impérialisme international, à la tête duquel se trouvent les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne et la France. Néanmoins, la politique honteuse du régime est vouée à l'échec à cause des contradictions internes qui minent l'*apartheid*. La coopération étroite dans tous les domaines entre l'impérialisme, le sionisme et l'*apartheid* n'est plus à démontrer. Les sociétés transnationales du bloc impérialiste, attirées par l'appât de gains faciles, ne cessent d'investir en Afrique du Sud et d'exploiter le peuple sud-africain.

39. Les puissances impérialistes qui soutiennent Vorster doivent prendre conscience de la nouvelle situation qui se crée en Afrique australe et ramener à la raison Vorster et sa

clique raciste avant qu'il ne soit trop tard. Sinon elles contraindront les combattants de la liberté en Afrique du Sud, soutenus par l'Afrique indépendante et par tous les peuples épris de justice, à une lutte armée.

40. La politique de "détente" prônée par Vorster et ses alliés est un stratagème destiné à semer la confusion entre les Etats africains et à perpétuer le régime raciste en Afrique du Sud. La politique des "bantoustans" est une autre mascarade qui ne peut tromper la communauté internationale. L'Afrique unie doit combattre cette politique par sa détermination de lutter contre l'*apartheid* jusqu'à son élimination totale.

41. Tous les régimes racistes, qu'ils soient connus sous le nom d'*apartheid* ou de sionisme, doivent être combattus pour que le monde puisse suivre son évolution normale. Tous les amis de l'Afrique qui, sous une forme ou une autre, continuent d'entretenir certaines relations avec l'*apartheid* doivent y mettre fin en soutenant sans réserve la cause africaine; telle est la condition *sine qua non* pour pouvoir compter sur la solidarité des peuples africains.

42. Les pays et les peuples qui soutiennent la lutte contre l'*apartheid* doivent intensifier leurs efforts pour combattre Vorster jusqu'à l'élimination totale du racisme sous toutes ses formes.

43. La délégation dahoméenne est convaincue que le peuple opprimé de l'Afrique du Sud, uni et mobilisé, vaincra inéluctablement l'*apartheid*.

44. M. DE LATAILLADE (France) rappelle que depuis des années que dure le débat sur la politique d'*apartheid* la France a en maintes occasions répété qu'elle rejetait totalement cette doctrine, contraire à la conception qu'elle se fait de l'homme. La délégation française n'a jamais accepté et n'acceptera jamais le régime de l'*apartheid*, qu'elle considère comme inadmissible et condamnable, et les modifications de détail apportées récemment ne sauraient modifier son point de vue, qui est celui de la France et de tous les Français. M. de Lataillade n'hésite donc pas à redire sa réprobation parce qu'il persiste à penser que les condamnations morales conservent toute leur valeur et que ce n'est pas sans raison que la France a pris part à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme. C'est dans cet esprit que le Ministre des affaires étrangères de la France a déclaré devant l'Assemblée générale, au cours de sa présente session (2364^e séance plénière), que le Président de la République française avait défini de la façon la plus limitative la politique de la France en ce qui concerne les ventes d'armes à l'Afrique du Sud. Le 9 août 1975, pendant son voyage en République du Zaïre, le Chef de l'Etat français a précisé et confirmé la déclaration contenue dans le message qu'il avait adressé au Parlement français le 30 mai 1974, message dont la délégation française a fait état en novembre 1974, dans son intervention devant la Commission politique spéciale (940^e séance). En conséquence, la politique de ventes d'armes aux autorités de Pretoria a été soumise à de nouvelles restrictions. Depuis lors, toute nouvelle vente d'armes terrestres et aériennes à l'Afrique du Sud est interdite. Les ventes d'armes sont limitées désormais au matériel naval, à l'exclusion de navires fluviaux et de débarquement. Ce

matériel ne saurait être sérieusement considéré comme une menace pour les pays et les peuples africains.

45. M. VON UTHMANN (République fédérale d'Allemagne), exerçant son droit de réponse, tient à faire quelques observations au sujet des déclarations du représentant du Ghana, qui a parlé de collaboration militaire entre la République fédérale d'Allemagne et l'Afrique du Sud, en particulier dans le domaine des techniques nucléaires. Comme le représentant de la République fédérale d'Allemagne l'a déjà signalé devant la Commission politique spéciale, à sa 961^e séance, il n'existe aucune coopération militaire entre la République fédérale d'Allemagne et l'Afrique du Sud. En 1963, bien avant l'entrée de la République fédérale d'Allemagne à l'Organisation des Nations Unies, le gouvernement a mis un embargo sur les ventes d'armes, de munitions, de véhicules militaires, etc., et a déclaré qu'il s'abstiendrait de collaborer avec l'Afrique du Sud sous quelque forme que ce soit. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne pratique, en ce qui concerne les ventes d'armes, une politique beaucoup plus restrictive que celle de tout autre pays industrialisé producteur d'armes. Ce sont les mêmes principes qui sont appliqués en matière de coopération dans le domaine des techniques nucléaires. Depuis sa création, la République fédérale d'Allemagne a renoncé à la production d'armes nucléaires; elle a ratifié le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et respecte strictement les obligations qu'elle a ainsi contractées. La création de centrales nu-

cléaires est réalisée conformément aux garanties de l'AIEA, qui veille à ce que ces installations ne soient pas utilisées à des fins militaires.

46. En fait, une société de la République fédérale d'Allemagne a fait une soumission à un marché d'adjudication international concernant la construction d'une centrale nucléaire en Afrique du Sud. Les centrales nucléaires remplaceront peu à peu les centrales traditionnelles qui utilisent le charbon ou le pétrole et il en existe déjà 117 dans 15 pays différents. Ces centrales ne servent aucun objectif militaire, et, bien que la République fédérale d'Allemagne comprenne les inquiétudes des pays africains, les accusations selon lesquelles il existerait une collaboration militaire entre la République fédérale d'Allemagne et l'Afrique du Sud sont dénuées de tout fondement.

Organisation des travaux de la Commission

47. Le PRESIDENT annonce que la Commission a terminé la discussion générale sur le point 53 de l'ordre du jour et exprime l'espoir qu'il sera possible, à la séance du vendredi 31 octobre, de mettre aux voix les projets de résolution que doit présenter le groupe des pays non alignés. La Commission passera ensuite à l'examen du point 50, relatif aux effets des rayonnements ionisants.

La séance est levée à 17 h 5.

969^e séance

Jeu­di 30 octobre 1975, à 15 h 20.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.969

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (*suite*)
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/114, A/SPC/L.327 à 329] :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

EXAMEN DE PROJETS DE RESOLUTION (*suite**) (A/SPC/L.327 A 329)

1. Le PRESIDENT annonce une suspension de séance pour permettre aux membres de la Commission désireux d'expliquer, avant ou après le vote, leur vote sur les projets de résolution dont la Commission est saisie de s'inscrire sur la liste.

La séance est suspendue à 15 h 25; elle est reprise à 15 h 30.

* Reprise des débats de la 964^e séance.

2. Le PRESIDENT annonce que l'Ethiopie s'est jointe aux auteurs du projet de résolution A/SPC/L.327, et l'Ethiopie, la Jamaïque, le Libéria, la Turquie et le Yémen aux auteurs du projet de résolution A/SPC/L.328.

3. M. ZERAIA (Algérie), parlant au nom des pays non alignés, demande aux délégations belge, luxembourgeoise et néerlandaise de retirer les amendements (A/SPC/L.329) qu'ils ont présentés au projet de résolution A/SPC/L.327.

4. Le PRESIDENT, après avoir donné lecture de l'article 128 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, met aux voix les amendements parus sous la cote A/SPC/L.329.

Par 69 voix contre 25, avec 11 abstentions, les amendements publiés sous la cote A/SPC/L.329 sont rejetés.

5. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution A/SPC/L.327.

Sur la demande du représentant de la République démocratique allemande, il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Australie, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, République centrafricaine, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomé, Yémen démocratique, Danemark, Egypte, Ethiopie, Finlande, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guinée, Guyane, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Côte d'Ivoire, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Oman, Pakistan, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Belgique, France, Allemagne (République fédérale d'), Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

Par 100 voix, contre zéro, avec 8 abstentions, le projet de résolution est adopté.

6. M. VROON (Pays-Bas) explique, au nom de la Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas, que ces délégations ont dû, à leur grand regret, s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution, la Commission ayant refusé d'adopter les amendements qu'elles avaient proposés. Il souhaite souligner que les gouvernements de ces trois pays rejettent la politique d'*apartheid*, qui est une violation grave et systématique des droits de l'homme, et sont opposés à la création de "bantoustans", qui sont manifestement un moyen de consolider la politique inhumaine d'*apartheid*.

7. D'autre part, les délégations de ces trois pays ont toujours désapprouvé la tendance générale à mettre en parallèle la situation du peuple noir d'Afrique du Sud et celle des populations qui vivent sous un régime colonial. Il est indiscutable que l'histoire coloniale a laissé des traces en Afrique du Sud comme dans beaucoup d'autres pays aujourd'hui indépendants, mais c'est de la situation actuelle que l'Organisation des Nations Unies est appelée à s'occuper, pour la remodeler selon les buts énoncés dans la Charte. Les Gouvernements belge, luxembourgeois et néerlandais ne peuvent donc pas accepter que l'on compare la population blanche d'Afrique du Sud, qui, dans bien des cas, a dans le pays des racines aussi profondes que la population noire, à des colonialistes étrangers. Cela serait déformer l'histoire et faire de la discrimination contre les Blancs qui sont sud-africains de naissance, et dont beaucoup sont farouchement opposés à l'*apartheid* et ont à souffrir à cause de leurs convictions. Le seul fait de nier que la société sud-africaine soit une société multiraciale peut entraîner l'Organisation des Nations Unies à commettre des actes inconciliables avec ses propres règles et inquiétants pour l'avenir du peuple sud-africain en général.

8. Les réserves qu'inspirent aux trois délégations le libellé du projet de résolution ont trait d'abord au troisième alinéa du préambule, car elles estiment que dans une société multiraciale comme l'est la société sud-africaine, toutes les races ont le droit fondamental de vivre en paix, sur un pied d'égalité. Les trois gouvernements pensent en outre que l'invocation de la Charte des Nations Unies au paragraphe 2 du projet de résolution est sans fondement juridique et, à leur avis, le paragraphe 3 ne doit pas être interprété comme excluant toute possibilité d'entamer des contacts avec les autorités ou les institutions des "bantoustans", vu que le fait d'interdire ces contacts n'aiderait pas à éliminer l'*apartheid*. Les Gouvernements belge, luxembourgeois et néerlandais rejettent la politique inhumaine d'*apartheid* et le principe de "bantoustans", mais ils rejettent également la violence comme moyen d'éliminer cette politique.

9. M. PIETINEN (Finlande), parlant au nom du Danemark, de la Finlande, de la Norvège et de la Suède, réaffirme que ces pays sont fermement opposés au système et aux méthodes, notamment la création de "bantoustans", qu'utilise le régime sud-africain pour imposer sa politique inhumaine. Ils ont donc voté pour le projet de résolution. Ils font cependant des réserves au sujet de l'expression "par tous les moyens possibles" employée au troisième alinéa du préambule, qui pourrait être interprétée comme légitimant le recours à la force.

10. M. BRIGHTY (Royaume-Uni) explique que la délégation du Royaume-Uni, bien que d'accord en général avec le projet de résolution, a dû s'abstenir lors du vote, du fait des difficultés qu'elle éprouve à l'égard de son libellé. Tout d'abord, en ce qui concerne le troisième alinéa du préambule, où il est question de la lutte "par tous les moyens possibles", le Gouvernement du Royaume-Uni estime que cette expression ne doit pas être interprétée comme une approbation du recours à la lutte armée ou à la violence. Dans le même alinéa, on parle également d'"autodétermination", expression qui convient à une situation coloniale, mais ne s'applique pas à l'Afrique du Sud, qui est un Etat souverain dont le gouvernement est reconnu par le Royaume-Uni.

11. Les problèmes que soulève le paragraphe 2 du projet de résolution sont essentiellement d'ordre juridique. De l'avis du Gouvernement du Royaume-Uni, rien dans la Charte n'oblige un Etat souverain à maintenir son intégrité territoriale ou ne lui interdit d'octroyer de son plein gré l'autonomie à une partie de son territoire. En ce qui concerne le paragraphe 3, les "Foyers nationaux" et les "bantoustans" font partie intégrante de la République sud-africaine, et le Royaume-Uni ne croit pas qu'en refusant d'entretenir toute relation avec eux on servira les intérêts de ceux qui y vivent.

12. M. PETHERBRIDGE (Australie) déclare qu'en votant en faveur du projet de résolution la délégation australienne a réaffirmé sa ferme opposition à l'*apartheid* et au système des "bantoustans"; cependant, l'Australie aurait certaines réserves à faire au sujet du troisième alinéa du préambule et du paragraphe 3 du projet de résolution. La Déclaration universelle des droits de l'homme dit "qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression".

L'Organisation des Nations Unies doit s'efforcer d'éviter par tous les moyens l'utilisation du "suprême recours"; il faut donc éviter des expressions comme "par tous les moyens possibles". D'autre part, l'Australie, sans reconnaître le système des "bantoustans", croit néanmoins inopportun de rompre tous les contacts avec les divers secteurs de la population africaine et les dirigeants de toutes les races et de toutes les tendances politiques et espère que tel n'est pas l'objectif visé par le projet de résolution.

13. M. WOLF (Autriche) déclare qu'il a voté en faveur du projet de résolution parce que l'Autriche s'associe pleinement à la lutte du peuple sud-africain et est persuadée qu'il faut donner au plus tôt à ce peuple le plein exercice de tous ses droits. Cependant, la délégation autrichienne estime que dans l'expression "par tous les moyens possibles", au troisième alinéa du préambule, il s'agit de tous les moyens pacifiques prévus dans la Charte des Nations Unies, et non d'encourager en aucune façon l'utilisation de la force.

14. M. ESCOBAR (Colombie) réaffirme que la délégation colombienne rejette et condamne non seulement le traitement infligé aux prisonniers politiques mais aussi, et plus particulièrement, la politique inhumaine de l'*apartheid*. Il a voté en faveur des amendements (A/SPC/L.329) au projet de résolution parce qu'à son avis il eût mieux valu ne pas inclure la phrase "par tous les moyens possibles" dans le préambule. Bien qu'ayant voté en faveur du projet de résolution, le représentant de la Colombie ne désire pas que son vote soit interprété comme marquant l'acceptation du terrorisme et de la violence en tant que recours admissibles, car il les juge aussi exécrables que le système même de l'*apartheid*.

15. Mlle MORALES (Costa Rica) déclare que la délégation costa-ricienne a voté en faveur du projet de résolution comme elle a toujours voté pour toutes les résolutions visant à éliminer l'*apartheid*. La représentante du Costa Rica réitère son appui aux mouvements de libération, mais elle émet des réserves en ce qui concerne l'expression "par tous les moyens possibles" dans le troisième alinéa du préambule; celle-ci est en effet si large qu'elle pourrait être interprétée comme marquant l'acceptation de toutes sortes d'actes de violence et de terrorisme, actes que la vocation pacifique du Costa Rica lui interdit d'encourager.

16. M. MATSUMOTO (Japon) explique que la délégation japonaise, fermement opposée à la politique d'*apartheid*, a voté en faveur du projet de résolution malgré les difficultés qu'elle éprouve quant au libellé du troisième alinéa du préambule et du paragraphe 3. Selon la délégation japonaise, l'expression "par tous les moyens possibles" n'implique pas l'utilisation de la force puisqu'il faut arriver à la solution pacifique. Quant au paragraphe 3, le Japon y voit un appel aux Etats pour qu'ils ne prennent pas de mesures qui aboutiraient à reconnaître la politique des "bantoustans" proclamée par le Gouvernement sud-africain, mais non point l'interdiction d'avoir avec les dirigeants des "bantoustans" des contacts et des entretiens qui visent à résoudre le problème de l'*apartheid*.

17. M. DUCLOS (Canada) déclare que la délégation canadienne a voté en faveur du projet de résolution parce qu'elle est opposée à la politique de "développement séparé". Elle estime néanmoins que la formulation du

paragraphe 3 est quelque peu rigide. Le représentant du Canada rappelle que des millions de Sud-Africains sont pris, sans leur consentement, dans le système des "bantoustans". Des pays, tant d'Afrique que d'ailleurs dans le monde, auront inévitablement certains contacts avec cette population et ses dirigeants. La délégation canadienne est d'avis que de tels contacts pourraient les aider à saper les fondements mêmes de l'*apartheid*. En ce qui concerne le troisième alinéa du préambule, le Canada ne peut endosser le recours à la force comme moyen susceptible de résoudre les graves problèmes raciaux de l'Afrique du Sud.

18. M. CRAIG (Irlande) déclare qu'il a appuyé les amendements publiés sous la cote A/SPC/L.329 parce qu'à son avis ils auraient amélioré le projet de résolution. Par son vote en faveur du projet de résolution A/SPC/L.327, l'Irlande a voulu exprimer la force avec laquelle elle s'oppose à la politique d'*apartheid* et à celle des "bantoustans". Mais cela ne signifie pas que la position de l'Irlande ait changé; elle soutient en effet que l'expression "par tous les moyens possibles" dans une résolution de l'Organisation des Nations Unies se rapporte uniquement aux moyens pacifiques qui sont compatibles avec la Charte.

19. M. WHISTLER (Etats-Unis d'Amérique), expliquant son vote, déclare que la délégation américaine a des réserves à faire concernant le paragraphe 3 du projet de résolution, étant donné que la politique des Etats-Unis d'Amérique vise à maintenir des relations avec tous les secteurs de la population sud-africaine, sans distinction de race.

20. M. VON UTHMANN (République fédérale d'Allemagne) explique que sa délégation regrette de ne pas avoir pu voter pour le projet de résolution. Bien qu'il considère que la politique des "bantoustans" ne constitue pas une solution adéquate au problème de l'*apartheid*, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne n'est pas d'avis qu'il faille éviter tout contact avec les dirigeants des "bantoustans", comme il est demandé au paragraphe 3. L'opinion du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne est que, dans un conflit, il est nécessaire de maintenir le contact avec toutes les parties en présence. La délégation de la République fédérale d'Allemagne fait également des réserves en ce qui concerne le paragraphe 2, car elle estime qu'on ne peut pas considérer qu'un gouvernement qui divise son territoire viole la Charte.

21. La position du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne en ce qui concerne l'expression "la lutte menée par tous les moyens possibles" est bien connue. La République fédérale d'Allemagne a renoncé à employer la force pour la protection de ses propres intérêts et elle ne peut accorder à d'autres ce qu'elle s'est refusé à elle-même.

22. Il est regrettable que les amendements publiés sous la cote A/SPC/L.329 n'aient pas été adoptés. Il conviendrait que l'année suivante le groupe africain prenne également contact avec les pays occidentaux pour établir ensemble un texte qui rencontre l'approbation générale.

23. M. SCARANTINO (Italie) fait observer que l'Italie a toujours été opposée à la politique des "bantoustans", qui est une politique trompeuse visant à perpétuer la discrimination, à diviser la population noire d'Afrique du Sud et à scinder les pays afin de consolider le système de l'*apartheid*.

Lors de la vingt-sixième session, la délégation italienne avait appuyé la résolution 2775 E (XXVI) de l'Assemblée générale, relative aux problèmes de l'*apartheid*. Cependant, elle s'est abstenue lors du vote sur l'actuel projet de résolution relatif aux "bantoustans", non que sa position ait changé, mais parce que le libellé du projet de résolution était différent. L'élément nouveau est l'emploi dans le contexte de l'*apartheid* de termes qui conviennent plutôt au problème colonial, comme lorsqu'il est question de lutte menée sous la conduite des mouvements de libération nationale et de droit à l'autodétermination. La délégation italienne ne peut pas non plus accepter l'expression "la lutte menée par tous les moyens possibles", qui semble encourager l'usage de la violence. La délégation italienne fait également des réserves en ce qui concerne le paragraphe 2, dans lequel on affirme que la création de "bantoustans" constitue une violation des principes de la Charte des Nations Unies. Si les amendements proposés par les délégations de la Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas avaient été acceptés, le texte du projet s'en serait trouvé amélioré et la délégation italienne aurait pu voter pour.

24. M. MATHABA (Lesotho) signale que sa délégation a voté pour le projet de résolution qui vient d'être adopté, bien que sa formulation ne lui paraisse pas pleinement acceptable.

25. Le PRESIDENT annonce que la délégation du Libéria l'a informé que, si elle avait été présente pendant le vote, elle aurait voté pour le projet de résolution A/SPC/L.327.

26. M. RAO (Inde), présentant une motion d'ordre, fait observer que les déclarations qui ont été entendues et les mesures adoptées par les gouvernements montrent qu'il existe une opposition totale à la pratique de l'*apartheid* dans le domaine des sports et, par conséquent, il suggère que le projet de résolution publié sous la cote A/SPC/L.328 soit adopté par acclamation.

27. Le PRESIDENT déclare que s'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission est d'accord pour adopter par acclamation le projet de résolution A/SPC/L.328 sur l'*apartheid* dans le domaine des sports.

Le projet de résolution est adopté par acclamation.

28. M. LAI Ya-li (Chine), expliquant son vote, déclare que le Gouvernement et le peuple de la République populaire de Chine ont toujours appuyé la lutte du peuple azanien contre les autorités colonialistes et racistes blanches d'Afrique du Sud et que, par conséquent, sa délégation a voté pour le projet de résolution A/SPC/L.328. Cependant, comme le principe olympique de la non-discrimination est mentionné dans ce projet de résolution, la délégation chinoise se voit dans l'obligation d'expliquer sa position à

l'égard du Comité olympique international. Bien que Taiwan soit une partie inaliénable de la République populaire de Chine, un groupe de réactionnaires au sein du Comité olympique international continuent à priver de leurs droits les représentants légitimes de la République populaire. Ils n'ont pas expulsé la clique de Chiang et persistent avec obstination à considérer qu'il y a "deux Chineses". Cette situation est anormale et intolérable et cette politique est vouée à l'échec.

29. M. TELLMANN (Norvège) signale que la liberté d'expression et d'organisation est un principe garanti par la Constitution de Norvège et que par conséquent le Gouvernement norvégien n'a guère de possibilités d'exercer une influence sur les organisations privées. Néanmoins, le texte du projet de résolution qui vient d'être adopté sera transmis aux organisations sportives pour information et afin qu'elles prennent les mesures qu'elles estiment appropriées.

30. M. SERUP (Danemark) fait observer que le gouvernement de son pays a toujours été opposé à l'*apartheid* dans le domaine des sports, mais que, pour des raisons constitutionnelles, il ne peut exercer aucune influence sur les organisations sportives ou autres organisations privées pour les empêcher d'avoir des contacts avec des équipes sud-africaines.

31. M. VROON (Pays-Bas) explique que sa délégation a voté pour le projet de résolution, mais que le Gouvernement des Pays-Bas n'a pas de moyens juridiques d'intervenir dans les affaires des organisations sportives, qui sont des organisations privées et autonomes.

32. M. BERG (Suède) déclare que dans son pays les organisations sportives sont des organisations privées et que par conséquent les pouvoirs publics ne peuvent exercer sur elles qu'une influence très limitée.

33. M. DE LATAILLADE (France) explique que la délégation française a voté en faveur du projet de résolution car elle est opposée à l'*apartheid* dans le domaine des sports, comme à toute autre manifestation de discrimination raciale. Cependant, bien que le Gouvernement français n'encourage pas les rencontres sportives entre équipes françaises et sud-africaines, ses moyens de contrôle pour empêcher de telles rencontres sont très limités.

34. M. BUTLER (Bahamas) demande qu'il soit noté dans le compte rendu analytique que si elle avait été présente sa délégation aurait voté pour les projets de résolution A/SPC/L.327 et A/SPC/L.328.

La séance est levée à 16 h 25.

970^e séance

Vendredi 31 octobre 1975, à 15 h 20.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.970

POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

Effets des rayonnements ionisants : rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (A/10267, A/SPC/L.330)

1. M. PETHERBRIDGE (Australie) présente le projet de résolution qui figure dans le document A/SPC/L.330.

2. Le rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants relatif à l'année en cours (A/10267) est très bref et traite essentiellement du déroulement des travaux, étant donné que l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session sera saisie d'un rapport détaillé. Le projet de résolution A/SPC/L.330 est donc conçu en termes généraux et se conforme aux résolutions antérieures sur la question. Bien que cela ne soit pas expressément mentionné dans le projet de résolution, la délégation australienne souhaiterait que soit intensifiée la collaboration entre le Comité scientifique et le PNUE, ainsi qu'elle en a exprimé le vœu devant la Deuxième Commission, à sa 1675^e séance, le 22 octobre 1975.

3. La délégation australienne estime que le travail du Comité scientifique est d'une grande importance et a contribué en grande partie et continuera à contribuer au bien-être de l'humanité. Elle espère donc que le projet de résolution sera adopté par consensus.

4. M. FREEMAN-GREENE (Nouvelle-Zélande) déclare qu'en parrainant le projet de résolution A/SPC/L.330, la délégation néo-zélandaise exprime l'importance que son gouvernement attache aux travaux du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants. La délégation néo-zélandaise constate que le Comité scientifique a pris des décisions concernant la manière de traiter plusieurs points, dont les effets génétiques et somatiques des rayonnements ionisants, et attend avec intérêt le prochain rapport détaillé. Pour sa part, la Nouvelle-Zélande continuera à transmettre au Comité scientifique les renseignements obtenus par son système d'observation.

5. La délégation néo-zélandaise souhaiterait une plus grande collaboration entre le PNUE et le Comité scientifique et déplore que ni dans le rapport du Conseil d'administration du PNUE¹ ni dans l'exposé liminaire fait par son directeur exécutif à la 1672^e séance de la Deuxième Commission, le 20 octobre 1975, aucune invitation à participer aux travaux du PNUE n'a été adressée au Comité scientifique. La délégation néo-zélandaise espère donc que le Comité scientifique sera bientôt prié de collaborer à ces travaux.

6. Les années précédentes, la délégation néo-zélandaise a exprimé à la Commission sa préoccupation devant l'aug-

mentation des niveaux des rayonnements ionisants imputable aux essais nucléaires. Actuellement, il est encourageant de constater qu'en 1974 le dépôt moyen de strontium 90 en Nouvelle-Zélande et dans les pays voisins du Pacifique a été le plus bas depuis l'instauration d'un système de mesures en 1960. La délégation néo-zélandaise a bon espoir que le Comité scientifique conduira ses travaux aussi efficacement qu'il l'a fait jusqu'à présent et espère que le projet de résolution recevra l'appui unanime de la Commission.

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain (suite)
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/114] :

a) Rapport du Comité spécial contre l'apartheid (A/10022);

b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

EXAMEN DE PROJETS DE RESOLUTION (suite)

7. Le PRESIDENT annonce que la délégation turque lui a demandé d'informer la Commission que, pour des raisons très particulières, elle a été absente de la 964^{ème} séance, mais qu'elle tient à faire savoir qu'elle aurait voté en faveur du projet de résolution A/SPC/L.326.

8. M. SAHAD (République arabe libyenne) présente un projet de résolution intitulé "La situation en Afrique du Sud²" que parrainent 51 pays. Les déclarations faites devant la Commission reflètent la profonde préoccupation de la communauté internationale devant les souffrances du peuple opprimé d'Afrique du Sud et la menace pour la paix et la sécurité mondiales que constituent les politiques et pratiques du régime raciste de Pretoria. L'apartheid est une violation de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme et est contraire aux fondements de l'éthique et de la morale humaines. Cependant, malgré les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies depuis 30 ans, le régime raciste continue d'appliquer sa politique criminelle, faisant fi de la volonté de la communauté internationale, comme le montre clairement le rapport du Comité spécial contre l'apartheid (A/10022). Il faut donc que l'Organisation des Nations Unies prenne de nouvelles mesures pour mettre fin à ce fléau. C'est ce qui a motivé la présentation du projet de résolution. Ses auteurs sont conscients de ce que le monde actuel est meilleur que dans le passé grâce aux efforts de l'Organisation des Nations Unies, le monde est meilleur aujourd'hui qu'hier et ils espèrent qu'il sera encore meilleur demain.

9. M. NEUGEBAUER (République démocratique allemande) signale que son pays s'est porté coauteur du projet de résolution présenté par la République arabe libyenne.

La séance est levée à 15 h 50.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Supplément n° 25.

² Distribué ultérieurement sous la cote A/SPC/L.331.

971^e séance

Lundi 3 novembre 1975, à 11 h 10.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.971

POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

Effets des rayonnements ionisants : Rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (*fin*) [A/10267, A/SPC/L.330]

1. M. FAKTOR (Tchécoslovaquie) dit que son pays attache une grande importance aux travaux du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants, où le poste de vice-président était d'ailleurs occupé, à la vingt-quatrième session, par le représentant de la Tchécoslovaquie, et constate avec plaisir que le transfert du secrétariat du Comité scientifique à Vienne a permis à celui-ci de travailler en plus étroite coopération avec l'AIEA.

2. Il ressort de la documentation étudiée par le Comité scientifique au sujet des quantités de strontium 90 et de césium 137 relevées à la surface du globe que celles-ci tendent à diminuer, ce qui est la conséquence du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau¹, signé à Moscou en 1963.

3. En revanche, on constate depuis quelques années un relèvement des niveaux d'iode 131, tant dans l'hémisphère nord que dans l'hémisphère sud, constatation que corroborent les observations faites en Tchécoslovaquie. A cet égard, il faut souligner que le seul moyen de faire diminuer la radioactivité serait la cessation des essais que continuent de faire les pays qui ne sont pas parties au Traité de Moscou. Il importe aussi que les pays qui ne l'ont pas encore fait adhèrent au plus tôt au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ainsi qu'au système de garanties de l'AIEA.

4. La Première Commission, au cours de la présente session, examine plusieurs importantes questions relatives au désarmement, qui sont toutes liées aux travaux du Comité scientifique. Il vaut la peine de signaler aussi que, sur l'initiative de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, a été inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée générale un nouveau point relatif à la cessation des essais nucléaires et thermonucléaires (point 122 de l'ordre du jour), laquelle aurait pour effet de supprimer la principale source de rayonnements ionisants. La tendance à la diminution de la radioactivité à la surface du sol due au strontium 90 et au césium 137, qu'a pu noter le Comité scientifique, pourrait ainsi se maintenir.

5. Le Comité scientifique va poursuivre ses travaux et fera rapport à l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session. C'est dans cette perspective que la Tchécoslovaquie s'est portée coauteur du projet de résolution A/SPC/L.330, qui a

précisément pour but d'accélérer les travaux du Comité scientifique.

6. M. NANDAN (Fidji) dit que, depuis qu'il est Membre de l'ONU, Fidji s'est toujours montré extrêmement préoccupé des effets des essais nucléaires sur le niveau de radioactivité de l'environnement humain, et ce d'autant plus que le Pacifique sud a été, ces dernières années, le lieu de tels essais. La délégation de Fidji a lu attentivement le bref rapport du Comité scientifique (A/10267) et a pris acte de l'intention, mentionnée au paragraphe 2, qu'a celui-ci de présenter un rapport détaillé à l'Assemblée générale, à sa trente-deuxième session.

7. Au paragraphe 4 de son rapport, le Comité scientifique indique n'avoir reçu aucune demande tendant à ce qu'un groupe d'experts choisis parmi ses membres soit désigné pour remplir les nouvelles fonctions que l'Assemblée générale l'a autorisé à exercer par sa résolution 3154 C (XXVIII). La délégation de Fidji a déclaré devant la Commission politique spéciale, au cours de la vingt-neuvième session (925^e séance) qu'elle jugeait foncièrement inéquitable que le groupe d'experts, lorsqu'il est invité par le gouvernement d'un pays victime d'essais nucléaires — effectués par une puissance étrangère à la région — à venir procéder sur place à une enquête indépendante, effectue ce déplacement aux frais dudit pays. Il serait plus logique, notamment lorsqu'il s'agit d'un pays en développement, que ces dépenses soient prises en charge par le coupable lui-même ou par l'ONU. La délégation de Fidji avait également prié le Secrétariat de lui indiquer quel serait le coût estimatif d'une telle mission d'enquête.

8. La délégation de Fidji attache une grande importance aux travaux du Comité scientifique et elle est favorable à ce qu'ils se poursuivent. Elle a étudié avec beaucoup d'attention le projet de résolution A/SPC/L.330 et regrette qu'il n'y soit fait aucune mention des essais nucléaires qui ont eu lieu depuis la dernière session de l'Assemblée générale, essais qui constituent la source la plus importante de radioactivité ambiante et que le texte à l'examen aurait dû condamner. Procéder à des essais souterrains ne résout pas le problème car on n'aboutit qu'à détourner et non à supprimer le danger de contamination radioactive de l'environnement. Or le Pacifique sud a été en 1975 le théâtre d'une série d'essais souterrains menés dans de petits atolls, qui ne sont que de minuscules saillies des fonds sous-marins. Si l'on considère que dans la plupart des essais souterrains effectués au milieu d'un continent, des fuites verticales de pollution radioactive ont été observées, on verra que le danger est décuplé si les explosions nucléaires souterraines ont lieu dans une étroite remontée des fonds sous-marins, où s'ajoute, au risque de fuites verticales, celui d'infiltrations horizontales susceptibles de contaminer l'océan environnant. La pollution progressive du milieu marin n'est pas immédiatement décelable, pas plus qu'elle

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 480, n°6964, p. 43.

ne saurait se mesurer au niveau de pollution de l'atmosphère. Elle n'en présente pas moins un danger réel pour les populations du Pacifique sud qui sont exposées à consommer des poissons qui peuvent avoir atteint un niveau élevé de radioactivité, comme c'est la s'est produit après les explosions de Bikini. La délégation fidjienne estime qu'il faut étudier en toute indépendance les effets à long terme des essais nucléaires sur les niveaux d'irradiation du milieu marin du Pacifique sud. Elle ne saurait se satisfaire de la baisse enregistrée dans les niveaux de rayonnement dans l'atmosphère, sur lesquels portent la plupart des contrôles effectués jusqu'à présent.

9. Les pays du Pacifique sud s'inquiètent de voir le Gouvernement français continuer à procéder à des essais nucléaires. En juillet 1975, le Colloque du Pacifique sud, organisation régionale composée des chefs des Gouvernements de l'Australie, des îles Cook, de Nauru, de la Nouvelle-Zélande, de Nioué, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, de Tonga, du Samoa-Occidental et de Fidji ont, à l'issue de leur réunion de Nukualofa, publié un communiqué où ils réitéraient leur ferme opposition aux essais d'armes nucléaires dans tous les milieux et soulignaient qu'il ne fallait pas exposer la région du Pacifique sud à la contamination nucléaire. Les pays et les peuples du Pacifique sud sont las d'être traités comme un dépotoir où l'Europe ensevelit des déchets nucléaires gros de dangers pour l'avenir. S'il est vrai que les essais effectués visent à rehausser le prestige et à assurer la protection d'une puissance européenne, qu'elle procède donc à ces essais sur son propre territoire et que son peuple en coure lui-même les risques.

10. M. HOUNGAVU (Dahomey) dit que sa délégation a pris note du rapport succinct du Comité scientifique, et remercie ses membres des efforts qu'ils déploient pour faire connaître les effets néfastes des rayonnements ionisants. Il ajoute que le rôle de surveillance du Comité scientifique présente un grand intérêt pour son pays, qui attend avec impatience le rapport que ce comité présentera à l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session et qui, il faut l'espérer, apportera de nouvelles connaissances en ce domaine.

11. Les effets nocifs des rayonnements ionisants sont suffisamment connus pour qu'on les considère comme dangereux et redoutables. Une première source de rayonnements est constituée par les essais nucléaires, produit de la course frénétique aux armements dans laquelle se sont engagés les superpuissances. Il semble que la détente, dont on parle tant, n'ait pas réussi à créer le climat de confiance qui permettrait de mettre fin à cette course. Or, ce sont les petits pays, dépourvus des moyens de se lancer dans la course, qui font les frais de la politique égoïste des grandes puissances. Force est de constater que le Traité de non-prolifération des armes nucléaires est dépassé et qu'il faut envisager d'autres moyens pour mettre un terme à la course aux armements. C'est pourquoi le Dahomey est disposé à souscrire à toute mesure qui sera adoptée en ce sens.

12. D'autre part, l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques constitue une deuxième source de rayonnements ionisants qu'il convient également de surveiller.

13. Mlle JAUREGUIBERRY (Argentine) rappelle que le Comité scientifique a été créé, 20 ans auparavant, pour

répondre à l'inquiétude des peuples devant les dangers qui s'attachent à l'utilisation de l'énergie atomique. La délégation argentine estime que depuis sa création, le Comité scientifique s'est acquitté avec efficacité et objectivité de sa tâche, tâche importante s'il en est puisqu'il est chargé de surveiller les effets des diverses sources de rayonnements sur toutes les formes de vie. Si l'Organisation des Nations Unies s'était dérobée à ses responsabilités et n'avait pas entrepris de rassembler et d'analyser les données pertinentes, celles-ci auraient pu être interprétées de façon tendancieuse, dans l'intérêt de l'industrie ou de certains gouvernements, alors que grâce aux travaux du Comité scientifique, la communauté internationale dispose de renseignements valables constamment tenus à jour. L'Argentine est membre de ce comité depuis sa création et a toujours collaboré à ses travaux soit en l'appuyant dans les instances des Nations Unies, soit en lui fournissant de nombreuses études et données. Les activités du secrétariat et du Secrétaire scientifique du Comité sont particulièrement dignes d'éloges, et la délégation argentine s'est associée aux délégations qui, à la vingt-quatrième session du Comité scientifique, ont été unanimes à féliciter les auteurs de la documentation substantielle sur laquelle il avait basé ses travaux. En attendant de pouvoir prendre connaissance du rapport détaillé que le Comité scientifique présentera à l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session — rapport auquel l'Argentine, qui a mis au point un programme de création de centrales électriques nucléaires, attache un intérêt particulier — elle continuera à collaborer avec le Comité et à appuyer ses activités au caractère strictement scientifique.

14. M. KOULAK (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que depuis 1955, date de la création du Comité scientifique, l'Assemblée générale évalue chaque année le danger que présentent lesdits rayonnements, et que chaque année des recommandations lui sont présentées qui visent au maintien du Comité scientifique.

15. Chaque fois qu'une résolution est adoptée à ce sujet, on insiste sur le fait que la multiplication des sources artificielles d'irradiation des êtres humains impose la plus grande vigilance, les conséquences, somatiques ou génétiques, de cette irradiation pouvant ne pas être immédiatement apparentes. Depuis sa création, le Comité scientifique a présenté à l'Assemblée générale six rapports sur les questions d'ordre général ou particulier que posent les rayonnements ionisants. Dans son sixième rapport², en 1972, le Comité scientifique a traité du rayonnement ambiant, de l'irradiation médicale et professionnelle, des effets génétiques des rayonnements, de leurs effets sur la réponse immunitaire et de la radiocancérogénèse. Dans le même rapport, le Comité scientifique a examiné pour la première fois le rôle des réacteurs atomiques et des usines de production de combustibles nucléaires. Il a envisagé les niveaux d'irradiation qui pourraient exister en l'an 2000, notamment en ce qui concerne la pollution due aux éléments tritium et crypton 85, dont la concentration dans l'atmosphère ne fait qu'augmenter.

16. Le Comité scientifique va s'efforcer de préciser encore les niveaux d'irradiation en raison de l'importance qu'ils

² Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément n° 25 et rectificatif.

présentent pour l'évaluation du danger des essais dans l'atmosphère. Depuis 1972, on a accumulé des données sur les doses d'irradiation et effectué des études au sujet de leurs conséquences biologiques et médicales; à partir de cette documentation, le Comité scientifique pourra étudier la part des différentes sources d'irradiation dans les doses servies ainsi que les effets génétiques et somatiques des rayonnements et les rapports entre la fréquence d'apparition de ces effets et l'intensité des doses. En effet, toute modification importante dans l'appréciation tant des doses reçues par les tissus humains que de la corrélation entre ces doses et les effets constatés peut amener à réviser l'évaluation du danger des rayonnements ionisants.

17. La délégation soviétique a maintes fois souligné la nécessité de mettre fin aux essais dans l'atmosphère, quels qu'en soient l'auteur et le lieu. Compte tenu des travaux que le Comité scientifique a consacrés en septembre 1975 à l'examen des dernières données relatives aux effets génétiques et somatiques des rayonnements, l'URSS a proposé³ au cours de la présente session, la conclusion d'un traité sur l'interdiction complète de tous les essais. Elle espère que son projet recevra un large appui.

18. Le Comité scientifique ayant indiqué qu'il poursuivrait ses études en vue de la présentation d'un rapport à l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session, la délégation soviétique, consciente de la valeur des activités de ce comité, recommande qu'il soit autorisé à poursuivre ses travaux. Elle tient cependant à souligner que la question de la pollution de l'environnement par des sources de types différents pose au Comité scientifique de nouveaux problèmes en ce qui concerne l'étude de l'irradiation et des doses d'irradiation.

19. Le PRESIDENT annonce que la discussion générale sur les effets des rayonnements ionisants est terminée et propose, si aucun représentant ne demande qu'il soit procédé à un vote, que le projet de résolution A/SPC/L.330, dont le Japon, le Venezuela et le Souaziland viennent de se porter coauteurs, soit adopté par acclamation.

Le projet de résolution est adopté par acclamation.

20. M. WHISTLER (Etats-Unis d'Amérique), prenant la parole pour expliquer son vote, dit que sa délégation apprécie les travaux du Comité scientifique, dont elle attend avec impatience le prochain rapport qui, elle n'en doute pas, enrichira les connaissances de l'humanité dans ce domaine important.

21. M. SCALABRE (France) n'a pas l'intention de soulever de polémique : le projet de résolution A/SPC/L.330 ne s'y prête guère et la délégation française s'est jointe volontiers au consensus par lequel le Comité scientifique l'a adopté. Le Gouvernement français ayant néanmoins été nommément mis en cause, le représentant de la France se doit de rappeler que son gouvernement, soucieux d'apaiser les inquiétudes de pays amis, alors même que ces inquiétudes ne lui paraissaient pas justifiées, a engagé des dépenses considérables pour mettre au point des installations sou-

terraines d'essais nucléaires. Ces installations permettent d'effectuer des essais à une très grande profondeur où ils ne sont absolument pas susceptibles de causer la moindre pollution atomique. M. Scalabre fait également remarquer que les essais de Bikini, auxquels il a été fait allusion, ont eu lieu dans l'eau, au sol ou dans l'air et ne peuvent donc être pris comme référence. Il n'appartient d'ailleurs pas à la Commission politique spéciale de discuter directement des essais d'armes nucléaires, question qui sera examinée par la Première Commission. La France est en faveur de la cessation de ces essais, mais dans le cadre d'un désarmement nucléaire effectif auquel elle est, pour sa part, prête à souscrire.

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain (suite)
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174, A/SPC/L.331] :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'apartheid (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

EXAMEN DE PROJETS DE RESOLUTION (suite) [A/SPC/L.331]

22. Le PRESIDENT dit qu'il convient d'ajouter la Jamaïque et la Tchécoslovaquie à la liste des auteurs du projet de résolution A/SPC/L.331. Il y a lieu d'autre part de modifier cette liste dans les versions anglaise, arabe, chinoise, espagnole et russe du même document, le nom de la Gambie y figurant au lieu de celui de Ghana.

23. M. KI (Haute-Volta) indique que son pays ne figure pas sur la liste des auteurs du projet de résolution dans la version française du document.

24. M. SAHAD (République arabe libyenne), signale qu'en fait un grand nombre d'auteurs du projet de résolution ne sont pas cités dans le texte français, alors qu'ils figurent tous dans le texte anglais.

25. Le PRESIDENT constate qu'en effet les auteurs du projet de résolution sont au nombre de 51 dans la version anglaise, alors que la version française n'en compte que 40. Il annonce par ailleurs que la République socialiste soviétique d'Ukraine s'est également portée coauteur du projet de résolution A/SPC/L.331.

26. M. DORON (Israël) note que le paragraphe 4 du projet de résolution porte condamnation du "renforcement des relations et de la collaboration entre le régime raciste sud-africain et Israël". A maintes reprises déjà, et de nouveau à la présente session de l'Assemblée générale, la délégation israélienne a rejeté et réfuté toutes allégations de coopération militaire entre Israël et l'Afrique du Sud. Elle a également clairement établi que comparé au volume total du commerce extérieur de l'Afrique du Sud, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays est minime. D'ailleurs, le rapport (A/10022) du Comité spécial contre l'apartheid lui-même, comme les statistiques disponibles, indique que de nombreux pays du monde ont avec l'Afrique du Sud un commerce bien plus important. Qu'Israël soit seul condamné suffit à indiquer à quel point les faits sont déformés, dans l'unique but de donner aux

³ Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Annexes; point 122 de l'ordre du jour, document A/10241.

délégations arabes l'occasion de "marquer un point" de plus contre Israël – tout en dissimulant leurs propres activités.

27. Dans l'intervention qu'il a prononcée dans l'exercice de son droit de réponse (964^e séance), le représentant d'Israël a donné lecture d'un passage d'un article paru dans le journal *The Observer*, où étaient mentionnés un certain nombre de pays arabes qui entretiennent des relations commerciales et autres avec l'Afrique du Sud. Certaines délégations arabes se sont immédiatement mises en devoir d'amoindrir les effets de ces révélations en faisant usage de leur droit de réponse. Une d'elles s'est empressée de nier que son pays vende du pétrole à l'Afrique du Sud ou maintienne des relations avec le régime de Pretoria, démentant ainsi des accusations que ni M. Doron ni l'article intéressé n'avaient jamais portées. Un autre représentant d'un pays arabe a déclaré qu'aucune discrimination raciale n'existait dans son pays, argument aussi futile que s'il avait affirmé que son pays ne pratique aucune discrimination à l'encontre des ours polaires étant donné qu'il n'y a dans le

pays en question aucune minorité raciale. Enfin, un troisième représentant arabe tout en niant les faits cités dans *The Observer* a néanmoins admis que "certaines personnes" de son pays commerçaient avec l'Afrique du Sud et que son gouvernement se constituait des réserves d'or, sans se soucier aucunement d'en connaître la provenance.

28. Mais évidemment le texte du projet de résolution ne fait pas mention, sous quelque forme que ce soit d'un seul pays arabe, alors qu'un paragraphe entier est consacré à condamner Israël. Le représentant d'Israël appelle l'attention de la Commission sur cet étalage flagrant d'hypocrisie et réserve le droit de sa délégation de prendre ultérieurement la parole pour expliquer son vote.

29. Le PRESIDENT précise que le projet de résolution A/SPC/L.331 ne sera mis aux voix que le lendemain.

La séance est levée à 11 h 55.

972^e séance

Marçi 4 novembre 1975, à 15 h 10.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.972

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (*suite*)
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174, A/SPC/L.331, A/SPC/L.332] :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

EXAMEN DE PROJETS DE RESOLUTION (*suite*) [A/SPC/L.331, A/SPC/L.332]

1. M. RUPIA (République-Unie de Tanzanie) déclare que sa délégation a l'honneur de présenter le projet de résolution A/SPC/L.332, intitulé "Programme de travail du Comité spécial contre l'*apartheid*" et fait savoir que la Haute-Volta, l'Inde, le Mali, le Sénégal, le Soudan et la Zambie s'en sont portés coauteurs. Ce projet de résolution contient des félicitations à l'adresse du Comité spécial contre l'*apartheid* et du Groupe de l'*apartheid* pour les efforts qu'ils ont déployés dans le passé ainsi qu'une présentation sommaire de leur programme de travail pour l'année à venir. Y sont également exposés les mesures particulières que devrait prendre la communauté internationale et le rôle que devraient jouer les organisations intergouvernementales et non gouvernementales pour promouvoir la campagne internationale contre l'*apartheid*. En conclusion, la délégation de la République-Unie de Tanzanie souhaite rappeler aux membres de la Commission que l'efficacité du Comité spécial dépend du soutien que lui apporte l'ensemble de la communauté internationale.

2. Le PRESIDENT déclare qu'il va mettre aux voix le projet de résolution A/SPC/L.331.

Sur la demande du représentant de la République arabe libyenne, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Laos, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Laos, Liban, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Bahreïn, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchad, Chine, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Yémen démocratique, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Grenade, Guinée, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït.

Votent contre : Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Autriche, Belgique, Canada, Dane-

mark, France, Allemagne (République fédérale d'), Irlande, Israël, Italie, Japon.

S'abstiennent : Lesotho, Nouvelle-Zélande, Portugal, Espagne, Souaziland, Suède, Australie, Barbade, Colombie, Finlande, Grèce, Islande, Iran.

Par 83 voix contre 15, avec 13 abstentions, le projet de résolution est adopté.

3. M. SCARANTINO (Italie) prenant la parole au nom de la Communauté économique européenne (CEE) et de ses neuf Etats membres, tient à réaffirmer leur attitude à l'égard de la politique d'*apartheid*. Comme il a été dit en d'autres occasions, ces pays, fidèles à leurs traditions de démocratie, de liberté et d'égalité, condamnent sans réserve le système juridique et la politique de l'Afrique du Sud. Les changements superficiels qui ont été apportés à la politique d'*apartheid*, dont les principes demeurent intacts, ne sauraient modifier leur attitude.

4. Toutefois, les membres de la CEE se sont vus contraints à regret de voter contre le projet de résolution en raison des objections sérieuses et variées qu'il appelle de leur part. Ces objections tiennent pour l'essentiel à la mise en cause du principe fondamental de l'universalité de l'Organisations des Nations Unies. M. Scarantino estime qu'il est inutile de reprendre ces objections en détail puisqu'elles découlent de points de vue que les délégations de la CEE ont eu l'occasion d'exprimer à plusieurs reprises au cours des travaux de la Commission.

5. S'agissant d'une doctrine aussi universellement condamnée que l'*apartheid*, les pays de la CEE estiment qu'on aurait pu associer un plus grand nombre de délégations à l'élaboration du projet; ils sont profondément convaincus que la condamnation prononcée par la communauté internationale ferait davantage d'effet sur l'Afrique du Sud si elle s'exprimait d'une façon unanime.

6. M. KAMOSHIDA (Japon) déclare que la délégation japonaise est fermement opposée à la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain mais qu'elle s'est vue contrainte à regret de voter contre le projet de résolution. Elle éprouvait en effet quelque difficulté à accepter certains paragraphes où certains Etats sont mentionnés nommément, estimant en outre que la mention, au paragraphe 3, de plusieurs pays dont le Japon, ne constitue pas une contribution positive à l'action commune menée contre l'*apartheid*. Si le projet de résolution avait été formulé différemment, la délégation japonaise aurait bien volontiers voté pour.

7. M. BRIGHTY (Royaume-Uni) indique que la délégation britannique s'associe sans réserve à la déclaration que le représentant de l'Italie, parlant en sa qualité de président actuel de la CEE et au nom des neuf Etats membres, a déjà faite pour expliquer leur position. Cette déclaration, tout en marquant l'opposition formelle des neuf Etats membres à la révoltante politique d'*apartheid*, a fait ressortir que le projet de résolution qui vient d'être adopté était inacceptable pour diverses raisons. La délégation britannique tient à préciser qu'elle n'accepte pas les parties du texte où il est affirmé qu'il existe en Afrique du Sud une situation de nature à justifier l'application du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

8. M. DE LATAILLADE (France) déclare qu'en dehors du fait qu'elle s'élève contre les attaques portées au principe de l'universalité des Nations Unies auquel elle demeure attachée, la délégation française ne peut accepter la référence au Chapitre VII de la Charte qui figure au paragraphe 16 du projet de résolution.

9. M. BJARNASON (Islande) déclare que la position de sa délégation par le passé a clairement fait apparaître l'opposition du Gouvernement islandais à la politique et aux pratiques d'*apartheid* de l'Afrique du Sud. Il est donc regrettable que la délégation islandaise n'ait pas été en mesure de voter pour le projet de résolution en raison de son libellé qu'elle considère inapproprié et inacceptable. S'il avait été procédé à un vote séparé sur les paragraphes 4, 5 et 6, la délégation islandaise aurait été contrainte de voter contre. Elle a toutefois choisi de s'abstenir afin d'indiquer qu'elle approuve l'intention générale du projet de résolution.

10. M. HECKSCHER (Suède) déclare que c'est à grand regret que la délégation suédoise s'est vue dans l'impossibilité d'appuyer le projet de résolution. L'attitude du Gouvernement et du peuple suédois à l'égard de la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain est bien connue. Ils la honnissent et ont clairement fait connaître leur attitude à maintes reprises.

11. Malheureusement, la délégation suédoise relève dans le projet de résolution un certain nombre de points importants qu'elle ne peut accepter. Elle n'a pu approuver la manière dont les auteurs ont cité et condamné certains pays, car elle estime que seule une action concertée, conforme aux dispositions pertinentes de la Charte, que la Suède est disposée à appuyer, aurait quelques chances d'être efficace. Par ailleurs, la délégation suédoise ne pense pas que les Nations Unies doivent, même implicitement, légitimer l'usage de la violence. Enfin, la délégation suédoise a toujours insisté sur le principe d'universalité de l'Organisation des Nations Unies, entendant par là que tous les gouvernements dont l'autorité s'exerce effectivement sur leur territoire devraient être représentés à l'Organisation même si leur politique est hautement répréhensible, comme c'est le cas de l'Afrique du Sud. A la vingt-neuvième session, dans le projet de résolution adopté par la Commission et ensuite par l'Assemblée générale en tant que résolution 3324 E (XXIX), il était demandé, entre autres, que la délégation sud-africaine fut exclue totalement des travaux de l'Organisation des Nations Unies et la délégation suédoise avait été contrainte de voter contre ledit projet. Le projet de résolution A/SPC/L.331 ne mentionne nulle part cette exclusion totale, mais le texte étant ambigu à cet égard, la délégation suédoise s'est abstenue. Il va sans dire que la délégation suédoise se rallie à la ferme condamnation du régime raciste sud-africain exprimée dans le projet de résolution.

12. M. PIETINEN (Finlande) déclare que la position de la délégation finlandaise sur la question de la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain est bien connue. Le peuple et le Gouvernement finlandais rejettent la discrimination raciale sous toutes ses formes, cette pratique étant contraire à l'idée qu'ils ont de la justice et tout à fait inconciliable avec leur conception des droits de l'homme fondée sur l'égalité des individus. Ils sont fermement

opposés au régime cruel de l'*apartheid* et à la politique menée par le Gouvernement sud-africain au mépris des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et en violation de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des obligations qui sont celles de l'Afrique du Sud au titre de la Charte. Le Gouvernement et le peuple finlandais considèrent que l'élimination du régime d'*apartheid* devrait figurer parmi les principaux objectifs de l'Organisation et sont disposés à s'associer à toute action menée à cette fin par des moyens pacifiques.

13. La délégation finlandaise reconnaît l'importance du projet de résolution A/SPC/L.331 et regrette vivement de n'avoir pas été en mesure de voter pour. Certains des paragraphes ne concordent pas avec les vues de la délégation finlandaise sur les principes énoncés dans la Charte, et s'il avait été procédé à un vote séparé sur les paragraphes 5 et 6, la délégation finlandaise aurait voté contre. Elle se serait également abstenue sur un certain nombre d'alinéas du préambule et d'autres paragraphes du projet de résolution. Cependant, elle n'a pas voté contre le texte dans son ensemble car elle estime, comme l'écrasante majorité des délégations, que le principal objectif de la politique des Nations Unies en matière de discrimination raciale devrait être l'élimination totale de la politique d'*apartheid* menée par le Gouvernement sud-africain.

14. M. PETHERBRIDGE (Australie) déclare que la délégation australienne regrette de n'avoir pu appuyer le projet de résolution qui vient d'être adopté, d'autant plus qu'elle aurait souhaité exprimer encore une fois dans une résolution d'importance majeure sa condamnation de l'*apartheid* et du mépris qu'affiche l'Afrique du Sud à l'égard des résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'Afrique du Sud, à la Namibie et à la Rhodésie du Sud.

15. L'objectif de l'Australie était de faire en sorte que des pressions continuent de s'exercer sur le Gouvernement sud-africain pour l'amener à changer de politique. Selon la délégation australienne, les formes de pression les plus appropriées sont celles qui sont prévues par la Charte et qui ont souvent par le passé provoqué des changements radicaux.

16. La délégation australienne s'est abstenue de voter sur le projet de résolution car un certain nombre de ses dispositions sont contraires aux objectifs de l'Australie. En particulier, la délégation australienne ne peut accepter les dispositions du projet de résolution qui interdisent toute collaboration avec le régime sud-africain, trouvent des excuses à l'usage de la force et condamnent certains pays au lieu de traiter de la politique extérieure générale de l'Afrique du Sud. Enfin, la délégation australienne juge inacceptable l'affirmation qui figure au paragraphe 6 du projet de résolution.

17. M. FREEMAN-GREENE (Nouvelle-Zélande) dit que son gouvernement n'a jamais cédé son opposition à l'intolérable politique de l'*apartheid* et a informé la Commission de certaines mesures qu'il est en train de prendre dans le but de persuader le Gouvernement sud-africain d'abandonner cette politique. La délégation néo-zélandaise regrette donc de ne pas avoir pu appuyer le projet de résolution qui vient d'être adopté, y trouvant certains éléments qui, d'après elle,

ne contribuent pas au succès des efforts que déploie la communauté internationale pour éliminer l'*apartheid*.

18. Le huitième alinéa du préambule et les paragraphes 3, 4 et 6 figurent parmi les dispositions que la délégation néo-zélandaise n'approuve pas et, si des votes séparés avaient eu lieu sur ces alinéa et paragraphes, elle aurait voté contre.

19. M. WHISTLER (Etats-Unis d'Amérique) dit que son gouvernement a en horreur les politiques d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain et s'est toujours élevé contre elles. Néanmoins la délégation des Etats-Unis éprouve des réserves, qu'elle a déjà fait connaître, quant au fait de qualifier la situation en Afrique du Sud de menace pour la paix et la sécurité internationales et de demander des sanctions contre l'Afrique du Sud en vertu du Chapitre VII de la Charte. En outre, elle n'approuve pas que, dans le texte du projet de résolution, des Etats soient condamnés qui maintiennent des contacts normaux avec l'Afrique du Sud, car elle persiste à croire que de tels contacts sont indispensables à une évolution positive de la situation dans ce pays.

20. M. SAGHIYYAH (Liban) dit que, conformément à la politique traditionnellement suivie par le Gouvernement libanais en ce qui concerne l'*apartheid*, sa délégation a voté en faveur du projet de résolution A/SPC/L.331. Toutefois, si un vote séparé avait eu lieu sur le paragraphe 3, sa délégation se serait abstenue.

21. Mlle TABATABAI (Iran) dit que son gouvernement condamne toutes les formes de racisme et de discrimination raciale et tient en conséquence qu'il faut abolir l'*apartheid*. La délégation iranienne s'est toutefois abstenue lors du vote parce que le projet de résolution contient un certain nombre d'éléments qui ne servent pas les objectifs de la communauté internationale dans sa lutte contre l'*apartheid*. Si un vote séparé avait eu lieu sur les divers alinéas et paragraphes du texte, la délégation iranienne aurait voté contre dans plusieurs cas. Cependant, elle s'est abstenue lors du vote sur l'ensemble pour montrer son accord avec l'intention générale du projet de résolution.

22. M. TELLMANN (Norvège) dit que son gouvernement est aussi vigoureusement opposé qu'il l'a toujours été à l'*apartheid* dans toutes ses manifestations et que cette attitude s'est traduite à maintes reprises par l'appui qu'il n'a cessé d'apporter à tous les efforts constructifs que fait l'ONU pour amener un changement pacifique en Afrique du Sud, en établissant une société multiraciale fondée sur l'égalité des droits pour tous, sans distinction de race, de religion ou de couleur.

23. Le projet de résolution et, plus particulièrement, les quatrième et huitième alinéas de son préambule et les paragraphes 4 et 6 contiennent certains éléments que le Gouvernement norvégien ne peut appuyer. A son avis, le projet de résolution pourrait faire naître des doutes quant au droit de l'Afrique du Sud à participer aux travaux de l'ONU. A de multiples occasions et dans diverses instances, la Norvège a clairement exposé sa position sur la question de l'expulsion ou de la suspension d'un Etat Membre de l'ONU. Elle a toujours défendu le principe de l'universalité de la composition de l'ONU et ne modifiera pas son

attitude. C'est pour cette raison que la délégation norvégienne a été obligée de voter contre le projet de résolution.

24. M. DUCLOS (Canada) rappelle que sa délégation a été l'un des auteurs du projet de résolution sur la solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains (A/SPC/L.325) et a voté en faveur de tous les autres projets de résolution relatifs au point 53 de l'ordre du jour que la Commission a déjà adoptés. La délégation canadienne a voulu ainsi manifester son opposition à l'*apartheid* et son désir d'encourager un changement rapide et pacifique en Afrique du Sud, encore qu'elle ait tenu pour plusieurs de ces projets de résolution à préciser officiellement le sens qu'elle attachait aux termes employés. Dans le cas du projet de résolution A/SPC/L.331, la délégation canadienne n'est pas en mesure d'approuver, ou d'approuver sans réserves, cinq des alinéas du préambule et neuf des paragraphes du dispositif. Tant le ton que le contenu du projet de résolution sont contraires à l'attitude adoptée par le Gouvernement canadien, et la délégation canadienne a donc été obligée de voter contre. M. Duclos rappelle à la Commission l'exposé exhaustif qu'a fait la délégation canadienne, au cours de la discussion générale sur le point 53 de l'ordre du jour (1963^e séance), de la politique de son gouvernement touchant l'*apartheid*.

25. Le PRESIDENT dit que le représentant de la République arabe syrienne lui a demandé d'annoncer que la délégation syrienne aurait voté en faveur du projet de résolution A/SPC/L.331 si elle avait été présente lors du vote.

26. M. BUX (Bangladesh) dit que sa délégation aurait également voté pour le projet de résolution si elle avait été présente.

27. Le PRESIDENT invite le représentant du Congrès panafricaniste (PAC) d'Azanie à prendre la parole.

28. M. SIBEKO (Observateur, Congrès panafricaniste d'Azanie), exerçant son droit de réponse, exprime la gratitude du PAC et du peuple d'Azanie aux pays qui ont voté en faveur du projet de résolution d'importance capitale qui vient d'être adopté sur la situation en Afrique du Sud. Il regrette qu'un certain nombre de pays qui jusqu'à main-

tenant ont fait leur la lutte contre l'*apartheid* n'aient pas voté en faveur de ce projet de résolution. Il considère comme fallacieux les arguments qu'ils ont avancés pour justifier leur position. A tous ceux qui invoquent le principe de l'universalité, il fait remarquer que l'universalité serait mieux respectée si l'on mettait fin au gouvernement illégal de la minorité blanche en Afrique du Sud. L'argument selon lequel des contacts doivent être maintenus avec l'Afrique du Sud de façon à encourager un changement pacifique en Afrique est désespérément idéaliste. A voir le régime fasciste d'Afrique du Sud adopter une année après l'autre, des lois toujours plus répressives on doit bien conclure que ces contacts ne servent qu'à donner plus d'assurance au régime. Et l'on ne peut qu'être confirmé dans ce sentiment quand on entend le Premier Ministre de l'Afrique du Sud déclarer que les pays occidentaux attachent beaucoup trop d'importance à l'Afrique du Sud pour appuyer jamais une action punitive contre elle.

29. Quant à l'argument selon lequel la situation en Afrique du Sud ne constitue pas une menace pour la paix et la sécurité internationales, M. Sibeko souligne que des troupes sud-africaines sont actuellement déployées au Zimbabwe et occupent certaines régions en Angola, prétextant le droit qu'aurait l'Afrique du Sud de pénétrer sur le territoire des pays limitrophes pour poursuivre les combattants de la liberté africains. Si le Gouvernement angolais, lorsqu'il aura accédé à l'indépendance, tente d'expulser les troupes sud-africaines de son territoire, il s'ensuivra nécessairement une guerre. Les forces adverses en Afrique australe sont sur leurs positions, et les mouvements de libération africains ont reçu de nombreuses promesses d'appui. M. Sibeko fait par conséquent appel aux délégations qui n'ont pas voté pour le projet de résolution pour qu'elles reconsidèrent leur position et reconnaissent que l'heure est venue d'agir contre le régime sud-africain avec une fermeté sans précédent.

30. Le PRESIDENT annonce que les délégations des pays suivants : Cuba, Maroc, Mauritanie et Oman se sont portées coauteurs du projet de résolution A/SPC/L.332.

La séance est levée à 16 h 20.

973^e séance

Jeudi 6 novembre 1975, à 15 h 30.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.973

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (*fin*)
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174, A/SPC/L.332, A/SPC/L.333]

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

EXAMEN DE PROJETS DE RESOLUTION (*fin*)
[A/SPC/L.332, A/SPC/L.333]

1. Le PRESIDENT annonce que les délégations de l'Egypte, de l'Irak, de Maurice, du Qatar et de la Tunisie se

sont portées coauteurs du projet de résolution A/SPC/L.332. Il attire l'attention de la Commission sur la note du Secrétaire général (A/SPC/L.333), qui contient l'état des incidences administratives et financières de ce projet de résolution.

2. M. VALDERRAMA (Philippines) exprime la gratitude du Comité spécial contre l'*apartheid* envers le représentant de la République-Unie de Tanzanie pour les paroles bienveillantes qu'il a prononcées à la séance précédente de la Commission lors de la présentation du projet de résolution concernant le programme de travail du Comité spécial. Il remercie également les auteurs du projet de

résolution et les nombreuses délégations qui ont loué le travail du Comité spécial. Il donne ensuite lecture d'un télégramme adressé au Secrétaire général par M. Oliver Tambo, président général par intérim du Congrès national africain d'Afrique du Sud, qui déclare que les victimes et les véritables adversaires de la politique inhumaine de l'Afrique du Sud accueillent favorablement le projet de résolution A/SPC/L.327 adopté par la Commission à la 969^e séance, rejetant les "bantoustans" et la prétendu "indépendance" du Transkei, et que la décision de la Commission justifie l'espoir que la grande majorité des peuples met dans l'Organisation des Nations Unies pour la promotion de justes causes et la défense des droits de l'homme.

3. Le **PRESIDENT** demande à la Commission si elle souhaite adopter le projet de résolution A/SPC/L.332 par consensus, étant donné qu'il n'y a pas de dispositif mécanique de vote dans la salle de conférences.

4. M. VON UTHMANN (République fédérale d'Allemagne) dit que sa délégation a reçu comme instruction de ne pas se joindre au consensus sur le projet de résolution A/SPC/L.332.

5. Mlle BENNATON (Honduras) suggère que, vu l'absence de dispositif mécanique de vote, la Commission procède à un vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal sur le projet de résolution.

L'appel nominal commence par le Sénégal, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, Suède, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Tchad, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Dahomey, Yémen démocratique, Danemark, Egypte, Ethiopie, Finlande, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Népal, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Barbade, France, Allemagne (République fédérale d'), Israël, Luxembourg, Pays-Bas.

Par 98 voix contre zéro, avec 8 abstentions, le projet de résolution est adopté.

6. M. YANG Ming-liang (Chine) dit que sa délégation a toujours soutenu les efforts concertés de la communauté internationale pour mettre en évidence la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain et que par conséquent elle approuve en principe le projet de résolution A/SPC/L.332. Cependant, la délégation chinoise a exposé sa position de principe concernant le Conseil mondial de la paix lors de la 951^e séance de la Commission et elle ne pense pas que le Comité spécial contre l'*apartheid* devrait avoir un lien quelconque avec cet organe.

7. M. VON UTHMANN (République fédérale d'Allemagne) regrette que sa délégation n'ait pas pu voter en faveur du projet de résolution. Bien que le texte soit plus modéré que celui de la résolution sur le même sujet adoptée par l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session [résolution 3324 D (XXIX)], sa délégation n'est pas d'accord avec le libellé du quatrième alinéa du préambule et avec celui de l'alinéa *a* du paragraphe 1 du dispositif. De l'avis de la délégation de la République fédérale d'Allemagne, la lutte contre l'*apartheid* est distincte du processus de décolonisation et il convient donc de les dissocier dans le projet de résolution. Ses principales objections portent sur l'alinéa *c* du paragraphe 1 et sur le paragraphe 3. Elle ne croit pas que la réunion à La Havane d'un séminaire qui, entre autres, serait chargé de formuler une stratégie coordonnée en vue de lutter contre la coopération économique avec l'Afrique du Sud soit un bon moyen d'aider les populations opprimées d'Afrique du Sud. Le caractère et le résultat du séminaire envisagé, dont le coût, d'après l'état des incidences administratives et financières présenté dans le document A/SPC/L.333, est estimé à environ 100 000 dollars, sont facilement prévisibles et, étant donné le manque de ressources à affecter à d'autres activités, cette somme pourrait être mieux utilisée pour d'autres objectifs. Comme la délégation de la République fédérale d'Allemagne l'a déjà déclaré au cours du débat général sur l'*apartheid* (961^e séance), la lutte contre l'*apartheid* est l'affaire de tous, et pas seulement des Africains, et l'affrontement de pays africains et de pays d'Europe occidentale sur la marche à suivre pour essayer d'éliminer l'*apartheid* ne ferait donc que servir les intentions du gouvernement de Pretoria.

8. M. SERUP (Danemark) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution afin de montrer encore une fois qu'elle appuie la lutte contre l'*apartheid*. Elle émet cependant des réserves quant à l'alinéa *c* du paragraphe 1, car elle considère que cette lutte doit être dirigée contre le Gouvernement sud-africain et non contre les pays qui, comme le Danemark, maintiennent des relations consulaires avec l'Afrique du Sud, ce qui ne veut absolument pas dire qu'ils approuvent sa politique d'*apartheid*.

9. M. KAMOSHIDA (Japon) déclare que sa délégation éprouve un grand respect pour l'activité du Comité spécial contre l'*apartheid* et a voté pour le projet de résolution afin d'exprimer son accord avec les objectifs fondamentaux définis dans ce document. La délégation japonaise a cependant été gênée par le quatrième alinéa du préambule et les alinéas *a* et *d* du paragraphe 1.

10. M. VROON (Pays-Bas) dit que sa délégation regrette sincèrement de n'avoir pas pu voter pour le projet de résolution, d'autant plus qu'il soulevait moins de problèmes

que la résolution adoptée l'année précédente sur le même sujet [résolution 3324 D (XXIX) de l'Assemblée générale]. A son avis, le quatrième alinéa du préambule et l'alinéa *a* du paragraphe 1 conviennent peut-être à une situation coloniale mais ne sont pas appropriés à la situation en Afrique du Sud. De plus, la délégation néerlandaise ne peut appuyer l'alinéa *c* du paragraphe 1, car elle ne croit pas que la rupture de tous les liens avec l'Afrique du Sud aidera à faire disparaître l'*apartheid*. Elle espère que tous les Etats Membres s'efforceront l'année suivante d'arriver à un consensus sur les projets de résolution de la Commission relatifs à l'*apartheid*, afin de souligner l'opposition du monde entier à cette politique inhumaine.

11. M. CRAIG (Irlande) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution, car elle est fermement convaincue que l'Organisation des Nations Unies a un rôle particulier à jouer dans la campagne contre l'*apartheid*, en faisant prendre conscience au monde des méfaits de ce système. Elle émet cependant des réserves sur les alinéas *a* et *c* du paragraphe 1 du projet de résolutions ainsi que sur la proposition contenue dans les paragraphes 223 et 224 du rapport du Comité spécial (A/10022). Comme elle l'a déjà déclaré à diverses occasions, la lutte contre l'*apartheid* doit être menée conformément aux principes de la Charte des Nations Unies, et les contacts existant avec le Gouvernement et la communauté blanche de l'Afrique du Sud doivent servir à leur transmettre l'opinion de la communauté internationale. Enfin, la délégation irlandaise aurait préféré qu'il soit fait une distinction plus claire entre la situation en Afrique du Sud et une situation coloniale classique.

12. M. WHISTLER (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote en raison des réserves qu'elle émet au sujet du libellé de plusieurs paragraphes du projet de résolution. En particulier, l'alinéa *c* du paragraphe 1 et le paragraphe 3 pourraient se prêter à des interprétations arbitraires et à des abus. La délégation des Etats-Unis s'inquiète aussi des termes employés dans le projet de résolution, qui semblent tolérer l'usage de la violence contre le régime sud-africain.

13. M. BRIGHTY (Royaume-Uni) déclare que le projet de résolution aurait pu être accepté par sa délégation si le texte n'avait pas posé certains problèmes familiers : les termes qui y sont employés seraient adaptés à une situation coloniale mais ne le sont pas à la situation en Afrique du Sud. De plus, la délégation du Royaume-Uni doute que l'alinéa *c* du paragraphe 1 qui, apparemment, est un appel en faveur d'une campagne contre les relations commerciales avec l'Afrique du Sud, soit approprié au projet de résolution, dont l'objet principal est de montrer au grand jour la pratique de l'*apartheid*. L'accroissement des dépenses qu'entraînera le programme de travail est important, eu

égard à l'insuffisance des fonds disponibles pour d'autres objectifs dignes d'intérêt. Enfin, la délégation du Royaume-Uni espère que la Commission pourra, l'année suivante, arriver à un consensus sur les projets de résolution qu'elle adoptera à propos de l'*apartheid*.

14. M. SCARANTINO (Italie) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution en raison de sa ferme opposition à l'*apartheid* et de son désir de montrer qu'elle comprend les sentiments et les aspirations de la population non blanche d'Afrique du Sud. Elle a pris cette décision, en dépit de certains problèmes que lui a posés le libellé du projet de résolution, parce qu'elle souhaite souligner son accord avec la philosophie qui est à la base de l'activité du Comité spécial contre l'*apartheid*. Cependant, elle continue de croire que le meilleur moyen de servir la cause de la lutte contre l'*apartheid* est de se concentrer sur l'*apartheid* lui-même et non sur des problèmes qu'on a examinés, parfois à tort, en rapport avec lui. La délégation italienne regrette aussi que le Comité spécial ait quelquefois manqué d'objectivité en donnant trop d'importance aux contacts qu'ont certains pays occidentaux avec l'Afrique du Sud, et elle espère que le Comité spécial et le Groupe de l'*apartheid* se le rappelleront quand ils organiseront en 1976 le séminaire et les campagnes prévus dans l'alinéa *c* du paragraphe 1 et dans le paragraphe 3. Elle s'inquiète des incidences financières qu'aura le séminaire international envisagé et émet des réserves sur le quatrième alinéa du préambule et sur l'alinéa *a* du paragraphe 1 en raison des termes qui y sont employés. Elle aurait préféré un texte où la distinction entre la situation en Afrique du Sud et une situation coloniale classique soit clairement faite et où il soit convenu que la campagne contre l'*apartheid* doit être menée conformément aux principes de la Charte.

15. M. DUCLOS (Canada) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution parce qu'elle apprécie à sa juste valeur l'oeuvre du Comité spécial qui attire l'attention de la communauté internationale sur les injustices inhérentes à un régime d'*apartheid*. Elle émet cependant des réserves sur le concept de "collaboration" qui se trouve dans l'alinéa *c* du paragraphe 1. Le Canada échange des marchandises de nature non militaire avec tous les pays du monde sans tenir compte de considérations politiques et n'estime pas que ces relations commerciales soient une forme de "collaboration".

16. Le PRESIDENT dit que les représentants de la Tchécoslovaquie et de Haïti lui ont demandé d'annoncer que, s'ils avaient été présents lors du vote, ils auraient voté pour le projet de résolution. Il déclare que la Commission a terminé l'examen du point 53 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 16 h 10.

974^e séance

Mardi 11 novembre 1975, à 10 h 50.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.974

POINT 54 DE L'ORDRE DU JOUR

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (A/10114, A/10115, A/10268) :

- a) Rapport du Commissaire général (A/10013 et Corr.1);
- b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (A/10334);
- c) Rapport de la Commission de conciliation pour la Palestine (A/10271);
- d) Rapport du Secrétaire général (A/10253)

DISCUSSION GENERALE

1. Sir John RENNIE (Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) prenant la parole sur l'invitation du Président, présente le rapport annuel du Commissaire général pour la période du 1^{er} juillet 1974 au 30 juin 1975 (A/10013 et Corr.1). Il revêt la même forme que les rapports précédents et son établissement a donné lieu aux consultations habituelles, encore que le Commissaire général assume toute la responsabilité de son contenu. Dans l'introduction du rapport, on retrace succinctement les débuts de l'Office et le cadre politique dans lequel se situent ses activités, en s'étendant plus longuement sur ses difficultés financières. On passe également en revue les principaux aspects des opérations de l'Office, notamment dans le domaine de la santé et de l'enseignement, et on fait état de la collaboration de l'Office avec d'autres organismes des Nations Unies et avec diverses organisations non gouvernementales. Au chapitre I figure un compte rendu plus détaillé des programmes de l'Office et de leur évolution pendant la période considérée, tandis que le chapitre II est consacré aux questions budgétaires.

2. Pendant la période sur laquelle porte le rapport, de nombreux réfugiés palestiniens ont continué de vivre dans des conditions difficiles, aggravées par la recrudescence des troubles civils au Liban. Ceux-ci ont également retenti sur les activités de l'Office, non seulement au Liban proprement dit, mais en République arabe syrienne et en Jordanie, où la majeure partie des approvisionnements arrive par le port de Beyrouth. Or, depuis plusieurs semaines, le port est pratiquement paralysé et il a fallu emprunter d'autres itinéraires souvent au prix de dépenses accrues. Dans l'ensemble, la distribution des rations a néanmoins pu être assurée et les stocks locaux ont permis de satisfaire aux besoins, mais une fois ces stocks épuisés il y aura pénurie grave.

3. Les activités du siège de l'Office ont été très perturbées : on estime que de début janvier à fin octobre 1975 plus de 17 000 journées de travail ont été perdues. Les

travaux des services du budget et des services d'informatique sont très en retard, comme tout ce qui concerne les questions de personnel et les questions d'administration. Dans le domaine de l'enseignement, les plans pour 1976 n'ont pu encore être établis, et, dans le domaine de la santé, les difficultés éprouvées à assurer l'approvisionnement en fournitures médicales et à superviser les activités risquent de mettre en péril l'efficacité à long terme du programme.

4. Le Bureau régional libanais et le Bureau central de la région libanaise sont fermés presque quotidiennement depuis huit semaines. Dans les camps, les travaux d'entretien et d'amélioration n'ont pu être exécutés et la reconstruction des abris n'a pas progressé. La majorité des écoles ont fermé leurs portes et celles qui demeurent ouvertes, dans les secteurs nord et sud du Liban, n'ont pas pu recevoir leur matériel pédagogique et en particulier les nouveaux manuels scolaires. Les cours du Centre de formation de Sibline ont dû être interrompus pendant six semaines et il a été impossible de sélectionner les stagiaires qui seraient entrés en première année en 1975/76. Les difficultés de déplacement ont fait obstacle à l'octroi de secours d'urgence, à l'évacuation des blessés et à l'expédition de matériel chirurgical; le personnel médical des camps a été réduit au strict minimum, le manque de lits dans les hôpitaux publics et privés a empêché l'Office de faire hospitaliser des malades graves et les conditions d'hygiène qui règnent dans les camps sont une source d'inquiétude.

5. L'Office ne peut pas faire grand-chose pour améliorer ses opérations au Liban, malgré le dévouement de son personnel, qui est mis à rude épreuve. Il doit maintenir ses services dans les autres secteurs qu'il dessert — République arabe syrienne, Jordanie occidentale et bande de Gaza — mais tous reçoivent leurs instructions du siège, où sont centralisés les services essentiels. On a tenté de résoudre le problème en détachant sur place des fonctionnaires du siège pour des missions de longue durée; toutefois, si la situation ne s'améliore pas à Beyrouth, le Commissaire général sera peut-être contraint de prendre des mesures plus radicales. S'il s'avérait nécessaire, pour que le siège puisse s'acquitter de ses fonctions, de procéder au transfert d'une grande partie de ses effectifs, les prévisions de dépenses indiquées au chapitre II du rapport s'en trouveraient sensiblement modifiées.

6. C'est dans cette conjoncture que l'UNRWA a traversé la crise financière la plus grave de son histoire. Le paragraphe 7 du rapport expose brièvement la situation financière de l'Office en 1975 et indique qu'au début de septembre, lors de l'établissement du rapport, le déficit se situait autour de 13 millions de dollars et que le niveau des recettes était insuffisant pour pouvoir maintenir la totalité des programmes jusqu'à la fin de l'année. A la fin de septembre, la situation demeurait inchangée : l'Office courait le danger de faillir à ses engagements juridiques

faute de fonds, le Commissaire général se trouvant alors contrevenir aux règlements financiers de l'Office, comme il est dit au paragraphe 13 du rapport. Le Commissaire général est donc venu à New York le 7 octobre et après avoir eu des entretiens avec des membres du Secrétariat, il a présenté au Secrétaire général un rapport spécial où il indiquait que si l'Office ne recevait pas de contributions supplémentaires d'un montant suffisant avant le 15 novembre, il devrait cesser ses activités au 30 novembre, décision qui se solderait par une aggravation du sort des réfugiés, et par le licenciement de milliers d'employés, et menacerait la stabilité des pays hôtes.

7. Il serait assurément absurde que les opérations de l'Office dussent s'interrompre faute de 13 millions de dollars, alors que son budget dépasse 120 millions de dollars. Aux paragraphes 11 à 15 du rapport sont exposées les origines d'une situation financière qui comporte trois problèmes distincts mais interdépendants : l'insuffisance des recettes par rapport aux dépenses, l'insuffisance des liquidités par rapport aux engagements et l'insuffisance de l'actif par rapport au passif.

8. Le premier de ces problèmes ne peut être résolu que par une augmentation des recettes, une réduction des dépenses ou, l'Office n'ayant pas de réserves, par un prélèvement sur le Fonds de roulement, en fin d'exercice, pour éliminer le déficit. Contracter un emprunt est hors de question : l'Office n'a pas qualité pour emprunter, et ne pourrait rien offrir en garantie; les contributions non encore annoncées pour l'exercice suivant ne peuvent guère être considérées comme la caution d'un prêt destiné à couvrir les dépenses de l'exercice en cours, particulièrement lorsqu'il y a de fortes raisons de penser que les recettes de l'exercice à venir seront elles aussi insuffisantes. Quant aux ressources du Fonds de roulement, elles sont d'ores et déjà presque épuisées et le seront totalement à la fin de 1975.

9. La seule solution est de réduire les dépenses, ce qui se traduit par des réductions de services, réductions d'autant plus draconiennes qu'elles interviennent plus tard en cours d'exercice, alors que le déficit s'est encore accru : il semblerait donc logique d'agir dès que l'on s'estime fondé à présumer qu'on manquera des ressources nécessaires. Mais, comme il ressort des paragraphes 11 à 14 du rapport, il faut compter avec la résistance des gouvernements hôtes et des membres de la Commission consultative de l'UNRWA, qui, considérant non sans raison que le Commissaire général préjuge l'issue des appels de fonds, refuseraient de coopérer avec l'Office à l'application des réductions, ce qui aggraverait leurs répercussions. Il est dès lors de règle d'attendre que les fonds soient sur le point de s'épuiser avant d'envisager des réductions qui de ce fait même prennent alors des proportions catastrophiques.

10. D'autres difficultés d'ordre pratique sont dues à ce que l'Office assure à titre permanent des services de caractère quasi public. Comment réduire un programme d'enseignement ? Comment supprimer certaines écoles ou classes sans exercer une discrimination ? Comment restreindre un programme sanitaire déjà rudimentaire dont les seuls éléments à incidences financières sensibles sont les soins médicaux et les installations sanitaires de base ? Quant à la nutrition, le programme d'alimentation complémentaire des jeunes enfants et d'autres groupes vulnérables n'est pas

financé par des fonds budgétaires mais par une contribution spéciale de la Communauté économique européenne (CEE) et, en ce qui concerne les rations, il a déjà fallu les diminuer temporairement en 1975 en raison des difficultés d'approvisionnement mentionnées. L'Office, faute de fonds de roulement, n'est pas en mesure de constituer des stocks importants de produits alimentaires, et les commandes sont passées au jour le jour en fonction des besoins immédiats. Des plans de réduction de rations, à appliquer en cas de nécessité, ont néanmoins été établis, mais, compte tenu des graves répercussions qu'auraient les mesures de cet ordre et de l'amélioration progressive de la situation financière de l'Office, le Commissaire général a reporté la décision à plus tard.

11. Enfin, l'insuffisance de l'actif par rapport au passif se complique de l'existence d'un passif qui deviendrait exigible s'il fallait licencier du personnel par suite d'une réduction des services. Lors de l'élaboration du rapport spécial présenté au Secrétaire général, il était estimé qu'au 30 novembre 1975 le passif éventuel s'élèverait à 32,2 millions de dollars, contre un actif de 35 millions de dollars, sur lesquels 10,2 millions de dollars ne sont pas des avoirs en espèces et 9,8 millions de dollars représentent des fonds alloués pour 1976. Ce passif comprend 10,5 millions de dollars au titre des indemnités de licenciement que l'Office aurait à verser au personnel local, pour les raisons exposées au paragraphe 243 du rapport pour 1973/74¹, c'est-à-dire parce que, en cas de cessation de ses opérations, l'Office ne serait à même de garantir un autre emploi qu'à moins de la moitié de ce personnel. Il faut également prévoir, aux termes des contrats signés, le versement d'un mois de traitement en guise de préavis. Quant aux avoirs non liquides, il consistent essentiellement en stocks de produits alimentaires dont il n'est pas certain qu'ils puissent être convertis en espèces. S'il poursuivait ses opérations au-delà du 30 novembre 1975 sans disposer de recettes supplémentaires suffisantes, le Commissaire général contreviendrait au règlement financier de l'Office.

12. Depuis que le rapport spécial a été soumis au Secrétaire général, des démarches ont été tentées auprès de donateurs éventuels et la situation s'est légèrement améliorée. Le 20 octobre, le Royaume-Uni a annoncé une contribution supplémentaire égale au minimum à 200 000 livres sterling et éventuellement à 10 p. 100 du total des contributions supplémentaires annoncées par d'autres Etats Membres depuis l'appel lancé le 24 juin, à concurrence d'un million de livres sterling. La contribution du Royaume-Uni peut donc dépasser 2 millions de dollars, si les autres contributions supplémentaires atteignent 20 millions de dollars. Des contributions supplémentaires ont été annoncées par : la Suède, 675 000 dollars; les Emirats arabes unis, 2 millions de dollars; la CEE, 5 000 tonnes de céréales pour 1975, soit près de 3 600 tonnes de farine d'une valeur supérieure à 900 000 dollars; et les Pays-Bas, 380 000 dollars, c'est-à-dire le double de la contribution supplémentaire annoncée en août. Le Commissaire général tient à exprimer sa profonde gratitude pour ces contributions qui ont déjà ramené le déficit à 7,2 millions de dollars : il espère qu'elles seront suivies d'autres, d'un montant suffisant pour éviter la cessation des activités de l'Office, mais,

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément n° 13 et rectificatif.

et il insiste sur ce point, il faudrait pour cela qu'elles soient annoncées le plus tôt possible.

13. Il va de soi que l'Office fera tout ce qui est en son pouvoir pour éviter un effondrement qui serait catastrophique pour les réfugiés palestiniens et pour l'ensemble de la région. Mais sa situation financière est si précaire qu'il serait très imprudent de couvrir les dépenses de 1975 au moyen de fonds affectés au budget de 1976. A la fin de 1974, le Fonds de roulement s'élevait à quelque 7,2 millions de dollars dont 2,8 millions de dollars avaient été provisoirement mis en réserve pour couvrir des pertes en capital sur les placements de la Caisse de prévoyance du personnel local, laissant un solde non affecté d'environ 4,4 millions de dollars. Le Fonds de roulement était créancier en fin d'exercice, si on calculait le passif en partant de l'hypothèse qu'il ne serait versé d'indemnité de licenciement qu'à 50 p. 100 du personnel, mais son montant était très insuffisant au regard de prévisions de dépenses évaluées pour 1975 à 129,9 millions de dollars — réduites par la suite à 121,8 millions de dollars, essentiellement en raison d'une baisse du prix de la farine — surtout s'agissant d'une organisation qui doit acheter de grosses quantités de produits alimentaires et autres plusieurs mois à l'avance pour tenir compte des délais de livraison. L'encaisse disponible au début de 1975 dépassait à peine 5 millions de dollars, ce qui est en deçà des besoins mensuels. Grâce à l'aide apportée par les Etats Membres qui versent leur contribution en début d'exercice, l'Office a pu faire face à ses engagements mais continuera à risquer un découvert de trésorerie tant que le Fonds de roulement se situera à un niveau aussi bas.

14. Les perspectives pour 1976 ne sont pas plus rassurantes. L'augmentation des dépenses, imputable essentiellement aux effets de l'inflation, est estimée à 139,7 millions de dollars, chiffre toutefois bien inférieur à l'augmentation relevée en 1975, à cause de la baisse du prix de la farine. On trouvera au chapitre II, paragraphes 197 à 200 et 202 du rapport, des détails sur ces prévisions de dépenses, qui sont établies dans les conditions exposées dans l'introduction, au paragraphe 11. Dans la mesure où les Etats Membres ont fréquemment appelés à consentir à l'Office des contributions spéciales, il serait extrêmement utile qu'ils s'engagent à verser à l'Office une contribution d'un montant équivalent au total de leurs contributions spéciales pour l'exercice précédent et qui pourrait soit être incorporée à leur contribution ordinaire pour l'exercice à venir soit annoncée en tant que contribution spéciale lors de l'annonce de leur contribution ordinaire.

15. Pour 1976, le déficit est estimé à 55 millions de dollars, soit 9 millions de dollars de plus que le déficit prévu au début de 1975, qui n'a pas encore été entièrement éliminé. Il n'en serait que plus dangereux d'utiliser en 1975 des contributions annoncées pour 1976 sans être certain de pouvoir équilibrer le budget en 1976. Outre que, du point de vue de la comptabilité, l'opération serait fort contestable, on courrait ainsi le risque d'avoir à faire face à une crise de trésorerie dès les premiers mois de 1976. Même si l'Office continue ses opérations en 1976, il est à craindre que le manque de fonds ne le contraigne à réduire les services aux réfugiés pour ne pas devoir les interrompre. Le rapport comme la déclaration du Commissaire général témoignent de son souci d'éviter ces réductions.

16. Le Commissaire général appelle l'attention de la Commission sur le paragraphe 13 de son rapport, où il expose dans quelles conditions il a été contesté qu'il eût compétence pour réduire les programmes, en quelques circonstances que ce fût. Il a alors sollicité l'avis du Conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies; le texte de cet avis est reproduit à l'annexe IV du rapport. L'Office n'a pas d'autre organe directeur que l'Assemblée générale, à laquelle le Commissaire général fait rapport directement, et non par l'intermédiaire du Secrétaire général bien qu'il soit nommé par celui-ci. Si le Commissaire général n'avait pas l'autorité, que lui reconnaît le Conseiller juridique, "de déterminer le niveau des services dispensés par l'Office en fonction des ressources dont il dispose pour les assurer", il incomberait alors à l'Assemblée générale de lui donner des instructions sur la conduite à suivre au cas où les ressources ne suffiraient plus. Il faudrait soit que l'Assemblée générale formule des résolutions plus explicites à cet égard qu'elles ne l'ont été jusqu'à présent, soit qu'elle établisse une autre autorité qu'elle chargerait de cette responsabilité, car la Commission consultative de l'UNWRA donne des avis au Commissaire général mais n'a aucun pouvoir exécutif. Ce point mérite qu'on y prête attention parce que le risque d'une rupture des opérations de l'Office s'accroît d'année en année. Elle ne pourra être évitée que de justesse en 1975 et les perspectives pour 1976 ne sont guère plus encourageantes.

17. La solution est de doter l'Office d'une grande stabilité financière. Au paragraphe 16 de son rapport, le Commissaire général formule à ce sujet quelques suggestions, qui, il l'espère, seront de nature à aider la Commission politique spéciale et l'Assemblée générale. Faute d'un financement obligatoire de l'Office, on pourrait envisager un consensus des donateurs, fut-il implicite, qui, s'il était efficace, constituerait déjà un grand progrès. Il va sans dire que sir John est à l'entière disposition des délégations s'il peut leur être utile.

18. L'Office assure des services aux réfugiés palestiniens depuis plus de 25 ans. Au cours de ce quart de siècle, l'orientation des programmes a changé. L'Office n'a pas seulement cherché à préserver le bien-être physique des réfugiés avec l'assistance de l'OMS; en coopération avec l'UNESCO, il a également réussi à mettre sur pied un programme d'enseignement et de formation dont bénéficient plus de 250 000 enfants. On peut considérer que l'Office exécute dans la région des programmes d'assistance technique en attendant que puissent être résolus les problèmes politiques en jeu. L'Office s'efforce d'accroître l'efficacité de ses programmes, comme il est facile de s'en rendre compte à la lecture du rapport. Dans le domaine de l'enseignement notamment, les centres de recherches pédagogiques, qui sont, à l'échelon local, le pendant de l'Institut UNWRA/UNESCO de formation pédagogique, ont pris un bon départ. Dans le domaine de la santé, l'Office s'efforce également d'améliorer la qualité des soins et d'utiliser au maximum les ressources limitées dont il dispose en coopérant avec les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux. En ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie dans les camps, l'accent est mis sur les projets exécutés en collaboration par l'Office et les réfugiés, souvent avec la participation d'organismes gouvernementaux centraux ou locaux, et le rapport fait état de la gratitude du Commissaire général pour l'assistance reçue des

gouvernements hôtes et de l'Organisation de libération de la Palestine. L'Office se consacrerait davantage à ces activités constructives s'il n'avait à résoudre des problèmes financiers chroniques, auxquels s'ajoutent des problèmes d'administration et d'organisation du fait de la situation précaire de son siège : s'il devait se trouver plongé, dès le début de 1976, dans une nouvelle crise financière, il pourrait bien ne pas être en mesure de résoudre ces problèmes.

19. M. TELLMANN (Norvège), rapporteur du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, présentant le rapport du Groupe de travail (A/10334), rappelle que l'année précédente l'Assemblée générale, par sa résolution 3330 (XXIX), a prié le Groupe de travail de poursuivre ses efforts, en coopération avec le Secrétaire général et le Commissaire général, en vue du financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pendant une nouvelle période d'un an.

20. Le rapport du Groupe de travail comprend quatre chapitres principaux. Le chapitre premier contient un bref exposé des origines et du mandat du Groupe de travail et rend compte de l'examen de son rapport précédent², par la Commission politique spéciale et l'Assemblée générale à la vingt-neuvième session.

21. Le chapitre II contient un résumé des activités du Groupe de travail au cours de l'année écoulée ainsi qu'un exposé des résultats obtenus à la suite des appels de fonds lancés au nom de l'Office de secours en 1975. Dans son rapport précédent, le Groupe de travail indiquait que toutes les parties intéressées devaient déployer des efforts exceptionnels pour permettre à l'Office de maintenir ses activités à leur niveau actuel pendant l'année à venir. En effet, au début de 1975, les ressources du Fonds de roulement de l'UNWRA représentaient moins d'un mois de dépenses, et son déficit était évalué à 46 millions de dollars. Malgré une contribution supplémentaire spéciale de 10 millions de dollars du Gouvernement des Etats-Unis au début de mars, la situation financière de l'Office était de plus en plus désespérée. Le Secrétaire général, dans une déclaration publiée le 10 juin 1975 (A/10114), a dit que, faute de contributions supplémentaires, il serait nécessaire de réduire ou de suspendre les programmes de l'Office pour le deuxième semestre de 1975. Grâce à un don spécial de 6 millions de dollars du Gouvernement des Etats-Unis et à des contributions spéciales de l'Arabie Saoudite en juillet — 10 millions de dollars — et des Pays-Bas en août — 385 000 dollars environ —, ce déficit a pu être ramené à environ 13 millions de dollars. L'Office n'ayant reçu aucune autre contribution importante par la suite, le Groupe de travail a publié, en septembre 1975, un rapport spécial (A/10268) dans lequel il a déclaré qu'en l'absence de nouvelles contributions le Commissaire général se verrait contraint à réduire les services de l'Office, ce qui pourrait amener à restreindre, à limiter ou même à interrompre complètement la distribution de rations alimentaires et la réduction du programme d'enseignement destiné aux enfants réfugiés. Depuis la publication de ce rapport spécial, le Royaume-Uni

a annoncé une contribution supplémentaire de 200 000 livres et s'est engagé à augmenter sa contribution, jusqu'à un plafond d'un million de livres, de manière à la maintenir égale à 10 p. 100 du total des autres contributions supplémentaires. Par la suite, des contributions supplémentaires de 765 000 dollars de la Suède et de 2 millions de dollars des Emirats arabes unis, ainsi qu'une contribution en nature de la CEE, évaluée à 750 000 dollars, ont permis de ramener le déficit à environ à 8,3 millions de dollars, au moment de la publication du rapport du Groupe de travail (A/10334) en novembre.

22. Au chapitre III, paragraphe 25 de son rapport, le Groupe de travail indique que la forte augmentation des dépenses pour 1975 tient essentiellement à trois raisons : les pressions inflationnistes locales et mondiales sur les coûts; la forte hausse des prix de la farine et d'autres denrées alimentaires; et le taux de change défavorable des monnaies locales par rapport au dollar des Etats-Unis. Bien que les recettes aient considérablement augmenté — environ 20 p. 100 de plus qu'en 1974 —, les dépenses ont subi une augmentation encore plus grande. Comme l'a fait remarquer le Commissaire général, le déficit de l'Office a encore pu être légèrement réduit, mais il ne saurait être comblé par prélèvement sur le Fonds de roulement, et l'Office est donc au bord de la débâcle.

23. Au chapitre IV, dans les conclusions qui terminent son rapport, le Groupe de travail indique tout d'abord qu'il continue de penser qu'aussi longtemps que le problème des réfugiés de Palestine n'aura pas reçu de solution juste et durable les services fournis par l'Office demeureront indispensables.

24. En second lieu, à moins que des contributions supplémentaires ne soient versées à brève échéance, il se peut qu'on ne puisse éviter d'avoir à interrompre complètement les programmes de l'Office, faute de fonds. En effet, même si les recettes de l'Office ont plus que doublé de 1971 à 1975, ses dépenses ont augmenté encore plus rapidement au cours de la même période et ce sans accroissement des services offerts aux réfugiés, puisque aucun nouveau programme n'a été lancé. Cette augmentation des dépenses est donc due essentiellement à la hausse des prix, à l'instabilité monétaire et aux pressions inflationnistes.

25. Le Groupe de travail indique ensuite qu'à son avis toute réduction des services fournis par l'Office aurait de très graves conséquences pour les réfugiés eux-mêmes et pour les pays où ils vivent, et que les perspectives d'un règlement pacifique au Moyen-Orient pourraient s'en trouver compromises. C'est pourquoi le Groupe, profondément inquiet devant l'éventualité d'une réduction ou d'une interruption des activités de l'Office, fait appel à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies afin qu'ils versent d'urgence des contributions pour permettre à l'Office de surmonter la crise actuelle.

26. Le Groupe de travail prend note ensuite des suggestions du Commissaire général contenues dans l'introduction à son rapport annuel (A/10013 et Corr.1) en ce qui concerne les problèmes à long terme que pose le maintien des programmes de l'Office. Le Commissaire général a déclaré que le déficit de l'Office pour 1976 était évalué à 55 millions de dollars, soit 9 millions de plus qu'on ne le

² Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Annexes, point 38 de l'ordre du jour, document A/9815.

pensait au début de l'année. Le Groupe de travail considère lui aussi que le maintien des programmes de l'Office est une obligation de l'Organisation des Nations Unies agissant au nom de la communauté internationale et que le financement de l'Office devrait reposer sur des bases plus stables. Il estime que la situation actuelle, où un groupe restreint de pays assure l'essentiel du financement du budget de l'Office, est incompatible avec les termes de la résolution 3331 A (XXIX) de l'Assemblée générale, qui a été appuyée par une majorité écrasante des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et dans laquelle l'Assemblée a prorogé le mandat de l'Office pour une nouvelle période de trois ans.

27. Enfin, le Groupe de travail exprime l'avis que la fourniture de secours, de services de santé et de services d'enseignement aux réfugiés de Palestine est la responsabilité commune de tous les Etats Membres de l'ONU. Si l'on veut améliorer la situation financière de l'Office sans réduire les services qu'il assure, il faut que les Etats Membres s'engagent à joindre le geste à la parole en lui offrant des contributions plus importantes. C'est pourquoi le Groupe de travail demande instamment, au paragraphe 33 de son rapport (A/10334), que les gouvernements qui n'ont pas versé de contribution auparavant et ceux dont les apports ont été jusqu'ici insuffisants acceptent de reconsidérer sérieusement leur position et de contribuer généreusement à cet effort commun.

28. M. BAROODY (Arabie Saoudite) félicite le Commissaire général et le Rapporteur du Groupe de travail pour leurs excellents rapports dont le pessimisme n'est hélas que le reflet de leur réalisme. La situation actuelle de l'Office tient à la crise économique qui règne dans le monde entier, et que certains au sein même de l'Organisation avaient d'ailleurs prévue et même annoncée. Cette crise économique, due à plusieurs facteurs : inflation constante, épuisement du patrimoine des nations, instabilité des monnaies, n'est pas sans rappeler l'effondrement des années 30 en Europe et ne peut qu'inspirer un sentiment d'impuissance.

29. La délégation saoudienne n'a cessé de répéter qu'il fallait trouver une solution politique au problème des réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Cette situation est le résultat du partage de la Palestine et de l'installation dans ce territoire d'un Etat étranger. C'est donc à sa cause qu'il faut s'attaquer et non à ses conséquences, et c'est aux grandes puissances directement responsables, à savoir les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni, qu'il incombe de rechercher ensemble une solution définitive. Il faudrait aussi que ces puissances, et en particulier les Etats-Unis, cessent d'apporter à Israël et à d'autres Etats de la région une aide militaire qui contribue à en accroître l'instabilité.

30. Tant que ce genre d'aide militaire se poursuivra, ce n'est pas en accroissant régulièrement les contributions à l'UNWRA que l'on parviendra à une réelle solution du problème palestinien. Il ne sert pas à grand-chose en effet que les Etats-Unis versent d'une main une énorme contribution à l'Office si, de l'autre, ils contribuent à entretenir le chaos qui règne dans le Proche-Orient. On sait par exemple que la Central Intelligence Agency (CIA) a un budget de quelque 16 milliards de dollars alors que 2 milliards de dollars suffiraient à n'importe quel autre pays pour entre-

tenir des services de renseignements très complets. On sait aussi qu'une partie de ce budget sert à susciter des coups d'Etat ou à attiser des situations anormales, alors qu'elle pourrait être consacrée à l'aide aux réfugiés de Palestine.

31. Le Royaume-Uni a lui aussi une certaine responsabilité morale à l'égard de la Palestine. Cependant, il connaît actuellement de très graves problèmes économiques et fait probablement de son mieux.

32. Comme les Etats-Unis, l'URSS consacre des sommes énormes à son service de renseignements, le KGB. Elle pourrait aussi en affecter une partie à l'aide aux réfugiés de Palestine. Les pays scandinaves, eux, font de leur mieux, mais ils devraient insister auprès des Etats-Unis pour qu'ils changent d'attitude.

33. On a dit que les Palestiniens sont des Arabes et que c'est aux pays arabes de leur venir en aide. L'Arabie Saoudite, bien qu'elle ne soit en aucune manière à l'origine de la situation qui règne en Palestine, a, pour sa part, offert d'importantes contributions à l'Office.

34. Pas plus que les autres responsables, les sionistes ne semblent vouloir admettre que le problème palestinien ne peut avoir de solution que politique. Ils refusent de se conformer aux nombreuses résolutions par lesquelles l'ONU a demandé que les réfugiés soient admis à rentrer dans leurs foyers. Sans être en elle-même une solution immédiate au problème de la Palestine, l'application de ces résolutions constituerait au moins un premier pas. Car, comme le représentant de l'Arabie Saoudite le fait ressortir en retraçant l'histoire des diverses conquêtes qui ont balayé la région, les sionistes sont eux aussi des envahisseurs, à qui seul un acharnement doctrinaire permet de croire qu'ils sont dans leur bon droit. Il n'y aura pas de paix dans cette région tant que les réfugiés de Palestine ne pourront pas rentrer chez eux. Tous les pays le reconnaissent fussent-ils aussi éloignés que le Japon.

35. Le représentant de l'Arabie Saoudite dit que la détente ne sert à rien si elle n'est pas fondée sur une attitude totalement nouvelle, si les puissances en cause ne révisent pas radicalement leur vision des affaires internationales et ne renoncent pas à la vieille doctrine de l'équilibre des forces et des sphères d'influence, qui a provoqué tant de guerres.

M. Tellmann (Norvège), vice-président, prend la présidence.

Organisation des travaux de la Commission

36. Le PRESIDENT demande aux membres de la Commission qui le désirent de se faire inscrire sur la liste des orateurs pour la discussion générale de la question à l'examen et de présenter au Bureau le plus tôt possible les projets de résolution qu'ils désireraient soumettre à la Commission. Il rappelle que la Commission a déjà accumulé un certain retard dans ses travaux et qu'elle doit en outre, à la demande de l'Assemblée générale contenue dans une lettre du Président de l'Assemblée générale, en date du 11 novembre 1975 (A/SPC/178), entendre à ses deux prochaines séances les représentants des deux communautés de Chypre.

La séance est levée à 12 h 20.

975^e séance

Mercredi 12 novembre 1975, à 10 h 55.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/PV.975*

POINT 125 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de Chypre (A/10242, A/10256-S/11825, A/10276-S/11840, A/10282-S/11844, A/10283-S/11845, A/10292-S/11847, A/10305-S/11854, A/10310-S/11859, A/10322-S/11860, A/10323, A/10343-S/11875, A/10351, A/L.769, A/L.773, A/SPC/175, A/SPC/178)

1. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Cette séance a été convoquée conformément aux deux décisions adoptées par l'Assemblée générale à propos du point 125 de l'ordre du jour intitulé "Question de Chypre". La première décision, qui a été adoptée à la 2367^e séance plénière de l'Assemblée générale tenue le 30 septembre 1975, a fait l'objet d'une lettre que m'a adressée le Président de l'Assemblée générale [A/SPC/175]. La deuxième décision de l'Assemblée a été adoptée à sa 2401^e séance, c'est-à-dire hier. A propos de cette décision, le Président de l'Assemblée générale m'a adressé une lettre [A/SPC/178] dans laquelle il communique ce qui suit :

"Comme vous le savez, l'Assemblée générale, à sa 2355^e séance plénière, tenue le 22 septembre 1975, a décidé que le point 125, intitulé "Question de Chypre", serait examiné directement en séances plénières. A sa 2367^e séance plénière, tenue le 30 septembre 1975, l'Assemblée générale a également décidé que, lorsqu'elle examinerait cette question, elle inviterait la Commission politique spéciale à se réunir afin de donner aux représentants des communautés chypriotes la possibilité de prendre la parole devant la Commission pour exposer leurs vues, et qu'elle reprendrait ensuite l'examen de la question, compte tenu du rapport de la Commission politique spéciale.

"A sa 2401^e séance plénière, tenue aujourd'hui, l'Assemblée générale a décidé d'inviter la Commission politique spéciale à se réunir le mercredi 12 novembre afin d'entendre les vues des représentants des communautés chypriotes, étant entendu que les séances de la Commission feraient l'objet de comptes rendus *in extenso*. L'Assemblée générale a également décidé de reprendre en séance plénière, le jeudi 13 novembre dans la matinée, l'examen de ce point de l'ordre du jour."

2. Conformément à cette note et pour respecter le désir du Président de l'Assemblée générale, j'annonce à la Commission que tout ce qui sera dit à notre réunion d'aujourd'hui fera l'objet d'un compte rendu *in extenso* qui figurera en annexe au rapport que la Commission présentera à l'Assemblée générale.

3. Le premier orateur inscrit sur ma liste est le représentant de la communauté chypriote turque, M. Vedat Çelik, à qui je donne la parole.

4. M. ÇELIK (Communauté chypriote turque) [*interprétation de l'anglais*] : Sur demande unilatérale des chypriotes grecs, nous voici une fois encore devant la Commission politique spéciale. Nous pensons qu'il aurait été plus utile pour nous tous de poursuivre les négociations intercommunautaires telles que les avait prévues l'Assemblée générale dans la résolution qu'elle a adoptée l'année dernière [résolution 3212 (XXIX)]. Toutefois nous sommes heureux d'avoir la possibilité d'entendre l'opinion chypriote grecque et d'y répondre afin que les réalités de la situation de Chypre cessent d'être déformées.

5. J'ai été très déçu hier en entendant le discours de M. Christophides à l'Assemblée générale [2401^e séance plénière]. En fait j'étais plus que déçu, comme tous ceux qui avaient espéré que les Grecs viendraient aux Nations Unies animés d'un réalisme plus grand et d'un respect plus grand de la vérité. Au lieu de cela, nous avons entendu M. Christophides lancer un appel aux Chypriotes turcs et grecs pour qu'ils trouvent des remèdes qui, administrés, aideraient les dirigeants chypriotes grecs à faire triompher leur tentative vieille de 12 ans de surprendre leurs partenaires chypriotes turcs sans préparation ni protection et de leur porter un coup final au nom de l'union avec "notre mère la Grèce".

6. En écoutant M. Christophides et en l'entendant exposer son point de vue sur Chypre — en désaccord complet avec l'opinion des chypriotes turcs et au mépris complet des souffrances endurées par les Turcs au cours des 12 dernières années —, nos espoirs de voir intervenir une solution rapide du problème chypriote ont disparu.

7. M. Christophides a dit que le devoir de la Turquie était de remettre en vigueur le gouvernement constitutionnel, âgé de 12 ans, de l'archevêque Makarios; cette déclaration ne nous a inspiré aucune confiance à l'égard des administrateurs chypriotes grecs. Evidemment, ceux-ci regrettent de ne pouvoir continuer à diriger le pays selon leurs propres points de vue, comme ils l'ont fait pendant 12 années pendant lesquelles ils ont détruit 103 villages turcs, chassé de leurs foyers et privé de leur travail un quart des habitants de la communauté turque et empêché tous les Turcs, pendant 12 ans, de profiter des avantages du budget chypriote.

8. Je n'ai pas l'intention de rouvrir ce dossier. Qu'il me suffise de dire que les dirigeants chypriotes grecs n'ont aucun remords de ce qu'ils nous ont fait au cours de ces 12 dernières années.

9. Nous voyons les choses plus clairement maintenant que nous voyons ce que les dirigeants chypriotes grecs cherchent à faire, c'est-à-dire trouver une occasion de nous détruire totalement à Chypre. Pour nous, la déclaration faite hier à l'Assemblée générale par M. Christophides et le projet de résolution [A/L.769] qu'il a présenté n'ont pas d'autre portée.

* Compte rendu *in extenso* (voir par. 1 ci-après).

10. Je ne répondrai pas en détail aujourd'hui aux déclarations de M. Christophides car le débat doit se dérouler en Assemblée générale et M. Denktaş, dirigeant de la communauté turque et négociateur dans les conversations intercommunautaires, est ici et participera à ce débat.

11. Je suis certain que, notamment après avoir entendu les accusations portées par M. Christophides contre les dirigeants turcs, M. Denktaş aura la possibilité de répondre. Nous estimons, en fait, qu'il le faut si l'on veut véritablement être juste. Nous estimons également que le résultat naturel de la mise en oeuvre de la résolution 3212 (XXIX) de l'Assemblée générale exige que les deux parties soient entendues. Autrement, comment pourrait-on espérer que M. Denktaş participe aux négociations intercommunautaires sur un pied d'égalité, alors qu'on ne l'aurait pas entendu ici ?

12. Le négociateur chypriote grec a le droit de prendre la parole en séance plénière. Le fait qu'il ne soit pas venu cette fois-ci n'est pas une raison pour refuser à M. Denktaş le droit de se faire entendre. Nous estimons que nous avons le droit de faire entendre notre point de vue en la matière. Sinon, à notre avis, il n'y aurait pas de justice.

13. Depuis 12 ans, les Chypriotes grecs prétendent qu'ils représentent Chypre; cette prétention doit disparaître. Nous pensions que M. Christophides lui-même admettrait qu'il y a un aspect turc du problème de Chypre; mais il a choisi de parler également au nom des Turcs de Chypre, ces Turcs qu'il n'a pas vus depuis 12 ans et qui ont décidé, une fois pour toutes, de s'installer dans le nord afin d'échapper à la vie qui leur a été offerte pendant 12 ans par les administrateurs chypriotes grecs.

14. C'est vraiment là se moquer de la communauté turque et de la tragédie qu'elle a vécue pendant 12 ans. C'est là remuer le couteau dans la plaie. Nous ne pouvons pas accepter cette situation ridicule qui fait que nous serions représentés ici par un Chypriote grec dont toute la politique a visé à détruire notre indépendance et en même temps à nous détruire nous-mêmes en tant qu'entité politique.

15. Nous avons comparu devant la Commission malgré nos réserves, non pas parce que nous croyons utile de nous livrer à des discussions acrimonieuses, mais parce que nous estimons que ce serait rendre un mauvais service aux principes de la justice et à la volonté de notre communauté que de permettre aux Grecs chypriotes d'être considérés comme les seuls arbitres d'un problème qu'ils ont eux-mêmes créé en 1963 déjà. Nous sommes convaincus cependant que, loin de faciliter un règlement rapide du problème, les polémiques sur cette question ne feront qu'aggraver la situation et rendre plus difficile une solution.

16. La discussion que nous poursuivons aboutira à une nouvelle résolution, mais non pas à une solution. Nous devrons une fois de plus revenir à la table de négociation et essayer, avec bonne volonté, sincérité et patience, de trouver une solution juste et durable à un problème qui, depuis 12 ans, se pose sans nécessité.

17. Pourquoi donc sommes-nous ici ? Quelle est la position des deux parties ? Pourquoi ne nous sommes-nous pas engagés dans des négociations sérieuses afin d'essayer de

trouver une solution juste et durable à notre problème ? Pourquoi les conversations intercommunautaires — qui se sont poursuivies sous les auspices du Secrétaire général — ont-elles été interrompues ? Bref, pourquoi le problème de Chypre n'a-t-il pas été résolu jusqu'à présent ? Et comment la Commission politique spéciale et l'Assemblée générale peuvent-elles contribuer à l'obtention rapide d'une solution pacifique ?

18. Les deux communautés ont sur la question de Chypre des vues très divergentes.

19. Pour les Grecs, le problème chypriote s'est posé en 1974 avec l'intervention turque. Dans toutes les déclarations publiques des dirigeants chypriotes grecs, on s'efforce de présenter le problème de Chypre non pas comme un problème intercommunautaire qui s'est posé dès 1954 avec l'*enosis*, mais comme une question internationale qui se pose entre les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs.

20. Les Chypriotes grecs essaient de présenter le problème comme le résultat d'une agression turque, d'une occupation turque du territoire chypriote grec, comme un simple différend territorial ou comme un simple problème de réfugiés qui, une fois résolu, permettrait de régler le problème de Chypre et transformerait l'île en un paradis. Mais il ne faut ni masquer ni ignorer la vérité.

21. Pour les turcs, le problème de Chypre n'a pas commencé en 1974, mais en 1954. Ce problème ne peut être résolu en revenant en arrière, avant l'intervention de 1974, donnant ainsi aux dirigeants chypriotes grecs toute liberté de mener à bien leur programme contre les Turcs. Si l'on s'en tient à la déclaration faite hier devant l'Assemblée générale par M. Christophides, c'est exactement ce qu'il souhaite. Il s'agit là d'un important problème politique reposant sur la question de savoir ce que va devenir une indépendance acquise selon des conditions acceptées par les deux communautés nationales et que les Grecs essaient de détruire.

22. Le problème de Chypre est avant tout celui de la poursuite d'une indépendance bicommunautaire et birégionale de l'île. C'est le problème de la garantie du statut et de la sécurité de la vie et des biens de la communauté chypriote turque, qui est passée par des épreuves terribles en essayant de préserver l'indépendance de l'île.

23. Comme on l'a si souvent dit, la partie turque est partisane de l'indépendance et de la souveraineté de Chypre. Nul ne saurait le mettre en doute étant donné notre résistance aux tentatives faites par les Chypriotes grecs au cours des 12 dernières années en vue d'unir l'île à la Grèce.

24. Nous sommes en faveur de l'intégrité territoriale, comme le prévoit notre constitution de 1960, dans ce sens que l'île ne devrait être unie, totalement ou partiellement, à aucun pays; nous sommes en faveur du non-alignement que nous considérons comme un objectif sincère et non point comme un moyen d'unir l'île à la Grèce. Dans ce cadre, nous demandons une fédération birégionale, et par conséquent une égalité politique fondée sur des dispositions fédérales, afin que le passé ne puisse plus se répéter à notre détriment.

25. Les propositions que nous avons faites en vue des conversations intercommunautaires ont été dictées par notre expérience du passé. Notre principal objectif est de créer une nouvelle structure qui serait à même d'empêcher un retour de ce passé malheureux. Nous voulons une organisation qui encouragerait le respect et la coopération entre égaux. Chypre est unique en son genre sous de nombreux rapports et à moins que le problème ne soit étudié très soigneusement et comme il convient, aucune solution ne saurait être effective ni durable.

26. La communauté chypriote turque considère toujours que les conversations intercommunautaires constituent la méthode la meilleure, en fait la seule méthode, de résoudre le problème chypriote. Mais ces conversations doivent être envisagées avec sérieux et la propagande politique doit prendre fin. Il ne saurait y avoir de négociations valables, et certainement pas de négociations sur un pied d'égalité, si les dirigeants chypriotes grecs continuent à se sentir entièrement libres d'usurper toutes les règles de procédure en vue de faire adopter par des organes internationaux des résolutions unilatérales qui sont en contradiction totale avec ce qui a été dit et fait au cours des conversations intercommunautaires.

27. A nouveau, je dois dire qu'il ne saurait y avoir de négociations valables tant que le seul but des Chypriotes grecs sera de considérer la communauté turque de l'île comme non existante et tant que le problème de Chypre sera envisagé, non pas comme un problème qui s'est posé à la suite de la politique d'*enosis* poursuivie par l'Eglise d'Athènes, mais comme un problème qui ne pourra être résolu qu'au moment où la Turquie abandonnera tous les Chypriotes turcs au bon vouloir de la communauté chypriote grecque, liée par l'*enosis*, et de ses organisations meurtrières clandestines.

28. Les dirigeants chypriotes grecs qui n'ont rien fait depuis 12 ans pour résoudre le problème; qui, au contraire, ont tout fait pour aggraver la situation en vue de porter atteinte aux droits et au statut de la communauté chypriote grecque afin d'éliminer tous les obstacles s'opposant à l'union avec la Grèce et qui, dans cette intention, ont mené l'île de crise en crise; ceux qui ont fermé les yeux sur la destruction de 103 villages turcs et sur l'existence, depuis 12 ans, de 24 000 réfugiés turcs sont les seuls responsables de la triste situation qui existe à l'heure actuelle à Chypre et ils ne sauraient exiger qu'une solution intervienne maintenant en quelques mois à peine.

29. Les dirigeants chypriotes grecs doivent se rendre compte des réalités existant à Chypre. Mon homologue chypriote grec, M. Christophides, n'était pas dans la lune lorsque le plan Akitas bien connu a été préparé, lorsque les armées secrètes grecques ont été formées et lorsque les Chypriotes turcs ont été attaqués en 1963. M. Christophides est un homme intelligent et cultivé. Il ne saurait prétendre ignorer les déclarations faites à maintes reprises par son dirigeant, l'archevêque Makarios, en faveur de l'*enosis*. Il ne peut ignorer les déclarations faites à maintes reprises par ses collègues grecs en faveur de l'*enosis*. Il ne peut prétendre ignorer le fait que, pas plus tard qu'en mai 1975, son dirigeant a publiquement réaffirmé qu'il ne s'écarterait nullement du serment qu'il avait prêté en 1950 et qu'il contribuerait à travailler en faveur de l'*enosis*.

30. Si nous voulons parler de paix, il faut que les dirigeants chypriotes grecs fassent preuve d'autocritique et de réalisme.

31. Nous avons également besoin de temps, de patience et de qualités politiques. Nous avons besoin de bonne volonté, de sincérité et nous devons faire preuve de bonne foi pour réorganiser un Etat bicommunautaire, afin que ce qui nous est arrivé et que ce qui s'est produit dans notre Etat, au nom de l'*enosis*, ne puisse plus se répéter dans l'avenir si les dirigeants chypriotes grecs décident, comme ils l'ont fait en décembre 1963, qu'ils ne peuvent plus honorer les accords internationaux par lesquels le problème avait été résolu, simplement parce qu'ils n'avaient jamais considéré l'indépendance bicommunautaire et binationale comme une fin en soi souhaitable mais n'y avait vu qu'un moyen de mettre un terme à l'union de Chypre avec la Grèce.

32. Si le problème de Chypre n'a pas encore été résolu, ce n'est point en raison du fait que les divergences existant entre les deux parties sont inconciliables, mais en raison du fait que l'une des parties, à savoir les Chypriotes grecs, n'est pas en faveur d'un accord.

33. Entre 1968 et 1974, le problème de Chypre n'a pas été résolu parce que Makarios a refusé de signer un accord qui aurait fermé les portes à l'*enosis*. Dans une déclaration qu'il a lui-même rendue publique, par l'intermédiaire de son service d'information, l'archevêque Makarios a dit en mai 1975 :

"Si les conversations se poursuivent... On aura la fausse impression que le problème de Chypre n'est qu'un différend entre les deux communautés, et il passera de sa position internationale actuelle à un simple problème interne de l'île."

34. L'archevêque Makarios a également déclaré qu'il n'avait pas atteint un accord avec les Turcs en vue de prolonger sa vie politique. Il a fait cette déclaration à Lawrence Stern, du journal *The Washington Post*, et elle a été publiée sous la rubrique "Politique étrangère" du numéro d'été, 1975, de la revue *Foreign Policy*.

35. Il est important de noter qu'au cours des 12 dernières années, l'archevêque Makarios, en tant que prétendu président de Chypre, a refusé de reconnaître, de rencontrer ou de consulter son vice-président turc; que la communauté chypriote turque dans son ensemble n'a reçu aucun fonds ni aucun bénéfice direct ou indirect provenant du budget chypriote au cours de cette période; et que la communauté turque a dû faire subsister 26 000 réfugiés alors que 103 villages turcs étaient détruits et que les terres et propriétés appartenant à des Chypriotes turcs étaient illégalement utilisées et exploitées par les Chypriotes grecs. Toute assistance étrangère accordée à Chypre a été usurpée par la communauté chypriote grecque et la communauté chypriote turque n'en a pas bénéficié. C'est pourquoi Makarios depuis 12 ans se refuse à régler le problème de Chypre. En faisant se prolonger cette situation, il avait tout à gagner.

36. L'objectif de la partie chypriote grecque, en ayant recours à ce traitement discriminatoire et à ces tactiques dilatoires, était de provoquer l'effondrement interne de la communauté chypriote turque, qui était privée de tous ses

droits légitimes et constitutionnels et se trouvait sans administration ni base économique. Le temps, pour la partie chypriote grecque, constituait une nouvelle arme pouvant être utilisée contre les Chypriotes turcs. Tandis que le temps jouait contre nous, les Chypriotes grecs, se manifestant à toutes les tribunes internationales, parlaient du "Gouvernement de Chypre". Ce même phénomène s'est répété encore hier. Nos protestations selon lesquelles ils ne représentaient personne d'autre qu'eux-mêmes ont été efficacement étouffées par leurs techniques de propagande bien connues. Les négociations se sont poursuivies mais sans aucun sans résultat, parce que, nous dit-on, si nous voulons obtenir la part du budget de Chypre qui nous est due sur le plan financier, pour que nos réfugiés puissent rentrer dans leurs foyers dans les 103 villages détruits, pour pouvoir vivre à Chypre dans une paix relative, nous devons tout d'abord accepter la conception chypriote grecque d'un règlement.

37. La conception grecque est que nous devons mettre fin à notre statut de cofondateur de l'indépendance de Chypre. Nous avons entendu hier M. Christophides. Il continue de croire que Makarios représente Chypre. Si Makarios occupe le fauteuil présidentiel, tout ira bien pour Chypre; même les erreurs des 12 dernières années semblent avoir été tout à fait normales. Ce que veulent les Chypriotes grecs, c'est que nous acceptions une forme d'indépendance qui, selon Makarios, serait "la solution pratique, une solution à laquelle les Chypriotes grecs peuvent parvenir à l'heure actuelle". Cette solution à laquelle on peut parvenir, cette solution pratique, a été définie, pour la communauté chypriote grecque, comme "une solution visant à obtenir les meilleurs conditions pour la pleine réalisation des aspirations nationales des Grecs de Chypre, sans exclure l'union avec la Grèce".

38. C'est la raison principale pour laquelle aucune solution n'a été trouvée au problème de Chypre entre 1963 et 1974. Nous, Chypriotes turcs de Chypre, nous nous sommes trouvés dans une situation déplorable, mais nous savions que si nous acceptions cette politique d'une "solution pratique", que l'archevêque Makarios essayait de nous imposer, nous perdriions notre liberté, notre droit inaliénable à l'indépendance de Chypre serait détruit à jamais.

39. Nous avons décidé de résister, en consentant de grands sacrifices, à cette tentative visant à détruire notre indépendance. Les dirigeants chypriotes grecs se sont répandus dans le monde entier en prétendant que tout allait bien à Chypre, n'étaient quelques désordres dus à des éléments extrémistes chypriotes turcs — et c'est ainsi que M. Christophides a encore présenté les choses hier. Quant à leur propre communauté, ils lui prêchaient tous les jours que l'état de choses actuel — à savoir une administration chypriote grecque essayant de faire croire qu'elle représentait l'ensemble de Chypre — constituait la solution la plus proche de l'*enosis* et que la "solution pratique", lorsqu'elle serait réalisée, ne constituerait en aucune façon un obstacle à l'*enosis*. Hier, M. Christophides n'a pas dit un mot de l'*enosis*. Il a beaucoup parlé de son pays et d'indépendance, mais il n'a absolument pas parlé d'une indépendance excluant l'*enosis*.

40. L'archevêque Makarios, toutefois, a pu déclarer publiquement qu'il ne signerait aucun accord excluant l'*enosis*.

Mais, dans l'intervalle, on a dit au monde que les Chypriotes turcs étaient intransigeants et avaient recours à des manœuvres dilatoires. M. Christophides a réitéré cette accusation contre nous hier.

41. Le négociateur de la communauté chypriote turque, la personne directement intéressée par l'ensemble du problème, est ici. Si on ne lui permet pas de s'adresser à l'Assemblée en séance plénière, comment pourra-t-on trancher ces questions? M. Denktas est ici, à New York, et attend de pouvoir avoir l'occasion de vous exposer tous les faits, les faits véritables au sujet de Chypre. Si M. Christophides n'a pas peur de la vérité, pourquoi s'abrite-t-il derrière des règlements pour essayer d'empêcher la voix turque de se faire entendre?

42. Tout ce qui a été dit et proposé au cours des trois séries de négociations à Vienne et de la quatrième série de négociations à New York — qui, d'ailleurs, a été sabotée par la partie grecque pour des raisons politiques invouées — est officiellement connu du Secrétaire général. Une partie, de toute façon, en a déjà été rendue publique.

43. A Vienne, contrairement à la perfide propagande de la partie grecque, des progrès ont été réalisés et, si elle avait poursuivi les négociations, d'autres progrès auraient été enregistrés. En fait, on pourrait se trouver aujourd'hui très près d'un règlement définitif. Pourquoi les conversations intercommunautaires ont-elles été interrompues? M. Denktas est ici et peut vous donner tous les faits. Ne l'entendrez-vous pas? Si vous ne l'écoutez pas, comment pourrez-vous lui demander de poursuivre les négociations "sur un pied d'égalité"?

44. La raison de ce sabotage des conversations est très simple. Tant que Makarios dirigera les choses, tant qu'il restera fidèle à son serment de 1950 de faire de l'*enosis* une réalité de son vivant — et il dit qu'il n'a jamais renié ce serment — il n'arrivera à aucun accord avec nous sur une fédération birégionale, un Etat fédéral qui exclurait l'*enosis*. Ce serait un compromis trop important, étant donné son serment sacré. Encore en 1974, Makarios déclarait: "... pour moi, l'indépendance, c'est un compromis. En d'autres termes, si j'avais le choix entre l'*enosis* et l'indépendance, je me prononcerais en faveur de l'*enosis*." Comment peut-on arriver à un règlement juste avec un dirigeant aussi indifférent à la réalité que lui?

45. Si le problème de Chypre est toujours en suspens, si les conversations ont été interrompues, les Grecs ne doivent s'en prendre qu'à eux et à eux seuls. C'est la partie grecque qui a pris ces conversations à la légère et a préféré une propagande internationale à des négociations sérieuses. C'est la partie grecque qui n'a cessé d'aller d'une tribune internationale à une autre, en essayant de cacher la véritable nature du problème de Chypre. C'est la partie grecque qui a toujours voulu et veut encore ignorer les réalités, et qui exige une solution qui ne tienne pas compte du passé.

46. Il est facile pour les Grecs d'utiliser leur mécanisme efficace de propagande et d'utiliser le groupe de pression grec bien connu pour influencer divers gouvernements et l'opinion publique mondiale. Mais cette façon d'aborder les choses ne saurait résoudre notre problème. Si nous voulons un règlement politique, il nous faut être réalistes. Il ne sert

à rien d'ignorer la communauté chypriote turque. Il est vain d'essayer de nier les réalités actuelles.

47. Et quelles sont ces réalités ? Est-ce que le plan Akritas en vue de détruire notre indépendance n'est pas une réalité ? Est-ce que l'attaque du mois de décembre contre la communauté turque, avec l'intention d'abroger les Accords de 1960 n'est pas la principale réalité ? Est-ce que la résistance de la communauté chypriote turque à tout cela n'est pas une réalité ? Et est-ce que nous devons ignorer les milliers de Turcs qui ont été tués ou blessés et les milliers de foyers détruits au nom de l'*enosis* ?

48. Hier, M. Christophides a parlé de destruction, de guerre, de foyers détruits et de réfugiés. Est-ce que nous devons oublier qu'il verse maintenant des larmes de crocodiles à leur sujet et que pendant 12 ans les Turcs ont été les victimes ? Comment peut-il oublier le fait que ce qui est arrivé en juillet 1974 était le résultat direct d'une tentative qui continue depuis 12 ans de détruire la communauté turque, de supprimer les obstacles à l'*enosis* et d'unir l'île à la Grèce ? Comment pouvons-nous fermer les yeux devant le fait que sans notre résistance et sans la Turquie, la Grèce aurait colonisé l'île à plusieurs reprises dans le passé ?

49. M. Christophides regrette probablement que la Turquie, agissant au nom de ses droits et après 12 ans d'attente, ait mis fin au mouvement de l'*enosis*. Makarios est peut-être inquiet de voir que la communauté chypriote turque qu'il a toujours décrite comme un "ennemi national et religieux" a ainsi été sauvée et renforcée. Mais tout cela constitue nos raisons de joie et de reconnaissance. Et c'est là que vous pouvez voir où réside le paradoxe de Chypre.

50. M. Christophides n'arriverait même pas à convaincre un enfant qu'une fois que la Turquie se sera retirée de Chypre tout sera pour le mieux. Si la Turquie se retire trop tôt et avant qu'intervienne un règlement satisfaisant, nous savons ce qui nous arrivera. M. Christophides doit savoir que ma communauté a mené une lutte pour survivre contre l'archevêque Makarios depuis 1950, moment où il a déclaré qu'il réaliserait l'*enosis* de son vivant; depuis 1955 des membres de notre communauté sont morts pour arrêter la politique de l'*enosis*. Comment peut-il nous demander maintenant de le croire ou de croire ses dirigeants ? Comment peut-il prétendre que les deux communautés peuvent vivre en paix et dans l'harmonie en revenant en arrière, à l'époque qui a précédé le coup de 1974 ?

51. Telles sont les réalités actuelles dont il faut tenir compte si nous voulons en arriver à une solution et si nous voulons maintenir l'indépendance de l'île.

52. Que fait Makarios pour en arriver à un règlement politique ? Que fait-il pour empêcher que la séparation ne devienne plus profonde et plus permanente ? A-t-il examiné les propositions de la communauté turque en vue de l'établissement d'un gouvernement fédéral mixte de transition [A/10256-S/11825, annexe, appendice I] ? A-t-il accepté les propositions de la communauté turque tendant à rendre à la normale la vie de tous les jours dans autant de domaines que possible en organisant en commun certains services afin d'alléger la tension et ouvrir la voie à une solution politique ? A-t-il répondu à notre appel

sincère en faveur d'une trêve politique afin de mettre fin aux discussions acrimonieuses dans les conférences internationales, ce qui ne contribue qu'à rendre les positions plus rigides, moins souples ?

53. Tout au contraire, il a agi d'une façon opposée. Il fait tout ce qu'il peut pour approfondir la séparation et la méfiance entre les deux communautés. Il fait tout ce qu'il peut pour approfondir la séparation de la communauté chypriote turque. Makarios a déclaré à plusieurs reprises et publiquement qu'il ne signera pas un accord dans le cadre des réalités actuelles — accord qui légaliserait la situation *de facto* actuelle existant dans l'île.

54. Ce ne sont là que quelques exemples de la politique chypriote grecque et des mesures prises pour isoler la communauté chypriote turque, pour la séparer du monde extérieur et, en fin de compte, pour en faire une communauté sans patrie.

55. Dans le cadre du gouvernement fédéral mixte de transition, à la troisième série de conversations à Vienne et à la quatrième série de conversations à New York, nous avons demandé officiellement à M. Clerides de nous donner quelques milliers de passeports de la République que la communauté chypriote turque pourrait utiliser, et nous lui avons promis de lui fournir des rapports réguliers indiquant à qui les passeports avaient été délivrés et à quelle date. Les représentants chypriotes grecs ont refusé. Mais lorsque nous avons émis nos propres documents de voyage pour permettre aux membres de notre communauté de voyager à l'étranger, ils ont écrit à tous les gouvernements étrangers en les priant de ne pas les reconnaître, refusant ainsi toute liberté de mouvement à la communauté chypriote turque.

56. De même, ils se sont adressés officiellement à tous les gouvernements étrangers et ont essayé d'arrêter toutes les exportations provenant de la partie nord de Chypre, les empêchant ainsi d'entrer sur le marché mondial, et ce grâce à une propagande trompeuse et en essayant de créer une fausse impression selon laquelle tous les produits agricoles du nord de Chypre appartenaient aux Grecs ou leur avaient appartenu. Ils l'ont fait en oubliant que presque la moitié des raisins cultivés dans le sud, qui constituent le produit agricole principal de cette région et qui est la propriété des Chypriotes turcs, a été récoltée et vendue ou utilisée par les Grecs au cours de ces dernières années.

57. Ils ont déclaré que tous les ports et les aéroports du nord de Chypre étaient "illégaux" et ont menacé de prendre des mesures juridiques contre tous les bateaux et tous les avions qui les utiliseraient, essayant ainsi de nous isoler du monde extérieur.

58. Au cours de ces 12 dernières années, ils ont refusé les services postaux à tous les villages et villes turcs, mais lorsque par nécessité nous avons émis nos propres timbres et avons établi nos propres services postaux, ils nous ont accusés de vouloir établir la séparation.

59. L'administration chypriote grecque continue à empocher tout l'argent de l'assistance étrangère que Chypre reçoit de l'étranger et la partie nord de Chypre ne peut pas en profiter.

60. Makarios est allé jusqu'à menacer de geler tous les dépôts des banques turques auprès de la Banque centrale de

Chypre. S'il le fait et si, en conséquence, nous sommes dans l'obligation d'émettre notre propre devise, qui travaillera pour aggraver la séparation ?

61. Si l'on permet à un tel état de choses de se poursuivre et si nous sommes obligés de prendre les mesures qui s'imposent pour rectifier cette situation anormale, pourra-t-on alors y voir une initiative unilatérale de la communauté chypriote turque visant à approfondir la séparation ou à parvenir à l'indépendance complète ?

62. Oubliant tous les traitements inhumains dont les Turcs ont souffert au cours de ces 12 dernières années, les Chypriotes grecs essaient de présenter le problème de Chypre comme une question qui avait commencé à se poser en 1974 et s'efforcent d'utiliser l'intervention légitime et justifiée de la Turquie en tant que prétexte pour faire de nous des "apatrides", et en tant qu'excuse pour poursuivre leur politique de discrimination et continuer d'ignorer l'existence même de la communauté chypriote turque.

63. On insiste constamment auprès de nous pour que nous fassions un choix entre le retrait des troupes turques et la continuation des souffrances qui nous sont imposées par la politique et les actes de Makarios dont j'ai parlé plus haut, en d'autres termes l'"agression grecque". Or, la communauté chypriote turque a choisi. La communauté chypriote turque a le droit et est en état de déterminer son propre avenir, elle a le droit de disposer d'elle-même. La communauté chypriote turque n'acceptera jamais de devenir apatride. Nous ne renoncerons jamais à notre droit à l'égalité en tant qu'associé fondateur de la République de Chypre.

64. C'est pourquoi, à notre avis, ce recours à l'Organisation des Nations Unies n'a pas été rendu nécessaire par des événements ou par des faits. Ce recours a été fait à la suite d'une décision politique des dirigeants chypriotes grecs.

65. C'est pourquoi la question qui se pose est de savoir si les Nations Unies encourageront l'archevêque Makarios à poursuivre le processus d'internationalisation du problème de Chypre au risque de détruire toutes les possibilités de négociations utiles, ou si la communauté internationale appuiera les négociations intercommunautaires, afin que les deux communautés partagent la responsabilité en ce qui concerne la réorganisation de leur patrie sur la base de l'égalité et du respect mutuel. L'égalité et le respect ne peuvent s'établir tant que l'une des parties profite pleinement de l'avantage que lui confèrent des règles de procédure pour mener sa campagne envenimée contre l'autre partenaire.

66. Nous sommes venus à New York sans idée préconçue, espérant qu'un débat constructif s'engagerait et que certains éléments positifs découlant de la discussion faciliteraient la reprise des conversations intercommunautaires et contribueraient à un prompt règlement.

67. A notre grande surprise, cependant, la délégation chypriote grecque a soumis un projet de résolution [A/L.719] qui ignore entièrement les réalités présentes de l'île et qui est en contradiction directe avec ce qui a fait l'objet de négociations et d'un accord de principe au cours des conversations intercommunautaires de Vienne. Cela

prouve que la direction chypriote grecque est toujours décidée à suivre la même politique qu'au cours des 12 dernières années, c'est-à-dire d'ignorer la communauté chypriote turque, de faire de ses membres des apatrides et d'essayer, en temps voulu, de la supprimer ou de l'éliminer par tous les moyens possibles.

68. Ce projet de résolution montre que l'attitude des Grecs à l'égard du problème de Chypre n'a pas changé. Le but continue d'être de la propagande internationale. Un désir sincère de trouver une solution au problème fait défaut. Si l'Assemblée générale adopte ce projet de résolution, si ce mode d'approche des Chypriotes grecs à l'égard du problème est entériné par l'Organisation mondiale, surtout avant que la partie chypriote turque, cofondatrice de la République de Chypre sur un pied d'égalité, ait été entendue à tous les niveaux, je regrette de dire que cela tuera les négociations et rendra une solution pacifique très difficile, voire impossible.

69. Je n'ai pas l'intention de parler d'une manière détaillée du projet de résolution ou de traiter des questions fondamentales en cause dans ma déclaration d'aujourd'hui, parce que le projet de résolution et le fond même du problème de Chypre feront l'objet des débats des séances plénières au cours des prochains jours, et M. Denktas, dirigeant de la communauté chypriote turque, qui a participé en tant que négociateur chypriote turc aux conversations intercommunautaires, est à New York et a demandé à pouvoir participer aux délibérations de l'Assemblée générale sur Chypre, afin d'exposer le point de vue chypriote turc sur le problème de Chypre au plus haut niveau et de la manière la plus autorisée.

70. J'espère qu'au nom de la justice naturelle il lui sera accordé un traitement égal à celui de la partie chypriote grecque et qu'il aura la possibilité de prendre la parole en séance plénière et de répondre à toutes les questions posées au cours du débat, afin que le projet de résolution définitif soit adopté une fois que les deux parties au problème auront été entendues.

71. La résolution 3212 (XXIX) de l'Assemblée générale demande aux deux communautés de poursuivre les négociations afin de trouver un règlement final "sur un pied d'égalité". Cette requête juste et raisonnable sera certainement renouvelée cette année. Mais comment les deux communautés peuvent-elles négocier sur un pied d'égalité, alors que l'une d'elle persiste à prétendre qu'elle représente Chypre dans son ensemble dans toutes les instances internationales ? Comment le degré de bonne volonté si nécessaire à la continuation des conversations est-il possible si l'une des parties, au nom d'une autorité qu'elle assume, peut dire au monde que la communauté turque est politiquement non existante dans l'île ?

72. Il convient de réaffirmer la condition d'égalité de la communauté chypriote turque et l'Assemblée générale doit le prouver tant par ses paroles que par ses actes, en lui permettant de participer aux délibérations de l'Assemblée générale au sujet de Chypre; sinon, la direction chypriote grecque deviendra plus intransigeante encore et continuera de chercher de nouvelles excuses pour abandonner les conversations intercommunautaires et recourir à l'Organisation des Nations Unies.

73. Si Chypre doit connaître à nouveau la paix et la tranquillité, si l'île doit continuer à demeurer indépendante, la condition d'égalité des deux communautés nationales doit être confirmée à nouveau et il faudrait faire comprendre à Makarios qu'il n'est pas et ne peut pas être le seul représentant de Chypre. Il a renoncé à ce droit lorsqu'il a armé jusqu'aux dents les Chypriotes grecs et attaqué la communauté chypriote turque, qui faisait partie de son peuple, dans le seul but de nous contraindre à nous soumettre et de parvenir à l'*enosis* en 1963.

74. Ignorer le passé et négocier en tenant compte du présent seulement ne peut que compromettre le règlement définitif et l'indépendance de l'île. Si, par exemple, en 1963 et plus tard, nous avons bénéficié de l'intérêt et de la compréhension des Nations Unies que nous recevons aujourd'hui partiellement, l'histoire de Chypre aurait probablement suivi un cours différent de celui qu'elle présente maintenant.

75. Les dirigeants chypriotes grecs, voyant que le problème est examiné dans son optique actuelle, n'auraient pas fait preuve d'autant d'intransigeance; la communauté chypriote turque n'aurait pas eu à connaître autant de souffrances; les droits turcs sur l'île n'auraient pas été si outrageusement violés; l'appétit grec d'annexion à l'égard

de Chypre ne se serait pas accru de façon disproportionnée et le coup d'État malheureux de juillet 1974 — au cours duquel les Grecs ont tué plus de 2 000 Chypriotes grecs — n'aurait pas eu lieu. Probablement, il y aurait aujourd'hui une île heureuse et prospère et l'Assemblée générale n'aurait pas été chargée de résoudre un problème épineux, artificiellement créé afin de détruire une indépendance par une application erronée de tous les principes des Nations Unies.

76. Nous espérons que l'Assemblée générale, à la suite de ses délibérations actuelles et du projet de résolution qu'elle adoptera à la fin de la présente discussion, préparera la voie et l'atmosphère nécessaires pour la reprise des conversations intercommunautaires, et ouvrira ainsi la route vers un règlement pacifique aussitôt que possible.

77. Le *PRESIDENT (interprétation de l'espagnol)* : Le prochain orateur inscrit pour parler à la Commission doit faire une déclaration dont la durée approximative sera d'une heure et demie. Pour cette raison, nous nous voyons dans l'obligation de remettre son intervention à la séance de cet après-midi.

La séance est levée à 11 h 55.

976^e séance

Mercredi 12 novembre 1975, à 15 h 30.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/PV.976*

POINT 125 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de Chypre (*fin*) [A/10242, A/10256-S/11825, A/10276-S/11840, A/10282-S/11844, A/10283-S/11845, A/10292-S/11847, A/10305-S/11854, A/10310-S/11859, A/10322-S/11860, A/10323, A/10345-S/11875, A/10351, A/L.769, A/L.773, A/SPC/175, A/SPC/178]

1. Le *PRESIDENT (interprétation de l'espagnol)* : Conformément aux décisions prises par l'Assemblée générale [2367^e et 2401^e séances plénières], à propos du point 125 de l'ordre du jour intitulé "Question de Chypre", la Commission a entendu ce matin [975^e séance] l'exposé du point de vue du représentant de la communauté chypriote turque. J'invite maintenant le représentant de la communauté chypriote grecque, M. Tassos Papadopoulos, à faire sa déclaration.

2. M. PAPADOPOULOS (Communauté chypriote grecque) [*interprétation de l'anglais*] : Je suis heureux d'avoir l'occasion de prendre la parole devant la Commission politique spéciale pour présenter les faits dans leur vérité à propos de la question de Chypre et avoir ainsi la possibilité de tirer au clair et de dissiper certains des mythes

et certaines distorsions de la vérité que l'on a essayé d'imposer ici et ailleurs.

3. L'Assemblée générale, dans sa sagesse et après des consultations longues et approfondies entre toutes les parties, a déjà décidé [2367^e séance plénière] — et cela a été présenté par son président comme une décision de cet organisme — que la Commission politique spéciale, convoquée dans ce but, entendrait l'exposé, dans tous les détails, des points de vue des deux communautés chypriotes. C'est pourquoi le représentant de la communauté chypriote turque et moi-même sommes venus ici aujourd'hui; nous aurons ainsi la possibilité de donner un exposé complet de nos opinions et de préciser nos positions respectives.

4. Il est difficile, par conséquent, de concilier ce point de vue avec la demande faite avec tant de persistance et si longtemps par M. Denktas de parler devant l'Assemblée générale. S'il voulait faire entendre ses points de vue, pourquoi alors n'est-il pas ici ? Si M. Çelik n'expose pas les opinions des Chypriotes turcs, quelles sont alors les opinions qu'il expose devant cette Commission ? Est-ce par hasard que M. Denktas demande à faire entendre les points de vue de la communauté chypriote turque, qu'il demande avec tant de persistance à être entendu par l'Assemblée générale, ou s'agit-il en fait d'autre chose ?

* Compte rendu *in extenso* (voir 975^e séance, par. 1).

5. Nous avons entendu un point de vue assez difficile à comprendre, ou plutôt, si je puis m'exprimer ainsi, une menace implicite, selon laquelle si M. Denktaş n'était pas autorisé à parler devant l'Assemblée générale, il serait amené à adopter une attitude de plus en plus favorable au séparatisme et au partage de l'île, et, par conséquent, nous a-t-on dit, en vue de préserver l'unité de Chypre, M. Denktaş doit parler devant l'Assemblée générale. Mais là, sa présence même, en la qualité qu'il prétend avoir, n'est-elle pas le symbole vivant de ce partage qu'il essaie théoriquement d'éviter en cherchant à obtenir le droit de parler devant l'Assemblée générale ? Ne veut-il pas parler devant l'Assemblée générale non pour faire entendre les points de vue de la communauté chypriote turque – qui ce matin ont été exposés ici avec tant d'éloquence – mais simplement pour insister sur le fait qu'il existe maintenant à Chypre deux Etats séparés; et, par conséquent, sa présence à l'Assemblée sera le symbole même de ce point de vue.

6. Le choix même du titre qu'il utilise pour exercer ce droit est aussi très révélateur. Apparemment, il demande à être autorisé à parler devant l'Assemblée générale en tant que Vice-Président de la République de Chypre. Toutefois, il y a des dizaines de lettres et documents – et je n'ai point besoin de le rappeler ici aux représentants – qui ont été distribués en son nom et signés par lui en tant que Président de l'Etat fédéré turc de Chypre. L'agilité qu'il met à choisir ses titres suivant les circonstances ou les objectifs recherchés ne devrait pas échapper aux représentants ici présents.

7. C'est ce choix sélectif des rôles, ce choix sélectif qu'il fait dans la Constitution de Chypre, ce choix qu'il fait de certaines parties de la résolution 3212 (XXIX) de l'Assemblée générale qui farde la réalité qui se trouve à la base de la question de Chypre. C'est cela qui jette la confusion dans les esprits à propos de toute la question, tendant à en faire un problème très compliqué. On essaie ainsi de semer la confusion en ce qui concerne les causes du problème en vue de masquer une question très claire dont est saisie l'Assemblée. La question est claire et nette et je demande aux représentants, dans leurs délibérations, de tenir compte de la véritable question, du véritable problème de Chypre. C'est une question d'agression perpétrée par un pays puissant et expansionniste, la Turquie, contre un petit pays sans défense et non aligné, Chypre. Il existe aujourd'hui à Chypre une agression militaire qui s'est produite, qui se poursuit et qui menace l'existence même de Chypre en tant qu'Etat indépendant et non aligné. Si l'on permet que l'occupation de Chypre par un allié puissant et important de l'OTAN [*Organisation du Traité de l'Atlantique nord*] – la Turquie – se poursuive, alors la survie même de Chypre en tant qu'Etat indépendant doit être considérée comme impossible.

8. Personne ne doit s'imaginer que la population chypriote grecque puisse préserver Chypre en tant qu'Etat indépendant contre la puissance militaire turque qui occupe 40 p. 100 de la zone la plus productive et la plus développée de l'île. Tôt ou tard, Chypre sera subjuguée, elle sera soumise à des pressions intolérables et elle se trouvera devant de nouvelles tentatives visant à la faire absorber par l'un ou l'autre des groupes qui cherchent des appuis pour préserver son indépendance et le non-alignement.

9. Il y a un peu plus d'un an que l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa 2275^e séance plénière, le 1^{er} novembre

1974¹, a examiné la question de Chypre en tant que point 110 de son ordre du jour et qu'elle a adopté à l'unanimité la résolution 3212 (XXIX).

10. Il faut insister sur le fait que dans ce vote unanime, celui de la Turquie était également inclus, parce que la Turquie, avec tous les autres pays, solennellement, et je crois, en toute connaissance de cause, a voté en faveur de cette résolution. La Turquie, comme tous les autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité même de Membre, est tenue, en vertu de la Charte des Nations Unies, à respecter et à mettre en oeuvre les résolutions des Nations Unies, et plus particulièrement les résolutions adoptées à l'unanimité et pour lesquelles elle a elle-même voté.

11. Les représentants se rappelleront que cette résolution a été le résultat d'efforts laborieux entrepris par le Groupe de contact des cinq des pays non alignés, et, après consultation avec toutes les parties intéressées, il a été possible, grâce aux efforts inlassables de ce groupe que nous remercions sincèrement, d'atteindre un consensus; nous avons accepté cette résolution bien qu'elle n'ait pas mentionné la pure vérité, à savoir l'agression turque, parce qu'on nous a dit, et nous l'avons accepté, qu'il était plus important à ce moment-là d'arriver à un consensus, à une résolution qui recueillerait également l'approbation de la Turquie et à laquelle elle serait en conséquence liée. On se rappellera que, dans le dispositif de cette résolution, l'Assemblée générale demande entre autres à tous les Etats "de respecter la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et le non-alignement de la République de Chypre et de s'abstenir de tous actes et de toutes interventions dirigés contre elle". Elle demande également "le retrait rapide de la République de Chypre de toutes les forces armées étrangères ainsi que de tous les éléments et de tout le personnel militaire étrangers et la cessation de toute ingérence étrangère dans ses affaires". Elle considère que "tous les réfugiés" – et j'insiste sur les mots "tous les réfugiés" – "doivent regagner leurs foyers sains et saufs et [elle] invite les parties intéressées à prendre d'urgence des mesures à cette fin".

12. Le problème de Chypre a été également examiné à la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés² et, dans la Déclaration qu'elle a publiée³, elle a demandé en termes semblables à ceux de la résolution de l'ONU, mais plus énergiques, le retrait immédiat de Chypre de toutes les forces militaires, de même que le retour d'urgence et sans condition aucune de tous les réfugiés dans leurs foyers.

13. Plus de 12 mois se sont écoulés depuis que l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité la résolution 3212 (XXIX), et plusieurs mois ont passé depuis la Déclaration de Lima, et nous nous trouvons de nouveau, naturellement et légitimement, devant cet auguste organe, nous qui sommes directement intéressés par la résolution 3212 (XXIX), pour demander à tous ceux qui ont voté pour elle, c'est-à-dire tous les Etats Membres : qu'est-il advenu de cette résolu-

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Séances plénières, 2275^e séance.

² Tenue à Lima du 25 au 30 août 1975.

³ Voir document A/10217.

tion ? La décision qui s'est exprimée par l'adoption unanime de cette résolution a-t-elle été mise en oeuvre ? Si ce n'est pas le cas, quelles sont vos intentions ? Allez-vous être des observateurs indifférents, peut-être sympathisants, de la façon si arrogante et provocante dont votre opinion et votre intention sont bafouées et ignorées ? N'allez-vous pas relever cette effronterie et ce mépris manifestés à l'égard de votre décision ?

14. Voilà pourquoi nous sommes ici aujourd'hui, et voici ma réponse à la question de savoir : "Pourquoi sommes-nous ici au lieu de nous trouver à la table des négociations où se déroulent les conversations intercommunautaires ?"

15. Ce sont là les questions que Chypre pose maintenant à l'Assemblée. Ce sont les questions que Chypre pose au groupe des non-alignés, à tous ceux qui pensent que la solution des différends internationaux doit être le résultat de négociations réelles, qu'il faut y parvenir par des moyens pacifiques et non par la menace ou l'emploi de la force armée.

16. Beaucoup de choses ont été dites ce matin dans notre débat; mais quand on dépouille toutes ces déclarations de toutes les arguties politiques et diplomatiques, de toutes leurs équivoques, la question fondamentale et la réalité brutale du problème se révèlent et se réduisent à ceci : est-ce que la Turquie s'est conformée à cette résolution ? Est-ce que la Turquie s'est conformée à la résolution pour laquelle elle a voté, résolution qui a été approuvée à l'unanimité le 1^{er} novembre 1974, ou ne l'a-t-elle pas fait ? Quelle a été l'attitude de la Turquie à l'égard de cette résolution et de toutes les résolutions du Conseil de sécurité ? Malheureusement, et c'est bien triste, la seule réponse que l'on puisse donner, en vérité, c'est que l'attitude de la Turquie a été une attitude de rejet méprisant et de non-observation de toutes les dispositions de la résolution 3212 (XXIX) et de toutes les résolutions ultérieures du Conseil de sécurité. Il n'y a eu aucun retrait des troupes turques de l'île, rapide ou non. Aucune mesure, urgente ou non, n'a été prise pour le retour des réfugiés dans leurs foyers. En fait, pas un seul des quelque 200 000 réfugiés chypriotes grecs n'a été autorisé à rentrer dans ses foyers et à recouvrer ses biens. Il n'y a pas eu de cessation de l'intervention militaire turque à Chypre, et il n'y a pas eu non plus respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et du non-alignement de la République de Chypre. Cette phrase est d'ailleurs devenue un cliché. Pour la Turquie, c'est devenu un cliché dépourvu de sens et qui, pour nous, sonne comme un sarcasme; car, comment un pays, et plus spécialement la Turquie, peut-il parler du respect de l'intégrité territoriale de la République de Chypre quand les forces militaires turques exercent un contrôle complet et absolu sur 40 p. 100 du territoire chypriote et sur la population chypriote turque qui y réside ? Comment un pays, et plus spécialement la Turquie, peut-il parler du respect de la souveraineté de Chypre et, du même coup, défendre des solutions contraires à cette souveraineté et, en fait, imposer de telles solutions à Chypre par la force de ses armes ? Comment peut-on parler de respect de cette souveraineté, quand les forces militaires turques interdisent l'entrée de 40 p. 100 de la superficie de la République non seulement aux fonctionnaires et officiers de la République de Chypre pour exercer les attributs de la souveraineté de l'Etat, mais même aux habitants autochtones de cette

région, les propriétaires légitimes et légaux des maisons et des biens qui se trouvent dans cette zone occupée qui représente 40 p. 100 de la superficie de l'île, et qui ont été chassés de leurs foyers par la force des armes ?

17. Ici, en cette assemblée, nous avons entendu le représentant chypriote turc se féliciter de l'occupation de la terre chypriote par les troupes turques, et non pas la condamner. Il en a presque exprimé de la satisfaction et s'est réjoui du fait que l'intervention militaire se poursuit et se poursuivra probablement jusqu'à ce que la Turquie, et non pas les Chypriotes turcs, estiment qu'une solution satisfaisante aura été trouvée au problème de Chypre.

18. Mais cette façon de choisir, de sélectionner les mots des résolutions et des décisions s'est manifestée également d'autres façons. On a parlé de négociations. On nous a demandé s'il ne serait pas plus utile d'être à la table des négociations, pour poursuivre les conversations, plutôt que d'être ici. On nous a dit que nous devrions envisager ces négociations avec un esprit ouvert mais, du même coup, et presque dans la même phrase, on nous dit que si une résolution est adoptée, ce sera à coup sûr la fin des négociations.

19. Pourquoi cette crainte de faire connaître ouvertement ses vues ? Pourquoi cette réticence à voir des organes internationaux examiner les faits dans leur réalité à propos de Chypre ? Parce que certains préfèrent des négociations en coulisse, là où ce ne sont ni la vérité ni les principes qui décident du résultat, mais la puissance et la force militaires.

20. On a dit également que si nous continuons à "internationaliser", comme on l'a dit, la question de Chypre, la communauté chypriote turque s'estimera libre de procéder à une déclaration unilatérale d'indépendance. Certes, il est étrange que, sur les cinq points principaux qui sont contenus dans la résolution 3212 (XXIX) de l'Assemblée générale, seule la partie traitant des conversations intercommunautaires ait été choisie, que ce soit à elle seule qu'on se réfère, et que, même pour cette partie, ni maintenant ni auparavant, aucune proposition n'ait été faite quant à la façon dont il convient de poursuivre ces conversations ou quant à la façon dont on espère que celles-ci pourront être couronnées de succès.

21. Comment peut-on se référer à ces conversations hors du contexte, comme si le reste de la résolution n'existait pas ? Comment peut-on s'attendre qu'une résolution de fond, visant à la recherche d'une solution librement acceptée par les parties, qui tiendrait compte des droits légitimes et fondamentaux des deux communautés, puisse être mise en oeuvre quand l'une des parties menace d'employer la force militaire pour assurer le choix de solutions préconçues si les conversations ont le malheur de prendre une certaine direction ou si la moindre impasse se fait jour ? De fait, l'Assemblée générale, au paragraphe 4 de sa résolution 3212 (XXIX), demande la poursuite des négociations, mais les mots "en vue d'aboutir en toute liberté à un règlement politique mutuellement acceptable, fondé sur les droits fondamentaux et légitimes desdites communautés" ne doivent pas être oubliés.

22. En vertu d'une résolution plus récente du Conseil de sécurité, la résolution 367 (1975) du 12 mars 1975, ces

conversations ont été placées sous les “auspices personnels [du Secrétaire général] et sous sa direction”.

23. Conformément à ces résolutions, il y a eu, en effet, des négociations entre les représentants des deux communautés à Chypre — mais il serait mieux de dire que ces négociations ont été transformées en mascarade par la partie turque. Celle-ci a fait une parodie de la procédure de négociation, et s'est plutôt efforcée de faire traîner les choses en longueur que de négocier. Il y a eu trois séries, trois tentatives de négociation, à Vienne, ou peut-être quatre tentatives, si on inclut les conversations de New York en septembre 1975, qui ont avorté. A New York, les négociateurs ne se sont rencontrés qu'une fois face à face, simplement pour se mettre d'accord sur le fait qu'ils n'étaient pas d'accord, ou, pour être plus précis, pour prendre connaissance du texte de la déclaration du Secrétaire général — même pas un communiqué concerté — qui disait : “... Une réunion officielle a eu lieu le 10 septembre. En l'absence de propositions concrètes, les entretiens ont été ajournés. Le Secrétaire général restera en contact avec les deux parties pour arrêter les mesures à prendre dans l'avenir⁴.” Cette déclaration faite à la presse au sujet des prétendues négociations résumant avec précision le résultat de ces efforts et est révélatrice à bien des égards. Après toute une année et après quatre séries de négociations, il n'y a même pas de propositions concrètes; on n'a même pas pu trouver une base à partir de laquelle entamer des négociations sérieuses et importantes.

24. La partie chypriote grecque a soumis ses propositions sur tous les aspects du problème chypriote le 10 février 1975, et, au cours d'autres séries de négociations, elle a soumis des documents détaillés présentant dans leurs grandes lignes ses points de vue sur certains points des propositions. Ces propositions sont reléguées dans les archives; elles n'ont fait l'objet d'aucune négociation importante. Par conséquent, lorsqu'il n'y a pas de “propositions concrètes” sur la table des négociations, on ne peut pas blâmer le côté chypriote grec.

25. Au cours de trois de ces réunions sur quatre, la partie chypriote turque a été priée de présenter les propositions de son côté sur tous les aspects du problème, et à chaque occasion une promesse claire et sans équivoque a été faite, un engagement a été pris selon lesquels de telles propositions seraient soumises. Chaque fois, la partie chypriote turque, bien que s'étant fermement engagée à déposer des propositions sur la table des négociations, ne l'a pas fait; au lieu de présenter des propositions, elle a avancé des prétextes et des excuses pour expliquer pourquoi elle ne l'avait pas fait et pourquoi il lui avait été impossible de le faire. Une fois il s'agissait de la poursuite de l'embargo sur les armements que le Congrès des Etats-Unis avait imposé à l'aide militaire à la Turquie, embargo qui a été levé depuis lors; une autre fois, c'était l'indécision des militaires turcs en Turquie; une autre fois encore, il s'agissait des prochaines élections en Turquie, qui ont eu lieu depuis et sont terminées. Quoi qu'il en soit, à ce jour, aucune proposition chypriote turque sur tous les aspects du problème — et là j'insiste : “sur tous les aspects du problème” — n'a été

présentée. Il est très révélateur que les excuses avancées pour expliquer ce manquement n'avaient jamais rien à voir avec la communauté chypriote turque elle-même, ou avec ses problèmes ou avec sa propre situation; elles avaient toujours trait à la situation politique intérieure et extérieure d'un pays étranger, à savoir la Turquie.

26. Les points de vue exposés aux réunions par la Communauté chypriote turque, même ceux qui répondaient aux suggestions du Secrétaire général et à ses gestes de bonne volonté visant à assurer l'application de la partie de la résolution 3212 (XXIX) où il est question du retour des réfugiés dans “leurs foyers sains et saufs”. — dont la mise en oeuvre ne peut être négociée et ne peut qu'être obligatoire puisque cette résolution a été entérinée par le Conseil de sécurité [résolution 365 (1974)] —, n'ont pas fait l'objet de décision des dirigeants de la communauté chypriote turque mais des dirigeants du Gouvernement turc à Ankara.

27. Je n'en dirai pas plus sur le respect tant professé et si souvent déclaré d'Ankara pour la souveraineté et l'indépendance de Chypre, comme le demandent les résolutions 3212 (XXIX) de l'Assemblée générale et 367 (1975) du Conseil de sécurité.

28. Lors de la troisième série d'entretiens à Vienne, le représentant de la communauté chypriote turque s'est fermement engagé à soumettre des propositions complètes avant la quatrième série d'entretiens à New York et à répondre aux questions du Secrétaire général. Un engagement ferme a été pris pour qu'il n'y ait plus de délai et pour que ces propositions soient soumises avant la réunion afin que des négociations importantes et sérieuses aient lieu à New York. Nous savons tous ce qui s'est passé à New York en septembre, et le communiqué de presse que j'ai déjà cité est assez révélateur. Aucune proposition n'a été soumise et aucune négociation n'a eu lieu, et, pourtant, nous avons entendu dire ici ce matin que des progrès avaient été réalisés à Vienne. Encore une fois, c'est un choix heureux de mots : lorsqu'on parlait de progrès à Vienne cela ne concernait pas la question d'une solution définitive du problème de Chypre; il s'agissait plutôt de progrès sur des questions secondaires, ou il s'agissait de progrès vers la réalisation des desseins de la Turquie visant à séparer totalement la population et à partager complètement l'île. Et pourtant, nous avons entendu dire ici que des progrès avaient été réalisés; par conséquent, j'ai du mal à comprendre comment le Secrétaire général, sous les auspices et la direction duquel ces entretiens ont eu lieu, a déclaré publiquement qu'il n'était plus disposé à participer à des négociations de ce genre tant qu'une base concrète de négociation n'aurait pas été trouvée.

29. Je n'en dirai pas plus au sujet des négociations qui, comme je l'ai fait remarquer, sont le seul passage de la résolution 3212 (XXIX) que le représentant de la communauté chypriote turque a choisi de mentionner.

30. Il est très pertinent et très important cependant d'identifier les vraies raisons pour lesquelles les négociations du genre requis par les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité ne sont pas et ne seront pas possibles. Ces raisons doivent être identifiées. Elles doivent être éliminées dans la mesure du possible afin que des

⁴ Documents officiels du Conseil de sécurité, trentième année, Supplément de juillet, août et septembre 1975, document S/11789/Add.1.

négociations constructives et réelles soient rendues possibles. Nous espérons que ces raisons seront identifiées et cela contribuera grandement à leur élimination si, par une autre résolution, l'Assemblée générale devait les reconnaître clairement, à savoir la continuation de l'invasion de Chypre par la Turquie, la présence continue des troupes turques dans l'île et leur utilisation pour assurer les faits accomplis dont nous avons été les témoins au cours des 12 derniers mois; ce sont là les véritables raisons pour lesquelles les négociations ne peuvent pas aboutir "en toute liberté à un règlement politique mutuellement acceptable".

31. Tant que la Turquie semble s'intéresser à poursuivre des négociations, uniquement, comme cela semble être le cas, pour donner un caractère légitime, grâce à notre signature, à l'invasion militaire et à l'occupation de 40 p. 100 du territoire de Chypre, tant que la Turquie utilise ses troupes dans l'île pour nous faire "accepter les nouvelles réalités" — il est évident qu'il s'agit de réalités imposées par la force — pour contrôler, voire même opprimer la communauté chypriote turque et comme une menace permanente de nouvelles mesures militaires contre les chypriotes grecs, les négociations ne peuvent avoir lieu de manière constructive et libre en vue d' "aboutir en toute liberté à un règlement politique mutuellement acceptable fondé sur les droits fondamentaux et légitimes [des deux] communautés".

32. On nous a dit ce matin en termes non équivoques que la discussion en cours aboutira à une autre résolution, et non pas à une solution. Cela nous indique l'importance que le côté chypriote turc — et bien sûr la Turquie elle-même — accorde au débat qui se tient à l'Organisation des Nations Unies. En fait, ils mettent en doute son existence même et l'utilité de toute discussion qui pourrait avoir lieu au sein de cette auguste organisation, dans quelque circonstance que ce soit. Cette attitude et les raisons qui l'inspirent sont les motifs véritables pour lesquels les négociations n'ont pas pu avancer jusqu'à présent et ne pourront pas vraiment être engagées, ni certes progresser, dans l'avenir.

33. Il faut identifier correctement ces raisons dans toutes leurs ramifications et les évaluer; il faut qu'elles soient rejetées catégoriquement dans la résolution de l'Assemblée générale.

34. Si l'on veut que les négociations intercommunautaires progressent, si l'on veut arriver à un arrangement politique mutuellement acceptable et librement consenti, fondé sur les droits légitimes et fondamentaux des deux communautés de l'île, il faut qu'il y ait retrait de toutes les troupes étrangères, comme le demande instamment la résolution 3212 (XXIX) de l'Assemblée générale — et nous attendons toujours l'assurance inconditionnelle que cette partie de la résolution sera respectée. Tous les réfugiés doivent regagner leurs foyers et des mesures urgentes doivent être adoptées dans ce sens par toutes les parties en cause, comme il est demandé à toutes les parties dans la résolution 3212 (XXIX). La politique et la tactique qui consistent à consolider l'occupation de 40 p. 100 de Chypre au moyen de faits accomplis réalisés et soutenus uniquement grâce à la présence de troupes turques à Chypre doivent être rejetées comme méthode de règlement. Les deux communautés de Chypre doivent être laissées à elles-mêmes, sans ingérence extérieure, afin qu'elles puissent entamer des négociations

réelles. Voilà le fond du projet de résolution présenté par Chypre [A/L. 769] et dont l'Assemblée générale est présentement saisie.

35. Pourquoi ce projet de résolution est-il si offensant ? Pourquoi marquerait-il la "fin de toute négociation dans l'avenir" ? Il ne fait, après tout, que réaffirmer le point de vue unanime adopté l'an dernier par l'Assemblée générale. Tout ce qu'on y ajoute, c'est que les faits accomplis — et les tentatives actuellement faites pour coloniser Chypre en sont un — ne peuvent être admis si l'on veut arriver à un règlement acceptable et librement consenti. Je pourrais comprendre que ce projet de résolution déplaie à la Turquie et soit inacceptable pour elle, car c'est l'agression de la Turquie qui, dans le texte, est reconnue comme étant la raison réelle, la cause véritable pour lesquelles aucun progrès ne peut être réalisé. Mais pourquoi déplairait-il aux Chypriotes turcs ?

36. La Turquie n'a respecté aucun de ces principes. En outre, elle ne s'est jamais fermement engagée à respecter les principes qui ont été consacrés par une décision unanime de l'Assemblée générale dans sa résolution 3212 (XXIX) et par les résolutions 365 (1974) et 367 (1975) du Conseil de sécurité qui, parce qu'émanant du Conseil de sécurité, ont un caractère obligatoire. La Turquie n'a pas respecté ces principes parce qu'elle n'a jamais eu l'intention de le faire, étant donné qu'elle a en tête d'autres desseins pour Chypre et d'autres objectifs.

37. La question de Chypre n'est pas une question de différend constitutionnel entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs. Il ne s'agit pas de ce qui s'est passé il y a 10 ou 20 ans, mais plutôt de ce qui s'est passé l'an dernier et de ce qui se passe maintenant. Voilà ce qui est au coeur du problème. La question de Chypre n'a certainement pas commencé l'année dernière, mais le processus de l'abolition de l'Etat de Chypre, lui, a commencé l'an dernier.

38. En outre, la nature même des opérations militaires turques à Chypre a été et est contraire aux objectifs énoncés dans le Traité de garantie⁵, traité qui a été invoqué par la Turquie comme prétexte de son invasion de l'île, car ce qu'elle se propose, c'est de détruire Chypre. Loin de vouloir promouvoir son intégrité et son unité territoriales, ce qu'elle recherche, c'est abolir l'ordre constitutionnel et le *statu quo* qui ont été établis en vertu de la Constitution de Chypre et que, en vertu du Traité d'établissement⁶ et du Traité de garantie, la Turquie s'est engagée à respecter et à défendre. Même si au début les prétentions de la Turquie ont semé la confusion dans certains esprits, son occupation continue de Chypre et la politique qu'elle a suivie depuis lors doivent suffire à prouver à tous que l'invasion n'avait rien à voir avec le rétablissement de l'ordre constitutionnel ou la protection des Chypriotes turcs. De plus en plus, la nature véritable et les intentions de la Turquie apparaissent très clairement à tous.

39. Aujourd'hui, près de 18 mois plus tard, non seulement l'ordre constitutionnel qui avait été garanti par la Turquie et que la Turquie prétendait avoir restauré par son invasion,

⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 382, n° 5475, p. 3.

⁶ Traité relatif à la création de la République de Chypre (Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 382, n° 5476, p. 9).

n'a pas été respecté par la Turquie, mais celle-ci, ouvertement et publiquement, préconise un autre ordre constitutionnel. Elle proclame ouvertement l'abolition complète de cet ordre constitutionnel qu'elle voudrait voir remplacer par un ordre constitutionnel nouveau qui, que ce soit sous le couvert d'une fédération en deux zones ou qu'il s'agisse plutôt de la création d'une confédération — enfin, quel qu'en soit le nom —, revient à partager Chypre, alors que la Turquie, par le même Traité d'établissement et le même Traité de garantie, s'est engagée à empêcher ce partage.

40. La solution préconisée par la Turquie n'est pas autre chose qu'un partage de l'île en deux zones distinctes et séparées. Il ne s'agit cependant pas de zones qui existent déjà; ce sont des zones qui ne pourraient être créées que par le déracinement et le déplacement inexorables et sans merci de quelque 300 000 Chypriotes grecs et Chypriotes turcs, représentant plus de la moitié de la population de Chypre. Et une fois que ce déracinement inexorable et sans merci aurait eu lieu et les zones ainsi techniquement et artificiellement créées, nous dit-on, nous nous efforcerons de réunir ces zones en vertu d'un accord quelconque. En fait, cet objectif assez clair consiste à dissimuler le partage effectif du pays, partage qui est déjà en voie de réalisation.

41. Mais on a dit également que l'invasion avait un autre objectif, celui de protéger les droits de la communauté chypriote turque. On a déjà fait remarquer qu'en vertu du Traité de garantie la Turquie avait simplement garanti le *statu quo*, l'ordre constitutionnel de Chypre. En vertu de cette garantie, la Turquie n'est pas le protecteur de tel ou de tel individu ni de telle ou telle communauté de l'île, mais elle est garante de l'ordre constitutionnel de la population tout entière de l'île, parce qu'aucun des trois Etats garants n'est le garant de l'une des communautés de l'île. La Grèce n'est pas garante de la communauté chypriote grecque et la Grande-Bretagne non plus n'est pas garante de la communauté britannique résidant dans l'île. Les garanties n'ont rien à voir avec les droits des personnes; les garanties visent uniquement le maintien du *statu quo*. Quant à la portée et la nature de cette garantie, quant à savoir comment les pouvoirs conférés par cette garantie doivent être exercés, ce sont là deux choses différents sur lesquelles je ne veux pas m'attarder.

42. Cependant, toute personne — et il y en a très peu — qui pourrait être autorisée à pénétrer dans les zones occupées de Chypre pourrait témoigner que les premiers à souffrir de l'occupation et de l'oppression par les troupes d'invasion turques sont les membres de la communauté chypriote turque. Les journaux chypriotes turcs d'opposition sont remplis de plaintes et d'articles relatifs à cette tragique situation créée par l'occupation. Ces personnes sont déracinées de leurs foyers, elles ont été par la force installées dans des maisons pillées — que les Chypriotes grecs ont été obligés d'abandonner, également par la force des armes — sans considération aucune de leurs besoins économiques et sociaux, de leurs préférences, de leur compétence ou de leur formation. Leurs possibilités de déplacement sont restreintes autant que celles de quiconque; le chômage sévit; leur sécurité, leurs propriétés, sont aux mains capricieuses des dirigeants militaires turcs.

43. Nous avons entendu auparavant, et on les a répétées encore ce matin, des accusations qui sont des clichés sans

aucun fondement, selon lesquels en 12 ans, depuis décembre 1963, les Chypriotes turcs ont été les victimes de la répression, de la discrimination de la part du gouvernement et qu'ils ont été contraints d'être enfermés dans des enclaves, privés de leur liberté de mouvement et de toutes possibilités de progrès économique. Ce sont-là des accusations fausses faites dans un but évident de propagande politique cherchant à présenter les Chypriotes turcs comme souffrant aux mains des Chypriotes grecs et, de ce fait, sollicitant l'intervention militaire de la Turquie pour rétablir leurs droits.

44. Ces accusations fausses ont été constamment faites dans le passé et si, à l'époque où de telles déclarations étaient faites on n'en comprenait pas le motif et de la raison, depuis l'invasion turque ceux-ci sont devenus évidents : la raison était de préparer le terrain et d'essayer de démontrer, par des justifications préalables, la nécessité d'une invasion turque moralement, politiquement et juridiquement inacceptable.

45. Les mêmes fausses accusations sont encore lancées car, à l'heure actuelle, il y a une nécessité encore plus grande de justifier l'invasion et sa continuation, défis si menaçants à l'opinion mondiale qui, elle, exige la cessation immédiate d'une invasion poursuivie au mépris total et en violation flagrante des dispositions de la résolution 3212 (XXIX).

46. Je voudrais tout d'abord mentionner que le caractère faux de ces accusations a été révélé et exposé dans le passé d'une manière incontestable et je pense que je n'ai pas besoin d'insister outre mesure sur des choses qui devraient être évidentes et probantes pour tous les membres de l'Assemblée. Je voudrais simplement faire état de certains extraits de rapports tout à fait incontestables puisqu'ils émanent d'une haute autorité indépendante qui n'est autre que le Secrétaire général des Nations Unies.

47. La première citation que je ferai est la suivante :

“Toutefois, si les Chypriotes turcs ne se déplacent pas en dehors de leurs secteurs, c'est aussi, croit-on, en raison d'un objectif politique, à savoir étayer l'argument selon lequel les deux principales communautés chypriotes ne peuvent vivre en paix dans l'île sans quelque sorte de séparation géographique⁷.”

48. Je cite maintenant un passage d'un autre rapport du Secrétaire général :

“Les dirigeants chypriotes turcs ont adopté une position strictement opposée à toute mesure pouvant amener des membres des deux communautés à vivre et à travailler ensemble ou risquant de placer les Chypriotes turcs dans une situation où ils seraient tenus de reconnaître l'autorité des agents du gouvernement⁸.”

Le rapport poursuit en ces termes :

“En fait, étant donné que les dirigeants chypriotes turcs se sont fixé comme objectif politique la séparation

⁷ Documents officiels du Conseil de sécurité, dix-neuvième année, Supplément d'avril, mai et juin 1964, document S/5764, par. 113.

⁸ Ibid., vingtième année, Supplément d'avril, mai et juin 1965, document S/6426, par. 106.

physique et géographique des communautés, il n'est guère probable qu'ils encouragent les Chypriotes turcs à entreprendre des activités qui pourraient être interprétées comme démontrant les avantages d'une autre politique⁸."

Le rapport continue :

"Le résultat est une politique apparemment délibérée d'autoségrégation de la part des Chypriotes turcs. . . les difficultés que connaît la population chypriote turque sont le résultat direct de la politique d'isolement que les dirigeants chypriotes turcs imposent par la force à la masse de la population⁸."

49. Voilà ce qu'il en est des allégations souvent répétées selon lesquelles l'isolement de certains Chypriotes turcs dans des enclaves — car il n'y eut jamais plus de 40 p. 100 de la population chypriote turque isolée de cette manière — leur fut imposé par les Chypriotes grecs ou qu'il fut rendu nécessaire par l'attitude du Gouvernement de Chypre.

50. De tout ce que je viens de dire, il ressort que ce furent les dirigeants turcs qui ont toujours poursuivi et imposé une politique de ségrégation, car ce n'est que grâce à cette politique que les bases du partage de l'île pouvaient être jetées et cette politique rendue plausible. Les actes et la politique de la Turquie depuis l'invasion, les tactiques visant à créer de nouvelles réalités, ainsi qu'ils les qualifient, par des faits accomplis sont la suite de cette même politique qui a été constamment suivie sous le couvert d'un système prétendu fédéral qui, en fait, est un système de confédération; cela apparaît indéniable. C'est exactement ce que poursuit la Turquie grâce à sa politique, à savoir une confédération et non une fédération. Les Turcs déracinent d'abord par la force la population de ses foyers et de ses provinces et, lorsque deux zones distinctes sont ainsi créées, ils les unissent par des liens très lâches sous le couvert d'un système de confédération. De nouveau, nous trouvons le même choix sélectif de mots. C'est pour cette raison que nous entendons constamment tant de slogans de propagande parlant d' "association dans l'égalité". Là encore, il y a un choix délibéré de mots ayant un double sens.

51. Nous sommes tous en faveur de l'égalité. Nous, les Chypriotes grecs, demandons maintenant l'égalité totale, l'égalité absolue de tout le peuple, de tous les individus. Quand il y a une minorité de 18 p. 100 qui cherche à séparer le pays en parties égales, alors qu'une vaste majorité de 82 p. 100 de la population se voit contrainte à vivre sur 60 p. 100 du territoire — qui est en grande partie inculte et non mis en valeur —, il existe l'injustice et l'inégalité parmi la population. C'est cette forme d' "association dans l'égalité" qui est bien connue, je pense, de nombreux Etats Membres ici, en particulier des Etats africains. C'est cette "association dans l'égalité" que le régime minoritaire d'Ian Smith en Rhodésie prêche et s'efforce d'appliquer en recourant à la force. Smith demande également à la grande majorité de la population de se joindre à lui dans une forme d' "association dans l'égalité" pour diriger "normalement" les affaires du pays, comme il dit. Pour la majorité, avoir des droits égaux, avoir également une voix déterminante dans les affaires et le sort du pays, avoir aussi le droit de jouir de ses biens et de ses propres demeures ne signifie pas diriger normalement les affaires du pays.

52. Nous constatons ce même étrange état d'esprit pour ce qui est de l'usage de l'expression "droits fondamentaux et légitimes" — non point "égalité de droits" — en ce qui concerne les Chypriotes grecs. Il semble que les dirigeants chypriotes turcs veulent prétendre, en présentant ce tableau, que c'est la seule communauté turque à Chypre qui a des droits qui doivent être sauvegardés. Nous avons entendu cette phrase ce matin. Nous avons entendu qu'il n'était possible de parvenir à une solution au moyen de négociations, "jusqu'à ce que les droits de la communauté chypriote turque soient préservés". Qu'en est-il des droits de la majorité chypriote grecque ?

53. On a parfois avancé l'idée que la communauté turque à Chypre, qui ne comprend que 18 p. 100 de la population totale, communauté qui possède seulement 12,6 p. 100 des terres qui sont propriété privée — selon les estimations établies par l'administration britannique — agit conformément à son droit fondamental et légitime en usurpant et en prenant par la force 40 p. 100 de la partie de l'île la plus fertile et la mieux cultivée, tandis que la majorité de la population, soit 82 p. 100 de la population, la communauté chypriote grecque, propriétaire légitime et de droit de la plus grande partie des terres usurpées, ne possède pas un tel droit fondamental et légitime.

54. Lorsque les Chypriotes turcs reçoivent, sans verser de compensations, des terres usurpées, ils exercent leurs droits "légitimes". Lorsque les Chypriotes grecs qui sont propriétaires de ces terres, qui les ont développées avec leur propre argent et leur propre travail, refusent d'accepter cela comme un fait accompli, refusent d'accepter l'usurpation de leurs terres, de leurs biens et des investissements qu'ils ont faits sur ces terres où ils ont vécu et prospéré pendant des siècles, on dit qu'ils sont "intransigeants" et qu'ils sont lents à accepter les réalités nouvelles de Chypre.

55. Il est parfaitement "légitime", c'est l'exercice du droit fondamental de tout Chypriote turc, quelle que soit la partie de l'île où il résidait auparavant, d'être autorisé, comme on l'a proclamé et exigé, à se déplacer librement dans toutes les régions occupées. On demande aussi qu'il soit autorisé à résider librement dans des maisons qui ne lui appartiennent pas mais qui appartiennent à ses compatriotes chypriotes grecs.

56. L'usurpation et l'exploitation de terres et de biens qui appartiennent aux Chypriotes grecs sont acceptées en tant qu'exercice des droits fondamentaux et "légitimes des Chypriotes turcs". Mais pour 200 000 Chypriotes grecs réfugiés souhaiter et exiger rien de plus et rien d'autre que d'être autorisés à retourner librement dans leurs foyers et à recouvrer leurs biens dans des conditions de sécurité, comme le demande la résolution 3212 (XXIX), est considéré par la Turquie comme inacceptable et comme étant un déni des réalités actuelles de Chypre.

57. C'est l'exercice d'un droit légitime et fondamental de la minorité de 18 p. 100 de Chypriotes turcs que de demander une participation de 50 p. 100, et c'est ce que l'on appelle par euphémisme une "association dans l'égalité"; mais que la majorité grecque de 82 p. 100 demande le respect des droits fondamentaux et légitimes qui sont les siens, y compris le droit d'avoir son mot à dire au sujet du destin de son pays, alors c'est nier les réalités créées par

l'invasion. J'estime que c'est là une tournure d'esprit particulière, une façon spéciale de se servir des mots en leur donnant un sens différent selon qu'il s'agit des Chypriotes grecs ou des Chypriotes turcs. Il semble qu'il s'agisse de droits légitimes, de droits fondamentaux qui appartiennent exclusivement aux Chypriotes turcs et que les mêmes droits ne peuvent être réclamés par les Chypriotes grecs et ne peuvent leur être accordés.

58. C'est dans ce sens que nous envisageons également la proposition dont on a tant parlé visant à établir un prétendu gouvernement de transition. La Commission politique spéciale a peut-être remarqué que la proposition ne vise pas à l'établissement d'un "gouvernement de transition" qui gouvernerait l'île, qui exercerait ses pouvoirs légitimes et souverains sur tout le territoire de Chypre; il devait s'agir d'un gouvernement légitime, d'un gouvernement de transition qui, pourtant, n'aurait qu'un objectif très limité : faire fonctionner certains services, rien de plus. Il ne s'agit pas d'une proposition tendant à l'établissement d'un gouvernement. Ce n'est pas un premier pas vers la création d'un gouvernement. C'est un premier pas vers l'abolition de l'existence même de l'Etat de Chypre.

59. A ce propos, je voudrais citer la déclaration faite par le négociateur chypriote grec, M. Clerides, répondant à cette proposition lorsqu'elle a été présentée :

"Les propositions chypriotes turques visant à la création d'un gouvernement fédéral commun de transition, propositions qui m'ont été envoyées à 17 h cet après-midi, et qui ont été presque immédiatement rendues publiques, sont absolument inacceptables et ne peuvent même pas constituer une base de négociations. Elles ont pour but l'abolition du Gouvernement de la République de Chypre, qui est reconnu internationalement, et la continuation de l'occupation par les forces turques de 40 p. 100 du territoire de la République. Aucun gouvernement fédéral de transition n'est possible tant que les forces militaires turques continuent d'occuper des territoires de la République.

"En outre, les propositions turques sont élaborées en vue de préjuger la solution du problème de Chypre en obligeant la partie chypriote grecque à accepter non seulement le principe d'un Etat fédéral birégional, mais aussi la représentation paritaire des deux communautés dans le gouvernement central, ignorant le fait que la communauté grecque constitue 82 p. 100 de la population totale de Chypre, tandis que la communauté turque n'en constitue que 18 p. 100."

60. Très brièvement, je voudrais parler de deux points soulevés ce matin au sujet d'un prétendu refus de délivrer des passeports à des citoyens chypriotes turcs. Il n'y a jamais eu un tel refus. Je déclare catégoriquement que les Chypriotes turcs peuvent à tout moment obtenir les passeports qu'ils désirent en s'adressant simplement aux services gouvernementaux compétents. Ce à quoi nous faisons objection, c'est que des milliers de passeports soient confiés à l'administration chypriote turque pour que celle-ci les délivre à volonté. Nous avons de très bonnes raisons pour cela et j'espère pouvoir les exposer plus tard dans ma déclaration.

61. En ce qui concerne les banques et la prétendue menace de bloquer les dépôts de Chypriotes turcs à la Banque centrale, il suffit de dire que trois banques opèrent librement dans les régions occupées, sans aucune restriction.

62. La Turquie, comme elle l'a prétendu au début et voudrait que le monde le croie, n'a pas envahi Chypre pour rétablir l'ordre constitutionnel que la Turquie avait garanti. La Turquie n'a pas non plus envahi Chypre pour protéger les droits des Chypriotes turcs. Le coup insensé de la défunte junte militaire grecque a servi de prétexte pour mettre en oeuvre un ancien plan, l'ancien plan de partage de l'île de Chypre en une zone turque et une zone grecque, d'abord, puis, lorsque l'occasion se présenterait dans l'avenir, de l'annexion de l'île tout entière. Voilà quel était l'ancien plan que la Turquie a mis en oeuvre avec une constance unique. Cela ressort à l'évidence des déclarations faites depuis 20 ans par des politiciens turcs, des ministres turcs et même par un premier ministre turc, et de l'exposé de la position turque à l'égard d'une solution du problème chypriote fait devant le Médiateur des Nations Unies, M. Galo Plaza, et inclu dans son rapport au Secrétaire général⁹. On a souvent parlé de ces nombreuses déclarations aussi n'abuserai-je pas de la patience et du temps de la Commission en m'y référant. Je parlerai cependant de trois d'entre elles, les plus révélatrices.

63. Dès 1955, le Ministre des affaires étrangères de Turquie de l'époque, feu M. Zorlu, à la tribune officielle de la Conférence tripartite sur la Méditerranée orientale et Chypre tenue à Londres en août et septembre 1955, n'a pas caché le fait que la Turquie avait des prétentions sur Chypre. M. Kemal Satir, ancien premier ministre de Turquie, dans une déclaration publique faite en 1964, a dit : "Chypre sera divisée en deux parties dont l'une sera rattachée à la Turquie." En juin 1964, M. Erkin, alors Ministre des affaires étrangères de Turquie, a clairement indiqué quelles étaient les intentions réelles de la Turquie dans une interview accordée à un journal auquel il déclarait : "La solution radicale serait de céder une partie de Chypre à la Grèce, et l'autre, celle qui est la plus proche de la côte turque de l'Adriatique, à la Turquie."

64. Trois mois plus tard à peine, le 8 septembre 1964, l'ancien premier ministre de Turquie, M. Ismet Inonu, prenant la parole à l'Assemblée nationale turque à propos des pourparlers de Genève de cette année, déclarait : "Nous avons officiellement favorisé l'idée de la fédération plutôt que la thèse du partage de façon à respecter les dispositions des traités", c'est-à-dire des traités par lesquels la République de Chypre avait été créée.

65. Ainsi, chaque fois que les Turcs se sont référés ici aux déclarations faites par des Chypriotes grecs concernant l'*enosis*, je pourrais répondre par un nombre égal de déclarations faites par les dirigeants chypriotes turcs et par la Turquie concernant le partage. La seule différence est que, tandis que les Chypriotes grecs ne faisaient qu'en parler, la Turquie, elle, a agi conformément aux déclarations qu'elle a faites. Ce ne sont pas les vaillants propos des Chypriotes grecs relatifs à l'*enosis* qui ont amené l'armée turque à Chypre. Et puis, éclaircissons cette question de

⁹ Ibid., Supplément de janvier, février et mars 1965, document S/6253.

l'*enosis* une fois pour toutes. Ce n'est pas un secret et la Commission n'est pas sans savoir que le combat qui a été mené pour le droit à l'autodétermination contre l'administration coloniale britannique de l'île visait l'*enosis*. Cinq fois au moins, on a eu recours à l'Assemblée pour y parvenir. Mais, précisément parce que nous étions réalistes, précisément parce que nous comprenions que l'autodétermination était impossible, nous avons accepté l'indépendance.

66. L'archevêque Makarios, qui est considéré ici comme le grand protagoniste de l'*enosis*, a en fait mené la lutte pour l'autodétermination de notre pays. Il n'y a pas à avoir honte de cela et nous ne pensons pas que cela donne le droit d'envahir l'île, car ce fut le même archevêque Makarios qui s'est, depuis 1960, présenté à trois élections qu'il a remportées contre des adversaires qui avaient pour programme l'*enosis* alors que lui y était hostile. Son dernier adversaire électoral, qui favorisait l'*enosis*, siège aujourd'hui parmi nous dans la délégation de Chypre. Il n'avait pu recueillir que 3 p. 100 des voix.

67. Une tentative de coup d'Etat fut dirigée contre l'archevêque Makarios, qui faillit y perdre la vie, parce qu'il était accusé de ne pas travailler en faveur de l'*enosis*. Même les auteurs de ce coup d'Etat, tout stupide et dénué de sens qu'il fut, n'ont jamais après leur succès prétendu qu'ils luttèrent en faveur de l'*enosis*, mais ils disaient qu'ils voulaient poursuivre les pourparlers afin de parvenir à une solution acceptable pour tous.

68. L'an dernier, à l'Assemblée, la délégation chypriote a présenté un projet de résolution en date du 26 octobre 1974¹⁰. Le septième alinéa du préambule de ce projet se lit comme suit :

“Prenant acte de la position du Gouvernement chypriote qui est opposé à l'annexion, par tout autre Etat, de la République de Chypre ou d'une partie quelconque de cette dernière, ou à la fusion de la République de Chypre ou d'une partie quelconque de cette dernière avec tout autre Etat, ainsi qu'à son partage ou à sa division sous quelque forme que ce soit.”

Ce projet de résolution, présenté par la délégation chypriote, n'a pas été accepté par la délégation turque. Ce fut donc l'ancien plan de partage de l'île qui a amené dans l'île l'armée turque. C'est la mise en oeuvre de ce plan qui aujourd'hui se déroule à Chypre. C'est ce plan que les forces d'invasion turques ont exécuté suivant, à quelques milles près, le plan qu'elles avaient proposé à M. Galo Plaza¹¹. C'est ce plan dont la Turquie souhaite la légitimation par le moyen des pourparlers intercommunautaires, et, pour la Turquie, les pourparlers ne progresseront jamais s'ils ne s'achèment pas vers la législation de ce plan; c'est exactement ce que les Chypriotes grecs n'accepteront jamais. Nous ne pouvons pas accepter — et personne n'a le droit de nous le demander — de devenir partie à un accord qui confèrera simplement un caractère légal à l'invasion turque et à ses horribles conséquences, posant ainsi les bases

du troisième acte, le partage final de notre pays avec l'expulsion forcée de la population autochtone et un changement de la structure démographique de Chypre.

69. C'est cette réalité que les discussions qui se déroulent à l'Assemblée doivent permettre d'identifier et c'est cette réalité que la communauté internationale doit clairement rejeter comme une impossibilité et comme étant moralement, légalement et politiquement contraire aux droits légitimes et fondamentaux des deux communautés de l'île. Ce n'est que lorsque les plans impérialistes à long terme de la Turquie seront connus et révélés que l'on pourra espérer que les négociations seront placées sur un plan différent et constructif, ce n'est que lorsqu'il sera manifeste que le monde n'acceptera pas la théorie selon laquelle la force constitue le droit, que lorsque la cessation de l'invasion sera devenue une réalité et que les réfugiés seront tous revenus dans leurs foyers, comme le demande la résolution 3212 (XXIX), que l'on pourra espérer que les négociations utiles prévues par cette résolution aboutiront à un règlement politique obtenu en toute liberté et accepté par toutes les parties, fondé sur les droits légitimes et fondamentaux des deux communautés.

70. La Turquie recourt à la puissance militaire de son armée d'invasion à Chypre pour masquer ses faits accomplis successifs et nous placer devant le triste et tragique dilemme suivant : “Ou la communauté chypriote grecque accepte en apposant sa signature l'occupation permanente de 40 p. 100 de son territoire, ou l'armée d'invasion turque poursuivra son occupation militaire de cette même région, qu'elle transformera en outre, grâce à la colonisation et à d'autres mesures, en une province turque.” Tel est le dilemme auquel est maintenant confronté la partie chypriote grecque. Pour la Turquie, c'est la seule issue que peuvent avoir les pourparlers intercommunautaires. C'est le résultat qu'on nous demande d'accepter *a priori*, avant même d'entamer les pourparlers et avant de faire connaître les propositions à la table des négociations. On veut que nous acceptions publiquement les principes qu'implique ce dilemme. C'est pourquoi les négociations sont devenues une comédie et c'est la raison pour laquelle aucune proposition concrète n'a jusqu'à présent été présentée par le côté chypriote turc; car il sait très bien quels sont, au regard de Chypre, ses buts et ses intentions véritables, que ces propositions refléteraient et révéleraient, soulevant ainsi l'indignation du monde parce qu'elles seraient totalement inacceptables.

71. Nous rejetons catégoriquement le dilemme qui nous est ainsi posé car il est illégal et immoral. Nous n'accepterons jamais la théorie selon laquelle le pouvoir est source de droit, selon laquelle le pouvoir militaire et la guerre peuvent être à l'origine de droits légitimes. La guerre et le recours aux armes en tant que moyens de résoudre un différend international sont catégoriquement et résolument rejetés par la communauté internationale et par la Charte des Nations Unies. La Turquie colporte l'idée selon laquelle l'archevêque Makarios, président de Chypre, est un obstacle à tout accord de ce genre. Elle ne saurait se tromper davantage. Il n'y a aucun dirigeant Chypriote grec, ni même aucun Chypriote grec tout court qui serait disposé à accepter ce dilemme ou à apposer sa signature au bas d'une capitulation aussi honteuse.

¹⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Annexes, point 110 de l'ordre du jour, document A/L.738.

¹¹ Documents officiels du Conseil de sécurité, vingtième année, Supplément de janvier, février et mars 1965, document S/6253, par. 109.

72. Nous avons peut-être subi une défaite militaire de la part des armées turques, mais nous ne sommes pas vaincus. En tant qu'Etat, nous avons peut-être tout perdu du fait de cette guerre désespérée, mais nous avons encore notre dignité d'être humains et cette dignité ne peut pas faire l'objet d'un marchandage. Nous n'allons pas signer notre capitulation sans conditions, comme on l'exige. Nous plaçons nos espoirs en l'Organisation des Nations Unies, même si certains pensent que cela ne sert à rien de poursuivre une discussion sur un problème international au sein de l'Organisation, même si l'on prétend que cette discussion "aboutira à une nouvelle résolution mais pas à une solution". Le soutien que nous apporte l'opinion mondiale n'est peut-être pas très grand mais c'est là notre seul espoir. Nous croyons encore — et nous espérons ne pas nous tromper en cela — qu'aucun pays, pas même la Turquie, n'est assez fort ou assez grand pour ignorer avec un tel mépris les décisions de l'Assemblée générale, assemblée mondiale, selon lesquelles la solution de la question de Chypre doit être trouvée par voie de négociations et non pas en ayant recours au pouvoir militaire ou en menaçant d'y avoir recours.

73. Aucun pays, pas même la Turquie, n'est assez fort ou assez grand pour méconnaître les principes établis par des résolutions adoptées à l'unanimité par les Nations Unies ou pour poursuivre unilatéralement une politique qui méconnaît totalement les droits fondamentaux et légitimes de tous les habitants de Chypre, qu'il s'agisse des Chypriotes grecs ou des Chypriotes turcs.

74. Le fait que la Turquie se soit arrangée pour convaincre un certain nombre d'Etats et beaucoup de personnes bien pensantes, dans le monde entier, de ce que le différend de Chypre est un différend constitutionnel entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs est déjà une victoire politique importante pour la Turquie. La Turquie ne veut pas entacher cette image en occupant maintenant militairement, sans provocation, le reste de l'île. Mais ce qu'elle recherche, c'est une expansion territoriale réalisée en colonisant l'île de Chypre, et cette colonisation, c'est bien ce que la Turquie est en train de réaliser en ce moment.

75. C'est l'évolution la plus sombre et la plus menaçante de la situation de Chypre. Si les dirigeants turcs réussissent dans cette entreprise, ils vont présenter la situation au monde comme étant irréversible, comme étant une réalité nouvelle et incontestable que l'on nous demandera, une fois de plus, d'accepter. Il y a déjà des preuves incontestables du fait que les Turcs du territoire continental de la Turquie sont envoyés à Chypre, qu'ils ont déjà été établis dans plusieurs villages des territoires occupés, dans les maisons dont les Chypriotes grecs ont été chassés par la force.

76. Des membres de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre et des membres des délégations diplomatiques étrangères ont déjà soumis des rapports selon lesquels ils ont été eux-mêmes les témoins de cette colonisation à grande échelle de Chypre par des Turcs venant de la Turquie continentale. Des correspondants de presse étrangers ont vu ces personnes et ont fait rapport sur cette nouvelle évolution de la situation. Il me suffira de citer quelques passages provenant de sources internationales dignes de foi.

77. Le 27 octobre 1975, M. Gaglayangil, ministre des affaires étrangères de Turquie, d'après un rapport adressé au Service national de Radio Ankara, a dit, répondant à une question qui lui était posée :

"... Ceux qui auraient prétendument été envoyés de Turquie dans l'Etat fédéré turc de Chypre sont, en fait, des travailleurs qui sont allés à Chypre pour répondre aux besoins en main-d'oeuvre du secteur turc."

Le Ministre a dit également que "des milliers de Chypriotes turcs, forcés de quitter l'île en raison des pressions dont ils avaient fait l'objet auparavant, voulaient regagner le lieu de leur naissance".

78. Le 15 octobre 1975, M. Orek, autre dirigeant chypriote turc, a fait une déclaration qui a été publiée dans les journaux chypriotes turcs *Zaman* et *Halkin Sesi*, disant : "... Un nombre limité de travailleurs va venir de Turquie pour répondre aux besoins en main-d'oeuvre saisonnière ..."

79. Voilà les déclarations qu'ont pu faire un fonctionnaire turc et un fonctionnaire chypriote turc lorsque la colonisation est devenue manifeste et n'a plus pu être niée. En ce qui concerne les explications données, j'aurai quelques mots à dire dans un instant. Mais, pour le moment, après une enquête menée sur place, un journal respecté, *The guardian*, a publié le 18 octobre 1975 ce qui suit :

"La migration des Turcs vers le nord, dans la partie occupée de Chypre, se poursuit à une échelle qui va bientôt modifier radicalement l'équilibre racial de l'île et qui pourrait sérieusement affecter la possibilité d'arriver à un règlement politique.

"... Le déplacement récent de plusieurs centaines de Chypriotes grecs du nord de l'île avait pour but de créer de l'espace pour les immigrants.

"... Cette immigration se poursuit dans le plus grand secret. On n'en a nullement parlé dans la presse chypriote turque et seules quelques références implicites y sont faites dans les journaux de la Turquie continentale.

"... Une enquête a révélé que la plupart de ces immigrants, au nombre de 10 à 15 000 personnes, d'après des sources chypriotes turques, sont des Lazes qui viennent de la côte nord-est de la Turquie. Cette immigration de Lazes semble avoir commencé en mars ou en avril.

"... D'après les chiffres fournis par les sources chypriotes turques, le taux d'immigration semble osciller entre 1 500 et 2 500 personnes par mois. Avec une force de quelque 40 000 soldats turcs au nord, il suffirait d'une année au chiffre le plus élevé et d'un peu plus de deux ans au chiffre le moins élevé pour que les Turcs venant de la Turquie continentale soient supérieurs en nombre aux Chypriotes turcs."

80. Ce qui suit est extrait d'une réponse du Secrétaire général de la Commission internationale de juristes en date du 14 juillet 1975 à une communication de la prétendue "Association du barreau de l'Etat fédéré turc" :

"... Les mesures prises par les autorités chypriotes turques contribuent grandement à créer une situation de

fait accompli en établissant des immigrants turcs (en violation de l'alinéa 6 de l'article 49 de la quatrième Convention de Genève, de 1949) dans les foyers d'où les Chypriotes grecs ont été chassés ou d'où ils se sont enfuis au moment de l'invasion par les forces armées turques."

81. Si l'on en croit le journal londonien *Financial Times* du 15 octobre 1975, l'immigration de Turquie à Chypre devrait atteindre le chiffre de 80 000 personnes. Si je mentionne ce fait, c'est parce que, dans cette même salle, au cours de ces deux derniers jours, deux représentants ont appris de la bouche de représentants chypriotes turcs qu'il n'était pas vrai que la colonisation globale de Chypre était en voie de préparation. "Seules 84 000 personnes de Turquie viendront s'ajouter aux 120 000 Chypriotes turcs", ont-ils dit.

82. Voyons les explications offertes en ce qui concerne les "travailleurs migrants", comme on les appelle par euphémisme.

83. Je dirai que, puisque aucun Chypriote grec ne peut aller dans les zones occupées et puisque même la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre voit ses déplacements strictement limités, il ne nous est pas encore possible d'obtenir, afin de vous les soumettre, des preuves concrètes de ce plan inhumain, illégal et effroyable.

84. Néanmoins, on sait fort bien — la presse chypriote turque ainsi que la presse turque le mentionnent ouvertement — que, dans le territoire occupé de Chypre, le chômage atteint le niveau, inconnu à ce jour, de 25 p. 100 de la population active turque. On sait également que la main-d'œuvre turque était employée antérieurement et principalement dans l'agriculture et dans des services tels que l'hôtellerie, la restauration et d'autres activités connexes du tourisme. Ce serait en fait une méthode particulière et tout à fait nouvelle de résoudre le problème du chômage — si aigu dans le cas des Chypriotes turcs qu'il touche 25 p. 100 de la population active — de faire venir de l'étranger, alors qu'on compte environ 30 000 Chypriotes sans travail, principalement des ouvriers agricoles, le même nombre de travailleurs agricoles, semi-qualifiés et non qualifiés, pour "répondre aux besoins en main-d'œuvre saisonnière".

85. Mais on a dit aussi que les colons sont en fait des citoyens chypriotes qui rentrent de l'étranger et il faut également dire quelques mots à ce sujet. J'ai ici à la disposition de toute personne intéressée les statistiques démographiques de Chypre à partir de l'année 1881, fondées sur le recensement de la population; ces statistiques n'ont pas été établies par des Chypriotes grecs mais, jusqu'en 1960, par les Britanniques, qui, avec leur passion bien connue pour les statistiques et la comptabilité exacte, sont réputés pour leur précision.

86. Au cours de ces années, le pourcentage de la population de Chypre et le pourcentage de l'immigration et de l'émigration sont restés constants, avec des fluctuations très faibles. En outre, le nombre total de Chypriotes turcs qui ont émigré entre 1955 et 1963 vers plusieurs pays, avant tout en Grande-Bretagne, en Australie et en Allemagne, et certains en Turquie, s'élève seulement à 10 625, et, de 1963 à 1974, ce chiffre s'élève seulement à 6 539; il est

important de mentionner que pendant cette même période le nombre d'émigrants grecs de l'île s'élevait à 50 956, c'est-à-dire à un taux supérieur au taux correspondant de la répartition de la population. Si, par conséquent, le nombre total de Turcs qui ont émigré de Chypre s'élève seulement à 6 539, si aucun d'entre eux n'est encore décédé, s'ils se trouvent tous dans le groupe d'âge nubile, s'ils sont très actifs et fertiles dans ce domaine, et si tous leurs enfants sont encore en vie, je me trouve devant le problème biologique insoluble de savoir comment ces personnes ont pu s'arranger pour se multiplier et atteindre le chiffre de 80 000 travailleurs saisonniers en bonne santé dans l'espace de 10 ans, ou pour avoir des enfants et petits enfants dont le nombre, comme on nous le dit quelquefois, s'élève à 300 000 personnes d'origine chypriote turque qui sont susceptibles de venir à Chypre pour "répondre aux besoins en main-d'œuvre saisonnière". Je dois avouer que je n'ai aucune explication à donner à ce miracle biologique. Si cette déclaration n'avait été faite sérieusement, j'aurais pu douter de sa véracité.

87. De tous les faits accomplis, de toutes les mesures unilatérales prises, aucun n'est plus contraire au droit international et à la lettre et à l'esprit des résolutions des Nations Unies que la colonisation de Chypre.

88. Le colonialisme a été presque éliminé de la face de la Terre, et le monde a sacrifié de nombreuses vies et connu de nombreuses souffrances pour mettre en marche le processus de son élimination totale de la Terre. Nous espérons que le monde ne peut pas et ne pourra pas rester indifférent devant le seul cas du vingtième siècle où l'on ressuscite le colonialisme. Par conséquent, notre recours aux Nations Unies — recours qui fait l'objet d'un tel mépris de la part des Turcs et dont l'utilité est mise en doute — n'a d'autre but que de demander à l'Assemblée générale de réaffirmer sa résolution 3212 (XXIX), afin qu'il soit bien clair pour tous que les résolutions, qu'elles soient adoptées à l'unanimité ou autrement, qu'elles soient ou non entérinées par le Conseil de sécurité, sont adoptées pour être appliquées et que les Etats Membres ont le devoir suprême d'appliquer ces résolutions. En outre, nous demandons que le processus et la tactique du fait accompli soient condamnés en tant que méthode visant à trouver une solution au problème de Chypre. Car ce problème ne pourra être résolu de façon objective tant que les forces d'invasion se trouveront dans l'île. En outre, ce fait nouveau et répugnant — le néo-colonialisme — ne peut laisser personne indifférent ici.

89. Avant de terminer, je suis obligé d'évoquer un autre aspect tragique du problème dramatique de Chypre. Il s'agit des personnes portées disparues. C'est une question de prisonniers de guerre chypriotes grecs non reconnus et de personnes portées disparues des deux communautés : les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs. Ce sont des questions que nous voulons absolument — je souligne "absolument" — et désire que cela soit noté — mettre au clair et que nous voulons voir traitées en dehors des questions politiques du problème de Chypre. Il s'agit d'un problème humanitaire dont la solution doit être recherchée activement et continuellement par les ennemis comme par les amis, par les gouvernements, les organisations, les institutions et, en général, par toutes les personnes de bonne volonté du monde entier.

90. Dix-sept mois après la cessation complète des hostilités à Chypre, le sort de 2 107 personnes, pour la plupart des Chypriotes grecs, et d'un certain nombre de Chypriotes turcs est totalement inconnu. Certains d'entre eux étaient des soldats, mais il y avait aussi de nombreux civils d'âge différent, y compris des femmes et des enfants. Au cours de l'année écoulée, des efforts considérables ont été faits en vue de rechercher et de libérer les prisonniers non déclarés et de rechercher les personnes portées disparues, mais ce en vain. Les représentants chypriotes grecs et chypriotes turcs ont participé aux travaux de commissions et de sous-commissions mixtes, avec la participation de représentants du Comité international de la Croix-Rouge et de l'Organisation des Nations Unies, pour examiner ce problème afin de rassembler et de vérifier les renseignements reçus et pour trouver les moyens de rechercher et de libérer ceux qui sont encore en vie ou pour savoir quel a été le sort de ceux dont on pense qu'ils sont morts. Tous ces efforts n'ont mené à aucun résultat en raison surtout du fait que les autorités militaires turques de Chypre refusent la liberté de mouvement et de recherche soit aux Commissions mixtes, soit aux représentants des Nations Unies et de la Croix-Rouge internationale.

91. Ce problème angoissant se pose donc toujours, et les parents, anxieux, voudraient connaître, comme ils en ont le droit en vertu du droit international ou national, quel a été le destin de ceux qu'ils aiment. Je pense qu'il n'est point utile d'entrer dans le détail, et, en fait, je ne trouve pas de mots assez forts pour décrire la tragédie des parents qui sont condamnés pour le reste de leur vie à se demander si leurs enfants sont morts ou en vie.

92. Cette ignorance est peut-être encore plus pénible et plus douloureuse que la certitude de la mort d'un parent ou d'un être aimé. Une fois de plus, nous faisons appel aux sentiments humanitaires du Gouvernement turc et des autorités militaires turques à Chypre pour entendre la voix angoissée, implorante, des parents des personnes disparues et pour contribuer aux efforts déployés pour rechercher ces gens, pour faciliter ces efforts ou, au moins, ne pas y faire obstacle. Pour notre part, nous, de la partie grecque chypriote, nous sommes prêts à donner toutes facilités et à arriver à tout accord pour retrouver ces gens. De plus, nous déclarons catégoriquement qu'aucune tentative ne sera faite pour tirer un profit politique de cette question humanitaire, même s'il était reconnu que ces gens ou une partie d'entre eux ont été tués de sang-froid après la fin des hostilités.

93. L'attaque sur Chypre a été sanglante et impitoyable et des milliers de civils sans armes et sans défense ont été emportés dans la tempête de l'invasion. On sait que, dans de telles circonstances, c'est surtout l'innocent, le faible, qui souffre. Au moment du combat, les soldats, de quelque nation qu'ils soient, ont tendance à tirer d'abord et à poser des questions ensuite. Beaucoup parmi les disparus peuvent avoir péri, soit pendant le combat lui-même, soit à la suite de l'avance des forces turques. Mais il y a des centaines de personnes disparues qui, elles, ont été vues, ou dont on sait qu'elles étaient vivantes et entre les mains des autorités turques quelques heures, quelques jours, voire quelques semaines après que le dernier coup de feu a été tiré. Les commissions mixtes auxquelles il a déjà été fait allusion travaillent depuis de nombreux jours, de nombreuses semaines, de nombreux mois, et ont dressé le dossier

détaillé de pas moins de 70 cas de personnes de cet ordre, personnes qui, indéniablement, étaient aux mains des forces ou des autorités turques bien après la fin des hostilités. Ces dossiers ont été présentés, mais aucune réponse n'a été reçue quant aux résultats de l'enquête promise. Quand je dis qu'on sait que ces personnes étaient vivantes et entre les mains des autorités turques, je m'appuie sur des preuves claires, objectives, de ce fait. Je n'en citerai que quelques exemples, pour ne pas allonger le débat.

94. Quinze personnes ont parlé à la station de radio turque à Chypre, la station "Bayrak" aussi récemment que le 10 août 1974, c'est-à-dire 40 jours après l'invasion et 15 jours après le dernier coup de feu. Elles se sont identifiées, donnant leur rang et leur numéro matricule. Elles ont déclaré qu'elles étaient bien traitées, et nous avons des enregistrements de leur voix. Ce sont des personnes qui ont été en prison ou dans des camps de prisonniers et qui ont reçu la visite de représentants du Croissant Rouge, qui leur ont distribué de la nourriture et autres produits indispensables. Des photos des personnes à qui ces représentants ont rendu visite ont été publiées dans les bulletins officiels et revues turcs, avec leur nom. Ces publications indiquent que ces visites ont eu lieu à la date récente du 4 septembre 1974, quand ces gens étaient encore vivants. Aussi récemment que le 19 septembre 1974, la revue turque *Hayyat* a publié les photographies de files de prisonniers chypriotes grecs sur le point d'être envoyés en Turquie, et plusieurs d'entre eux, qui ont été clairement identifiés, sont encore portés disparus. Il y a encore les photographies d'autres personnes, et plusieurs centaines d'autres individus ont été vus dans les prisons; des parents et des amis leur ont parlé, et quelques-uns de ceux figurant sur les listes des personnes devant être libérées les 6, 7 et 8 novembre 1974, c'est-à-dire quatre mois après l'invasion, sont encore portés disparus. Ils n'ont jamais été libérés.

95. Nous voulons savoir ce qu'il est advenu de ces gens. Il ne nous appartient pas de nous répandre en récriminations ni de demander le châtiment de ceux qui sont responsables de la perte de ces personnes. Nous voulons simplement savoir. Nous en avons le droit. Les autorités turques, de par la loi humaine et divine, de par toutes les lois de la guerre et de la paix, en vertu de critères purement humanitaires, doivent rendre compte de ces gens. Nous répétons encore que nous n'avons pas l'intention d'obtenir des avantages politiques grâce à ce problème, et nous ne le ferons pas. Nous sommes prêts à établir une commission, une commission mixte, sous la présidence de la Croix-Rouge internationale ou de fonctionnaires des Nations Unies, pour mener des enquêtes dans les deux régions au sujet des Chypriotes grecs comme des Chypriotes turcs, en commençant par là où l'on sait que les personnes disparues ont été arrêtées ou détenues; nous sommes prêts à entendre les déclarations de ceux qui ont été en dernier responsables de ces personnes, pour essayer de savoir ce qu'elles sont devenues.

96. Ceux dont on peut s'assurer qu'ils sont vivants doivent être libérés immédiatement. Quant à ceux qui sont morts, quelles que soient les circonstances de cette mort, il nous faut nous en assurer. Nous ne voulons pas savoir le nom de ceux qui les ont tués. Nous ne voulons même pas savoir s'ils ont été tués de sang-froid. Nous ne voulons pas savoir qui les a tués. Que leur propre conscience soit leur punition; ce n'est pas à nous de punir. Nous sommes prêts même à

accepter que cette recherche soit entreprise exclusivement par la Croix-Rouge ou des fonctionnaires des Nations Unies, sans la moindre participation de la partie grecque, et nous considérerons leurs constatations comme finales.

97. Il faut mettre fin à cette tragédie de l'incertitude. Les familles des disparus ne peuvent supporter plus longtemps cette horrible incertitude quant au sort de leurs enfants. Cela dépasse le cadre du problème chypriote; c'est un problème à l'échelle de la communauté mondiale, un problème pour la conscience de tous les êtres civilisés de tous les pays.

98. M. TÜRKMEN (Turquie) [*interprétation de l'anglais*] : Je voudrais faire quelques brèves observations à propos des déclarations des représentants chypriote turc et chypriote grec. Je ne reprendrai pas les points soulevés par le représentant de la communauté chypriote grecque. L'autre représentant de cette même communauté, qui a parlé hier devant l'Assemblée générale [2401^e séance plénière], a évidemment soulevé les mêmes points. Je donnerai donc une réponse à ces derniers en séance plénière. Etant donné la prolifération des délégations grecques, chacune portant un chapeau différent, cela permettra de ne pas allonger le débat.

99. Cependant, je note que le représentant chypriote grec — celui qui a parlé aujourd'hui — a fait objection à la proposition demandant pour M. Ralph Denktas le droit de faire une déclaration en séance plénière. Si je le comprends bien, il a exprimé des doutes quant au titre du vice-président de Chypre de M. Denktas. Il devrait savoir que, malgré les ruines de la Constitution de Chypre détruite par les dirigeants de sa communauté il y a 12 ans, M. Denktas est aussi vice-président de Chypre que M. Makarios en est président.

100. Le représentant grec a fait certains commentaires à propos de la structure de la communauté turque. Je pense que ce n'est pas son affaire. La communauté turque est et restera aussi libre que la communauté grecque en ce qui concerne le règlement de ses affaires intérieures.

101. Je note également que le représentant chypriote grec, non content de s'occuper des affaires intérieures de la communauté chypriote turque, s'est permis de juger les affaires intérieures turques. Il a parlé de "dirigeants militaires en Turquie". Il doit confondre la Turquie avec un autre pays où les militaires ont été la cause directe de cette tragédie de Chypre qu'il a déplorée si amèrement.

102. Le représentant chypriote grec semble également très surpris que la communauté turque préfère ce qu'il appelle "l'agression turque" à l'accolade grecque. Mais je ne répondrai pas à cela; je suis certain que la communauté turque répondra elle-même.

103. Le représentant de la communauté chypriote turque, M. Celik, a montré une fois de plus la véritable nature du problème que nous discutons ici. Le problème est fondamentalement un conflit entre les deux communautés qui porte essentiellement sur les questions constitutionnelles et sur l'avenir même de Chypre.

104. La source des souffrances des Chypriotes depuis 1963 n'est rien d'autre qu'une double tentative de la

communauté chypriote grecque de détruire la Constitution, de réduire la communauté chypriote turque au rang d'une minorité sans force et de faire annexer l'île par la Grèce, en accord avec les dirigeants chypriotes grecs.

105. Ces dirigeants ont réussi à anéantir la structure étatique et les droits fondamentaux de la communauté turque. La Grèce, se contentant pour l'heure d'une *enosis* voilée, a presque réussi à s'emparer de l'île grâce à l'établissement d'un deuxième Etat grec sur les ruines de l'Etat bi-communautaire de Chypre. Tant que l'*enosis* ne pouvait pas être proclamée en toute sécurité, il était commode pour la Grèce de permettre la continuation d'une double existence politique grecque. La fiction d'une Chypre indépendante a donc été maintenue; les Chypriotes turcs ont été totalement éliminés du Gouvernement et de l'administration chypriotes et n'avaient plus la possibilité d'influencer la politique de la soi-disant République indépendante de Chypre.

106. Dans ce jeu, il y avait une lutte sombre et sinistre pour le pouvoir, un réseau d'intrigues et de conspirations parmi les Grecs si complexe et si compliqué que seuls ceux qui connaissent les subtilités byzantines peuvent en comprendre toutes les ramifications. Fondamentalement, cette lutte entre Grecs tournait autour des ambitions de l'archevêque Makarios cherchant à étendre son pouvoir et manipuler l'*enosis* en conséquence; mais elle impliquait également les difficultés politiques intérieures de la Grèce. Ce n'était pas une lutte à propos de l'*enosis*; tous les participants étaient d'accord sur ce point. C'était une lutte sur la question de savoir quand et comment l'*enosis* serait réalisée et au profit de quelle faction.

107. Telle était la situation jusqu'au moment où la junte militaire a pris le pouvoir en Grèce. Cette junte représentait les éléments les plus chauvins et réactionnaires grecs et elle s'est sur-le-champ engagée dans une politique visant à l'*enosis* immédiate.

108. Lorsque la Turquie a refusé de négocier avec le Gouvernement grec sur toute autre base que l'indépendance de l'île, ce dernier a essayé d'intimider la Turquie et la communauté chypriote turque par une attaque militaire directe de ses troupes d'occupation à Chypre contre les communautés chypriotes turques sur toute l'île. Ce recours à la force en 1967 a provoqué la crise qui a obligé le Gouvernement grec à accepter, pour la première fois, des négociations directes entre les deux communautés de Chypre.

109. La Turquie espérait que la disposition de la Grèce à transposer le problème dans un cadre intercommunautaire signifiait qu'elle renonçait enfin à l'*enosis* et acceptait l'indépendance et la souveraineté de l'île. Pour sa part, la communauté turque a espéré en vain que l'archevêque Makarios négocierait sérieusement une structure de l'Etat qui sauvegarderait les droits légitimes des deux communautés.

110. Les négociations intercommunautaires ont duré six ans, mais en vain. Pendant tout ce temps, la communauté chypriote grecque ne s'est jamais rendu compte que le temps passait, car elle estimait qu'elle négociait à partir d'une position de force. Ayant affaire aujourd'hui dans les

négociations à une partie relativement égale, à savoir la communauté turque, la communauté chypriote grecque crie que "le temps presse". Au cours de toutes ces années, le Gouvernement grec, en faisant semblant d'appuyer les conversations intercommunautaires, a continué à renforcer sa colonisation militaire de Chypre, et tout cela a abouti au coup bien connu de juillet 1974.

111. J'ai rappelé brièvement ces événements historiques pour montrer que la politique d'*enosis* s'est poursuivie de manière constante au cours des années et pourquoi la Turquie et la communauté chypriote turque étaient inquiètes. Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur les amères leçons du passé. Nous ne savons que trop que la passion de l'*enosis* sera réveillée dès qu'on verra qu'elle a des chances de succès.

112. C'est donc avec un sentiment d'incrédulité que nous avons constaté que M. Christophides n'a pas mentionné cette question fondamentale hier dans sa déclaration [*ibid.*]. Aujourd'hui, il a mentionné cette question en disant que toutes les déclarations sur l'*enosis* n'étaient que des paroles. Il a affirmé que ces paroles étaient innocentes; mais lorsque les Turcs parlent de partage, cela représente une politique militante.

113. Pour soutenir leurs arguments, les représentants chypriotes grecs ont cité hier et aujourd'hui certaines déclarations de personnalités politiques et gouvernementales turques. Dans toutes les déclarations auxquelles ils se sont référés, l'idée de partage est prise en tant qu'argument défensif. Le partage n'a jamais été l'objectif de la Turquie à l'égard de la République de Chypre. Il a toujours été utilisé contre l'idée de l'*enosis*. La meilleure preuve de tout cela – en dépit de la situation créée l'année dernière, en dépit de toutes ses conséquences et de la situation *de facto* dans l'île aujourd'hui – est que la Turquie n'a jamais envisagé d'appliquer une politique de partage.

114. Nous sommes en faveur de l'indépendance et de la souveraineté de Chypre parce que nous croyons que la destruction de l'indépendance de n'importe quel pays dans le monde constituerait un précédent très sérieux au détriment de la paix et de la sécurité internationales. Nous sommes en faveur de l'indépendance parce qu'elle représente un facteur important pour la stabilité et la tranquillité de la Méditerranée orientale. Nous sommes pour une Chypre indépendante où il n'y aura pas d'armes et de forces capables d'opération stratégiques. Nous sommes en faveur d'une République de Chypre non alignée, et non point d'une parodie de non-alignement comme c'était le cas jusqu'ici.

115. Telles sont les raisons pour lesquelles, malgré le découragement et le pessimisme que la communauté turque a accumulés au cours des années dans ses tentatives incessantes de vivre au côté de la communauté grecque sur un pied d'égalité, nous lui avons demandé et lui demandons encore de négocier un règlement pacifique sur la base de l'indépendance, de la souveraineté et du non-alignement de la République de Chypre.

116. A ce stade, je n'ai pas l'intention de faire une longue déclaration. Je voulais simplement dire qui était et est toujours pour l'indépendance de Chypre et qui a toujours été contre. Nous voulons que les membres de cette

Commission qui appuient l'indépendance de Chypre n'aient pas de doute sur ce point crucial.

117. La délégation de la Turquie répondra en temps voulu, en séance plénière de l'Assemblée, aux calomnies qui ont été lancées hier, dans la mesure où elles appellent une réponse. Quant aux allégations de M. Christophides et de M. Papadopoulos, M. Celik s'en chargera.

118. Ce ne sont pas les accusations calomnieuses contre la Turquie qui sont décourageantes, car nous nous y attendions puisque nous savons depuis longtemps que la rhétorique agressive et abusive est la seconde nature des représentants chypriotes grecs. Mais nous espérons, et je suis certain que tous les membres de cette Commission l'espéraient également, lire, entre les lignes des déclarations, la volonté de travailler en vue d'un règlement pacifique et la volonté de répondre au désir de la communauté turque de continuer les négociations. Maintenant, nous ne voyons pas très clairement quels sont les objectifs de la communauté grecque. Nous ne pouvons qu'espérer que cette tragédie grecque n'est pas allée jusqu'à empêcher la communauté grecque de comprendre ses propres intérêts.

119. Le **PRESIDENT** (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne la parole à M. Celik, représentant de la communauté chypriote turque.

120. M. CELIK (Communauté chypriote turque) [*interprétation de l'anglais*] : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner pour la deuxième fois la parole afin de me permettre de développer quelque peu deux questions soulevées cet après-midi par le représentant des Chypriotes grecs.

121. M. Papadopoulos a prétendu que M. Denktas, le dirigeant chypriote turc et négociateur au cours des entretiens, devrait prendre la parole à la Commission politique spéciale et non devant l'Assemblée en séance plénière. Il m'a demandé quels points de vue je représentais ici. Je ne pense pas qu'il doive y avoir le moindre doute quant à ce que je représente. Je représente clairement les vues de la communauté chypriote turque.

122. Mais je ne suis pas étonné de voir le représentant chypriote grec continuer, sans hésiter aucunement, à s'efforcer de nous empêcher d'être entendus et de nous présenter comme des citoyens de deuxième classe. Pour les Grecs, il est juste qu'ils puissent prendre la parole en séance plénière de l'Assemblée générale, qu'ils puissent s'exprimer ici, qu'ils puissent parler partout, dans n'importe quelle instance internationale à laquelle il leur est possible d'avoir accès. Mais quand il s'agit de nous, il faut nous empêcher de prendre la parole. Pourquoi ont-ils tellement peur que le monde connaisse le point de vue turc. Je pense que la réponse est évidente pour tous dans cette salle.

123. Je ne veux pas entrer dans les détails sur le sujet. J'ai fait connaître mes vues à cet égard ce matin. Mais nous estimons qu'au nom de la justice nous devons être traités sur un pied d'égalité. Il y a des raisons sérieuses, légitimes, justifiées, pour que M. Denktas soit entendu en séance plénière de l'Assemblée générale. Le projet de résolution présenté par la partie grecque y sera débattu. Le fond du problème y sera discuté. C'est pourquoi nous jugeons

approprié et, en fait, essentiel que les deux parties soient entendues avant qu'un projet de résolution soit adopté, projet qui, nous y comptons, aura un caractère obligatoire pour les deux parties et devra nous réunir tous autour de la table des négociations. Je pense que l'opposition même qui a été soulevée ici donne une autre raison morale aux Etats Membres d'appuyer notre demande d'audition en séance plénière.

124. Une fois de plus, nous avons été les témoins d'une tentative de la partie grecque de présenter l'intervention légitime et justifiée de la Turquie à Chypre comme une agression. Il n'y a pas eu agression, il ne pouvait y avoir agression de la part de la Turquie. Cette intervention, justifiée je le répète, n'était pas une agression, mais une tentative d'empêcher la consolidation de l'agression qui avait déjà commencé en 1963, menée par les forces communes des Chypriotes grecs et des Grecs du continent dans le but de détruire l'indépendance de Chypre. Ce qui a causé l'invasion turque est la tentative qui a abouti en juillet 1974 au coup bien connu qui a provoqué tant d'effusion de sang dans la communauté grecque comme dans la communauté turque. Cette intervention ne saurait être présentée ici comme une agression et on ne peut pas demander à l'Organisation mondiale de la condamner à ce titre.

125. Nous demandons au monde de rejeter totalement l'allégation selon laquelle il y a une occupation turque de Chypre. S'il n'y avait pas de soldats turcs à Chypre, je ne serais pas ici pour défendre les droits de mon pays. Un massacre général était prévu pour nous. L'archevêque Makarios lui-même a dû reconnaître ce plan lorsqu'il a pris la parole devant le Conseil de sécurité le 19 juillet l'an dernier¹².

126. Les hommes mêmes qui ont monté ce plan, qui ont causé la mort de 2 000 Chypriotes grecs et obligé la Turquie à débarquer à Chypre, se trouvent tout à fait libres à Chypre; ils sont armés, ils circulent librement avec leurs armes et publient des journaux qui préconisent l'union avec la Grèce.

127. Cette allégation d'occupation injustifiée est venue d'un chef de l'EOKA, un dirigeant chypriote grec favorable à l'*enosis*, mon collègue ici. Cette circonstance même montre de façon flagrante comment les faits sont déformés et présentés de manière erronée. Aucune mention n'est faite ici des armées secrètes grecques à Chypre, l'armée Sampson, l'armée Lyssarides. Lyssarides est un autre dirigeant chypriote grec et il est sans doute aujourd'hui dans cette salle même. Et il y a d'autres armées secrètes, je ne sais pas combien, mais eux le savent.

128. M. Papadopoulos s'est efforcé de prétendre que le processus d'abolition de l'Etat de Chypre a commencé l'an dernier. Ce faisant, tente-t-il de réaffirmer le caractère légitime du mouvement de l'*enosis*, mouvement dont les Grecs ont souffert tout autant que les Turcs? M. Papadopoulos n'a pas dit ici s'il est toujours fidèle au serment qu'il a prêté à l'*enosis*. Son chef, l'archevêque Makarios, dit qu'il y est toujours fidèle. Nous ne savons pas si les autres dirigeants grecs sont ou non toujours fidèles à ce serment. On ne nous dit jamais rien à ce sujet.

129. Soit dit en passant, nous n'avons pas demandé aux Chypriotes grecs une capitulation inconditionnelle. Tout ce que nous avons demandé, c'est l'établissement de l'égalité à Chypre.

130. Il y a une autre question qui est exploitée constamment et sans merci, c'est celle des réfugiés de Chypre. Cette question des réfugiés n'est pas nouvelle, elle ne l'est pas spécialement pour nous. Nous endurons un problème de réfugiés depuis deux décennies. Pendant ces 12 dernières années, nous avons dû entretenir 26 000 réfugiés dans des conditions très difficiles, la partie grecque prenant des mesures extrêmes allant jusqu'à demander que des droits d'importation soient perçus sur les subsides et sur l'aide alimentaire venant de Turquie. Lorsque nous avons demandé l'aide d'organismes internationaux en faveur de nos réfugiés, pour nous permettre par exemple de les reloger, notre demande a été rejetée parce que, a-t-on prétendu à cette époque, il ne pouvait y avoir de réfugiés à Chypre, étant donné que nul ne pouvait être considéré comme un réfugié dans son propre pays.

131. En disant cela, je ne cherche nullement à sous-estimer le problème des réfugiés. Il y a un problème de réfugiés et je pense que nous devons l'examiner ici.

132. En 1963, 26 000 Chypriotes turcs ont été déplacés, certains d'entre eux pour la deuxième fois, parce que ces personnes avaient déjà été déracinées en 1957. En 1974, 60 000 personnes, soit plus de la moitié de la communauté chypriote turque, ont été déplacées du sud et ont dû s'enfuir vers le nord pour assurer leur sécurité. Un nombre à peu près égal de Grecs, devant l'intervention militaire turque, ont préféré se diriger vers le sud: il s'agit là de 80 000 à 90 000 personnes. Le nombre donné pour les réfugiés chypriotes grecs est allé toujours croissant. Il était d'abord de 60 000 personnes, il a passé à 80 000, puis à 100 000, enfin à 160 000. Tout récemment, on nous a cité un chiffre aussi élevé que 220 000 personnes.

133. Mais il n'est pas difficile de vérifier le nombre de ces personnes. Nous savons de quels villages elles ont été évacuées. Il existe un recensement officiel grec qui donne des chiffres sur ces réfugiés. Même selon les estimations les plus exagérées, le nombre de ces personnes ne peut pas dépasser 100 000. Pourquoi avancer des chiffres plus élevés alors que nous pouvons citer les autorités grecques elles-mêmes? J'ai devant moi un extrait de l'ouvrage intitulé *Les aspects juridiques du problème des réfugiés à Chypre*, écrit par l'avocat général chypriote grec lui-même, M. Criton Tornaritis. Il affirme qu'il ne saurait y avoir plus de 120 000 réfugiés grecs à Chypre. Voilà le chiffre qui est donné par un Grec qui essaie de défendre son point de vue. Son affirmation est contenue dans un document officiel.

134. Le problème des réfugiés est, bien entendu, un problème très important, un problème très humain, un problème qui doit être résolu. Comment le sera-t-il? Nous avons eu 84 000 réfugiés dont certains ont déjà été acceptés, tandis que d'autres sont sur le point d'être réinstallés. Un nombre égal de Chypriotes grecs ont été relogés dans des maisons turques et dans des propriétés turques situées dans le sud. Il y a encore de 5 000 à 8 000 réfugiés grecs qui sont maintenus dans des tentes aux fins

¹² Ibid., vingt-neuvième année, 1780^e séance.

de propagande politique, exploités pour des raisons politiques. Même les journaux grecs critiquent constamment l'Administration chypriote grecque pour ne pas réinstaller ces personnes, étant donné qu'elle a l'occasion de le faire, ainsi que les moyens. L'Administration maintient ces réfugiés afin de demander l'assistance étrangère, et je dirai en passant que, dans sa propre presse, on écrit qu'il y a à l'heure actuelle des réserves alimentaires pour deux ans, reçues au titre de l'aide étrangère pour ces prétendus réfugiés, marchandises qui sont vendues ouvertement sur le marché de Nicosie à moitié prix. C'est là une preuve supplémentaire de ce que le nombre des réfugiés, tel qu'il est présenté par le côté grec, est grandement exagéré.

135. Les allégations faites ici selon lesquelles le côté turc n'aurait pas présenté des propositions constructives lors des entretiens intercommunautaires sont fausses. Elles sont dénuées de fondement; c'est de la propagande politique. Au cours des entretiens, nous avons suggéré à l'autre partie un gouvernement fédéral central commun. Nous avons également avancé des propositions concrètes pour la structure de ce gouvernement central et pour les pouvoirs et les fonctions du gouvernement fédéral central, qui, nous l'espérons, serait constitué. Ces propositions sont contenues dans un document de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, en date du 19 septembre 1975 [A/10256-S/11825].

136. On a prétendu ici — comme l'a toujours prétendu le côté grec — que la raison qui avait motivé l'interruption des négociations était que nous n'avions pas présenté des propositions concrètes sur la question du territoire. Cela encore est faux.

137. Au cours de la troisième série d'entretiens qui ont eu lieu à Vienne, M. Clerides a accepté en principe l'idée d'une fédération, d'un gouvernement central souple, et la participation des deux communautés au gouvernement central sur un pied d'égalité. En retour, des cartes établies par chaque partie, indiquant des frontières géographiques, seraient échangées entre le 1^{er} et le 6 septembre. Ces cartes seraient comparées, des tentatives seraient faites pour combler les divergences existant entre les deux parties et, ensuite, les deux négociateurs se rendraient à New York avec les cartes prêtes pour les deux côtés.

138. Mais, à peine était-il retourné à Chypre, que M. Clerides subit de telles attaques qu'il dut renoncer. Il fit des déclarations publiques indiquant qu'il ne préparerait pas sa propre carte, à la suite de quoi, M. Denktas a également eu ses propres difficultés en préparant sa carte. Néanmoins, M. Denktas est venu à New York, apportant un ordre du jour, connu du Secrétaire général, composé de huit à neuf points et qui comprenait des concessions et des estimations portant sur environ 240 miles carrés de terre, le réajustement des routes afin que la liberté de mouvement puisse être accordée à des milliers de Chypriotes, et d'autres questions pertinentes. Mais M. Clerides n'a pas voulu négocier sur ces problèmes, prétendant que les directives venant de Chypre étaient telles qu'il ne pouvait négocier à moins que M. Denktas ne soumette des propositions concrètes.

139. L'appel adressé par M. Denktas à M. Clerides selon lequel celui-ci n'était pas en mesure de savoir, tant que les

discussions n'avaient pas commencé, si M. Denktas avait apporté des propositions concrètes fut sans effet : M. Clerides avait reçu ses instructions. Pas même pour préserver l'atmosphère d'optimisme qui régnait entre les deux communautés n'a-t-il voulu accepté de négocier. Je ne pense pas devoir m'étendre davantage sur cette question.

140. En ce qui concerne l'allégation selon laquelle le côté turc serait en faveur du partage, là encore c'est faux. Le partage, ou la double *enosis*, comme on l'appelle, a toujours été l'antidote de l'*enosis*. Nous avons toujours parlé de partage lorsque les Grecs insistaient sur l'*enosis* pour laquelle ils luttait contre nous et aussi entre eux. Nous avons dit : s'il doit y avoir *enosis*, ce sera sur la base de l'autodétermination, appliquée également aux deux communautés; et si les deux communautés choisissent la double *enosis*, alors nous aurons une double *enosis*. Dans le passé, nous n'avons jamais mis en avant une politique de partage, excepté lorsque les Grecs eux-mêmes ont insisté sur l'*enosis*.

141. On a prétendu que nous avions demandé le partage à M. Galo Plaza. Notre sentiment d'insécurité, les soucis que nous éprouvions quant à nos vies et à nos biens à Chypre ont été amplement justifiés, je pense, par les récents événements survenus à Chypre. Si nous avions souhaité le partage, nous aurions pu le proclamer l'an dernier; si nous voulons le partage, nous pouvons le proclamer aujourd'hui. Nous ne le faisons pas, parce que nous ne voulons pas le partage. Si nous avions voulu le partage, nous aurions été d'accord avec Makarios et nous aurions négocié sur la question des territoires, et rien d'autre. Mais, étant donné que nous ne voulons pas le partage, nous ne donnons pas la priorité aux négociations concernant l'aspect territorial à Chypre. Nous insistons sur le problème constitutionnel et nous voulons le régler sur la création d'une fédération, la structure, la participation des deux communautés; et ensuite, bien entendu, l'aspect territorial serait envisagé et ferait l'objet de négociations. Si nous avions voulu le partage, nous n'aurions pas proposé au côté grec un gouvernement fédéral central commun qui aurait uni, et non point divisé l'île.

142. Une fois de plus, je voudrais qu'il soit dûment noté que nous sommes opposés au partage, nous sommes contre le double partage, contre l'*enosis*, et la communauté chypriote turque s'efforcera d'empêcher toute annexion unilatérale d'une partie quelconque de l'île, et cela avec tous les moyens dont elle dispose.

143. Je n'entendais nullement manquer de respect à l'égard des Nations Unies lorsque j'ai déclaré ce matin que les discussions actuelles, le débat en cours sur Chypre, aboutiraient à une nouvelle résolution, mais non pas à une solution. Que déclare la résolution 3212 (XXIX) ? Dans les termes les plus clairs, elle stipule que le problème constitutionnel de Chypre doit être la principale préoccupation des deux communautés nationales de l'île. Cette résolution lance un appel aux deux parties pour qu'elles se rendent à la table des négociations en vue de parvenir à un règlement pacifique sur un pied d'égalité. Par conséquent, je ne parviens pas à comprendre pourquoi le représentant de la communauté chypriote grecque a montré à mon égard une telle colère lorsque j'ai dit qu'après cette résolution nous aurions encore à revenir à la table des négociations et à essayer de parvenir à un règlement négocié, à une solution pacifique.

144. Les allégations selon lesquelles Chypre serait en train d'être colonisée par la Turquie sont encore des plus injustes et des moins fondées. La main-d'oeuvre de la Turquie continentale, qualifiée ou non, et, d'ailleurs, la main-d'oeuvre de la Grèce continentale, qualifiée ou non, est exportée, nous le savons, vers la Belgique, la France, l'Allemagne et d'autres pays européens et personne ne fait d'histoire à ce sujet. Cela est tout à fait normal. Le sud de Chypre, la partie grecque de Chypre, exporte sa main-d'oeuvre vers d'autres pays aujourd'hui. Cela ne pose pas de problème. Mais lorsque quelques centaines d'ouvriers, qualifiés ou non, viennent de Turquie à Chypre, alors, soudain, le mécanisme politique se met en marche, l'opposition grecque se met en branle et cela est présenté comme si la Turquie colonisait Chypre.

145. Je puis assurer tous les membres de la Commission qu'il n'y a pas de colonisation de Chypre. Ma lettre officielle au Secrétaire général en date du 24 octobre 1975, qui a été distribuée en tant que document de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité [A/10310-S/11859] contient notre réponse officielle à ces allégations non fondées.

146. En ce qui concerne les statistiques qui nous ont été présentées ici par le représentant des Chypriotes grecs, tout ce que je puis en dire c'est qu'il s'agit de statistiques grecques et qu'elles sont du grec pour nous.

147. Même à cette heure tardive, nous nous trouvons devant une tentative incessante de la part des dirigeants chypriotes grecs de présenter le problème de Chypre ici, devant la Commission, comme une question de minorités et de majorités. Comme nous l'avons dit très clairement à plusieurs reprises dans le passé aux Nations Unies, la question de Chypre n'est pas une question de minorités et de majorités. Les minorités ne peuvent exister qu'au sein d'une nation, et, puisqu'il n'y a pas de nation chypriote — et les dirigeants grecs eux-mêmes le reconnaissent —, il ne peut y avoir de communauté minoritaire à Chypre. Il y a deux communautés nationales, deux partenaires cofondateurs égaux de la République de Chypre et nous entendons maintenir cette égalité et nous insisterons sur l'égalité de nos droits.

148. De la manière la plus injustifiée et la plus inopportune, nous avons été attaqués ici cet après-midi et en séance plénière hier [2401^e séance plénière] comme étant des instruments de la Turquie. Pourquoi ? Parce que, étant en nombre inférieur et ayant connu tant de souffrances aux mains de la Grèce, nous nous en remettons toujours à notre patrie, la Turquie, pour obtenir un soutien, un soutien financier, un soutien moral et un soutien militaire.

149. Est-ce là être un instrument ? La mesure dans laquelle nous avons besoin de ce soutien ressort des événements des dernières années. Nous n'arrivons pas à comprendre tout ce qui est fait actuellement pour établir un parallèle entre les rapports qui existent entre les Chypriotes grecs et la patrie grecque, et les rapports entre la communauté chypriote turque et la patrie turque. Je voudrais citer le *Bulletin chypriote* grec rapportant ce que l'archevêque Makarios a dit lorsqu'on lui a demandé de commenter une déclaration faite récemment par le Premier Ministre de Grèce, selon laquelle la Grèce devrait avoir un

rôle de dirigeant et non pas un rôle secondaire à Chypre. C'était le 7 novembre 1973. Makarios a répondu que le Gouvernement grec avait toujours eu un rôle important dans le règlement du problème de Chypre, tenant compte de tous les intérêts nationaux, et que, en aucun cas, ce gouvernement ne s'était limité à un rôle secondaire.

150. Quand on lui a posé une question au sujet d'une réunion récente qu'il a eue avec l'ambassadeur grec à Nicosie, Makarios a répondu qu'au cours de la réunion ils avaient passé en revue l'évolution de la situation à Chypre et il a ajouté que l'ambassadeur grec était pour lui un conseiller et qu'il avait échangé avec lui beaucoup d'idées sur plusieurs questions. "Naturellement", a-t-il dit, "nous avons discuté de la situation intérieure". Les ambassadeurs peuvent être des conseillers sur les relations extérieures mais non pas sur les affaires intérieures. De tout cela, il ressort à l'évidence qui est un instrument et qui ne l'est pas.

151. Le représentant de la communauté chypriote grecque, M. Papadopoulos, a très généreusement offert de délivrer aux membres de la communauté chypriote turque des passeports si seulement, a-t-il dit, nous prenions la peine de traverser les lignes et de demander ces passeports au Gouvernement chypriote grec. Je crois que M. Papadopoulos est venu à New York de Chypre et qu'il sait quelle est la situation véritable là-bas. Il n'était pas sur la Lune. Il sait que, politiquement, ce n'est pas possible — mais cela n'est pas important. Il sait que, physiquement, ce n'est pas possible non plus. Nous savons comment 60 000 Turcs ont perdu la vie : ils ont été battus, harassés, privés de leurs moyens financiers, etc., en essayant de sauver leur peau en allant dans le Nord. Je me demande si M. Papadopoulos peut m'assurer ou assurer n'importe quel autre Chypriote turc qu'il pourra retourner sans danger vers le Nord s'il ose jamais traverser la Ligne verte pour se rendre dans la zone de Nicosie contrôlée par les Grecs. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de donner d'autres précisions.

152. Pour terminer, je voudrais aborder une autre question, celle des personnes disparues. C'est là un problème humanitaire qui devrait être traité de la façon la plus humaine. Le côté grec, cependant, exploite constamment ce problème humanitaire à des fins strictement politiques. A Nicosie, M. Denktas a informé M. Clerides qu'il n'y avait pas de Chypriotes grecs ou de Grecs du continent entre les mains des Turcs. Nous ne les avons pas. Ils n'existent pas. On a demandé à M. Clerides de faire des déclarations à cet effet, mais il a répondu que de le faire lui nuirait politiquement et il n'a fait aucune déclaration à propos de la réponse que nous lui avons donnée.

153. La même question a été discutée à Vienne. Nous avons dit qu'aucune personne n'était détenue par le côté turc. Pourtant, comme si rien n'était arrivé, la question des prisonniers politiques revient toujours sur le tapis pour la plus grande souffrance de ceux qui ont perdu d'une façon ou d'une autre des êtres chers. Nous avons fait des déclarations officielles sur ce point aussi au cours des délibérations du Conseil de sécurité, ici, à New York.

154. La partie grecque prétend avoir 2 000 personnes disparues, en d'autres termes, il y a 2 000 morts dont on ne peut retrouver la trace. Nous savons que pendant le coup de l'année dernière, la presse internationale tout entière a

estimé que le nombre de Grecs qui avaient été tués par des Grecs s'élevait approximativement à 2 000. Cette déclaration a été confirmée par l'archevêque Makarios lui-même lorsqu'il est venu au Conseil de sécurité le 19 juillet 1974 et qu'il y a pris la parole¹³. Il a dit que le régime militaire, par le coup d'Etat de Nicosie, avait fait couler beaucoup de sang et entraîné des pertes importantes en vies humaines.

155. Je voudrais également citer encore un autre chef religieux de Chypre, M. Papatsesto, un prêtre qui, parlant à Makarios à Nicosie après son retour d'exil, a déclaré :

“Pendant la durée du coup d'Etat, nous avons enterré vivantes plusieurs personnes.

“Il y avait cinq grandes fosses de 7 par 20 au nouveau cimetière de Nicosie. A côté étaient posés 22 corps. Un homme de l'EOKA est arrivé et a donné l'ordre de creuser une autre fosse plus grande, ce qui fut fait en moins de trois heures. Les corps de 54 gardes nationaux, officiers de police et d'autres officiers ont été enterrés. Plus tard, d'autres camions sont arrivés chargés de cadavres : 75 personnes, y compris un bébé, une jeune fille, des soldats et des policiers. Tous furent enterrés.

“A Lakatamia, 17 autres corps furent enterrés dans une fosse semblable. Ils avaient été apportés par un camion dans des sacs de nylon.”

Voilà ce qu'à dit M. Papatsesto à l'archevêque Makarios lorsqu'il a visité le cimetière grec de Nicosie et c'est ce que la presse chypriote grecque elle-même a publié le 18 décembre 1974. Cette citation est extraite de *Ta Nea*, journal chypriote grec.

156. Je n'ai pas d'autres commentaires à ajouter.

157. M. ROSSIDES (Chypre) [*interprétation de l'anglais*] : Je sais qu'il est tard. Je ne serai pas long parce qu'en fait point n'est besoin d'être long pour démontrer l'absurdité de ce qu'a dit le très distingué représentant de la Turquie qui est venu encore une fois ici parler de l'*enosis*, se livrer à des discussions byzantines et n'a pas dit un mot de sa position quant à la mise en oeuvre de la résolution 3212 (XXIX) adoptée l'an dernier à l'unanimité, avec le vote de la Turquie, concernant l'évacuation des forces turques de Chypre, la cessation de l'intervention et le retour des réfugiés dans leurs foyers. La Turquie devait la respecter; elle a voté en sa faveur et ne montre maintenant que mépris et irrespect de son vote et elle poursuit son occupation, alors que la résolution fait mention d'un élément d'urgence en ce qui concerne tant le retrait des forces que le retour des réfugiés. Rien n'a été fait.

158. Quelle fut l'explication ? Aucune n'a été donnée. Le Conseil de sécurité a fait sienne cette résolution [*de l'Assemblée générale*] et la rendue obligatoire par sa résolution 365 (1974) qui invitait les parties intéressées et par conséquent la Turquie, à la mettre en oeuvre. Il a confié au Secrétaire général le soin de suivre la mise en oeuvre de cette résolution et de faire rapport au Conseil de sécurité.

159. Le Secrétaire général, se conformant à ses obligations, a adressé une note verbale [*en date du 24 janvier*

1975] à la Turquie lui demandant ce qu'elle avait fait en vue de la mise en oeuvre de la résolution, ce qu'elle avait l'intention de faire dans ce sens, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité. La Turquie a tergiversé, évité de répondre et finalement a proclamé un Etat séparé, l'Etat fédéré turc de Chypre.

160. Cela a été rendu public hier [2401^e séance plénière] par mon ministre des affaires étrangères. Et la première occasion que le représentant de la Turquie a d'en parler se présente ici; c'est la première fois qu'il prend la parole, et il ne dit rien à ce propos, mais fait preuve de mesquinerie au sujet de questions mineures.

161. Or, le représentant de la Turquie et le prétendu représentant de la communauté turque, M. Celik, ont parlé d'*enosis*, comme s'il y avait un danger d'*enosis*. Il n'est pas un seul membre de la communauté internationale, pas un seul Membre de l'Organisation des Nations Unies, ni qui que ce soit dans cette salle, pour penser, ne serait-ce qu'un seul instant, que l'*enosis* est un problème encore vivant aujourd'hui, ou qu'il l'était même hier. C'est un problème qui n'existe plus depuis de longues années, et, aujourd'hui en particulier, il n'existe pas. Cependant, ils soutiennent qu'il y a un problème d'*enosis*. Cette prétention est tellement ridicule qu'elle souligne simplement leur incapacité à répondre, à traiter de la question.

162. Il y a une question, pourtant, qui intéresse toute la communauté internationale : la question de l'agression, d'une invasion de la pire espèce, correspondant mot pour mot à la définition de l'agression adoptée l'année dernière [résolution 3314 (XXIX), annexe, de l'Assemblée générale] et adoptée avec la participation de la Turquie elle-même au sein du Comité spécial pour la définition de l'agression. Pourtant, trois mois après l'adoption de la définition, la Turquie attaquait Chypre d'une manière qui correspond exactement à la définition de l'agression. Les deux orateurs qui m'ont précédé ne tiennent pas compte de cela. Ils n'ont pas à se justifier.

163. Notre préoccupation, essentielle, fondamentale, c'est, bien sûr, Chypre. C'est aussi notre préoccupation en tant que membre de la communauté internationale et Membre de l'Organisation des Nations Unies qui s'effondrera y il n'y a aucune sécurité internationale, si n'importe quelle grande puissance peut attaquer un pays plus petit, le détruire et venir ensuite dire qu'il ne s'agissait pas vraiment d'une agression, mais tout simplement d'un droit d'intervention. Le bombardement de Chypre au napalm — arme prohibée —, détruisant citoyens, hôpitaux, tout, et l'invasion du pays ne constituent pas une agression ! De quoi s'agit-il donc ? Et la Turquie ne se contente pas de l'invasion, elle dévoile son objectif. Quel est-il ? Il s'agit de partager Chypre en en modifiant par la force le caractère démographique et en chassant la population des territoires envahis par centaines de milliers. Et M. Celik nous dit : “Non, non, il ne s'agit pas de 200 000, mais de 125 000 personnes.” La belle différence ! La population a été chassée illégalement et par la force de ses foyers, de ses terres, de ses biens. Et ce crime choque si peu ses auteurs qu'ils ajoutent : “Nous avons amené des agriculteurs pour cultiver les terres usurpées.” Il s'agit en réalité d'une spoliation sans précédent dans l'histoire et notamment depuis l'époque de l'Organisation des Nations Unies.

¹³ Ibid.

164. Il est abominable que de tels arguments soient utilisés ici pour justifier l'injustifiable. Et pas un mot n'est dit qui soit une excuse pour le non-retrait des troupes, ou qui soit une promesse qu'elles seront retirées et que l'invasion cessera.

165. C'est tout ce que je voulais dire, mais j'ai encore une chose à ajouter à propos de tout ce que l'on dit au sujet de l'archevêque Makarios, de son désir d'*enosis*, du fait qu'il était un obstacle à toutes les solutions à cause de ses penchants pour l'*enosis*. On a dit que le coup d'Etat perpétré par la junte était destiné à favoriser l'*enosis* alors que son seul objectif à l'époque était de détruire l'archevêque Makarios, qui était l'homme non de l'*enosis*, mais de l'indépendance. Car, lorsqu'il a été élu, son programme était l'indépendance, et, comme l'a dit M. Papadopoulos, le programme de l'*enosis* fut rejeté.

166. Ainsi donc, nous voilà en présence d'un raisonnement qui fait de l'archevêque Makarios, d'une part, l'homme de l'*enosis* et, d'autre part, l'homme à attaquer et à abattre pour atteindre l'*enosis*. En même temps les auteurs du coup d'Etat n'ont pas déclaré l'*enosis*, n'ont pas molesté un seul Turc. Ce fut un coup d'Etat dirigé contre les prétendus adversaires de l'*enosis* à Chypre, et pas du tout contre les Turcs. Tout ce que nous avons entendu au sujet des morts et des tueries concerne des Grecs et non des Turcs.

167. Mais la Turquie a profité de cette ingérence extérieure à Chypre que constituait le coup d'Etat. Le coup d'Etat a été fomenté de l'extérieur, tout à fait de l'extérieur et la Turquie l'a utilisé en réalité pour promouvoir ses objectifs, et maintenant l'on vient nous dire qu'il a été la raison pour laquelle la Turquie a attaqué et envahi Chypre. Cela est ridicule. Mais même si tel était le cas — et il est ridicule de dire une telle chose — pourquoi poursuit-elle son invasion après le changement de gouvernement en Grèce et pourquoi a-t-elle lancé une nouvelle invasion le 15 août ?

168. Cela montre suffisamment que la position de la Turquie est insoutenable, à la différence de la demande que nous faisons de mettre en oeuvre la résolution 3212 (XXIX) de l'Assemblée générale.

169. M. PAPOULIAS (Grèce) [*interprétation de l'anglais*] : Je voudrais dire quelques mots en réponse à ce que vient de dire le représentant de la Turquie au sujet de mon pays. Pour ce qui est du point en discussion, le représentant de la communauté chypriote grecque, M. Papadopoulos, et le représentant de Chypre, M. Rossides, ont traité la question de façon suffisamment approfondie.

170. Je rejette catégoriquement l'idée selon laquelle la Grèce a cherché à annexer Chypre. Si tel avait été le cas, la Grèce ne serait pas venue à l'Organisation des Nations Unies dès 1954 pour présenter le cas de Chypre conformément aux dispositions de la Charte, procédure à laquelle la Turquie s'était énergiquement opposée à ce moment-là.

171. Il est bien connu que depuis longtemps la Turquie menaçait Chypre d'intervention militaire et point n'est besoin de rappeler aux représentants comment l'invasion turque ne s'est pas réalisée en 1964, bien que le plan d'invasion ait été maintenu pour être mis en oeuvre à la première occasion possible, à savoir en juillet 1974, en dépit

du fait que le prétexte utilisé par la Turquie pour l'invasion de Chypre ait cessé d'exister au bout de quelques jours.

172. En ce qui concerne les observations ésotériques du représentant de la Turquie au sujet des complications de mon pays, je lui répondrai simplement qu'il ferait mieux de s'occuper des affaires internes de son propre pays. Après tout, c'est la partie turque qui clame partout dans le monde que ce sont ses propres complications et difficultés politiques internes qui empêchent des négociations réelles à Chypre et par conséquent l'application des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité auxquelles la Turquie a pleinement souscrit.

173. M. PAPADOPOULOS (Communauté chypriote grecque) [*interprétation de l'anglais*] : Le représentant de la Turquie n'a pas besoin de se plaindre de cette prétendue prolifération de délégations chypriotes grecques ici, car apparemment il a choisi de laisser à un autre représentant la tâche de donner une explication satisfaisante de l'agression turque. Dans ce but, il a choisi un représentant chypriote turc.

174. Je note avec quelque regret qu'il n'a rien dit à la Commission politique spéciale de la mise en application de la résolution 3212 (XXIX) par son pays ni de l'agression. On ne nous a pas dit comment il l'appelle maintenant. Dans le passé, on nous a dit qu'il s'agissait d'une opération de maintien de la paix. Ce matin, on nous a parlé d'une intervention. Une nouvelle fois, selon moi, c'est un choix particulier de mots. Ce choix de mots n'est pas limité à la question de l'agression. Je suis navré de voir que le même choix de mots a été utilisé pour servir les arguments qui ont été exposés par le représentant chypriote turc. Ainsi, lorsque nous parlons de la question des personnes disparues, il s'agit d'exploitation. Lorsqu'ils parlent des prétendues souffrances des Turcs, il s'agit d'une déclaration de fait.

175. Mais nous avons entendu autre chose encore. Dans le communiqué de Vienne à propos des personnes disparues, la phrase originale se lisait : "Aucune personne n'est officiellement détenue par la partie turque." Il y a une différence sensible entre "officiellement détenue" et "non officiellement détenue". Si le représentant chypriote turc avait prêté plus d'attention à ma déclaration sur les personnes disparues, il aurait noté la différence très nette que j'ai soulignée. J'ai dit que pour ceux qui ont perdu ceux qu'ils aiment, la souffrance de l'incertitude est peut-être plus grande que celle de savoir qu'ils ont perdu la vie. Si la partie turque ne les détient pas, il faut au moins que nous essayions de savoir où ils ont été enterrés. Il faut savoir quel a été leur destin. Je suis vraiment désarmé devant la désinvolture avec laquelle le représentant chypriote turc se débarrasse de 2 107 personnes disparues qui auraient été soi-disant tuées pendant le coup et enterrées. Toutes les personnes qui ont été tuées et enterrées ont été portées sur une liste avec les explications appropriées. Comment peut-on dire que les personnes qui ont été tuées lors du coup du 14 juillet se portaient bien et étaient en vie six semaines plus tard, parlant à partir de la station "Bayrak", qu'elles recevaient des médicaments et autres services nécessaires du Croissant-Rouge turc quelque deux mois plus tard. Comment pouvaient-elles être en vie et portées sur la liste de celles qui devaient être libérées quatre mois plus tard,

le 6 novembre ? C'est encore un autre problème biologique que je ne comprends pas.

176. On nous a également dit — et c'est un perfectionnement dans ce choix des mots — que l'on a déformé les mots pour décrire les situations servant nos objectifs. On a dit que la population chypriote grecque du nord, "ayant peur de l'intervention militaire turque" — et non pas des "opérations de maintien de la paix" cette fois-ci —, a choisi d'aller au sud. Et en fait le choix qu'on lui donne est d'être massacrée ou de partir. Et si ceux qui ont alors choisi d'aller dans le sud veulent maintenant aller dans le nord, en auront-ils la permission ? Quel est ce grand dédain dont fait preuve le représentant chypriote turc à propos de la question de savoir s'ils sont 125 000 ou 100 000 ? S'il s'agit du chiffre de 100 000, est-ce que le problème moral qui se pose est moins urgent que s'il s'agit du chiffre de 125 000 ? Est-ce que cela rend moins grande l'obligation pour la partie turque de se conformer aux éléments pertinents de la résolution 3212 (XXIX) ? Pourquoi ? Quel que soit le nombre de ces personnes, laissons-les aller au nord. La partie turque est-elle disposée à les laisser aller vers le nord, quel que soit leur nombre ?

177. On nous a dit qu'il n'y avait que 8 000 personnes. Tous ceux qui ont visité Famagouste savent que la population de cette ville s'élève à 50 000 personnes. Comment ont-elles pu être réduites à 8 000 ? Je n'en sais rien. C'est un problème mathématique que je ne comprends pas. Mais même si elles sont 8 000, la partie turque est-elle disposée à les laisser revenir chez elles ? Est-ce qu'elle est disposée à accepter, quel que soit leur nombre — et c'est l'une des choses les plus faciles à établir — qu'elles reviennent dans leurs foyers et dans leurs villages ? Moins elles sont mieux vaudra, je suppose, pour les objectifs turcs à Chypre. Et pourquoi existerait-il un litige important en ce qui concerne le nombre réel de réfugiés ? Vous contestez les chiffres de l'UNRWA ? Les chiffres des Nations Unies ? Les chiffres de la Croix-Rouge ?

178. Très bien. Créons un comité. Est-ce que la partie turque est disposée à laisser un comité se rendre dans l'île pour faire une enquête et établir les faits ? Nous sommes prêts à le recevoir à tout moment, quels que soient son mandat et sa composition. Mais il reste que ces personnes, qu'elles soient 8 000, 100 000, 125 000 ou 200 000, ont le droit inaliénable de retourner dans leurs foyers, et nous espérons que ce droit sera reconnu, plutôt que d'avoir de longs débats quant à la façon dont il faudra les réinstaller.

179. Quelle est cette nouvelle théorie que nous entendons maintenant, une théorie qui tend à mettre sur le même pied l'"importation" de travailleurs turcs saisonniers à Chypre et l'"exportation" de travailleurs de Chypre qui ont été réduits au chômage, qui ne peuvent plus gagner leur vie, de sorte qu'ils doivent émigrer, quitter Chypre ? Mettons-nous maintenant sur le même pied importation et exportation ? Cela va au-delà, même, du choix tactique des mots. On utilise un mot différent pour décrire deux situations exactement contraires puis on les met sur le même pied. En fait, je trouve qu'il est injuste que la Commission doive entendre des allégations selon lesquelles, quand de la main-d'oeuvre turque va en Allemagne, cela ne pose pas de problème, mais quand elle va à Chypre, alors c'est un problème. Quand cette main-d'oeuvre va en Allemagne — je

ne sais pas si c'est à l'Est ou à l'Ouest —, les autorités allemandes ne permettraient pas, j'en suis sûr, qu'elle expulse les Allemands de leurs foyers pour se mettre à leur place, et je suis sûr que les autorités allemandes — de l'un ou l'autre Etat — ne permettraient pas à cette main-d'oeuvre de s'installer en permanence et de prendre la place de la population autochtone.

180. Cependant, il est quelque peu encourageant d'entendre que Chypre n'est pas en voie d'être colonisée. J'espère que c'est vrai. J'espère honnêtement que c'est vrai, car, sinon, comme il a déjà été dit, il deviendrait tout à fait impossible de trouver une solution acceptable pour Chypre. Mais dans ces conditions, j'espère — en fait, je suis certain — qu'il ne sera pas difficile de se mettre d'accord pour insérer cette phrase dans le projet de résolution. S'il n'y a pas colonisation ni intention de coloniser l'île, eh bien, sur ce point au moins nous sommes tous deux d'accord, et nous espérons que cette phrase sera ajoutée au projet de résolution quand celui-ci fera l'objet des débats de l'Assemblée générale.

181. Une fois encore, je constate de la grande difficulté qu'il y a à accepter les mots dans leur véritable sens. On nous a dit qu'il n'était pas question "de communauté minoritaire et de communauté majoritaire" dans l'île, mais, plus loin, dans sa déclaration, le représentant des Chypriotes turcs a admis qu'il y avait "une grande communauté et une plus petite". Soit ! J'accepte la terminologie. Je suis prêt, dorénavant, à dire que la communauté grecque est quatre fois plus grande que la communauté turque, ou que cette dernière est quatre fois plus petite, si cela peut faciliter les choses.

182. On s'est aussi référé indirectement et tacitement à la résolution 3212 (XXIX) et l'on s'est déclaré quelque peu surpris devant le fait que je m'inquiétais de voir que cette résolution n'était pas mise en oeuvre. En effet, on m'a demandé : que dit la résolution 3212 (XXIX) ? Elle dit que le régime constitutionnel concerne les communautés chypriote grecque et turque. Je crains que, cette fois-ci, on ne puisse expliquer les choses par le choix sélectif des termes. On fait preuve maintenant d'une mémoire elle-même sélective. On oublie qu'il y a trois autres points vitaux et importants dans cette résolution. On ne fait pas mention de l'agression, de la cessation de l'intervention militaire et du fait qu'il faut permettre à tous les réfugiés de retourner dans leurs foyers. Tout ce qu'on nous dit, c'est que les négociations concernent les deux communautés.

183. Eh bien, j'ai fait part de mes vues sur l'évolution et le résultat de ces négociations, et je suis surpris que ces propositions — dont on nous dit que M. Denktas allait les soumettre, mais qu'il n'a pas soumises, que le Secrétaire général connaît, mais que nous, nous ne connaissons pas — n'aient pas été mises sur la table des négociations. Je ne sais si l'information que je tiens de M. Clerides est correcte ou non, à savoir que M. Denktas avait demandé que les négociations soient reportées après les élections turques, mais, comme c'est la première fois que nous en entendons parler, ce débat aura eu au moins ceci de bon qu'il aura marqué le moment où le côté chypriote turc accepte en partie — selon moi une toute petite partie, mais une partie quand même — de se conformer à l'engagement qu'il a pris

si clairement au cours des trois séries de conversations à Vienne, à savoir qu'il aurait des propositions complètes, couvrant absolument tous les aspects de la question de Chypre, à déposer sur la table de négociations une semaine avant que celles-ci aient lieu à New York. A l'époque, la partie chypriote turque ne pouvait pas savoir si M. Clerides allait ou non participer aux négociations. Pourquoi donc, n'a-t-elle pas respecté l'engagement de présenter des propositions une huitaine de jours à l'avance, comme elle l'avait clairement promis ? Si clairement qu'elle a expliqué qu'elle présenterait ces propositions une semaine à l'avance afin que l'une ou l'autre partie puisse demander des éclaircissements, pour faire en sorte que les conversations de New York puissent devenir des négociations de fond, des négociations réelles.

184. On nous a aussi parlé de l'existence d'une prétendue armée parmi les Chypriotes grecs. Il n'y a pas de telle armée mais, même s'il y en avait, et s'il s'agissait de retirer toutes les forces armées de Chypre, je dirais qu'il y a une différence sensible : si une telle armée existe, c'est une armée chypriote, et non une armée turque. L'armée turque est peut-être l'armée de la patrie de la communauté chypriote turque et celle-ci est libre de choisir les relations qu'elle veut avec sa patrie tant que cela ne se fait pas au détriment de l'intégrité et de la souveraineté de Chypre. Il n'en reste pas moins que la Turquie demeure un pays étranger pour Chypre.

185. Il est un autre point auquel je dois me référer. Si, comme on nous l'a dit, la Turquie défendait une politique de partage, elle aurait pu le faire; et si la communauté chypriote turque voulait le partage, elle l'aurait obtenu à ce jour. Je doute, quant à moi, que cela soit si facile, et je me demande si le prétexte, fondé sur une fiction juridique, qu'ils ont utilisé pour envahir l'île en fonction du Traité de garantie résisterait à l'épreuve si le partage était la solution que recherchent les Turcs ou les Chypriotes turcs. Qui plus est, j'ai le sentiment que plusieurs pays qui hésitaient jusqu'à maintenant à jouer un rôle actif à Chypre ne considéreraient pas avec la même indifférence bienveillante le démembrement de Chypre, la complète abolition de l'indépendance de Chypre et son absorption dans le camp de l'OTAN du fait qu'elle deviendrait en partie turque et en partie grecque. C'est peut-être là une des raisons pour lesquelles, publiquement, officiellement, on ne défend pas la politique de partage. Mais, d'ailleurs, pourquoi la défendre ? Les choses telles qu'elles sont sont pour le mieux. Il existe un partage de fait, en même temps que la liberté d'utiliser le prétexte juridique que Chypre est indépendante et, de la sorte, juridiquement, faire comme si on se conformait à l'appel lancé pour le respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité de Chypre. Mais quand tout a été dit, quand on se débarrasse de la terminologie politique, le fait demeure que Chypre est divisée par une ligne militaire formée par une armée étrangère, qu'il n'y a pas d'échange de populations, pas de liberté de mouvement, pas de liberté de gouvernement dans une partie intégrante de la République de Chypre. Donc, comme on l'a dit maintes fois, sur la carte et dans la réalité, le partage de Chypre est un fait.

186. M. TÜRKMEN (Turquie) [*interprétation de l'anglais*] : Je me demande si c'est terminé ou s'il y a un quatrième représentant grec dans la salle ? M. Papado-

poulos a dit que je ne devrais pas me plaindre de la prolifération des Grecs dans la Commission, mais je suis un peu gêné parce que je ne sais pas à qui répondre en ce moment.

187. Je crois que je vais commencer par M. Rossides, qui a fait l'éloge de la résolution 3212 (XXIX), et m'a accusé de ne pas aborder le fond du problème et de ne pas avoir indiqué comment la Turquie allait mettre en oeuvre la résolution. Il a parlé non seulement en sa qualité de représentant des Chypriotes grecs, mais, comme d'habitude, il a prétendu représenter la conscience des Nations Unies et me donner des leçons sur la façon dont je devrais écrire mes discours et sur les questions que je devrais traiter.

188. La Turquie n'a rien à craindre de la résolution 3212 (XXIX), car la principale recommandation qu'elle contient est que les deux communautés devraient discuter le problème entre elles et qu'elles sont les parties principales au conflit; en fait, avec la participation active du Secrétaire général des Nations Unies, les deux communautés ont eu quatre séries de conversations. Il n'y a pas d'autre façon de mettre en oeuvre la résolution 3212 (XXIX) que de participer aux conversations intercommunautaires. Nous le savons tous et tout le monde accepte cette thèse. Le Conseil de sécurité a également exprimé le même avis dans sa résolution sur le problème de Chypre.

189. La partie des discours d'aujourd'hui qui m'a vraiment inquiété est celle où M. Papadopoulos dit que le conflit de Chypre n'est pas un conflit entre les deux communautés; que ce n'est pas un conflit constitutionnel entre les communautés chypriote turque et chypriote grecque; qu'il y a une autre difficulté et qu'elle disparaîtra dès que les forces turques auront quitté l'île. Je me demande ce qui se passera alors ?

190. Il a dit à plusieurs reprises que les Chypriotes grecs représentaient 82 p. 100 de la population et que les Chypriotes turcs ne représentaient que 18 p. 100. Mais nous connaissons l'histoire récente de Chypre et l'utilisation de la force par une communauté contre l'autre. Si les Chypriotes grecs disent qu'ils ne veulent pas de conversations intercommunautaires et que les forces turques devraient se retirer de l'île, cela ne peut vouloir dire qu'une chose, c'est qu'ils voudraient résoudre le problème de Chypre, en l'absence de l'armée turque, de la façon dont ils l'ont fait dans le passé.

191. M. Papadopoulos a dit qu'il n'y avait pas d'armée chypriote grecque privée dans l'île et qu'il n'y en a jamais eu. Je vais maintenant vous citer un passage de la déclaration d'un représentant grec au Conseil de sécurité. M. Panayotakos a dit au Conseil le 19 juillet 1974, en parlant de l'archevêque Makarios :

"En février 1972, il n'a pas voulu entendre le dernier conseil d'Athènes en vue de la formation d'un gouvernement d'unité nationale. Il a créé à la place des unités prétoriennes ses propres unités paramilitaires, qui n'étaient qu'une poignée de prosélytes SS. Il a persécuté ses propres adversaires politiques. La torture était utilisée systématiquement contre eux pour leur arracher des aveux, comme il ressort d'une étude officielle récente. Ils

étaient exclus de la vie politique et de toutes les fonctions publiques¹⁴.”

Voilà ce que l'archevêque Makarios a fait à la Grèce. Je me demande ce qu'il prépare pour les Turcs lorsque les armées turques auront quitté l'île, comme il le demande.

192. Le représentant de la Grèce a dit — si je l'ai bien compris car il y a eu une profusion de discours — que la Grèce n'a jamais essayé de réaliser l'*enosis*. Je crois que l'archevêque Makarios n'est pas d'accord avec lui. Je vais citer un extrait du discours de l'archevêque Makarios, qui a dit le 19 juillet 1974 devant le Conseil de sécurité :

“Le régime militaire de la Grèce a violé de manière impitoyable l'indépendance de Chypre. Sans le moindre respect pour les droits démocratiques du peuple chypriote, sans le moindre respect pour l'indépendance et la souveraineté de la République de Chypre, la junte grecque a étendu sa dictature à Chypre¹⁵.”

Il a dit également :

“Ce coup ne s'est pas passé dans des circonstances telles qu'il puisse être considéré comme une question intérieure, intéressant uniquement les Chypriotes grecs. Il est évident qu'il s'agit là d'une invasion de l'étranger, en violation flagrante de l'indépendance et de la souveraineté de la République de Chypre¹⁶.”

Je n'ai pas à qualifier l'action décrite par l'archevêque Makarios. Le représentant grec nous dit que ce n'est pas une tentative de réaliser l'*enosis*.

193. Je me demande alors pourquoi il a tout d'un coup décidé de défendre les actes de la junte grecque ? Ce faisant, le représentant de la Grèce a également parlé de certaines difficultés d'ordre intérieur de la Turquie parce que j'avais mentionné les difficultés de la politique grecque. Il a dit qu'en raison de nos difficultés d'ordre interne, en raison de nos élections, nous ne pouvions pas négocier un règlement du problème de Chypre. Cela n'est nullement vrai. Tout d'abord, ce n'est pas la Turquie qui négocie ce règlement, c'est la communauté chypriote turque qui négocie avec la communauté chypriote grecque, et la Turquie a toujours dit qu'elle était disposée à accepter toute solution agréée par les deux communautés. Donc les événements politiques turcs et les difficultés que nous aurions pu rencontrer en Turquie dans notre cadre démocratique n'ont rien à voir avec la solution de la question de Chypre.

194. Je voudrais parler à nouveau de la question du partage. M. Papadopoulos a fait allusion à cette question et a dit que nous suivions une politique de partage. Je ne sais pas ce que le Gouvernement turc doit faire pour le convaincre que nous ne suivons pas une politique de partage. Nous sommes décidés à assurer l'indépendance de Chypre. Nous l'avons déclaré solennellement chaque fois que nous avons pris la parole à l'Organisation des Nations

Unies; nous voulons une solution qui repose sur l'indépendance de Chypre, sur la souveraineté de Chypre, sur l'intégrité territoriale de Chypre et nous désirons voir Chypre suivre une politique de non-alignement.

195. En ce qui concerne les autres questions, nous avons souligné à plusieurs reprises qu'une fois que les communautés se seront mises d'accord sur une solution la Turquie fera ce qu'on attend d'elle.

196. Le PRESIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne la parole au représentant de la communauté chypriote turque.

197. M. CELIK (Communauté chypriote turque) [*interprétation de l'anglais*] : Les Nations Unies et cette Commission entendent les histoires grecques depuis ces 12 dernières années. Je n'ai donc pas l'intention de répondre à toutes les allégations que l'on a pu entendre cet après-midi. Je voudrais simplement souligner que nous avons un comité mixte à Chypre, composé de représentants de la communauté chypriote turque et de la communauté chypriote grecque, de représentants des Nations Unies et de représentants de la Croix-Rouge, qui s'occupe des problèmes humanitaires, y compris les personnes disparues. Tous les dossiers qui nous ont été envoyés par la partie grecque ont fait l'objet d'un réponse et nous sommes toujours prêts à apporter notre aide sur ce problème humain.

198. J'aimerais également que soit noté le fait que le côté chypriote turc a plus de 800 personnes disparues, dont les listes ont été données à des organismes internationaux. Ces listes ont été remises à la partie grecque, à laquelle nous avons demandé de faire une déclaration officielle sur ce qu'il est advenu de ces personnes; aucune réponse n'a été fournie à ce sujet. D'ailleurs, M. Papadopoulos est membre de ce comité.

199. M. Papadopoulos dit qu'il n'y a pas d'armée secrète à Chypre; les Chypriotes grecs n'en ont jamais entendu parler. Mais s'il n'y a pas d'armée secrète, pourquoi les soi-disant administrateurs chypriotes grecs et leur président ont-ils peur d'aller demander à Sampson où se trouvent leurs 2 000 personnes disparues ?

200. Pourquoi craignent-ils d'aller questionner Sampson à propos du coup qu'il a exécuté l'an dernier et qui a causé une telle effusion de sang ? Pourquoi donc ont-ils tellement peur, s'il n'y a pas d'armées secrètes, s'il n'y a pas d'organisations terroristes à Chypre, de limoger leurs fonctionnaires civils qui ont participé au coup de l'an dernier ? La question est devant leur parlement. Elle est débattue depuis 12 mois, mais personne n'ose présenter une résolution — sans même parler de la mettre en oeuvre —, demandant que ces fonctionnaires fassent l'objet d'une sanction ou soient déférés devant un tribunal, ou à tout le moins que des mesures soient prises afin qu'une telle calamité ne s'abatte désormais plus sur Chypre.

201. Certaines des questions qui ont été posées ici ne peuvent être résolues que dans le cadre de négociations intercommunautaires qui, nous l'espérons, reprendront. C'est pourquoi je ne me propose pas d'entrer dans des explications détaillées à ce sujet.

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Ibid.

202. Mais je voudrais une fois de plus demander qu'il soit noté que, en tant que communauté qui a été privée de tous les fonds gouvernementaux, d'installations et de services au cours des 12 dernières années, nous sommes décidés à défendre nos droits à Chypre. Dans une île de Chypre indépendante et souveraine, nos droits sont égaux et ne peuvent pas être partagés. Nous sommes ici en tant que communauté qui a résisté aux dirigeants chypriotes grecs qui luttèrent pour l'*enosis* et qui, de ce fait, a sauvé l'indépendance du pays. Nous continuerons à opposer un obstacle insurmontable au mouvement pour l'*enosis* des dirigeants chypriotes grecs et du Gouvernement grec.

203. Je ne suis pas d'accord — et je voudrais que le procès-verbal fasse état de mon observation — avec M. Rosides quand il a déclaré cet après-midi que le mouvement de l'*enosis* était quelque chose qui ne concernait que la junte et que depuis que la junte n'est plus au pouvoir les Chypriotes turcs n'ont nullement besoin de se préoccuper de l'*enosis*. De toute évidence, une telle déclaration est fausse. Le mouvement de l'*enosis* n'a pas commencé avec la junte. Il remonte aux années 50, alors que le gouvernement démocratique de Caramanlis était au pouvoir en Grèce. Nous pensions avoir résolu le problème avec les accords de Zurich et de Londres¹⁷, avec notre nouvelle constitution en 1960¹⁸. Mais la crise a recommencé sous le gouvernement démocratique de Papandréou en Grèce. On ne saurait par conséquent blâmer la junte pour quelque chose qui existait avant qu'elle ne prenne le pouvoir en Grèce en 1967, et Makarios parle toujours du "possible", du "réalisable", ce qui n'exclut pas l'*enosis*, comme j'ai essayé de l'expliquer ce matin.

204. M. PAPOULIAS (Grèce) [*interprétation de l'anglais*] : Je voudrais tout d'abord élever une objection contre l'usage par le représentant de la Turquie des mots "les délégations grecques dans cette salle". Il n'y a dans cette salle qu'une seule délégation grecque dont j'ai l'honneur d'être le représentant. Il y a, d'autre part, la délégation de la communauté chypriote grecque et il y a la délégation de Chypre, Etat Membre des Nations Unies, reconnu comme tel par tous, à l'exception peut-être de la délégation turque. Je m'élève donc contre les mots "les délégations grecques dans cette salle". Je n'emploie pas les mots "les délégations turques". J'espère que ce point là est maintenant tout à fait clair.

205. En second lieu, je voudrais attirer l'attention de la Commission politique spéciale sur le fait que la déclaration qui a été citée [par. 191] a été faite par M. Panayotakos le 19 juillet 1974, c'est-à-dire qu'elle est liée au honteux coup d'état perpétré par la junte contre le président légitime de Chypre, l'archevêque Makarios. Cette déclaration ne saurait être isolée du contexte et présentée comme une déclaration de la Grèce. Ce n'est pas une déclaration grecque. C'est une déclaration relevant du honteux coup qui, comme je l'ai dit le 8 octobre dernier en répondant devant l'Assemblée

générale au représentant de la Turquie, a été condamnée dès le début par chacun, et par-dessus tout par mon pays¹⁹.

206. Les trois jours qui se sont écoulés entre l'invasion des troupes turques, le 20 juillet 1974, et l'effondrement de la junte, le 23 juillet 1974, sont utilisés comme un prétexte, une justification de cette invasion, invasion qui a continué jusqu'à ce jour, et pour la non-application des résolutions tout à fait claires de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. C'est là une tactique dont il est inutile que je parle plus longuement.

207. Le PRESIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne la parole au représentant de la communauté chypriote grecque.

208. M. PAPADOPOULOS (Communauté chypriote grecque) [*interprétation de l'anglais*] : Je ne m'attends certainement pas à ce que, avec le retrait de Chypre des forces turques, le problème soit automatiquement résolu. Mais ce que je dis, c'est que, sans ce retrait, nous ne pouvons jamais espérer que les deux communautés parviennent librement à une solution qui tienne compte de leurs droits fondamentaux et légitimes.

209. Quant à l'existence d'armées secrètes et à la déclaration faite devant le Conseil de sécurité, déclaration à laquelle on s'est référé aussi hors de son contexte, comme le représentant de la Grèce l'a dit à juste titre, je voudrais souligner ce qui suit. Nous avions sous contrat, à Chypre, un certain nombre d'officiers grecs, 350 environ. Ils ont participé au malencontreux coup d'Etat de Chypre, et c'est à eux qu'une allusion a été faite dans la déclaration à propos d'une invasion de Chypre venant de la Grèce. Il a été démontré qu'ils ne se sont pas acquittés loyalement de leur devoir envers le Gouvernement de Chypre, mais qu'ils servaient plutôt les intérêts de personnes à l'extérieur de Chypre. Le service de ces officiers à Chypre, toutefois, ne devrait pas être considéré comme un acte sinistre commis par le Gouvernement de Chypre. Permettez-moi de dire qu'un nombre bien supérieur d'officiers turcs — 2 000 a-t-on dit — servaient à l'époque dans l'armée chypriote turque non officielle. La preuve de cette affirmation est une loi récente adoptée par l'Etat fédéré turc de Chypre accordant la citoyenneté chypriote à ceux de ces officiers qui avaient servi à Chypre depuis 1959 — donc avant la proclamation de l'indépendance de Chypre — et à leurs descendants.

210. Je serai plus bref encore quant aux commentaires faits par le représentant chypriote turc. Il est bien vrai que nous avons le Comité mixte, auquel il a fait allusion. Mais ce comité ne s'est pas réuni depuis ces quatre derniers mois parce que la partie chypriote turque n'attache aucun intérêt aux questions figurant à son ordre du jour. Il est vrai également que dans les dossiers du Comité international de la Croix-Rouge, une douzaine de réponses ont été données, toutes fort brèves et d'un texte uniforme : "Aucun autre renseignement n'est disponible." Je ne sais pas comment cela peut être considéré comme constituant des réponses.

¹⁷ Conference on Cyprus: Documents signed and initialled at Lancaster House on February 19, 1969, Cmd. 679, Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1959.

¹⁸ Informations constitutionnelles et parlementaires (Genève, Union interparlementaire), 3^e série, n° 44 (octobre 1960), p. 145; et *ibid.*, 3^e série, n° 45 (janvier 1961), p. 1.

¹⁹ Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Séances plénières, 2380^e séance.

211. Quant à Sampson et à sa clique, je tiens seulement à informer le représentant chypriote turc, qui semble suivre de la manière la plus attentive les délibérations du Parlement de Chypre, que deux résolutions ont déjà été adoptées par le Parlement; elles condamnent le coup et ceux qui y ont pris part, et autorisent le limogeage des fonctionnaires qui ont outrepassé leurs fonctions et participé de manière active au coup avec des fusils, mais non les fonctionnaires qui se sont simplement acquittés de leurs devoirs à l'égard de ceux qui avaient apparemment autorité sur eux à cette époque. J'espère que cet aspect du problème sera également bientôt réglé comme il convient.

212. Entre-temps, je pense que pour tout Chypriote, qu'il appartienne ou non au gouvernement, le devoir primordial, l'intérêt supérieur, est de savoir comment aider Chypre à survivre en tant qu'Etat indépendant, comment résister à l'invasion turque de l'île qui se poursuit toujours, plutôt que de s'engager dans une chasse aux sorcières pour chercher à savoir qui était et qui n'était pas responsable de ce coup infâme.

213. M. ROSSIDES (Chypre) [*interprétation de l'anglais*] : Le représentant de la Turquie — j'entends le qualifier d'une manière appropriée, je ne veux pas créer la confusion même en donnant les noms des représentants — a déclaré solennellement ici que la Turquie est en faveur de l'indépendance, de l'intégrité territoriale, de la souveraineté et du non-alignement de Chypre. Le vide et l'hypocrisie de ces paroles sont démontrés par les actes de la Turquie. Après avoir détruit l'indépendance de Chypre, et en continuant à la détruire par l'occupation militaire, la Turquie prétend être en faveur de l'indépendance de Chypre, alors que nous sommes témoins de cette occupation par la violence et de cette invasion qui constitue un fait exceptionnel dans les annales récentes de l'histoire.

214. Passons à l'"intégrité territoriale". Mais l'intégrité territoriale est détruite chaque jour par l'expulsion et la colonisation. Qu'est-ce que cela sinon la destruction de l'intégrité territoriale par le partage ?

215. Quand M. Denktaş, agissant sur les directives et avec la bénédiction d'Ankara, vient à tout moment avec une menace de chantage dire qu'à moins qu'on ne fasse ceci ou cela il déclarera demain un Etat de Chypre séparé, indépendant, qu'est-ce que cela, sinon le partage, un Etat turc de Chypre séparé, indépendant. Et cela est fait avec la bénédiction de la Turquie et du représentant ici présent; à moins que les Chypriotes turcs ne parlent en séance plénière, ils déclareront un Etat séparé, indépendant; à moins que les conversations ne reprennent dans un très bref délai, il y aura déclaration d'un Etat séparé, indépendant. Cela signifie que le partage est prêt et qu'on n'attend que le moment et l'occasion de l'appliquer.

216. En conséquence, je voudrais demander à l'Assemblée générale, qui est un organe représentatif, de ne pas prêter attention aux paroles mielleuses — qui conviendraient

mieux à des enfants —, alors que nous voyons les actes de la Turquie signifiant que Chypre leur est destinée, prête pour le partage et, en fin de compte, l'annexion.

217. Le PRESIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne la parole au représentant de la communauté chypriote turque.

218. M. CELIK (Communauté chypriote turque) [*interprétation de l'anglais*] : Tout d'abord, je voudrais donner une précision, ou plutôt apporter une correction, devant les allégations que vient de faire à l'instant M. Rossides,

219. M. Denktaş n'a jamais dit qu'il allait déclarer demain l'indépendance. Nous nous sommes simplement plaints du fait que nous étions rendus apatrides par la soi-disant administration chypriote grecque. Nous avons prétendu et nous prétendons encore que nous sommes privés des services les plus essentiels à Chypre, que nous sommes traités comme des citoyens de seconde classe, que nous sommes coupés du monde extérieur, que nous sommes poussés vers la séparation — dont nous ne voulons pas —, et, si cela continue, nous craignons de devoir prendre des mesures pour rectifier cette situation anormale, ce qui, nous le craignons fort, sera considéré comme une mesure vers la séparation ou la pleine indépendance. Mais, ainsi qu'en ont été témoins tous les représentants, M. Denktaş a été constamment critiqué; il est constamment attaqué, des allégations malveillantes sont dirigées contre lui. Et je pense que, moralement, il est très important et essentiel qu'on lui permette de prendre la parole, de répondre personnellement demain, en séance plénière.

220. Le PRESIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je voudrais exprimer notre reconnaissance aux représentants des communautés chypriotes pour leur participation à nos travaux aujourd'hui; le compte rendu *in extenso* de leurs déclarations sera soumis à l'Assemblée générale et je suis certain qu'il sera très utile pour essayer de trouver la meilleure solution au problème difficile devant lequel se trouve Chypre à l'heure actuelle.

221. Il n'y a plus d'orateur désirant prendre la parole, et je me propose de lever la séance. Mais, auparavant, je voudrais informer la Commission que, conformément à la décision adoptée par l'Assemblée générale le 30 septembre [2367^e séance plénière], nous devons soumettre un rapport à l'Assemblée générale de manière qu'elle en dispose au moment où elle reprendra demain matin l'examen de la question de Chypre. S'il n'y a pas d'objection, il en sera ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

222. Le PRESIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : La Commission reprendra l'examen du point 54 de l'ordre du jour vendredi, le 14 novembre 1975.

La séance est levée à 18 h 45.

977^e séance

Vendredi 14 novembre 1975, à 15 h 25

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.977

POINT 54 DE L'ORDRE DU JOUR

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (*suite**)
[A/10114, A/10115, A/10268] :

- a) Rapport du Commissaire général (A/10013 et Corr.1);
- b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (A/10334);
- c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine (A/10271);
- d) Rapport du Secrétaire général (A/10253)

DISCUSSION GENERALE (*suite**)

1. M. SHARAF (Jordanie) dit que la question à l'examen est importante, étant donné qu'elle est liée à la responsabilité humanitaire et technique d'assurer la survie, la santé et l'éducation de la population réfugiée de Palestine. Dans son rapport (A/10013 et Corr.1), le Commissaire général de l'UNRWA a noté à juste titre que, malgré certains résultats, notamment la protection de la santé des réfugiés et la mise en oeuvre d'un vaste programme d'enseignement, le maintien de la condition de réfugié ne constitue certes pas un motif de satisfaction. La Commission est confrontée à une nouvelle dimension de la tragédie palestinienne, à savoir les besoins urgents de quelque 1 632 000 réfugiés immatriculés, et le rapport dont elle est saisie reflète de manière objective la condition des réfugiés et les efforts déployés par l'Office pour s'acquitter de son mandat dans des circonstances extrêmement graves et difficiles.

2. La situation financière de l'Office se caractérise au premier chef par un déficit chronique persistant qui, à la fin de l'année, atteindra 7,2 millions de dollars. La situation dans laquelle se trouve l'Office s'explique essentiellement par la tendance des milieux internationaux à envisager ses opérations, et en fait le problème des réfugiés dans son ensemble, surtout sous l'angle de la répétition et de l'immobilisme. Aucun effort véritable n'est fait pour progresser sensiblement vers une solution à leurs problèmes, de même qu'aucune mesure appropriée n'est prise pour veiller à ce que leurs besoins élémentaires et légitimes soient satisfaits, en attendant une telle solution.

3. On a estimé que les dépenses pour 1976 s'élèveraient à 139,7 millions de dollars — soit une augmentation de 17,9 millions de dollars par rapport au budget révisé de 1975. Sur l'augmentation totale, 13,8 millions de dollars sont dus à l'inflation et le reste — 4,1 millions de dollars — représente l'augmentation normale minimale pour les programmes. Les recettes prévues pour cette période sont de 84,7 millions de

dollars, le déficit de l'Office étant estimé à 55 millions de dollars pour 1976.

4. Le nombre total de réfugiés immatriculés auprès de l'Office donne une image frappante de l'ampleur du problème et fournit une réponse à Israël, qui prétend que l'existence d'un grave problème des réfugiés est un mythe entretenu par les hommes politiques arabes dans un but intéressé. Sur les dépenses de 1976, 56,1 millions de dollars seront affectés aux secours, sous la forme de rations alimentaires de base, contre 51,5 millions de dollars en 1975. N'ont reçu la ration mensuelle — qui n'offre pas un régime équilibré — que 50,7 p. 100 seulement des réfugiés; les non-bénéficiaires ont été exclus en raison de l'imposition de plafonds. L'Office a continué de fournir des soins médicaux, s'attachant en particulier aux soins préventifs et 15,6 millions de dollars ont été affectés à cette rubrique pour 1976, contre 13,5 millions de dollars en 1975. L'enseignement, y compris la formation professionnelle et pédagogique, constitue le poste le plus important du budget de l'Office pour 1976, s'élevant à 65,8 millions de dollars contre 53,5 millions de dollars en 1975.

5. Etant donné la crise financière qu'il traverse actuellement, l'Office se trouve devant les choix suivants : suppression des programmes de distribution de rations et des programmes d'alimentation complémentaire et cessation des activités prophylactiques; fermeture des écoles et des centres de formation; réduction de tous les services de 55 millions de dollars. L'une ou l'autre de ces mesures entraînerait le licenciement d'une partie ou de la totalité des 15 500 employés palestiniens.

6. L'interruption des activités de l'Office aurait des conséquences tragiques non seulement pour la région dans laquelle elles sont poursuivies mais également pour la paix mondiale, étant donné que la crise financière de l'Office procède indéniablement d'une volonté politique qui a choisi de réduire et de déprécier l'ampleur du problème depuis tant d'années. Des milliards de dollars sont immédiatement disponibles lorsque les politiciens des pays riches et puissants décident de défendre une cause plus chère à leur coeur, même si elle est moins humanitaire, juste ou justifiée. Toutefois, chacun reconnaît que le problème du peuple palestinien déraciné et déplacé constitue le problème essentiel au Moyen-Orient et qu'il résulte d'une décision politique malavisée prise il y a un quart de siècle.

7. La Commission ne peut fournir qu'une aide très limitée au Commissaire général, en matière de conseils et d'orientation concernant des opérations qui ont déjà été réduites au minimum. Toutefois, il est de son devoir collectif de fournir l'aide nécessaire pour maintenir les activités de l'Office.

8. La Jordanie, qui accueille la majorité des réfugiés et est un petit pays disposant de ressources limitées, est parfaite-

* Reprise des débats de la 974^e séance.

ment consciente du poids du fardeau dont elle se charge. L'assistance directe fournie par le gouvernement pour la période de juillet 1974 à juin 1975 s'est élevée à 23 millions de dollars, montant équivalant au coût des services et biens fournis dans divers domaines. Toutefois, les possibilités des pays d'accueil sont limitées et il est absolument nécessaire que la communauté internationale, qui a contribué à créer le problème, augmente sa part des contributions.

9. Le représentant de la Jordanie tient, au nom de son gouvernement, à exprimer sa satisfaction au Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office pour les efforts qu'il a déployés afin de rassembler les crédits nécessaires au fonctionnement de ce dernier. Il souscrit à l'idée exprimée par le Commissaire général au paragraphe 16 de son rapport, que le seul moyen efficace de recueillir les fonds nécessaires serait de demander le versement d'une quote-part à tous les Etats Membres. Le Gouvernement jordanien appuiera également une proposition tendant à inclure le coût du personnel local de l'Office dans le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, allégeant ainsi la charge créée par le manque de fonds.

10. En conclusion, la délégation jordanienne tient à faire observer que le problème des Palestiniens porte non seulement sur les réfugiés mais aussi sur le rétablissement des droits inaliénables d'un peuple, y compris l'indépendance nationale et l'autodétermination et y compris également le droit pour tous ceux qui ont été déplacés et dépossédés de regagner leurs foyers. La tâche qui consiste à assurer leur protection et leur existence est une tâche importante, et si la communauté internationale abdique sa responsabilité à cet égard, elle rendra un règlement global constructif infiniment plus difficile.

11. Le PRESIDENT invite le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à prendre la parole.

12. M. AQL (Observateur, Organisation de libération de la Palestine) tient à exprimer la profonde reconnaissance que son Organisation porte au Commissaire général de l'UNRWA et à tout le personnel de l'Office pour leur dévouement et les efforts incessants qu'ils ont déployés.

13. L'OLP est l'unique représentant du peuple palestinien qui lutte pour libérer sa patrie de l'occupation impérialiste et du sionisme raciste. L'octroi du statut d'observateur à l'OLP [résolution 3237 (XXIX) de l'Assemblée générale] et l'adoption de la résolution 3236 (XXIX) de l'Assemblée générale ont permis à l'Organisation de s'occuper de toutes les affaires intéressant la question de Palestine dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. Avec l'aide et l'appui des peuples amis qui rejettent et condamnent catégoriquement la domination d'un peuple par un autre pour des motifs fondés sur la race ou la religion, l'OLP poursuivra la lutte jusqu'à ce que le peuple palestinien puisse retourner dans ses foyers et exercer son droit à l'autodétermination nationale en tant que communauté politique.

14. Les activités et les services de l'UNRWA ont d'autant plus d'importance qu'un grand nombre de Palestiniens continuent à vivre dans des abris pour réfugiés. Le Commissaire général a parlé dans son rapport de la coopération entre l'OLP et l'Office et M. Aql lui donne

l'assurance que l'OLP souhaite vivement continuer à coopérer avec l'Office à l'accomplissement de sa tâche humanitaire.

15. Les difficultés financières de l'UNRWA devraient préoccuper tous ceux qui constatent, ressentent et comprennent l'iniquité du sort infligé aux réfugiés palestiniens. L'OLP croit fermement que la responsabilité de la crise financière que traverse actuellement l'Office incombe au premier chef à Israël, qui a expulsé par la force la population palestinienne autochtone; ensuite, à l'Organisation des Nations Unies, qui a créé Israël et lui a jusqu'à présent permis de faire fi de toutes les résolutions pertinentes de l'ONU; et enfin, aux puissances occidentales qui, par l'appui matériel et moral qu'elles lui ont fourni, ont mis Israël en mesure de continuer à dominer la Palestine et de perpétuer le sort malheureux des réfugiés palestiniens. C'est aux auteurs du problème du peuple palestinien qu'il appartient de veiller à ce que l'Office fonctionne sans avoir à surmonter d'obstacles financiers ou autres, jusqu'à ce que le peuple palestinien puisse exercer son droit inaliénable de retourner dans ses foyers.

16. Les attaques répétées d'Israël contre les camps de réfugiés palestiniens et les installations de l'Office au Liban ont imposé de nouvelles souffrances aux réfugiés palestiniens qui mènent déjà une existence misérable et ont créé de nouveaux problèmes à l'UNRWA.

17. Tant qu'Israël n'aura pas compris qu'il ne peut ignorer l'existence du peuple palestinien, qui a acquis un appui encore plus énergique de pays amis au cours de la présente session de l'Assemblée générale, l'agitation et les tensions continueront à croître dans cette partie du Moyen-Orient.

18. L'OLP, seul représentant du peuple palestinien, poursuivra ses objectifs jusqu'à ce que les droits du peuple de Palestine soient rétablis et que la volonté de la communauté internationale soit respectée.

19. Mme BERMUDEZ (Cuba), prenant la parole sur un point d'ordre, dit que, à travers la déclaration du représentant de l'OLP, c'est la voix du peuple palestinien, victime du racisme et de l'agression sionistes, qui se fait entendre. En raison de l'importance de cette déclaration, elle propose qu'elle soit reproduite *in extenso* dans les comptes rendus de la Commission.

20. Le PRESIDENT appelle l'attention de la Commission sur le fait que l'Assemblée générale a décidé, à sa 2353^e séance plénière, d'autoriser de nouveau la Commission politique spéciale à obtenir, à sa demande expresse, des transcriptions des débats de certaines de ses séances ou de parties desdites séances. La Commission peut donc se prévaloir de cette faculté. En l'absence d'objection, il considérera que tel est le vœu de la Commission concernant la déclaration du représentant de l'OLP.

Il en est ainsi décidé¹.

21. M. LOPEZ HERCE (Espagne) fait l'éloge du Commissaire général de l'UNRWA, du Secrétaire général et des

¹ Le texte *in extenso* de la déclaration a été distribué ultérieurement sous la cote A/SPC/PV.977.

autres personnes et organismes qui ont fait rapport sur la situation de l'Office et des réfugiés et sur les efforts déployés pour adoucir leur sort.

22. La délégation espagnole demeure convaincue que le problème des réfugiés palestiniens ne sera pas résolu par l'aumône ou la charité, mais par un règlement définitif du plus vaste problème de la situation au Moyen-Orient. Elle avait, dans la déclaration prononcée devant la Commission à la vingt-neuvième session (946^e séance), exprimé l'inquiétude que lui causaient l'amenuisement progressif du pouvoir d'achat des contributions versées à l'Office et les répercussions de la crise économique mondiale sur la capacité qu'ont les Etats de contribuer au financement de l'Office.

23. En 1975, le Gouvernement espagnol a consenti à l'Office une contribution d'un million de dollars sous forme de produits alimentaires, ce qui a placé l'Espagne au quatorzième rang des pays donateurs pour 1975 et au treizième rang en ce qui concerne le montant total des contributions versées à l'Office depuis 1950. Le Gouvernement espagnol envisage de verser à l'Office une contribution d'un montant équivalent en 1976. La délégation espagnole demande à tous les pays de contribuer aussi généreusement que possible à l'Office en 1976 pour lui donner la possibilité de s'acquitter de son importante mission d'assistance aux réfugiés palestiniens, sans oublier toutefois que le problème des réfugiés ne peut être résolu que par un règlement politique global de la situation au Moyen-Orient.

24. M. VALDERRAMA (Philippines) félicite le Commissaire général de l'UNRWA pour son rapport très complet (A/10013 et Corr.1) ainsi que le Rapporteur du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'UNRWA pour sa présentation du rapport du Groupe de travail (A/10334).

25. La délégation philippine comprend l'angoisse que ressentent ceux qui ont la responsabilité de gérer les projets et programmes de l'Office; bien que de généreuses contributions aient ramené le déficit prévu de 13 millions de dollars pour 1975 à 7,2 millions de dollars, les perspectives demeurent inquiétantes et, pour 1976, le déficit est estimé à 55 millions de dollars. Les Philippines ont toujours appuyé les activités humanitaires de l'UNRWA et approuvent la recommandation du Groupe de travail formulée par son rapporteur à la 974^e séance, tendant à demander aux Etats Membres de concrétiser leur appui oral et politique en versant des contributions généreuses et accrues. Le Gouvernement philippin a annoncé qu'il augmenterait à nouveau le montant de sa contribution volontaire annuelle à l'UNRWA, qui passera de 1 500 à 1 750 dollars; le montant de cette contribution doit être considéré compte tenu de l'appui qu'accorde son pays aux divers programmes d'assistance humanitaire de l'ONU et de ses propres difficultés économiques.

26. La délégation philippine estime que la communauté internationale a le devoir d'assurer que les services de secours, de santé et d'enseignement fournis aux réfugiés immatriculés, au nombre de 1 632 000, ne soient ni interrompus ni réduits. Elle souscrit à l'opinion du Commissaire général qui a dit que l'Office méritait de jouir d'une stabilité financière plus grande et que les services fournis par l'UNRWA sous forme de secours, d'assistance,

de soins médicaux et d'enseignement demeurent indispensables en l'absence d'un règlement juste et durable de la question de Palestine. La délégation philippine souhaite s'associer au Groupe de travail qui a fait appel aux gouvernements qui n'ont jusqu'ici pas fait de contribution ou ont versé des contributions insuffisantes pour qu'ils reconsidèrent leur position.

27. Bien qu'elle appuie sans réserve l'UNRWA, la délégation philippine convient que le problème des réfugiés palestiniens ne peut être résolu que dans le cadre d'une solution permanente de la question de Palestine, qui reconnaîtrait le droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple de Palestine. C'est pourquoi elle a voté en faveur des résolutions 3236 (XXIX), 3375 (XXX) et 3376 (XXX) de l'Assemblée générale.

28. M. SAHAD (République arabe libyenne) dit toute l'estime que sa délégation voue au Commissaire général et au personnel de l'UNRWA, à un moment où les responsabilités de l'Office sont devenues particulièrement lourdes.

29. Dans son rapport (A/10013 et Corr.1) et dans la déclaration qu'il a faite devant la Commission à sa 974^e séance, le Commissaire général a appelé l'attention sur les difficultés financières que rencontre l'UNRWA et sur leurs graves répercussions pour les Palestiniens qui bénéficient de l'assistance de l'Office. Le Commissaire général a aussi annoncé que l'on pourrait être amené à réduire ou, dans certains cas, à supprimer les services fournis par l'Office. Or, ces services ne répondent même pas au minimum des besoins de ceux à qui ils sont destinés. De l'avis de la délégation libyenne, il serait particulièrement dangereux d'envisager la possibilité de les réduire encore davantage et elle pense que la communauté internationale devrait garantir les ressources nécessaires pour que l'UNRWA puisse poursuivre ses travaux.

30. Il faut trouver une solution définitive pour que cessent les souffrances du peuple palestinien. L'Office n'a été créé qu'à titre de mesure provisoire; il ne peut faire plus que ne lui permettent ses ressources limitées.

31. Il importe de garder présente à l'esprit la portée de la conspiration montée contre le peuple de Palestine par l'impérialisme international et le sionisme, au vu et au su de la communauté internationale. La décision dénuée de base juridique prise par l'Organisation des Nations Unies en 1947 [résolution 181 (II) de l'Assemblée générale], en violation flagrante de la Charte des Nations Unies, a été adoptée sous la pression des grandes puissances, obligeant un peuple entier à prendre le chemin de l'exil et à chercher refuge sous les auspices de l'UNRWA ou ailleurs. Les sionistes ont voulu donner l'impression que le peuple de Palestine a choisi volontairement l'exil, mais un tel mensonge ne peut tromper l'opinion mondiale éclairée. Or, un article publié dans le journal *Jewish Newsletter* de janvier 1959 avait admis que les immigrants juifs en Palestine avaient chassé des villes et des villages par la force des armes ou par duperie, mensonge ou fausses promesses, les autochtones arabes devenus ainsi d'infortunés réfugiés.

32. La solution du problème des réfugiés palestiniens se trouve dans les résolutions pertinentes des Nations Unies; il ne s'agit donc que d'en assurer l'application. Le droit des

Palestiniens de regagner leurs foyers et leur droit à l'autodétermination ne sauraient être mis en question; leur cause est juste, car les crimes perpétrés contre eux sont des crimes contre l'humanité.

33. Le rapport du Commissaire général de l'UNRWA illustre clairement la manière dont les sionistes voient les résolutions des Nations Unies. Ce qui plus est, le terrorisme sioniste ne se limite pas à des attaques menées au grand jour, contre des camps de réfugiés; il prend aussi la forme d'incursions dans les territoires d'Etats souverains. La détermination du peuple palestinien de reconquérir sa patrie reste néanmoins inébranlable. L'histoire leur rendra justice et n'accordera pas de sitôt son pardon aux sionistes et à leurs amis, tels que les Etats-Unis d'Amérique, dont l'aide politique et matérielle a permis le terrorisme sioniste.

34. La crise financière de l'UNRWA est devenue chronique et, en dépit des efforts louables du Groupe de travail, elle reste grave. L'Assemblée générale doit prendre des mesures afin que les services puissent continuer d'être fournis au niveau nécessaire. M. Sahad souligne, néanmoins, que les secours dispensés par l'UNRWA n'ont qu'un caractère provisoire; ce n'est que lorsque les dispositions de la Charte et des résolutions pertinentes des Nations Unies seront pleinement appliquées que l'on trouvera une solution définitive. Il n'y a aucun doute quant aux droits en jeu, et c'est aux Nations Unies qu'il appartient de choisir entre le mal et le bien.

35. M. VON HERTZEN (Finlande) dit que l'UNRWA, dès sa création par l'Assemblée générale en 1949 [résolution 302 (IV)], a non seulement assumé la charge principale de l'octroi de secours remédiant aux besoins essentiels des réfugiés palestiniens, mais a aussi apporté une contribution économique, sociale et éducative plus durable, qui aidera demain les Palestiniens. Avec le temps, les besoins des réfugiés se sont accrus, alors que la capacité de l'Office d'y répondre a diminué. La situation financière de l'UNRWA a toujours été très précaire mais elle n'a jamais été aussi désespérée qu'aujourd'hui. L'augmentation de 20 p. 100 des recettes totales de l'Office par rapport à 1974 n'a pas suivi l'accroissement des dépenses. La délégation finlandaise partage entièrement la profonde inquiétude, exprimée par le Commissaire général dans son rapport, devant le fait qu'en l'absence de recettes suffisantes le déficit budgétaire ne pourrait être comblé qu'en réduisant les services, ce qui ne saurait évidemment qu'aviver encore les souffrances de 1,6 million de réfugiés, dépourvus de toute autre forme d'assistance. Pour éviter cela, le Secrétaire général, le Commissaire général et tous les Etats Membres ne devraient épargner aucun effort pour donner des bases solides aux finances de l'Office.

36. Les difficultés financières de l'Office sont à la fois immédiates et à long terme. Aux problèmes immédiats, il n'y a qu'une solution: accroître considérablement les contributions volontaires. La Finlande espère sincèrement que les pays qui versent déjà des contributions à l'UNRWA feront un effort financier supplémentaire, et que ceux qui jusqu'ici n'ont pas participé au financement du programme se décideront à le faire. En attendant que l'on trouve un règlement juste et durable au problème des réfugiés palestiniens, l'octroi de services de secours, de santé et d'enseignement aux réfugiés devrait être épaulé par l'en-

semble de la communauté internationale. Le Gouvernement finlandais, qui a contribué à l'UNRWA chaque année, annoncera sa contribution pour 1976 à la prochaine séance de la Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires à l'Office, qui doit avoir lieu le 26 novembre.

37. Pour ce qui est du problème à longue échéance, il faudra poursuivre l'étude approfondie des finances de l'UNRWA, afin d'éviter la réapparition de crises financières. L'Assemblée générale ayant, en 1974, prolongé le mandat de l'UNRWA pour une nouvelle période de trois ans par sa résolution 3331 A (XXIX), les Etats Membres de l'Organisation ont l'obligation morale de veiller à ce que l'Office puisse s'acquitter de sa tâche humanitaire au service des réfugiés du Moyen-Orient.

38. M. KATHIRAMALAINATHAN (Sri Lanka) dit que, depuis 27 ans, le peuple palestinien est contraint de vivre de la charité de la communauté internationale, loin de la terre qui lui appartient de droit et privé par la force des moyens de mener une vie décente. L'UNRWA a marqué récemment le vingt-cinquième anniversaire de son entrée en fonction, mais si les anniversaires sont d'ordinaire matière à félicitations et à cérémonies commémoratives, la perpétuation de la situation de réfugiés qui est celle du peuple palestinien n'est pas un sujet de réjouissance. En outre, comme il ressort clairement des rapports du Commissaire général et du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office, en l'absence de dispositions stables pour assurer le financement des opérations de l'Office, sans doute celui-ci devra-t-il se mettre en devoir de réduire ses services. Les 1,6 million de réfugiés risquent maintenant de se trouver dans une situation désespérée à moins que la charité internationale ne vienne une fois de plus les secourir.

39. Pendant trop longtemps, on a confondu les aspects humanitaires du problème avec ses aspects politiques. La survie physique des réfugiés est certes un problème humanitaire et, en tant que tel, on l'a considéré comme un problème temporaire qui se poserait jusqu'à ce qu'une solution politique définitive ait été trouvée. On ne pourra parvenir à une telle solution tant que ceux qui ont fait des Palestiniens un peuple de réfugiés ne seront pas disposés à les laisser retourner dans leur patrie ou à les dédommager pour les biens qu'ils ont laissés derrière eux, s'ils choisissent de ne pas y retourner. C'est ce que préconisait la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale, à laquelle le Sri Lanka a souscrit.

40. La délégation de Sri Lanka ne comprend pas très bien les arguments de ceux qui prétendent que la solution du problème des réfugiés consiste à créer en territoire arabe une nouvelle patrie pour les populations déplacées. Pierre a déjà été volé pour payer Paul, et maintenant on voudrait le voler une deuxième fois pour arranger Paul. Le Sri Lanka, pour sa part, ne prétend pas que tout le territoire qui est actuellement Israël doive être rendu aux Palestiniens; il souscrit également entièrement à la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, qui proclame le droit de chaque Etat de la région de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues; ce qu'il réclame, c'est qu'Israël reconnaisse ce principe et exécute une disposition tout aussi importante de la même résolution: celle qui exige le retrait d'Israël des territoires occupés lors du conflit de 1967.

41. Jusqu'à ce qu'une solution politique ait été trouvée, les réfugiés continueront d'avoir besoin de l'aide de l'UNRWA, et l'Office aura besoin de ressources supplémentaires pour remplir son mandat. La communauté internationale a, certes, le devoir de se préoccuper de la détresse humaine et la responsabilité de la faire disparaître, mais la justice exige que ceux qui sont la cause du grand malheur qui a frappé les réfugiés acceptent à tout le moins de supporter une part plus importante de cette responsabilité. Malgré les difficultés auxquelles ils doivent faire face, des pays en développement comme le Sri Lanka ont tenu à verser, ne serait-ce qu'à titre symbolique, des contributions à l'Office, mais ils ne voient pas l'intérêt de continuer à en verser si les fonds ne peuvent servir qu'à reconstruire constamment des abris et d'autres installations essentielles sans cesse détruites au nom de la défense et de la sécurité. Quelques exemples de ce gaspillage honteux sont exposés au paragraphe 12 du rapport présenté par le Secrétaire général (A/10253) conformément à la résolution 3331 D (XXIX) de l'Assemblée générale.

42. Pour la délégation de Sri Lanka il ne s'agit pas vraiment, dans le débat en cours, de fustiger qui que ce soit. Il s'agit de ne pas perdre de vue les aspects fondamentaux du problème, à savoir les difficultés financières de l'Office et la nécessité de partager équitablement la charge financière. Le problème des réfugiés palestiniens a été considéré dès le début comme un problème temporaire, et l'ONU ne peut reporter indéfiniment la recherche d'une solution permanente. L'ONU, qui s'est maintes fois attaquée au problème du colonialisme et qui a fait ses preuves dans ce domaine, ne doit pas se désintéresser du phénomène plus récent d'une population de 1,5 million d'êtres humains réduits à l'état de réfugiés semi-permanents et condamnés à vivre de la charité internationale. La discussion en cours n'a pas pour objet de revenir sur le passé pour dire qui a eu tort et qui a eu raison, mais d'éviter que les torts causés ne se perpétuent et que les erreurs de l'histoire ne se reproduisent.

43. M. RUPIA (République-Unie de Tanzanie) souligne que le Commissaire général de l'UNRWA et la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine (A/10271) évoquent l'un et l'autre, dans leurs rapports respectifs, la situation générale qui règne au Moyen-Orient, et rattachent la solution du problème des réfugiés à celle du problème du Moyen-Orient dans son ensemble, solution qui implique également la reconnaissance des droits inaliénables du peuple palestinien.

44. A sa vingt-neuvième session, l'Assemblée générale, dans sa résolution 3331 D (XXIX), a demandé au Gouvernement israélien en sa qualité de puissance occupante de prendre immédiatement des dispositions pour assurer le retour des habitants déplacés et de renoncer à toutes les mesures qui font obstacle à leur retour, y compris les mesures qui affectent la structure matérielle et démographique des territoires occupés. Dans la même résolution, l'Assemblée générale a également déploré les attaques terroristes lancées par Israël contre des camps de réfugiés et a demandé à ce dernier de renoncer immédiatement aux attaques de ce genre. Il ne semble pas qu'Israël ait respecté cette résolution; les réfugiés palestiniens continuent à subir le harcèlement des forces terroristes israéliennes et Israël s'est également livré à des bombardements aveugles des

camps de réfugiés. Il ressort encore des rapports qu'Israël n'a aucunement l'intention de permettre aux personnes déplacées de retourner dans leurs foyers.

45. Comme le montre le rapport du Secrétaire général (A/10253), Israël continue à ne guère respecter les biens des réfugiés; dans certains cas, on a détruit sous quelque prétexte futile les maisons qui leur appartenaient. Le Secrétaire général a également fait état de nombreux cas de démolition punitive de camps de réfugiés et d'abris reconnus et financés par l'Office. Malgré les protestations adressées par l'Office au Ministère des affaires étrangères d'Israël, les demandes de dédommagement restent en souffrance. La délégation tanzanienne partage pleinement les inquiétudes de l'Office devant cette manière de procéder d'Israël et estime inacceptable que celui-ci n'ait pas versé de dédommagement. Israël a lancé d'autres attaques contre les camps de réfugiés au Liban, qui ont coûté la vie à de nombreux réfugiés et causé la destruction complète d'abris et d'installations construits par l'Office. De tels faits mettent en relief la gravité de la situation, compte tenu de la mauvaise situation financière de l'Office.

46. La délégation tanzanienne félicite le Commissaire général pour les importants programmes que l'Office a réussi à mener à bien en faveur des réfugiés malgré sa situation financière difficile. Les autorités israéliennes doivent être tenues pour responsables de la crise financière que connaît l'Office, du fait des actes de sabotage qu'elles ont commis contre les réfugiés palestiniens, et l'Assemblée générale doit exiger un dédommagement rapide afin de permettre à l'Office de poursuivre ses programmes humanitaires. La délégation tanzanienne lance un appel à Israël pour qu'il abandonne son attitude négative à l'égard de l'Office, attitude qui constitue le principal obstacle à l'exécution de programmes vraiment utiles aux réfugiés palestiniens. En outre, le succès des programmes de l'Office sera toujours compromis tant qu'Israël continuera d'occuper par la force des territoires arabes et refusera de reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien.

47. Le problème des réfugiés ne sera résolu que si l'on parvient à instaurer au Moyen-Orient une paix juste et durable. C'est la situation explosive créée par Israël au Moyen-Orient qui a suscité la création de l'UNRWA en 1949 et, au fil des années, les rapports de l'Office ont attiré l'attention sur le lien qui existe entre le problème des réfugiés et la situation générale qui existe dans la région. Donc, si Israël souhaite voir la paix s'instaurer au Moyen-Orient, il doit appliquer la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité et accepter la restauration des droits souverains du peuple palestinien.

48. M. JAMAL (Qatar) rappelle que 26 années se sont écoulées depuis l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 302 (IV) portant création de l'UNRWA. Pendant cette période, l'Assemblée générale a adopté de nombreuses autres résolutions relatives à la situation catastrophique que connaît le peuple palestinien. Cette situation est le fruit des agissements des sionistes qui, pour contraindre le peuple palestinien à quitter sa patrie ancestrale, ont recouru à certaines des méthodes les plus brutales qu'ait connues l'histoire contemporaine. Avec l'aide des puissances impérialistes occidentales, les sionistes ont construit leur Etat et ont tenté d'en finir avec le peuple palestinien, et même

d'anéantir sa personnalité nationale. Qui plus est, il n'existe aujourd'hui pas le moindre espoir de voir bientôt mettre un terme à cette situation ni de voir appliquer les résolutions pertinentes de l'ONU.

49. Israël a été admis à l'ONU sous réserve qu'il accepte le rapatriement des réfugiés, qui, tant qu'ils demeureront des réfugiés, constitueront une menace pour la paix au Moyen-Orient. Mais la paix n'intéresse pas les sionistes et ils persistent à refuser d'accepter le principe du rapatriement parce qu'il est en contradiction avec leur idéal de la vie juive en terre promise.

50. Les crimes perpétrés par les sionistes contre le peuple palestinien rappellent ceux que les nazis ont commis contre les Juifs. L'historien britannique Arnold Toynbee n'a pas manqué de relever ce qu'a d'ironique le spectacle de Juifs qui, après avoir connu en Europe l'holocauste que l'on sait, se sont empressés d'imiter les crimes naguère perpétrés contre eux par les nazis.

51. Depuis l'adoption de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale, l'ONU a constamment reconnu le droit du peuple palestinien à retourner dans ses foyers. Malgré les obligations qui lui incombent en vertu de la Charte, Israël a fait fi de cette résolution et des résolutions ultérieures où l'Assemblée a réaffirmé les droits du peuple palestinien. Cette situation n'a que trop duré. Il est clair que le sionisme est à l'origine du problème des réfugiés. Israël a donc à l'égard de ceux-ci certaines obligations. En refusant de s'acquitter de ces obligations et en passant outre aux résolutions de l'ONU, il a perdu le droit d'appartenir à l'Organisation des Nations Unies.

52. Le déficit financier que connaît l'UNRWA est inquiétant et risque en fait de compromettre la capacité de l'Office de fournir des services essentiels aux réfugiés. Une réduction des services aurait de graves conséquences pour le peuple palestinien, d'autant plus que les services fournis actuellement sont déjà insuffisants. L'ONU est tenue de garantir aux réfugiés un niveau de vie minimum, car leur sort est le résultat direct d'une faute commise par l'Organisation et par certains Etats Membres, qui, sachant fort bien quelles en seraient les conséquences, ont appuyé la création d'Israël.

53. La délégation qatarienne reste convaincue qu'aussi longtemps qu'Israël refusera de laisser les réfugiés rentrer chez eux et leur dénier leurs droits légitimes, la communauté internationale et particulièrement les Etats qui portent les responsabilités de cette situation auront une dette envers le peuple palestinien. En tête de ces Etats se trouvent Israël et les pays qui appuient sa politique d'agression et d'expansion par leur aide économique, politique et militaire. Tant que la communauté internationale n'aura pas obtenu qu'Israël respecte les résolutions de l'ONU, elle sera dans l'obligation d'assurer la fourniture des services essentiels aux réfugiés. Le Qatar a décidé de verser une contribution d'un million de dollars à l'Office pour l'aider à combler son déficit financier. Néanmoins, ce n'est pas en remédiant aux difficultés financières de l'UNRWA que l'on résoudra le problème, mais bien en considérant la situation des réfugiés palestiniens dans son ensemble et en lui apportant une solution radicale.

54. M. FITZ (Autriche) dit que son gouvernement espère que l'UNWRA poursuivra sa tâche importante sur le plan humanitaire jusqu'à ce que l'on puisse résoudre par des moyens pacifiques le problème du Moyen-Orient et, ce faisant, régler de façon juste et durable la question des réfugiés palestiniens. M. Fitz a été chargé d'annoncer que, sous réserve de l'approbation du Parlement, la contribution versée par l'Autriche à l'Office pour 1976 sera une fois de plus augmentée par rapport à l'année précédente et portée à 1 320 000 schillings.

55. En relevant sa contribution, l'Autriche manifeste sa ferme intention d'aider l'Office à surmonter ses difficultés financières actuelles. De l'examen du rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office (A/10334) et du rapport du Commissaire général sur les activités de l'UNWRA (A/10013 et Corr.1), plusieurs conclusions se dégagent. La première est qu'il ne faut pas que l'Office soit obligé de réduire ses services, qui sont déjà à un niveau minimum, dont l'ensemble constitue un programme cohérent d'aide aux réfugiés. La seconde est que l'Office ne peut, dans l'immédiat, venir à bout de ses problèmes à court terme que si les pays qui ne l'ont pas encore fait, et ceux notamment qui sont particulièrement associés au destin des réfugiés, versent des contributions financières. La troisième est qu'il faut, à long terme, repenser entièrement le système de financement de l'Office. La portée de l'opération est telle qu'un petit groupe de pays ne peut continuer à en assumer seul la charge financière. Pareille situation non seulement serait difficile à concilier avec le grand nombre de voix par lequel le mandat de l'Office a été renouvelé en 1974, en vertu de la résolution 3331 A (XXIX) de l'Assemblée générale, mais serait aussi contraire au devoir qu'a la communauté internationale de soulager les souffrances des innocents. Il faut que dans les contributions versées à l'Office s'exprime un effort commun de tous les Etats Membres et un sens commun de leurs responsabilités, où qu'ils se situent géographiquement, politiquement par rapport au Moyen-Orient. Le problème des réfugiés palestiniens n'est pas un problème national mais un problème mondial, qui met à l'épreuve la sensibilité de l'humanité par rapport à la misère et à la souffrance humaines. C'est pourquoi la délégation autrichienne espère sincèrement que les appels du Président de l'Assemblée générale et du Commissaire général seront entendus.

M. Tellmann (Norvège), vice-président, prend la présidence.

56. M. EHSASSI (Iran) constate que, à la différence d'autres anniversaires, le vingt-cinquième anniversaire de l'entrée en fonction de l'Office, le 1^{er} mai 1975, n'a pas été matière à réjouissances. Créé pour une durée limitée, l'Office, 25 ans plus tard et après avoir dépensé près d'un milliard de dollars, fait maintenant figure d'institution permanente. Cette situation tient à la nature même du problème des réfugiés, car le mandat de l'Office est d'ordre humanitaire alors que le problème des réfugiés palestiniens appelle une solution politique.

57. D'après les rapports dont la Commission est saisie, la perspective d'une solution au problème des réfugiés arabes reste aussi incertaine qu'auparavant. Un quart de siècle après la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale, le droit de retour qu'elle prévoyait n'a toujours pas été

accordé ni à la première génération de réfugiés ni aux personnes déplacées à la suite des hostilités de 1967, nombre d'entre elles pour la deuxième fois. Les réalisations de l'Office témoignent de la persévérance et de la fidélité de son personnel. Il est également encourageant de constater que les institutions spécialisées des Nations Unies, et notamment l'OMS et l'UNESCO, ont poursuivi leur collaboration avec l'Office et dans certains cas ont augmenté le montant de leur contribution. Le nombre des élèves qui participent au projet d'enseignement UNRWA/UNESCO s'est considérablement élevé, et l'exécution du modeste programme de construction d'écoles se poursuit. Il faudrait également signaler l'assistance financière du PNUD à l'Institut UNRWA/UNESCO de formation pédagogique et au programme global et intégré de santé publique institué par l'Office.

58. Le problème des réfugiés palestiniens présente des aspects divers dont aucun ne peut être abordé isolément; ce qu'il faut, c'est une solution politique juste et durable, mais en attendant la communauté internationale doit fournir toute l'aide possible pour permettre à l'Office de maintenir ses services essentiels. Au cours de l'année écoulée l'assistance fournie par les institutions bénévoles, les organisations non gouvernementales et les particuliers a enregistré une hausse encourageante et il faut espérer que l'on pourra les inciter à augmenter encore leurs précieuses contributions. Dans son rapport (A/10013 et Corr.1), le Commissaire général dit que l'Office risque non seulement d'être obligé de réduire ses services, mais aussi de devoir y mettre fin. La délégation iranienne estime avec le Commissaire général qu'une réduction des services de l'Office, qui en sont déjà au strict minimum, aurait de graves répercussions pour les réfugiés eux-mêmes, pour les pays où ils vivent et pour la perspective d'un règlement pacifique au Moyen-Orient dans son ensemble. Il faut donner à l'Office des bases financières plus solides. Il ne peut fonctionner rationnellement dans un état de crise perpétuelle. Il y a assurément d'utiles enseignements à tirer des remarques et recommandations du Commissaire général qui figurent au paragraphe 16 de son rapport.

59. En réponse à l'appel lancé par le Secrétaire général, le Gouvernement iranien a décidé de porter sa contribution à l'Office de 18 000 dollars à 30 000 dollars. En outre, la Société du Lion et Soleil Rouges, de l'Iran, ainsi que la Fondation universelle de la santé d'Iran, continuent d'accorder leur assistance à l'Office. Il faut toutefois garder à l'esprit que le but à atteindre n'est pas de prolonger indéfiniment la durée de l'Office, mais de trouver un règlement juste au problème des réfugiés et d'établir une paix durable conformément aux résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

M. Martínez Ordóñez (Honduras) reprend la présidence.

60. M. TYLNER (Tchécoslovaquie) dit que lors des débats sur les rapports précédents du Commissaire général de l'UNWRA, la délégation tchécoslovaque a toujours insisté sur le fait que le problème de la population arabe de Palestine n'est pas seulement ni même essentiellement un problème humanitaire. La nature du problème est politique; il s'agit de réparer les torts causés depuis des dizaines d'années par Israël au peuple arabe de Palestine, qui a été chassé de sa patrie par la force et par la terreur. A cet égard,

la délégation tchécoslovaque, au cours de la discussion qui s'est déroulée à l'Assemblée générale sur la question de Palestine, a pris position sans équivoque. La seule façon de résoudre, de façon durable, ce problème urgent est de reconnaître aux Arabes de Palestine le droit de retourner chez eux, de disposer d'eux-mêmes et de former leur propre Etat, comme le recommande l'Assemblée générale dans sa résolution 3236 (XXIX). Malheureusement, les dirigeants israéliens s'y sont obstinément opposés. La seule façon de mettre un terme aux souffrances de la population arabe de Palestine est d'appliquer les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies en remontant jusqu'à la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale qui énonçait déjà qu'Israël doit permettre aux Palestiniens de regagner leur patrie, doit leur rendre leurs biens et payer des indemnités à titre de compensation à ceux qui ont choisi de s'établir dans d'autres pays ou qui ont été dans l'impossibilité de regagner leur patrie.

61. Or, comme il ressort du dernier rapport du Commissaire général (A/10013 et Corr.1), Israël continue à pratiquer une politique de discrimination à l'encontre du peuple arabe de Palestine et va jusqu'à pourchasser et attaquer les Palestiniens en territoire étranger, violant insolemment la souveraineté des Etats en question et y fomentant des troubles. Un certain nombre de documents, y compris le rapport du Commissaire général, fournissent des preuves que des camps palestiniens, construits avec l'aide de la communauté internationale, ont été détruits et que leurs habitants sans défense ont été massacrés.

62. La délégation tchécoslovaque n'ignore pas que la tâche humanitaire de l'UNWRA et l'aide de la communauté internationale ont atténué les souffrances des Palestiniens, qui poursuivent leur lutte héroïque pour faire reconnaître leurs droits légitimes. La délégation tchécoslovaque appuie sans réserve l'action inlassable de l'OLP, dont le président a reçu un accueil chaleureux à Prague en 1975. Le peuple tchécoslovaque est décidé à continuer d'apporter, par l'intermédiaire de son gouvernement et d'institutions et d'organisations non gouvernementales tchécoslovaques, une assistance matérielle et humanitaire à forme bilatérale au peuple arabe de Palestine non seulement pour améliorer ses conditions d'existence, mais aussi pour assurer la victoire finale des peuples qui luttent pour la justice et la liberté.

63. M. DORON (Israël), exerçant son droit de réponse, dit que les déclarations qu'ont faites plusieurs délégations arabes au cours de la présente séance sont dans la ligne des déclarations que les représentants de ces mêmes pays ont précédemment prononcées sur ce sujet. La position de la République arabe libyenne, qui est de ce nombre, n'est ignorée de personne. On doit supposer que, selon l'Article 23 de la Charte, elle a fait au maintien de la paix et de la sécurité internationales une contribution considérable, puisqu'elle vient d'être élue membre du Conseil de sécurité. Si la République arabe libyenne avait offert à l'UNWRA la somme de 5 millions de dollars qu'elle a décernée en prix aux assassins des athlètes israéliens des Jeux olympiques de Munich, le déficit de l'Office aurait été presque entièrement résorbé. Les déclarations que l'on a entendues sont autant d'épisodes de la guerre diplomatique que les Arabes mènent systématiquement contre Israël à grand renfort de mensonges, de déformations et de contre-vérités.

64. La délégation israélienne fera en temps utile un exposé complet sur tous les aspects du point à l'examen. Dans l'intervalle, la délégation israélienne tient à faire consigner qu'elle rejette absolument les allégations portées contre Israël par les représentants de ces pays. Il est regrettable que leurs gouvernements n'aient pas tiré la leçon du passé. C'est leur attitude, et celle d'autres gouvernements arabes, qui fut et demeure responsable du sang versé au Moyen-Orient. L'ignoble crime perpétré près de la place de Sion à Jérusalem par des agents de l'OLP peut servir d'exemple. Les services officiels de presse de l'OLP, installés bien sûr à Beyrouth, ont publié un communiqué dans lequel ils revendiquent la responsabilité de ce crime scandaleux, qu'ils ont osé qualifier d' "opération héroïque et audacieuse". Cette attaque meurtrière contre une population innocente a été menée le jour anniversaire de la venue de Yasser Arafat aux Nations Unies, pour célébrer ou commémorer semble-t-il cet événement honteux. Les porte-parole de l'OLP n'ont pas cessé de proclamer au cours de l'année précédente que les résolutions adoptées par l'Assemblée générale sanctionnent leur action meurtrière contre Israël; nul doute que les trois résolutions qu'elle a adoptées le 10 novembre 1975 [résolutions 3375 (XXX), 3376 (XXX) et 3379 (XXX)] constitueront pour eux un nouvel encouragement.

65. M. SAHAD (République arabe libyenne), exerçant son droit de réponse, dit que la déclaration prononcée par l'orateur précédent ne mérite même pas que l'on y réponde.

Il est amusant d'entendre un porte-parole du sionisme parler du respect de la Charte. C'est faire preuve là d'arrogance et d'impertinence, tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies sachant très bien qui a violé la Charte et bafoué l'Organisation des Nations Unies. En 1974, le Ministre des affaires étrangères d'Israël a présidé en personne une cérémonie au cours de laquelle le drapeau de l'Organisation des Nations Unies a été brûlé devant son ministère. Ceux qui parlent au nom du sionisme à l'Assemblée générale ont, pour leur part, déchiré en public les textes de résolutions de l'Assemblée générale.

66. Le porte-parole du sionisme sait très bien quelle est la position de la République arabe libyenne à l'égard de l'Organisation des Nations Unies et tous les membres de la communauté internationale savent quels sont les principes que son pays défend. La République arabe libyenne n'éprouve aucune honte à soutenir les mouvements de libération qui, à travers le monde, il le sait, défendent une cause juste. La liberté est le don le plus précieux qui ait jamais été fait à l'humanité, et l'appui que son pays apporte à tous ceux qui luttent pour la liberté vient de sa foi en la victoire des forces du bien sur les forces du mal. Seuls les alliés des racistes, et ceux qui asservissent et colonisent d'autres peuples, condamnent cette position.

La séance est levée à 17 h 45.

978^e séance

Lundi 17 novembre 1975, à 10 h 50.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.978

POINT 54 DE L'ORDRE DU JOUR

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (*suite*)
[A/10114, A/10115, A/10268] :

- a) Rapport du Commissaire général (A/10013 et Corr.1);
- b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (A/10334);
- c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine (A/10271);
- d) Rapport du Secrétaire général (A/10253)

DISCUSSION GENERALE (*suite*)

1. M. AHMED (Egypte) dit que le problème à l'étude, à savoir le sort de 1,5 million de Palestiniens que l'on a privés de leurs biens et de leurs droits fondamentaux et qui ont dû quitter leur pays pour vivre, dans des camps de réfugiés, est l'un des problèmes les plus déchirants et les plus pénibles de l'histoire de l'humanité. Les réfugiés souffrent encore plus du fait que cette situation dure depuis plus de 25 ans. La communauté internationale ne doit plus temporiser, mais s'attaquer au cœur du problème et trouver une solution

dans les plus brefs délais. La délégation égyptienne a constamment répété que, aussi longtemps que le problème ne serait pas résolu équitablement, c'est-à-dire aussi longtemps que les droits fondamentaux du peuple palestinien ne lui seraient pas restitués, non seulement la paix ne pourrait régner au Moyen-Orient, mais aussi la paix et la sécurité internationales seraient menacées.

2. Le problème devient de plus en plus complexe étant donné que l'UNWRA, en raison de ses difficultés financières, sera bientôt dans l'impossibilité de fournir des services essentiels, même à un niveau minimum. En outre, de nouvelles vagues de réfugiés arrivent actuellement dans les camps, ce qui donnera lieu à des besoins accrus en matière de services. Tous les documents sur la question indiquent que toute réduction des services de l'Office aurait des répercussions tant politiques qu'humanitaires. La corrélation entre le problème des réfugiés et la situation politique au Moyen-Orient est exposée aux paragraphes 4 et 30 du rapport du Commissaire général (A/10013 et Corr.1).

3. Comme l'a constaté le Commissaire général au paragraphe 2 de son rapport, l'UNWRA compte 25 années de service, mais ce vingt-cinquième anniversaire n'est pas, à la différence d'autres anniversaires, matière à réjouissance.

Huit années se sont écoulées depuis l'arrivée dans les camps d'une nouvelle vague de réfugiés en provenance de Gaza, de la rive occidentale du Jourdain et des hauteurs du Golan à qui l'on a également refusé le droit de retourner dans leurs foyers. Ces réfugiés, comme leurs prédécesseurs, attendent toujours vainement qu'Israël se retire des territoires arabes. Ce dont il s'agit essentiellement c'est donc de parvenir à une solution politique juste et équitable. Ce principe a été reconnu par la communauté internationale dans la résolution 3236 (XXIX) de l'Assemblée générale et de nouveau dans les résolutions 3375 (XXX) et 3376 (XXX) de celle-ci, par lesquelles la communauté internationale reconnaît au peuple palestinien le droit de retourner dans ses foyers et les droits à l'autodétermination et à l'indépendance nationale.

4. L'Égypte a toujours estimé que le droit et la moralité doivent prédominer et que les responsables de méfaits doivent en payer les conséquences. En particulier, les pays à qui l'on doit la décision à l'origine de cette situation ont au premier chef la responsabilité de veiller à ce qu'il y soit remédié. Et pourtant, tous les ans, l'ONU adopte des résolutions qu'elle n'arrive pas à faire respecter.

5. La délégation égyptienne apprécie pleinement le dévouement avec lequel le Commissaire général et ses collaborateurs, en dépit de la crise financière de l'Office et du climat politique actuel, s'emploient à fournir le minimum indispensable à un peuple qui a été privé de ses droits et qui a vu son territoire passer sous occupation militaire.

6. Il faudrait porter une attention particulière au rôle constructif joué par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui a beaucoup aidé l'Office dans sa tâche. Les paragraphes 4 et 5 du rapport du Commissaire général indiquent l'existence de liens étroits entre l'Office et l'OLP, unique représentant légitime du peuple palestinien, à qui l'Assemblée générale a accordé le statut d'observateur et qui oeuvre pour la paix au Moyen-Orient. Il est par conséquent logique que toute question concernant les réfugiés soit examinée en collaboration avec l'OLP.

7. Il est regrettable que l'ONU laisse les finances de l'Office se trouver dans un état de crise permanente. Il y a une certaine ironie dans le fait que l'Office doive faire face à un déficit de 7 millions de dollars quand on donne à certains pays des avions à réaction Phantom. M. Ahmed invite les Etats Membres à comparer les sommes qu'ils ont données à Israël au cours des 25 dernières années et celles qu'ils ont versées à l'UNWRA pour que 1,6 million de réfugiés palestiniens puissent survivre. Le Commissaire général et ses collaborateurs doivent être en mesure de former des plans sur la base d'un budget stable, ce que le système de financement actuel ne permettra jamais. Les contributions volontaires constituent une aide inestimable, mais on ne peut toutefois s'attendre à ce qu'elles couvrent l'ensemble des dépenses de l'Office, qu'il faudrait imputer sur le budget ordinaire de l'ONU. Il n'est pas logique que quelques Etats Membres de l'ONU financent la majeure partie des activités de l'Office, alors que d'autres — ou les mêmes — fournissent à Israël le matériel militaire qui lui permet de lancer des attaques brutales contre des femmes et des enfants innocents, causant ainsi des destructions importantes dans les camps et privant les enfants de l'enseignement fondamental auquel ils ont droit, comme il est dit aux

paragraphes 24, 123 et 124 du rapport du Commissaire général. Au paragraphe 27 de ce rapport, il est dit aussi que la situation financière de l'Office est compliquée en outre par des dévaluations de la livre israélienne et par la hausse des prix due à l'inflation.

8. L'ONU doit prendre des mesures sérieuses pour mettre fin aux attaques d'Israël contre les camps de réfugiés et veiller à ce qu'Israël verse des réparations en dédommagement des dégâts causés. Il faut se souvenir que les pays arabes dans lesquels les camps de réfugiés sont situés versent, en espèces et en nature, des contributions importantes pour leur entretien, soit directement aux réfugiés, soit à l'Office. Ces contributions s'ajoutent aux contributions volontaires et supplémentaires versées par d'autres pays arabes. Les pays arabes supportent donc une part importante de la charge causée par l'impossibilité dans laquelle se trouvent les réfugiés de retourner dans leurs foyers.

9. Malgré les appels répétés lancés à Israël dans les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, qui lui ont demandé de permettre aux réfugiés et aux personnes déplacées après les hostilités de 1967 de rentrer dans leurs foyers, Israël continue à ne tenir aucun compte de ces résolutions, bien que, à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale, le représentant d'Israël ait fait savoir à la Commission, le 9 novembre 1973 (881^e séance), que son gouvernement a permis le retour de plus de 50 000 réfugiés et personnes déplacées. Le Gouvernement israélien a essayé de donner à ce mensonge un tour officiel en chargeant son représentant de préciser, dans la réponse à la note verbale du Secrétaire général en date du 29 janvier 1975, réponse dont le texte est reproduit au paragraphe 3 du rapport du Secrétaire général (A/10253), que le nombre total de personnes déplacées qui sont rentrées dans leurs foyers depuis 1967 s'élève à présent à 55 000. Pourtant, il est indiqué au deuxième alinéa de ce paragraphe, que la situation qui règne actuellement ne se prête pas à un retour massif des dites personnes. Et, au paragraphe 4 du même document, le Secrétaire général déclare que le Commissaire général lui a fait savoir que, d'après les renseignements dont on dispose, le chiffre estimatif de 8 000 réfugiés déplacés étant revenus dans les territoires occupés depuis juin 1967, donné dans le rapport du Commissaire général pour 1974¹, n'a augmenté que de quelques centaines de personnes. Les efforts d'Israël pour obtenir la sympathie des Etats Membres et de particuliers bien intentionnés en faisant des déclarations du genre de celles que M. Ahmed vient de rappeler, seront vains si Israël continue à détruire les abris, ainsi qu'il est rapporté aux paragraphes 28, 69 et 175 du rapport du Commissaire général pour l'année en cours (A/10013 et Corr.1) et dans le rapport du Secrétaire général (A/10253). En dépit des protestations de l'UNRWA, Israël continue ses démolitions sans payer aucun dédommagement jusqu'à présent.

10. En ce qui concerne les réfugiés, Israël a une position qui lui est propre, qui est en contradiction avec l'esprit de la Charte et fait obstacle à tous les efforts déployés pour venir en aide aux intéressés. Ce n'est pas en inventant de nouveaux concepts politiques qu'on améliorera leur sort. La

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément n° 13* et rectificatif, par. 9.

seule solution est de leur permettre de rentrer dans leurs foyers, appliquant ainsi pleinement les résolutions de l'Organisation des Nations Unies.

11. Tout retard dans la recherche d'une solution juste et pacifique au Moyen-Orient – solution qui suppose nécessairement le retour du peuple palestinien, sa reconnaissance par la communauté internationale et le retrait complet d'Israël des territoires arabes occupés – ne fera qu'ajouter à la tragédie humaine et créer une situation explosive, dangereuse à la fois pour la région et pour l'humanité en général. M. Ahmed a la certitude que tous ceux qui apprécient l'histoire de la civilisation égyptienne s'associeront à son pays pour espérer que les principes de la justice et les valeurs humaines l'emporteront. Sinon, les générations futures en tiendront la communauté internationale pour responsable.

12. M. BÁNYÁSZ (Hongrie) déclare qu'il faut garder présents à l'esprit, durant l'examen du point de l'ordre du jour par la Commission, deux éléments essentiels qui se sont dégagés de la discussion de l'Assemblée générale sur la question de Palestine. Le premier est le principe de base, toujours défendu par les pays socialistes, selon lequel cette question est d'abord un problème politique. En outre, l'OLP doit avoir le dernier mot pour toute question relative à la situation des Arabes palestiniens.

13. Le deuxième élément est que la grande majorité des Etats Membres et de l'opinion publique mondiale est profondément mécontente de la lenteur des progrès réalisés dans la recherche d'une solution à la question du Moyen-Orient et à son problème clef, la question de la Palestine. Les obstacles contre lesquels on bute fréquemment favorisent l'accroissement des tensions dans la région et donnent naissance, chez les Etats Membres, à une inquiétude justifiée, que l'on ne peut cavalièrement dissiper par du verbiage ou des menaces.

14. Cependant, jusqu'à ce que l'on arrive à un accord politique définitif et sans doute pendant quelque temps après, il faudra mener une action humanitaire afin de ne pas décevoir les espoirs placés dans l'Organisation des Nations Unies. Pour différentes raisons, l'oeuvre de l'UNRWA, qui est un élément essentiel des efforts déployés pour parvenir à l'établissement de relations justes et pacifiques au Moyen-Orient, a été accomplie l'année dernière dans des conditions beaucoup plus difficiles qu'auparavant. Le problème du financement des programmes de l'UNRWA trouverait une solution immédiate si ceux qui sont responsables de la situation des réfugiés en assumaient la responsabilité matérielle. C'est une obligation à la fois juridique et morale. Aucun pays ne peut s'en remettre uniquement, pour sa sécurité, à un appareil militaire démesuré ou à l'aide constante d'une lointaine grande puissance; ils doivent tous se ménager la bienveillance et le respect de leurs voisins.

15. La Hongrie, de concert avec les pays arabes amis et l'OLP, fournit depuis longtemps une aide humanitaire directe aux victimes d'agression et elle continuera à le faire. Le moment est venu pour tous les pays de rechercher une solution finale au problème des réfugiés de Palestine qui soit conforme aux résolutions de la présente session et de donner aux habitants des camps de réfugiés qui souffrent

depuis si longtemps non seulement du pain, mais aussi l'espoir d'un avenir sûr et pacifique.

16. M. SIBAH (République arabe syrienne) félicite le Commissaire général, ses collaborateurs et le Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'UNRWA pour les efforts qu'ils déploient et remercie les Etats, les organisations et les particuliers qui ont participé aux frais de l'Office.

17. Il ressort des rapports présentés par les commissaires généraux qui se sont succédés depuis la création de l'Office que la question palestinienne a été examinée sous l'angle des abris, des vêtements, de l'alimentation et de l'éducation, plutôt que comme un problème politique provoqué par l'invasion colonialiste, impérialiste et expansionniste des territoires arabes par les racistes et les sionistes. La Commission est chargée d'examiner une situation dont l'entité sioniste raciste, ses alliés et ses défenseurs, en particulier les Etats-Unis d'Amérique et certains Etats occidentaux, sont entièrement responsables. Si les divers commissaires généraux s'étaient attachés au fond du problème, il aurait été possible de mettre fin aux souffrances, à la misère et aux privations de 3 millions de Palestiniens. La délégation de la République arabe syrienne estime que le problème ne sera jamais entièrement résolu s'il n'est pas envisagé sous tous ses aspects politiques et internationaux et si l'Organisation des Nations Unies n'emploie pas tous les moyens pour assurer l'application de ses propres résolutions et faire en sorte qu'Israël se retire immédiatement et totalement des territoires arabes occupés et que le peuple palestinien reprenne possession de sa patrie.

18. Le déficit financier mentionné dans le rapport du Commissaire général ne s'explique que par des raisons techniques. Pourquoi Israël, les Etats-Unis et les Etats occidentaux qui ont appuyé la création de l'Etat d'Israël n'ont-ils pas remédié au déficit de l'Office ? La prétendue contribution versée par Israël à l'Office dépasse à peine 10,5 millions de dollars, soit environ 21 p. 100 du coût total. Les contributions volontaires qui sont prévues n'offrent qu'une solution incomplète et temporaire car leurs montants peuvent varier et elles ne suffisent pas en fait à répondre à tous les besoins. Le budget de l'Office doit être intégré au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies ou être considéré comme un budget spécial. Par ailleurs, les traitements des fonctionnaires locaux pourraient être versés par l'Organisation des Nations Unies, comme ceux des fonctionnaires internationaux. Si l'ONU adoptait l'une quelconque des solutions proposées dans le rapport du Commissaire général, les difficultés financières de l'Office pourraient être aisément réglées.

19. Il convient de mentionner que toute mesure visant à réduire la portée des services aggraverait les tensions qui existent au Moyen-Orient, comme le Groupe de travail l'affirme au paragraphe 7 de son rapport spécial (A/10268). La contribution d'Israël aux dépenses de l'Office est trop faible, en particulier lorsqu'on la compare à la valeur des terres arabes usurpées par Israël.

20. La communauté mondiale a été consternée devant l'agression odieuse d'Israël sur les hauteurs de Golan et les actes de destruction commis par Israël avant son retrait de

Kouneitra en 1974. Les paragraphes 6, 7 et 8 du rapport du Secrétaire général (A/10253) indiquent clairement qu'Israël poursuit sa campagne de destruction des camps de réfugiés dans la bande de Gaza et au Liban. La Commission doit examiner ces faits en les replaçant dans leur vraie perspective en tant que preuve des intentions criminelles et agressives d'Israël en ce qui concerne les hauteurs de Golan et les camps de réfugiés dans d'autres pays. La demande d'indemnisation de l'Office pour la destruction de ses biens par Israël s'est heurtée à une fin de non-recevoir.

21. L'Organisation des Nations Unies devrait envisager sérieusement d'appliquer sur le plan international des sanctions économiques, culturelles et politiques contre le groupe sioniste raciste et d'établir un calendrier spécial pour l'application des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité concernant la solution du problème palestinien et du conflit du Moyen-Orient, au cas où Israël continuerait à ne tenir aucun compte des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et à braver la volonté de la communauté internationale.

22. M. AL-DEHIM (Emirats arabes unis) se félicite de la présence à la Commission des représentants de l'OLP.

23. L'étude de la question palestinienne à l'Assemblée générale a incité la communauté internationale à concentrer son attention sur le problème. Les résolutions adoptées par l'Assemblée ont donné la preuve que les Etats Membres étaient désireux de respecter les dispositions de la Charte, elles ont réaffirmé le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'existence politique et ont mis en évidence le caractère raciste et agressif de la présence sioniste en Palestine.

24. Dans son rapport (A/10013 et Corr.1), le Commissaire général a dressé un tableau tragique des conditions de vie du peuple palestinien et a montré qu'Israël, non content d'avoir expulsé les Palestiniens de leur patrie, lance des attaques aériennes et navales contre les camps de réfugiés palestiniens et pratique toutes les formes d'oppression à leur égard.

25. Le rapport du Commissaire général indique qu'en 1976 le déficit de l'Office passera à quelque 55 millions de dollars et que, même si le déficit de 1975 est totalement résorbé, l'Office connaîtra de graves difficultés financières au début de 1976.

26. La délégation des Emirats arabes unis rejette la proposition visant à restreindre les services de l'Office. Les secours fournis régulièrement par l'Office sont déjà un minimum. Toute réduction non seulement infligerait des souffrances accrues aux réfugiés, mais provoquerait également une détérioration de la situation politique dans la région. A cet égard, le représentant des Emirats arabes unis appelle l'attention de la Commission sur le paragraphe 30 du rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office (A/10334). Le maintien des programmes de secours est une obligation en vertu du mandat confié à l'Office par l'Assemblée générale. La seule façon de mettre fin à ce mandat est de rapatrier les réfugiés ou de les indemniser entièrement s'ils décident de résider ailleurs, comme il est prévu dans la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale. Comme l'indique le rapport du Commissaire

général, en plus de 25 ans, aucun progrès n'a été réalisé dans la mise en oeuvre de cette résolution.

27. A l'heure actuelle, l'Office se trouve dans une situation financière grave, qui menace sa propre existence et résulte de l'inflation régionale et internationale. En réponse à l'appel lancé par le Secrétaire général, plusieurs Etats, y compris les Emirats arabes unis, ont annoncé des contributions supplémentaires qui ont permis de ramener le déficit à un chiffre légèrement inférieur à 8 millions de dollars. En versant sa modeste contribution à l'Office, le Gouvernement des Emirats arabes unis a stipulé que cette somme devait être consacrée à l'enseignement. Il n'a pas été prévu que cette contribution aide à combler le déficit de l'Office, car ce dernier relève de la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies et non pas de celle des seuls pays arabes.

28. Pour résoudre définitivement la question, il faudrait considérer le budget de l'Office comme faisant partie du budget ordinaire de l'ONU, plutôt que d'avoir recours aux contributions volontaires. L'Organisation des Nations Unies devrait prendre en charge la totalité des traitements des fonctionnaires recrutés localement, comme elle le fait pour les fonctionnaires internationaux. De plus, les services de secours devraient être suffisamment importants pour répondre aux besoins fondamentaux des réfugiés.

29. Les responsables de la situation sont le régime sioniste raciste d'Israël et les Etats qui lui fournissent un appui militaire, politique et économique. Les réfugiés palestiniens doivent être secourus tant qu'Israël continue à ne faire aucun cas des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et jusqu'à ce que la communauté internationale force Israël à abandonner son attitude intransigeante.

30. M. PETNIČKI (Yougoslavie) félicite le Commissaire général et ses collaborateurs des efforts qu'ils déploient pour assurer les services essentiels, en particulier les secours, la protection sanitaire et les services d'enseignement à plus de 1,5 million de Palestiniens qui ont été expulsés de leur pays et réduits à la condition de réfugiés. L'Office doit être en mesure de poursuivre ses activités humanitaires si utiles tant que le besoin s'en fera sentir. Il faut espérer que, grâce aux contributions volontaires supplémentaires apportées par les Etats Membres, il pourra surmonter ses graves difficultés financières. Alors que la question fondamentale du respect des droits nationaux légitimes du peuple arabe de Palestine n'a pas été résolue, toute réduction des activités de l'Office et, à plus forte raison, la cessation de ses travaux, infligeraient de dures épreuves au peuple palestinien et iraient à l'encontre des efforts déployés pour résoudre la crise du Moyen-Orient.

31. Comme par le passé, la Yougoslavie continuera à appuyer l'Office et annoncera sa contribution à la prochaine séance de la Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires à l'UNWRA. Toutefois, elle a toujours estimé que la question des réfugiés palestiniens était essentiellement un problème politique, qui devait être résolu comme tel. Elle est fermement convaincue que toute solution durable du problème du Moyen-Orient ne sera possible que si Israël se retire entièrement de tous les territoires qu'il occupe depuis juin 1967 et s'il reconnaît les droits nationaux légitimes du

peuple arabe de Palestine, y compris le droit de celui-ci à créer son propre Etat.

32. M. ABDULLA (Oman) rappelle que 25 ans se sont écoulés depuis l'entrée en fonction de l'Office. Personne n'avait pensé qu'il existerait aussi longtemps, et l'on est amené à se demander pendant combien de temps encore il devra continuer d'exercer ses activités. A une époque de changements politiques fondamentaux, alors que de nombreux pays accèdent à l'indépendance, il est absolument inacceptable qu'aucune solution du drame palestinien ne soit en vue. L'assistance matérielle fournie pour alléger les souffrances du peuple palestinien est certes louable, mais l'on doit aussi analyser les causes des événements tragiques qui ont chassé tout un peuple de son pays. Les responsables de la situation des réfugiés sont les juifs européens, qui sont venus en Palestine et se sont vengés sur le peuple palestinien au lieu de s'en prendre aux nazis, qui les avaient opprimés. Le peuple omanais sait ce que c'est que d'être obligé de vivre en exil; avant la révolution de 1970, plus d'un million d'Omanais vivaient en Afrique. Il comprend bien l'amertume et la douleur du peuple palestinien.

33. L'Oman croit que la tragédie de la Palestine est avant tout d'ordre politique; les pays qui ont contribué à la création d'Israël et qui ont reconnu cet Etat doivent réparer leur erreur historique.

34. M. GREGORIADES (Grèce) dit que la question à l'étude préoccupe le peuple et le Gouvernement grecs pour deux raisons. Premièrement, les Palestiniens appartiennent à la grande nation arabe, avec laquelle la Grèce a des liens d'amitié particulièrement étroits et dont elle encourage les progrès vers l'indépendance et l'acquisition d'une place plus importante sur la scène internationale. Deuxièmement, la question concerne des réfugiés, et toute situation comportant le déracinement forcé d'un peuple bénéficie automatiquement de la sympathie et de l'intérêt sincères de la Grèce. C'est pourquoi celle-ci participe à la recherche d'un règlement fondé sur la justice et la dignité.

35. Il est à la fois regrettable et inquiétant que l'Assemblée générale étudie la question des réfugiés palestiniens depuis 26 ans. Elle ne devrait pas examiner la question des opérations de l'UNRWA, parce que les Palestiniens auraient dû être de retour chez eux depuis longtemps. Bien qu'il soit essentiel de continuer à leur apporter une aide, il ne s'agit pas à proprement parler d'un problème d'assistance humanitaire, mais d'un problème politique ayant trait au retour des réfugiés dans leurs foyers.

36. Comme s'il ne suffisait pas que les Palestiniens aient pu, à notre époque, devenir des réfugiés, on leur reproche de ne pas s'être "intégrés" après tant d'années, comme si le temps, au lieu d'aggraver la situation, ce qui est effectivement le cas, justifiait après coup l'action de ceux qui ont expulsé et dispersé les Palestiniens par la force.

37. Au lieu des projets de résolution dont la Commission a l'habitude, la délégation grecque aurait aimé voir un projet de résolution prenant acte du retour des Palestiniens dans leurs foyers et de la cessation des opérations de l'Office.

38. La délégation grecque tient à remercier sincèrement le Haut Commissaire et ses collaborateurs de la façon dont ils

s'acquittent de leur tâche. Malgré les moyens limités dont elle dispose du fait de la très lourde charge financière que lui impose une autre tragédie de même nature, celle des 200 000 Chypriotes qui se sont réfugiés dans le sud de leur pays, la Grèce partage l'avis des pays qui reconnaissent que l'ensemble de la communauté internationale doit se préoccuper des réfugiés qui ont été victimes d'une invasion militaire, quelle que soit leur nationalité. C'est dans cet esprit que, répondant à l'appel de l'UNRWA demandant des contributions supplémentaires, la Grèce mettra à la disposition de l'Office, avant la fin de l'année, des dons alimentaires supplémentaires qui s'ajouteront à sa contribution financière.

39. M. AL-ATIYYAH (Irak) dit qu'année après année la Commission s'est réunie pour examiner les activités de l'UNRWA et le rapport du Commissaire général exposant les difficultés qui assaillent constamment l'Office.

40. La création de l'UNRWA a été la conséquence directe du partage de la Palestine et de la création de l'Etat sioniste par une résolution adoptée par l'Assemblée générale [181 (II)]. Au moment de cette décision, l'Organisation était sous l'emprise des puissances occidentales, qui ne représentent qu'une faible minorité des peuples du globe. Au lieu de rectifier l'erreur faite, les Nations Unies ont alors créé l'UNRWA sur l'ordre des pays occidentaux et des Etats-Unis, qui n'avaient peut-être pas bonne conscience. Cela équivalait à abattre un homme et à lui administrer ensuite les premiers secours. Les impérialistes occidentaux, les Etats-Unis en tête, ont commis une autre erreur en postulant que les réfugiés finiraient par se fixer et s'intégrer dans les pays d'accueil. M. Al-Atiyyah souligne que le peuple palestinien ne diffère pas des autres peuples arabes, qui ont accédé à l'indépendance; les Palestiniens sont résolus à poursuivre la lutte pour sauvegarder leur existence nationale et obtenir les droits légitimes qui leur ont été reconnus dans de nombreuses résolutions de l'Organisation des Nations Unies, y compris la résolution 3236 (XXIX), qui écarte définitivement l'idée que la question de la Palestine n'est qu'un problème de réfugiés. A sa trentième session, l'Assemblée générale a déjà adopté une résolution condamnant le sionisme considéré comme une forme de discrimination raciale [résolution 3379 (XXX)], ce qui n'a fait que confirmer encore davantage la légitimité des droits du peuple palestinien.

41. Récemment, les impérialistes ont commencé à affirmer qu'il appartiendrait aux Arabes d'assumer la charge financière des opérations de l'UNRWA. Les Etats arabes ont en fait porté une grande part de cette charge, bien qu'ils n'aient aucune responsabilité dans l'expulsion du peuple palestinien de sa patrie. L'assistance humanitaire que fournissent déjà les Etats arabes ne devrait pas servir de prétexte à ceux qui veulent se dérober à leurs responsabilités envers les réfugiés palestiniens. La délégation irakienne persiste à croire que les pays occidentaux doivent assumer la majeure partie des dépenses liées aux activités de l'Office. Toute tentative de restreindre les activités de celui-ci ne pourrait qu'aggraver la situation en Palestine. Néanmoins, la solution définitive du problème palestinien dépend en dernière analyse de la capacité de l'Organisation des Nations Unies de faire appliquer ses résolutions défendant les droits nationaux du peuple palestinien, et notamment son droit à l'autodétermination.

42. M. DORON (Israël), exerçant son droit de réponse, dit que le représentant de l'Égypte et d'autres représentants ont insisté sur ce qu'ils appellent le droit des réfugiés de retourner dans leur pays. Il est intéressant de constater, néanmoins, qu'ils ont gardé le silence quant aux conséquences pour Israël d'un tel retour. Les déclarations faites par divers orateurs arabes au cours des années sont très caractéristiques à cet égard. Par exemple, le Ministre des affaires étrangères de l'Égypte avait déclaré, en octobre 1949, qu'en demandant la restitution de la Palestine aux réfugiés les Arabes entendaient que les Palestiniens devaient revenir dans leur patrie en maîtres, non en esclaves, et que l'intention des réfugiés était d'annihiler l'État d'Israël. Une résolution adoptée par une conférence de réfugiés tenue en Syrie en juillet 1957 portait que toute discussion tendant à trouver une solution au problème palestinien sans reconnaître aux réfugiés le droit d'anéantir Israël devrait être considérée comme une profanation à l'égard du peuple arabe et un acte de trahison. Le président Nasser d'Égypte, aujourd'hui décédé, avait déclaré dans une interview publiée dans la presse, en septembre 1961, que, si les Arabes retournaient en Israël, Israël cesserait d'exister. En avril 1966, le Premier Ministre du Liban à cette époque avait déclaré, devant le Parlement, que l'accomplissement de l'espoir arabe du retour des réfugiés en Palestine signifierait la liquidation d'Israël. On voit donc clairement quelles sont les intentions que les voisins arabes d'Israël nourrissent à son égard lorsqu'ils réclament à grands cris le retour des réfugiés. Des déclarations de ce genre ont été faites maintes et maintes fois par des dirigeants arabes, et continuent d'être faites aujourd'hui. Il est donc évident que la solution globale du problème des réfugiés est subordonnée au règlement pacifique de la question du Moyen-Orient. Personne n'ignore les efforts déployés par Israël en ce sens; étant donné les circonstances, Israël a fait tout ce qui était en son pouvoir ou que l'on était fondé à attendre de lui.

43. Le représentant de l'Égypte a contesté l'exactitude des chiffres fournis par les autorités israéliennes au sujet du nombre de personnes déplacées ayant regagné leurs foyers. Le désaccord entre les chiffres israéliens, 55 000 personnes, et les chiffres contenus dans les rapports du Commissaire général et du Secrétaire général est dû au fait que ces derniers fondent leurs renseignements essentiellement sur le nombre de demandes que l'Office reçoit de réfugiés rentrant dans leurs foyers et souhaitant que les rations soient transférées dans les régions où ils se sont installés. Comme on peut lire au paragraphe 4 du rapport du Secrétaire général (A/10253), l'Office ne peut pas connaître le nombre de réfugiés qui ont regagné leurs foyers sans avoir présenté une telle demande.

44. Le représentant de l'Égypte a aussi déclaré que le travail de l'UNRWA a été facilité par l'OLP. Voilà une remarque étrange, même cynique, puisque l'OLP utilise les camps de réfugiés comme bases d'entraînement, dépôts de munitions et endroits tout indiqués pour préparer leurs actes d'agression. C'est précisément en raison de cette situation qu'Israël a lancé un certain nombre d'actions défensives contre les camps. Si l'OLP consentait à quitter les camps et à ne plus se cacher derrière les jupes des femmes réfugiées, Israël n'aurait plus aucune raison de lancer de telles actions contre les réfugiés des camps. Le vrai

caractère de l'OLP se trahit dans le fait que la "Voix de la Palestine" a ouvertement admis, dans une émission radio-diffusée depuis le Liban, que la dernière attaque terroriste contre Jérusalem, au cours de laquelle six adolescents ont trouvé la mort, avait été l'oeuvre d'un groupe appartenant à l'OLP.

45. A propos de la déclaration faite par le représentant de la République arabe syrienne, M. Doron dit que l'attitude de ce pays face au problème du Moyen-Orient doit être envisagée compte tenu de sa position concernant le territoire sous mandat de la Palestine. D'après la République arabe syrienne, ce territoire lui appartient tout entier et le Président Assad a déclaré à une date aussi récente que le 8 mars 1974, à l'occasion du onzième anniversaire de la révolution syrienne, que la Palestine fait non seulement partie du monde arabe, mais constitue la partie principale de la "Syrie méridionale". Toutefois, les desseins expansionnistes de la République arabe syrienne ne se limitent pas à la seule "Syrie méridionale", mais visent également la "Syrie occidentale" qui comprend trois États souverains Membres de l'Organisation des Nations Unies. La République arabe syrienne ne s'intéresse pas au règlement du problème des réfugiés, mais cherche simplement à utiliser les réfugiés et leur condition pour progresser dans la réalisation de ses objectifs en matière d'expansion territoriale. La République arabe syrienne n'a jamais reconnu complètement le Liban sur le plan diplomatique, car ce geste réduirait la crédibilité de sa revendication sur cette partie de la "Syrie occidentale" et elle pourrait même intervenir militairement dans ce pays s'il s'y produisait des changements qu'elle n'appréciait pas. Il est donc absurde de tenir compte des accusations de la République arabe syrienne concernant les opérations militaires de défense effectuées par Israël contre les camps de réfugiés.

46. Le représentant d'Israël fait observer que, d'après le paragraphe 65 du rapport du Commissaire général (A/10013 et Corr.1), le nombre des victimes parmi les réfugiés immatriculés et l'ampleur des dégâts causés aux installations de l'Office au Liban par les troubles qui ont eu lieu dans ce pays, et auxquels la République arabe syrienne n'est pas étrangère, dépassent de beaucoup le nombre des victimes et les dégâts entraînés par toute opération défensive menée par les forces israéliennes. En outre, les statistiques figurant dans le document en question ne portent pas sur les derniers mois au cours desquels on a enregistré dans ce pays une augmentation du nombre des victimes et des dégâts matériels.

47. Quant à l'accusation selon laquelle la contribution d'Israël à l'Office serait négligeable, M. Doron souligne que cette contribution est en fait plus importante que celle de la plupart des États arabes. Par ailleurs, chacun sait qui est à l'origine du déplacement des Palestiniens et quelles en sont les causes.

48. Le représentant d'Israël appelle l'attention de la Commission sur une déclaration que le Ministre de la défense de Syrie a prononcée devant l'Assemblée nationale de ce pays en décembre 1973, dans laquelle il décrivait la bravoure d'un soldat syrien qui avait tué 28 soldats juifs à la hache et auquel on a décerné, pour cet exploit, la Médaille de la République.

49. S'agissant du représentant de l'Irak, ce dernier a, une fois de plus, fait une déclaration totalement négative, pleine de venin et de haine. Un pays qui a commis un génocide contre les Kurdes et traité avec brutalité ses ressortissants juifs et même sa population arabe ne peut être pris au sérieux dans aucun débat sur les problèmes humanitaires.

50. Sir John RENNIE (Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient), mentionnant les statistiques relatives aux réfugiés qui ont regagné leurs foyers, fait observer que son rapport (A/10013 et Corr.1), de même que celui du Secrétaire général (A/10253), ne tient compte que des personnes déplacées qui sont immatriculées auprès de l'Office. Il est certain qu'il existe d'autres réfugiés, mais l'Office ne dispose pas de renseignements sûrs à leur sujet. Le Commissaire général a toute raison de penser que les chiffres cités dans son rapport sont exacts.

51. Le PRESIDENT invite le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine à prendre la parole.

52. M. AQL (Observateur, Organisation de libération de la Palestine) dit que l'on se demande, étant donné les nombreuses déclarations insensées qu'Israël lui-même a faites dans le passé, comment le représentant de ce pays a l'audace de prétendre que des hommes d'Etat et personnalités arabes auraient fait des déclarations qui menaçaient l'existence d'Israël. M. Aql rappelle au représentant d'Israël que Theodor Herzl a dit dans son journal dès 1897, alors que les Palestiniens musulmans et chrétiens constituaient environ 98 p. 100 de la population de ce pays, qu'il pensait à mettre au point un plan visant à expulser la population de la Palestine. Chaim Weizmann a révélé dans ses mémoires que, dès 1917, lorsque les Palestiniens musulmans et chrétiens constituaient 90 p. 100 de la population, il voulait que la Palestine soit juive comme l'Angleterre est anglaise et la France française. Golda Meir, dans une interview publiée par le *Sunday Times*, a nié l'existence des Palestiniens, et leur existence continue d'être niée par la junte militaire actuellement au pouvoir en Israël. On trouve dans le passé d'Israël d'innombrables déclarations qui nient l'existence des Palestiniens et révèlent ses visées expansionnistes non seulement sur la Palestine, mais sur la patrie arabe tout entière.

53. En ce qui concerne l'incident de Jérusalem qu'a rappelé le représentant d'Israël, l'OLP est un mouvement de libération nationale qui continuera de combattre Israël sur les plans militaire, politique, culturel et social tant que le droit à l'autodétermination du peuple de Palestine n'aura pas été rétabli. Les effusions de sang sont à déplorer en tous lieux, mais le représentant d'Israël ferait bien de se rappeler que l'intransigeance engendre l'intransigeance et que la violence engendre la violence. Tant qu'Israël fera fi des résolutions de l'Organisation des Nations Unies concernant le droit des Palestiniens à regagner leur patrie, leur mouvement de libération n'aura d'autre choix que de continuer le combat jusqu'à la réalisation de ses objectifs. La condition des réfugiés palestiniens et leur retour dans leur patrie sont au coeur du problème et la Commission n'a entendu du représentant d'Israël qu'une série de déclarations visant à détourner son attention du fond du problème. Malgré les injustices qu'il subit, le peuple de

Palestine a sa conception de l'avenir et aspire à l'instauration d'un Etat palestinien non sectaire dans lequel Arabes et Juifs pourront vivre ensemble sans préjugés de race ou de religion.

54. M. SIBAH (République arabe syrienne), exerçant son droit de réponse, dit qu'il ne s'attendait pas à ce qu'une séance, au cours de laquelle la Commission discute de manière constructive les rapports dont elle est saisie, dégénère pour tomber à un niveau aussi bas du fait des observations insolentes du représentant d'Israël.

55. En octobre 1973, des organisations tant civiles que militaires de la République arabe syrienne sont intervenues pour libérer les territoires occupés et les débarrasser des forces israéliennes. En prétendant que la République arabe syrienne a des visées expansionnistes, le représentant d'Israël a omis de dire qu'elle a conclu un traité de défense mutuelle avec le Liban ainsi qu'avec tous les pays frères de la Ligue des Etats arabes. Dans quelque pays que ce soit, les Arabes sont un seul et même peuple. M. Sibahi fait observer qu'Israël occupe actuellement une zone cinq fois plus étendue que celle qui lui avait été attribuée en 1947 par la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale portant création de l'Etat d'Israël. M. Moshe Dayan aurait déclaré que, même en temps de paix, il serait hors de question qu'Israël abandonne les hauteurs du Golan. Et l'on veut savoir qui aurait des visées expansionnistes ?

56. De nombreux changements politiques sont intervenus dans le monde depuis la création d'Israël et l'Organisation des Nations Unies a décidé de corriger son erreur initiale en reconnaissant enfin les droits légitimes du peuple palestinien. Les résolutions les plus récentes adoptées par l'Assemblée générale marquent encore plus nettement cette tendance. Il est évident qu'Israël se sent menacé par de telles décisions.

57. Enfin, il est étrange qu'à chacune des séances auxquelles les Etats arabes demandent l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, le représentant d'Israël se lève pour faire des observations impertinentes. M. Sibahi fait observer que le problème palestinien et la question plus vaste du Moyen-Orient ne pourront être réglés que sur une base juste et équitable.

58. M. DORON (Israël) préférerait, certes, que la Commission examine le rapport du Commissaire général de l'UNWRA sans se perdre en divagations. Mais, si les porte-parole arabes en profitent pour répandre des calomnies et des mensonges, la délégation israélienne est bien obligée d'y répondre. L'agression commise par les Etats arabes et leur intransigeance sont les causes de la situation actuelle, et aucune solution n'apparaîtra tant que ces Etats ne changeront pas d'état d'esprit.

59. M. AL-SAYEGH (Koweït) aimerait attirer l'attention des membres de la Commission sur un article paru dans le quotidien israélien *Hamishmar* le 28 mars 1975, où il était question d'une brochure publiée par l'aumônerie de l'état-major de l'armée israélienne. L'auteur de l'un des chapitres de cette publication officielle, rabbin attaché à l'état-major israélien, affirmait qu'à la guerre on n'était pas tenu de distinguer entre soldats et civils ennemis, et qu'on ne devait

pas, selon la loi religieuse, faire confiance à un gentil, ni oublier qu'un civil sans arme pouvait aider l'ennemi. Selon cet aumônier militaire, en temps de guerre, quand les troupes israéliennes chargeaient l'ennemi, elles avaient, en vertu de la loi religieuse, le droit et le devoir de tuer aussi les civils, même non hostiles. L'auteur de l'article faisait remarquer que l'antisémite le plus acharné ne pouvait donner une image plus mensongère de la loi religieuse juive. Après la parution de cet article dans *Hamishmar*, le chef d'état-major israélien a fait retirer la brochure de la circulation.

60. M. AL-ATIYYAH (Irak) dit que son gouvernement estime que tous les groupes ethniques nationaux ont droit à l'autodétermination et à l'autonomie et il reconnaît en conséquence l'autonomie des Kurdes. Ceux-ci vivent dans une région autonome et possèdent un conseil exécutif chargé de s'occuper de leurs affaires. Les Kurdes sont aussi représentés au gouvernement. Le nord de l'Irak, maintenant pacifié, a été le siège d'une insurrection déclenchée par un petit groupe de Kurdes qui n'était pas représentatif de l'ensemble de la population kurde. Des puissances impérialistes étrangères ont appuyé cette insurrection et l'entité sioniste a même envoyé des armes et des agents dans le nord de l'Irak pour y fomenter des troubles. La paix a été rétablie par l'armée; la paix et la stabilité qui règnent maintenant entre tous ses peuples et ses groupes ethniques est pour l'Irak un sujet de fierté. L'entité sioniste se contente de lancer des accusations contre les autres pays sans jamais répondre à la question qui lui est posée, à savoir : que faire pour les réfugiés palestiniens ? Le représentant du sionisme n'a pas besoin de citer les dirigeants et les ministres arabes; l'OLP, qui a maintes fois affirmé que la solution du problème des réfugiés palestiniens passe par la création d'un Etat démocratique de Palestine, lui fournit la réponse.

61. M. DORON (Israël) dit qu'il a pris des renseignements au sujet de la brochure dont a parlé le représentant du Koweït, et a appris que cette publication officielle n'existe pas. Le représentant du Koweït a lui-même déclaré que la brochure avait été retirée de la circulation par les autorités israéliennes. Autrement dit, si une telle brochure a jamais existé, elle a été désavouée. M. Doron pourrait, en revanche, citer de nombreuses publications officielles et les instructions données par les autorités militaires arabes elles-mêmes en ce qui concerne le traitement à réserver aux Israéliens sur le champ de bataille ou aux prisonniers de guerre israéliens — instructions qui ont été suivies par les armées arabes et sur lesquelles on n'est jamais revenu. Quant au représentant

de l'Irak, M. Doron pourrait lui faire la réponse d'un de ses coreligionnaires, le porte-parole du Gouvernement égyptien, qui, usant d'un euphémisme poli, a déclaré que les Irakiens sont connus pour l'inexactitude de leurs explications.

62. M. AL-SAYEGH (Koweït) trouve extrêmement étonnant qu'une brochure qui n'existe pas ait paru tout d'abord dans une revue israélienne appelée *Ha-olam Hazeh* le 15 mars 1974, ait ensuite été reproduite dans une autre revue israélienne *Viewpoint* en juillet 1974, et ait finalement été citée dans le journal *Hamishmar* en mars 1975. On a rarement vu brochure inexistante passer par tant d'avatars. Quand le Ministère de la défense d'Israël l'a retirée de la vente le 6 mai 1975, elle était en circulation depuis un an. Encore, ce retrait a-t-il été ordonné non pas parce qu'il y avait désaccord au sujet de son contenu, mais parce que, selon le Grand rabbin de l'armée, cette brochure traite dans l'abstrait d'une question de droit religieux sans application pratique immédiate. Cette brochure inexistante a donc existé et continue d'exister même si elle a été retirée de la circulation à cause de l'embarras qu'elle semble causer aux Israéliens.

63. M. DORON (Israël) dit qu'il n'a jamais affirmé que la brochure n'existe pas. Il a simplement déclaré qu'il ne s'agissait pas d'une publication officielle. Une fois son existence portée à la connaissance des autorités compétentes, elle a été retirée. Il n'a jamais entendu dire que la presse arabe ait critiqué les consignes qui ont été données aux armées arabes de ne pas faire de prisonniers de guerre israéliens, ni que ces consignes aient été annulées.

64. M. AL-SAYEGH (Koweït) fait observer qu'il apparaît maintenant que la brochure inexistante n'est pas inexistante mais est simplement non officielle. Toutefois, le fait qu'elle ait été publiée par l'aumônerie de l'état-major israélien semble indiquer qu'il s'agit d'un document officiel.

65. M. DORON (Israël) dit qu'aussitôt que l'état-major de l'armée israélienne a eu connaissance de l'existence de ce texte il a été retiré.

66. M. AL-SAYEGH (Koweït) constate que ce document, d'abord inexistant, est devenu non officiel puis officiel mais non autorisé, et qu'enfin le voilà retiré.

67. M. DORON (Israël) répète qu'il a simplement déclaré que la brochure n'existe pas en tant que document officiel.

La séance est levée à 13 h 30.

979^e séance

Mardi 18 novembre 1975, à 15 h 5.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.979

POINT 54 DE L'ORDRE DU JOUR

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (*suite*) [A/10114, A/10115, A/10268; A/SPC/L.334, A/SPC/L.335] :

- a) Rapport du Commissaire général (A/10113 et Corr.1);
- b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (A/10334);
- c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine (A/10271);
- d) Rapport du Secrétaire général (A/10253)

DISCUSSION GENERALE (*suite*)

1. M. SHARAF (Jordanie), présentant une motion d'ordre, dit qu'un certain nombre de délégations ont constaté que la déclaration faite par le Commissaire général de l'UNRWA à la 974^e séance n'a pas été reproduite *in extenso* comme il est coutume. Etant donné l'importance de cette déclaration et de celle, faite à la même séance, du Rapporteur du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'UNRWA, au cours de laquelle celui-ci a présenté le rapport du Groupe (A/10334), le représentant de la Jordanie demande que, conformément à la pratique établie, les deux déclarations soient reproduites *in extenso*.

2. Le PRESIDENT rappelle qu'à sa 2353^e séance plénière l'Assemblée générale a décidé qu'elle continuerait à autoriser la Commission politique spéciale à obtenir une transcription *in extenso* de ses débats ou d'une partie de ses débats. En conséquence, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission décide que lesdites déclarations soient reproduites *in extenso*, comme il a été demandé.

Il en est ainsi décidé¹.

3. M. SCARANTINO (Italie), prenant la parole au nom des neuf Etats de la Communauté économique européenne (CEE), dit qu'en attendant qu'un règlement global de la situation au Proche-Orient intervienne les activités de l'UNRWA resteront indispensables non seulement pour alléger les souffrances des réfugiés, mais également pour préserver un climat favorable permettant d'aboutir à ce règlement. C'est pourquoi, dès le début, les Neuf ont été parmi les principaux contributeurs financiers de l'UNRWA. En 1975, leurs contributions nationales et celle de la CEE ont atteint un montant de 27,9 millions de dollars, pour un budget total de plus de 120 millions de dollars. Certains pays de la Communauté ont en plus annoncé des contri-

butions supplémentaires, en réponse aux appels lancés par le Secrétaire général et par le Commissaire général de l'UNRWA. Pour la même raison, la CEE a décidé de fournir 5 000 tonnes de céréales, évaluées à 900 000 dollars. D'autre part, le Royaume-Uni a annoncé une contribution supplémentaire d'un minimum de 200 000 livres sterling, qui pourrait être augmentée à concurrence de 10 p. 100 du montant total des contributions additionnelles faites depuis le 25 juin et qui pourrait atteindre ainsi un maximum d'un million de livres sterling. Le Gouvernement des Pays-Bas, pour sa part, a annoncé également deux contributions supplémentaires d'un total de 760 000 dollars.

4. Les Neuf se félicitent de ce que d'autres pays ont également répondu favorablement aux appels lancés par l'UNRWA. Cependant, comme l'a dit le Commissaire général, la situation financière de l'UNRWA reste gravement préoccupante, le déficit se maintenant à 7,2 millions de dollars.

5. Les Neuf regretteraient profondément toute réduction, même partielle, des activités de l'Office. D'autre part, le problème du financement de l'UNRWA continuera à se poser en 1976 en termes encore plus aigus, puisque le Commissaire général prévoit déjà un déficit estimé à 55 millions de dollars (A/10013 et Corr.1, par. 10). Les Neuf, pour leur part, sont résolus à continuer à appuyer les activités de l'UNRWA et à maintenir leurs contributions financières à leur niveau actuel et, dans la mesure de leurs moyens, à les augmenter. Ils appuient également les conclusions que le Groupe de travail expose dans son rapport, selon lesquelles la situation présente, où un groupe restreint de pays assurent l'essentiel du budget de l'Office, ne correspond plus aux exigences actuelles. En effet, il appartient à tous les Membres de l'Organisation de manifester concrètement leur solidarité avec les réfugiés palestiniens. Les Neuf appellent donc tous les Membres de l'ONU, conscients de leurs responsabilités internationales, à participer, dans la mesure de leurs capacités, à cet effort en faveur de l'UNRWA.

6. M. AKIMAN (Turquie) rappelle qu'à la vingt-neuvième session il avait été signalé que l'UNRWA devrait probablement affronter, en 1975, la pire crise financière de son existence. Pleinement consciente de ce fait, l'Assemblée générale a adopté la résolution 3331 A (XXIX) par laquelle elle a prorogé pour une nouvelle période le mandat de l'UNRWA, montrant ainsi qu'elle était convaincue de la nécessité de maintenir les services de l'Office tant que la situation des réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient se perpétuerait.

7. Par la suite, les faits ont prouvé que cette crise financière était sans précédent. En effet, l'UNRWA a commencé l'année 1975 avec un déficit de 46 millions de dollars. A l'heure actuelle, l'avenir de l'Office demeure

¹ Le texte *in extenso* des déclarations a été distribué ultérieurement sous la cote A/SPC/PV.974.

incertain et, bien que le représentant de la Turquie espère que le déficit de 1975 n'empêchera pas l'Office d'accomplir ses travaux, l'expérience passée n'autorise aucun optimisme. En fait, le Commissaire général prévoit pour 1976 un déficit de près de 55 millions de dollars. Il y a lieu de croire que ce déficit sera couvert en partie à l'aide des contributions spéciales de certains pays, comme cela s'est produit en 1975, mais, même dans ces conditions, les perspectives ne sont pas encourageantes.

8. On admet généralement qu'il faut que l'UNRWA continue à assurer ses services, car, outre l'aspect humanitaire de la question, c'est-à-dire l'avenir de plus d'un million de Palestiniens, la communauté internationale est également consciente des conséquences politiques qu'aurait l'insolvabilité de l'UNRWA. Dans ces conditions, il faut que la communauté internationale se rende bien compte qu'il ne suffit pas d'inviter l'Office à poursuivre ses activités; en réalité, il serait injuste de lui demander l'impossible. Quand l'Assemblée générale se déclare persuadée que l'UNRWA doit poursuivre ses travaux, elle doit également lui indiquer la manière de le faire. La délégation turque souhaite bien entendu que la prochaine génération de Palestiniens naisse non pas dans des camps de réfugiés mais en Palestine, et même elle l'espère. Elle estime, toutefois, que, tant que cet objectif n'est pas atteint, il incombe à chacun des Membres de l'Organisation à prêter toute l'assistance possible à l'Office. Pour sa part, elle donne au Commissaire général l'assurance qu'il peut compter sur l'aide de la Turquie.

9. M. DINKELSPIEL (Suède) présente le projet de résolution publié sous la cote A/SPC/L.334 et annonce que les délégations canadienne, danoise, indienne et zambienne se sont jointes aux auteurs. Après avoir donné lecture du dispositif, le représentant de la Suède exprime l'espoir que la Commission approuvera ce projet de résolution par consensus, car il est analogue aux projets adoptés les années précédentes.

10. Le rapport du Commissaire général (A/10013 et Corr.1) et celui du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'UNRWA (A/10334) montrent clairement que l'oeuvre de l'Office est indispensable et difficile, et que les dépenses sont logiques, compte tenu de la portée des activités. D'autre part, le déficit sans précédent enregistré par l'Office en 1974 est extrêmement inquiétant. Depuis lors, la situation financière a encore empiré à certains égards. Vu les circonstances, le Gouvernement suédois se déclare disposé à verser, pour l'année en cours, une contribution complémentaire de 3 millions de couronnes suédoises pourvu que d'autres contribuants fassent également un effort concerté pour résoudre les problèmes actuels de l'Office. A ce propos, le représentant de la Suède constate avec satisfaction que certains pays ont déclaré qu'ils étaient disposés à verser des contributions; néanmoins, ces dernières ne suffiront pas à couvrir le déficit prévu pour 1975.

11. Quant à 1976, le Commissaire général s'est vu obligé de signaler que certaines augmentations des dépenses sont inévitables, à moins d'une évolution radicale des tendances actuelles. La Suède lance donc un appel à tous les membres de la communauté internationale pour qu'ils fassent tout leur possible pour fournir à l'Office les ressources financières nécessaires. La Suède, pour sa part, continuera à aider

l'UNRWA et, à ce propos, M. Dinkelspiel rappelle que ces 25 dernières années, la Suède lui a versé environ 31,5 millions de dollars, chiffre qui n'a été surpassé que par les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, la CEE et le Canada.

12. M. LANGSLET (Norvège) partage entièrement l'opinion du Commissaire général selon laquelle il n'y a pas lieu de célébrer le vingt-cinquième anniversaire de l'UNRWA alors que 1,6 million de Palestiniens demeurent des réfugiés. Etant donné la portée et l'ampleur des services dispensés par l'Office, le représentant de la Norvège partage également l'opinion du Groupe de travail selon laquelle ses services demeurent indispensables aussi longtemps que le problème des réfugiés de Palestine n'aura pas reçu de solution juste et durable et que toute réduction des services aurait de très graves conséquences pour les réfugiés, pour les pays où ils vivent et pour les perspectives de paix dans la région (*ibid.*, par. 27 et 30).

13. Depuis sa création, l'UNRWA est parvenu à maintenir ses services sans les réduire, grâce aux contributions volontaires d'un groupe restreint de donateurs qui financent l'essentiel du budget de l'Office. En 1975, l'UNRWA connaît une crise financière sans précédent, de sorte que la situation est extrêmement grave, à court terme comme à long terme. Pour ce qui est du problème à court terme, il est évident qu'il ne peut être résolu que si l'UNRWA reçoit immédiatement des contributions supplémentaires. Ces dernières semaines, plusieurs pays ont annoncé des contributions généreuses, par exemple le Qatar, qui a dit qu'il verserait un million de dollars. Pour sa part, le Gouvernement norvégien a décidé de faire une contribution extraordinaire de 100 000 dollars pour l'année en cours, si bien que la contribution totale de la Norvège pour 1975 atteindra 1 850 000 dollars environ.

14. De l'avis du représentant de la Norvège, tout examen de ce problème doit être fondé sur le postulat qu'il est indispensable de maintenir les services de l'Organisme à leur niveau actuel, qui est un minimum. L'augmentation considérable des dépenses est imputable essentiellement à l'instabilité monétaire et à l'inflation et non à l'expansion des programmes. Il est donc extrêmement important que, lorsqu'ils arrêteront les sommes qu'ils verseront en 1976, les pays ne perdent pas de vue que, selon les estimations, les dépenses augmenteront de 10 p. 100 environ. En d'autres termes, les pays donateurs devraient augmenter leurs contributions, au moins dans la même proportion que le budget de l'UNRWA.

15. Enfin, le représentant de la Norvège partage également l'opinion du Commissaire général selon laquelle le financement de l'UNRWA devrait avoir une base plus solide. A ce propos, il rappelle que le financement de l'Office est la responsabilité commune de tous les Membres de l'ONU, quelle que soit leur opinion sur l'aspect politique du problème de Palestine. Il lance donc un appel à tous les pays qui jusqu'ici n'ont versé à l'Office que des contributions symboliques ou insuffisantes pour qu'ils revoient leur position et il déclare que, en 1976, le Gouvernement norvégien espère augmenter considérablement sa contribution à l'Office.

16. M. ZHIRI (Maroc) note que près d'un an s'est écoulé depuis que l'Assemblée générale a adopté la résolution

3331 D (XXIX) dans laquelle elle a réaffirmé le droit des habitants déplacés de rentrer dans leurs foyers et a demandé une fois de plus à Israël de prendre immédiatement des dispositions pour assurer le retour de ces personnes et de renoncer à toutes les mesures qui font obstacle à leur retour.

17. Vingt-six ans après la création de l'Office, on continue à parler de la manière de combler les déficits qu'il enregistre. Toute une génération de Palestiniens a survécu grâce à l'UNRWA et continue à vivre en exil pendant que l'agresseur exploite les richesses de sa patrie. Il est évident que les responsables de cette situation sont le sionisme, qui a expulsé le peuple palestinien de sa patrie et importé des Juifs européens en Palestine, les pays qui apportent leur aide à Israël et l'Organisation des Nations Unies. Mais il est inutile de continuer à condamner les coupables et de répéter indéfiniment les mêmes idées. L'Assemblée générale a finalement admis son erreur et, à sa vingt-neuvième session, a adopté la résolution 3236 (XXIX), dans laquelle elle a reconnu l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). D'autre part, au fil des années, elle a adopté toute une série de résolutions qui, eussent-elles été appliquées, auraient certainement contribué à améliorer la grave situation des réfugiés de Palestine. Bien que cette situation ait, semble-t-il, empiré, le représentant du Maroc est persuadé que la cause des Palestiniens, comme toutes les causes justes, finira par triompher. Mais cette foi dans l'avenir ne doit pas faire oublier les souffrances qu'endurent actuellement les réfugiés de Palestine.

18. Le Maroc est préoccupé par la crise financière que traverse l'UNRWA, crise qui, en aucun cas, ne devrait justifier une réduction des services fournis par l'Office, ce qui provoquerait des problèmes très graves, sur le plan humanitaire et sur le plan économique, pour les pays en cause et même pour toute la région. Il faut que les grandes puissances, qui ont appuyé l'agression, augmentent l'aide qu'elles fournissent pour alléger les souffrances des réfugiés de Palestine et assument la responsabilité de l'application des résolutions pertinentes des Nations Unies. L'UNRWA doit continuer à exister et le Maroc, bien qu'il sache parfaitement qui sont les responsables de cette tragédie qui dure depuis plus de 50 ans, a contribué et continuera à contribuer, dans la mesure de ses moyens, à améliorer la situation des réfugiés, en témoignage de sa solidarité avec ses frères palestiniens qui ont le droit de vivre comme le reste de l'humanité.

19. M. ZENKYAVITCHOUS (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que, il y a quelques jours, l'Assemblée générale a adopté la résolution 3376 (XXX) dans laquelle, entre autres, elle a reconnu que le problème de Palestine continue de mettre en danger la paix et la sécurité internationales et a exprimé sa grave préoccupation devant le fait qu'aucun progrès n'a été réalisé en vue de l'exercice par le peuple palestinien de ses droits inaliénables, y compris le droit à l'autodétermination, le droit à l'indépendance et à la souveraineté nationales ainsi que de l'exercice par les Palestiniens de leur droit de retourner dans leurs foyers et vers leurs biens. L'Union soviétique partage entièrement cette préoccupation.

20. En ce qui concerne l'origine du problème, il ne faut pas oublier que c'est le déni des droits légitimes des

Palestiniens qui en a fait des réfugiés, victimes d'une situation cruelle et injuste qui dure depuis plus de 25 ans. Dans ses dernières résolutions, l'Assemblée générale reconnaît non seulement ces droits inaliénables, mais aussi le fait que les Palestiniens doivent être parties à toute solution du problème du Moyen-Orient. Dès le moment où l'ONU a dû affronter le problème des réfugiés palestiniens, l'Union soviétique a insisté sur le fait qu'il s'agit d'un problème essentiellement politique et qu'aucune solution partielle, même humanitaire, ne contribuera à résoudre le problème et à établir une paix juste et durable dans la région. Une telle paix est impossible tant que les causes fondamentales du conflit n'auront pas été éliminées, que les troupes israéliennes ne se seront pas retirées de tous les territoires arabes occupés en 1967 et que les droits du peuple arabe de Palestine, y compris le droit d'avoir son propre Etat, ne seront pas reconnus. C'est uniquement en résolvant ces problèmes que l'on aboutira à une paix durable au Moyen-Orient et que la sécurité et le progrès régneront pour tous les Etats de la région, y compris Israël.

21. L'Union soviétique estime que le seul moyen approprié de résoudre le problème est un effort conjugué de toutes les parties intéressées; elle a donc proposé de reprendre la Conférence de la paix de Genève sur le Moyen-Orient, sous la coprésidence des Etats-Unis et de l'Union soviétique, avec la participation de toutes les parties directement intéressées: l'Egypte, la République arabe syrienne, la Jordanie, le peuple arabe de Palestine, représenté par l'OLP, et Israël. Il faut trouver une solution politique juste sur la base des décisions pertinentes des Nations Unies, en particulier la résolution 338 (1972) du Conseil de sécurité et la résolution 3236 (XXIX) de l'Assemblée générale.

22. Répondant à ceux qui voudraient que l'on résolve le problème du financement de l'UNRWA en assumant les frais découlant des actes de l'agresseur, ce que l'Union soviétique estime injuste, le représentant de l'Union soviétique indique que, depuis les temps les plus reculés, il existe un principe selon lequel c'est l'agresseur et ceux qui l'ont aidé qui doivent payer les conséquences d'une agression. L'idée que ce sont les victimes de l'agression qui doivent en faire les frais est totalement absurde et l'Union soviétique s'oppose donc à ce que soit modifié le système des contributions volontaires qui a été appliqué jusqu'ici. L'Union soviétique continuera à aider le peuple arabe dans sa lutte contre l'agression.

23. M. DORON (Israël) note que le Commissaire général de l'UNRWA a consacré la majeure partie de la déclaration dans laquelle il a présenté son rapport à souligner la situation financière critique où se trouve actuellement l'Office; il a, en fait, mentionné que, faute de fonds, l'Office risquait de devoir cesser ses opérations. Or, malgré cet avertissement, angoissant pour quiconque s'intéresse de près au bien-être des réfugiés, les représentants des Etats arabes ont, comme toujours, passé leur temps non point à chercher un moyen d'alléger les difficultés de l'Office, mais à vitupérer contre Israël et contre tous ceux qui à leur avis portent la responsabilité de l'existence du problème. "Que ceux qui ont causé le problème le résolvent", tel est leur slogan. Et en fait cela est juste, à condition toutefois que les gouvernements et les dirigeants arabes reconnaissent que ce sont eux qui ont causé le problème et que sans leur

opposition il serait déjà résolu depuis longtemps. Ce sont eux qui ont détourné l'Office des fins pour lesquelles il avait été créé, et pourtant ils ne contribuent que dans une proportion minime à son financement. Une année après l'autre, les représentants des pays arabes nomment, à l'Organisation des Nations Unies, ceux qu'ils rendent responsables de l'existence du problème palestinien; mais les faits contredisent toutes leurs affirmations. Ce sont les dirigeants arabes eux-mêmes qui, en 1948, ont encouragé les Arabes de Palestine à abandonner leurs foyers, comme le prouvent les citations de publications arabes que le représentant d'Israël, mis au défi par l'un des représentants des pays arabes, a présenté à la Commission l'année précédente (946^e séance), et comme le confirment aussi les mémoires de celui qui, en 1948 et 1949, était Premier Ministre de Syrie.

24. Si le problème des réfugiés palestiniens n'est toujours pas résolu, c'est à cause de l'intransigeance et de l'insensibilité des Arabes, qui ont exploité le problème des réfugiés arabes dans leur campagne de manoeuvres politiques et d'attaques terroristes contre Israël. Au cours des 30 dernières années, des dizaines de millions de personnes, dans bien des parties du globe, ont été déplacées par suite de bouleversements militaires, politiques et ethniques qui ont secoué le monde; or, dans tous les cas sauf un, celui des arabes de Palestine, tous les réfugiés se sont intégrés aux peuples qui les avaient accueillis et auxquels les unissaient les affinités nationales, ethniques et religieuses. Mais les gouvernements arabes ont refusé à ce peuple qu'ils appellent frère leur compassion et leur hospitalité. Et c'est pour cela que, 27 ans après 1948, l'Organisation des Nations Unies continue de devoir examiner un problème créé par les Arabes et artificiellement perpétué par eux.

25. Il est absurde que, après si longtemps, plus d'un million et demi de personnes soient officiellement inscrites comme réfugiées auprès d'un organisme international et qu'une grande partie d'entre elles aient officiellement droit à recevoir des secours et autres services. Tous les ans, on évoque devant la Commission les difficultés que l'on éprouve à fournir une alimentation à peine suffisante et autres services essentiels à cette population dont la situation, derrière le rideau de fumée dont l'enveloppent les gouvernements arabes, n'est en réalité pas tellement angoissante. Le représentant d'Israël tient à rappeler que la définition du terme "réfugié de Palestine" qui figure dans le rapport du Commissaire général (A/10013 et Corr.1) n'est pas applicable qu'aux seuls Arabes de Palestine mais englobe également les Juifs qui, résidant à l'époque dans les parties de la Palestine non rattachées à Israël, ont perdu leurs foyers et leurs biens par suite de l'agression arabe de 1948. Mais le sort de ces réfugiés juifs a été entièrement différent de celui des réfugiés arabes, parce que l'idée que des personnes qui habitent sur le territoire d'Israël puissent être considérées comme des réfugiés pendant plusieurs générations répugne à la pensée juive. On semble avoir oublié que, pendant un certain temps l'UNWRA a eu à sa charge, à l'intérieur des frontières d'Israël, près de 50 000 réfugiés juifs et arabes et que par suite d'un accord conclu en 1952 entre le Gouvernement israélien et l'Office celui-ci a été déchargé de toute responsabilité à l'égard de ces personnes en un temps où Israël devait faire face à un autre problème humain : celui des réfugiés juifs en provenance de pays arabes qui avaient dû en grand nombre — nombre

peut-être même supérieur à celui des réfugiés arabes palestiniens — abandonner leurs foyers pour échapper à la discrimination et à la persécution. Ces réfugiés n'ont jamais reçu le moindre dédommagement pour les biens qu'ils avaient dû abandonner. Mais ils se sont tous établis en Israël, où leur assimilation et leur adaptation se sont effectuées sans l'aide des organismes des Nations Unies, par les seuls efforts collectifs d'Israël et des communautés juives de la Diaspora. Il convient aussi de rappeler que 85 p. 100 de tous les Arabes palestiniens réfugiés n'ont jamais été contraints de s'éloigner beaucoup de l'endroit où ils vivaient, mais ont simplement dû se transporter à quelques kilomètres de là, où ils se sont retrouvés dans la même région, habitée dans bien des cas par les mêmes familles et les mêmes clans. Ce qui s'est donc produit en réalité est un échange de communautés ethniques, encore que non sanctionné par des traités officiels. Les réfugiés arrivés en Israël sont devenus à bref délai partie intégrante du pays, ceux qui se sont rendus dans les pays arabes ont dû, officiellement tout au moins, assumer l'état de réfugiés à perpétuité. Les pays arabes qui jouent le rôle de pays d'accueil ont fait la sourde oreille quand l'Assemblée générale leur a demandé à maintes reprises de permettre l'assimilation des réfugiés. Ils se sont également refusés à prendre en charge l'administration du programme de secours et à permettre la vérification des listes des réfugiés inscrits. On sait du reste qu'il existe un marché noir florissant des cartes de rationnement soit que le décès du rationnaire n'ait pas été officiellement déclaré, soit que, n'ayant pas besoin des rations, il les revende dans le commerce. Le rapport du Commissaire général contient certains avertissements relatifs à l'exactitude des statistiques de l'effectif des réfugiés (A/10113 et Corr.1, annexe I, tableau 1, note a) et aux difficultés que l'on éprouve à contrôler les listes d'immatriculation (*ibid.*, par. 53 et 57). Si l'Office doit supporter cette énorme charge de financement et d'organisation, c'est parce que les gouvernements arabes insistent pour que les secours se poursuivent au lieu de permettre qu'ils soient relayés par des programmes constructifs qui aideraient à réadapter les réfugiés en leur donnant des emplois qui leur conviennent.

26. Il faudrait aussi mentionner un autre aspect de la situation, qui est lourd de répercussions internationales. Les paragraphes 4, 5 et 53 du rapport du Commissaire général rapprochés du paragraphe 25 du rapport de l'année précédente² confirment le fait à peine croyable que le chef d'un organisme des Nations Unies entretient des contacts avec le dirigeant d'une organisation, l'OLP, qui regroupe les bandes de terroristes et qui a pris sur elle d'assurer l'administration des camps de réfugiés du Liban. Ces camps, où les services fournis le sont aux frais de la communauté internationale, les terroristes s'en servent comme bases d'opérations et d'entraînement. Quant aux "incursions" et aux "attaques" israéliennes dont il est fait mention à plusieurs endroits du rapport, M. Doron répète que ce sont les conséquences naturelles et inévitables d'une situation créée par les organisations terroristes, avec la complicité active du Gouvernement libanais et d'autres gouvernements arabes, qui contraignent Israël à intervenir pour défendre sa population. Ces mesures sont dirigées contre les bases et les camps d'entraînement des organisations terroristes, qui

² Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément n° 13 et rectificatif.

cherchent à s'abriter derrière les habitants innocents de ces camps. Le Gouvernement israélien regrette sincèrement que les mesures qu'il a prises contre ces foyers de terrorisme aient fait des victimes innocentes, mais la responsabilité de ces fâcheuses conséquences repose sur les gouvernements libanais successifs qui ont laissé se perpétuer pareille situation.

27. A la différence des gouvernements arabes, qui ont adopté à l'égard des réfugiés installés dans leur territoire respectif une attitude entièrement négative, le Gouvernement israélien a fait tout son possible pour rendre aux réfugiés leur dignité humaine, en leur permettant de gagner honorablement leur vie et de pourvoir aux besoins de leurs. La situation de la bande de Gaza en est un bon exemple. Après 19 années d'incurie, l'administration égyptienne avait laissé ce territoire en proie aux restrictions politiques et économiques et au chômage. Mais, à partir de 1967, la politique du Gouvernement israélien, fondée sur le principe que chacun a le droit de participer activement à l'économie du milieu, a abouti à une situation de plein emploi, et l'aspect du territoire a changé du tout au tout. Cela n'était pas fait pour plaire aux organisations terroristes qui ont lancé une campagne de meurtres pour faire obstacle au développement et pour ramener les choses à leur état antérieur, où la propagande terroriste aurait facilement prise sur une population docile de réfugiés. En 4 ans, du mois de juin 1967 au mois d'août 1971, les terroristes ont assassiné 239 résidents et réfugiés arabes innocents et en ont blessé plus de 1 300. Dans des camps aux ruelles étroites et aux abris entassés les uns sur les autres, il n'était que trop facile aux meurtriers de disparaître et de demeurer cachés. Il a donc fallu construire des voies d'accès à travers les camps, ce que l'on a fait pendant l'été de 1971, et l'on a pu alors mettre fin à la campagne de terrorisme. A la suite de ces mesures, qu'il a prises pour protéger la vie des hommes, des femmes et des enfants arabes, Israël, au lieu d'éloges, n'a reçu que reproches et insultes essentiellement pour avoir osé démolir les quelques abris afin d'élargir les rues des camps. Or, Israël a fait tout son possible pour loger convenablement les habitants de la zone. Dans les cas où les réfugiés n'étaient pas satisfaits des arrangements, les autorités israéliennes ont procédé à une enquête en collaboration avec les représentants de l'UNWRA. Sur la base des conclusions de cette enquête, Israël a alors pris des mesures pour donner aux intéressés des logements convenables. Un vaste programme de construction de logements pour les familles est actuellement en cours et progresse rapidement malgré la dernière guerre déclenchée contre Israël et ses conséquences économiques. Il a fallu démolir un certain nombre de huttes afin d'avoir la place de construire un marché, une station d'autobus, un château d'eau et un parc industriel dans le camps de Rafah, et les 228 familles déplacées ont accepté l'offre qui leur a été faite d'acheter de nouveaux logements à crédit. Dans le rapport du Secrétaire général (A/10253, par. 6), il est question de "démolition d'abris de réfugiés par mesures de représailles". Il s'agit d'abris qui servaient de base à des activités terroristes et d'entrepôt d'armes et d'explosifs; les mesures dont ils ont fait l'objet étaient donc justifiées en droit local et en droit international. L'article 53 de la quatrième Convention de Genève³ autorise des mesures de ce genre,

ainsi qu'il ressort du Commentaire sur la quatrième Convention de Genève publié par le Comité international de la Croix-Rouge⁴. Les personnes qui ont pris part à ces activités criminelles dans les camps de réfugiés auraient, dans certains des pays qui sont représentés à la Commission, été fusillées sur le champ. Les autorités israéliennes ont préféré s'y prendre autrement au risque de s'entendre blâmer pour avoir démoli quelques huttes.

28. Il est également question, dans le rapport du Commissaire général, de la construction de nouvelles installations dans les camps et de diverses améliorations dont le coût a été supporté en grande partie par les autorités israéliennes.

29. En Jordanie occidentale on observe les mêmes tendances positives que dans la bande de Gaza. Le chômage a disparu et l'on peut noter des signes de progrès économique dans toute cette région où 36 p. 100 environ des réfugiés immatriculés vivent en dehors des camps et sont totalement intégrés à la vie locale. Ces réfugiés bénéficient du développement économique et des possibilités de travail offertes en Israël, font partie de la population locale et participent à l'administration municipale et à la vie sociale. Les autorités israéliennes n'ont pas ménagé leurs efforts pour améliorer l'infrastructure des camps en Jordanie occidentale.

30. On constate également des progrès dans les domaines importants de l'éducation et de la santé. En plus de la formation professionnelle assurée par l'Office, les autorités israéliennes ont créé des centres de formation professionnelle et des ateliers que fréquentent les jeunes de l'endroit, y compris évidemment les enfants des réfugiés. Les femmes, y compris les réfugiés, ont également la possibilité d'apprendre un métier rémunéré et d'aider à subvenir à l'entretien de leur famille.

31. Le budget de l'éducation pour les zones sous administration israélienne se monte à 400 millions de livres israéliennes. En Jordanie occidentale, on est parvenu à un taux de scolarisation de 100 p. 100 et la situation dans la bande de Gaza n'est guère différente. Pour la sixième année consécutive, on a fait passer aux élèves les examens du système égyptien d'enseignement, ce qui a permis à de nombreux jeunes de continuer leurs études dans les pays arabes voisins. Il est intéressant de remarquer que beaucoup d'entre eux reviennent passer leurs vacances à Gaza et dans le Sinaï.

32. En matière de santé, les autorités israéliennes fournissent certains services en plus de ceux assurés par l'UNRWA. Le personnel médical local est formé en Israël aux méthodes les plus modernes. Ces améliorations ont eu pour résultat une diminution substantielle de la mortalité infantile et des maladies contagieuses.

33. Israël peut affirmer en toute sincérité qu'il a fait tout ce que l'on pouvait attendre d'un pays placé dans sa situation et qu'il ne craint la comparaison avec aucun autre pays qui a connu des conditions semblables. La contribution israélienne au budget de l'Office pour l'année en

³ Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 973, p. 287.

⁴ Jean S. Pictet, éd., *Les Conventions de Genève du 12 août 1949: Commentaire, IV, La Convention de Genève sur la protection des personnes civiles en temps de guerre*, Genève, Comité international de la Croix-Rouge, 1956.

cours est de 1 123 713 dollars et sa contribution totale s'élève à 6 776 726 dollars. Et, ainsi qu'il ressort du tableau 18 de l'annexe I jointe au rapport du Commissaire général, Israël a accordé directement aux réfugiés une aide d'un montant de 10 564 440 dollars. Il faut également signaler qu'une partie importante du budget annuel d'Israël pour les zones placées sous son administration bénéficie aux réfugiés, qui y représentent une forte proportion de la population. Une petite partie seulement de ce budget est à la charge des habitants de ces zones; ce sont les contribuables israéliens qui en paient la plus grande partie.

34. Il suffit de comparer rapidement ces chiffres avec le montant des contributions des pays arabes producteurs de pétrole pour voir à quoi tiennent les difficultés financières chroniques de l'Office et comment on pourrait résoudre à tout le moins ses problèmes d'ordre financier. La délégation israélienne a fait observer que si les pays arabes consacraient à l'UNWRA 1 p. 100 seulement des revenus qu'ils tirent du pétrole, sa situation financière changerait. Mais l'attitude des gouvernements arabes devant ce problème humanitaire n'a pas changé, et, bien qu'un ou deux pays aient augmenté leur contribution, le tableau, dans son ensemble, est lamentable. Il est évident que, pour eux, bien qu'il s'agisse du bien-être de leur propre peuple, la politique pèse plus que le sens humanitaire et la haine plus qu'un minimum d'honnêteté.

35. Malgré l'hostilité des gouvernements arabes, Israël a permis à quelque 50 000 réfugiés du conflit de 1948-1949 de rentrer chez eux. En outre, depuis 1967, elle a permis à 55 000 personnes environ de retourner en Jordanie occidentale et à Gaza.

36. Dans le cadre des efforts qu'il fait pour normaliser la vie de la région, Israël a institué la politique des "ponts ouverts", en vertu de laquelle les ponts sur le Jourdain sont restés ouverts au passage des personnes et des biens, dans les deux sens. En juin 1975, 754 000 personnes avaient traversé le Jourdain venant de Jordanie et 623 000 pour aller en Jordanie et dans d'autres pays arabes. Cette liberté de circulation des biens et des personnes a facilité les liens familiaux, culturels et économiques. Elle ne semble pas plaire à ceux qui sont opposés à toute espèce de contact ou de coexistence pacifique entre Juifs et Arabes, bien qu'ils en tirent parti pour introduire illégalement des explosifs en Israël et y faire entrer des terroristes. Mais, malgré les risques que comporte cette politique, Israël considère qu'il n'a rien à cacher et qu'il vaut mieux que les gens puissent se rendre compte par eux-mêmes de ce qu'est Israël. Peut-être cela permettra-t-il de combattre les effets de la cécité endémique dont souffrent certains représentants auprès de l'Organisation des Nations Unies quand il s'agit de voter sur des résolutions concernant Israël. La résolution contre le sionisme adoptée par l'Assemblée générale le 10 novembre 1975 en est un exemple [résolution 3379 (XXX)]. Il faut espérer que ceux qui ont voté pour cette résolution emprunteront ces ponts ouverts et iront voir en Israël ce que signifie vraiment le sionisme.

37. A ce sujet, il convient de rappeler ce qu'a déclaré à l'Assemblée générale, le 30 septembre 1975 (2368^e séance plénière), M. Yigal Allon, premier ministre adjoint et ministre des affaires étrangères d'Israël.

38. Le sionisme est l'expression moderne du vieux patrimoine juif, le mouvement de libération nationale d'un peuple exilé de sa patrie historique et dispersé entre les nations du monde. Il est la renaissance d'une langue et d'une culture; la création d'une société encore imparfaite certes, mais qui essaie d'appliquer à tous les habitants d'Israël, sans distinction de croyance religieuse, de race ou de sexe, les idéaux les plus élevés de la démocratie politique, sociale et culturelle. Bref, le sionisme est un effort constant et inlassable pour matérialiser la vision nationale et universelle des prophètes d'Israël.

39. Il faut espérer qu'un jour, pas trop lointain, les dirigeants arabes comprendront que la haine et l'hostilité à l'égard d'Israël et du sionisme, qui sont à la base de leur idéologie, n'aideront pas à réaliser la paix dans cette région, si tant est qu'ils la souhaitent.

40. Israël, depuis sa création, proclame son désir d'une paix juste et durable avec les Etats arabes. Quand on y sera parvenu, le problème des réfugiés aussi aura trouvé une solution.

41. Mme WHITE (Etats-Unis d'Amérique) dit que la crise financière qui frappe l'UNWRA doit préoccuper tous les pays représentés à la Commission, car il ne s'agit pas simplement des difficultés d'une institution méritoire mais de quelque chose de beaucoup plus important, et qui pourrait devenir beaucoup plus tragique, à savoir la vie même d'un million et demi de réfugiés dont le sort est lié directement à celui de l'Office. A moins que d'immenses efforts ne soient déployés, la vie de ces réfugiés pâtira de la diminution des services de l'Office, et principalement de celle des services d'enseignement. La communauté internationale ne peut permettre que pareille chose se produise. Les établissements scolaires de l'UNWRA desservent plus de 250 000 enfants, ainsi que plus de 4 300 étudiants qui reçoivent une formation professionnelle et dont 92 p. 100 auront un emploi à la fin de leurs études. Les écoles de l'Office sont une source d'emploi pour plus de 8 000 enseignants réfugiés et pour des milliers de diplômés, et elles contribuent ainsi à améliorer l'existence non seulement des bénéficiaires directs, mais également des personnes à leur charge. L'enseignement est un des principaux services fourni par l'Office et, par conséquent, avec l'appui des réfugiés, celui-ci a décidé de concentrer son assistance sur les écoles, bien que cela implique une diminution des autres services, et il a consacré presque autant de fonds à l'enseignement qu'aux services de secours.

42. L'Office a offert à des milliers de réfugiés la possibilité d'apprendre un métier qui les prépare à mener une vie constructive, et les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ne doivent pas permettre que cette possibilité soit supprimée. En 1975, la moitié d'entre eux, y compris certains qui avaient les moyens de le faire, n'ont fourni aucune contribution à l'UNWRA et d'autres n'ont fourni que des contributions symboliques. Le Commissaire général a demandé que l'on porte remède à la faiblesse financière chronique de l'Office, ce qui signifie que ses revenus doivent augmenter tous les ans pour faire face à l'inflation et à la dévaluation. En 1975, outre leur contribution ordinaire, les Etats-Unis ont versé deux contributions spéciales; le montant total de leurs contributions représente près de 40 p. 100 de la totalité des contributions versées par

les gouvernements. Mais il faut que tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies assument la responsabilité que leur confère le fait d'avoir voté à l'Assemblée générale pour les résolutions relatives à l'UNWRA.

43. Consciente de la gravité de la situation décrite par le Commissaire général, la délégation des Etats-Unis présente le projet de résolution publié sous la cote A/SPC/L.335 et demande à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies de n'épargner aucun effort pour répondre aux besoins futurs de l'UNWRA.

M. Tellmann (Norvège), vice-président, prend la présidence.

44. M. POROCHKOV (République socialiste soviétique de Biélorussie) dit que le problème essentiel, en ce qui concerne la situation de l'Office, est de trouver une solution au problème des réfugiés palestiniens et, simultanément, de faire qu'Israël se retire des zones occupées et que le peuple palestinien soit réintégré dans ses droits inaliénables. Il s'agit d'un problème politique, du problème d'un peuple à qui l'on a dénié le droit à l'autodétermination, qu'on a dépouillé de ses biens et expulsé de son pays.

45. Le problème n'a pas changé depuis un quart de siècle. Israël continue à faire fi des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et de l'opinion publique mondiale et à recourir à la violence, à la terreur et à la destruction.

46. Les expansionnistes israéliens ont poussé l'absurdité jusqu'à affirmer que le peuple palestinien n'existe pas. Mais ce peuple n'a pas perdu son être historique et il est engagé dans une lutte de libération contre son oppresseur. Un élément important de cette lutte est l'OLP, qui a été reconnue sur le plan international, notamment par l'Organisation des Nations Unies.

47. Le peuple biélorussien comprend les souffrances du peuple palestinien, car il a lui-même connu des souffrances analogues sous le régime nazi.

48. La position de la RSS de Biélorussie et d'autres pays socialistes est bien connue : Israël doit se retirer des territoires occupés en 1967 et doit garantir les droits du peuple palestinien, y compris son droit à créer un Etat. Pour parvenir à un règlement politique authentique, il faut que la Conférence de la paix de Genève sur le Moyen-Orient se réunisse à nouveau, avec la participation de toutes les parties intéressées, y compris l'OLP. Israël a retardé la reprise de cette conférence et déclare maintenant qu'il refusera d'y participer si l'on autorise l'OLP à y prendre part.

49. La délégation biélorussienne réaffirme son appui inconditionnel à la lutte légitime menée par le peuple arabe de Palestine pour recouvrer ses droits inaliénables.

M. Martínez Ordóñez (Honduras) reprend la présidence.

50. Le PRESIDENT invite le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine à prendre la parole.

51. M. AQL (Observateur, Organisation de libération de la Palestine), exerçant son droit de réponse, souhaite se référer

en particulier à deux points évoqués par le représentant d'Israël. Premièrement, la propagande sioniste essaie de prouver que les Palestiniens ont abandonné leurs foyers sur ordre des dirigeants arabes. On pourrait penser que ce point a déjà été éclairci par la publication du plan général d'opérations de l'état-major israélien et d'autres documents dont il ressort que les Palestiniens ont été expulsés par la force. Et même si les dirigeants arabes les avaient engagés à abandonner leurs terres, il suffit à l'heure actuelle de dire que la communauté internationale, représentée à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies et dont font partie les dirigeants arabes, exige maintenant le retour de ces réfugiés dans leurs foyers.

52. Deuxièmement, au début de son intervention, le représentant d'Israël a laissé entendre que, selon les pays arabes et ceux qui les soutiennent, ceux qui sont à l'origine du problème des réfugiés portent la responsabilité des difficultés financières de l'Office et, par conséquent, de la perpétration des souffrances des réfugiés palestiniens. A l'entendre, toutefois, il semblerait que cette responsabilité incombe aux pays arabes et en particulier aux soi-disant "terroristes palestiniens".

53. En 1917, le sionisme a commencé à nourrir le projet d'avoir un foyer national. En 1947, avec l'aide des Etats-Unis d'Amérique, il a réussi à s'emparer d'une grande partie de la Palestine et en 1967 de la totalité. Après des années d'espoirs vains, les Palestiniens se sont enfin résolus à lutter pour leurs droits inaliénables, reconnus par l'Organisation des Nations Unies, et voilà pourquoi l'on dit maintenant que les Arabes et les prétendus "terroristes palestiniens" sont les responsables. Cela gêne à présent le représentant d'Israël que l'on évoque la question des réfugiés palestiniens parce qu'ils sont la preuve vivante du crime perpétré par Israël en 1948. Ce représentant a osé affirmer qu'Israël et les forces terroristes sionistes ne peuvent être tenues pour responsables de l'expulsion des Palestiniens, comme si le processus par lequel Israël s'est emparé de la Palestine avait été pacifique. Pour cette raison, M. Aql juge nécessaire de réaffirmer sa position : tant qu'Israël se refusera à reconnaître l'existence de 3 millions de Palestiniens et tant qu'il ne respectera pas les résolutions de l'Organisation des Nations Unies, la tension continuera de s'aggraver dans la région. Enfin, M. Aql rappelle au représentant d'Israël que, malgré son éloquence, le sionisme a été condamné par l'Assemblée générale, une semaine à peine auparavant, comme une forme de racisme et de discrimination raciale.

54. M. AL-SAYEGH (Koweït), prenant la parole dans l'exercice du droit de réponse, s'étonne que le représentant d'Israël aime répéter tous les ans la même chose ; c'est là un goût que M. Al-Sayegh ne partage pas.

55. Tout d'abord, les hommes sont ainsi faits qu'il est simpliste et absurde de prétendre, comme le représentant d'Israël, que les réfugiés de Palestine ont abandonné tous leurs biens et quitté leur patrie uniquement parce qu'un dirigeant arabe le leur a ordonné. La vérité est que, pendant plus de 80 ans, les sionistes ont montré qu'ils étaient résolus, pour créer un Etat juif, à expulser tous les habitants non juifs de la terre où ils voulaient s'installer. Il suffira de rappeler que, toujours, depuis 1895 — date à laquelle Herzl écrivait son journal —, les sionistes ne se sont donné que

deux choix : renoncer à l'Etat juif ou expulser tous les non-Juifs. D'ailleurs, en 1949, commentant la fuite des Palestiniens, le premier Président d'Israël a dit qu'elle simplifiait miraculeusement la tâche d'Israël. Même si l'on supposait que certains Palestiniens ont quitté leur patrie parce qu'on le leur a ordonné, on peut se demander si celui qui quitte sa patrie pendant le combat pour éviter d'être tué perd à jamais le droit d'y retourner.

56. Le représentant d'Israël a dit aussi que si le problème n'est pas résolu, c'est parce que les dirigeants arabes ne l'ont pas résolu. Or, tout comme les sionistes ont décidé d'ignorer l'existence des Palestiniens et leur volonté de retourner dans leurs foyers, les Israéliens ont sous-estimé la fermeté du dessein des Palestiniens. Tout dirigeant arabe qui essaierait de convaincre des Palestiniens de s'établir ailleurs aurait une forte résistance à vaincre. Si le problème n'est pas résolu, c'est parce que les Palestiniens demeurent décidés à retourner dans leur patrie et parce que les Israéliens, fidèles à leur doctrine sioniste, ne leur permettent pas de le faire.

57. Le représentant d'Israël dit qu'il était absurde que les Palestiniens soient encore des réfugiés 27 ans après, mais il ne lui semble pas absurde de dire que les Juifs connaissent la Diaspora, c'est-à-dire l'exil, depuis 1 900 ans. Il a également parlé d'un certain nombre de réfugiés arabes en Israël dont le problème a été résolu, mais sans préciser qu'ils n'ont pas été autorisés à s'installer dans leurs villages.

58. Le représentant d'Israël a parlé des Juifs venus des pays arabes comme s'ils étaient des réfugiés, qui feraient pendant en quelque sorte aux réfugiés palestiniens. Or, il ne s'agit que d'une application de la doctrine sioniste qui exige, en même temps que l'expulsion des Palestiniens, la venue de Juifs d'Europe et des pays arabes.

59. En prenant des mesures pour expulser les Palestiniens et pour faire venir les Juifs, Israël applique sous deux de ses aspects une seule et même politique, la politique sioniste.

60. Que voulait dire le représentant d'Israël lorsqu'il a fait observer que certains Palestiniens ont dû s'éloigner de quelques kilomètres seulement de l'endroit où ils vivaient ? En fait, ces quelques kilomètres représentent la différence entre vivre libre dans sa patrie et être exilé sans pouvoir exercer son droit à l'autodétermination ; entre être dans son propre pays et être un apatride ; ils représentent aussi la perte du droit de propriété.

61. M. Al-Sayegh parlera de la destruction des biens lorsque la Commission abordera le point 52 de l'ordre du jour, la question des pratiques israéliennes dans les territoires occupés ; entre-temps, il demande au représentant d'Israël s'il est disposé à déclarer que "lorsque la paix définitive sera établie, Israël permettra le retour des Palestiniens".

62. M. DORON (Israël), parlant dans l'exercice du droit de réponse, note qu'en 1948 et 1949, lorsque les pays arabes ont lancé leur attaque contre Israël, les représentants de l'Union soviétique auprès de l'ONU étaient bien mieux informés des événements et ni eux ni le reste du monde n'ont éprouvé de difficulté à déterminer qui était l'agresseur au Moyen-Orient. Le Ministre des affaires étrangères de

l'Union soviétique, M. André Gromyko, a dit le 21 mai 1948⁵ devant le Conseil de sécurité que la délégation soviétique ne pouvait qu'exprimer son inquiétude devant l'attitude adoptée par les Etats arabes sur la question de Palestine ; il s'étonnait notamment qu'ils aient décidé d'envoyer des troupes en Palestine et d'agir militairement pour y écraser le mouvement de libération nationale — il s'agissait à l'époque des Israéliens — ; M. Gromyko a ajouté que l'on n'avait enregistré aucun cas d'invasion d'un territoire étranger par les forces armées israéliennes sinon en légitime défense. Depuis lors, la politique de l'Union soviétique a changé, même si les faits historiques eux n'ont pas changé, et les représentants de l'Union soviétique essaient de s'adapter à la nouvelle orientation de leur politique étrangère et démentent ce qu'ont dit les représentants de l'URSS au moment des événements. Lorsque le représentant de l'URSS parle maintenant d'"expulsion" des Arabes palestiniens en 1948, il contredit M. Malik qui, le 4 mars 1949, a dit, devant le Conseil de sécurité⁶, qu'il n'y avait pas de raison de rendre Israël responsable du problème des réfugiés arabes. L'Union soviétique savait alors parfaitement que le responsable n'était pas Israël, mais les Etats arabes qui ont attaqué Israël.

63. M. Gromyko a également dit en 1948 devant le Conseil de sécurité⁷ que l'opinion publique mondiale condamnait l'action de certains milieux arabes qui avaient attaqué l'Etat juif et occupé le territoire attribué à l'Etat arabe en Palestine. M. Doron cite également les journaux soviétiques *Pravda* et *Novoe Vremya* de 1948, selon lesquels l'opinion publique soviétique condamnait l'agression des Etats arabes contre l'Etat d'Israël.

64. Le représentant du Koweït a dit qu'il n'aimait pas répéter les mêmes arguments tous les ans, mais M. Doron précise qu'il n'a pas été le premier à prendre la parole sur cette question, ni cette année ni les années précédentes, et que, s'il a répété certains arguments, c'est qu'il s'est vu contraint de le faire. M. Al-Sayegh avait déjà avancé les mêmes raisons en d'autres circonstances pour défendre sa position, mais il semble avoir admis qu'il y avait d'autres responsables qu'Israël, ce qui représente un certain progrès. Répondant à l'argument selon lequel il est absurde que quelqu'un quitte son foyer et ses biens parce qu'un dirigeant politique l'y incite, M. Doron cite des articles parus dans des journaux arabes — les journaux libanais *Kol-Chai* et *Telegraph*, et le journal jordanien *Falâstine* —, selon lesquels l'existence des réfugiés était une conséquence directe des mesures adoptées par les Etats arabes et de leurs promesses mensongères. De même, en 1963, on lisait dans le journal *Akhbar-el-Yom* du Caire que, le 15 mai 1948, le mufti de Jérusalem avait lancé un appel aux Arabes de Palestine pour qu'ils abandonnent le pays, alors que les combats avaient cessé et qu'il n'y avait plus de danger.

65. M. SIBAH (République arabe syrienne), exerçant son droit de réponse, souhaite tout d'abord rectifier certaines informations qu'il avait présentées, car il a reçu de nouvelles précisions de son gouvernement sur l'aide fournie aux

⁵ Procès-verbaux du Conseil de sécurité, troisième année, n° 71, 299^e séance.

⁶ Ibid., quatrième année, n° 17, 414^e séance.

⁷ Ibid., troisième année, n° 93, 331^e séance.

réfugiés palestiniens. Au tableau 18 contenu dans l'annexe I jointe au rapport du Commissaire général (A/10013 et Corr.1), il est indiqué que la République arabe syrienne a versé des contributions directes d'une valeur de 5 789 426 dollars. En outre, le Gouvernement syrien a versé 6 324 117 dollars pour les services médicaux, l'enseignement, le logement, la sécurité, les frais généraux, etc., ce qui porte cette contribution directe à 12 113 543 dollars.

66. Le représentant d'Israël a dit que les réfugiés palestiniens ont abandonné leur pays de leur plein gré. Le représentant du Koweït a déjà répondu à cette affirmation en rappelant les droits politiques inaliénables du peuple palestinien. Comment peut-on croire qu'un peuple abandonne volontairement sa patrie, sans être poussé par la terreur ? Tel fut précisément le cas du peuple palestinien, terrorisé par les forces israéliennes et contraint d'abandonner sa terre. C'est un fait historique, que tous doivent reconnaître.

67. A entendre Israël, les représentants des pays arabes, loin de contribuer à résoudre le problème des réfugiés, l'ont rendu plus complexe en proposant des solutions politiques. Un examen attentif des déclarations des représentants des autres pays arabes révèle que certains, mais pas tous, ont parlé de la nécessité de trouver une solution politique au problème des réfugiés palestiniens avant de considérer le problème financier de l'UNWRA.

68. Quant à la responsabilité du problème des réfugiés, il est difficile de comprendre comment Israël peut en parler, lui qui est le principal responsable de cette tragédie sans précédent.

69. Le représentant d'Israël a qualifié de "terroristes" ceux qui luttent pour défendre leur patrie et donnent leur vie pour elle. Libre à lui d'employer ce terme ou tout autre, mais M. Sibahi se demande si le représentant d'Israël l'appliquerait également à ceux qui dépouillent un peuple de ses terres et de ses biens et profanent tout ce qui est sacré pour lui.

70. Il fut un temps où les sionistes et leurs alliés avaient réussi à induire en erreur la communauté internationale, mais la situation a changé. La communauté internationale a radicalement modifié son attitude devant ce problème, comme le montrent les différentes résolutions sur la question.

71. M. HENDAWY (Egypte), prenant la parole dans l'exercice du droit de réponse, fait observer que le représentant d'Israël a affirmé que 55 000 personnes déplacées environ sont retournées dans les territoires occupés depuis 1967, alors qu'il n'est question que de 8 000 dans le rapport du Secrétaire général (A/10258). Il est significatif que M. Doron n'ait pas fourni de preuve concrète à l'appui de son affirmation. Or, ce qui est important, ce ne sont pas les chiffres, mais les mensonges constants d'Israël devant la Commission.

72. Israël a dit que, sous l'administration égyptienne, la situation dans la bande de Gaza était sombre, mais que maintenant elle avait changé. En effet, elle a changé : la bande de Gaza est un territoire arabe occupé, malgré les résolutions de l'Organisation des Nations Unies qui exigent le retrait immédiat d'Israël.

73. Quant aux démolitions punitives dans la bande de Gaza, le représentant d'Israël a tenté de se justifier en citant certains articles des Conventions de Genève, oubliant qu'il existait des résolutions de l'ONU exigeant qu'il cesse immédiatement ces démolitions.

74. Une fois encore, M. Hendawy souligne que la seule solution au problème est le retour de tous les réfugiés dans leur patrie.

75. M. ZENKYAVITCHOUS (Union des Républiques socialistes soviétiques), parlant dans l'exercice du droit de réponse, dit qu'il se réserve le droit de répondre au représentant d'Israël à la prochaine séance, mais qu'il tient déjà à déclarer que la position de l'Union soviétique est bien connue et repose sur deux principes fondamentaux : le retrait de toutes les troupes israéliennes de tous les territoires occupés en 1967 et le respect du droit des palestiniens, y compris le droit de créer leur propre Etat. Si ces deux conditions ne sont pas remplies, il n'y aura pas de paix durable au Moyen-Orient et la situation ne sera jamais favorable au développement des Etats de la région.

76. Par ses actes, Israël est devenu l'agresseur et l'Union soviétique sera toujours du côté des victimes. Le représentant d'Israël a eu recours à ses manœuvres démagogiques habituelles pour détourner l'attention de la Commission de la nature véritable du problème.

La séance est levée à 17 h 55.

980^e séance

Mercredi 19 novembre 1975, à 15 h 30.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.980

POINT 54 DE L'ORDRE DU JOUR

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (*suite*) [A/10114, A/10115, A/10268, A/SPC/L.334 à 336] :

- a) Rapport du Commissaire général (A/10013 et Corr.1);
- b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (A/10334);
- c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine (A/10271);
- d) Rapport du Secrétaire général (A/10253)

DISCUSSION GENERALE (*fin*)

1. M. OULD SIDI (Mauritanie) déclare que les difficultés financières que connaît actuellement l'UNRWA sont les plus graves de son histoire et que l'Office ne cessera de connaître les mêmes difficultés tant qu'une quote-part ne sera pas imposée à chaque Etat Membre de l'Organisation. D'un autre côté, il faut souligner que dans un monde en perpétuelle mutation et en proie à une inflation galopante, il serait difficile de prévoir avec exactitude le budget nécessaire au fonctionnement de l'Office. La Mauritanie, tout en n'étant pas contre toute solution qui soit de nature à sortir l'Office de son marasme financier, tient à faire observer qu'il n'existe à ce problème qu'une seule solution, la plus radicale mais aussi la plus juste, qui consiste à rétablir le peuple palestinien dans ses droits sacrés et indivisibles. D'accord en cela avec ceux qui ont dit que l'Office n'est pas une fin en soi et n'est qu'une oeuvre humanitaire, la délégation mauritanienne pense que le problème de l'Office trouvera sa solution dans la solution globale du problème palestinien.

2. Le peuple palestinien a été chassé de sa terre millénaire, et l'Etat sioniste, non satisfait de la situation ignominieuse et désespérée dans laquelle il a condamné le peuple palestinien à vivre pendant si longtemps, continue de le poursuivre même en dehors de ses frontières, massacrant les innocents et démolissant les abris dont beaucoup ont été construits par l'Organisation des Nations Unies. Après avoir cité les paragraphes 6 et 24 du rapport du Commissaire général (A/10013 et Corr.1) à propos de la situation qui règne au Liban et dans les camps de réfugiés, le représentant de la Mauritanie note que les attaques mentionnées dans ces passages ne sont pas les seules qu'Israël ait perpétrées au cours de l'année contre les réfugiés palestiniens et qu'il y en a eu d'autres, quasi quotidiennes et encore plus meurtrières.

3. Toute tentative que l'on ferait pour limiter le rôle joué par l'Office et qui ne serait pas de nature à favoriser la paix ne pourrait qu'avoir des répercussions graves sur la vie des Palestiniens. Les destructions massives causées par les bombardements israéliens sur les camps de réfugiés consti-

tuent la preuve éclatante que l'un des objectifs de l'Etat sioniste est de neutraliser l'action humanitaire de l'Office. Les Nations Unies, qui ont implanté l'Etat sioniste dans le territoire palestinien et portent la responsabilité d'une très grande part des souffrances infligées aux Palestiniens, doivent trouver une solution rapide à son douloureux problème.

4. Evoquant le problème du racisme en Israël, M. Ould Sidi cite un article publié en octobre dans l'hebdomadaire *Jeune Afrique* au sujet de l'avis du Juif éminent, M. Israël Shahak, président de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen d'Israël, qui a été persécuté pour avoir écrit un livre intitulé *Le racisme en Israël*¹, où il soutient que les sionistes ont, dès la création de l'Etat d'Israël, entraîné la société israélienne dans un processus de nazification. Le représentant de la Mauritanie n'a pas pour souci de vilipender qui que ce soit, mais plutôt de souligner le caractère raciste du régime sioniste. Il n'est que temps d'agir pour libérer le peuple palestinien du nazisme sioniste.

5. M. Ould Sidi dit que son pays mettra à la disposition de l'Office une somme dont le montant sera précisé à la première séance de la Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires à l'UNRWA qui aura lieu le 26 novembre 1975 au Siège.

6. M. QURESHI (Pakistan) déclare qu'à l'heure où il marque son vingt-cinquième anniversaire l'UNRWA est un double symbole : il incarne d'une part l'effort international de coopération déployé pour protéger de la faim, de la maladie et de l'analphabétisme un million et demi de réfugiés palestiniens, et d'autre part l'impuissance de la communauté internationale à faire respecter par Israël les dispositions du paragraphe 11 de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale, qui lui faisaient un devoir de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers et de payer des indemnités à titre de compensation pour tout bien perdu.

7. Depuis son entrée en fonction en 1950, l'UNRWA a accompli, sur une échelle certes fort limitée, la tâche indispensable de fournir aux réfugiés de Palestine les secours, l'instruction et l'aide sanitaire dont ils avaient besoin. Mais ce n'est qu'en de rares périodes que l'Office a pu s'acquitter de son mandat sans avoir à se débattre contre de dangereuses difficultés financières, qu'aggravent depuis quelques années l'inflation, la hausse des prix des produits de base et le fléchissement du dollar. Jusqu'à présent, on est venu à bout de cette situation grâce à des contributions spéciales que certains pays ont versées *in extremis*. Mais bien que les recettes de l'Office aient augmenté, son déficit sera de 7,2 millions de dollars pour l'année en cours et est estimé à 55 millions de dollars pour 1976. D'un autre côté,

¹Paris, Guy Authier, 1975.

réduire les services de l'Office serait extrêmement préjudiciable pour la population palestinienne et pour la stabilité de la région. Un autre facteur est venu compliquer encore la situation depuis quelques mois : la guerre civile au Liban qui ne peut manquer d'affecter les opérations de l'Office.

8. Il faut avant la fin de l'année trouver une somme de 7,2 millions de dollars. Si l'on veut maintenir les services de l'Office à leur niveau actuel, qui représente un strict minimum, il faut que les gouvernements qui versent des contributions à l'Office en augmentent le montant et que ceux qui n'ont encore rien versé se décident à le faire. Il va sans dire que l'obligation principale incombe aux Etats dont l'action politique est à l'origine du problème des réfugiés de Palestine et dont certains — la délégation pakistanaise ne l'ignore pas — ont d'ailleurs déjà fait des contributions importantes. Les Etats Membres devront par ailleurs tenir compte des suggestions que le Commissaire général a faites dans la déclaration qu'il a prononcée à la 974^e séance de la Commission.

9. Il faut assurément que l'Office continue de fonctionner, mais il n'est ni ne peut être une fin en soi, et il ne faut pas oublier qu'il a été créé à titre de mesure provisoire pour faire face aux problèmes humanitaires issus des hostilités de 1948. C'est aux Etats Membres à trouver le moyen de réaliser une paix juste et durable en Palestine et au Moyen-Orient; les conditions indispensables de cette paix, telles que les ont déjà énoncées l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, sont que les forces israéliennes se retirent de tous les territoires occupés et que le peuple palestinien soit rétabli dans ses droits, y compris le droit à l'autodétermination, à l'indépendance nationale et à la souveraineté et à la restitution de ses foyers et de ses biens. Le Pakistan a toujours considéré avec une profonde sympathie la lutte du peuple palestinien, il a appuyé sa cause et lui a prêté son appui moral et matériel. Il poursuivra ses efforts jusqu'à ce que le peuple palestinien ait retrouvé la jouissance intégrale de ses droits.

10. Se référant au rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine (A/10271), le représentant du Pakistan note que les faits nouveaux survenus récemment au Moyen-Orient encouragent la Commission à penser que les perspectives d'application de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale se sont peut-être améliorées. Mais tant que n'aura pas été réalisée au Moyen-Orient une paix juste et durable, les services de l'Office continueront d'être indispensables et la communauté internationale devra par conséquent lui continuer, en l'intensifiant encore, son appui moral et matériel.

11. M. TARCICI (Yémen) tient d'abord à souhaiter la bienvenue au représentant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en qui il salue le représentant authentique du peuple de Palestine. Maintenant que l'Assemblée générale a accordé à cette organisation le statut d'observateur, [résolution 3237 (XXIX)], le moment n'est pas loin où le représentant des Palestiniens occupera à l'Organisation des Nations Unies et dans les autres organisations la place qui lui revient de droit, car en un quart de siècle de lutte, le peuple palestinien a fait la preuve qu'il possède la capacité et la persévérance voulues pour atteindre les buts qu'il s'est fixés. Le fait que la situation tragique des réfugiés de Palestine ait duré 27 ans est une tache sur la conscience de

l'humanité, mais le représentant du Yémen croit voir la lueur qui annonce la sortie du souterrain et ne doute pas que bientôt les Nations Unies sauront, à la lumière éclatante du jour, prendre pleinement conscience et de l'étendue de cette tragédie et de la légitimité de la lutte que mène le peuple palestinien pour la reconquête de ses droits inaliénables.

12. La Commission politique spéciale doit une fois de plus traiter la question des réfugiés, question qui malgré ses aspects humanitaires est essentiellement d'ordre politique. L'origine du drame palestinien remonte à l'agression sioniste et colonialiste dont les perpétrateurs avaient, entre autres desseins, celui d'expulser de ses terres un peuple coupable avant toute autre chose d'avoir eu des ancêtres qui s'étaient convertis les uns au christianisme, les autres à l'islam. Quand l'usurpateur sioniste a envahi les terres des Palestiniens, il en a expulsé la plus grande partie des autochtones, chrétiens et musulmans, et a réduit ceux qui sont restés à l'état de citoyens de quatrième zone soumis à des traitements cruels et arbitraires inconciliables avec la Déclaration universelle des droits de l'homme.

13. L'Organisation des Nations Unies a été obligée de créer un comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes dans les territoires occupés, sur les actes de terrorisme, les tortures et les bombardements de camps de réfugiés. Il a malheureusement fallu renouveler d'année en année le mandat du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme dans les territoires occupés.

14. Le représentant du Yémen fait observer pour conclure que l'opinion publique internationale a pris conscience de la nature véritable du sionisme et a condamné ses agissements, et que l'ONU a stigmatisé l'Etat sioniste d'Israël en déclarant officiellement que le sionisme est une forme de racisme [résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale]. La communauté internationale a donc le devoir de lutter contre le sionisme au même titre que contre le nazisme et l'apartheid.

15. Revenant sur le rapport du Commissaire général (A/10013 et Corr.1), M. Tarcici signale qu'il y est fait état d'une nouvelle condamnation prononcée contre Israël et qui, émanant de l'OMS, revêt de ce chef une importance particulière. Dans sa résolution WHA 28.35 (*ibid.*, annexe II) adoptée en mai 1975, l'Assemblée mondiale de la santé a notamment fait appel à Israël pour qu'il mette immédiatement en oeuvre les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. Mais Israël a déjà clairement témoigné son mépris pour les décisions de l'Organisation. Le représentant d'Israël en a donné la preuve la plus éclatante lorsqu'il a déchiré publiquement à la tribune de l'Assemblée générale le texte d'une résolution adoptée par 72 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, qui représentent la population des quatre cinquièmes du monde. Il n'a pas pensé que par ce geste il abrogeait moralement la résolution, adoptée par 33 pays qui représentent moins du quart de la population mondiale, et par laquelle a été créé l'Etat d'Israël. Cette résolution accordait à Israël une tête de pont à partir de laquelle il a étendu sa domination aux régions voisines. Et les sionistes ne seront satisfaits que lorsqu'ils auront étendu leur domination à une autre zone importante, l'Afrique orientale.

16. Il convient de rappeler les résolutions de l'Organisation des Nations Unies qui affirment le droit des Palestiniens de retourner dans leurs foyers et de rentrer en possession de leurs biens, notamment la résolution 3236 (XXIX) de l'Assemblée générale sur laquelle devrait se fonder tout examen de la question de Palestine. Cette résolution réaffirme également le droit à l'indépendance et à la souveraineté nationale du peuple palestinien en Palestine. Et pourtant les réfugiés, soit presque la moitié du peuple palestinien, continuent de vivre dans des camps provisoires, en attendant que le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien que l'Assemblée générale a créé par sa résolution 3376 (XXX) fasse appliquer la résolution 3236 (XXIX), et qu'ils puissent rentrer dans leur pays.

17. Il est dit dans les rapports du Commissaire général de l'UNRWA et du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office (A/10334) que le déficit budgétaire de l'Office se situera autour de 55 millions de dollars en 1976. Le peuple palestinien a été dépossédé de ses biens par les sionistes, mais il existe un cadastre de ces biens sur microfilm, et l'on pourra s'y reporter lorsque le moment sera venu de faire les comptes. Les experts ont calculé que les revenus tirés de ces biens atteignent des millions de dollars, dont la justice comme la logique exigent qu'ils soient utilisés au profit de leurs propriétaires légitimes, jusqu'à la restitution intégrale de leurs biens. Si Israël mettait à la disposition du peuple palestinien les revenus qu'ont produits ces biens depuis 27 ans, dont la somme est considérable, il ne serait pas nécessaire de demander l'aide de la communauté internationale. La gestion de ces biens aurait dû être supervisée par la communauté internationale, pour que leur rente revienne à leurs propriétaires légitimes, qui attendent de pouvoir rentrer dans leurs foyers, comme le prévoient les résolutions des Nations Unies.

18. La délégation yéménite est convaincue que la question des réfugiés ne pourra être résolue que par un règlement global du problème palestinien et de l'ensemble du problème du Moyen-Orient. Le jour où le peuple palestinien recouvrera ses droits et où la paix sera rétablie, les peuples de cette terre pourront vivre en frères en Palestine. Cela ne sera possible que s'il est mis fin aux ambitions expansionnistes et à la haine raciale du sionisme.

M. Tellmann (Norvège), vice-président, prend la présidence.

19. M. MANGAL (Afghanistan) fait observer que la Commission examine la question de l'assistance humanitaire aux réfugiés palestiniens depuis un quart de siècle, sans qu'il ait été possible de parvenir à un règlement politique du problème et à une paix juste et durable au Moyen-Orient. Pendant ces 25 années, sont intervenues dans tous les domaines de grandes transformations qui ont radicalement modifié les méthodes que l'humanité applique pour affronter et résoudre ses problèmes. Mais les souffrances des réfugiés palestiniens, chassés de leur patrie par la politique agressive et expansionniste d'Israël, n'ont pas diminué. Si le peuple palestinien demeure un peuple de réfugiés, parce que le Gouvernement d'Israël fait fi des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, cela ne contribuera guère à l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient.

20. La délégation afghane reconnaît tout le mérite de l'oeuvre accomplie par le Commissaire général de l'UNRWA et son personnel, mais soutient que l'Office a été créé à titre temporaire pour adoucir les souffrances du peuple palestinien, victime innocente de la création violente de l'Etat d'Israël. Il ne faudrait donc pas qu'en assignant une quote-part à tous les Etats Membres pour recueillir les fonds nécessaires au financement de l'Office, conformément à la méthode utilisée pour le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, on aille conférer à l'Office le statut d'institution permanente.

21. L'Afghanistan apprécie les efforts déployés par le Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office et se félicite de ce que certains pays aient versé des contributions extraordinaires, qui ont aidé à diminuer le déficit budgétaire : elle espère que d'autres contributions supplémentaires permettront d'éviter une réduction des services de l'Office.

22. La Commission doit porter à l'attention du Gouvernement d'Israël la grave situation de l'Office : plus tôt les Palestiniens déplacés seront autorisés à retourner dans leurs foyers, moins pressante sera la nécessité de poursuivre les opérations de l'Office et moins aiguë sa crise financière.

23. La délégation afghane note que malgré ses difficultés financières l'Office n'a pas réduit les services qu'il fournit aux réfugiés, et affirme à nouveau que la communauté internationale a le devoir d'aider le peuple palestinien jusqu'à ce qu'il recouvre ses biens et ses droits.

24. L'Afghanistan, qui a toujours appuyé la lutte du peuple de Palestine, considère que le problème des réfugiés palestiniens n'est pas à proprement parler un problème humanitaire mais un problème politique, et qu'il appelle, à ce titre, une solution politique. La présence du représentant de l'OLP, qui participe aux travaux de la Commission en qualité d'observateur, est une grande victoire politique et diplomatique pour le peuple palestinien et marque, pour l'OLP, la reconnaissance d'une maturité qui lui permet d'être le représentant légitime du peuple arabe de Palestine.

25. Il faut trouver le moyen d'appliquer, dès que possible, les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, afin que le peuple arabe de Palestine puisse rentrer dans sa patrie et exercer ses droits inaliénables, notamment le droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure et le droit à l'indépendance et à la souveraineté nationale.

26. M. ABDEL-LATIF (Soudan) déclare que les camps de réfugiés sont une insulte à la dignité et à la moralité humaines; et pour ceux qui ne les ont pas visités il est peu probable que le mot de "réfugié" ait vraiment tout son sens. La délégation soudanaise souscrit aux propos tenus par le représentant de l'OLP à la 977^e séance : c'est à l'Organisation des Nations Unies, qui a créé le problème des réfugiés palestiniens, qu'incombe la responsabilité de lui trouver une solution juste et durable et de garantir en attendant une vie décente aux réfugiés. Le pays artificiel créé sur le sol de la Palestine ne semble pas satisfait de ce qu'il possède; non content d'avoir chassé les Palestiniens, il est résolu à les éliminer complètement, sachant pouvoir compter sur l'indulgence des pays qui devraient être les garants de la paix mondiale.

27. Il ne peut y avoir de paix sans justice. Les attaques répétées d'Israël contre les camps de réfugiés prouvent que l'Etat sioniste veut susciter de nouveaux problèmes au Commissaire général et compromettre les activités de l'Office. La délégation soudanaise estime, comme l'a dit aussi le représentant de la République-Unie de Tanzanie à la 977^e séance, qu'Israël doit verser une indemnité pour les dommages causés aux camps de réfugiés et cesser immédiatement ces actes de barbarie.

28. Les rapports du Commissaire général et du Secrétaire général indiquent clairement qu'Israël n'a pas plus de respect pour l'Organisation des Nations Unies et l'opinion publique mondiale que pour la vie et la dignité humaines.

29. Le représentant d'Israël a cité, à la séance précédente, une déclaration faite en 1948 par le représentant de l'Union soviétique. C'est là une citation qui se retourne contre Israël, car elle montre qu'il a perdu l'appui sur lequel il pouvait autrefois compter. Israël devrait comparer le nombre de pays représentés à l'Organisation des Nations Unies aujourd'hui et en 1948, étudier leurs positions et constater comment elles ont varié d'année en année. Il n'est pas encore trop tard pour que ceux qui sont les spoliateurs des Palestiniens redressent la situation.

30. La délégation soudanaise apprécie à leur juste valeur les efforts déployés par le Commissaire général et par le Groupe de travail et partage la préoccupation exprimée par d'autres délégations au sujet des difficultés financières de l'Office. Elle considère néanmoins que le problème ne saurait être résolu par la charité : il est indispensable d'en éliminer les causes, mais tant que l'on ne sera pas parvenu à une solution juste et durable, il faut chercher le moyen de se procurer les fonds nécessaires. La délégation soudanaise lance un appel à tous les pays pour qu'ils aident à couvrir le déficit de l'Office et versent des contributions généreuses pour éviter le retour d'une telle situation. Une réduction des services de l'Office aurait des conséquences très graves pour les réfugiés et pour les pays d'accueil et compromettrait la recherche d'un règlement pacifique au Moyen-Orient. Pour sa part, le Soudan continuera à contribuer au financement de l'UNRWA jusqu'à ce que le problème soit définitivement résolu.

31. M. CISSÉ (Mali) fait observer que l'UNRWA a été créé à titre provisoire pour répondre aux besoins immédiats des réfugiés de Palestine. Or, la solution préconisée dans la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale n'a pas abouti et le peuple palestinien continue à vivre hors de sa patrie car Israël use de tous les moyens pour tenter de perpétuer son calvaire.

32. En dépit de ses ressources limitées et incertaines, l'Office a cependant réussi à assurer les besoins de subsistance de ce peuple, et à fournir d'autres services essentiels. Malheureusement, l'Office traverse une crise financière grave qui met en danger ses programmes et menace les réfugiés palestiniens dans leur existence même. En conséquence, la délégation malienne se joint aux appels pressants adressés aux Etats Membres, les invitant à redoubler d'efforts afin de conjurer l'éventualité d'un effondrement économique de l'Office. L'Organisation des Nations Unies devra accroître son assistance et c'est pourquoi la délégation malienne fait sienne la proposition tendant à inclure

dans le budget ordinaire de l'Organisation les dépenses afférentes aux services fournis par les 15 000 fonctionnaires palestiniens.

33. L'Organisation des Nations Unies a le devoir de prendre des mesures efficaces pour assurer la survie du peuple palestinien en attendant qu'il puisse recouvrer sa patrie. Pour cela, elle devra s'opposer fermement aux agissements d'Israël qui gênent le déroulement normal des opérations de l'Office. Elle devrait également relever le défi lancé par le gouvernement de Tel-Aviv qui se refuse à s'associer aux autres parties intéressées pour rechercher une solution à la question palestinienne.

34. Après l'agression israélienne de 1967, les populations palestiniennes ont été déplacées pour la seconde fois. Contrairement à ses déclarations, le gouvernement sioniste n'a pas contribué au renforcement du rôle de l'Office dans les zones occupées et n'a pas non plus favorisé l'application des dispositions de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale.

35. Israël altère la structure matérielle et l'identité démographique des territoires usurpés. Les raids sanglants auxquels ce pays s'est livré contre les réfugiés au Liban sont purement et simplement des actes de terrorisme. Cette attitude criminelle se traduit par des arrestations arbitraires, des interrogatoires intempestifs et des restrictions de la liberté de mouvement des fonctionnaires internationaux couverts par les immunités diplomatiques.

36. Quand elle examinera la question des réfugiés palestiniens, la Commission devra tenir compte des dispositions de la résolution 3236 (XXIX) de l'Assemblée générale, des mesures complémentaires préconisées dans sa résolution 3376 (XXX) et des propositions que fera le représentant de l'OLP.

37. Il est grand temps de démystifier la conception erronée et désuète qui ne veut retenir exclusivement du problème des réfugiés palestiniens que son esprit humanitaire. Ce problème a un caractère politique et sa solution doit être de même nature. Le peuple palestinien, sous la direction de l'OLP, son mouvement de libération nationale, se refuse à continuer à vivre une vie incertaine et à dépendre de contributions, si généreuses fussent-elles, et s'organise en vue de la reconquête de sa patrie.

38. M. ROSU (Roumanie) dit que la Roumanie, inspirée par le principe de solidarité avec le peuple palestinien, a continué d'apporter, par la voie bilatérale, sa contribution pour secourir les réfugiés palestiniens. En 1975, l'Office a fêté ses 25 années de service; pourtant aucun progrès évident n'a été enregistré dans le règlement de la situation du peuple palestinien conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. En outre, l'Office se heurte à de grandes difficultés d'ordre financier. Cet état de choses prouve, une fois de plus, qu'on ne pourra résoudre la question des réfugiés palestiniens qu'à la condition de l'aborder sous l'angle politique, dans le contexte de la situation au Moyen-Orient, de tenir compte des intérêts nationaux de la population palestinienne, et de lui restituer ses droits légitimes. Si l'on continue d'ignorer ses aspirations et ses droits, on ne fera que perpétuer et aggraver le conflit du Moyen-Orient, mettant ainsi en

danger la paix et la sécurité dans cette région et dans le monde entier. C'est pourquoi Israël doit comprendre que sa sécurité et son indépendance ne peuvent être assurées que dans la mesure où il reconnaît et respecte les droits du peuple arabe palestinien.

39. La Roumanie a été l'un des premiers Etats qui ont souligné que les droits légitimes du peuple palestinien ne pourront être entièrement réalisés que par la constitution d'un Etat palestinien indépendant. La Roumanie voit dans la légitimité de l'Etat palestinien une confirmation pratique du droit sacré de tous les peuples de la région de se développer librement et indépendamment et de bénéficier des avantages de la coopération internationale, comme l'a souligné le Président de la Roumanie.

40. C'est pourquoi la Roumanie a été l'un des premiers Etats à reconnaître l'OLP en tant que seul représentant légitime du peuple palestinien. Aussi, la Roumanie se prononce-t-elle en faveur de la participation de l'OLP, sur un pied d'égalité avec les autres participants, à la Conférence de la paix de Genève, car la Roumanie estime qu'à présent les conditions et les possibilités sont plus que jamais favorables à l'instauration de la paix au Moyen-Orient. M. Rosu espère que tous les Etats Membres utiliseront les voies politiques et diplomatiques appropriées afin de contribuer à l'effort international visant à régler la situation au Moyen-Orient, conformément aux aspirations et aux droits du peuple palestinien et de tous les autres peuples de la région.

41. M. DUCLOS (Canada) déclare que c'est le triste sort réservé aux réfugiés palestiniens qui incite le Canada à fournir une aide à caractère humanitaire à l'UNRWA. Depuis la création de l'Office, le montant des contributions versées par le Canada s'élève à 35 millions de dollars. L'orateur est toutefois convaincu que l'Office n'est pas en mesure de résoudre le problème du peuple palestinien et qu'il incombe à la communauté internationale de trouver une solution durable qui tienne le plus grand compte du droit à l'existence de toutes les parties concernées.

42. Vu les graves difficultés financières de l'Office, l'orateur lance un appel aux nations qui contribuent habituellement à l'UNRWA pour qu'elles continuent à faire preuve de générosité, et invite les pays qui n'ont pas contribué jusqu'ici à le faire, tout particulièrement ceux dont la situation financière s'est sensiblement améliorée récemment. M. Duclos souhaite que, comme le Canada, ces pays se laissent guider d'abord par des considérations d'ordre humanitaire.

43. M. OHTAKA (Japon) signale que l'Assemblée générale fournit une aide humanitaire aux réfugiés palestiniens depuis un quart de siècle. Il est bien évident que le problème des réfugiés ne peut être séparé de la résolution de l'ensemble de la question palestinienne et qu'on ne pourra le résoudre que lorsqu'une paix juste et durable aura été instaurée au Moyen-Orient. D'ici là, l'Office pourra continuer à fournir des services aux réfugiés, remplissant ainsi une fonction vitale.

44. Le Japon a versé des contributions annuelles à l'Office et il continuera de le faire en s'efforçant de les augmenter chaque année car il trouve la situation financière de l'Office

plus grave que jamais. Il faut donc que la communauté internationale prenne d'urgence des mesures concertées.

45. Le Japon pense que l'aide présentement apportée par l'Office représente le minimum indispensable et qu'il faut la maintenir à son niveau actuel car toute diminution aurait de graves conséquences pour les réfugiés et les pays dans lesquels ils vivent ainsi que pour les perspectives de paix au Moyen-Orient. Depuis qu'il existe, l'Office s'est appuyé principalement sur les contributions volontaires des Etats Membres et la délégation du Japon continue de voir là la seule méthode pratique de financer le budget de l'Office. A cet égard, M. Ohtaka est heureux que certains pays aient versé des contributions supplémentaires et, en particulier, il se félicite que certains pays arabes aient adopté une attitude plus favorable en ce qui concerne le financement de l'Office. Il estime cependant que la situation actuelle, dans laquelle un petit groupe d'une dizaine de pays supporte 90 p. 100 des dépenses de l'Office, n'est pas satisfaisante. Pour toutes ces raisons, le représentant du Japon appuie la demande du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office, contenue dans le paragraphe 33 de son rapport (A/10334) et tendant à ce que les gouvernements qui n'ont pas contribué par le passé et ceux qui ont contribué de manière insuffisante reconsidèrent leur position et contribuent généreusement, conformément à leurs responsabilités internationales.

46. M. ARNELLO (Chili) déclare qu'à considérer le travail accompli en 1975 par l'UNRWA on se rend compte de tout ce qu'il a fait au cours de ses 25 années de service. De même, il est indubitable que s'il est obligé de poursuivre son oeuvre, c'est parce que l'Organisation des Nations Unies n'a pas réussi à contribuer efficacement à la solution définitive du problème du Moyen-Orient. Le ton passionné des déclarations de ceux qui sont engagés dans le conflit tend à mettre l'accent sur le côté politique de la solution du problème; mais il semble au représentant du Chili que l'examen de l'aspect politique de la question peut se faire ailleurs et lors de l'examen d'autres points de l'ordre du jour à l'ONU. La mission de la Commission politique spéciale est de collaborer à l'oeuvre de l'Office.

47. Le rapport du Commissaire général révèle qu'une grande partie de l'aide fournie à l'Office provient de quelques pays tandis que d'autres apportent une aide qui est certainement insuffisante et que 70 pays n'apportent absolument aucune contribution. C'est là une réalité qu'il faut accepter et l'ONU et la Commission politique spéciale doivent insister pour mobiliser la volonté de tous les Etats Membres afin qu'ils collaborent à cette cause humanitaire et juste.

48. M. Arnello espère qu'on ne verra pas dans ses paroles un effort pour diluer l'aspect politique du problème mais, à son avis, l'aide humanitaire ne peut être liée à l'aspect politique. Si l'on réduit cette aide ou si l'on en prive les réfugiés, ces derniers deviendront une fois de plus les victimes innocentes d'un conflit susceptible de graves répercussions politiques.

49. Pour toutes ces raisons, la délégation chilienne réitère sa volonté de collaborer toujours davantage aux travaux de l'Office dans la mesure où les possibilités du Chili le lui permettent.

M. Martínez Ordoñez (Honduras) reprend la présidence.

50. M. DRAMOU (Guinée) déclare que la discussion qui a eu lieu à l'Assemblée générale sur la question de la Palestine a situé le problème dans une juste perspective. L'Assemblée générale a examiné le problème sur la base de la reconnaissance des droits des Palestiniens à retourner dans leur patrie et à décider librement de leur sort, et a reconnu qu'aucune solution ne sera viable si elle ne s'appuie pas sur la nécessité de réparer les injustices dont a été victime le peuple palestinien.

51. Il y a plus d'un quart de siècle, après avoir servi d'instrument à la spoliation du peuple palestinien, l'Organisation des Nations Unies, prenant conscience de sa responsabilité, a créé l'Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, pensant que c'était le meilleur moyen de résoudre le problème humain et le problème politique des réfugiés. Mais elle s'est rendue compte que le problème, dont l'aspect humanitaire est secondaire, ne saurait être résolu de cette façon.

52. Il ne s'agit pas de porter secours à un peuple victime d'une catastrophe naturelle, mais d'aider un peuple dont le seul crime a été d'être le propriétaire d'une terre convoitée par l'impérialisme international qui l'en a exproprié pour y implanter le sionisme. La responsabilité de l'Organisation des Nations Unies ne doit donc pas se limiter aux conséquences de ses propres actes; l'Organisation doit faire en sorte que la Charte devienne une réalité pour tous les peuples. Or, seuls les Etats Membres peuvent faire respecter la Charte et certains d'entre eux, qui ont contribué à la dispersion du peuple palestinien, s'opposent aujourd'hui à une solution juste et durable du problème, qui ne peut être fondée que sur le droit du peuple palestinien de retourner dans sa patrie.

53. M. Dramou dit qu'étant donné que le peuple de Palestine est victime d'une décision de l'Organisation des Nations Unies la communauté internationale et singulièrement les vrais responsables de l'injustice commise à l'égard de ce peuple doivent assumer leur responsabilité dans la situation des réfugiés. Qu'Israël, qui est la cause du problème, ne s'étonne pas que les réfugiés palestiniens nourrissent l'intention de rentrer dans leur pays.

54. Le rapport du Commissaire général, outre qu'il rend compte d'une situation financière des plus sombres, confirme d'autres réalités plus atroces: les pertes en vies humaines causées dans les camps de réfugiés par les attaques israéliennes qui, prétend-on, sont dirigées contre l'OLP, comme si l'on pouvait séparer cette organisation du peuple qu'elle représente. De même, M. Dramou déplore le coût de la réparation des installations endommagées par ces attaques israéliennes, coût qui contribue à augmenter la lourde charge financière de l'Office.

55. Devant une telle situation, le représentant de la Guinée pense qu'il faudra trouver une solution aux difficultés de l'Office, car toute réduction des services aurait des conséquences déplorables. A ce sujet, il note avec satisfaction qu'en dépit de ses graves problèmes financiers, l'Office a pu maintenir son programme de secours. M. Dramou est convaincu que l'aide humanitaire dispensée aux réfugiés n'est qu'une mesure provisoire et c'est pourquoi il appuiera toutes les propositions tendant à assurer la stabilité financière de l'Office.

56. M. DORON (Israël), exerçant son droit de réponse, dit qu'aucune des déclarations formulées au cours de la séance par les délégations arabes et par les délégations qui les appuient n'apporte d'élément nouveau et qu'en conséquence il n'y a pas lieu de répondre. Il s'agit pour la plupart d'allégations que la délégation israélienne a déjà rejetées en démontrant leur manque total de fondement. Cependant, lorsque le représentant du Yémen a parlé de voir la lueur qui annonce la sortie du souterrain, M. Doron a pensé un instant qu'il avait enfin quelque chose de constructif à dire, mais il est évident qu'il ne faisait que se référer aux résolutions pernicieuses que le groupe des Etats arabes parvient à faire adopter par l'Assemblée générale, pour des raisons connues de tous et qui n'ont rien à voir avec la réalité. Comme il a déjà eu l'occasion de le faire, M. Doron dit que ce genre de logorrhée ne contribuera pas à améliorer la situation. Israël a toujours désiré la paix et la coexistence avec ses voisins arabes, mais l'attitude des représentants arabes vis-à-vis d'Israël est tout autre et leur animosité flagrante. Ils parlent en effet de coexistence pacifique dans un prétendu "Etat démocratique et laïque", mais Israël n'ignore pas ce que cela signifie, car en 1970 déjà, lors d'un colloque qui a lieu à Beyrouth, l'OLP elle-même a explicitement admis que ce projet d'Etat n'était qu'un slogan à l'usage des occidentaux qu'offusquait l'idée de "rejeter les Juifs à la mer". Les pays arabes ont une nouvelle fois dévoilé leurs véritables intentions lorsque le chef de la délégation de l'OLP, qui prétend représenter les Palestiniens, a déclaré qu'il considérait Tel-Aviv comme une partie du territoire occupé de Palestine, ce qui, d'après M. Doron, signifie sûrement que l'on espère qu'Israël rendra également Tel-Aviv.

57. En ce qui concerne les propos tenus par le représentant du Koweït à la séance précédente et par le représentant du Soudan à la séance en cours, M. Doron croyait avoir exprimé sa position avec suffisamment de clarté. Néanmoins, si sa réponse n'a pas satisfait le représentant du Koweït, ce dernier aurait pu étudier les déclarations politiques faites à ce sujet par le Gouvernement d'Israël. Ledit représentant ne reconnaît même pas à Israël le droit d'exister et, à ce sujet, M. Doron rappelle qu'à la 1897^e séance plénière de l'Assemblée générale, le représentant du Koweït a dit que prétendre que la reconnaissance d'Israël en tant qu'Etat est indispensable pour la réalisation d'une paix juste équivaut à affirmer que la légitimation d'une grave injustice est une condition préalable à l'instauration de la justice et de la paix; il a ajouté que son gouvernement avait rejeté et qu'il continuerait à rejeter la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. C'est pourquoi M. Doron espère qu'en signe de l'intérêt qu'il voue à la cause de la paix le représentant du Koweït fera ce premier pas.

58. M. AL-SAYEGH (Koweït), usant son droit de réponse, constate que le représentant d'Israël n'a pas répondu à sa question, et qu'il va la poser; si les conditions d'une paix totale étaient réunies au Moyen-Orient, Israël reconnaîtrait-il aux Palestiniens le droit de retourner dans leurs foyers? M. Al-Sayegh sait que la politique d'Israël consiste à ne pas permettre aux Palestiniens de rentrer chez eux même dans ces conditions, mais il avait quelque espoir que la réponse à sa question refléterait une certaine évolution de cette politique. Pour ce qui est de sa déclaration à l'Assemblée générale, M. Al-Sayegh convient que pour une

fois le représentant d'Israël a cité ses paroles avec exactitude.

59. M. DORON (Israël), exerçant son droit de réponse, dit que sa réponse a été suffisamment claire, et qu'il n'a pas l'intention de la répéter, et il demande au représentant du Koweït s'il a dit ou non que son pays n'acceptait pas les dispositions de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité.

60. M. AL-SAYEGH (Koweït), exerçant son droit de réponse, dit que le Gouvernement du Koweït maintient sa

position et rejette la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, résolution qui, d'autre part, ne s'adresse pas aux pays dont le territoire n'est pas occupé.

61. M. DORON (Israël), exerçant son droit de réponse, déclare à nouveau qu'il n'a pas l'intention de répéter la réponse qu'il a déjà faite.

62. Le PRESIDENT annonce que la Trinité-et-Tobago s'est portée coauteur du projet de résolution A/SPC/L.334.

La séance est levée à 17 h 35.

981^e séance

Jeudi 20 novembre 1975, à 10 h 55.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.981

Hommage à la mémoire du général Francisco Franco Bahamonde, chef de l'Etat espagnol

1. Le PRESIDENT exprime, au nom de la Commission, de son pays, et en son propre nom, ses condoléances à la délégation de l'Espagne pour le décès du chef de l'Etat espagnol, le général Francisco Franco Bahamonde.

2. M. LOPEZ HERCE (Espagne) remercie le Président, au nom de la Mission permanente de l'Espagne auprès de l'Organisation des Nations Unies, du peuple espagnol et de son gouvernement, pour les condoléances qui lui ont été présentées à l'occasion du décès du chef de l'Etat espagnol.

POINT 54 DE L'ODRE DU JOUR

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (*suite*) [A/10114, A/10115, A/10268, A/SPC/L.334 à 336] :

- a) Rapport du Commissaire général (A/10013 et Corr.1);
- b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (A/10334);
- c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine (A/10271);
- d) Rapport du Secrétaire général (A/10253)

EXAMEN DE PROJETS DE RESOLUTION (A/SPC/L.334 A 336)

3. Le PRESIDENT dit que la Commission est saisie des projets de résolution A/SPC/L.334 et A/SPC/L.335, projets qu'il a l'intention de mettre aux voix dans les moments qui suivent. Pour que les délégations puissent s'inscrire sur la liste des orateurs qui désirent expliquer leur vote, avant ou après qu'il soit procédé à celui-ci, il suspendra la séance pendant quelques instants.

La séance est suspendue à 11 heures; elle est reprise à 11 h 5.

4. Le PRESIDENT rappelle, à propos du projet de résolution A/SPC/L.334, que les années précédentes la Commission a adopté par voie de consensus des projets de résolution analogues. En l'absence d'objections, il considérera que la Commission est prête à adopter de la même façon le projet de résolution A/SPC/L.334.

Le projet de résolution est adopté par consensus.

5. Le PRESIDENT dit que le représentant d'Israël a demandé que le projet de résolution A/SPC/L.335 soit mis aux voix.

Par 79 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de résolution est adopté.

6. M. SHARAF (Jordanie) exprime, au nom de sa délégation, ses condoléances à la délégation espagnole à la suite du décès du chef de l'Etat espagnol.

7. Le représentant de la Jordanie présente le projet de résolution A/SPC/L.336, dont la délégation jordanienne est coauteur, concernant les réfugiés déplacés à la suite de l'attaque lancée par Israël contre trois Etats arabes. En ce qui concerne le paragraphe 1 dans lequel est réaffirmé le droit des habitants déplacés de rentrer dans leurs foyers et leurs camps dans les territoires occupés par Israël depuis 1967, M. Sharaf indique que si le mot "camps" figure dans le texte, c'est parce que les habitants qui ont été délogés des camps étaient déjà des réfugiés au moment où ils ont été expulsés de nouveau par les Israéliens, et que ce sont donc des réfugiés à double titre. Dans les autres paragraphes du dispositif, on déplore le refus des autorités israéliennes de prendre des dispositions pour assurer le retour des habitants déplacés et on lui demande une fois de plus de prendre des mesures à cette fin et de renoncer à toutes celles qui font obstacle au retour; on réitère la demande qui lui a été adressée de prendre immédiatement des dispositions pour permettre le retour des réfugiés dans les camps dans la bande de Gaza et de renoncer à d'autres déplacements de réfugiés et à la destruction de leurs abris; on condamne les

attaques militaires lancées par Israël contre des camps de réfugiés et on demande à Israël de renoncer à de tels actes.

8. M. Sharaf annonce pour conclure que la République-Unie de Tanzanie s'est jointe aux auteurs dudit projet de résolution.

9. M. PETNICKI (Yougoslavie) présente un projet de résolution¹, relatif au Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, et il annonce que la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Colombie, la Finlande, l'Indonésie, l'Iran, la Malaisie et la Yougoslavie en sont les auteurs.

10. Le PRESIDENT dit que le texte du projet de résolution que vient de présenter la Yougoslavie est fondé sur un projet de résolution que la Commission a adopté par consensus à la vingt-neuvième session² : il espère par conséquent que la Commission adoptera de la même manière le projet de résolution qui vient d'être présenté.

11. M. VALDERRAMA (Philippines) dit que si la délégation philippine avait été présente, elle se serait associée au consensus sur le projet de résolution A/SPC/L.334 et qu'elle aurait voté en faveur du projet de résolution A/SPC/L.335.

12. M. OULD SIDI (Mauritanie) dit que, si elle avait été présente, la délégation mauritanienne aurait voté en faveur du projet de résolution A/SPC/L.335 et qu'elle se serait également associée au consensus sur le projet de résolution A/SPC/L.334.

13. Il annonce également que la délégation mauritanienne s'est jointe aux auteurs du projet de résolution A/SPC/L.336.

14. M. DRAMOU (Guinée) dit que la délégation guinéenne s'est également jointe aux auteurs du projet de résolution A/SPC/L.336. Si elle avait été présente, elle aurait voté pour le projet de résolution A/SPC/L.335; d'autre part, elle aurait souhaité se joindre aux auteurs du projet de résolution A/SPC/L.334, qui a été adopté par consensus.

15. M. DORON (Israël), se référant aux propos tenus par le représentant de la Jordanie lorsqu'il a présenté le projet de résolution A/SPC/L.336, que vient de présenter le représentant de la Jordanie, dit que sa version des événements de 1967 ne correspond pas à la réalité. Le représentant d'Israël a démontré peu de temps auparavant, lors de la 239^e séance plénière de l'Assemblée générale, qu'Israël avait été victime d'une agression arabe, et il a cité des extraits des *Mémoires* du roi de Jordanie, dans lesquels celui-ci reconnaît franchement n'avoir pas tenu compte du message que lui avait envoyé le 5 juin 1967, avant le début des hostilités, le Premier Ministre d'Israël à l'époque. Il était dit dans ce message qu'Israël n'entreprendrait aucune action contre la Jordanie si celle-ci de son côté ne prenait pas

l'initiative des hostilités, auquel cas Israël répondrait dans toute la mesure de ses moyens. Le Gouvernement israélien a appris que le message avait été dûment transmis et reçu. En tout état de cause, la Jordanie a répondu en ouvrant le feu de l'artillerie jordanienne sur toute la longueur du front. Malgré cela, le Gouvernement israélien s'est encore efforcé de localiser le conflit, mais la Jordanie n'a pas répondu à ses efforts. Il semble que la Jordanie ait cru — à tort — qu'elle avait intérêt à se joindre à l'agression contre Israël. Ce sont là des faits que le représentant de la Jordanie persiste à ignorer. L'énorme écart existant entre les prétendus "faits" mentionnés dans le texte du projet de résolution A/SPC/L.336 et la réalité est encore plus évident que dans celui des résolutions analogues des années précédentes.

16. En ce qui concerne le retour des personnes déplacées, M. Doron donne lecture d'une note verbale, en date du 8 septembre 1975, adressée par le représentant d'Israël au Secrétaire général, dont le texte est reproduit au paragraphe 3 du rapport du Secrétaire général (A/10253), note dans laquelle il est dit que le Gouvernement israélien n'avait pas cessé de chercher à concilier son désir de faciliter le retour des personnes déplacées — qui avaient abandonné en 1967 la zone des hostilités, à l'instigation des gouvernements arabes — avec la responsabilité qui lui incombait d'assurer la sécurité et le bien-être de la population des zones administrées et d'Israël, et la sécurité de l'Etat lui-même. Certains gouvernements arabes continuaient d'apporter leur aide et leur soutien à des organisations terroristes groupées au sein de l'Organisation de libération de la Palestine, qui s'étaient installées sur leur territoire d'où elles lançaient leurs attaques contre Israël. Ainsi, la situation qui régnait ne se prêtait pas à un retour massif des personnes déplacées. Néanmoins, le Gouvernement israélien avait continué de faciliter leur retour. Mais les mesures consenties par Israël ont été exploitées à des fins subversives par certains gouvernements arabes, qui cherchaient à faciliter l'entrée de terroristes et d'explosifs dans le territoire administré par Israël. Ces manoeuvres ont manifestement sapé tous les efforts entrepris pour améliorer la situation.

17. Le représentant d'Israël dit que dans les circonstances actuelles, aucune raison essentielle ne peut être invoquée pour réaffirmer un prétendu droit de retour des habitants déplacés, ni pour déplorer le refus des autorités d'Israël de prendre des dispositions pour assurer leur retour, ainsi qu'il est dit aux paragraphes 1 et 2 du projet de résolution.

18. Les appels lancés à Israël aux paragraphes 3 et 4 ne se justifient pas davantage. On sait bien qu'Israël n'a pris aucune mesure visant à modifier la structure physique et démographique des territoires administrés par lui, et qu'il fait le nécessaire pour fournir aux réfugiés des logements appropriés en remplacement des camps encombrés. Israël a expliqué à de nombreuses reprises qu'il fallait tenir compte à cet égard d'un certain nombre d'éléments tels que la sécurité, l'amélioration de la situation générale et les conditions de vie des réfugiés.

19. En ce qui concerne le paragraphe 5, le Gouvernement israélien a, dans diverses lettres adressées au Secrétaire général et dans les déclarations qu'il a formulées à diverses occasions, clairement précisé que les mesures qu'il prend ne sont en aucune façon dirigées contre les camps de réfugiés

¹ Distribué ultérieurement sous la cote A/SPC/L.337.

² Adopté par l'Assemblée générale le 17 décembre 1974 en tant que résolution 3330 (XXIX).

mais uniquement contre les bases et autres installations des organisations terroristes qu'elles abritent ou à proximité de ces bases. A cet égard, M. Doron cite un article paru dans le journal *The New York Times*, le 13 novembre 1975, dans lequel il est dit que le Liban est le seul pays du Moyen-Orient où les guerilleros jouissent d'une liberté relative pour maintenir des bases à partir desquelles ils lancent des opérations contre Israël. En outre, il suffit de se reporter à divers articles de journaux et aux communiqués des organisations terroristes elles-mêmes, pour voir que les cibles des forces de défense israélienne n'ont jamais été que les installations militaires des bandes terroristes et que toutes les mesures ont toujours été prises pour éviter que les résidents des camps subissent aucun dommage.

20. Dans le numéro du 13 mars 1975 de l'hebdomadaire *Ila El Aman*, publié par le Front populaire de libération de la Palestine, on peut lire que la précision des attaques aériennes israéliennes contre les camps palestiniens au Liban ne s'explique pas uniquement par des photographies aériennes qui ne permettraient pas de renseigner exactement sur l'identité des habitants qui vivent dans chaque maison ou sur les cachettes dans lesquelles se trouve l'équipement. M. Doron ne voit pas comment on peut condamner les mesures défensives qu'Israël se voit contraint de prendre contre les bases terroristes, et il affirme pour conclure que le projet de résolution A/SPC/L.336, qui présente une version erronée des événements et n'est pas fondé dans les faits, est inacceptable.

21. M. SHARAF (Jordanie), exerçant son droit de réponse, dit qu'il n'est pas surpris que le représentant d'Israël se soit efforcé à nouveau de travestir les faits.

22. Lorsque ce dernier parle de l'agression dont trois pays arabes ont été victimes en 1967, il altère la réalité de telle manière que si on devait le suivre dans ce raisonnement on en arriverait à dire que les pays arabes occupent actuellement une partie considérable du territoire israélien, qu'un million et demi d'Israéliens ont été déplacés par les Arabes en 1948 et se trouvent parqués dans des camps et que la Commission est saisie du cas de milliers d'Israéliens déplacés à la suite des hostilités de 1967. Or, tous les membres de la Commission savent bien que cela n'a rien à voir avec la réalité. Ce dont la Commission se préoccupe c'est du cas des réfugiés arabes qui ont été expulsés de leurs foyers en 1948.

23. En ce qui concerne les intentions d'Israël à l'égard des Arabes, aucune citation ne saurait obscurcir la réalité. Il est vrai qu'avant de lancer une attaque préméditée contre leurs voisins arabes, les dirigeants israéliens parlent volontiers de paix, mais leurs actes démentent catégoriquement leurs paroles. A la veille de l'attaque de 1967 contre l'Egypte, la Jordanie et la République arabe syrienne, le ministre israélien Moshe Dayan a dit que les négociations diplomatiques visant à résoudre le conflit se poursuivraient et qu'Israël ne se livrerait à aucun acte d'hostilité. En 1956, à la veille, également, de l'attaque contre l'Egypte à la suite de laquelle d'immenses territoires ont été occupés, Ben Gourion a parlé explicitement et avec insistance de paix.

24. En tout état de cause, ces citations et celles qui sont tirées de tous les organes de propagande du Gouvernement

israélien n'ont rien à voir avec la question. La Commission examine à l'heure actuelle la question des Palestiniens et de l'avenir de ces malheureuses personnes qui, pour la seconde fois de leur vie, connaissent la condition de réfugié, et qui sont maintenant logées dans des foyers provisoires après avoir été expulsées et déplacées par Israël en 1967. Le représentant d'Israël a déclaré que le Gouvernement israélien les autorisait à retourner progressivement dans leur pays, mais il est de notoriété publique que les autorités d'occupation ont, sur ses instructions, adopté des mesures très strictes rendant ce retour virtuellement impossible. Il serait intéressant de savoir combien de personnes ont été autorisées à rentrer dans leurs foyers.

25. Quant aux changements matériels apportés par le Gouvernement israélien, en particulier dans la bande de Gaza, le fait que le représentant d'Israël ait parlé d'améliorer les conditions de vie est tout à fait significatif, mais une fois de plus cette affirmation n'est pas pertinente. Il ne s'agit pas d'améliorer les conditions de résidence de la population; ce qui importe, c'est de maintenir l'intégrité physique de cette population, intégrité qui ne peut être sauvegardée que si toutes les personnes déplacées peuvent retourner dans leurs foyers.

26. M. BAROODY (Arabie Saoudite), exerçant son droit de réponse, dit que le projet de résolution A/SPC/L.336 ne concerne que la situation des personnes déplacées des territoires arabes occupés par Israël à partir de 1967. Le représentant d'Israël emploie, maintes fois, en parlant des Palestiniens, le mot "terroristes", oubliant qu'avant, probablement, qu'il ne se rende lui-même en Palestine, ceux qui les premiers ont eu recours au terrorisme pour réaliser leurs fins furent les sionistes d'Europe centrale et orientale. En effet, les Juifs orientaux sont des gens pacifiques qui, en aucune occasion, ne se sont livrés à des actes de violence. Le peuple palestinien, que ce soit dans ses représentants chrétiens, musulmans ou juifs, n'a jamais été un motif de préoccupation pour le Gouvernement d'Istanbul car c'est par nature et par vocation un peuple pacifique. Les problèmes ont commencé à se poser avec les Khazars qui n'appartenaient pas à la race sémitique et ont été convertis au judaïsme en Russie méridionale au VIII^e siècle.

27. Il est arrivé souvent à M. Baroodi de rappeler aux Palestiniens qu'ils devaient se garder de recourir au terrorisme comme le font les sionistes: les Palestiniens lui ont répondu que c'était le terrorisme qui avait permis à Israël de remporter ses victoires. Or, en réalité, il n'en est rien, car c'est avant tout à l'aide prêtée par les Etats-Unis d'Amérique qu'il faut imputer les victoires israéliennes.

28. Le représentant de l'Arabie Saoudite pense que les sionistes, à moins qu'ils ne modifient leur comportement, demeureront toujours un élément étranger au Moyen-Orient. S'ils veulent y être acceptés, il faut qu'ils changent de politique. S'ils ne le font pas, ils sont condamnés à disparaître, car il ne saurait y avoir pour eux aucun avenir dans cette région s'ils ne se font pas accepter par tous les peuples arabes, y compris le peuple palestinien. Alors que la pieuvre sioniste étend partout ses tentacules politiques et financières, les Israéliens voudraient se faire passer pour une minorité désemparée. Il faut espérer que l'avenir n'en fera pas une victime propitiatoire; mais si cela devait jamais se

produire, le représentant de l'Arabie Saoudite serait le premier à défendre leurs droits fondamentaux.

Jordanie, déclare qu'il n'a nullement l'intention de réécrire l'histoire mais qu'il l'accepte telle que, dans ses *Mémoires*, l'a écrite le roi de Jordanie.

29. M. DORON (Israël), exerçant son droit de réponse à propos de ce que vient de dire le représentant de la

La séance est levée à 12 h 15.

982^e séance

Vendredi 21 novembre 1975, à 15 h 25.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.982

POINT 54 DE L'ORDRE DU JOUR

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (*fin*) [A/10114, A/10115, A/10268, A/SPC/L.336 à 338] :

- a) Rapport du Commissaire général (A/10013 et Corr.1);
- b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (A/10334);
- c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine (A/10271);
- d) Rapport du Secrétaire général (A/10253)

EXAMEN DE PROJETS DE RESOLUTION (*fin*) [A/SPC/L.336 A 338]

1. Le PRESIDENT, après avoir annoncé que la Somalie s'est jointe aux auteurs du projet de résolution A/SPC/L.336 et que les Philippines, la Nouvelle-Zélande, le Soudan et l'Inde se sont portés coauteurs du projet de résolution A/SPC/L.337, déclare que, s'il n'y a pas d'objection, il suspendra la séance avant de mettre aux voix ces projets afin que les représentants désireux d'expliquer leur vote puissent s'inscrire sur la liste des orateurs.

La séance est suspendue à 15 h 30; elle est reprise à 15 h 35.

2. M. CRAIG (Irlande), expliquant son vote avant la mise aux voix, déclare que l'Irlande, comme les autres pays membres de la Communauté économique européenne (CEE), souhaite que l'on parvienne dans le Proche-Orient à un règlement juste et durable, qui reconnaîtrait les droits de toutes les parties. Dans une déclaration faite le 6 novembre 1973, les pays membres de la CEE, dont l'Irlande, ont énoncé les principes sur lesquels, à leur avis, devrait reposer ce règlement. Il s'agit, en particulier, du droit qu'ont tous les Etats de la région, y compris Israël, à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues et de la nécessité de faire en sorte que le peuple palestinien puisse donner une expression politique à son droit à l'identité nationale.

3. Comme l'a signalé le représentant de l'Italie dans sa déclaration du 18 novembre (979^e séance), les neuf pays membres de la CEE sont déterminés à continuer d'appuyer les activités de l'UNWRA. L'Irlande contribue à l'Office

depuis de nombreuses années dans la mesure de ses moyens et continuera à le faire.

4. Le projet de résolution A/SPC/L.336, dont la Commission est saisie, comporte deux éléments principaux. Le premier est la demande du retour des habitants déplacés dans leurs foyers et leurs camps dans les territoires occupés par Israël depuis 1967. Etant donné qu'un des principes fondamentaux énoncés dans la déclaration conjointe des pays membres de la CEE en 1973 est qu'Israël ait à cesser d'occuper les territoires qu'il détient depuis le conflit de 1967, il est évident que la délégation irlandaise est en faveur de ces paragraphes, qu'elle juge fondamentaux.

5. Le second élément figure au paragraphe 5 du projet de résolution, où les attaques militaires lancées par Israël contre les camps de réfugiés sont condamnées et Israël est invité à renoncer à de telles attaques. L'année précédente, dans le paragraphe correspondant de la résolution qu'elle a adoptée sur la même question [3331 D (XXIX)], l'Assemblée "déplorait" les attaques militaires d'Israël; l'Irlande a voté pour cette résolution. Le nouveau libellé est manifestement plus énergique que celui de l'année précédente; de plus, le projet de résolution A/SPC/L.336 va être mis aux voix alors que viennent d'avoir lieu à l'Assemblée générale plusieurs autres votes qui semblent s'inscrire dans le cadre d'une campagne injuste contre Israël. C'est pour ces raisons que la délégation irlandaise tient à expliquer sans ambiguïté son vote et les raisons qui l'inspirent. Elle rappelle qu'outre les attaques d'Israël mentionnées dans le projet de résolution d'autres attaques violentes ont été lancées, parfois au hasard, contre la population civile d'Israël, et que l'on a donné à entendre que certains groupes qui cherchent à faire valoir les droits des Palestiniens ont assumé la responsabilité de ces attaques; ces attaques auraient été lancées à partir de certains camps de réfugiés. La délégation irlandaise rejette catégoriquement ces méthodes violentes.

6. Toujours est-il que, dans le projet de résolution A/SPC/L.336, il est question des attaques d'Israël contre les camps de réfugiés. Dans leurs rapports, le Commissaire général (A/10013 et Corr.1) et le Secrétaire général (A/10253) indiquent qu'Israël a effectivement accepté la responsabilité de ces attaques. Bien que l'on ait dit qu'il s'agissait de représailles et que les attaques étaient justifiées à ce titre, la délégation irlandaise les désapprouve, indépendamment de son opinion sur le conflit du Proche-Orient. Etant donné

que les attaques ont continué malgré les demandes de l'Assemblée générale, la délégation irlandaise n'a d'autre choix que de voter pour le projet de résolution.

7. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution A/SPC/L.336.

Sur la demande du représentant du Koweït, il est procédé au vote enregistré par appel nominal.

L'appel commence par le Koweït, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Koweït, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Niger, Nigéria, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Algérie, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chine, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Yémen démocratique, Egypte, Ethiopie, Finlande, France, Gambie, République démocratique allemande, Grèce, Guinée, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya.

Votent contre : Souaziland, Etats-Unis d'Amérique, Israël.

S'abstiennent : Libéria, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Venezuela, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Colombie, Costa Rica, Danemark, République Dominicaine, Allemagne (République fédérale d'), Islande.

Par 84 voix contre 3 avec 18 abstentions, le projet de résolution est adopté.

8. U OHN SEIN (Birmanie), expliquant son vote, dit que la délégation birmane a voté pour le projet de résolution parce qu'elle partage la préoccupation de la communauté internationale face à la situation difficile des réfugiés palestiniens et appuie tous les efforts visant à soulager leurs souffrances en attendant que l'on parvienne à régler les problèmes politiques de cette région. La délégation birmane appuie les droits inaliénables du peuple palestinien en Palestine à l'autodétermination, sans ingérence extérieure, ainsi qu'à l'indépendance et à la souveraineté nationales. Toutefois, U Ohn Sein signale que sa délégation émet des réserves sur le paragraphe 5 du projet de résolution qui vient d'être adopté.

9. M. PETHERBRIDGE (Australie) dit que sa délégation s'est abstenue parce que, dans le passage concernant les attaques israéliennes contre les camps de réfugiés palestiniens, le projet de résolution ne présente qu'un aspect

d'une situation complexe où des attaques sont lancées de part et d'autre des frontières.

10. M. SERUP (Danemark) explique que sa délégation n'a pas pu voter pour le projet de résolution A/SPC/L.336 parce que condamner les attaques militaires lancées par Israël contre des camps de réfugiés, comme il est fait au paragraphe 5, revient à accentuer ce qui a été dit à ce sujet dans des résolutions antérieures. En outre, le projet de résolution ne faisant aucune mention des attaques de terroristes contre les installations ou les villes israéliennes, il n'est pas équilibré.

11. M. KAMOSHIDA (Japon) explique que la délégation japonaise a voté pour le projet de résolution. A propos du paragraphe 5, la délégation japonaise a écouté avec attention les explications données par le représentant d'Israël, mais elle ne peut accepter en aucune circonstance l'idée d'"attaque défensive". Le Gouvernement japonais est opposé à l'usage de la force dans les conflits internationaux sauf dans les cas expressément prévus à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies.

12. M. RUDOLPH (République fédérale d'Allemagne) rappelle qu'il est bien connu que la République fédérale d'Allemagne a une attitude positive à l'égard de l'UNWRA. C'est pourquoi elle s'est portée coauteur des projets de résolution A/SPC/L.334 et A/SPC/L.337 et a voté pour le projet de résolution A/SPC/L.335. Cependant, et bien qu'elle soit gravement préoccupée par la détresse des réfugiés palestiniens, elle n'a pu voter pour le projet de résolution A/SPC/L.336 essentiellement pour les mêmes raisons que celles qui, l'an passé, l'ont poussée à s'abstenir au moment du vote sur la résolution 3331 D (XXIX) de l'Assemblée générale. Dans le paragraphe 5 du projet de résolution qui vient d'être adopté, on retrouve une partialité que son libellé ne fait qu'aggraver.

13. M. BATTISCOMBE (Royaume-Uni) explique que sa délégation s'est abstenue lors du vote parce que, selon elle, la mention des attaques lancées par Israël contre des camps de réfugiés, qui est faite au paragraphe 5, manque d'impartialité et d'équilibre puisqu'on n'y parle que des actes de violence commis par l'une des parties, sans mentionner ceux de l'autre, qui sont pourtant à l'origine des incursions condamnées. Cela ne signifie pas que le Gouvernement britannique ne déplore pas les attaques israéliennes, tout comme il déplore tous les actes de violence commis au Moyen-Orient. Pour parvenir à la paix et à un règlement juste et véritable dans cette région, il est indispensable de mettre fin à ce cercle vicieux où la violence répond à la violence.

14. M. SHERER (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation a voté contre le projet de résolution qui vient d'être adopté parce que, au paragraphe 5, on traite avec partialité un des problèmes les plus complexes et les plus tragiques issus du conflit du Moyen-Orient, et parce qu'il n'y est fait aucune mention des actes de provocation. La délégation américaine estime que ce n'est pas en prononçant des jugements inégaux qu'on aidera à rompre l'enchaînement de réactions et contre-réactions qui a déjà causé tant de souffrances dans la région.

15. M. VRAALSEN (Norvège) explique que sa délégation approuve, dans l'ensemble, le projet de résolution A/SPC/L.336. La Norvège apprécie l'oeuvre importante réalisée par l'UNWRA et déplore les actes de violence commis de part et d'autre, qui rendent plus difficile l'accomplissement de cette oeuvre. Pourtant, elle s'est abstenue au moment du vote, car elle considère que le paragraphe 5, qui se limite à condamner Israël au lieu d'envisager le problème dans un contexte plus large et plus adéquat, ne présente qu'un côté du problème de la violence.

16. M. SCARANTINO (Italie) explique que sa délégation a voté pour le projet de résolution parce qu'il appuie le droit des réfugiés déplacés depuis la guerre de 1967 de rentrer dans leurs foyers. Cependant, elle émet des réserves sur le paragraphe 5 qui, selon elle, manque d'équilibre étant donné qu'il n'envisage qu'une partie de la situation. La délégation italienne souhaite faire remarquer que, si elle condamne les attaques militaires lancées par Israël contre des camps de réfugiés, son attitude est la même à l'égard de tout acte de violence et, par conséquent, des actes que des partisans commettent en territoire israélien contre des civils innocents. La délégation italienne ne pense pas que ce soit le moment de rappeler le problème général de la crise du Moyen-Orient; cependant, elle tient à réaffirmer que, pour parvenir à un règlement juste et durable et pour redonner au peuple palestinien ses droits, il est indispensable que toutes les parties mettent fin aux actes de violence.

17. M. DINKELSPIEL (Suède) dit que sa délégation, tout en compatissant à la détresse des réfugiés palestiniens et en reconnaissant leur droit de rentrer dans leurs foyers dans les territoires occupés à la suite des hostilités de 1967, s'est abstenue lors du vote à cause du climat dans lequel la Commission examine la question du Moyen-Orient. La délégation suédoise déplore tous les actes de violence, y compris évidemment ceux dont il est question au paragraphe 5 du projet de résolution A/SPC/L.336. Elle estime cependant que ce paragraphe, cette année, manque d'équilibre plus encore que le paragraphe analogue de la résolution adoptée par l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session [3331 D (XXIX)]. Il n'y est fait aucune mention des autres actes de violence et l'on y condamne seulement l'une des parties.

18. M. ESCOBAR (Colombie) dit que sa délégation réaffirme le droit du peuple palestinien à récupérer les territoires occupés par Israël en 1967 et qu'Israël doit rendre ces territoires et revenir à ses frontières reconnues. M. Escobar déplore la triste situation des réfugiés palestiniens à laquelle il faut mettre fin par une paix juste et durable au Moyen-Orient. Cependant, il s'est abstenu lors du vote en raison du climat qui s'est établi au cours de la discussion, des attaques injustes et violentes qui ont été lancées contre le peuple et la nation d'Israël et qui ne contribuent pas à créer les conditions propices à l'instauration de la paix, et en raison aussi du libellé du paragraphe 5 du projet de résolution, où l'on censure Israël unilatéralement tout en gardant le silence sur les actes de violence et de terrorisme dont a été victime la population israélienne, actes qui méritent tout autant d'être condamnés.

19. M. FITZ (Autriche) explique que la délégation autrichienne approuve une grande partie du projet de résolution A/SPC/L.336. Le Gouvernement autrichien déplore les

souffrances qu'endurent les réfugiés et il a aidé à les soulager à de nombreuses occasions. Conformément à sa politique humanitaire, l'Autriche appuie le droit des réfugiés palestiniens déplacés en 1967 à retourner dans leurs foyers et elle a demandé que l'on prenne des mesures à cet effet. En outre, le Gouvernement autrichien n'a cessé de déplorer tous les actes de violence, notamment lorsque les victimes en sont des innocents civils. Néanmoins, au paragraphe 5 du projet de résolution qui vient d'être adopté, on condamne l'une des parties sans songer que la violence engendre la violence et que ce sont toutes les parties qui devraient mettre fin à de tels actes. Par conséquent, la délégation autrichienne s'est abstenue pour bien marquer que le projet de résolution manque d'équilibre et ne contribue pas à créer l'atmosphère nécessaire pour résoudre le problème des réfugiés au Moyen-Orient.

20. M. MAGONGO (Souaziland) dit que sa délégation est en faveur de la négociation pacifique. Elle a voté contre le projet de résolution A/SPC/L.336, car elle estime qu'il est injuste de ne condamner qu'une des parties.

21. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution A/SPC/L.337 et dit qu'en l'absence d'objection il considérera que la Commission l'adopte à l'unanimité.

Le projet de résolution est adopté à l'unanimité.

22. Sir John RENNIE (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) remercie tous les membres qui ont fait l'éloge des activités de l'Office; il transmettra leurs louanges au personnel de l'Office, qui a travaillé dans des conditions de tension extrême. Il rappelle que la Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires à l'Office se réunira le 26 novembre et signale à l'attention de la Commission le paragraphe 5 de l'annexe à la lettre que le Secrétaire général a adressée à tous les gouvernements en ce qui concerne les besoins financiers de l'Office pour 1976. Dans ce paragraphe, le Secrétaire général signale les graves répercussions auxquelles il faudrait s'attendre si l'on n'arrivait pas à réunir assez de fonds pour faire face à ces besoins.

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects : rapport du Comité spécial des opérations du maintien de la paix (A/10366)

23. Le PRESIDENT propose de clore la liste des orateurs sur cette question à la fin de la séance suivante. Sauf objection, il considérera que la Commission approuve sa suggestion.

Il en est ainsi décidé.

DISCUSSION GENERALE

24. M. ALFARARGI (Egypte), parlant en qualité de Rapporteur du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, regrette avant tout, comme il est indiqué au

paragraphe 6 du rapport (A/10366), que l'on n'ait pu avancer davantage dans la mise au point des principes directeurs convenus pour les opérations de maintien de la paix. Ce n'est certes pas faute d'efforts, mais la formulation des principes directeurs convenus représente une tâche délicate vu le caractère fondamental des questions à résoudre. De ce fait, de graves divergences d'opinions ont surgi entre certains membres du Groupe de travail au sujet de problèmes politiques et institutionnels essentiels et il va falloir procéder à d'autres négociations.

25. Néanmoins, M. Alfarargi ne veut pas se montrer pessimiste et il est convaincu que de nombreux membres du

Comité spécial partagent son opinion et sont résolus à redoubler d'efforts pour parvenir à des résultats concrets. Comme il est indiqué au paragraphe 7 du rapport, les membres du Comité spécial pensent qu'il faut plus de temps et davantage d'esprit de compromis pour surmonter les divergences actuelles et parvenir à un accord. Dans le même paragraphe, le Comité spécial exprime l'avis qu'il faut porter une attention particulière à l'examen des questions particulières liées à l'exécution d'opérations de maintien de la paix, et introduit ainsi une nouvelle idée qui pourrait offrir un excellent point de départ pour la discussion.

La séance est levée à 16 h 15.

983^e séance

Mardi 25 novembre 1975, à 10 h 45.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.983

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects : rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (suite)

DISCUSSION GENERALE (suite)

1. M. WALDENSTRÖM (Suède) dit que l'Organisation des Nations Unies joue un rôle indispensable dans la défense et le renforcement de la paix et de la sécurité internationales et que ses opérations de maintien de la paix revêtent une importance unique. La participation de la Suède à ces opérations est donc un aspect essentiel de la politique générale qu'elle poursuit à l'Organisation des Nations Unies et elle n'a cessé de fournir à la fois du personnel et des fonds. Elle tient également une force de réserve à la disposition de l'Organisation et peut ainsi répondre à bref délai à toute demande. Plus de 35 000 Suédois ont servi sous le drapeau de l'Organisation au fil des années et, actuellement, plus de 1 100 hommes servent dans les rangs de la FUNU, de la FNUOD, de l'ONUST, de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre et du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan.

2. La délégation suédoise déplore que, selon le rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (A/10366), son groupe de travail n'ait pas pu cette année mettre au point des principes directeurs convenus pour les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, tout en reconnaissant qu'il faut à la fois davantage de temps et un plus grand esprit de conciliation pour éliminer les divergences existantes et aboutir à un accord définitif sur ces principes directeurs (*ibid.*, par. 7).

3. La délégation suédoise note avec une grande satisfaction que le Comité spécial estime que le Groupe de travail devrait se consacrer à l'examen de questions particulières

touchant l'exécution pratique des opérations de maintien de la paix. En tant que pays fournissant des troupes, la Suède juge essentiel que l'on tienne compte de l'expérience pratique acquise depuis la création de la FUNU et de la FNUOD, dont le soutien logistique et l'administration se sont révélés si complexes, en particulier les premiers temps.

4. Les forces de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies ne peuvent être constituées que si l'on dispose immédiatement de personnel spécialisé. Elles ne peuvent être composées, comme il est souhaitable, de troupes de nationalités diverses que si les effectifs nécessaires provenant de diverses parties du monde sont mis à la disposition de l'Organisation. En conséquence, la Suède pense qu'il faudrait faire une place plus grande à la formation et que le Groupe de travail pourrait s'attacher à cet aspect des opérations de maintien de la paix de l'Organisation. L'UNITAR a organisé en mai 1975 un exercice simulé et la délégation suédoise estime à ce propos qu'une étude des problèmes en cause ouvrirait la voie à des activités plus pratiques de formation. A cet égard, la Suède est prête à faire profiter le Groupe de travail de son expérience en ce qui concerne les opérations de maintien de la paix. Elle attend la suite des travaux du Comité spécial et de son groupe de travail et espère que l'étude spéciale sur les forces de réserve des pays nordiques pour les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies contribuera à leurs travaux.

5. Il faut d'autre part, pour mener à bien les opérations de maintien de la paix, que les Etats Membres soient prêts à y contribuer financièrement; le Gouvernement suédois continue à appuyer à ce propos le principe de la responsabilité financière collective. Il partage pleinement l'opinion exprimée par le Secrétaire général dans l'introduction à son rapport sur l'activité de l'Organisation¹, selon laquelle

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Supplément n° 1A*, sect. X.

l'appui financier nécessaire, en particulier pour les opérations qui s'étendent sur plusieurs années, peut poser un grave problème qu'il faut résoudre sous peine d'imposer, s'il n'est pas résolu, un fardeau excessif aux gouvernements qui fournissent les contingents. Les frais des opérations entreprises par la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre sont, dans certains cas, remboursés avec un retard de plusieurs années et, même dans le cas de la FUNU, l'Organisation des Nations Unies a parfois du mal, par suite des problèmes financiers, à respecter à temps ses obligations. On n'a toujours pas trouvé de solution équitable à propos de l'amortissement de l'équipement appartenant aux contingents.

6. Pour que les opérations de maintien de la paix continuent d'être efficaces, il est donc vital de trouver une solution au problème du remboursement de leurs frais aux Etats qui fournissent des troupes. La délégation suédoise prie le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'Organisation puisse disposer des ressources financières voulues afin de poursuivre ces opérations. Faute des ressources nécessaires, ces opérations seraient si onéreuses pour les petits pays qu'ils ne seraient pas en mesure d'y participer.

7. M. KARHILO (Finlande) dit que la délégation finlandaise est déçue, comme d'autres Etats Membres, qu'on n'ait pas encore mis au point de principes directeurs pour les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies. Pendant que les pourparlers sur la mise au point de principes directeurs pour les opérations futures de maintien de la paix étaient dans une impasse, l'Organisation des Nations Unies a dû créer d'urgence de nouvelles forces de maintien de la paix. Comme il n'existe aucune formule convenue applicable aux forces de maintien de la paix et autres services similaires, la communauté internationale n'est pas armée pour résoudre ce genre de situations. L'Organisation des Nations Unies a dû improviser au dernier moment afin de fournir les services requis par certains conflits. La délégation finlandaise partage pleinement l'avis que le Secrétaire général a exposé dans l'introduction à son rapport sur l'activité de l'Organisation¹, à propos des difficultés pratiques posées par le caractère spécial des opérations de maintien de la paix.

8. Le Gouvernement finlandais a toujours pris aux opérations de maintien de la paix de l'Organisation un vif intérêt, qui s'est traduit dans les faits, et, conformément à sa politique de neutralité, s'est efforcé d'aider l'Organisation des Nations Unies à jouer son rôle de premier instrument du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il a contribué à toutes les activités de maintien de la paix de l'Organisation, soit financièrement, soit en mettant du personnel militaire à la disposition du Secrétaire général, soit des deux manières à la fois. De plus, en 1968, le Gouvernement finlandais est convenu avec les Gouvernements danois, norvégien et suédois de créer un contingent de réserve et de prendre d'autres dispositions pour pouvoir répondre promptement et efficacement à toute demande de l'Organisation des Nations Unies chaque fois qu'une opération de maintien de la paix serait décidée. Ces dispositions ont permis au Gouvernement finlandais d'agir immédiatement lorsque le Secrétaire général a demandé des troupes. Jusqu'ici, 12 000 Finlandais environ ont servi dans les forces de maintien de la paix de l'Organisation. Mille cent

vingt-sept hommes servent actuellement dans les rangs de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, de la FUNU, de l'ONUST et du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan.

9. La Finlande n'a pas participé aux discussions portant sur le principe des opérations de maintien de la paix et a opté pour une attitude pragmatique qui l'a amenée à se concentrer sur les opérations décidées par le Conseil de sécurité. La délégation finlandaise estime qu'en mettant au point des principes directeurs convenus pour les opérations futures il faudra tenir particulièrement compte de l'expérience pratique acquise depuis la création de la FUNU et de la FNUOD. Cette expérience a montré entre autres qu'il importe au plus haut point qu'on dispose immédiatement des contingents nationaux nécessaires et que les dispositions voulues soient prises pour l'organisation, la formation et l'utilisation des forces de maintien de la paix.

10. Le principe d'une large représentation géographique est essentiel pour l'équilibre politique des opérations de maintien de la paix; il y a d'ailleurs eu un certain progrès dans ce sens au cours des dernières années. Il faudrait aussi s'efforcer de donner aux observateurs et contingents éventuels dans toutes les régions géographiques la possibilité d'acquérir une formation dans le domaine du maintien de la paix. La délégation finlandaise appuie l'idée de faire jouer à l'Organisation des Nations Unies un rôle spécial consistant à faciliter et à coordonner les efforts entrepris dans les pays participants éventuels en matière de formation.

11. La Finlande estime que la création et le fonctionnement des forces de l'Organisation des Nations Unies sont une affaire collective. Le Gouvernement finlandais a toujours été d'avis que le principe de la responsabilité collective devait s'appliquer au financement des opérations de maintien de la paix et il se déclare favorable à la méthode qui consiste à financer les activités de la FUNU par prélèvement sur le budget, conformément à ce qu'ont décidé le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale. Il a toujours estimé que les dépenses de la Force devraient être réparties entre les Etats Membres de façon juste et équitable de même, en principe, que toutes les autres dépenses de l'Organisation des Nations Unies.

12. Le financement des opérations de maintien de la paix est étroitement lié au principe fondamental du remboursement des dépenses engagées par les pays qui fournissent des troupes. Les consultations qui ont eu lieu sur la question du remboursement ont produit des résultats qui semblent, de manière générale, acceptables pour les Etats Membres, y compris pour les pays qui fournissent des troupes. L'application des principes de non-discrimination et d'égalité de traitement pour les remboursements soulèvera indubitablement des difficultés pour plusieurs pays, y compris la Finlande, mais la délégation finlandaise pense que tous les Membres appuient l'idée de l'égalité. La Finlande note à ce propos qu'il y a dans certains cas du retard dans le remboursement aux pays fournisseurs de troupes des dépenses qu'ils ont engagées. La somme due à la Finlande par l'Organisation des Nations Unies s'élève à 15,5 millions de dollars; il est évident qu'à long terme cet état de choses ne peut qu'avoir de graves répercussions sur la

possibilité pour tout petit pays de participer aux opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies.

13. Les difficultés financières sont telles actuellement qu'elles compromettent le principe politique sur lequel repose la FUNU, selon lequel les troupes doivent être choisies sur la base d'une répartition géographique équitable. Il faut donc s'efforcer résolument de renforcer l'attitude positive en faveur des opérations de maintien de la paix dans tous les pays, y compris dans les petits Etats. C'est pourquoi la délégation finlandaise appuie pleinement les efforts déployés par le Secrétaire général pour renforcer la base politique et financière des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies.

14. Le rôle des petits pays dans le maintien de la paix internationale et dans les opérations de maintien de la paix de l'Organisation, pour modeste qu'il soit, est néanmoins indispensable. La délégation finlandaise est convaincue qu'ils sont prêts à faire ce qu'ils doivent et qu'il est bon, dans l'intérêt commun, d'entretenir et même de renforcer ces bonnes dispositions et de ne pas créer des conditions telles que la part des petits pays et le fardeau qu'ils supportent deviennent matériellement et, par conséquent, politiquement intolérables. La délégation finlandaise espère donc que les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies pourront reposer sur une base financière solide et sûre.

15. La délégation finlandaise qui appuie le renouvellement du mandat du Comité spécial pour une nouvelle année tient à lui demander instamment de ne rien épargner pour progresser sensiblement dans la voie d'un accord. Elle tient aussi à souligner qu'il faut s'efforcer sérieusement de faciliter la tâche du Comité spécial de façon à éliminer ou au moins atténuer les difficultés existantes. La nécessité de parvenir à un accord sur les principes directeurs en ce qui concerne les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, y compris leur financement, suppose à la base la volonté politique de tous les Etats Membres d'appuyer collectivement ces opérations qui visent à maintenir la paix et la sécurité internationales.

16. M. VALDERRAMA (Philippines) dit que, de l'avis de sa délégation, la Commission politique spéciale doit faire siennes les conclusions exposées dans le rapport objectif et clair du Groupe de travail du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (A/10366, annexe). Il faut bien reconnaître que, s'il est si difficile de mettre au point des principes directeurs convenus pour les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, c'est que les questions dont le Groupe de travail est saisi sont essentielles. La délégation philippine ne croit pas qu'il faille se laisser décourager par les divergences importantes sur les problèmes politiques et institutionnels fondamentaux qui se sont manifestées au sein du Groupe de travail; elle demeure convaincue que ces divergences ne sont pas insurmontables et qu'elles pourront être réglées avec le temps et en faisant preuve d'un plus grand esprit de conciliation. Elle appuie donc la conclusion selon laquelle il faut poursuivre les efforts afin de présenter à l'Assemblée générale des principes directeurs convenus pour les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, en tenant dûment compte des conditions qui pourraient permettre de nouveaux progrès. Elle fait également siennes la recom-

mandation du Comité spécial, contenue dans le paragraphe 7 de son rapport, selon laquelle le Groupe de travail devrait aussi s'attacher à examiner des questions spécifiques touchant l'exécution pratique des opérations de maintien de la paix.

17. La délégation philippine tient à réaffirmer que son gouvernement continuera à appuyer les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies et à exprimer l'espoir que le Comité spécial et son groupe de travail auront bientôt terminé l'élaboration de principes directeurs convenus, pratiques, financièrement équitables et efficaces et répondant à l'évolution du monde contemporain et aux besoins des 143 Etats Membres souverains de l'Organisation des Nations Unies.

18. La délégation philippine prie instamment la Commission politique spéciale de faire siennes les recommandations et conclusions du Groupe de travail et de recommander que le mandat du Comité spécial soit renouvelé.

19. Elle tient à souligner les suggestions qui ont été faites au sein du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies — qui a pour mandat de réviser la Charte et de renforcer le rôle que joue l'Organisation dans la promotion de la paix et de la sécurité internationales et dans le développement de la coopération dans les relations entre les Etats — tendant à ce que le Comité spécial des opérations de maintien de la paix lui soumette ses rapports pour examen. Il serait peut-être bon que le Comité spécial et le Comité *ad hoc* restent en liaison de façon à coordonner les propositions et les suggestions concernant le maintien de la paix et le renforcement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en général.

20. M. MITCHELL (Etats-Unis d'Amérique) ne peut que déplorer que, malgré tous ses efforts, le Comité spécial des opérations de maintien de la paix n'ait pas abouti à un accord et qu'en fait des divergences de principe fondamentales sur les questions clefs des opérations de maintien de la paix se soient manifestées. Néanmoins, l'attitude positive et les suggestions des membres du Comité spécial et l'esprit de compromis dont ils ont fait preuve sont des éléments encourageants du débat.

21. Le Gouvernement des Etats-Unis est satisfait des mesures fructueuses qu'a prises le Conseil de sécurité en matière d'opérations de maintien de la paix et il estime que le Conseil a prouvé qu'il pouvait assurer l'entretien et le fonctionnement des forces de maintien de la paix dans les situations les plus délicates. Il s'est particulièrement félicité que le mandat de la FUNU ait été prolongé d'une année [résolution 378 (1975) du Conseil de sécurité], ce qui permettra de rationaliser le fonctionnement de la Force.

22. Le Gouvernement des Etats-Unis persiste à croire que la fonction de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies est extrêmement importante pour empêcher le déclenchement d'hostilités et pour permettre le règlement pacifique des différends. Sur la base de l'expérience qu'a acquise l'Organisation des Nations Unies en ce qui regarde la création et le bon fonctionnement des forces de maintien de la paix dans diverses régions critiques du monde, le Gouvernement des Etats-Unis est convaincu qu'il faut conserver une grande souplesse pour permettre au

Conseil de sécurité, au Secrétaire général et au Commandant des forces de maintien de la paix de faire face à la situation unique que constitue chaque cas. Il persiste donc à croire que les principes directeurs doivent avoir un caractère général. Ces principes directeurs devraient avoir notamment pour but de définir, en termes généraux mais précis, le partage des responsabilités entre les principaux organes des Nations Unies intéressés. S'il appartient essentiellement au Conseil de sécurité d'autoriser les opérations de maintien de la paix et de préciser l'orientation générale de toutes les forces de maintien de la paix, il faudrait néanmoins laisser au Secrétaire général l'autorité et la latitude nécessaires pour veiller à leur bon fonctionnement. Le Conseil de sécurité peut préserver sa compétence générale et permanente en demandant des rapports réguliers au Secrétaire général, en examinant périodiquement les activités des forces de maintien de la paix et, s'il le juge nécessaire, en créant un comité consultatif.

23. Etant donné la réussite pratique des diverses forces de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, il n'y a pas lieu à long terme d'être indûment découragé parce que l'on n'est pas parvenu à s'entendre sur des principes directeurs généralisés. L'expérience du Comité spécial et de son groupe de travail au cours de l'année écoulée ont indiqué qu'il fallait réfléchir encore à la façon la meilleure d'envisager le problème. Le Comité spécial souhaitera peut-être même envisager, pour mener sa tâche à bien, de suspendre momentanément l'élaboration des principes directeurs de façon à prendre le temps de considérer les méthodes possibles. En tout état de cause, le Gouvernement des Etats-Unis ne peut que déclarer en conclusion que la période actuelle se prête à la réflexion, convaincu qu'il est que les opérations de maintien de la paix demeurent l'une des contributions essentielles de l'Organisation des Nations Unies au règlement des différends et à la promotion de la paix dans le monde.

24. M. CABRAL DE MELO (Brésil) déclare que la lecture du rapport du Comité spécial n'est guère encourageante, particulièrement pour les délégations qui, comme la délégation brésilienne, affirment depuis de nombreuses années qu'il est nécessaire d'élaborer un ensemble agréé de règles régissant l'exécution des opérations de maintien de la paix dans le contexte d'une révision de la Charte des Nations Unies. Le Ministre des relations extérieures du Brésil a déjà souligné à l'Assemblée générale la nécessité de coordonner les efforts du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et ceux du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (2355^e séance plénière). La délégation brésilienne pense qu'au moment d'effectuer les travaux d'élaboration d'un ensemble de principes directeurs pour les opérations de maintien de la paix il conviendrait de ne pas perdre de vue les travaux d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies concernant également d'autres domaines, en vue d'accroître l'efficacité de l'Organisation dans la réalisation de ses objectifs.

25. Malheureusement, la situation politique n'a pas été particulièrement favorable à cet égard. Dans son rapport, le Comité spécial signale et explique certains des obstacles auxquels il s'est heurté. Il s'agit de questions fondamentales qui ont fait surgir de graves désaccords entre certains membres du Groupe de travail au sujet de problèmes politiques et institutionnels, désaccords qui ne peuvent être

réglés sans procéder à d'autres négociations approfondies. Aussi le problème essentiel est-il l'existence de conceptions divergentes en matière constitutionnelle. Bien que la délégation brésilienne reconnaisse les difficultés qui peuvent naître de ces questions, elle pense néanmoins que le Comité spécial devrait persévérer dans sa tâche et qu'il serait possible de ramener le différend à quelques éléments de base.

26. La délégation brésilienne pense aussi que l'achèvement de l'élaboration de principes directeurs ne met pas nécessairement un terme à l'utilité du Comité spécial ni à son mandat. Il existe d'autres domaines où l'on peut explorer des possibilités d'accord, tel par exemple l'examen de questions particulières liées à l'exécution concrète d'opérations de maintien de la paix. Une des questions dont l'importance est capitale est, bien entendu, celle de la planification et de la préparation à toute éventualité des Etats Membres qui, comme les pays nordiques par exemple, sont prêts à collaborer à l'avenir à des opérations de maintien de la paix.

27. M. CRAIG (Irlande) déclare que l'intérêt que porte sa délégation aux opérations de maintien de la paix de l'ONU et à la recherche des moyens de les asseoir sur une base permanente plus satisfaisante est fondé à la fois sur l'appui que le Gouvernement irlandais donne à la notion de maintien de la paix par l'ONU et sur sa participation aux diverses forces de maintien de la paix. C'est cet intérêt qui a incité l'Irlande à faire ses propositions du milieu de la décennie des années 60, tendant à placer le financement des opérations de maintien de la paix sur une base permanente plus rationnelle, et à participer à la composition de la plupart des forces créées depuis l'admission de l'Irlande à l'Organisation. Le Gouvernement irlandais regrette d'avoir dû, pour des raisons de politique intérieure, retirer son contingent de la FUNU en mai 1974, mais il n'en considère pas moins qu'il a vis-à-vis de la Force un engagement permanent. Des officiers irlandais sont toujours au service de l'Organisation des Nations Unies au Moyen-Orient et à Chypre.

28. La délégation irlandaise a noté avec un intérêt particulier les observations du Secrétaire général qui figurent dans l'introduction à son dernier rapport sur l'activité de l'Organisation¹, où, tout en faisant ressortir les limitations découlant du caractère *ad hoc* dont avait été empreinte jusqu'à présent la conduite des opérations de maintien de la paix, il a fait observer qu'elles s'étaient néanmoins révélées extrêmement utiles dans certaines situations de conflits. Le Secrétaire général a également appelé l'attention sur les difficultés logistiques et administratives des opérations, surtout au début lorsqu'on ne dispose pas de corps permanents de maintien de la paix, ainsi que sur le problème d'assurer l'appui financier nécessaire lorsque les opérations se poursuivent pendant plusieurs années.

29. La délégation irlandaise a accueilli favorablement la décision de 1973 [résolution 340 (1973) du Conseil de sécurité] tendant à créer une force d'urgence des Nations Unies au Moyen-Orient, fondée sur la responsabilité collective de tous les Etats Membres. La délégation irlandaise espérait alors que cette décision donnerait une impulsion aux efforts déployés dans le cadre du système des Nations Unies en vue d'élaborer des principes di-

recteurs permanents pour ce qui était d'entreprendre de conduire une opération de maintien de la paix lorsque les circonstances l'exigeaient, et elle espère toujours que d'autres forces pourront être établies sur une base analogue, en particulier la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. Les opérations du Moyen-Orient et de Chypre ont fourni l'expérience pratique qui peut servir à formuler des conclusions de caractère plus général. La délégation irlandaise ne peut donc admettre qu'il serait possible à l'heure actuelle de mettre un terme aux efforts visant à parvenir à un accord sur des mesures plus permanentes en matière de maintien de la paix ou de suspendre ces efforts. La délégation irlandaise regrette vivement que le Comité spécial n'ait pu avancer ses travaux, eu égard en particulier à l'optimisme mesuré qu'autorisait le rapport de l'an dernier². Cette déception n'implique aucune critique à l'égard des membres du Comité spécial ou du Groupe de travail, qui ne devraient pas se laisser gagner par le découragement. Le caractère discret des activités du Comité spécial et des débats au sein de la Commission politique spéciale ne devrait pas donner à penser que les problèmes disparaîtront si on les ignore. Certes, la constitution de la FUNU sur sa base actuelle est loin de permettre de surmonter les difficultés financières de l'Organisation des Nations Unies, mais elle a quelque peu apaisé les craintes que l'on avait de voir les opérations futures de maintien de la paix compromettre irrémédiablement les finances de l'Organisation. Il n'est donc pas déraisonnable de revoir les objectifs immédiats du Comité spécial, les méthodes qu'il emploie pour les atteindre et même sa composition. Il conviendrait d'identifier les domaines de son vaste mandat où il serait possible de réaliser de nets progrès. Ces domaines pourraient n'être que marginaux par rapport au sujet de préoccupation central, mais ils devraient aider à rétablir le moral du Comité spécial et à lui permettre de s'attaquer aux questions fondamentales avec une énergie renouvelée. La délégation irlandaise fait donc sienne la proposition tendant à ce que le Groupe de travail, s'inspirant de l'expérience acquise au cours des opérations actuelles, se penche sur des questions particulières liées à l'exécution d'opérations de maintien de la paix, en particulier à l'entraînement en vue de ces opérations, laissant au Comité spécial lui-même le soin de continuer de s'employer à l'élaboration de principes directeurs convenus.

30. M. PAWLAK (Pologne) déclare que, compte tenu de la détente internationale et du rôle croissant de l'Organisation des Nations Unies, il faut trouver des moyens efficaces d'assurer le règlement pacifique des conflits. En tant que Membre actif de l'Organisation des Nations Unies, la Pologne a toujours porté une grande attention aux questions qui concernent la paix dans le cadre de la communauté internationale et elle est membre du Comité spécial depuis sa création. Aux termes de la Charte des Nations Unies, l'Assemblée générale peut traiter des questions qui concernent la paix et la sécurité internationales, mais seul le Conseil de sécurité peut autoriser l'adoption de mesures appropriées. Il est donc évident que toutes les décisions qui concernent les opérations de maintien de la paix devraient relever de la compétence exclusive du Conseil, dont on a abondamment reconnu le rôle dans ce domaine. La création de la FUNU et de la FNUOD a représenté une étape

cruciale dans la conduite des opérations de maintien de la paix parce que l'on a ainsi reconnu non seulement le rôle du Conseil de sécurité mais également le principe de la responsabilité collective, et appliqué le principe d'une représentation géographique équitable. Par sa participation à la FUNU et à la FNUOD, la Pologne a manifesté son appui énergique aux dispositions de la Charte et son désir de contribuer à la préservation de la paix et de la sécurité internationales conformément à la tendance générale de sa politique extérieure et de celle de la communauté socialiste. Grâce à cette participation, la Pologne a acquis une expérience considérable de la pratique des opérations de maintien de la paix. Bien que les forces de l'ONU protègent la paix au Moyen-Orient, elles ne devraient pas y assurer une présence permanente et servir de prétexte pour prolonger la situation actuelle. Il faut trouver une solution d'ensemble fondée sur les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies; il ne peut y avoir de paix permanente dans cette région tant qu'Israël n'aura pas retiré ses forces de tous les territoires arabes et tant que les droits du peuple arabe palestinien, y compris le droit à son propre Etat, ne seront pas reconnus. Les forces des Nations Unies au Moyen-Orient ne peuvent jouer pleinement leur rôle que si toutes les unités disposent de la liberté de mouvement sans aucune discrimination. Le refus qu'Israël oppose à l'octroi de cette liberté de mouvement aux contingents de la FUNU et de la FNUOD dont les pays d'origine n'entretiennent pas de relations diplomatiques avec Israël est un obstacle sérieux à l'accomplissement efficace de leur mission.

31. La délégation polonaise regrette que le Comité spécial et son groupe de travail ne se soient pas acquittés du mandat qui leur avait été confié aux termes de la résolution 3239 (XXIX) de l'Assemblée générale. M. Pawlak adresse un appel à tous les membres du Groupe de travail pour leur demander de faire preuve de modération et d'imagination politique en vue de parvenir à une entente fondée sur l'objectif commun, compte tenu particulièrement du fait qu'il existe toujours des zones de conflit dans plusieurs régions du monde. La délégation polonaise pense, comme le Comité spécial, qu'il faut plus de temps et davantage d'esprit de compromis pour surmonter les divergences actuelles, mais il ne faut pas prolonger inutilement ce délai. Il serait ironique que le Comité spécial s'engage dans des discussions stériles alors que les dernières opérations de maintien de la paix au Moyen-Orient sont si efficaces. L'impasse où se trouve le Comité spécial est surtout due au fait que certaines délégations suivent des raisonnements périmés, et éprouvent des difficultés à s'adapter à la rapidité du changement qui caractérise les réalités de la vie internationale.

32. M. LANGSLET (Norvège) déclare que le Gouvernement norvégien est fermement convaincu que le mécanisme du maintien de la paix de l'ONU peut jouer un rôle exceptionnel pour le renforcement de la paix et de la sécurité internationales. La Norvège a donc participé aux opérations de maintien de la paix, a créé des forces tenues prêtes en permanence, a apporté des contributions financières volontaires aux opérations de maintien de la paix et continuera d'appuyer tous les efforts visant à renforcer à l'avenir le mécanisme de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies. La délégation norvégienne regrette que le Comité spécial n'ait pu avancer davantage ses travaux

² *Ibid.*, vingt-neuvième session, Annexes, point 39 de l'ordre du jour, document A/9827.

malgré les nets progrès dont rend compte le huitième rapport du Groupe de travail³, mais elle pense que ce n'est pas une raison pour s'opposer à ce que le Comité spécial continue ses travaux. La délégation norvégienne appuie la proposition du Groupe de travail mentionnée au paragraphe 7 de son neuvième rapport (A/10366, annexe), tendant à ce que ce groupe se penche sur des questions particulières liées à l'exécution d'opérations de maintien de la paix. Il ne faut rien négliger pour que ces opérations deviennent plus efficaces et pour stimuler l'intérêt de tous les Etats Membres afin qu'ils prennent conscience de l'importance de ces opérations pour le maintien de la paix et de la sécurité.

33. La délégation norvégienne tient également à souligner l'importance de l'entraînement et de la préparation, de manière que le personnel envoyé le cas échéant par les puissances contributantes se trouve dans les meilleures conditions possibles pour s'acquitter de sa mission et de ses responsabilités. L'une des conditions de l'efficacité de ces opérations est le maintien de forces qui, d'une manière ou d'une autre, sont tenues prêtes en permanence.

34. Compte tenu de la nécessité d'éviter à l'avenir les problèmes financiers créés par les opérations de maintien de la paix précédentes, le Comité spécial devrait se pencher sur les aspects financiers de la question. Le Gouvernement norvégien maintient sa position sur le principe de la responsabilité financière collective.

35. M. McGHIE (Nouvelle-Zélande) déclare que sa délégation regrette elle aussi vivement que le Comité spécial n'ait pu avancer davantage au cours de l'année écoulée, malgré l'optimisme exprimé à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale. Depuis le début des années 50, l'Organisation des Nations Unies est aux prises avec le problème de savoir comment obtenir les fonds nécessaires pour financer ses opérations de maintien de la paix et comment mener ces opérations. Le problème est essentiellement un problème politique, traduisant les diverses attitudes des Etats Membres envers l'Organisation des Nations Unies et envers ce qu'ils estiment être son rôle légitime. La question à l'examen n'est pas seulement de savoir si l'Assemblée générale peut obliger tous les Etats Membres à contribuer aux dépenses des opérations de maintien de la paix mais, ce qui est plus important, de savoir s'il lui appartient d'engager et de mener de telles opérations ou si ces fonctions devraient être la prérogative du Conseil de sécurité.

36. Bien qu'elle ne soit pas membre du Comité spécial, la Nouvelle-Zélande a toujours porté un très vif intérêt aux activités de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies. Outre le fait qu'elle a fourni des troupes pour l'action coercitive des Nations Unies en Corée, elle a détaché des observateurs militaires auprès de l'ONUST et auprès du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan depuis de nombreuses années; elle fournit également des agents de police civile à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre depuis trois ans et elle a apporté des contributions financières aux opérations de maintien de la paix au Congo, au Moyen-Orient et à Chypre. Donnant une preuve de l'intérêt soutenu de la Nouvelle-Zélande, le Ministre de la

défense a annoncé en 1974 que son pays commencerait à donner une formation à toutes les branches des forces armées dans le cadre d'une politique générale du gouvernement visant à rendre son appareil militaire disponible pour entreprendre des missions de maintien de la paix. Cette formation a commencé au début de la période de 12 mois de 1975/76 consacrée à la formation et elle est complétée par des cours de perfectionnement à divers niveaux.

37. Même si l'on tient compte de la longue expérience de l'Organisation dans le domaine des opérations de maintien de la paix, il importe que les règles et principes nés de cette expérience soient présentés dans un ensemble systématique de principes directeurs clairs et efficaces pour permettre à l'Organisation des Nations Unies d'intervenir rapidement dans des situations qui appellent des mesures d'urgence. Bien que le Comité spécial ne puisse pas encore signaler de progrès, la délégation néo-zélandaise estime qu'en raison de la très grande importance que la Charte attache au maintien de la paix le mandat de ce comité devrait être renouvelé dans l'espoir qu'une nouvelle période d'étude permettra de parvenir à l'accord recherché.

38. M. MARTINEZ (Venezuela) déclare que les opérations de maintien de la paix sont capitales pour l'accomplissement de l'une des tâches fondamentales de l'Organisation des Nations Unies, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité internationales, et la délégation vénézuélienne appuie donc pleinement ces opérations. Le Venezuela attache une très grande importance aux travaux du Comité spécial et du Groupe de travail et partage l'optimisme du Rapporteur du Comité spécial en ce qui concerne l'avenir. Il est regrettable que, malgré les efforts de plusieurs membres du Groupe de travail, il n'ait pas été possible de parvenir à un accord du fait des divergences fondamentales qui ont surgi entre certains membres. Néanmoins, la délégation vénézuélienne fait sienne l'opinion exprimée au paragraphe 7 du rapport du Comité spécial tendant à ce que le mandat du Groupe de travail soit prolongé en raison du fait qu'il faut plus de temps et davantage d'esprit de compromis pour surmonter les divergences actuelles.

39. L'expérience acquise au cours des opérations de maintien de la paix de l'ONU au cours des dernières années laisse espérer qu'il sera possible au Comité spécial de mener à bien sa tâche à l'avenir. Il est donc essentiel qu'il persévère dans ses travaux et que le Groupe de travail se penche sur des questions particulières liées à l'exécution d'opérations de maintien de la paix. La délégation vénézuélienne a la certitude que la Commission politique spéciale adoptera, comme elle l'a fait les années précédentes, un projet de résolution demandant au Comité spécial de renouveler ses efforts en vue de parvenir à un accord sur cette importante question.

40. M. GREGORIADES (Grèce) déclare que la paix étant le but recherché par l'ONU, les moyens concrets d'y parvenir, et en particulier les principes directeurs régissant les opérations de maintien de la paix, sont au coeur même de la mission de l'Organisation. Comme l'a déclaré devant l'Assemblée générale le Ministre des affaires étrangères de la Grèce (2362^e séance plénière), l'Organisation des Nations Unies a joué un rôle positif pour la prévention des conflits armés, particulièrement en localisant les foyers d'affrontement et en séparant les antagonistes. La Grèce attache une

³ *Ibid.*, annexe.

importance spéciale au raffermissement de ce rôle. C'est à juste titre que le Secrétaire général porte une attention particulière au fonctionnement des forces de maintien de la paix, domaine où il peut compter sur la pleine coopération de la Grèce. La délégation grecque appuie sans réserve les observations sur ces opérations contenues dans les sections XI et XII de l'introduction au rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation¹. Etant donné que les opérations de maintien de la paix jouent un rôle important pour ce qui est de maintenir le calme dans les régions où elles se déroulent et de créer un climat favorable aux négociations, il conviendrait de leur attribuer un rôle plus important. Certains principes sont indispensables pour la réussite de ces opérations. Il faudrait que les forces des Nations Unies soient suffisamment solides et efficaces, que toute attaque et toute pression sur elles par des forces militaires nationales soient interdites, qu'un système de sanctions internationales soit prévu en vue de mettre cette politique en application et que les forces ne rencontrent aucune entrave dans l'exécution de la mission qui leur serait confiée par le Conseil de sécurité. Pour préserver leur caractère représentatif, les forces de maintien de la paix de l'ONU devraient être formées de contingents qui représentent la communauté internationale d'une manière aussi large et aussi équitable que possible et elles devraient être financées par tous les Etats Membres, car le maintien de la paix est une responsabilité commune.

41. M. Gregoriades tient à exprimer de nouveau la vive satisfaction du Gouvernement grec pour le sens du devoir et des responsabilités dont la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre fait preuve en s'acquittant de son importante mission dans des conditions difficiles et souvent dangereuses.

42. M. DE PRAT GAY (Argentine) souligne l'importance que sa délégation attache aux opérations de maintien de la paix, qui constituent selon elle un élément essentiel des activités de l'Organisation des Nations Unies. La délégation argentine est donc préoccupée par le fait que ni le Groupe de travail ni le Comité spécial n'aient pu satisfaire à la demande que leur avait faite l'Assemblée générale dans ses résolutions 3091 (XXVIII) et 3239 (XXIX) de renouveler leurs efforts en vue de mettre au point des principes directeurs convenus touchant l'exécution de ces opérations. L'Organisation des Nations Unies se trouve dans une situation paradoxale puisque ses forces d'urgence jouent un rôle très important et très efficace dans un certain nombre de régions, alors que le Comité spécial demeure incapable de parvenir à un accord sur la méthode à employer pour donner aux activités de maintien de la paix une base plus ferme.

43. Si l'on compare les deux derniers rapports du Groupe de travail, on s'aperçoit immédiatement que l'élan pris en 1974 est malheureusement retombé et que les progrès accomplis cette année-là ont peut-être même été annulés en 1975. Aucun progrès n'a été fait concernant les propositions avancées. M. de Prat Gay fait remarquer à cet égard que les quatre pays non alignés membres du Groupe de travail — l'Argentine, l'Egypte, l'Inde et le Nigéria — ont soumis un document relatif à la création d'un organe subsidiaire du Conseil de sécurité, conformément à l'Article 29 de la Charte, dans l'espoir qu'il serait ainsi possible de parvenir à un accord. Malheureusement, il n'en a rien été.

44. Il est encourageant de noter que le Groupe de travail a constaté que l'absence de progrès était due à de "graves divergences" entre certains membres et que, tout en préconisant un plus grand esprit de compromis entre ses membres, il a reconnu qu'il lui fallait tenir compte des réalités s'il voulait progresser dans sa tâche difficile. La délégation argentine voudrait souligner à cet égard la responsabilité particulière des Membres de l'Organisation des Nations Unies qui se sont arrogé le droit de veto. La détente devrait devenir une réalité au sein de l'ONU. Le temps est venu pour les grandes puissances de reconnaître que, pour une grande majorité de ses Membres, l'Organisation des Nations Unies est l'organe le mieux approprié pour l'établissement d'un système souple et efficace lui permettant de s'acquitter de ses obligations en matière de maintien de la paix lorsque le besoin s'en fait sentir.

45. C'est aux gouvernements qui participent actuellement à ces opérations qu'il conviendrait de demander des avis et des suggestions concernant la conduite des opérations de maintien de la paix.

46. Il est parfaitement juste de dire que le Groupe de travail devrait aussi se pencher sur des questions particulières liées à l'exécution d'opérations de maintien de la paix. De cette façon, il permettrait d'améliorer encore les activités de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies et d'agir avec la rapidité voulue dans ce domaine.

47. Il conviendrait aussi d'accorder une attention particulière à la préparation des contingents, et en particulier à la formation du personnel aux opérations de maintien de la paix. Le principe d'une large représentation géographique devrait toujours être appliqué à la composition des forces de maintien de la paix, comme le Secrétaire général l'a reconnu dans l'introduction à son rapport sur l'activité de l'Organisation¹.

48. La délégation argentine approuve la suggestion faite par la délégation canadienne, selon laquelle le Comité spécial et son groupe de travail devraient organiser leurs travaux d'une manière plus rationnelle. Il faudrait aussi envisager les moyens de permettre aux pays particulièrement intéressés de participer plus directement aux délibérations du Groupe de travail, lequel devrait faire plus fréquemment rapport au Comité spécial. Un tel arrangement serait d'autant plus utile que les pays en développement, qui représentent les deux tiers des membres de l'Assemblée générale, ne constituent qu'une minorité sur les treize membres que compte le Groupe de travail, dont deux sont des superpuissances.

49. M. ROSU (Roumanie) déclare que sa délégation attache une grande importance au renforcement de la capacité de l'Organisation des Nations Unies à réaliser les objectifs fondamentaux de la Charte, à savoir l'élimination des sources de conflits et de tension et le maintien de la paix et de la sécurité internationales. A cet égard, la délégation roumaine a récemment soumis à la Sixième Commission un certain nombre de propositions pour l'amélioration et la démocratisation de l'activité de l'Organisation des Nations Unies et pour le raffermissement de son rôle dans la réalisation de la collaboration entre tous les Etats sans distinction de système social, d'un monde

meilleur, plus juste et d'une paix durable⁴. Comme on le souligne dans ce document, le Gouvernement roumain attache une importance capitale aux opérations de maintien de la paix en tant que moyen efficace d'assurer la paix et la sécurité internationales. Les dispositions de la Charte relatives à ces activités n'ont cependant pas été, jusqu'ici, traduites en règles et principes clairs régissant leur mise en oeuvre efficace. Chaque fois que des forces militaires des Nations Unies ont été constituées dans le passé, leur mandat a dû être déterminé par le Conseil de sécurité sur la base de chaque situation particulière et non compte tenu de critères précis arrêtés par l'Assemblée générale.

50. A la lumière de ces considérations, la délégation roumaine estime que le Comité spécial devrait présenter des propositions précises portant sur la méthode à suivre pour mettre sur pied des forces de maintien de la paix, sur leur mandat et sur les dispositions juridiques régissant leurs opérations. Tous les Etats Membres devraient avoir le droit, par roulement, de participer à la constitution des forces militaires de l'Organisation des Nations Unies. La Charte devrait conférer à l'Assemblée générale le droit d'arrêter des principes directeurs pour l'utilisation des forces militaires mises sur pied sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et stipuler également que les Etats parties à un conflit devraient accepter à l'avance la composition nationale des forces de l'Organisation des Nations Unies. Etant donné que l'une des fonctions des forces de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies est de rapprocher les parties et de contribuer ainsi efficacement à un règlement pacifique du conflit, le consentement préalable des parties intéressées en ce qui concerne la composition des forces de l'Organisation des Nations Unies constituerait un facteur fondamental du succès ou de l'échec d'une mission. L'expérience acquise dans ce domaine à Chypre et au Moyen-Orient devrait donner au Comité spécial la possibilité de s'acquitter de sa tâche.

51. Dans sa résolution 3239 (XXIX), l'Assemblée générale a prié le Comité spécial de mettre au point des principes directeurs convenus touchant l'exécution d'opérations de maintien de la paix conformément à la Charte des Nations Unies et de les soumettre à l'Assemblée générale lors de sa trentième session. Il est donc regrettable que le Comité spécial n'ait pas été en mesure de s'acquitter de cette tâche. Il est en outre surprenant que, au lieu de souligner la nécessité d'accélérer ses travaux, le Comité spécial ait laissé entendre dans son rapport qu'il ne lui serait peut-être même pas possible de soumettre de tels principes directeurs convenus à l'Assemblée générale à sa trente et unième session.

52. En raison de la situation de blocage dans laquelle il se trouve, le Comité spécial ne s'est réuni que deux fois en 1975. La délégation roumaine estime que les négociations principales concernant l'accord sur le renforcement du rôle joué par l'Organisation des Nations Unies en matière de maintien de la paix et de règlement pacifique des conflits devraient être menées au sein du Comité spécial lui-même, qui devrait tenir des sessions normales. La composition relativement réduite de ce comité spécial devrait lui permettre de servir d'organe de négociations, tandis que

l'on confierait à des groupes de travail l'examen des questions précises qui, de l'avis général, s'y prêteraient le mieux. La participation à ces groupes de travail devrait être ouverte à tous les membres du Comité spécial.

53. Enfin, la délégation roumaine estime, elle aussi, que l'Assemblée générale devrait renouveler le mandat du Comité spécial pour lui permettre de terminer ses travaux sur des principes directeurs convenus touchant l'exécution d'opérations de maintien de la paix.

54. M. JANKOWITSCH (Autriche) déclare que, si le Comité spécial a fait de réels progrès en 1974, il n'a pas été en mesure de progresser davantage en 1975. Parallèlement, et ceci est quelque peu paradoxal, l'Organisation des Nations Unies a remporté des succès pratiques considérables dans le domaine du maintien de la paix, grâce aux forces stationnées à Chypre et au Moyen-Orient. Pourquoi ce succès sur le terrain n'a-t-il pas été accompagné de progrès dans la recherche d'une doctrine convenue en matière de maintien de la paix? De l'avis de la délégation autrichienne, l'impasse dans laquelle se trouve le Comité spécial est due au fait que l'on dit parfois qu'il y a un conflit de compétences entre divers organes de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne les opérations du maintien de la paix, affirmation qui ne facilite pas la solution du problème fondamental. Le Conseil de sécurité et le Secrétaire général, qui étaient prétendument rivaux dans le domaine du maintien de la paix, sont devenus des partenaires, et les fonctions du Conseil de sécurité en matière de contrôle de la politique générale et les responsabilités du Secrétaire général en matière de gestion quotidienne des opérations devraient être complémentaires.

55. La délégation autrichienne partage l'opinion exprimée par le Comité spécial dans son rapport, selon lequel un meilleur esprit de compromis est nécessaire si l'on veut surmonter les divergences existantes et parvenir à un accord sur des principes directeurs pour les opérations de maintien de la paix. Le Groupe de travail pourrait donc rechercher un dénominateur commun en se limitant à quelques principes et en utilisant des formulations larges et générales. Après tout, ces principes doivent non seulement être acceptables par tous, mais encore pouvoir s'appliquer dans toutes sortes de situations, à des moments et dans des lieux différents. Une approche pragmatique et souple représente le seul espoir de progrès; le Comité spécial devrait donc continuer à rechercher des principes directeurs fondamentaux mais généraux qui constitueraient un cadre qui pourrait être amélioré sur la base de l'expérience supplémentaire acquise.

56. La constitution de la FUNU, à laquelle l'Autriche a participé dès ses tous débuts, a représenté la reconnaissance la plus évidente à ce jour de la responsabilité collective de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des opérations de maintien de la paix. Le financement en commun de l'opération et la participation de troupes issues de chaque groupe régional ont été des facteurs essentiels du renforcement de l'opération et du consensus politique sur lequel elle devait être fondée.

57. Le concept d'une force d'urgence des Nations Unies continuera à être viable tant qu'il y aura un consensus politique à cet égard et que les besoins financiers seront

⁴ Document A/C.6/437 du 3 novembre 1975.

couverts. Des retards regrettables dans les paiements ont cependant rendu très difficile la gestion financière des opérations de maintien de la paix. En dépit de ses insuffisances, le système de financement volontaire de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre est fondé sur la reconnaissance de la responsabilité collective en ce qui concerne le financement de l'opération.

58. Si l'élaboration de principes directeurs convenus est une tâche très importante, il y a d'autres aspects du maintien de la paix qui doivent aussi faire l'objet d'un examen très approfondi de la part du Comité spécial. Celui-ci pourrait, par exemple, examiner des questions précises concernant la manière pratique de mener des opérations de maintien de la paix, notamment des arrangements types avec les pays hôtes et les pays susceptibles de fournir des troupes, un inventaire des troupes et du matériel pouvant être mis à la disposition de l'Organisation des Nations Unies en cas de besoin et l'établissement d'un registre de personnes pouvant, le cas échéant, diriger des opérations de maintien de la paix.

59. En tant que pays ayant fourni des contingents, l'Autriche attache une grande importance à la sécurité des troupes chargées du maintien de la paix et a présenté au Conseil de sécurité à ce sujet un projet de résolution qu'il a adopté ultérieurement, en tant que résolution 359 (1974). La question mérite peut-être d'être examinée de manière plus approfondie pour que puisse être dressé un catalogue des mesures permettant d'assurer la sécurité maximale des troupes.

60. La formation est une autre condition fondamentale du succès des opérations de maintien de la paix. La coordination et la coopération entre les différents contingents posent des problèmes particuliers et il pourrait être utile d'identifier les domaines dans lesquels peuvent se produire des désaccords, et de mettre au point des méthodes permettant d'assurer le déroulement sans heurts des opérations. Plusieurs séminaires internationaux ont été organisés à Vienne pour traiter de ces problèmes et des programmes spéciaux ont été mis au point pour préparer les soldats autrichiens à faire face aux conditions particulières des opérations internationales de maintien de la paix. L'Autriche est, bien entendu, disposée à partager avec le Groupe de travail l'expérience qu'elle a acquise dans le domaine de la formation et de la préparation, si celui-ci décide d'examiner ces questions.

61. Les opérations de maintien de la paix sont une activité fondamentale de l'Organisation des Nations Unies et ouvrent souvent la voie au règlement de problèmes et à l'établissement de la paix générale. Compte tenu du lien étroit qui existe entre le maintien et l'établissement de la paix, la délégation autrichienne continuera à appuyer le Comité spécial et le Groupe de travail dans les efforts qu'ils déploieront pour assurer le maximum d'efficacité et de succès à ces opérations.

62. M. HOUNGAVU (Dahomey) déclare que sa délégation considère l'élaboration de principes directeurs convenus

pour les opérations de maintien de la paix comme une question d'importance capitale. Elle regrette que le Comité spécial n'ait pas réussi à établir ces principes directeurs à cause des graves divergences qui existeraient entre certains membres du Groupe de travail au sujet de problèmes politiques et institutionnels fondamentaux. Depuis 10 ans qu'il a été créé, le Comité spécial, empêtré dans ses contradictions, n'a pas encore pu remplir son mandat. On dit maintenant que le Groupe de travail a besoin de plus de temps et d'un meilleur esprit de compromis pour surmonter les divergences et parvenir à un accord sur l'élaboration de principes directeurs pour les opérations de maintien de la paix.

63. Pour la délégation dahoméenne, on pourrait faire avancer les travaux du Comité spécial et du Groupe de travail en répondant honnêtement à la question fondamentale : qui est responsable de la rupture de la paix ? La réponse est la suivante : les néo-colonialistes et les impérialistes impénitents qui opèrent au grand jour pour préserver leurs intérêts égoïstes et n'hésitent pas à attiser des conflits locaux pour servir leurs intérêts. C'est le cas du Moyen-Orient où le sionisme, protégé de l'impérialisme américain, refuse au peuple palestinien son droit à l'existence et aux Etats arabes le droit de récupérer leurs territoires occupés. De ce fait, une situation de tension permanente a été créée qui requiert la présence des forces des Nations Unies. C'est aussi le cas de la Corée du Sud, où le maintien des forces impérialistes continue de créer une situation très grave pour le maintien de la paix dans cette région. La cause de la rupture de la paix est l'hégémonisme des superpuissances qui cherchent à consolider leur zone d'influence ou à en créer de nouvelles.

64. Quand on a répondu à cette question fondamentale, certaines autres questions sur lesquelles butte le Comité spécial, telles que la prise en charge des incidences financières des opérations de maintien de la paix, peuvent être honnêtement abordées. La délégation dahoméenne estime que les responsables de la rupture de la paix doivent faire face à leurs responsabilités et supporter toutes les charges financières des opérations de maintien de la paix. Par contre, la fourniture des contingents militaires pourrait être répartie de façon équitable entre tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies. L'acceptation de ces principes donnerait un nouvel esprit aux travaux du Comité spécial et du Groupe de travail et permettrait de faire des progrès dans l'élaboration de principes directeurs convenus devant régir l'exécution d'opérations de maintien de la paix.

65. M. N'DESSABEKA (Congo) fait remarquer que son pays n'a jamais été le théâtre d'opérations de maintien de la paix, car il a toujours été en paix. Lorsque le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré au début de la présente séance que son pays avait participé à des opérations de maintien de la paix au Congo, il a voulu parler de l'ancien Congo belge, aujourd'hui le Zaïre. Le Congo entretient de bonnes relations avec son voisin, le Zaïre, mais il souhaite éviter toute confusion quant à l'identité des deux pays.

La séance est levée à 12 h 45.

984^e séance

Mardi 25 novembre 1975, à 15 h 15.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.984

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects : rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (suite) [A/10366]

DISCUSSION GENERALE (fin)

1. M. LOPEZ HERCE (Espagne) a déjà exprimé devant le Comité spécial des opérations de maintien de la paix, dont son pays est membre, son regret qu'aucun progrès sensible n'ait pu être enregistré dans ce domaine en raison de l'extrême complexité des problèmes. Comme le dit le Comité spécial dans son rapport (A/10366), il existe de graves divergences et il est nécessaire de procéder à des négociations approfondies afin de pouvoir mettre en place, lors de la trente et unième session de l'Assemblée générale, les mécanismes qui permettront de réaliser des progrès tangibles dans ce domaine si étroitement lié aux principes de la Charte des Nations Unies.
2. L'orateur estime que la Commission politique spéciale doit appuyer les travaux du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et adopter un projet de résolution qui le stimule dans les efforts qu'il fait pour mettre au point des principes directeurs. La délégation espagnole indique d'avance qu'elle appuiera ce projet.
3. M. CHAVEZ (Pérou) dit que le maintien de la paix et de la sécurité internationales est un des buts fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies et rappelle que les dangers de conflit se retrouvent à chaque page de l'histoire de l'humanité. Certains de ces conflits existent depuis les premières années de l'ONU; d'autres, il faut le reconnaître, ont été causés par l'Organisation elle-même. Toujours est-il qu'à l'époque actuelle les conflits entre Etats sont une question qui concerne tous les Etats et où il est essentiel que l'Organisation des Nations Unies intervienne.
4. Les peuples ont vu avec désarroi et désillusion les grandes puissances essayer de régler entre elles les conflits qui opposent les pays du tiers monde, sans tenir compte ni de la fonction propre de l'ONU ni des buts fondamentaux en vue desquels elle a été créée. Dans ce domaine, une politique de grandes puissances ne peut avoir, au mieux, qu'un succès passager et partiel, car seule l'intervention de l'Organisation peut résoudre définitivement les différends. D'ailleurs, les grandes puissances n'interviennent directement que dans les secteurs qui les intéressent et il est évident que seule l'Organisation des Nations Unies pourra diriger ses efforts dans tous les domaines.
5. La délégation péruvienne a pris note du rapport du Comité spécial et a écouté attentivement et avec inquiétude les déclarations que le rapporteur a faites à la 892^e séance; elle partage néanmoins l'optimisme de ce dernier et estime comme lui que l'on surmontera les divisions actuelles. Elle pense aussi, comme le Comité spécial, que la mise au point des principes directeurs est une tâche difficile, qui exigera davantage de négociations (*ibid.*, par. 6). A cet effet, la délégation péruvienne croit qu'il serait utile d'envisager pour le Comité spécial un système de roulement ou une augmentation du nombre de ses membres, d'abord pour susciter une participation collective à la réduction des divergences de vues, et ensuite parce que, depuis la création du Comité spécial en 1965, seul un de ses membres a changé.
6. Le Pérou porte un intérêt extrême aux opérations de maintien de la paix, comme il l'a prouvé en étant un des premiers Etats à envoyer un contingent pour former la FUNU au Moyen-Orient. De même, le représentant du Secrétaire général à Chypre est un diplomate péruvien. Le Pérou accorde une grande importance à la tâche du Comité spécial, car il estime nécessaire de renforcer les mécanismes de l'Organisation des Nations Unies pour éviter les interventions intéressées et fâcheuses des pays dans le règlement des conflits. Le Pérou a accueilli avec plaisir la politique de détente où elle voit un moyen de préserver la paix, tout en estimant que ses effets sont précaires et difficiles à soutenir. C'est pourquoi le Pérou pense qu'il convient non seulement de promouvoir le développement économique et social de tous les pays, mais aussi de mettre au point les opérations de maintien de la paix de l'ONU.
7. M. DABIRI (Iran) dit que le maintien de la paix et de la sécurité internationales est une des missions primordiales de l'Organisation des Nations Unies et que, en conséquence, il est indispensable que l'Organisation soit dotée des moyens efficaces lui permettant d'accomplir sa mission. En ce sens, la contribution de l'Iran à l'action pacificatrice de l'Organisation est bien connue. Il ressort du rapport du Comité spécial que, au cours de l'année écoulée, il n'a pas été fait de progrès dans la voie de la mise au point de principes directeurs. De l'avis de la délégation iranienne, ce n'est pas l'insuccès, mais une certaine lenteur qui caractérise les travaux du Comité spécial, lenteur due à l'extrême complexité de la tâche à accomplir.
8. Dans la phase cruciale où se trouvent actuellement ses travaux, le Comité spécial n'a d'autre parti que de continuer à élargir le terrain d'accord, et son succès ne sera possible que si ses membres font preuve de "l'esprit de compromis" dont il est question dans le rapport. L'orateur partage l'opinion suivant laquelle l'Assemblée générale doit renouveler le mandat du Comité spécial en lui demandant de redoubler d'efforts pour éliminer les divergences qui font encore obstacle à l'élaboration des principes directeurs devant régir les opérations de maintien de la paix.
9. M. DUCLOS (Canada) dit que le fait que des contingents canadiens aient participé à toutes les missions de

maintien de la paix et que le Canada ait accordé son appui financier à chacune de ces missions illustre mieux que tout l'importance que le Canada attache à ces opérations. En raison même de son désir de maintenir la paix, le Gouvernement canadien est déçu que le Groupe de travail n'ait pas réussi à convenir de principes directeurs. A cet égard, M. Duclos rappelle que, au cours de la vingt-neuvième session, le rapport présenté par le Comité spécial¹ et le contenu des interventions permettaient un certain optimisme; à cette occasion, le représentant du Canada avait déclaré à la 933^e séance de la Commission politique spéciale qu'il espérait que le rapprochement de vues opposées sur les rôles respectifs du Conseil de sécurité et du Secrétaire général pourrait permettre au Comité spécial d'accomplir de nouveaux progrès. La situation est d'autant plus décourageante que subsiste encore le principal motif d'optimisme, soit la réussite de la surveillance des accords entre l'Égypte et Israël et entre Israël et la Syrie, exercée respectivement par la FUNU et la FNUOD. Le succès qu'a connu la FUNU a contribué à créer l'atmosphère qui a permis de franchir une autre étape importante vers la réalisation d'une paix juste et durable au Moyen-Orient.

10. Il est indubitable que le succès remarquable des opérations de maintien de la paix au Moyen-Orient peut aider grandement le Comité spécial. Les insuccès du Groupe de travail ne diminuent en rien l'importance des travaux du Comité spécial. Il suffit de rappeler que le Comité a vu le jour en 1965 et qu'au cours de ces 10 dernières années l'atmosphère dans laquelle se déroulent les débats a considérablement évolué. Pour ces raisons, et aussi parce qu'il estime qu'il conviendrait que le Groupe de travail consacre une partie de son temps à l'étude de questions pratiques, le Gouvernement canadien ne souhaiterait pas que ce groupe interrompe ses activités. Cependant, il ne peut pas non plus accepter qu'il poursuive ses activités à moins qu'il ait des chances de succès ou que soient améliorées ses méthodes de travail. C'est pourquoi M. Duclos appuie, quoique avec réticence, la proposition du Comité spécial tendant à ce que le Groupe de travail soit maintenu, mais seulement dans la mesure où seront créées des conditions propices à la réalisation de nouveaux progrès. Le Groupe de travail ne devrait s'attaquer dans un premier temps qu'aux problèmes qui offrent des possibilités raisonnables de réussite et, d'autre part, modifier son mode de fonctionnement. A cet égard, M. Duclos considère qu'il est important que les membres du Comité spécial reçoivent leurs documents suffisamment à l'avance pour pouvoir obtenir des directives de leurs gouvernements et estime que la durée des réunions devrait être limitée et ne pas dépasser une ou deux semaines.

11. En ce qui concerne les questions d'importance que l'on pourrait s'attendre à résoudre avec succès, M. Duclos appelle l'attention de la Commission sur une proposition relative à l'établissement d'un programme de formation sur les aspects pratiques des opérations de maintien de la paix, que la délégation canadienne a suggéré pendant la vingt-neuvième session, à la 933^e séance de la Commission politique spéciale. M. Duclos doute qu'il ait jamais existé dans le passé autant de connaissances et d'expériences

pratiques touchant l'établissement et le fonctionnement des forces de maintien de la paix et estime qu'il y aurait gaspillage à ne pas les mettre à profit. Le Gouvernement canadien recommande donc que le Groupe de travail, en coordination avec l'UNITAR et les pays qui fournissent des contingents, s'occupe d'établir ce cours de formation, dans les limites des ressources budgétaires et humaines actuelles.

12. Selon M. Duclos, l'Organisation des Nations Unies peut recourir à de nombreux moyens pour participer, comme elle l'a toujours fait, à l'organisation des opérations de maintien de la paix. Parmi les plus importants, il faut considérer les rencontres périodiques des représentants des gouvernements qui fournissent des contingents, réunions qui constituent un mécanisme efficace permettant aux pays intéressés de poursuivre leurs consultations sur les problèmes pratiques inhérents aux opérations de maintien de la paix. En outre, les décisions prises lors de ces réunions créent des précédents en ce qui concerne la façon dont ces opérations doivent être menées et, à la longue, cette expérience fournira au Comité spécial des principes directeurs pratiques auxquels il pourra se référer lors de la formulation de principes qui régiront lesdites opérations à l'avenir.

13. M. Duclos souligne qu'il ne propose pas que l'on mette un terme aux activités du Comité spécial, mais plutôt qu'on les suspende jusqu'à ce qu'il y ait des motifs de le reprendre dans une atmosphère plus prometteuse. Comme la délégation canadienne l'a déjà fait au sein du Comité spécial, lors de sa 66^e séance, le 17 novembre 1975², M. Duclos propose que, en consultation avec les quatre vice-présidents, ainsi qu'avec le Rapporteur du Comité, le Président du Comité spécial examine périodiquement la situation de sorte qu'il soit possible d'avancer dans les travaux quand les conditions seraient plus propices.

14. M. JACOVIDES (Chypre) dit que le maintien de la paix et de la sécurité internationales est incontestablement une des tâches fondamentales des Nations Unies et que la question des opérations de maintien de la paix revêt une importance d'autant plus grande que le système de sécurité collectif prévu par la Charte s'est révélé moins efficace. Le représentant de Chypre a été déçu de voir le Comité spécial piétiner pendant l'année qui vient de s'écouler, mais il estime qu'étant donné l'importance de sa tâche le Comité spécial doit poursuivre ses efforts. A son avis, il faut, pour arriver à des résultats, à la fois davantage de temps et un plus grand esprit de conciliation. Il est toutefois encourageant de constater que dans certaines situations où tous les facteurs, politique, stratégique et financier se sont trouvés réunis non seulement des opérations de maintien de la paix ont pu être entreprises sous l'autorité du Conseil de sécurité, mais ces opérations ont répondu aux exigences concrètes de la situation. Cette approche pragmatique a certes ses défauts et ne va pas sans créer des problèmes, surtout financiers, mais il ne faut pas non plus en sous-estimer l'importance.

15. De l'avis du représentant de Chypre, ces opérations sont riches d'enseignements. Peut-être la principale leçon que l'on peut en tirer est-elle que, lorsqu'il existe une volonté politique, le succès de ces opérations est prati-

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Annexes, point 39 de l'ordre du jour, document A/9827.

² A/AC.121/SR.66.

quement assuré. Le Comité pourrait envisager entre autres aspects de la question de recourir à un meilleur système de financement fondé sur la responsabilité collective, d'assurer une répartition géographique plus équitable des forces et de délimiter plus clairement des responsabilités de façon à obtenir un système plus rationnel. Toutefois, la situation n'est pas pour autant aussi grave qu'elle pourrait sembler à première vue.

16. Certains autres aspects méritent également une attention spéciale. Il faut, par exemple, que les forces engagées soient suffisamment importantes si l'on veut qu'elles soient efficaces. L'autorité du Conseil de sécurité est primordiale, de même que la nécessité d'assurer un équilibre entre le contrôle des opérations sur le plan politique et leur gestion administrative. Il faut également veiller à ce que les directives qui seront adoptées n'empêchent pas de répondre aux exigences concrètes de la situation. Un autre facteur qu'il ne faut pas oublier, c'est que le maintien de la paix n'est pas une fin en soi, mais que le but à poursuivre est la paix entre les parties.

17. Chypre, comme beaucoup d'autres petits Etats non alignés qui ont accédé récemment à l'indépendance et qui sont vulnérables sur le plan militaire, doit s'en remettre à l'Organisation des Nations Unies et à ses principes pour sa défense. C'est pourquoi, dès le début de son existence, Chypre a choisi de donner une place prépondérante à l'ONU dans sa politique extérieure. M. Jacovides espère que l'expérience de Chypre sera dûment mise à profit par le Comité spécial car cette expérience révèle à la fois la force et les faiblesses des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. De l'avis de M. Jacovides — et il estime que nombreux sont ceux qui partagent son opinion —, la Force des Nations Unies chargée de maintenir la paix à Chypre a bien rempli sa tâche. Il souhaite d'ailleurs profiter de cette occasion pour exprimer sa sincère gratitude à tous ceux qui ont permis que cette opération puisse être menée à bien. A son avis, ce n'est pas un hasard si l'Assemblée générale, au paragraphe 9 de la résolution 3395 (XXX), a demandé à toutes les parties de continuer à coopérer pleinement avec la Force.

18. Pour toutes ces raisons, la délégation chypriote appuiera la recommandation tendant à ce que le Comité spécial poursuive ses travaux dans l'espoir qu'il pourra parvenir à des résultats plus tangibles.

19. M. COUSTE (France) dit que le rapport du Comité est un constat d'échec et que, malgré les efforts méritoires qui ont été accomplis, aucun progrès n'a été réalisé. La délégation française, de son côté, a présenté des propositions transactionnelles dont les parties en litige ont reconnu les mérites, mais qu'elles n'ont pas acceptées pour autant. La France a tenté vainement d'établir un pont entre les deux écoles dont les oppositions paralysent depuis des années l'établissement de directives. Toutefois, ces oppositions d'idées sont devenues paradoxales et leurs raisons d'être apparaissent mal. En effet, les progrès de la détente, l'intérêt que toutes les nations portent au maintien de la paix auraient dû aplanir les difficultés. L'évolution des conditions politiques aurait dû rapprocher les antagonismes, apaiser les querelles théologiques à propos d'opérations dont tous reconnaissent la nécessité. Le plus étonnant est que les opérations de maintien de la paix se déroulent dans

de bonnes conditions, comme l'ont souligné divers orateurs, alors qu'on n'a pas avancé dans les travaux sur les principes qui doivent les conduire. Au Moyen-Orient comme à Chypre, les forces des Nations Unies ont rempli leur tâche de façon satisfaisante, dans des conditions souvent difficiles.

20. On pourrait être tenté de considérer que seul le résultat pratique importe et qu'il est donc préférable d'en finir avec des études théoriques qui, en 10 ans, n'ont mené à rien. La délégation française estime toutefois que, si, jusqu'à présent, les opérations ont été menées à bien grâce à la gestion du Secrétaire général et à l'accord de tous pour faire passer l'efficacité des forces des Nations Unies, au Moyen-Orient comme à Chypre, avant des querelles anciennes, il faut cependant avoir à l'esprit que les conditions politiques pourraient être moins favorables dans un autre conflit. Il est donc nécessaire que le Conseil de sécurité arrête à l'avance, sur proposition de l'Assemblée générale, des règles de conduite, afin d'éviter d'être confronté à une situation inextricable quand il s'agira d'agir immédiatement.

21. D'autre part, et quelle que soit l'excellence de la gestion du Secrétariat, le Conseil de sécurité doit être en mesure de suivre cette gestion puisqu'il détient l'autorité suprême en la matière. Il ne s'agit aucunement de paralyser dans son action le Secrétaire général, qui est responsable devant le Conseil de sécurité et doit donc prendre les initiatives que cela comporte. Mais, il est nécessaire que le Conseil ait une connaissance plus précise et plus constante de cette gestion pour faire face à ses propres responsabilités et pour appuyer le Secrétaire général de son autorité.

22. Or, le Conseil de sécurité, dans les séances qu'il tient au niveau des représentants permanents, s'oppose essentiellement de l'étude des crises et de l'adoption des grandes décisions politiques propres à assurer la sécurité internationale. Il ne peut donc suivre de près l'accomplissement des missions des forces des Nations Unies dans tous leurs aspects opérationnels. Il apparaît d'autre part souhaitable que les gouvernements qui fournissent des contingents à une force des Nations Unies et qui, souvent, ne sont pas membres du Conseil de sécurité soient mieux informés du déroulement des opérations et aient la possibilité d'exprimer leur point de vue. C'est pourquoi la délégation française a attaché un intérêt particulier à la création d'un organe subsidiaire du Conseil de sécurité, conformément à l'Article 29 de la Charte, lequel pourrait grouper des éléments du Conseil de sécurité ainsi que des représentants des gouvernements qui fournissent des contingents à l'opération considérée. Cet organe subsidiaire se réunirait à des intervalles réguliers pour prendre connaissance de rapports périodiques du Secrétariat sur le déroulement des opérations. Son rôle serait de les étudier, de les approuver, par consensus et, s'il ne pouvait leur donner son accord, de les transmettre au Conseil avec ses observations après avoir entendu celles du Secrétariat. Cette création pourrait être réalisée en-dehors même de l'étude des directives générales qui, depuis si longtemps, piétine.

23. La délégation française espère que l'heureux accomplissement des opérations actuellement en cours permettra de rapprocher les points de vue sur ces importantes questions de principe où les oppositions traditionnelles devraient peu à peu s'éroder devant la force convaincante

des faits. Les solutions adoptées de façon pragmatique au Moyen-Orient et à Chypre ne font pas jurisprudence, pas plus que celles qui, dans le passé, sont intervenues avec moins de succès. Il est cependant possible d'en tirer des enseignements de valeur.

24. Il ne faut pas relâcher les efforts, moins encore les suspendre, mais au contraire les poursuivre activement. Il est à souhaiter que l'amélioration générale des conditions politiques dans le monde, les expériences satisfaisantes qui se poursuivent sur les bords de la Méditerranée orientale, la bonne volonté et l'intérêt de tous permettent d'aboutir enfin, l'année prochaine, à un progrès substantiel dans l'accomplissement de la mission du Comité spécial des opérations de maintien de la paix.

25. M. PLÁŠEK (Tchécoslovaquie) dit que son pays, qui occupe l'une des vice-présidences du Comité spécial et de son groupe de travail, a exposé en de nombreuses occasions sa position de principe sur les opérations de maintien de la paix. A la 66^e séance du Comité spécial, qui a eu lieu le 17 novembre 1975², la délégation tchécoslovaque a une nouvelle fois rappelé que sa position est fondée sur le fait que le Conseil de sécurité détient un pouvoir de décision en ce qui concerne les questions de principe comme l'organisation, la direction, le contrôle et le financement des opérations, ainsi que la portée et la réalisation pratique de ces opérations. Si l'on reconnaît, conformément à la Charte des Nations Unies, que le Conseil de sécurité détient le pouvoir suprême dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales, il faut lui donner les moyens appropriés, c'est-à-dire toute l'autorité voulue pour pouvoir prendre des décisions sur toutes les questions d'importance majeure, et pour décider notamment s'il doit déléguer ses pouvoirs ou créer des organes subsidiaires. La Charte énonce également d'autres principes importants, comme celui de la non-discrimination entre les pays qui fournissent des contingents et le principe de la représentation géographique équitable dans toute opération.

26. La délégation tchécoslovaque a toujours considéré que la question des opérations de maintien de la paix était d'une importance capitale. Cette question est directement liée à l'action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales et recouvre diverses questions politiques et juridiques délicates. En dépit des efforts qui ont été faits pour favoriser le processus de détente, non seulement on continue de jour en jour à devoir résoudre par des moyens pacifiques des conflits sur le point d'éclater, mais l'on voit grandir la menace d'un élargissement des conflits déclarés qui sévissent dans certaines parties du monde et dans lesquels les forces des Nations Unies devraient et pourraient remplir un rôle utile.

27. L'Organisation des Nations Unies devrait faire porter l'essentiel de ses efforts sur la réalisation de son objectif principal, le maintien de la paix et de la sécurité. A ce sujet, la création d'un mécanisme permanent, efficace et sûr, qui fonctionnerait à l'intérieur du système des Nations Unies, sur la base de principes convenus conformément aux dispositions de la Charte et sans que l'on ait jamais à improviser, constituerait un pas décisif. Un tel mécanisme ne peut exister et fonctionner que s'il se fonde sur des

principes directeurs qui régiront de façon obligatoire les futures opérations de maintien de la paix. En ce qui concerne la mise au point de ces principes convenus pour les opérations de maintien de la paix, il est décourageant de constater, d'après le rapport du Comité spécial, qu'aucun progrès décisif n'a été réalisé pendant l'année en cours. Néanmoins, les positions de certains pays se sont parfois rapprochées, encore que des divergences considérables subsistent au niveau des principes et des concepts. Considérant, d'une part, la complexité et la subtilité du problème et, d'autre part, l'importance et la nécessité d'élaborer des principes directeurs convenus pour les opérations de maintien de la paix, la délégation tchécoslovaque s'associe à l'esprit du rapport. Elle pense aussi qu'il faut plus de temps et des efforts renouvelés pour que le Comité spécial puisse s'acquitter de son mandat. La délégation tchécoslovaque considère donc qu'il est indispensable de renouveler ce mandat. Le Comité spécial pourra ensuite examiner toutes les propositions faites au cours de la discussion à la Commission politique spéciale du point de vue de leur application éventuelle.

28. La délégation tchécoslovaque n'a cessé d'appuyer et appuiera encore tous les efforts visant à renforcer la paix et la sécurité dans le monde entier. Si l'on constate aujourd'hui que le Comité spécial des opérations de maintien de la paix ne s'est pas acquitté de son mandat, il faut se demander dans quelle mesure l'ONU a rempli le sien. Il faut reconnaître qu'en dépit de ses difficultés et de ses échecs l'ONU fait beaucoup pour toute l'humanité. Cependant, son existence n'aura de sens que dans la mesure où elle pourra assurer la réalisation de tous les objectifs définis 30 ans auparavant et qui sont énoncés dans la Charte. Cela s'applique à tous les organes des Nations Unies, qui font partie intégrante de l'Organisation.

29. M. KORNEYENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) constate que les changements favorables que l'on a pu observer récemment grâce au processus de détente créent les conditions nécessaires pour que les Nations Unies intensifient leurs efforts en faveur du maintien de la paix. Il est certain que les opérations de maintien de la paix posent des problèmes fondamentaux et exigent un examen attentif. Le point de départ des opérations de maintien de la paix se trouve dans la Charte, qui stipule que seul le Conseil de sécurité peut prendre des mesures au nom de l'Organisation des Nations Unies pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales. Seul le Conseil de sécurité peut prendre des décisions concernant les forces armées des Nations Unies, leur nombre, leurs fonctions, leur financement, etc. L'application fidèle des principes de la Charte peut seule garantir que le drapeau des Nations Unies et ses forces ne seront utilisés que pour défendre les intérêts de l'Organisation.

30. La délégation de la République socialiste soviétique d'Ukraine déplore que l'on n'ait pu parvenir à un accord sur les principes directeurs qui doivent régir les opérations de maintien de la paix et elle se rend compte que les divergences de vues exigent une intensification des efforts. Elle pense avec d'autres délégations qu'il faut renouveler le mandat du Comité spécial et de son groupe de travail pour qu'ils poursuivent leurs travaux en vue de mettre au point des principes directeurs conformes aux dispositions de la Charte et fondés sur l'autorité du Conseil de sécurité.

31. M. JOB (Yougoslavie) dit que les déclarations de nombreuses délégations qui ont pris la parole au cours de la discussion générale constituent un véritable vote de confiance au Comité spécial des opérations de maintien de la paix. Jusqu'à présent, le verdict de la majorité – auquel se joint la délégation yougoslave – est que le Comité spécial et le Groupe de travail doivent poursuivre leurs travaux sans interruption.

32. Pour la Yougoslavie, le Comité spécial est l'instrument qui permet de concrétiser l'opinion d'une majorité écrasante de membres, selon laquelle le maintien et le rétablissement de la paix présentent un intérêt permanent, égal et indivisible pour tous, et que tous ont un rôle à jouer à cet égard. Ce que le monde entier juge important, le monde entier doit en avoir la responsabilité. Le Comité spécial étant le seul organe de l'Assemblée générale où tous les membres sont représentés sur la base d'une égalité absolue, son existence et ses activités ont une très grande importance politique. La suspension de ses travaux signifierait que la communauté internationale est disposée à déléguer à certains la responsabilité des opérations de maintien de la paix et d'autres affaires connexes. Cela serait contraire à l'esprit et à la tendance de l'époque.

33. De nombreux orateurs ont dit que l'absence de progrès dans l'élaboration des principes directeurs, voire même le recul observé depuis l'année passée, pour déplorable qu'ils soient, ne justifient pas un réexamen de la raison d'être du Comité spécial et de son groupe de travail. De plus, le Comité contribue par ses travaux à la diffusion d'informations sur les opérations de maintien de la paix aux Etats Membres des Nations Unies, les tient au courant de ce qui se passe dans les zones de conflit, et leur permet ainsi de contribuer de façon plus positive à l'élaboration de solutions. Ce sont les huit pays non alignés membres du Conseil de sécurité qui, en octobre 1973, avec l'appui du mouvement des pays non alignés et alors que les grandes puissances étaient agrippées dans un affrontement d'intensité croissante, ont proposé la résolution 340 (1973), qui a non seulement mis fin à la crise immédiate, mais aussi inauguré une nouvelle phase de l'histoire des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

34. Plusieurs des orateurs précédents ont relevé que, si dans la pratique les opérations de maintien de la paix aboutissent à des résultats notables, il existe en revanche des divergences fondamentales au sujet des principes directeurs qui doivent les régir. M. Job demande s'il ne serait pas possible de charger le Comité spécial et son groupe de travail de présenter un rapport analytique, historique et comparatif des problèmes et des caractéristiques fondamentales des opérations de maintien de la paix, car les faits ont beaucoup plus d'influence sur la réalité que les déclarations de principe.

35. Le Comité spécial pourrait également s'occuper de questions pratiques relatives aux opérations de maintien de la paix, notamment en ce qui concerne la réalisation d'études comparatives, l'élaboration de manuels, etc. De même, il y aurait intérêt à examiner d'autres suggestions qui ont été faites au sujet de l'Organisation des travaux du Comité spécial et de son groupe de travail : établissement d'un calendrier des travaux, évaluation périodique des progrès accomplis, plus grand espacement des sessions, etc.

On pourrait augmenter le nombre des membres du Groupe de travail pour que sa composition soit plus conforme aux réalités de l'Assemblée générale et du Comité spécial et pour que soient introduites des idées et des expériences nouvelles.

36. M. LAY (Italie) fait observer qu'avant toute chose la Commission doit évaluer le rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et décider de recommander ou non le renouvellement du mandat de celui-ci. La délégation italienne estime que cette décision ne doit pas dépendre exclusivement de l'évaluation des résultats auxquels est parvenu le Comité spécial. Sans doute, faut-il, quand on considère l'absence de progrès au cours de l'année écoulée, en rapprocher le fait que le renforcement du rôle des Nations Unies en ce qui concerne le maintien de la paix est peut-être la tâche la plus difficile de l'Organisation.

37. Jusqu'à présent, les opérations de maintien de la paix se sont révélées fort utiles et, dans bien des cas, elles ont connu un succès remarquable. Il ne faut pas oublier, cependant, que les opérations de maintien de la paix demeurent un moyen auquel on ne peut avoir recours qu'avec l'accord de toutes les parties à un conflit donné. En règle générale, les opérations de maintien de la paix sont organisées dans un délai très bref pour faire face à une crise et en l'absence de structures permanentes auxquelles se référer. Si ces limites n'ôtent rien à l'utilité des opérations, elles restreignent les situations où ces opérations sont possibles.

38. La question de faciliter le recours à ces moyens est politique tout autant que pratique. Il faut faire appel à la diplomatie et à la négociation, choses particulièrement difficiles lorsqu'il faut faire face à une situation urgente. Dans de tels cas, l'improvisation ne peut jamais être aussi satisfaisante que le serait un plan à long terme soigneusement élaboré.

39. L'absence de progrès en ce qui concerne la mise en place d'un cadre plus durable pour les opérations de maintien de la paix, doté de principes directeurs concertés, risque de diminuer la confiance de l'Organisation des Nations Unies dans sa capacité future de faire face, de manière satisfaisante, à des situations conflictuelles. Ce manque de progrès est dû à des obstacles politiques et constitutionnels qui, à ce jour, ont empêché la réalisation d'un accord en ce domaine. Mais cela ne constitue pas une raison suffisante pour interrompre l'élaboration de principes directeurs, engagée depuis plusieurs années déjà. La délégation italienne estime donc que ces efforts doivent se poursuivre.

40. Par ses actes, le Gouvernement italien montre clairement l'appui qu'il accorde aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. L'Italie a participé aux activités destinées à accroître l'efficacité des opérations de maintien de la paix et elle a participé aux travaux du Comité spécial et suivi de près ceux du Groupe de travail. Elle a été découragée par le fait que le Groupe de travail n'a pas encore pu élaborer de principes directeurs, car elle espérait que l'on aboutirait en 1975 à un accord sur les projets de formules³ relatives aux opérations de maintien de la paix.

³ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Annexes, point 39 de l'ordre du jour, document A/9827, annexe, appendice.

L'absence de résultats concrets est d'autant plus regrettable que, pendant l'année, certains Etats Membres — en particulier les quatre pays non alignés membres du Groupe de travail — se sont efforcés de réduire les divergences et de surmonter les difficultés que posait en particulier la question de la création d'un organe subsidiaire, conformément à l'Article 29 de la Charte. A cet égard, la position des grandes puissances est restée pratiquement inchangée. Si la délégation italienne comprend les raisons qui ont poussé certaines puissances à suggérer la suspension du mandat du Comité spécial jusqu'à ce qu'existent des conditions politiques plus favorables à la réalisation d'un accord sur les principes directeurs, elle maintient fermement sa position, à savoir que le Comité spécial doit poursuivre ses travaux, parce que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies constituent l'un des principaux instruments dont dispose l'Organisation dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

41. Jusqu'à l'heure actuelle, les opérations de maintien de la paix ont été des réussites notables et ont, en particulier, créé les conditions essentielles à la recherche d'une solution permanente. Néanmoins, à l'avenir, l'efficacité de ces opérations pourrait se trouver amoindrie en l'absence de principes directeurs convenus. Les opérations ne peuvent pas continuer à se dérouler de façon totalement empirique; par conséquent, il convient d'accélérer les travaux du Comité spécial afin de formuler des principes et des directives générales qui offrent au Conseil de sécurité le moyen d'agir sans retard devant toute situation mettant en danger la paix internationale.

42. L'expérience acquise peut être de grande valeur pour le Comité spécial, mais, aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire que tous les Etats Membres fassent preuve de la volonté politique nécessaire et appuient la poursuite de cet objectif.

43. Le Gouvernement italien estime qu'il faut adopter une approche plus souple et plus pragmatique. Sans contester la responsabilité primordiale du Conseil de sécurité, il pense qu'il serait peut-être opportun de considérer, entre autres, la possibilité de créer un organe subsidiaire en vertu de l'article 29 de la Charte. Le Comité spécial dispose actuellement de documents et de propositions concrètes qui pourraient faciliter la formulation des principes directeurs convenus, car les problèmes qui se posent, pour difficiles et délicats qu'ils soient, peuvent et doivent être surmontés, surtout si l'on se rappelle que de nouvelles opérations de maintien de la paix risquent de devoir être montées d'un moment à l'autre. Par conséquent, la délégation italienne recommande que la Commission approuve le rapport dont elle est saisie, en espérant que le Comité spécial et son groupe de travail pourront terminer la tâche qui leur est assignée d'ici la trente et unième session de l'Assemblée générale.

44. D'autre part, la délégation italienne juge que le Groupe de travail devrait améliorer ses méthodes de travail et présenter plus fréquemment des rapports à la Commission. Elle pense que les questions cruciales doivent être examinées plus souvent par le Comité spécial siégeant en réunion plénière, de manière que les Etats Membres soient informés régulièrement et de manière détaillée de la marche des travaux. En ce qui concerne la question de la compétence

du Conseil de sécurité, la délégation italienne estime que le Président du Comité spécial doit consulter les membres afin de déterminer si certains d'entre eux souhaitent que le Comité spécial tienne des réunions plénières au cours desquelles ils exposeront leurs points de vue avant que se réunisse le Groupe de travail. En outre, ce dernier pourrait consacrer une partie de son temps à l'examen d'un thème donné pour que les membres puissent y consacrer toute leur attention. Au cours des séances plénières suivantes, les délégations qui ne sont pas membres du Groupe de travail pourraient exposer leurs points de vue et présenter des propositions. Tout cela permettrait le resserrement des contacts entre tous les membres du Comité spécial et un plus large échange de vues et créerait éventuellement la possibilité d'aboutir plus facilement à un consensus sur les questions les plus controversées.

45. M. JATOI (Pakistan) dit que le Gouvernement et le peuple du Pakistan ont toujours appuyé les initiatives de l'Organisation des Nations Unies tendant à préserver la paix internationale, car ils sont convaincus que les membres de la communauté mondiale en général, et les pays en développement en particulier, ont besoin d'une longue ère de paix et de tranquillité afin de conjuguer leurs efforts pour établir un ordre nouveau juste et équitable permettant d'éliminer tous les vestiges d'exploitation étrangère dans le tiers monde et d'assurer un avenir meilleur à leurs populations.

46. En même temps, les membres de la communauté mondiale ne peuvent méconnaître l'existence de crises qui obligent l'Organisation des Nations Unies à intervenir pour préserver la paix et la sécurité. Toutefois, ces opérations de maintien de la paix, pour importantes qu'elles soient, manqueraient leur but essentiel et perdraient leur utilité si elles contribuaient seulement à consolider le *statu quo* et se substituaient aux mesures politiques nécessaires pour supprimer les causes du conflit. La vaste expérience acquise par l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine ne fait que renforcer la conviction du peuple et du Gouvernement pakistanais que la paix exige à la fois un effort pour la préserver chaque fois qu'elle est menacée, et une action parallèle tendant à rectifier les abus qui ont été à l'origine de cette menace.

47. La délégation pakistanaise a bon espoir que des progrès seront réalisés dans l'élaboration des principes directeurs pendant l'année en cours et regrette que les efforts qu'il a déployés en tant que membre du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et de son groupe de travail n'aient pas abouti au résultat espéré; à ce propos, M. Jatoi renvoie la Commission aux comptes rendus des séances du Comité spécial, en particulier à ceux de sa 66^e séance, tenue le 17 novembre 1975².

48. Au paragraphe 6 de son rapport (A/10366), le Comité spécial mentionne que de graves divergences ont surgi entre certains membres du Groupe de travail au sujet de problèmes politiques et institutionnels essentiels, lesquels exigeront d'autres négociations approfondies. La délégation pakistanaise pense néanmoins que les membres du Comité spécial sont décidés à persévérer et qu'avec le temps on aboutira à un accord. C'est pourquoi il convient de proroger le mandat du Comité spécial. M. Jatoi prie donc instamment la Commission d'appuyer la suggestion faite en ce sens au paragraphe 7 du rapport, de même que celle selon

laquelle il faudrait prêter attention aux questions concrètes et pratiques liées à l'exécution des opérations de maintien de la paix.

49. M. NEUGEBAUER (République démocratique allemande) dit que la question des opérations de maintien de la paix revêt une importance particulière eu égard à la détente internationale actuelle et à la nécessité de rechercher les moyens d'aboutir à une solution pacifique des conflits. Ces opérations doivent se dérouler sur la base des dispositions de la Charte des Nations Unies afin qu'aucun pays ou groupe géographique ne soit particulièrement favorisé ou défavorisé. A titre d'exemple, M. Neugebauer mentionne les opérations de maintien de la paix au Moyen-Orient, où l'établissement de la FUNU et de la FNUOD a marqué le début d'une ère nouvelle dans l'exécution des opérations de ce type. Les attributions du Conseil de sécurité en matière d'opérations de maintien de la paix ont enfin été reconnues, et le principe de la responsabilité collective dans ce domaine, de même que le principe de la représentation géographique équitable, a été respecté. La délégation de la République démocratique allemande partage entièrement l'opinion d'autres orateurs au sujet de la lourde responsabilité qui incombe au Conseil de sécurité non seulement pour la préparation, mais également pour l'exécution, l'organisation et le contrôle des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies. Vu l'importance de ces opérations, il serait bon que l'on utilise à leur égard le mécanisme du Conseil de sécurité, étant donné que seule l'autorité du Conseil et des organes et comités établis par lui en vertu de l'Article 7 de la Charte garantit une large base pour leur exécution. Les nouveaux principes directeurs qui seraient formulés doivent être conformes aux principes de la Charte, sinon cette dernière risque d'être affaiblie et, en outre, l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies en tant qu'instrument de sauvegarde de la paix et de la sécurité internationales serait mise en doute.

50. La République démocratique allemande regrette que le Comité spécial et son groupe de travail n'aient pas encore pu accomplir la tâche qui leur a été confiée et elle est d'avis que seule la recherche patiente et déterminée de solutions mutuellement acceptables sur la base de la Charte conduira à des résultats positifs. Elle partage par conséquent l'opinion exprimée dans le rapport du Comité spécial selon laquelle il faut du temps et un esprit de compromis pour surmonter les divergences actuelles.

51. M. OVINNIKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la trentième session de l'Assemblée générale se déroule dans un climat propice au raffermissement de la paix, les derniers événements montrant que la détente, de plus en plus nette, est la caractéristique principale des relations internationales. La tâche primordiale de l'Organisation des Nations Unies est le maintien de la paix et de la sécurité internationales; la Charte d'ailleurs lui offre toute une série d'instruments, entre autres la possibilité d'exécuter des opérations de maintien de la paix, pour qu'elle puisse s'acquitter de cette tâche.

52. Le Comité spécial et son groupe de travail s'attachent à établir les principes directeurs pour ces opérations sur la base des principes énoncés dans la Charte. Dans ce domaine, c'est au Conseil de sécurité que revient la responsabilité principale, étant donné qu'il est le seul organe de l'ONU

habilité à prendre des mesures en vue du maintien et du rétablissement de la paix. La stricte application des principes établis dans la Charte est la seule façon de garantir que les opérations de maintien de la paix ne seront jamais menées aux dépens d'aucun pays, notamment aux dépens des petits pays.

53. Parlant du rapport du Comité spécial, M. Ovinnikov déclare qu'il est indiscutable que le Comité spécial et le Groupe de travail ont essayé de parvenir à un accord sur les principes directeurs, mais leurs efforts n'ont pas été couronnés de succès. Cela est dû entre autres au fait que le Groupe de travail ne s'est pas conformé, comme il l'aurait dû, à la pratique adoptée en la matière par le Conseil de sécurité. A sa 1754^e séance, le 2 novembre 1973, le Conseil de sécurité a confirmé la nécessité de fonder la composition des effectifs sur le principe de la répartition géographique équitable et, le 22 juillet 1975⁴, il a réaffirmé qu'il importait d'observer strictement ce principe. Le Groupe de travail n'y a pas attaché suffisamment d'importance.

54. Elaborer des principes directeurs convenus pour les opérations de maintien de la paix est évidemment une tâche complexe et il faudra encore du temps pour pouvoir surmonter les divergences et parvenir à un accord. Le Groupe de travail et le Comité spécial doivent persévérer dans leur tâche en s'en tenant aux dispositions de la Charte; c'est ainsi que les Etats Membres de l'ONU pourront contribuer à faire de l'Organisation un instrument efficace pour le maintien de la paix.

55. M. MURRAY (Royaume-Uni) rappelle que la délégation britannique a activement participé aux travaux du Comité spécial dès sa création et espère que cette année l'on parviendra à établir les principes directeurs pour les opérations de maintien de la paix. Malheureusement, il n'a pas été possible de vaincre les importantes divergences qui ont surgi au sujet de problèmes politiques et institutionnels essentiels, qui se sont manifestées surtout lors des débats du Groupe de travail sur la création d'un comité en vertu de l'Article 29 de la Charte. A cette occasion, la délégation britannique, reconnaissant l'importance de la question pour certaines délégations, s'est montrée disposée à ce qu'un rang de priorité plus élevé lui soit assigné. Aussi regrette-t-elle profondément l'absence de progrès sur cette question, surtout quand on songe que certains membres non alignés du Groupe de travail ont présenté un document de travail qui aurait pu servir de base à la formulation d'un principe directeur satisfaisant. Cette absence de progrès — qui est le signe de divergences plus importantes — montre que les difficultés que doit surmonter le Comité spécial à propos des principes directeurs ne pourront être résolues facilement. Le Comité a déjà abordé la question de différentes manières et aucun progrès nouveau n'interviendra si l'on n'assouplit pas les attitudes doctrinaires qui ont empêché de parvenir à un consensus sur des textes qui recueillaient l'appui virtuellement unanime du Groupe de travail. C'est pourquoi la délégation britannique accorde une importance particulière à l'avant-dernière phrase du paragraphe 7 du rapport du Comité spécial (A/10366), où il est dit qu' "il convient de poursuivre les efforts à cette fin, en tenant compte des éléments susceptibles de faire progresser les

⁴ Documents officiels du Conseil de sécurité, trentième année, Supplément de juillet, août et septembre 1975, document S/11768.

travaux". Etant donné qu'il existe entre les délégations de profondes et importantes divergences et que toutes les possibilités politiques qui auraient pu permettre de les surmonter ont été épuisées sans succès, il est inutile que le Comité persiste dans ses efforts infructueux. La délégation britannique s'est efforcée de parvenir à une solution de compromis et a réaffirmé que l'établissement de principes directeurs faciliterait aussi bien le lancement que la conduite d'opérations de maintien de la paix. Elle est prête à reprendre les négociations si celles-ci peuvent aboutir à des résultats concrets. Elle ne croit pas inutile que le Comité spécial examine d'autres aspects des opérations de maintien de la paix. Elle juge positive la suggestion contenue dans le rapport du Comité spécial, visant à ce que le Comité spécial se penche sur les questions liées aux aspects pratiques de ces opérations. Elle rappelle que, en 1974, elle a proposé à la 934^e séance de la Commission politique spéciale que soit établi un manuel pour les opérations de maintien de la paix qui puisse être utilisé par les armées nationales pour leurs programmes d'instruction militaire.

56. Pour que ces travaux soient utiles, le Groupe de travail doit tenir compte en particulier des observations à propos de son programme de travail, faites à la présente séance par le représentant du Canada. La délégation britannique est convaincue que, si l'on pouvait introduire des améliorations en ce sens, le Groupe de travail aurait à l'avenir plus de chances qu'en 1975 de voir ses débats couronnés de succès.

57. M. MANGAL (Afghanistan) dit que, ainsi que cela a été indiqué dans le rapport du Comité spécial, les négocia-

tions relatives aux principes directeurs convenus pour les opérations de maintien de la paix sont au point mort en raison de certains problèmes politiques et institutionnels essentiels. Pourtant, la situation internationale actuelle ne fait que confirmer à quel point ces principes directeurs sont nécessaires. Pour sa part, M. Mangal, en tant que membre du Comité spécial, a déjà signalé au cours de la 66^e séance de ce comité, le 17 novembre 1975, que, étant donné l'absence de progrès, l'Assemblée générale pourrait décider d'examiner d'une manière différente la question plutôt que de renouveler automatiquement le mandat du Comité. Selon lui, il faut, pour que l'Organisation des Nations Unies puisse faire face efficacement à toute situation qui menace la paix, qu'il n'y ait jamais opposition entre l'autorité du Conseil de sécurité et celle du Secrétaire général.

58. L'Afghanistan a toujours appuyé tous les efforts déployés pour renforcer l'Organisation des Nations Unies dans les domaines relatifs à la paix et à la sécurité. C'est pourquoi il a également appuyé les résolutions qui reconnaissent qu'il est nécessaire que l'Organisation joue un rôle efficace dans le maintien de la paix. Pour M. Mangal, c'est dans cette optique que l'Assemblée générale a adopté la résolution 3239 (XXIX), où elle prie le Comité spécial de renouveler ses efforts en vue de mettre au point des principes directeurs convenus. Enfin, M. Mangal espère qu'au moment où sera examinée cette question, à la trente et unième session de l'Assemblée générale, le Comité spécial pourra rendre compte de quelque progrès.

La séance est levée à 17 h 25.

985^e séance

Mercredi 26 novembre 1975, à 15 h 25.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.985

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (A/10074, A/10128, A/10163-S/11780, A/10164-S/11784, A/10174-S/11797, A/10178-S/11799, A/10204-S/11809, A/10272, A/10286, A/10370)

DISCUSSION GENERALE

1. M. AMERASINGHE (Sri Lanka), prenant la parole en sa qualité de Président du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés, présente le rapport du Comité spécial (A/10272). Il rappelle que les quatre Conventions de Genève de 1949¹ — en particulier la quatrième Convention, la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre² — ont eu pour origine la réaction de l'humanité devant les excès

commis par l'occupant nazi, au cours de la seconde guerre mondiale : si l'on considère ce que les Juifs ont eu à souffrir du régime de violence de l'occupation nazie, c'est donc par une ironie tragique du sort que le premier pays dont la conduite de puissance occupante fasse l'objet d'une enquête depuis l'adoption de ces conventions soit précisément Israël. Le Président du Comité spécial tient, à ce propos, à préciser qu'il ne prétend absolument pas comparer l'occupation israélienne avec l'occupation nazie pendant la seconde guerre mondiale.

2. La quatrième Convention de Genève se fonde sur deux hypothèses : d'abord, que l'occupation ne sera que provisoire et, ensuite, que les puissances occupantes interviendront le moins possible dans la vie et les coutumes du pays occupé. Malheureusement, la première de ces deux hypothèses ne s'applique pas au cas d'Israël, qui occupe les territoires arabes depuis huit ans déjà.

3. M. Amerasinghe ne s'étendra ni sur la présentation ni sur le contenu du rapport, qui est suffisamment explicite : il souligne néanmoins que le Comité spécial s'est acquitté de

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, nos 970 à 973.

² *Ibid.*, no 973, p. 287.

sa mission avec équité et n'a pas permis qu'elle soit influencée par des considérations d'ordre émotif. Le rapport est basé uniquement et exclusivement sur les faits, et le Président du Comité spécial défie quiconque de pouvoir y relever une seule affirmation qui pourrait être considérée comme un produit de l'imagination. Il est basé également, en grande partie, sur des renseignements de source israélienne, notamment des relations d'événements et des déclarations de politique de membres du Cabinet israélien, telles qu'elles ont été publiées par la presse israélienne, et il décrit la situation qui règne dans les territoires occupés, notamment le sort de la population civile. M. Amerasinghe estime donc que le rapport peut être considéré comme un document exact et véridique et juge injustifiées les critiques formulées par ceux qui n'ont pas voulu collaborer avec le Comité spécial et qui ne lui ont pas permis de vérifier sur place si la presse israélienne avait publié, sur les politiques et les pratiques du Gouvernement israélien dans les territoires occupés, des renseignements dignes de foi.

4. En matière de violations des droits de l'homme, seuls les faits comptent; aussi M. Amerasinghe n'accorde-t-il aucun intérêt aux subtilités juridiques invoquées par ceux qui contestent l'action du Comité spécial en arguant de sa composition. Si la réaction et les critiques du Gouvernement d'Israël sont compréhensibles, on ne peut en dire autant des pays qui se posent en défenseurs des droits de l'homme, qui parlent d'amnistie des prisonniers politiques et dénoncent les atrocités qui se commettent ailleurs. Il convient de signaler que le Comité spécial ne dit pas que des atrocités soient commises dans les territoires occupés. Il a délibérément évité de porter un jugement sur les allégations de tortures parce qu'il est très difficile d'en établir le bien-fondé, à moins qu'elles ne soient confirmées par des preuves directes et irréfutables et par des certificats médicaux. Le Comité spécial a insisté sur des aspects de l'occupation qui sont beaucoup plus graves, à savoir les actes et les politiques qui tendent à donner à cette occupation un caractère permanent et à modifier le caractère physique et la composition démographique des territoires occupés, notamment l'établissement de colonies de peuplement, en violation des dispositions du droit international qui interdit de telles pratiques. Le Comité spécial s'inquiète particulièrement de constater que des plans prévoient l'installation de nouvelles colonies à Jérusalem, que l'on applique dans la bande de Gaza, sur les hauteurs de Golan, sur la rive occidentale du Jourdain et dans le Sinaï une politique d'annexion et de colonisation analogue et que l'on détruit des agglomérations, comme la ville de Kouneitra (*ibid.*, par. 167 à 171) qui a été délibérément détruite par les forces israéliennes avant qu'elles ne se retirent conformément à l'Accord sur le dégagement des forces israéliennes et syriennes³. Il est inacceptable que l'on mette en doute l'exactitude et l'objectivité des parties du rapport qui ont trait à l'implantation de colonies israéliennes, aux démolitions de maisons et aux arrestations massives pratiquées à titre de représailles, alors que les renseignements en question ont été confirmés par le rapport annuel du Comité international de la Croix-Rouge (CICR)⁴ et par des articles parus dans la presse israélienne.

³ Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-neuvième année, Supplément d'avril, mai et juin 1974, document S/11302/Add.1, annexe I.

⁴ Rapport d'activité 1974, Genève, Comité international de la Croix Rouge, 1975.

5. Le Président du Comité spécial appelle l'attention de la Commission sur deux faits. D'abord, l'inventaire demandé dans la résolution 3240 C (XXIX) de l'Assemblée générale n'a pu être terminé à temps pour permettre au Comité spécial de présenter un rapport complet à l'Assemblée générale, à sa trentième session, sur l'affaire de Kouneitra, parce qu'il n'a pas disposé des moyens indispensables pour s'occuper d'une question d'une telle gravité (*ibid.*, par. 171 et 187). Le Comité spécial s'acquittera de cette tâche dans un futur immédiat. Par ailleurs, si le mandat du Comité est reconduit, il sera nécessaire de renforcer les effectifs du personnel qui en assure le service. Quelles que soient l'efficacité et la diligence dont ont fait preuve les fonctionnaires de la Division des droits de l'homme, il est évident qu'il faut renforcer le personnel en proportion de l'augmentation du volume de travail.

6. Le Comité spécial n'a pas d'excuse à présenter et n'éprouve pas le besoin de se disculper pour avoir accompli une tâche qu'il a considérée comme un devoir. A aucun moment les travaux du Comité spécial n'ont visé à attaquer le Gouvernement israélien. Le Comité spécial s'est borné à s'acquitter de la mission qui lui a été confiée, en particulier en ce qui concerne les violations de la Convention de Genève relative au bien-être de la population des territoires occupés. On a dit et répété que la population arabe est plus heureuse sous le régime israélien que sous le régime arabe, mais M. Amerasinghe ne croit pas que le bonheur soit un substitut de liberté.

7. M. AL-SAYEGH (Koweït), intervenant sur un point d'ordre, demande que la déclaration de M. Amerasinghe soit reproduite *in extenso*. En outre, appuyé par M. ZAHAWIE (Irak), il propose que le débat soit suspendu pour que le film mentionné dans le rapport puisse être projeté.

8. Le PRÉSIDENT rappelle que l'Assemblée générale, à sa 2353^e séance plénière, a de nouveau autorisé la Commission politique spéciale à faire établir des transcriptions intégrales de certains de ses débats ou d'une partie de ceux-ci. En l'absence d'objection, il considérera que la Commission accepte que l'intervention de M. Amerasinghe soit transcrite intégralement.

Il en est ainsi décidé⁵.

9. M. DORON (Israël) fait observer qu'il est le prochain orateur inscrit sur la liste et s'oppose à ce que son intervention soit reportée à la reprise du débat.

10. Le PRÉSIDENT met aux voix la motion présentée par le représentant du Koweït, qui a proposé que la séance soit suspendue pour que le film puisse être projeté tout de suite.

La motion est adoptée.

La séance est suspendue à 16 h 5; elle reprend à 17 h 15.

11. M. DORON (Israël) dit que le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés a été créé par l'Assemblée générale en application d'une résolu-

⁵ Le texte *in extenso* de la déclaration a été distribué ultérieurement sous la cote A/SPC/PV.985.

tion partisane et qu'il a été constitué selon des procédures irrégulières d'une légalité douteuse. Ses membres représentent des pays qui n'ont pas de relations diplomatiques avec Israël, qui ont toujours voté contre lui et qui, dès le début, n'ont fait aucun mystère de leurs idées préconçues à son endroit.

12. L'an passé, dans une déclaration de 48 pages (928^e séance), la délégation israélienne a démontré point par point comment le rapport du Comité spécial⁶ falsifiait la réalité. Malgré cela, le Comité spécial, encouragé par les résolutions adoptées mécaniquement cette année-là, a établi cette année un autre rapport (A/10272) qui n'est pas plus digne de foi que les précédents. Le représentant d'Israël se voit donc obligé d'inviter la Commission à réexaminer ce que dit le rapport et à constater ce qu'il ne dit pas. M. Doron ne pourra évidemment pas, au cours d'un exposé aussi limité, passer en revue toutes les affirmations que contient le rapport et, s'il omet celle-ci ou celle-là, cela ne signifie pas que sa délégation l'accepte ou qu'elle n'a rien à en dire.

13. A l'alinéa *a* du paragraphe 27 du rapport (*ibid.*), on signale, parmi les aspects de l'occupation qui sont demeurés inchangés, les mesures d'exploitation économique, en particulier l'utilisation des territoires occupés comme un réservoir de main-d'oeuvre à bon marché pour Israël. Quiconque a connu les conditions qui régnaient en Cisjordanie et dans la bande de Gaza avant 1967 sera impressionné par les améliorations ou mieux par la transformation de ces zones sous tous les aspects. Le chômage, qui était très répandu, a pratiquement disparu. Dans les deux zones, le produit national brut a augmenté de 18 p. 100 par an. En huit ans, le revenu par habitant a augmenté de 80 p. 100 en Cisjordanie, et de 120 p. 100 dans la bande de Gaza. La production agricole s'est accrue à un rythme annuel de 12 p. 100 grâce à l'introduction de meilleures méthodes de culture et à l'utilisation de techniques modernes, ce qui est dû notamment à l'instruction pratique qu'Israël a apportée aux agriculteurs. Voilà quelles sont les "pratiques" israéliennes dont il n'est nullement question dans le rapport, bien que les faits pertinents soient publiés par les mêmes sources que le Comité utilise pour critiquer Israël. Le revenu disponible par habitant, qui a triplé de 1968 à 1972, a continué d'augmenter. Le revenu privé par habitant a, lui aussi, augmenté de 12 p. 100 par an et la qualité du "panier de la ménagère" s'est améliorée en ce qui concerne le contenu en protéines et autres éléments nutritifs. En 1973, la consommation par habitant en Cisjordanie a été supérieure aux prévisions pour 1985 que la FAO a émises pour l'ensemble de la Jordanie. En Cisjordanie et dans la bande de Gaza, la construction est passée de 88 000 mètres carrés en 1968 à 690 000 mètres carrés en 1974. Le nombre de véhicules à moteur, de réfrigérateurs et de téléviseurs a également augmenté.

14. Pour ce qui est de la prétendue "réserve de main-d'oeuvre à bon marché", il convient de signaler certains faits. Les travailleurs arabes des zones administrées par Israël reçoivent des salaires identiques à ceux des travailleurs israéliens ayant les mêmes qualifications. Conformément aux lois et aux conventions collectives pertinentes, ils bénéficient des mêmes avantages sociaux que les résidents

d'Israël, tout en étant exempts des obligations financières imposées à ceux-ci. Les travailleurs arabes bénéficient d'assurances mutuelles, de l'assurance-accidents, de congés payés, de congés de maladie et de l'indemnité de licenciement, et de tous les autres avantages accordés aux travailleurs israéliens. Les travailleurs arabes employés en Israël par l'intermédiaire des bureaux de placement du Service de l'emploi israélien, qui reçoivent leur salaire par l'intermédiaire de ces bureaux, sont protégés par la loi. Ils sont également protégés, dans le domaine des conventions collectives, par la Fédération générale du travail d'Israël. En outre, Israël respecte toutes les dispositions des accords pertinents de l'OIT.

15. Bien que la situation qui vient d'être évoquée soit la règle, certains Arabes sont employés en Israël en dehors de tout cadre syndical. Dans de tels cas, les intéressés se trouvent dans les mêmes conditions que les travailleurs israéliens qui, de leur propre volonté, n'ont pas adhéré à une organisation de travailleurs.

16. Les travailleurs des zones administrées par Israël ont leurs propres organisations syndicales, dans lesquelles n'interviennent ni les autorités militaires ni la Fédération générale du travail.

17. A l'alinéa *b* du paragraphe 27, les auteurs du rapport affirment que les conditions qui règnent dans les prisons se sont aggravées. Cette affirmation étant automatiquement réitérée dans chaque rapport du Comité spécial, il faut signaler un certain nombre de faits. Les Arabes des zones occupées sont incarcérés dans les mêmes conditions que les Israéliens. Les personnes détenues pour raisons de sécurité sont tennes à part, mais sont traitées de la même façon que les délinquants de droit commun. Après chaque arrestation, le CICR est prévenu, et les représentants de cet organisme peuvent rendre visite aux prisonniers et parler avec eux sans témoins. Nombre de prisonniers poursuivent leurs études tout en purgeant leur peine. En outre, ils reçoivent des visites de leur famille, ont le droit d'écrire des lettres et sont libres de pratiquer leur religion.

18. Tous ces faits ont été confirmés à maintes reprises par des personnes dignes de foi et compétentes, qui ont visité les prisons, comme, par exemple, le Président de la Ligue internationale des droits de l'homme ainsi que des personnalités arabes.

19. L'alinéa *d* du paragraphe 27 démontre une fois de plus que le Comité spécial se fonde sur ses rapports antérieurs pour corroborer des allégations sans fondements. Le Comité spécial devrait savoir que la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé⁷, faite en 1954, n'interdit pas les fouilles archéologiques et que, par conséquent, ladite convention ne peut avoir été violée, comme il est affirmé audit alinéa.

20. Affirmant qu'Israël poursuit une politique d'annexion et de colonisation, le Comité spécial présente à l'appui de ses dires une série de brèves citations de journaux israéliens qui sont à la fois discordantes et incomplètes. Discordantes puisqu'il ressort d'une lecture rapide que, bien que portant

⁶ Document A/9817 du 4 novembre 1974.

⁷ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 249, no 3511, p. 215.

toutes sur la même question, elles se contredisent sur des points importants. Incomplètes, car elles ne vont pas jusqu'à la fin de l'article dont elles sont extraites. Le lecteur ne peut se rendre compte de ces tripatouillages que s'il dispose du texte complet de l'article. Par exemple, au paragraphe 46 du rapport, on affirme que, depuis 1972, 1 530 familles ont été évacuées, sans préciser que les autorités israéliennes ont dépensé 20 millions de livres israéliennes pour reloger les personnes déplacées, ni que les dirigeants et les porte-parole de ces dernières ont exprimé leur reconnaissance et leur désir de coopérer. Au paragraphe 62, le Comité signale la plainte émise par les habitants d'un village situé dans le nord des hauteurs du Golan, sans mentionner le fait important que ces personnes ont non seulement déposé une plainte, mais également engagé une action judiciaire devant la Cour suprême d'Israël contre l'expropriation d'une partie de leurs terres en vue de la création d'une réserve naturelle. Avant 1967, ces personnes n'auraient pu faire appel à aucun tribunal, alors qu'aujourd'hui elles peuvent avoir recours à la Cour suprême d'Israël contre les autorités israéliennes. Il n'existe aucun précédent de ce genre dans l'histoire des territoires administrés par un autre Etat à la suite d'un conflit armé.

21. Le représentant d'Israël réaffirme que tout ce qui est dit dans le rapport au sujet de la prétendue politique israélienne d'annexion et de colonisation se situe entièrement en dehors de la compétence du Comité spécial, et il affirme que toutes les allégations, insinuations et conclusions du Comité spécial à ce sujet sont aussi infondées et mensongères que celles qui figurent dans ses rapports antérieurs.

22. M. Doron rappelle qu'il a déjà expliqué, lors de la vingt-huitième session (881^e et 890^e séance), ce qu'il en est réellement de l'installation de colons israéliens dans les zones administrées depuis 1967. Premièrement, Israël n'a aucun des noirs desseins que lui prête le Comité spécial. Les colonies créées revêtent une importance particulière dans le cadre du réseau de défense israélien, comme l'ont démontré les faits récents. Etant donné que le nombre d'Israéliens vivant dans ces colonies représente approximativement 0,3 p. 100 de la population des zones, toutes les allégations relatives à l'altération du caractère physique, géographique et démographique de ces zones sont évidemment fausses. Aspirant à la paix, Israël s'est bien gardé de transformer la situation politique et juridique des territoires qu'il administre et, par conséquent, toutes les conjectures et conclusions du Comité spécial sont sans fondements et n'entrent pas dans le cadre de son mandat.

23. En ce qui concerne la section B du chapitre IV du rapport, M. Doron dit que l'on voit une fois de plus comment le Comité spécial se fait des idées préconçues et essaie ensuite de les étayer en citant de façon incomplète des articles de journaux israéliens. Contrairement à l'impression que donne le rapport du Comité spécial, il y a des progrès et un développement constants dans les zones administrées, et la population locale et les Israéliens entretiennent des relations pacifiques. Seulement quelques semaines auparavant, la population a élu ses conseillers municipaux, contrairement aux souhaits de l'Organisation de libération de Palestine (OLP) et malgré ses menaces. Dans la déclaration qu'il a faite à la 979^e séance de la Commission, M. Doron a déjà décrit en détail la situation

qui règne dans les territoires administrés. Les incidents qui se sont produits sont le résultat des activités subversives d'agents terroristes.

24. M. Doron dit que le critère en fonction duquel le Comité spécial a examiné les cas de M. Hanna Nasir, de l'Université Bir Zeit, de M. Toubassi, conseiller municipal du Ramallah et de M. Mustafa Milhem, maire de Halhul, est typique, car il revient à admettre l'hypothèse que ces hommes étaient entièrement innocents et que leur déportation a été totalement injustifiée. En réalité, ces personnes se livraient à des activités illégales et leur déportation a simplement consisté à les remettre entre les mains du peuple pour lequel ils jouaient le rôle d'agents de subversion.

25. En ce qui concerne les citations de journaux israéliens qui figurent dans le rapport du Comité spécial pour appuyer la thèse selon laquelle il y a des détentions massives, M. Doron donne lecture de divers articles des journaux pertinents pour démontrer que certaines parties seulement de ces articles sont données dans le rapport du Comité spécial et que certaines autres parties qui sont omises auraient pu éclairer la situation. Qu'il suffise de dire que le Comité spécial n'a pas estimé nécessaire de citer la partie de ces articles où il est expliqué pourquoi certaines personnes ont été arrêtées, et qu'il ne dit pas davantage que les autorités mettent rapidement en liberté la majorité des suspects arrêtés et les personnes contre lesquelles on n'a pas réuni de preuves suffisantes.

26. Dans la section C du chapitre IV de son rapport, le Comité spécial continue à déformer les faits et dans la section D, intitulée "Autres allégations", il se croit obligé de justifier les allégations arabes concernant la mosquée Ibrahim à Hébron. A ce sujet, M. Doron rappelle qu'il a déjà exposé, à la vingt-huitième session (890^e séance), les faits pertinents et qu'il a dit, entre autres, que les juifs ont résidé depuis des temps immémoriaux à Hébron où ils vénéraient la grotte sacrée de Machpela, jusqu'à ce que, en 1929, 68 juifs soient brutalement assassinés par leurs voisins arabes, que d'autres soient blessés et que les survivants soient obligés de fuir. Il a également expliqué, à la même séance, que le fait que les juifs ont pu revenir prier en un lieu qui, pour eux, est sacré ne porte pas atteinte au droit des musulmans à venir prier dans le même lieu. Cependant, une fois encore, le Comité spécial s'est permis, sans en avoir le droit, de donner son opinion sur les mesures adoptées par les autorités israéliennes et a déclaré qu'elles étaient contraires aux dispositions de l'article 27 de la quatrième Convention de Genève. Le Gouvernement israélien soutient que cette convention ne s'applique pas, pour diverses raisons juridiques, aux zones administrées et il émet donc des réserves à ce sujet. En tout état de cause, la conclusion du Comité spécial qui figure au paragraphe 182 de son rapport est totalement erronée et ne repose sur aucun motif valable. Bien que le Comité spécial indique au paragraphe 161 qu'il a pris note de la lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël (A/10204-S/11809), où sont expliqués tous les faits pertinents, il ne semble pas en avoir fait grand cas puisqu'il est de nouveau parvenu à une conclusion absurde.

27. La deuxième allégation formulée à la section D du chapitre IV du rapport concerne les mauvais traitements des détenus, et les conclusions du Comité spécial sur cette

question figurent dans les paragraphes 183 à 185. La manière dont le Comité spécial aborde cette question est un bon exemple de son manque de rigueur. Par exemple, au paragraphe 183, il indique que, comme les années précédentes, il n'a pu parvenir à des conclusions définitives, mais il exprime sa conviction que les procédures d'interrogation s'accompagnent très souvent de violences physiques. Au paragraphe 185, il indique qu'à première vue il a clairement établi que Mme El-Hawari a fait l'objet de mauvais traitements et, pour ce faire, il se fonde sur les témoignages de personnes qui ont comparu devant le Comité spécial en 1970. M. Doron ne comprend pas comment des témoignages donnés en 1970 peuvent corroborer des allégations portées en 1975, et il tient donc à expliquer à la Commission que Mme El-Hawari, après avoir admis sa culpabilité dans plusieurs des accusations formulées contre elle — car les preuves étaient écrasantes —, a été jugée, déclarée coupable et condamnée à 10 ans de prison. Comme elle était malade, elle a reçu des soins médicaux en prison jusqu'à ce qu'elle demande à être envoyée en Jordanie. Il a été fait suite à sa demande et, dès qu'elle est arrivée en Jordanie, elle a pour la première fois parlé des prétendus mauvais traitements dont elle avait fait l'objet pendant sa détention en Israël, alors que, pendant les cinq années qu'elle a été soignée en Israël, elle n'avait que des paroles d'éloge à l'égard de ses médecins. Ce qui s'est passé dans le cas de Mme El-Hawari ne fait que répéter le cas célèbre de Mohamed Derbaz.

28. Toujours en ce qui concerne la question des mauvais traitements, le Comité spécial, aux paragraphes 165 et 166 de son rapport, cite d'autres cas, qui sont tous erronés, puisque, dans l'un, les autorités israéliennes n'ont connaissance de l'existence d'aucune des personnes mentionnées et, dans les autres, les chiffres cités sont totalement faux.

29. En ce qui concerne le chapitre V de son rapport, intitulé "Kouneitra", le Comité spécial prend note d'un article anti-israélien publié par un journal de l'Ontario (Canada) le 26 novembre 1974 (voir par. 168). Cependant, le Comité spécial aurait pu trouver d'autres articles publiés par les quotidiens *The Washington Post* ou *The Times* de Londres, qui sont des journaux beaucoup plus connus et qui donnent une version opposée à celle qu'a citée le Comité. Mais, quelle raison le Comité spécial aurait-il de citer quoi que ce soit qui semble favorable à Israël? En ce qui concerne le chapitre VI, intitulé "Conclusions", M. Doron n'estime pas nécessaire d'entrer dans les détails, puisqu'il a déjà parlé de la quasi-totalité des aspects du rapport.

30. Cependant, il y a encore quelques points qu'il souhaiterait mentionner, comme, par exemple, le problème de la destruction de maisons à propos duquel le Comité spécial cite le rapport annuel du CICR pour 1974, dans lequel, semble-t-il, on estime ces destructions contraires aux dispositions des articles 33 et 53 de la quatrième Convention de Genève. Selon la délégation israélienne, les mesures prises par les autorités israéliennes sont autorisées en vertu de la réserve qui figure à l'article 53 de la Convention, et, à ce sujet, l'orateur se réfère au Commentaire publié par le CICR sur la quatrième Convention de Genève⁸. Cependant,

dans ce cas encore, il est évident que le Comité spécial, bien qu'il ait eu le rapport du CICR entre les mains, a décidé de passer sous silence certains points très importants de ce rapport. Par exemple, le Comité ne semble pas avoir remarqué qu'il était permis aux délégués du CICR de parler avec les détenus en l'absence de tout témoin, ce qui confirme que les autorités israéliennes se sont largement conformées aux recommandations du CICR, ou qu'une mission médicale a effectué une étude sur les mesures adoptées par les services de santé des autorités d'occupation devant la pénurie de personnel médical et la détérioration du matériel et des hôpitaux. Le Comité ne semble pas avoir remarqué, non plus, que, dans le rapport du CICR, il est indiqué que le Gouvernement israélien a fait part de ses opinions au CICR et qu'il a accepté que le CICR effectue une autre visite en 1975.

31. Dans ces circonstances, M. Doron se demande si le manque d'intérêt du Comité spécial est dû au fait manifeste qu'il s'intéresse uniquement et exclusivement à ce qui semble ou peut sembler injurieux à l'égard d'Israël. Mais cela ne lui suffit pas, puisqu'il a pris la liberté de se prononcer sur des cas qui ne sont pas de sa compétence. C'est pourquoi M. Doron n'estime pas nécessaire d'entrer dans une discussion juridique ou autre et se limite à repousser catégoriquement toutes les allégations et conclusions du Comité spécial sur ces événements.

32. M. Doron est convaincu que quelques-uns au moins des participants s'accorderont avec lui à dire que le présent rapport du Comité spécial est aussi peu digne de foi que ses rapports précédents, car le Comité a été guidé par des idées préconçues, a fait montre d'un manque total d'objectivité et a prouvé qu'il était résolu à présenter les autorités israéliennes de la façon la plus négative possible. Pour toutes ces raisons, M. Doron ne fera plus usage de son droit de parole sur cette question, sauf s'il l'estime nécessaire.

33. M. AL-SAYEGH (Koweït), exerçant son droit de réponse, dit qu'il fera en temps utile une déclaration au sujet des preuves présentées par le Comité spécial, mais qu'il désire dès maintenant poser deux ou trois questions.

34. Pour commencer et compte tenu de ce qui a été dit à propos de Kouneitra, M. Al-Sayegh souhaiterait que le représentant d'Israël s'explique sur ce qu'a voulu dire le Premier Ministre d'Israël lorsqu'il a déclaré, selon le Journal *The New York Times* du 6 octobre 1975, qu'à l'entrée en vigueur de l'Accord avec l'Égypte Israël serait mis par deux fois à l'épreuve : quand il s'agira, tout d'abord, d'effectuer sans incident le transfert à l'Égypte des champs pétrolifères et, ensuite, d'éviter un nouveau Kouneitra.

35. En ce qui concerne, par ailleurs, le refus obstiné du représentant d'Israël de reconnaître qu'Israël mène une politique d'annexion, M. Al-Sayegh fait observer que, dans la majorité des pays, ce sont les institutions gouvernementales pertinentes qui, à son avis, décident de la politique de gouvernement et non pas leurs délégations auprès de l'Organisation des Nations Unies. C'est pourquoi, si les déclarations du représentant d'Israël sont en contradiction avec celles des autorités gouvernementales et sont démenties par ces dernières, on se trouve en présence, de l'avis de

⁸ Jean S. Pictet, éd., *Les Conventions de Genève du 12 août 1949 : Commentaire, IV, La Convention de Genève sur la protection des personnes civiles en temps de guerre*, Genève, Comité international de la Croix-Rouge, 1956.

M. Al-Sayegh, d'un conflit de compétence constitutionnelle ou de crédibilité.

36. M. Al-Sayegh cite les déclarations de membres du Cabinet israélien parues dans l'édition internationale du *Jerusalem Post* du 25 février 1975, ainsi que dans l'*Israel Digest* du 28 février 1975, dans lesquelles il apparaît de façon évidente que la politique du Gouvernement israélien est de maintenir ses villages de colons sur les hauteurs du Golan. M. Al-Sayegh évoque également les propos tenus par M. Rabin, selon lequel Israël réclamera une présence permanente dans le Sinaï et ne se retirera jamais des hauteurs du Golan. M. Al-Sayegh mentionne aussi le plan Allon, qui

prévoit la création de colonies de peuplement dans les territoires occupés le long de la frontière jordanienne, ainsi que d'autres déclarations de hauts fonctionnaires du gouvernement, parues dans *The Christian Science Monitor*. M. Al-Sayegh demande à nouveau s'il doit croire les représentants du Gouvernement israélien qui refusent absolument de reconnaître qu'Israël mène une politique d'annexion ou les ministres de ce gouvernement qui par leurs propos démontrent que cette politique existe bel et bien. Le représentant du Koweït se réserve le droit d'intervenir à nouveau au cours de la séance suivante.

La séance est levée à 18 h 30.

986^e séance

Vendredi 28 novembre 1975, à 10 h 50.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.986

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (*suite*) [A/10074, A/10128, A/10163-S/11780, A/10164-S/11784, A/10174-S/11797, A/10178-S/11799, A/10204-S/11809, A/10272, A/10286, A/10370]

DISCUSSION GENERALE (*suite*)

1. M. SHARAF (Jordanie) dit que le point à l'examen est un autre aspect de la question palestinienne qui a surgi lorsque Israël a réussi à expulser de force des centaines de milliers de Palestiniens de leur patrie en 1947 et en 1948. Depuis 1967, Israël a entrepris de modifier radicalement le caractère géographique et l'identité des territoires qu'il a occupés cette année-là et qu'il occupe toujours. Son plan prévoit un processus d'asphyxie et d'absorption progressives par lequel le principe sioniste est mené à son terme logique. Nulle part ailleurs le sionisme n'a appliqué sa politique raciste de manière plus impitoyable que dans ses rapports avec le peuple et les territoires qui sont ses principales victimes. Les pratiques qu'il observe dans les territoires occupés sont le prolongement de la politique qui a conduit au déracinement et à la dispersion des Palestiniens et le monde entier doit en être mieux informé.

2. Comme les années précédentes, le rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (A/10272) est un exposé des faits détaillé dans les limites imposées par le refus d'Israël de permettre au Comité de procéder à une enquête sur place. La campagne de dénigrement et de calomnie continuellement menée par les porte-parole israéliens n'a pas porté atteinte à la dignité du Comité spécial; tout critique de la politique israélienne peut s'attendre à subir le même traitement.

3. La politique de colonisation et d'établissement de colonies de peuplement, qui a été lancée immédiatement après 1967, est une des pratiques israéliennes les plus graves et les plus dangereuses dans les territoires occupés. Israël a mené cette politique de manière systématique et frénétique, et, jusqu'à maintenant, plus de 50 colonies de peuplement ont été établies sur la rive occidentale du Jourdain, sur les hauteurs du Golan, à Gaza et dans le Sinaï. Le rapport du Comité spécial indique qu'au cours des trois prochaines années 80 nouvelles colonies de peuplement seront implantées par l'Agence juive pour Israël en Israël et dans les territoires occupés. Un dirigeant israélien a fait remarquer que le cas de chaque colonie est examiné soigneusement et reflète la politique du gouvernement. Il semble évident qu'un pays qui suit pareille politique délibérée de colonisation et d'annexion ne souhaite pas sincèrement la paix.

4. La brutalité avec laquelle les autorités d'occupation ont modifié le caractère géographique des territoires occupés n'a d'égale que la cruauté avec laquelle Israël a dévasté la ville de Kouneitra. Jérusalem est un exemple éloquent de cette politique d'expansion et d'annexion implacable qu'Israël poursuit dans les territoires occupés. Malgré les nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et en dépit de la réprobation universelle, les autorités d'occupation sionistes continuent à s'emparer des territoires arabes à l'intérieur et à l'extérieur de la vieille ville occupée et annexée, afin de construire de nouveaux quartiers israéliens sur les ruines des quartiers arabes démolis. Jusqu'à présent 20 000 dunams de terre ont été confisqués dans le cadre d'un plan qui est, de toute évidence, destiné à modifier le caractère démographique, historique et culturel de la ville et à détruire son identité arabe. Au début de 1975, la Knesset a approuvé un plan directeur tendant à annexer à Jérusalem 9 villes et 60 villages habités par 250 000 personnes sur la rive occidentale du Jourdain; une fois le plan exécuté, le caractère et la composition de la ville seraient radicalement modifiés. Israël a porté atteinte aux wakf islamiques et en a détruits

beaucoup, ainsi que des mosquées et des sanctuaires vénérés. Il a déjà fait main basse sur le quartier de Sharaf, qui abrite 600 sites religieux islamiques ainsi que 4 mosquées et de nombreux sites historiques illustres. Dans un esprit de vengeance et de provocation, de prétendues fouilles ont été entreprises dans le sous-sol et aux alentours de nombreux sites islamiques importants comme l'illustre mosquée Al Aqsa. Si ces fouilles, qui ont déjà endommagé un des murs intérieurs de cette mosquée, se poursuivent, elles saperont ses fondations et risquent de provoquer son effondrement. Ces actes ne sont que le reflet des attitudes et de la politique adoptées par l'Etat d'Israël envers l'héritage culturel et les droits des victimes du sionisme sous occupation israélienne. Les sites religieux de ces victimes n'ont pas un caractère sacré et leur héritage culturel est un obstacle à la domination culturelle sioniste. A Hébron, les autorités d'occupation ont fait outrage à l'ensemble du monde islamique et à toute l'humanité éclairée en violant sans vergogne le caractère sacré de la sainte mosquée Al-Haram Al-Ibrahimi.

5. Les autorités israéliennes entendent aussi absorber l'économie du territoire occupé. Leurs représentants décrivent en termes enchanteurs la vie économique et le niveau de vie des territoires occupés. Mais l'occupation et l'usurpation d'un territoire étranger peuvent-elles se justifier par les avantages économiques qu'elles sont censées procurer à un peuple qui se trouve sous occupation étrangère ? Toutefois, l'argument israélien est réfuté par la situation économique et matérielle de ces territoires. Israël s'est emparé d'une économie saine et prospère dans les territoires occupés, en particulier sur la rive occidentale du Jourdain, et est en train de l'absorber et de l'exploiter. L'activité industrielle et agricole dans les zones occupées vise à répondre aux besoins de l'économie israélienne et le gouvernement encourage ardemment les hommes d'affaires et les industriels israéliens à investir dans des projets industriels permanents dans les territoires arabes occupés, en leur offrant des subventions et des exonérations d'impôt à cette fin. La politique sioniste visant à faire disparaître l'identité nationale, le caractère historique naturel du peuple occupé, de même que l'environnement géographique de la région que ce peuple habite depuis des siècles, il est presque superflu de mentionner les mesures relativement plus clémentes prises par la puissance occupante à l'égard des particuliers, de leurs libertés et de leurs droits politiques. L'occupation israélienne est subtile et rusée, et en outre parfaitement reliée au réseau international de propagande tendant à lui fabriquer une image de marque, en particulier dans le monde occidental. Toutefois, compte tenu des déclarations faites à la présente session de l'Assemblée générale, décrivant le sionisme comme un mouvement de libération et Israël comme un exemple éclatant de démocratie, il n'est peut-être pas inutile de souligner qu'un Israélien éminent et porte-parole des droits de l'homme, le professeur Israël Shahak, a déclaré que l'oppression découle naturellement du sionisme et se traduit par le grand nombre de crimes contre la sécurité de l'Etat dont sont saisis les tribunaux.

6. L'identité et l'intégrité de la population des territoires occupés doivent être sauvegardées contre un démembrement géographique et une asphyxie culturelle et les terres de cette population doivent également être protégées, car la

paix ne peut être instaurée que sur la base de l'intégrité géographique de ces terres et de la libération totale de leurs habitants.

7. M. ABDEL MEGUID (Egypte) déclare que les travaux du Comité spécial occupent une place importante dans les activités relatives aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies et à l'application des résolutions de l'ONU concernant les droits de l'homme, le respect de la souveraineté nationale et le droit des peuples à l'autodétermination. Grâce au rapport du Comité spécial, l'Organisation des Nations Unies offre un espoir aux peuples des territoires occupés et exprime sa solidarité avec eux. Le Comité spécial mérite donc les sincères félicitations de la communauté internationale. Il a dû, en effet, travailler dans des conditions difficiles, par suite de l'attitude arrogante d'Israël et de son refus d'autoriser l'entrée du Comité spécial dans les territoires occupés, bien qu'aux termes du mandat du Comité spécial Israël soit tenu de donner cette autorisation. Le refus d'Israël de coopérer avec le Comité spécial et d'appliquer dans les territoires occupés la quatrième Convention de Genève de 1949¹ prouve cette arrogance. L'attitude d'Israël a été condamnée par la communauté internationale dans des résolutions adoptées par l'ONU, l'UNESCO, l'OIT, l'OMS et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et dans de nombreuses réunions régionales et politiques, particulièrement celles des pays non alignés et de l'OUA. La communauté internationale a affirmé que l'intégrité des territoires occupés et les droits de leurs habitants sont une question de responsabilité internationale, qu'elle doit assumer.

8. Dans sa résolution 3240 B (XXIX), l'Assemblée générale a réaffirmé ce que le CICR avait déjà souligné, à savoir que la quatrième Convention de Genève est applicable aux territoires arabes occupés par Israël depuis 1967. Or Israël s'est obstinément refusé, sans donner de raison, à appliquer cette convention; il est toutefois évident pour tous que la raison en est qu'Israël continue d'appliquer une politique expansionniste et tient à mettre l'opinion internationale devant le fait accompli. Dans ce but, Israël utilise toutes les méthodes illégales, au mépris le plus complet de toutes les valeurs de la civilisation, des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et des instruments internationaux. Le rapport du Comité spécial (A/10272) décrit les activités d'Israël et les conséquences qui pourraient en découler à moins que la communauté internationale ne force Israël à tenir compte de ses résolutions relatives aux territoires occupés. L'article 49 de la quatrième Convention de Genève vise manifestement à protéger les habitants des territoires occupés contre toute tentative de colonisation de ces territoires; mais Israël ne tient aucun compte de la Convention et continue à implanter de nouvelles colonies de peuplement sur les hauteurs du Golan, sur la rive occidentale du Jourdain et ailleurs. Le rapport mentionne également les mesures terroristes prises par les autorités israéliennes pour réduire les Arabes et les obliger à accepter les forces d'occupation. Ces mesures comprennent la répression, l'expulsion des Arabes, la démolition des biens et des maisons arabes et le déplacement forcé de la population civile au mépris de la Convention. Dans son

¹ Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, no 973, p. 287).

rapport², le CICR a déclaré que la principale difficulté contre laquelle il a dû lutter est l'expulsion des particuliers et la destruction de maisons en exécution des ordres donnés par les autorités israéliennes en violation des articles 33 et 49 de la Convention. Le rapport a conclu que les Israéliens ont délibérément et de façon continue commis des actes de spoliation contraires aux principes des droits de l'homme et des actes de répression contre le peuple des territoires occupés.

9. Les forces d'occupation israéliennes ne se sont pas contentées de coloniser ces nouveaux territoires, détruisant des villages et des villes, chassant par la force les habitants et procédant à des arrestations massives; elles sont allées plus loin encore dans l'application de leur politique de judaïsation des territoires occupés. Israël cherche en effet à éliminer l'identité arabe en s'attaquant aux établissements d'enseignement, aux dirigeants des communautés, aux sites culturels chrétiens et musulmans à Jérusalem, Hébron, dans le Sinaï et ailleurs violant ainsi l'article 27 de la quatrième Convention de Genève, qui comporte le respect des objets religieux dans les territoires occupés. Israël ne s'est pas contenté d'occuper Jérusalem illégalement, contrevenant de ce fait aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, y compris celles qui demandent le maintien du *statu quo* à Jérusalem: prenant l'histoire juive comme prétexte, il a entrepris des fouilles qui ont endommagé des sites historiques musulmans, notamment la mosquée Al Aqsa. Par ces actes, les Israéliens cherchent à altérer le caractère culturel et physique de Jérusalem et défient la communauté internationale et l'opinion mondiale. Ils ont déjà profané la mosquée sainte Al-Haram Al-Ibrahimi à Hébron, en s'appropriant une partie de la mosquée et en gênant le culte musulman.

10. De tels actes font partie de la politique israélienne qui consiste à violer toutes les valeurs sacrées. Les forces d'occupation israéliennes ont occupé des églises coptes à Jérusalem, battu des fidèles et détruit des objets sacrés; elles ont constamment persécuté les fidèles arabes dans le Sinaï. Cette attitude ne tient pas compte des valeurs religieuses chrétiennes ou musulmanes, elle implique la destruction des sites religieux arabes et le pillage de l'héritage culturel arabe. Pour essayer de faire de Jérusalem une ville totalement juive, les autorités israéliennes répriment la pratique de tous les autres cultes. Mais il y a eu une levée de boucliers de la communauté internationale à propos des activités juives à Jérusalem. Comme témoignages, le représentant de l'Égypte cite des extraits du quotidien *The Washington Post*, de *L'Osservatore romano* et du journal londonien *The Times*.

11. L'archevêque Capucci a été emprisonné pour s'être opposé à l'agression israélienne. Or la décision israélienne d'annexer la partie arabe de Jérusalem est contraire au droit international et la création du tribunal de district de Jérusalem viole l'article 47 de la quatrième Convention de Genève. Aussi l'archevêque a-t-il été jugé par un tribunal qui n'a pas été constitué en bonne et due forme en droit international. La communauté internationale doit donc prendre des mesures immédiates pour restituer ses droits à l'archevêque.

12. D'autre part, Israël continue sa politique d'annexion et d'occupation des terres arabes. *The New York Times* a rapporté que les colonies de peuplement israélien sont créées avec l'intention d'en faire des établissements permanents et il a décrit comment Israël voit ses futures frontières. Les déclarations du Ministre du logement et du Premier Ministre d'Israël, qui ont été reproduites dans la presse israélienne et citées dans le rapport du Comité spécial, ont indiqué clairement qu'Israël n'a aucune intention d'évacuer les colonies de peuplement dans l'avenir.

13. Les résolutions de l'Organisation des Nations Unies et le droit international exigent que soient respectées l'indépendance et l'intégrité territoriale des Etats. Le monde entier sait que les activités d'Israël ne sont pas génératrices de paix. Les faits ont, par ailleurs, démontré la vérité de l'affirmation du Premier Ministre de l'Égypte, à savoir que l'Égypte n'abandonnera jamais les terres arabes ou les droits des peuples arabes. La délégation égyptienne espère que le débat à la Commission produira des résultats concrets et que des mesures seront adoptées pour forcer Israël à tenir compte des décisions de l'ONU et pour lui faire comprendre que, dans le cas contraire, il restera isolé au milieu de la communauté internationale.

14. Celle-ci ne peut accepter le maintien de l'occupation des territoires arabes, le refus systématique du droit des peuples arabes à l'autodétermination et les violations des droits de l'homme par Israël. Il faut agir pour mettre fin à la persécution par Israël des communautés religieuses à Jérusalem: les Lieux saints doivent être protégés et les prisonniers, notamment l'archevêque Capucci, relâchés. Pour ce faire, tous les signataires de la quatrième Convention de Genève doivent remplir leurs obligations. Les frères arabes qui languissent sous l'occupation israélienne réclament la justice et le respect de leur dignité et le droit de vivre en sécurité, sans crainte d'une agression. Tous ceux qui prennent à coeur la cause de la paix et des valeurs humaines répondront à cet appel.

15. M. AL-GARWAN (Emirats arabes unis) félicite le Comité spécial pour l'objectivité avec laquelle il a rempli son mandat.

16. En vertu du droit coutumier international, la population, les ressources et les institutions de tout territoire militairement occupé doivent être protégées. De plus, la quatrième Convention de Genève comprend des dispositions précises à cet égard. Les six rapports précédents du Comité spécial concluaient qu'Israël ne s'était pas acquitté de ses obligations en vertu de la Convention, et le présent rapport, le septième, indique que la situation n'a pas changé: Israël continue de violer les droits de la population civile des territoires occupés. On peut en trouver la preuve dans les déclarations faites par des citoyens israéliens responsables et dans les communiqués de presse israéliens qui sont cités dans le rapport. Le Comité spécial a rassemblé des éléments de preuve concernant la politique d'arrestations en masse, d'expulsion de personnalités éminentes et de torture des détenus. Les autorités israéliennes persistent à s'ingérer dans la vie sociale des habitants arabes, notamment en en transférant certains par la force dans d'autres régions. De plus, Israël continue d'exproprier des terres arabes et d'en expulser les habitants pour y établir des

² Rapport d'activité 1974, Genève, Comité international de la Croix-Rouge, 1975.

émigrants juifs. Bien des foyers arabes ont été détruits et leurs habitants terrorisés au cours de ce processus. Les autorités israéliennes privent la population civile de moyens de subsistance en s'opposant à l'ouverture de boutiques et de marchés lorsque la politique d'occupation rencontre la moindre résistance. Elles ont interdit l'exportation de produits agricoles et imposé de nouveaux impôts de manière à continuer à appauvrir la population arabe. Elles se sont ingérées dans l'enseignement supérieur, et notamment dans les affaires financières de l'université Bir Zeit. Israël s'est ingéré dans la vie des tribus arabes du Sinaï et a transféré par la force de nombreuses familles dans d'autres régions.

17. Si Israël persiste à violer les droits de l'homme et à méconnaître ses obligations en vertu de la quatrième Convention de Genève, il devrait la dénoncer. Il est très étrange qu'Israël prétende observer les dispositions de la Convention lorsqu'il applique ses mesures dans les territoires occupés.

18. Les éléments de preuve apportés par le rapport du Comité spécial sont fondés sur des déclarations faites par des personnes responsables et sur des communiqués de presse. Compte tenu de ces éléments, la délégation des Emirats arabes unis est stupéfaite de l'attitude de certaines autres délégations qui, ne faisant que peu de cas des violations, par Israël, des droits de la population arabe dans les territoires occupés, prétendent soit que l'on ne dispose que de preuves insuffisantes à cet égard, soit que le Comité spécial n'a pas été objectif. Si les preuves fournies par le rapport sont insuffisantes, quel genre de preuves ces délégations attendent-elles donc ? Elles n'ont jamais répondu à cette question et leur silence indique qu'elles ne souhaitent pas être convaincues. En ce qui concerne l'objectivité du Comité spécial, s'il n'est pas objectif de citer les sources israéliennes et les articles parus dans la presse occidentale, où réside donc l'objectivité ? Les enquêtes devraient-elles être effectuées par un autre organe ? Si l'on en décidait ainsi, la délégation des Emirats arabes unis serait favorable à ce que la composition du Comité spécial soit élargie pour permettre à des représentants de ces délégations de participer à ses travaux. Mais elles rejetteraient toute proposition de cet ordre. Leurs allégations selon lesquelles le Comité spécial manque d'objectivité ne sont pas fondées; elles ne constituent qu'un élément du soutien que ces délégations apportent aux violations par Israël des droits de la population arabe. Elles permettent d'avoir deux poids et deux mesures en ce qui concerne les droits de l'homme : il est parfaitement acceptable que l'on viole les droits des pays arabes et du tiers monde, mais toute violation des droits d'autres peuples provoque une levée de boucliers.

19. Compte tenu du refus d'Israël de se conformer aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies, l'Assemblée générale devrait adopter une nouvelle attitude : Israël doit être dénoncé comme étant raciste, de même que le sionisme a été dénoncé en tant que politique raciste. Les sanctions les plus strictes que prévoit la Charte doivent être imposées contre Israël afin de mettre un terme à sa politique raciste envers les peuples arabes. La délégation des Emirats arabes unis appuiera toute résolution visant à parvenir à cette fin. Tant qu'Israël ne se sera pas retiré des territoires occupés,

l'Assemblée générale ne pourra recourir qu'à des mesures coercitives.

20. Le PRESIDENT invite le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à prendre la parole.

21. M. AQL (Observateur, Organisation de libération de la Palestine) félicite le Comité spécial pour sa recherche inlassable de la vérité; ainsi qu'on peut le constater aux paragraphes 26 et 27 de son rapport (A/10272), la situation n'a que peu évolué depuis 1974. Israël a continué d'interdire l'accès des territoires occupés au Comité spécial et persiste dans sa politique d'annexion et d'établissement de colonies de peuplement. Les dirigeants israéliens ne font aucun mystère de leur politique; 30 colonies de peuplement nouvelles devaient être établies dans les territoires occupés en 1975; 62 colonies auraient été établies à ce jour (*ibid.*, par. 31 et 32). Au nombre des pratiques brutales d'Israël dans les territoires occupés continuent de figurer l'établissement de colonies de peuplement, la confiscation de terres, l'éviction de personnalités locales éminentes, la démolition de maisons, les arrestations en masse et les entraves mises au développement intellectuel des jeunes et à la formation qui leur permettrait d'acquérir l'indépendance d'esprit et une culture générale. Au paragraphe 41 de son rapport le Comité spécial donne des exemples de ces pratiques dans la bande de Gaza et il décrit au paragraphe 76 les colonies de peuplement israéliennes sur la rive occidentale du Jourdain.

22. On pourrait évidemment s'attarder sur les détails des pratiques destructives et impitoyables d'Israël dans les territoires occupés, mais, étant donné les rapports du Comité spécial et les résolutions adoptées par l'Assemblée générale, toutes les délégations doivent déjà être suffisamment informées de la situation. Bien que le rapport à l'étude mette en évidence de nouvelles tendances répressives dans le comportement des autorités israéliennes d'occupation, les traits distinctifs de l'occupation sioniste des terres arabes restent inchangés : perpétuation de l'occupation sioniste, expansion territoriale progressive, destruction systématique du caractère arabe des territoires occupés, démoralisation des habitants arabes et absorption éventuelle du territoire palestinien après que la majorité arabe aura été expulsée par la force ou contrainte de partir pour trouver de meilleures conditions de vie. S'agit-il là du comportement d'un Etat épris de paix et Israël pense-t-il que l'écoulement du temps et la prolongation de son occupation lui permettront d'imposer sa volonté au peuple palestinien ?

23. En dépit de huit années d'occupation et de colonisation sionistes, le peuple palestinien des territoires occupés tient tête et résiste même dans la mesure de ses moyens. Le dernier compte rendu reçu par la délégation de l'OLP indique que les habitants de Halhul, dans le district de Hébron, ont organisé des manifestations pour exprimer leur rejet du plan sioniste d'administration locale et civile; des soldats ennemis munis de boucliers d'acier ont attaqué les manifestants en tirant sur eux. Ce compte rendu signale également que la tension monte à Halhul et dans les villages avoisinants, en particulier depuis que les autorités d'occupation y ont arrêté 85 élèves qui poursuivaient des études secondaires et 6 personnalités éminentes. Des peines arbitraires allant de l'amende à l'emprisonnement ont été

prononcées contre la plupart des étudiants détenus. Le soulèvement qui se poursuit maintenant depuis trois semaines sur la rive occidentale du Jourdain s'étend quotidiennement et a conduit les autorités d'occupation à fermer les établissements d'enseignement dans la région. Depuis que le rapport du Comité spécial a été rédigé, 400 personnes ont été arrêtées sur la rive occidentale et 5 maisons ont été démolies dans un village proche de Bethléem.

24. C'est dans le contexte du mépris complet qu'Israël affiche à l'égard de la volonté de la communauté internationale et des droits nationaux inaliénables du peuple palestinien que l'OLP, seul représentant du peuple palestinien, mène sa lutte armée contre le sionisme raciste. Voici plus de 60 ans qu'elle affronte ce mouvement raciste qui cherche à éliminer le peuple palestinien en tant que communauté politique et à occuper son territoire. Les sionistes s'obstinent à dire qu'il n'est pas de forme d'existence plus naturelle que dans les ghettos. Ils ont répondu aux offres palestiniennes d'inclusion par l'exclusion, d'intégration par la volonté de préserver la pureté de la race. Leur idéologie est au mieux médiévale et au pire primitive. La société connue sous le nom d'Israël est fondée sur une conception discréditée de l'ascendance médiévale ou tribale. Dans sa lutte pour une Palestine non sectaire et démocratique, l'OLP ne cherche pas seulement à libérer son propre peuple de l'oppression du sionisme mais aussi à libérer les Juifs, de même que la société humaine en général, des maux d'une idéologie qui est simplement violente, antihistorique et régressive.

25. M. BENHASSINE (Algérie) félicite le Comité spécial de son rapport; le fait que le représentant d'Israël ait cherché à détruire tous les éléments du rapport et à discréditer ceux qui l'ont élaboré démontre que le Comité spécial s'est acquitté avec conscience et intégrité de la mission qui lui a été confiée.

26. La Commission a étudié le problème du financement de l'UNWRA au cours de son examen du point 54 de l'ordre du jour, à ses 974^e et 977^e à 982^e séances et, par la force des circonstances, le débat n'a pas eu un caractère essentiellement technique; il est en fait impossible d'examiner séparément les divers éléments du problème palestinien. La délégation algérienne a l'intention d'exprimer le fond de sa pensée en ce qui concerne le point à l'examen. En effet, s'agissant d'une question qui se pose à la conscience de la communauté internationale, il n'est pas inutile de répéter ce qui a déjà été dit. La délégation algérienne lutte pour obtenir la justice et elle n'acceptera pas qu'on lui objecte que sa façon de procéder n'est pas la meilleure pour faire triompher cette cause, ou que la violence est condamnable quelle que soit son origine, ou qu'au lieu de condamner il conviendrait de déplorer.

27. Pendant que la Commission se livre à des débats académiques, la Palestine continue à subir le martyre auquel la communauté internationale l'a condamnée il y a 27 ans au nom, disait-on alors, d'un principe humanitaire. Aujourd'hui, le représentant d'Israël déclare que c'est au nom de la civilisation. L'histoire universelle montre quels crimes peuvent être commis impunément au nom de la civilisation et au nom des peuples. Les Palestiniens peuvent dire si la

mission civilisatrice d'Israël répond à leurs espoirs et si leur corps s'accommode de cet organe nouveau du nom d'Israël qu'on leur a greffé, malgré eux, et bien qu'ils fussent en bonne santé. Les Palestiniens peuvent dire s'ils sont plus heureux depuis qu'ils ne sont plus chez eux, qu'ils ont été dépossédés de leurs biens et de leur terre et qu'ils vivent dans des conditions qui sont la honte de la conscience internationale. Ils peuvent également dire s'ils se portent mieux, si la santé de leurs vieillards, de leurs femmes et de leurs enfants est meilleure depuis que les bombes de napalm tombent sur eux et depuis qu'ils subissent les tortures les plus dégradantes.

28. S'il le jugeait nécessaire, le représentant d'Israël ne manquerait pas de redire ce qu'il a déjà dit tout récemment, à savoir que le sionisme a été la délivrance de la Palestine et qu'il a apporté bonheur et bien-être à sa population, et il ne manquera pas de citer comme preuve de ses dires l'exemple de Gaza. Les Palestiniens en revanche diront de cette paix israélienne, si heureuse, que c'est la paix romaine et les habitants de Kouneitra auraient été tentés de préciser que c'est la paix des tombeaux, si les tombeaux de Kouneitra avaient connu la paix.

29. Caton disait qu'il fallait détruire Carthage. Les Israéliens ont dit que si les Arabes voulaient Kouneitra, ils pourraient l'avoir, mais une fois détruite, et ils ont tenu leur promesse criminelle. Non seulement la ville, mais également ses richesses humaines ont été complètement détruites. Certes, Kouneitra sera reconstruite et revivra, mais ses tombes ont été violées et ses lieux saints sont en ruines. Même Jérusalem, cité de la paix divine, a été profanée; ses lieux saints, qu'ils soient chrétiens et musulmans, ont été pillés et livrés aux touristes. Quelle ironie du sort que de voir une terre de paix souillée, un peuple pacifique opprimé et humilié, une civilisation deux fois millénaire profanée par des centurions guidés par une doctrine raciste et criminelle, au nom d'une religion très ancienne dont les valeurs spirituelles et morales sont indéniables. Les membres de la Commission peuvent discuter cette question calmement, parce qu'ils n'ont pas souffert comme les Palestiniens, mais ces derniers n'attendront pas les résultats des discussions qui se déroulent à l'ONU. Leur réponse est la lutte jusqu'à la victoire finale. Ils ne toléreront pas qu'on s'apitoie sur leur sort, ni qu'on condamne leurs actions et encore moins qu'on leur donne des conseils sur leur conduite. Ils sont présents ici et prennent part à la discussion pour dire à la Commission encore une fois qu'ils ne cesseront jamais de lutter.

30. Si l'Algérie est un pays souverain, Membre de l'Organisation des Nations Unies et s'honorant de l'estime de ses partenaires, c'est grâce à une lutte de libération nationale qui a duré huit ans et a coûté d'immenses sacrifices. Les Algériens ont combattu une situation coloniale et c'est pourquoi ils reconnaissent leur lutte dans celle du peuple palestinien. Quelle ironie du sort que l'Organisation des Nations Unies ait créé un pays colonialiste, Israël, au moment même où la Charte se donnait comme but et principe la décolonisation. Il y a toujours eu des enfants rebelles et ingrats, mais on peut se demander si Israël atteindra jamais l'âge adulte.

31. M. AL-SAYEGH (Koweït), usant de son droit de réponse, déclare qu'il souhaite poursuivre la déclaration

qu'il n'a pas eu le temps de finir à la séance précédente. Le représentant d'Israël s'est longuement étendu sur l'action bénéfique qu'exerceraient sur la population des territoires occupés et en particulier sur leur vie économique la politique d'occupation israélienne et les autorités chargées de l'appliquer. On croirait presque que les pouvoirs publics israéliens font partie de l'UNRWA, et que leur seul but est de subvenir aux besoins en nourriture de la population de ces territoires et de se soucier de son bien-être. La déclaration du représentant d'Israël montre bien que des statistiques présumées honnêtes et exactes peuvent être manipulées de telle façon qu'elles finissent par masquer la vérité au lieu de l'éclairer. M. Al-Sayegh tient à insister sur un aspect particulier de ces statistiques, celui qui, pour le représentant d'Israël, semble constituer la part essentielle des prétendus bienfaits de l'occupation, à savoir qu'Israël fournit du travail aux habitants de ces territoires. Le représentant d'Israël a cependant omis de dire que la main-d'œuvre provenant des territoires occupés est utilisée simplement pour remédier aux problèmes économiques qui se posent sur le territoire même d'Israël et que l'emploi dépend entièrement des fluctuations du marché israélien du travail. Etant donné que les travailleurs qui viennent des territoires occupés sont embauchés à la journée, chaque fois qu'il y a un ralentissement de l'économie israélienne, ils se retrouvent sans emploi, quel que soit leur besoin de travailler. On a dit à la Commission que ces travailleurs recevaient un salaire égal à celui des travailleurs israéliens, mais on n'a pas dit que l'immense majorité d'entre eux — parfois jusqu'à 95 p. 100 — étaient employés à des travaux manuels que les Israéliens eux-mêmes ne veulent pas faire. Ce genre de travail est donc rémunéré selon le principe de l'égalité des salaires, mais ce que les travailleurs venant des territoires occupés gagnent est inférieur à la moyenne des salaires des travailleurs israéliens. On n'a pas évoqué non plus le problème des enfants qui travaillent, problème qui a soulevé l'indignation même en Israël. Il n'a pas été question des conséquences sociales et politiques néfastes de cette situation dans les territoires occupés, ni de la désorganisation de la main-d'œuvre et de l'affaiblissement de l'agriculture dans ces territoires, car d'une certaine façon cela fait l'affaire d'Israël.

32. Cependant, même à supposer que tous ces renseignements d'ordre économique soient exacts, qu'il y ait eu une amélioration réelle de l'économie des territoires occupés et que les motifs d'Israël soient purement altruistes, deux questions importantes se posent. La première est de savoir si les habitants des territoires occupés peuvent accepter que le bien-être économique remplace leur droit inné de jouir de la dignité et de la liberté. La seconde question, qui est encore plus sérieuse, est de savoir si le fait d'apporter à la population de ces territoires le bien-être économique peut être utilisé comme argument justifiant qu'on la prive de tous les autres aspects du bien-être, en particulier du droit de jouir de l'autodétermination, de la liberté et de la dignité. Si le représentant d'Israël avait fait sa déclaration lors d'un rassemblement destiné à collecter des fonds, ses arguments auraient pu être accueillis sans beaucoup de scepticisme, mais il fait son discours à l'Organisation des Nations Unies, dont la moitié des Etats Membres sont des pays qui ont rejeté l'argument colonialiste selon lequel la prospérité économique remplace la liberté. Cet argument rappelle la déclaration du représentant de l'Afrique du Sud

à la 1800^{ème} séance du Conseil de sécurité, en novembre 1974³. A cette occasion, il avait le premier accusé le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* d'être partial, absolument hostile à l'Afrique du Sud, souvent entièrement dénué de fondement et d'émaner de personnes et d'organes connus pour leur opposition partielle aux politiques de l'Afrique du Sud. Cette déclaration est presque exactement la même que celle faite à la séance précédente par le représentant d'Israël au sujet du rapport du Comité spécial (A/10272). Le représentant de l'Afrique du Sud s'était également référé au nombre des travailleurs noirs venant des autres pays d'Afrique qui cherchent du travail en Afrique du Sud de leur propre gré, aux sommes importantes dépensées pour fournir aux Noirs des services médicaux pratiquement gratuits, à l'augmentation du nombre des inscriptions d'élèves noirs dans les écoles et aux tentatives faites de bonne foi par son gouvernement en vue d'améliorer et de développer la situation économique, sociale et politique de tous les habitants d'Afrique du Sud. Les membres de la Commission devraient comparer ces thèmes avec ceux évoqués par le représentant d'Israël et se demander si leur similitude est pure coïncidence.

33. M. DORON (Israël), exerçant son droit de réponse, dit qu'il avait espéré ne pas participer de nouveau au débat sur la question mais que le représentant du Koweït, sous prétexte d'user lui aussi du droit de réponse, avait essayé de la façon insidieuse qui lui est habituelle de fausser certaines déclarations faites par le Premier Ministre et d'autres ministres d'Israël et de donner à leurs paroles une signification sinistre et une intention contraire à leur véritable teneur. Ce que le Premier Ministre avait dit au sujet de la restitution des champs de pétrole à l'Egypte, c'est qu'Israël veillerait à ce qu'ils soient restitués de manière que de fausses allégations ne puissent pas ensuite être proférées contre Israël comme cela s'était produit à propos de Kouneitra. C'est pourquoi il avait dit qu'il ne devait pas y avoir d'autre Kouneitra.

34. Il n'y a pas non plus de contradiction ni de différence entre les déclarations faites par des dirigeants israéliens au sujet des colonies de peuplement créées sur les hauteurs du Golan ou dans le Sinaï et ce que M. Doron a lui-même dit à la séance précédente de la Commission et à des séances antérieures. Il n'existe pas de politique d'annexion. Le statut politique et juridique des régions administrées n'a pas été modifié et les options en vue de parvenir à une paix négociée restent ouvertes.

35. Les prétendues "questions" du représentant du Koweït ne sont pas de véritables questions méritant une réponse mais des questions purement et simplement inspirées par la hargne. Le porte-parole d'un pays qui n'accepte pas encore le droit d'Israël à une existence indépendante et souveraine et qui parle de ce pays dans ses émissions de radio comme étant constitué par "des bandes de sionistes" n'est pas un interlocuteur valable dans une quelconque discussion concernant Israël.

36. M. Doron a personnellement répondu aux porte-parole arabes dans la déclaration qu'il a faite à la séance précédente. Les allégations sans fondement de ces porte-

³ Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-neuvième année, 1800^e séance.*

parole ne contenaient rien qui puisse mériter une nouvelle réponse détaillée. M. Doron tient toutefois à protester vivement au nom de sa délégation contre les allégations formulées à la présente séance par le représentant de la Jordanie au sujet, en particulier, de questions religieuses. Ces allégations font penser aux fulminations du mufti de Jérusalem à la suite desquelles la communauté juive de Hébron, qui remontait à des temps immémoriaux, a été passée par les armes. Elles sont d'ailleurs déplacées dans la bouche du représentant d'un pays qui, au cours des 19 années pendant lesquelles il a occupé illégalement la vieille ville de Jérusalem a délibérément détruit et rasé 34 des 35 vieilles synagogues et a profané le cimetière juif sur le Mont des Oliviers. Parlant de ces profanations, M. Eban a déclaré à l'ONU le 4 juillet 1967⁴ qu'elles ne résultaient pas des combats récents mais qu'elles étaient la conséquence d'une politique que les autorités jordaniennes avaient appliquée pendant les 20 dernières années. La chose a été confirmée par le commandant des forces jordaniennes qui a pris la vieille ville de Jérusalem en 1948, qui a écrit dans ses mémoires, publiés au Caire en 1959, que des opérations de destruction calculée avaient été déclenchées. Ces opérations se sont poursuivies tout au long de la domination jordanienne à Jérusalem. En 1966 par exemple, le journal jordanien *Falastine* a signalé que d'antiques monuments de la vieille ville avaient été détruits et remplacés par des bâtiments modernes et que la concurrence commerciale avait même atteint le Mont des Oliviers où il avait été interdit de construire jusque-là. D'autre part, en violation flagrante de l'obligation que lui faisait expressément la Convention générale d'armistice avec Israël de 1949⁵, pour la première fois depuis la conquête romaine, la Jordanie avait empêché les Juifs de se rendre au Mur des lamentations et d'utiliser d'autres lieux culturels, éducatifs et religieux, y compris le Mont des Oliviers et les institutions humanitaires et éducatives du Mont Scopus.

37. En revanche, le passé d'Israël en ce qui concerne le respect et la considération portés aux valeurs et institutions religieuses non juives parle de lui-même et a été attesté par d'innombrables personnalités religieuses de toutes confessions, y compris des musulmans. L'iman principal de l'armée jordanienne, après avoir visité les régions administrées et Israël il y a quelques mois, a écrit dans le livre des visiteurs qu'il était plein d'admiration pour la liberté de religion qu'il constatait et pour la façon dont une mosquée de Haïfa était entretenue et il a exprimé l'espoir que les villes arabes et Israël ne connaîtraient désormais que la paix et la tranquillité. M. Doron tient à formuler lui aussi ce vœu.

38. En ce qui concerne la citation qu'a faite le représentant de l'Algérie de la fameuse phrase de Caton, Caton a été également cité dans un ouvrage publié par le Ministre de l'éducation et de l'instruction de la Jordanie où il est dit que les garçons et les filles arabes doivent s'en tenir au slogan selon lequel "Israël doit être détruit", tout comme Caton le faisait à propos de Carthage.

39. Dans une déclaration qu'ils ont adressée à la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations

Unies après l'adoption, par cette commission, de sa résolution du 21 février 1975 [6 B (XXXI)]⁶ où elle a exprimé son inquiétude devant la prétendue profanation d'édifices religieux musulmans et chrétiens, 53 chefs religieux et clergés chrétiens et musulmans vivant et travaillant en Israël ont entièrement rejeté ces accusations. Ils ont affirmé que l'inviolabilité des Lieux saints était garantie par la loi d'Israël n° 5727, de 1967, sur la protection des Lieux saints et que des milliers de pèlerins qui se rendaient dans ces lieux pouvaient témoigner de la vigilance avec laquelle les tombeaux étaient protégés. Les signataires de la déclaration étaient personnellement qualifiés pour repousser les accusations concernant le traitement des chefs religieux chrétiens et musulmans. Le Gouvernement israélien s'était toujours comporté avec courtoisie à leur égard et leur avait témoigné de la considération. La résolution impliquait que la liberté du culte n'existait pas et que la protection des édifices religieux et des personnalités religieuses n'était pas assurée. Mais à la vérité ce n'était que depuis 1967 que toutes les religions pouvaient être librement pratiquées dans tous les Lieux saints de Jérusalem.

40. Une autre lettre de protestation a été adressée à la Commission des droits de l'homme par le Secrétaire exécutif de l'Association de recherche théologique oecuménique en Israël, qui a indiqué combien il avait été choqué en entendant parler de la résolution et a déclaré que les allégations qu'elle contenait étaient dénuées de fondement. Ce que son organisation avait observé tout au long des années confirmait qu'Israël avait constamment assuré la liberté du culte et respecté et protégé les édifices religieux et les personnalités religieuses des trois religions monothéistes à Jérusalem; il n'était pas vrai que toutes les autorités avaient fait de même tout au long des siècles. Par exemple, de 1948 à 1967, les pratiquants juifs se sont vu refuser la liberté d'accéder au Mur des lamentations pour y prier; en ce qui concerne le cas de l'archevêque Capucci, l'organisation dont il faisait partie répudiait l'accusation d'emprisonnement arbitraire et sévices et était convaincue que le procès avait été équitable et s'était déroulé au grand jour.

41. Après s'être rendus à plusieurs reprises en Israël, le chef de l'Eglise orthodoxe roumaine, le patriarche arménien de Turquie, le patriarche de l'Eglise russe en URSS et le philarète de Berlin-Est et d'Europe centrale se sont tous déclarés satisfaits de l'état des lieux saints. Il ne faut peut-être pas s'étonner que ces informations qui ont paru dans le *Jerusalem Post* aient échappé à l'attention du Comité spécial.

42. En ce qui concerne les fausses allégations formulées par le représentant de la Jordanie au sujet des excavations archéologiques à Jérusalem, l'écrivain français Simone de Beauvoir a déclaré en avril 1975 que ces excavations ne mettaient nullement en danger la partie arabe de la ville mais que, en fait, les recherches contribuaient grandement à la culture universelle en mettant en lumière non seulement les sources de la culture juive mais aussi dans une large mesure les fondements de la culture musulmane. De toute évidence, le libellé de la résolution de la Commission n'était guère qu'un prétexte. Simone de Beauvoir a eu l'impression que la Jérusalem arabe était une ville bien entretenue et dont la municipalité s'occupait sérieusement.

⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquième session extraordinaire d'urgence, Séances plénières, 1547^e séance, par. 94.

⁵ Procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité, quatrième année, Supplément spécial n° 1.

⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-huitième session, Supplément n° 4, chap. XXIII, sect. A.

43. Le représentant de la Jordanie et d'autres représentants arabes devraient avoir honte de formuler des allégations aussi indignes que fausses. Les diatribes hargneuses contre le sionisme dans lesquelles les délégations arabes se sont lancées donnent peut-être à la Commission l'impression que pendant que le reste du monde soutient le mouvement de libération nationale juif, le monde arabe reste hostile au sionisme. Ce n'est pas le cas. Des dirigeants arabes ont reconnu les droits du peuple juif et ont entièrement souscrit aux vertus du sionisme. La personnalité la plus en vue du monde arabe pendant la première guerre mondiale a écrit le 23 mars 1918 dans le journal *La Mecque* qu'il reconnaissait que pour les Juifs qui affluaient en Palestine de tous les coins du monde le pays était, malgré tout ce qui les différenciait les uns des autres, une patrie sacrée et bien aimée. Son fils, qui a représenté le monde arabe à la Conférence de la paix à Paris a déclaré, le 3 mars 1919, que les Arabes et tout particulièrement ceux qui étaient instruits considéraient le sionisme avec la plus profonde sympathie et souhaitaient cordialement aux Juifs la bienvenue chez eux; Juifs et Arabes oeuvraient ensemble à l'édification d'un Proche-Orient réformé et révisé et les deux mouvements se complétaient l'un l'autre; le sionisme était un mouvement national et non impérialiste. Il y avait place en Syrie pour les deux populations et l'une ne pouvait pas réussir sans l'autre.

44. Les sentiments arabes ont peut-être changé mais un tel changement ne peut pas altérer la vérité historique telle qu'elle a été énoncée par d'éminents dirigeants arabes qui étaient les ancêtres du roi Hachémite de Jordanie.

45. M. AL-SAYEGH (Koweït), exerçant son droit de réponse, dit que le représentant d'Israël a été pris de court par ses questions, ce qui n'est pas surprenant. Il préfère donc ignorer les propos outrés et les insultes personnelles pour se concentrer sur le fond de la déclaration de ce dernier. Le représentant d'Israël a dit que son pays n'avait aucune politique d'annexion, alors que les faits — documentés au plus haut niveau — prouvent exactement le contraire. La politique du Gouvernement israélien consiste à créer des colonies de peuplement, dont les plus hauts responsables déclarent qu'elles sont destinées à faire partie intégrante de l'Etat juif et d'où Israël n'a pas l'intention de se retirer. Tout le monde sait que le secteur oriental de Jérusalem a été officiellement annexé par Israël, ce qui contredit les déclarations faites par le représentant d'Israël à la présente session de l'Assemblée générale et aux sessions précédentes. Bien que le représentant d'Israël ait prétendu que le statut de ces territoires n'a pas changé, des tribunaux ont été établis dans les territoires occupés pour y appliquer les lois israéliennes. Les Juifs que l'on a envoyé s'installer dans ces territoires ont le droit de voter lors des élections israéliennes. Il s'agit bien là d'actes d'annexion, tout au moins dans les régions où des colonies ont été implantées, qui prouvent que l'annexion n'est pas une hypothèse mais un fait.

46. En ce qui concerne Kouneitra, le représentant du Koweït précise qu'il n'a pas déformé la déclaration du Premier Ministre d'Israël: il s'est contenté de citer une agence de presse américaine, qui a interprété objectivement cette déclaration comme une reconnaissance tacite du fait qu'Israël a détruit cette ville. Certes, le Premier Ministre d'Israël a ensuite autorisé son Cabinet à publier un démenti

prétendant qu'il avait simplement voulu dire qu'Israël souhaitait se retirer des champs pétrolifères d'une manière ordonnée, de façon à ne pas prêter le flanc à des accusations du même genre de la part de l'Égypte. Tel est en substance ce que le représentant d'Israël a également dit. Il reste que cela ne coïncide pas avec la déclaration initiale du Premier Ministre, qui était qu'Israël devait affronter une "épreuve". Il n'aurait sûrement pas employé ce terme s'il avait fait allusion à des mensonges fabriqués de toutes pièces par la République arabe syrienne et l'Égypte. Le 4 septembre 1975, l'Agence télégraphique juive a annoncé — autre interprétation — que, bien que le fait ait été nié à l'origine par Israël, on avait appris par la suite que des biens avaient été détruits à Kouneitra à l'insu des autorités israéliennes. C'est cette multiplicité d'interprétations qui a conduit le représentant du Koweït à prier le représentant d'Israël de dire comment lui-même interprétait cette très importante déclaration de son premier ministre.

47. M. GAMMOH (Jordanie), exerçant son droit de réponse, dit qu'il n'a pas l'intention de réfuter en détail la déclaration absurde du représentant israélien. Le comportement d'Israël dans les territoires occupés est bien connu de la Commission et du monde en général. Toutefois, en ce qui concerne la destruction de synagogues par l'armée jordanienne en 1948, il a été établi, et le représentant d'Israël le sait bien, que si des synagogues et des églises ont été détruites en 1948, ce fut du fait de la guerre et non délibérément. Les seuls Lieux saints qui aient été détruits et pillés délibérément sont les mosquées et les églises dans les territoires occupés par Israël. En ce qui concerne l'accès aux Lieux saints, le représentant d'Israël et la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine savent bien également que la Jordanie, le Liban et la République arabe syrienne ont exprimé le vœu qu'ils soient ouverts à tous, indépendamment de toute considération de religion, ce qu'Israël a refusé en invoquant l'argument habituel de la sécurité. L'allusion à l'occupation de Jérusalem par la Jordanie est ridicule. La Jordanie n'a jamais occupé la vieille ville de Jérusalem, mais tant que celle-ci a fait partie de la Jordanie, elle est restée intacte et l'accès aux Lieux saints n'était alors refusé à personne. Le film qui a été projeté à la séance précédente de la Commission a donné quelques exemples de cette démocratie israélienne qui détruit les maisons pour construire à la place des logements pour les Juifs du monde entier. Ces faits sont décrits dans le rapport du Comité spécial (A/10272), qui donne à la Commission plus de renseignements que le représentant d'Israël ne pourrait lui en fournir en déformant les faits.

48. M. DORON (Israël) dit que la tentative faite par le représentant de la Jordanie de nier des faits historiques présente un caractère pathétique. Quant à lui, il ne lui paraît pas "absurde" de citer le commandant des forces jordaniennes qui, décrivant la prise de la vieille ville de Jérusalem dans un livre publié au Caire, déclare que des opérations de destruction calculée ont été déclenchées.

49. M. GAMMOH (Jordanie) précise que la destruction de biens est acceptable en temps de guerre mais que, depuis 1967, les autorités israéliennes ont détruit délibérément des maisons, des églises et des mosquées.

La séance est levée à 13 h 15.

987^e séance

Lundi 1^{er} décembre 1975, à 15 h 35.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.987

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (*suite*) [A/10074, A/10128, A/10163-S/11780, A/10164-S/11784, A/10174-S/11797, A/10178-S/11799, A/10204-S/11809, A/10272, A/10286, A/10370]

DISCUSSION GENERALE (*suite*)

1. M. NEYTCHIEV (Bulgarie) fait remarquer que l'Assemblée générale a récemment achevé l'examen de la question de Palestine en adoptant de nouvelles résolutions qui reconnaissent les droits inaliénables du peuple palestinien et affirment que l'exercice de ces droits est une condition indispensable à l'établissement de la paix au Moyen-Orient [résolution 3375 (XXX) et 3376 (XXX)]. Il s'agit d'une question brûlante qui ne peut être réduite simplement à la situation des réfugiés car elle fait partie intégrante du problème du Moyen-Orient, provoqué par l'expansionnisme d'Israël.

2. Le rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (A/10272) présente des preuves des violations par Israël des droits individuels de la population des territoires occupés. La simple occupation de ces territoires depuis 1967 constitue déjà une violation des droits de l'homme. Bien que le Gouvernement israélien n'ait pas permis au Comité spécial de se rendre dans les territoires occupés, ce dernier a pu recueillir des preuves qui montrent que les droits de l'homme y sont effectivement violés.

3. Le Comité spécial signale que la situation dans les territoires occupés n'a pas changé : la population continue à subir les effets de l'occupation que le peuple bulgare n'a aucune peine à imaginer car il a connu une situation analogue.

4. Le Gouvernement israélien a accéléré l'application de sa politique d'annexion en établissant des colonies de peuplement sur les hauteurs du Golan, dans le Sinaï et sur la rive occidentale du Jourdain et en altérant le caractère démographique des zones occupées. La situation qui règne dans ces zones depuis 1967 reste un motif de préoccupation, notamment pour les jeunes dont les sentiments d'indignation et de colère ne font qu'augmenter. Aussi, le nombre d'incidents et d'arrestations a-t-il augmenté en proportion.

5. La population des territoires occupés continue à dépendre économiquement d'Israël qui l'exploite comme source de main-d'œuvre à bon marché. Israël continue également à piller les ressources des territoires occupés et même leur

patrimoine archéologique et artistique, ce qui a provoqué un tollé général.

6. Le Comité spécial n'a pu terminer à temps son rapport sur Kouneitra, mais il ne fait aucun doute que la destruction de cette localité a été délibérée. De tels actes sont particulièrement inquiétants parce qu'ils sont l'expression de la politique d'annexion d'Israël, celle du fait accompli, qui rend extrêmement difficile un règlement du problème du Moyen-Orient.

7. La délégation bulgare partage l'opinion du Comité spécial, à savoir que la Puissance occupante continue à violer de façon flagrante les droits fondamentaux de la population des territoires occupés, au mépris des conventions internationales pertinentes, et elle estime avec le Comité spécial que la fin de l'occupation sera le moyen le plus sûr de garantir le rétablissement des droits individuels fondamentaux de la population des territoires occupés (*ibid.*, par. 188 et 189). Seuls le retrait d'Israël et la restitution au peuple palestinien de ses droits légitimes, y compris le droit de former un Etat séparé, apporteront une solution juste et durable.

8. Aujourd'hui plus que jamais, il faut pour pouvoir résoudre définitivement le problème du Moyen-Orient reprendre la Conférence de la paix de Genève à laquelle l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) devra participer sur un pied d'égalité avec les autres parties concernées.

9. M. GREGORIADES (Grèce) déclare que sa délégation n'est pas surprise du rapport du Comité spécial car les pratiques qui y sont mentionnées font partie intégrante d'une occupation militaire et sont des anomalies déplorablement inhérentes à l'anomalie qu'est une occupation militaire. Les forces d'occupation continuent à empêcher l'accès du Comité spécial aux territoires occupés, ce qui avive les craintes concernant la situation de ces territoires.

10. Le problème le plus grave traité dans le rapport est la politique d'annexion et de colonisation menée par les forces militaires d'occupation par leur présence même. La politique de déplacement de la population est contraire aux articles 47 et 49 de la quatrième Convention de Genève¹ et aux principes de la Charte des Nations Unies et la communauté internationale a donc énergiquement condamné cette politique.

11. L'occupation militaire implique la violation de tous les principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme; l'occupation

¹ Convention de Genève sur la protection des personnes civiles en temps de guerre (Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 273, p. 287).

militaire étrangère est une négation de la raison qui a justifié la création et l'existence de l'Organisation des Nations Unies.

12. La délégation grecque déplore profondément non seulement les pratiques résultant de l'occupation militaire des territoires occupés mais aussi le fait que ces pratiques soient utilisées par un peuple qui a immensément souffert au cours de son histoire. Il s'agit d'une situation anormale à plus d'un titre, d'une réaction en chaîne déplorable et dangereuse.

13. Enfin M. Gregoriades signale que le Ministre des affaires étrangères de la Grèce et le représentant permanent de ce pays auprès de l'Organisation des Nations Unies ont déjà eu l'occasion d'exprimer clairement la position du Gouvernement grec sur toute la question de Palestine et du Proche-Orient.

14. M. HOUNGAVU (Dahomey) déclare que le septième rapport du Comité spécial (A/10272), comme ceux qui l'ont précédé, est un document objectif, clair et précis, et il félicite les membres du Comité de l'impartialité de leur travail.

15. Les pratiques israéliennes dans les territoires occupés, à savoir l'application d'une politique de colonisation et d'annexion, les détentions arbitraires massives, les conditions inhumaines dans les prisons et autres lieux de détention, les mesures de bannissement et d'expulsion, et l'exploitation des ressources des territoires occupés sont des violations flagrantes des droits individuels de la population.

16. Ces pratiques israéliennes ne feront qu'aviver la lutte contre le sionisme, considéré à juste titre comme une forme de racisme. Il faut intensifier la lutte contre le sionisme à tous les niveaux afin d'amener Israël à appliquer les décisions de l'ONU en évacuant les territoires occupés par la force et à reconnaître le peuple palestinien, dont la seule expression authentique est l'OLP.

17. Les pratiques inhumaines d'Israël dans les territoires occupés doivent être unanimement condamnées par la communauté internationale.

18. M. SIBAHI (République arabe syrienne) félicite le Comité spécial du travail remarquable qu'il a accompli, bien qu'Israël ne lui ait pas permis de pénétrer dans les territoires occupés, cherchant ainsi à cacher une nouvelle preuve plus révélatrice encore d'un des crimes les plus infâmes de l'histoire. Il n'est pas surprenant qu'Israël ait adopté cette attitude, puisqu'il ne tient aucun compte de la Charte, des accords internationaux et de la Déclaration universelle des droits de l'homme et ne respecte pas les résolutions de l'ONU. Le représentant d'Israël a essayé de justifier cette position en prétendant que les membres du Comité spécial sont ressortissants de pays qui ont rompu leurs relations diplomatiques avec Israël, mais deux au moins de ces pays avaient des relations diplomatiques avec Israël lorsque le Comité spécial a été institué en 1968. En outre, le Comité est chargé d'une mission que lui a assignée la communauté internationale, dont Israël doit respecter la volonté. Il convient de rappeler également qu'Israël a refusé de recevoir le représentant spécial du Secrétaire général envoyé en vertu de la résolution 259 (1968) du Conseil de

sécurité, un groupe d'experts envoyé par la Commission des droits de l'homme pour faire une enquête sur les violations des Conventions de Genève et la mission que le Conseil de sécurité, en vertu de sa résolution 298 (1971), a autorisé à faire une enquête sur la modification du statut de Jérusalem.

19. Il est donc évident que le rapport du Comité spécial est le seul moyen qu'ait la communauté internationale de connaître ce que fait Israël en Palestine et dans les territoires arabes occupés. Ce rapport impartial a mis en évidence les aspects impérialistes, expansionnistes et colonialistes d'Israël, qui se livre à des expropriations et à des annexions de territoires pour établir des colonies de peuplement dans les territoires occupés. Ces projets violent les droits fondamentaux de la personne humaine et le droit international, en particulier la quatrième Convention de Genève et la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, faite à La Haye en 1954².

20. Les autorités israéliennes continuent de détruire le patrimoine archéologique arabe dans les territoires occupés ou d'en éliminer le caractère arabe. C'est à quoi visent les fouilles auxquelles a procédé une mission archéologique israélienne contre le mur ouest de la mosquée d'Omar à Jérusalem, fouilles au cours desquelles on a découvert trois palais omeyyades qui doivent être démolis. La délégation de la République arabe syrienne a communiqué ces renseignements au Secrétaire général dans une note verbale en date du 26 septembre 1975 et a demandé au Secrétariat de l'ONU de mettre fin, en consultation avec l'UNESCO, à la destruction des trésors archéologiques de la civilisation arabe (A/10286). Une mission archéologique internationale, reconnue par les pays arabes, pourrait procéder à une étude pour mettre fin à tous les projets israéliens qui affectent ces trésors d'une façon ou d'une autre.

21. Le rapport du Comité spécial montre également l'exploitation économique dont sont victimes les territoires occupés, exploitation que le représentant d'Israël qualifie de "réforme", alors qu'il s'agit seulement, en réalité, de fournir une main-d'oeuvre à bon marché à Israël. Le rapport révèle également les mesures punitives, répressives et terroristes et les méthodes nazies : détentions administratives en masse et jugements devant des tribunaux militaires, auxquelles ont recours les autorités israéliennes à l'encontre des éléments nationalistes. Au paragraphe 106 du rapport, on donne un exemple édifiant de ces mesures répressives.

22. La triste situation qui existe également du point de vue spirituel et religieux est aussi évoquée dans le rapport. Les mesures prises au sujet de la mosquée Ibrahimî, destinées, selon les autorités israéliennes, à permettre son utilisation par les juifs et les musulmans, constituent en réalité une violation des dispositions de la quatrième Convention de Genève.

23. Il faut examiner la gravité des pratiques israéliennes compte tenu de la Charte des Nations Unies, du droit international et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais plus particulièrement des Conventions de Genève³, qu'Israël a signées mais que par la suite il a

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 249, n° 3511, p. 215.

³ *Ibid.*, vol. 75, nos 970 à 973.

dénoncées, en particulier la quatrième Convention. Ce faisant, il a essayé de se libérer d'un complexe de culpabilité engendré par ses pratiques inhumaines; cette dénonciation est une preuve de plus de ses intentions criminelles et du mépris dans lequel il tient les résolutions de la communauté internationale et le droit international.

24. La délégation de la République arabe syrienne souligne que le Comité spécial conclut dans son rapport qu'il est indispensable que l'Organisation change d'attitude au sujet du problème de l'occupation. Il est temps que la communauté internationale envisage sérieusement la possibilité d'imposer, conformément à la Charte, des sanctions internationales contre cette entité raciste et sioniste qu'est Israël dans tous les domaines, et de fixer un délai pour qu'Israël se conforme aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité dans lesquelles ces organes réclament la fin de l'occupation et de l'agression et la reconnaissance des droits inaliénables des habitants des territoires occupés.

25. Le fait que l'ONU ait condamné la présence d'un Israël sioniste et raciste dans les territoires arabes occupés et exigé qu'il soit mis fin à l'occupation et que le peuple arabe de Palestine recouvre ses droits légitimes est une raison d'espérer.

26. En ce qui concerne les territoires occupés, il est cité au paragraphe 33 du rapport un article d'un journal israélien selon lequel, depuis 1967, 800 millions de livres israéliennes ont été investies dans la construction de logements dans les territoires occupés, où 44 lotissements ont été construits et 8 autres sont en construction. Comme le représentant d'Israël a dit que son pays ne pratique aucune politique d'expansion, de colonisation de territoires ou d'annexion, on peut se demander pourquoi l'on construit tous ces logements et s'il s'agit de territoires arabes ou israéliens. A en juger par les paroles du Premier Ministre, M. Rabin, qui a dit durant une visite sur les hauteurs du Golan que ce n'était pas pour les évacuer ensuite qu'Israël avait construit tous ces logements (*ibid.*, par. 63), ces constructions ne paraissent avoir d'autres objectifs que de perpétuer l'occupation. Pour sa part, le Ministre du logement a déclaré que la mise en place de colonies de peuplement dans les territoires occupés était la principale opération de colonisation depuis la création de l'Etat d'Israël et que ces colonies étaient d'une importance capitale non seulement pour la délimitation des frontières de l'Etat, mais également pour des raisons de sécurité (*ibid.*, par. 64). D'après le Ministre de la défense, Israël n'abandonnera pas les colonies des hauteurs du Golan même après les négociations (*ibid.*, par. 70). Mais ce ne sont là que des exemples des nombreuses déclarations prononcées par les dirigeants israéliens.

27. Au sujet de Kouneitra, M. Sibahi espère que le Comité spécial terminera rapidement son enquête afin que l'ONU puisse avoir des preuves concluantes d'un des crimes les plus abominables qui ait jamais été perpétré par des forces d'occupation étrangère. Actuellement, les dirigeants israéliens nient les déclarations faites par le Premier Ministre au correspondant du *Journal The New York Times* le 20 septembre 1975, à savoir qu'à propos de son accord avec l'Egypte Israël aurait deux épreuves à surmonter : premièrement, transférer de façon ordonnée les champs pétroliers à l'Egypte et, deuxièmement, éviter un autre Kounei-

tra. En dépit de cela, les fonctionnaires israéliens essaient aujourd'hui de se justifier et ils prétendent qu'ils n'ont jamais été au courant de la destruction de Kouneitra ou que leurs instructions ont été mal interprétées, ce qui ne les décharge pas de leurs responsabilités. A cet égard, M. Sibahi remercie le représentant du Koweït d'avoir éclairci à la séance précédente ce qu'a dit le Premier Ministre d'Israël en ce sens. Israël prétend que la destruction de Kouneitra a été causée directement par les actes d'agression de la République arabe syrienne à diverses périodes depuis 1967. L'ampleur des destructions à Kouneitra montre que ces allégations sont fausses.

28. Dans sa résolution 3336 (XXIX), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa trentième session, un rapport sur les effets économiques préjudiciables qu'ont sur les Etats et les peuples arabes les agressions israéliennes répétées et l'occupation continue de leurs territoires. Il ressort du rapport du Comité spécial que l'expert chargé d'enquêter sur la destruction de Kouneitra n'a pas terminé l'enquête demandée par l'Assemblée générale dans sa résolution 3240 C (XXIX). Il a pourtant présenté un témoignage oralement au Comité spécial (*ibid.*, chap. V).

29. A cet égard, M. Sibahi juge utile de signaler que les pertes de la République arabe syrienne s'élèvent au total à 7 019 209 dollars, sans parler de la perte annuelle depuis 1967 de 184 millions de dollars dus à la perte de terres arables. Il suffit de dire que les pertes résultant de la destruction de Kouneitra et les pertes agricoles entraînées par l'occupation du district de Kouneitra, en dehors du pillage des trésors archéologiques et de l'assistance fournie aux réfugiés depuis 1967, s'élèvent à 9 096 660 dollars.

30. Le film projeté à la 985^e séance montre l'histoire tragique de la ville de Jérusalem et du peuple de Palestine. M. Sibahi espère que le Comité spécial donnera également à la Commission la possibilité de voir les destructions et les dégâts causés par les forces d'occupation israéliennes sur les hauteurs du Golan et à Kouneitra.

31. Le cas de l'archevêque Capucci, qui a été jugé par un tribunal qui n'était pas constitué selon les normes du droit international, comme le mentionne le Comité spécial dans son rapport (*ibid.*, par. 186), et qui a été incarcéré sur la foi de fausses accusations, est l'exemple le plus indigne des agissements d'Israël dans les territoires occupés.

32. Les Nations Unies doivent continuer à s'efforcer d'établir la paix dans la terre de la paix, de rétablir les droits sacrés des habitants de la Palestine, qu'ils soient juifs, chrétiens ou musulmans, de mettre fin à l'occupation et à l'agression et de prendre des mesures nécessaires pour que la Charte soit respectée.

33. M. FEZZANI (Tunisie) rappelle que, dans son intervention à la 985^e séance, le Président du Comité spécial a souligné le désir des membres du Comité de présenter un rapport fondé sur des faits incontestables et sur des renseignements émanant de sources israéliennes. En effet, le rapport repose sur des déclarations faites par de hauts fonctionnaires du gouvernement et autres dirigeants israéliens et sur des articles publiés dans des journaux israéliens, et toutes ces sources confirment l'intention des

autorités israéliennes de poursuivre et d'affermir leur politique de colonisation et d'annexion, partielle ou totale, des territoires arabes occupés.

34. Grâce au film sur les pratiques israéliennes à Jérusalem, la Commission politique spéciale a eu confirmation de la portée des opérations de démolition dans les territoires occupés et de la rapidité avec laquelle elles sont exécutées en expulsant les habitants de ces territoires de façon que des immigrants juifs étrangers puissent prendre leur place. Il est évident que ces transformations et ces déplacements de population sont la conséquence d'une politique planifiée dont le but est d'altérer le caractère physique et démographique des territoires arabes occupés.

35. Depuis sa création, Israël n'a pas cessé d'utiliser tous les prétextes pour appliquer sa politique d'hégémonie et d'expansion. Les habitants arabes sont expulsés, des colonies juives s'installent, des campagnes sont organisées afin d'attirer des Juifs de toutes les régions du monde, et des habitations et des zones industrielles sont construites à l'intention de ces nouveaux immigrants. Même les Lieux saints, en particulier musulmans, n'ont pas échappé à ces transformations. Les musulmans se voient soumis à une réglementation arbitraire qui menace leur droit de pratiquer librement leur culte. Dans de telles conditions, il est bien compréhensible que le nombre de prisonniers politiques arabes en Israël ne cesse de s'accroître. Il n'est pas non plus surprenant que ces prisonniers soient soumis à de mauvais traitements, car on ne peut plus s'attendre que les autorités sionistes aient le moindre respect pour la personne humaine ni pour les droits de l'homme.

36. Dans ses diverses interventions, le représentant d'Israël s'est contenté d'attaquer avec virulence les membres du Comité spécial et de défendre ensuite les vertus de la colonisation. Il a parlé notamment de la hausse du niveau de vie de la population arabe dans les territoires occupés, ce qui, à tout le moins, est ridicule. Son langage rappelle étrangement celui qu'utilisaient les puissances coloniales pour justifier leur domination. De plus, le représentant d'Israël a recours à des arguments que seul se permet aujourd'hui d'utiliser le régime raciste sud-africain. Il se peut que le représentant d'Israël pense que de cette manière il pourra éviter que les Etats Membres condamnent la politique colonialiste d'Israël. Mais il ne fait aucun doute qu'Israël n'échappera pas à la condamnation de l'histoire.

37. M. Fezzani note qu'il y a de bonnes raisons de penser que le Gouvernement israélien ne cessera de commettre ces violations des droits de l'homme tant qu'il continuera d'occuper les territoires arabes, car c'est là le fond du problème. De même, ce gouvernement ne semble pas avoir envisagé sérieusement l'évacuation des territoires arabes. C'est pourquoi, le représentant de la Tunisie pense que, conformément à la Charte, l'ONU a le devoir de mettre un terme aux ambitions expansionnistes d'Israël. A cet égard, il rappelle qu'en 1975 s'est déroulée à Jérusalem l'Assemblée générale du Congrès juif mondial, qui a été dominée par les représentants de l'Agence juive pour Israël. L'Organisation des Nations Unies a une responsabilité particulière à l'égard de la population des territoires occupés et ne peut rester indifférente devant les violations flagrantes des Conventions de Genève et autres instruments internationaux. Quant aux autorités israéliennes, elles doivent se rendre compte que le

fait qu'Israël soit Membre de l'Organisation des Nations Unies leur impose des obligations et qu'elles ne peuvent continuer d'ignorer l'évolution des relations internationales. Elles commettent une grande erreur si elles pensent qu'elles pourront effacer des siècles d'histoire et poursuivre une politique colonialiste d'hégémonie et d'expansion à une époque de coopération et de détente.

38. M. KAPLLANI (Albanie) déclare que les politiques systématiques de répression, de violence et de destruction que pratiquent les envahisseurs israéliens dans les territoires arabes occupés sont pleinement conformes aux ambitions expansionnistes des milieux dirigeants de Tel-Aviv, qui s'efforcent d'étouffer la résistance des peuples arabes par la terreur.

39. Le peuple albanais, qui appuie sans réserve la juste cause des peuples arabes, dénonce la politique d'expansion et d'agression des sionistes israéliens qui font tout ce qu'ils peuvent, avec l'appui des deux superpuissances, pour dénationaliser ces territoires et les annexer, tout en niant aux peuples arabes en général et au peuple palestinien en particulier leur droit inaliénable de récupérer leurs terres usurpées.

40. Les sionistes israéliens proclament leur désir de résoudre la question du Moyen-Orient "par des moyens pacifiques", mais la réalité prouve la fausseté de leurs paroles car les sionistes israéliens poursuivent une politique d'agression et de violence qu'ils ont institutionnalisée et ne pensent pas abandonner. Ils utilisent tous les moyens à leur portée pour déplacer la population arabe : la torture et la persécution, les détentions arbitraires et la destruction ou la confiscation de leurs propriétés. Comme si cela ne suffisait pas, les sionistes tentent de se justifier en recourant à une propagande néo-nazie qui attribue aux Israéliens une certaine supériorité génétique par rapport aux Arabes. Il est donc évident que les sionistes ont des ambitions expansionnistes et colonialistes et qu'ils caressent l'espoir de construire un Etat juif "pur". Mais rien ne saura vaincre la résistance des peuples arabes, car leur force réside dans leur désir de récupérer leur patrie, et aucun type de propagande ou de démagogie ne pourra masquer les crimes sionistes.

41. Toutefois, face à cette situation, on peut se demander d'où Israël tire la force qui lui permet de suivre cette politique d'agression. La réponse est claire. Israël trouve tout l'appui nécessaire parmi les impérialistes des Etats-Unis, et bénéficie en même temps de l'aide dissimulée des socio-impérialistes soviétiques. L'une de ces superpuissances fournit à Israël des armes et du matériel de guerre et l'autre lui offre les ressources humaines dont il a besoin. Tant pour les Etats-Unis que pour l'Union soviétique, Israël est un élément très précieux dans le cadre de leurs manoeuvres visant à obtenir l'hégémonie au Moyen-Orient. Les impérialistes des Etats-Unis utilisent Israël comme une menace constante contre le monde arabe, tandis que les socio-impérialistes soviétiques exploitent la menace israélienne pour pénétrer de plus en plus à l'intérieur du Moyen-Orient, masquant leurs objectifs d'hégémonie derrière l'"aide" et l'"appui" qu'ils prétendent apporter aux peuples arabes.

42. Dernièrement, la rivalité entre les deux superpuissances s'est intensifiée et cela ne peut qu'aggraver la

situation des Palestiniens et des autres peuples arabes. Le prétendu "désir" des Etats-Unis et de l'Union soviétique de résoudre la question du Moyen-Orient n'est qu'un désir de maintenir une situation où il n'y ait ni guerre ni paix, et qui favorise leur présence dans la région.

43. En conséquence, l'Albanie affirme que les peuples arabes ne peuvent espérer que l'on réalise pour eux leurs objectifs historiques. Ils n'atteindront ces objectifs qu'en luttant résolument. Quant à l'Albanie, elle exprime son appui inconditionnel à la juste cause et aux droits légitimes des peuples arabes.

44. M. SAHAD (République arabe libyenne) déclare que le rapport du Comité spécial (A/10272) montre clairement et sans ambiguïté l'objectivité avec laquelle le Comité spécial s'est acquitté de sa tâche difficile, rendue encore plus délicate par le refus d'Israël de permettre au Comité spécial de se rendre dans les territoires arabes occupés. Nombreuses sont les résolutions de l'Assemblée générale qui demandent d'autoriser le Comité spécial à visiter les territoires occupés; par conséquent, le fait même de ne pas avoir permis au Comité de se rendre dans les territoires est en soi une violation des résolutions de l'Assemblée. Aujourd'hui, la communauté internationale sait fort bien pourquoi les sionistes continuent à empêcher l'accès du Comité spécial aux territoires arabes. La première raison est que les occupants sionistes cherchent à éviter que la communauté internationale ait une connaissance directe de la situation dans ces territoires afin de pouvoir continuer à appliquer librement leurs plans criminels et à réaliser leurs ambitions expansionnistes. Malgré tout, le Comité spécial a réussi à présenter des rapports qui montrent clairement ce qui se passe dans les territoires arabes occupés. Il n'est donc plus possible de dissimuler les crimes racistes des sionistes. Pour sa part, M. Sahad est convaincu que le représentant sioniste à la Commission le sait parfaitement mais n'a pas le courage de le reconnaître. Malheureusement, le fait que la communauté internationale connaisse la situation dans les territoires arabes occupés n'empêche pas les sionistes de poursuivre leurs crimes.

45. Une autre raison pour laquelle l'entrée des territoires arabes occupés a été refusée au Comité spécial est de fournir au représentant sioniste un prétexte pour émettre des doutes sur la validité des renseignements contenus dans les rapports de ce comité. Mais le Comité spécial s'est fondé sur des déclarations et des plans des dirigeants sionistes, sur des informations publiées dans la presse occidentale et la presse sioniste et sur des faits confirmés par d'autres organisations internationales telles que la Croix-Rouge. Aussi le porte-parole du sionisme a-t-il eu recours, pour essayer de mettre en doute la véracité des renseignements du Comité spécial, à des arguments fallacieux qui ne peuvent tromper personne.

46. La troisième raison pour laquelle les sionistes se sont opposés à la visite du Comité spécial dans les territoires occupés était d'éviter que leurs alliés ne soient mis dans une position inconfortable face à la communauté internationale; et, bien qu'ils aient peut-être réussi sur ce point, il doit être très difficile pour ces gens qui parlent tant des droits de l'homme de faire taire la voix de leur conscience.

47. Quand elle se préoccupe des conditions de vie de la population des territoires arabes occupés, l'Organisation des

Nations Unies ne fait que s'acquitter des responsabilités qui découlent de la Charte et d'autres conventions et instruments internationaux. Le fait même d'occuper des territoires, quelle qu'en soit la cause, est condamné par la Charte qui stipule que l'expansion territoriale par la force des armes est inadmissible. Les conventions et instruments internationaux rejettent l'agression et considèrent que l'occupation de territoires est une situation anormale qui ne saurait être que provisoire. Pourtant, malgré toutes les résolutions de l'Organisation des Nations Unies demandant le retrait des territoires arabes des forces sionistes d'occupation, les occupants poursuivent leurs plans qui, en Palestine, ont déjà été réalisés en partie.

48. Le sionisme est un mouvement européen raciste et impérialiste, étranger au Moyen-Orient, qui utilise des interprétations mythiques de l'histoire de l'Ancien Testament pour imposer son autorité sur la Palestine et les pays voisins. Il a appelé et appelle tous les Juifs du monde à se rassembler en Palestine et dans d'autres régions des territoires arabes, ouvrant ainsi la voie à une nouvelle vague d'agression et d'expansion à chaque arrivée d'immigrants. Ce qui s'est passé en Palestine, et ce qui se passe aujourd'hui dans les territoires arabes occupés, est la conséquence de l'idéologie raciste sioniste dont le but est d'étendre son territoire aux dépens des pays arabes, d'expulser les Arabes de leurs foyers et de détruire leur identité.

49. Le rapport du Comité spécial ne laisse subsister aucun doute sur les manifestations suivantes de l'occupation sioniste: annexion d'une partie des territoires occupés; démolition de maisons et de villages arabes dans le but de détruire leur identité; confiscation ou expropriation des terres arabes; expulsion et déportation de la population arabe et déni de son droit de retour; détentions administratives massives de populations arabes; établissement d'installations sionistes dans les territoires arabes occupés; restriction de la liberté de culte, ingérence dans la célébration des rites religieux et dans les coutumes et traditions familiales; pillage de trésors archéologiques et de biens culturels dans les territoires occupés; et exploitation illégitime de leurs ressources humaines et naturelles.

50. En fait, ces manifestations touchent tous les domaines de la vie économique, sociale, politique et privée de la population des territoires arabes occupés. Outre qu'elles constituent une violation des droits de l'homme et un délit contre l'humanité, elles sont une violation flagrante des conventions et instruments internationaux, en particulier de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et de la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, de 1954, ainsi que des résolutions pertinentes des Nations Unies.

51. A ce sujet, il faut souligner que le représentant sioniste, en dépit de ce qui est affirmé dans les résolutions de l'Assemblée générale et dans les résolutions adoptées par différentes organisations internationales, telles que la Croix-Rouge internationale, a déclaré une fois de plus que la quatrième Convention de Genève n'est pas applicable à la situation des territoires arabes occupés.

52. Le rapport du Comité spécial réaffirme que les occupants sionistes poursuivent leurs plans criminels et que

leurs pratiques d'occupation demeurent inchangées. Ses paragraphes 31 à 102 fournissent des témoignages de la persistance d'une politique d'annexion et de colonisation, dont l'application se fait en trois étapes : premièrement, les autorités sionistes d'occupation exproprient ou confisquent les terres arabes; deuxièmement, elles implantent des colonies de peuplement sionistes sur ces terres et ailleurs et, troisièmement, elles obligent les habitants arabes à abandonner leurs foyers, ou elles les expulsent définitivement des territoires arabes occupés. Toutes ces mesures, adoptées "pour des raisons de sécurité" ou sous le prétexte d' "améliorations" ne visent en fait qu'à réaliser les objectifs de l'expansion sioniste.

53. Les témoignages les plus flagrants de mesures répressives sont peut-être ceux qui figurent au paragraphe 104 du rapport, où sont mentionnées les mesures prises contre l'université Bir Zeit en vue de paralyser la vie culturelle des habitants des territoires arabes occupés, ainsi que les témoignages contenus dans le paragraphe 137 concernant la politique de représailles pratiquée à l'encontre des civils, politique qui comprend l'expulsion, la démolition d'habitations, la fermeture de magasins et de commerces, l'interdiction d'exporter des produits comme mesure de sanction à la suite d'incidents survenus et les détentions massives. Toutes ces mesures visent à contraindre les habitants arabes à abandonner les territoires occupés afin que le sionisme puisse poursuivre la politique qu'il a déjà appliquée en Palestine.

54. Aujourd'hui plus que jamais, l'Organisation des Nations Unies connaît parfaitement le caractère véritable de ces mesures. C'est pourquoi, année après année, l'Assemblée générale a déclaré nulles toutes les dispositions prises par le régime sioniste dans les territoires arabes occupés.

55. Il convient de signaler que, bien que le sionisme viole constamment les résolutions de l'Organisation des Nations Unies, il continue néanmoins de recevoir l'appui et l'aide de certains membres de l'Organisation. Ce n'est un secret pour personne que les Etats-Unis d'Amérique sont les complices du régime sioniste et que la plus grande partie des fonds que ce pays lui fournit est utilisée pour installer dans les territoires occupés des colonies de peuplement destinées à accueillir les nouveaux émigrants. Il n'est pas inutile de rappeler à la Commission le projet de loi présenté par le sénateur Muskie et approuvé par le Sénat des Etats-Unis, en vertu duquel le régime sioniste se voit accorder une assistance s'élevant à plus de 70 millions de dollars pour la création de nouvelles colonies de peuplement. Par cette aide, les Etats-Unis contribuent à soutenir l'occupation et à faire obstacle au retour des habitants palestiniens et arabes dans leurs foyers et à la restitution de leurs biens et de leurs propriétés.

56. L'Organisation des Nations Unies ne peut s'acquitter de ses responsabilités que si elle peut compter sur la coopération et l'appui de tous ses Membres. L'histoire enseigne que l'oppression, l'agression et l'occupation sont vouées à l'échec et que la volonté des peuples d'accéder à la liberté, à l'égalité et à la justice finit par triompher.

57. Le révérend Benjamin NUÑEZ (Costa Rica) fait observer que, sur la base du rapport du Comité spécial, la

Commission politique spéciale doit décider si l'Etat d'Israël, qui administre ces territoires à la suite d'une guerre dans laquelle il a été entraîné, respecte les droits de l'homme des habitants des territoires occupés. Le Gouvernement costaricien a toujours manifesté un vif intérêt pour le respect effectif des droits de l'homme dans toutes les circonstances où ces droits sont menacés. Le Gouvernement costaricien a également manifesté son inquiétude au sujet des conditions de vie que sont celles des peuples du Moyen-Orient à la suite des conflits qui se sont déroulés dans cette région.

58. La délégation costa-ricienne rappelle encore une fois sa position concernant la composition et les travaux de ce comité, position qu'elle a déjà présentée à la session précédente. En effet, elle considère que la composition du Comité spécial viole les règles les plus élémentaires de l'équité juridique et de l'impartialité que l'on est en droit d'attendre d'un comité qui effectue des travaux d'enquête.

59. Le Comité spécial se compose de Sri Lanka, de la Yougoslavie et du Sénégal, trois pays qui n'entretiennent pas de relations diplomatiques avec l'Etat d'Israël et qui appartiennent au bloc de nations qui a récemment déclaré, suscitant des protestations de la part d'une grande partie de l'opinion publique mondiale, que le mouvement de renaissance du sionisme est une forme de racisme qui constitue un danger pour la paix mondiale. Le révérend Benjamin Nuñez se demande donc si l'on peut prétendre que le rapport du Comité spécial est impartial, juste et digne d'être examiné. Il se demande aussi si les pays arabes accepteraient qu'un comité de sionistes présente un rapport sur le traitement qu'ont reçu ou que reçoivent les Juifs qui souffrent encore à l'intérieur de leurs frontières.

60. M. RASOLONDRALIBE (Madagascar), soulevant un point d'ordre, dit que le représentant du Costa-Rica porte un jugement sur l'intégrité des membres du Comité spécial, et demande à ce représentant de préciser si ce jugement se fonde sur la lecture du rapport. Si ce n'est pas le cas, le fait qu'un représentant mette en doute l'intégrité d'un comité désigné par l'Assemblée générale constitue un précédent extraordinaire à la Commission politique spéciale.

61. Le PRESIDENT dit qu'il est du droit souverain de la délégation costa-ricienne d'exprimer son opinion.

62. M. SIBAHI (République arabe syrienne), soulevant un point d'ordre, dit que la Commission n'a pas de raison de réexaminer une résolution de l'Assemblée générale relative à la constitution d'un comité. La Commission est en train d'examiner le rapport présenté par le Comité spécial, et les observations de la délégation costa-ricienne ne se rapportent pas à ce rapport mais à la composition du Comité.

63. Le PRESIDENT demande au représentant de la République arabe syrienne de préciser l'objet de son point d'ordre.

64. M. SIBAHI (République arabe syrienne) réplique que la Commission doit examiner non pas une résolution qui a déjà été approuvée par l'Assemblée générale mais le rapport du Comité spécial. Si l'on veut reconsidérer la décision adoptée par l'Assemblée générale, il faut le faire conformément aux dispositions de la Charte.

65. Le **PRESIDENT** demande au représentant de la République arabe syrienne sur quel article du règlement intérieur il s'est fondé pour soulever son point d'ordre.

66. M. **SIBAH** (République arabe syrienne) explique que la Commission politique spéciale est en train d'examiner le rapport du Comité spécial et que le représentant du Costa Rica s'est référé à une décision adoptée par l'Assemblée générale il y a plusieurs années et en a déduit que la composition de ce comité est illégale. La délégation syrienne soutient que la Commission n'a pas le droit de réexaminer une décision prise par l'Assemblée générale.

67. Quant aux doutes que le représentant du Costa Rica a exprimés au sujet de l'intégrité des membres du Comité, cette question n'entre pas dans le cadre du débat auquel procède actuellement la Commission.

68. Le **PRESIDENT** considère que le représentant du Costa Rica n'a violé aucune règle de procédure.

69. Le révérend Benjamin **NUÑEZ** (Costa Rica) se demande si la Commission peut émettre un jugement en se fondant sur un rapport établi par un comité qui s'est prononcé sur la situation au sujet de laquelle il devait faire enquête avant même d'entreprendre cette enquête. La délégation costa-ricienne est disposée à étudier un rapport établi dans des conditions d'équité par un comité composé de personnes neutres qui analysent objectivement la situation. Le Costa Rica ne peut accepter le fonctionnement du Comité spécial à moins que l'Assemblée générale ne modifie ses attributions de manière qu'il s'occupe du sort de tous les êtres humains qui ont été victimes des différents conflits survenus dans la zone et qui vivent sous la juridiction d'Israël ou d'autres Etats.

70. La délégation costa-ricienne ne croit pas que tout le contenu du rapport soit faux mais elle considère qu'il faut être en garde contre les demi-vérités.

71. Le révérend Benjamin Nuñez dit avoir été un témoin oculaire en Israël pendant plus de deux ans et qu'il peut rendre compte de certains faits. Il n'existe pas d'accords sur le pétrole ni de liens économiques entre le Costa Rica et Israël, et les seuls liens qui unissent les deux pays sont leur attachement à la démocratie sociale et la similitude de leurs idéaux moraux et spirituels. Le révérend Benjamin Nuñez a vu en Israël des Juifs et des Arabes coexister pacifiquement, il a vu aussi le niveau de vie des Arabes et les conditions d'hygiène publique s'améliorer. Il a eu toute liberté pour visiter les Lieux saints du christianisme et il a en sa possession une déclaration, signée par des chefs religieux en Israël, qui souligne que la liberté du culte existe dans ce pays et que l'on y respecte toutes les religions.

72. Dans les territoires occupés, les Arabes jouissent de la liberté d'expression et ont des emplois aux mêmes conditions que les Juifs. Ils ont également une grande liberté de mouvement contrairement à ce qui était le cas lorsque la bande de Gaza était administrée par une autre puissance. Le révérend Benjamin Nuñez considère qu'il conviendrait qu'un comité composé de personnes sans parti pris à l'égard de la question du Moyen-Orient et sincèrement mues par le désir de découvrir la vérité se rende dans les territoires

occupés et y interroge les habitants. Le présent rapport passerait alors au second plan.

73. La délégation costa-ricienne est consciente de ce que l'occupation est une situation anormale, traumatisante et douloureuse à laquelle il faut mettre fin, mais elle faillirait à la justice si elle ne disait pas que la puissance occupante a fait son possible pour rendre moins douloureuse cette situation anormale. La délégation costa-ricienne souhaiterait que les dirigeants des zones intéressées se réunissent pour trouver une solution, inspirés par le désir de parvenir à la paix.

74. M. **HAMMAD** (Emirats arabes unis), prenant la parole dans l'exercice de son droit de réponse, dit que bien qu'il ne vaille pas la peine de répondre à bon nombre des points soulevés par le représentant du Costa Rica, il ne peut laisser passer l'attaque de ce représentant contre l'intégrité du Comité spécial. Tout le monde connaît la partialité avec laquelle le Costa Rica a toujours agi en ce qui concerne la question de Palestine et c'est pourquoi le représentant du Costa Rica devrait être le dernier à parler de partialité. Le représentant du Costa Rica a dit qu'il voudrait que l'on crée un comité plus impartial et plus juste. A ce propos, M. Hammad rappelle qu'il y a un certain nombre d'années, le Conseil de sécurité a demandé au Secrétaire général de désigner un représentant pour enquêter sur les pratiques israéliennes. M. Hammad se demande si, aux yeux du représentant du Costa Rica, le Secrétaire général est lui aussi partial. Cela dit, si ce représentant souhaite que l'on crée un autre comité, M. Hammad lui rappelle que le Président du Comité spécial a déjà déclaré que tous ceux qui pensent que le Comité est partial n'ont qu'à essayer d'en créer un autre, et il lui propose de présenter un projet de résolution où serait suggérée la composition d'un nouveau comité.

75. Pour le reste, M. Hammad croit que le représentant du Costa Rica n'a pas vu, ou n'a pas voulu voir, de personnes déplacées, de prisons, de camps, de biens expropriés, de biens confisqués dans les territoires occupés, mais se permet d'attaquer le rapport du Comité spécial qui se fonde sur des articles qui ont paru dans la presse et sur des déclarations de dirigeants israéliens.

76. Le **PRESIDENT** invite le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine à prendre la parole.

77. M. **TERZI** (Observateur, Organisation de libération de la Palestine), prenant la parole dans l'exercice de son droit de réponse, dit que le représentant du Costa Rica a insinué que le rapport du Comité spécial est partial ou que l'on a rendu un jugement par défaut. A ce sujet, il rappelle que, au paragraphe 1 du rapport du Comité spécial (A/10272), on fait observer que ce comité a été créé par l'Assemblée générale en vertu de la résolution 2443 (XXIII) et, au paragraphe 18, on dit que le Comité spécial a continué d'enquêter sur les allégations relatives à des violations des droits de l'homme de la population des territoires occupés. De même, au paragraphe 19, le Comité spécial souligne que, bien que le Gouvernement israélien ait continué de lui refuser d'entrer dans les territoires occupés pour enquêter sur place, il a suivi jour après jour l'évolution de la situation dans ces territoires dans la presse ainsi que dans les

déclarations faites par les membres du Gouvernement israélien et par d'autres dirigeants israéliens. Si le représentant du Costa Rica avait lu le rapport du Comité spécial, il saurait que si on avait permis à celui-ci de pénétrer dans les territoires occupés, personne ne pourrait maintenant mettre en doute la véracité du rapport. C'est pour cette raison même que l'on n'a pas permis au Comité spécial d'entrer dans ces territoires, car alors le rapport aurait été irréfutable.

78. M. Terzi cite en outre le paragraphe 186 du rapport, où est évoqué le cas de l'archevêque Capucci qui a été jugé par un tribunal qui n'avait pas été constitué en bonne et due forme en droit international. Il rappelle au représentant du Costa Rica les appels lancés par le Pape et la préoccupation qu'il a exprimée pour le sort des chrétiens et des lieux qui sont sacrés pour le christianisme dans les territoires occupés.

79. De l'avis de M. Terzi, il convient de respecter le représentant du Costa Rica en tant que prêtre, mais il convient également de lui signaler la vérité. Les Palestiniens espèrent quand même vivre en paix; M. Terzi rappelle qu'en 1940 il y avait des quartiers à Jérusalem où Juifs et Arabes vivaient en paix et en harmonie.

80. M. FADHLI (Yémen démocratique), exerçant son droit de réponse, déclare que le représentant du Costa Rica a évoqué la coexistence pacifique des Arabes et des Juifs. Il existe en réalité des Juifs arabes, des Juifs chrétiens, des Arabes chrétiens et des Arabes musulmans. Le représentant du Costa Rica a également évoqué l'administration israélienne des territoires occupés. Il s'agit là d'un euphémisme pour désigner une zone coloniale dont la situation pourrait faire l'objet d'un examen par la Quatrième Commission. De même, le représentant du Costa Rica dit que les Arabes qui vivaient dans la bande de Gaza du temps où elle était administrée par un autre pays — M. Fadhl suppose qu'il s'agit de l'Égypte — ne jouissaient pas de la liberté de circulation. Il convient de signaler que la liberté de circulation, telle qu'elle est comprise par l'Etat sioniste, signifie que les Palestiniens peuvent quitter leur patrie pour ne jamais plus y retourner.

81. M. SENGHOR (Sénégal), parlant dans l'exercice de son droit de réponse, rejette les observations que le représentant du Costa Rica a faites au sujet de l'intégrité de l'ambassadeur du Sénégal qui, membre du Comité spécial, a participé à la rédaction du rapport présenté par le Comité.

82. Le révérend Benjamin NUÑEZ (Costa Rica), exerçant son droit de réponse, déclare qu'en parlant du manque de compétence du Comité il ne mettait pas en cause les qualités morales des personnes qui en faisaient partie. Le révérend Benjamin Nuñez n'a pas accusé les membres du Comité spécial de manque d'intégrité, mais il estime qu'ils

ne sont juridiquement pas compétents pour s'acquitter de cette mission.

83. En ce qui concerne le cas de Monseigneur Capucci, le révérend Benjamin Nuñez déclare qu'il ne connaît pas les mécanismes juridiques de l'Etat d'Israël mais qu'il a lu une lettre signée par les représentants de l'Association de recherche théologique oecuménique en Israël, dans laquelle les auteurs rejettent les accusations d'emprisonnement arbitraire et de sévices à l'égard de monseigneur Capucci, et déclarent qu'ils sont convaincus que ce dernier a été traité équitablement.

84. Par ailleurs, le révérend Benjamin Nuñez précise qu'il s'est borné, dans son intervention, à mentionner certains points qui ne sont jamais évoqués au sein de la Commission.

85. M. TERZI (Observateur, Organisation de libération de la Palestine), exerçant son droit de réponse, rappelle à l'adresse du représentant du Costa Rica que les membres du Comité spécial, agissant *ès-qualité*, n'interviennent plus comme représentants de leurs gouvernements. Ils devraient par conséquent être autorisés à se rendre dans les territoires occupés eu égard à leur qualité de membres d'un comité de l'Organisation des Nations Unies.

86. D'autre part, M. Terzi fait observer que le clergé s'emploie aussi et surtout à lutter contre l'injustice. Le jugement prononcé à l'encontre de l'archevêque Capucci est un exemple d'injustice, étant donné que le tribunal qui a jugé l'archevêque n'était pas constitué selon les formes légales.

87. M. HAMMAD (Emirats arabes unis), exerçant son droit de réponse, déclare que le représentant du Costa Rica a mis en doute la compétence des membres du Comité spécial du fait de leurs relations avec les Etats arabes et de leur attitude envers Israël. Or, M. Hammad doute que, compte tenu des relations du représentant du Costa Rica avec Israël et de son attitude envers les pays arabes, le révérend Benjamin Nuñez soit qualifié pour mettre en doute les compétences du Comité spécial.

88. Si le représentant du Costa Rica n'est pas satisfait du rapport, il lui est loisible de faire une proposition positive, notamment de demander que le Secrétaire général effectue lui-même une enquête dans les territoires occupés, ou encore de présenter un projet de résolution.

89. Le révérend Benjamin NUÑEZ (Costa Rica), exerçant son droit de réponse, dit qu'il serait disposé à présenter un projet de résolution n'était le fait qu'il est tenu de suivre les instructions que son gouvernement lui donne en la matière.

La séance est levée à 18 h 20.

988^e séance

Mardi 2 décembre 1975, à 10 h 45.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.988

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (*suite**)
[A/10366, A/SPC/L.339]

1. Le PRESIDENT annonce que le Sénégal et Madagascar se sont portés coauteurs du projet de résolution A/SPC/L.339.

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (*suite*) [A/10074, A/10128, A/10163-S/11780, A/10164-S/11784, A/10174-S/11797, A/10178-S/11799, A/10204-S/11809, A/10272, A/10286, A/10370]

DISCUSSION GENERALE (*suite*)

2. M. PACHKEVICH (République socialiste soviétique de Biélorussie) dit que, pour éviter que la situation au Moyen-Orient n'entraîne une reprise des hostilités, il faut, comme la RSS de Biélorussie et les autres pays épris de paix n'ont cessé de le demander, parvenir à un règlement définitif fondé sur les résolutions du Conseil de sécurité, qui exigent le retrait des troupes israéliennes de tous les territoires occupés depuis 1967 et le respect des droits du peuple palestinien et de tous les Etats et peuples de la région. L'attitude négative qu'Israël, malgré quelques concessions sans importance, oppose à l'application des résolutions de l'ONU, ne doit pas décourager les pays épris de paix qui doivent témoigner de leur solidarité avec la population des territoires occupés afin de repousser l'agresseur.

3. Le point de l'ordre du jour à l'étude constitue l'un des aspects les plus importants de la question. Le septième rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (A/10272) apporte de nombreux renseignements sur l'idéologie qui inspire l'action israélienne et souligne la nécessité de défendre les territoires occupés. Il apporte la preuve de la dégradation des conditions matérielles ainsi que des souffrances morales imposées à des innocents. Il contredit les affirmations du représentant d'Israël selon qui les autorités de son pays feraient tout pour protéger les droits de la population de territoires qu'Israël n'occuperait que pour assurer sa propre défense. Quant aux exactions, s'il y en a, elles seraient le fait d'individus égarés et toujours sévèrement sanctionnées.

4. Si cela est vrai, pourquoi Israël, en refusant l'accès desdits territoires aux membres du Comité spécial, apporte-t-il lui-même la preuve du mépris dans lequel il tient les résolutions de l'ONU ?

5. On ne saurait parler d'oeuvre humanitaire à propos de la situation qui règne dans les territoires occupés, où des maisons sont détruites, leurs occupants déplacés sans espoir de retour. Les territoires arabes occupés fournissent à Israël une main-d'oeuvre à bon marché. Les Arabes se voient interdire toute initiative dans les domaines économique et commercial. Nombre d'entre eux sont soumis à de longues périodes de détention, à la torture. Les droits de la défense sont bafoués. Autant de faits qui ont conduit le Comité spécial à conclure que la situation s'était aggravée.

6. Dans le but de réaliser une transformation physique, géographique et démographique complète, les autorités israéliennes se livrent à l'installation hâtive de colonies de peuplement dans les territoires occupés. Dans son rapport, le Comité spécial donne une image convaincante de la situation et conclut à une violation flagrante du droit international. La délégation biélorussienne souscrit aux conclusions du Comité spécial, notamment que la fin de l'occupation israélienne constituerait à elle seule la meilleure garantie que les droits fondamentaux de la population des territoires occupés seraient rétablis (*ibid.*, par. 189).

7. La RSS de Biélorussie, ainsi que tous les Etats socialistes et autres pays épris de paix, poursuivront leurs efforts visant à la libération des territoires arabes occupés et à l'application intégrale des résolutions de l'ONU concernant le règlement du problème du Moyen-Orient.

8. M. JAMAL (Qatar), après avoir remercié le Comité spécial pour son rapport, dit que l'on ne saurait nier qu'Israël poursuit une politique de colonisation, qui se manifeste par la destruction de maisons, par des arrestations massives, par l'imposition d'un couvre-feu et par l'exploitation économique de la population, toutes pratiques qui vont à l'encontre des principes de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la quatrième Convention de Genève de 1949¹. Le refus d'Israël, en 1975 comme les autres années, de laisser les membres du Comité spécial pénétrer dans les territoires occupés, constitue une preuve irréfutable de la réalité de la situation décrite dans le rapport de ce comité et témoigne du désir d'Israël de cacher la vérité.

9. Il suffit de se reporter aux mémoires de Théodore Herzl pour constater que, dès le début, le mouvement sioniste avait l'intention de s'approprier la Palestine en chassant les

* Reprise des débats de la 984^e séance.

¹ Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 973, p. 287).

pauvres du pays avec la complicité de propriétaires terriens alléchés par le prix offert pour leurs terres. Mais, voyant que cette méthode ne leur avait permis de s'emparer que de 5,5 p. 100 du territoire, les sionistes confièrent la réalisation de leur politique expansionniste à l'appareil militaire du mouvement. C'est ainsi que furent entreprises les deux guerres d'agression, de 1948 et de 1967. De plus, cette politique expansionniste ne pouvait connaître de limites puisque Herzl prévoyait de l'adapter aux besoins, c'est-à-dire au nombre des immigrants. C'est dans le même esprit qu'après la guerre de 1967 Moshe Dayan, rappelant que l'objectif d'Israël était la constitution d'un Etat uniquement juif, a préparé l'expulsion de la population des territoires occupés.

10. La campagne des autorités israéliennes visant à la destruction des foyers arabes a donc pour double objectif de pousser les Palestiniens à partir et d'empêcher leur retour au cas où Israël, à des fins politiques, prétendrait le faciliter. De même, on assiste à la réalisation du plan de judaïsation de Jérusalem par la mainmise des autorités israéliennes non seulement sur les biens dont les propriétaires sont absents depuis 1948, mais aussi sur ceux dont les propriétaires ne sont partis qu'en 1967. Toutes ces mesures sont prises en vertu de lois contraires à la quatrième Convention de Genève. De plus, les autorités israéliennes écartent de la population arabe des territoires occupés un grand nombre d'avocats, d'enseignants, d'étudiants, etc. qui exerçaient auprès d'elle une action politique, sous prétexte que leurs activités présentaient un danger pour Israël.

11. Dans le même ordre d'idées, les programmes et les manuels scolaires destinés aux jeunes Palestiniens sont conçus de façon à les rendre indifférents à leur cause nationale. L'oppression intellectuelle et culturelle à laquelle est soumise la population arabe est loin des prétentions du représentant d'Israël, selon lequel Israël constituerait un foyer de démocratie qui, par l'imposition de l'occupation la plus libérale de l'histoire, apporterait aux Arabes plus de liberté qu'ils n'en ont jamais eue.

12. Depuis 1967, les autorités israéliennes ont intensifié les mesures visant à la création de colonies de peuplement dans l'ensemble des territoires arabes occupés afin de consacrer le fait accompli de la domination sioniste. Cette volonté apparaît dans les déclarations des responsables israéliens eux-mêmes. Depuis 1967, 44 colonies sionistes et 60 usines ont été créées dans les territoires arabes occupés. Dans le budget israélien pour l'année 1975/76, 431 millions de livres israéliennes sont consacrées à la création de 33 colonies.

13. Il ne faut pas de preuves supplémentaires pour dire que les dispositions de la quatrième Convention de Genève ne sont pas respectées. Le droit international, la paix et la sécurité ne peuvent régner au Moyen-Orient tant qu'Israël maintient sa position, tant que le peuple palestinien se verra expulsé de sa patrie et tant que seront bafouées les résolutions de l'ONU, la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention. Bien que, jusqu'à présent, l'ONU n'ait pu faire face à une situation dont elle est responsable, il ne faudrait pas en conclure que le droit international cautionne les violations que lui a fait subir Israël. Bien au contraire, le droit international reconnaît le droit des peuples à se défendre contre toute agression.

14. M. HAMMAD (Emirats arabes unis) rappelle que, dans une déclaration consacrée au rapport du Comité spécial (986^e séance), sa délégation a examiné les actes de violation commis à l'égard de la population elle-même, des ressources naturelles des territoires et de leurs institutions.

15. M. Hammad rappelle que, à la 985^e séance, le représentant d'Israël a une fois de plus déclaré que, pour un certain nombre de raisons juridiques, la quatrième Convention de Genève ne s'appliquait pas à la situation des territoires arabes occupés. Bien que la question lui ait été souvent posée, la délégation israélienne n'a toujours pas indiqué à la Commission politique spéciale quelles étaient ces raisons juridiques. Par son refus de répondre, la délégation israélienne montre bien qu'elle est dans l'incapacité de fournir de telles raisons.

16. Comme les Etats arabes, Israël est signataire de la quatrième Convention de Genève. A ce titre, Israël s'est engagé à respecter et à faire respecter la Convention en toutes circonstances (art. 1). Cela est parfaitement clair.

17. Si, toutefois, la délégation israélienne éprouve quelques difficultés d'interprétation, on peut lui rappeler que, dans le Commentaire de la Convention publié² sous la direction de M. Jean Pictet, il est précisé que chaque Etat s'obligeait aussi bien vis-à-vis de lui-même que vis-à-vis des autres; il est indiqué que, qu'il s'agisse d'une guerre "juste" ou "injuste" entre les parties à la Convention, d'une agression ou d'une résistance à l'agression, d'une occupation ou d'une prétendue agression, cela ne saurait en rien affecter le traitement à accorder aux personnes protégées. Plus encore, tous les Etats parties à la Convention devaient chercher à ramener l'Etat contrevenant au respect de la Convention.

18. L'article 2 de la Convention stipule que

"... la présente Convention s'appliquera en cas de guerre déclarée ou de tout autre conflit armé surgissant entre deux ou plusieurs des Hautes Parties contractantes, même si l'état de guerre n'est pas reconnu par l'une d'elles.

"La Convention s'appliquera également dans tous les cas d'occupation de tout ou partie du territoire d'une Haute Partie contractante, même si cette occupation ne rencontre aucune résistance militaire ..."

L'article 2 constitue lui aussi une obligation pour Israël. Aux termes dudit article, les habitants des territoires occupés sont placés sous la protection de la Puissance occupante.

19. Pour la délégation des Emirats arabes unis, les deux articles cités dictent à Israël l'attitude et la conduite qu'il doit observer à l'égard des territoires qu'il occupe.

20. Si la délégation israélienne n'est toujours pas convaincue, on peut encore examiner l'obligation qui lui est faite d'appliquer la Convention à la lumière des principes

² Jean S. Pictet, éd., *Les Conventions de Genève du 12 août 1949 : Commentaire, IV, La Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre*, Genève, Comité international de la Croix-Rouge, 1956.

généralement acceptés qui régissent l'interprétation des traités.

21. Le premier principe est celui de l'interprétation par des moyens simples et naturels, c'est-à-dire d'une interprétation naturelle, grammaticale et logique. Pour la Cour internationale de Justice, qui s'est intéressée à ce principe, il s'agit, lorsque l'on veut interpréter un texte juridique, non pas de se demander quel sens ses auteurs ont bien pu vouloir lui donner, mais quel est le sens qui se dégage de son énoncé. Au regard de ce principe, les articles 1 et 2 de la Convention sont parfaitement clairs : lorsqu'on dit que toutes les parties s'engagent à respecter la Convention en toutes circonstances, cela ne veut pas dire autre chose. De même, l'article 2 prévoit que la Convention s'appliquera à tous les cas de conflit armé entre les parties, ainsi qu'à tous les cas d'occupation partielle ou totale. Le sens des mots utilisés est simple, évident et unique.

22. Le deuxième principe d'interprétation est celui dit du contexte. Selon ce principe, le libellé d'un texte juridique doit être interprété en fonction de son contexte, à moins qu'une telle interprétation conduise à un résultat qui est manifestement absurde ou déraisonnable. En vertu de ce deuxième principe, le premier, relatif à l'interprétation textuelle, doit se conformer aux indications que fournit le contexte sur l'intention des parties.

23. Pour ce qui est de la quatrième Convention de Genève, l'intention des parties est très nettement soulignée dans le Commentaire déjà cité. Affligées par les actes de violation des droits de l'homme commis au cours de la première et de la seconde guerres mondiales, et ayant constaté l'insuffisance des Conventions de La Haye de 1899 et 1907 concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre³, les parties désiraient aboutir à une convention protégeant les civils en toutes circonstances. Les auteurs du Commentaire vont jusqu'à préciser : "D'ailleurs, à supposer qu'un Etat en vienne à dénoncer la Convention, il resterait lié au moins par les principes de cette Convention, qui sont aujourd'hui l'expression même du droit des gens valable en cette matière."

24. Bien que le sens de la Convention soit assez clair pour ne pas recourir au troisième principe d'interprétation, à savoir celui qui préconise de se reporter aux travaux préparatoires, l'examen des projets préliminaires, des observations des participants aux travaux qui ont conduit à l'adoption de la Convention, de leurs déclarations publiques, etc. indique que leur intention était de voir appliquer la Convention par toutes les parties, à n'importe quel moment, dans tous les cas et en toutes circonstances.

25. Le quatrième principe d'interprétation est celui dit des principaux objectifs. D'une façon générale, on ne saurait parfaitement comprendre les termes d'une convention sans tenir compte des intentions qui l'ont dictée. Or, c'est dans les premiers articles que celles-ci sont exposées. L'examen des divers aspects de l'ensemble de la Convention en fournit également une bonne indication. Compte tenu de ces

considérations, il est facile de percevoir le but recherché par les auteurs de la Convention, à savoir la défense des droits de l'homme de la population civile des territoires occupés. Cet objectif est exposé dans les premiers articles de la Convention. Aucun Etat partie, pas même Israël, ne saurait s'y soustraire.

26. Certes, le droit international met à la disposition de chaque partie à un traité ou à une convention deux moyens de se dégager, partiellement ou complètement, de l'engagement qu'il a pris. Le premier, partiel, consiste à formuler, conformément à l'article 14 de la Convention de Vienne sur le droit des traités⁴, des réserves au sujet de l'applicabilité de certaines dispositions à l'égard d'un ou de plusieurs Etats. Mais Israël n'aurait pu faire une telle réserve sans nier l'objet même de la quatrième Convention de Genève et sans la rendre inapplicable. M. Hammad dit, pour autant qu'il sache, qu'Israël n'a pas formulé une telle réserve. Le deuxième moyen dont dispose un Etat partie à un traité ou à une convention pour se dégager de l'obligation qu'il a assumée, est de la dénoncer. L'article 158 de la quatrième Convention de Genève réserve ce droit à toutes les parties. Mais Israël n'a pas dénoncé la Convention.

27. Il ressort donc de ce qui précède qu'Israël est tenu par le droit international d'appliquer la Convention aux territoires arabes occupés. C'est donc en l'absence de tous fondements qu'Israël affirme que la Convention n'est pas applicable auxdits territoires.

28. Le droit, la jurisprudence et la volonté de la communauté internationale, tout indique que la Convention de Genève, qui vise à la protection des personnes, des ressources et des institutions contre les forces d'occupation, s'applique aux territoires arabes occupés.

29. Dans ces conditions, comment la délégation costariquienne, qui a récemment proclamé son objectivité en la matière, a-t-elle pu s'abstenir lors du vote des résolutions 3092 A (XXVIII) et 3240 B (XXIX) de l'Assemblée générale ? La façon dont se sont réparties les voix est en effet significative, puisque "les Etats arabes et leurs amis" n'ont pas été les seuls à voter pour les résolutions citées : tous les pays d'Europe occidentale se sont également prononcés en leur faveur.

30. Pour conclure, M. Hammad met à nouveau le représentant d'Israël au défi de présenter à la Commission les raisons juridiques invoquées par son pays.

31. M. QURESHI (Pakistan) rappelle que le droit international, par un certain nombre de conventions, notamment la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre⁵ et la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, toutes deux de 1949, les Conventions de La Haye de 1889 et de 1907 et la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, de 1954⁶, régit la

³ Dotation Carnegie pour la paix internationale, *Les conventions et déclarations de La Haye de 1899 et 1907*, New York, Oxford University Press, 1918.

⁴ *Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, Documents de la Conférence* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.V.5), document A/CONF.39/27.

⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 972, p. 135.

⁶ *Ibid.*, vol. 249, n° 3511, p. 215.

conduite des puissances occupantes et l'exercice de leur autorité dans les régions occupées. Ces instruments juridiques ont pour objet de protéger, dans la mesure du possible, les populations des régions occupées et leur patrimoine. A la suite de nombreux rapports faisant état de violations de ces règles par les autorités israéliennes, l'Assemblée générale, en 1968, a constitué le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés [résolution 2443 (XXIII)]. Malgré le manque de coopération dont Israël a fait preuve à son égard, le Comité spécial a pu constater, au cours des ans, qu'Israël poursuivait sa politique d'annexion, utilisant au maximum le réservoir de main-d'oeuvre que constituent les territoires occupés, sans améliorer les conditions de vie des personnes emprisonnées ni les programmes d'éducation destinés aux jeunes. Dans son septième rapport (A/10272), le Comité spécial indique même que cette politique d'annexion s'intensifie et que la population civile apparaît de plus en plus frustrée et mécontente par suite des actes de violence auxquels cette politique donne lieu. Les déclarations des dirigeants israéliens eux-mêmes ne laissent aucun doute quant à leurs véritables intentions. L'établissement de colonies de peuplement israéliennes dans les territoires occupés n'a d'autre objet que d'y assurer la présence de l'Etat juif. Par ailleurs, on ne peut qu'être effrayé par les représailles collectives qui prennent la forme de destructions, d'arrestations massives ainsi que d'évictions et d'expulsions par la force.

32. Le peuple pakistanais éprouve de vives inquiétudes devant ces événements. Il est particulièrement préoccupé par les mesures que prennent les Israéliens pour changer le caractère de la Ville sainte de Jérusalem et d'autres Lieux saints comme les mosquées Al Aqsa et Al-Ibrahimi. Ceux-ci envisagent en effet de procéder à des terrassements à proximité de la partie occidentale du mur Al-Burak, sous le prétexte d'agrandir la zone qui a été dégagée en 1967 devant ce mur. Or, ce projet entraînera la destruction des maisons et des terres arabes de la Ville sainte, dont certaines ont une valeur historique et religieuse. Ce mur et toute la zone qui l'entoure appartiennent aux musulmans, comme l'a confirmé la Société des Nations en 1930, puisqu'ils sont situés sur la place de la mosquée.

33. Israël a également pris des mesures qui mettent en péril l'intégrité religieuse et physique de la mosquée Al-Ibrahimi, qui est l'un des Lieux saints islamiques les plus sacrés et vénérés. Sa profanation, l'interdiction qui est faite aux musulmans de venir y prier, la démolition de certaines de ses parties et son isolement ont soulevé une vague d'indignation dans tout le monde islamique. Déjà, des affrontements ont eu lieu entre la population arabe autochtone et les autorités israéliennes, ce qui constitue une nouvelle menace pour la paix et la sécurité de cette région.

34. La délégation pakistanaise ne peut accepter de tels faits qui sont en contradiction avec les dispositions de l'article 27 de la quatrième Convention de Genève, qui assure aux personnes protégées le respect de leurs convictions et pratiques religieuses, de leurs habitudes et de leurs coutumes. En réalité, toutes les mesures visant à modifier le caractère physique, la composition démographique, le caractère institutionnel et les aspects économiques des régions occupées sont nulles et non avenues aux termes des articles 47 et 49 de cette même convention. Les autorités

israéliennes doivent sans plus attendre renoncer à de telles pratiques illégales et de provocation, tant immédiatement qu'à l'avenir. La gravité des mesures prises par Israël en ce qui concerne la mosquée Al-Ibrahimi mérite à elle seule l'adoption d'une résolution spéciale par l'Assemblée générale.

35. L'opinion mondiale s'est également, à juste titre, indignée de la destruction délibérée, par les forces israéliennes, de la ville de Kouneitra avant de s'en retirer, en vertu de l'Accord de dégagement des forces israéliennes et syriennes du 31 mai 1974. Cette ville a été réduite à un amas de pierres. C'est cette mesure qui a poussé la délégation pakistanaise, en 1974, à se porter coauteur de la résolution 3240 C (XXIX) de l'Assemblée générale, portant sur cette question. La délégation pakistanaise constate avec satisfaction que l'on a commencé à évaluer la nature, l'étendue et la valeur des dommages causés à cette ville (*ibid.*, par. 169 et 170) et espère qu'il sera bientôt possible de déterminer l'indemnisation qu'elle pourra recevoir.

36. Les populations sous occupation israélienne souffrent doublement. En effet, non seulement elles sont soumises à cette occupation, mais l'occupant continue de violer leurs droits les plus fondamentaux au mépris de toute convention internationale. La délégation pakistanaise partage entièrement la conviction du Comité spécial que la fin de l'occupation constituerait à elle seule la meilleure garantie que les droits fondamentaux de la population des territoires occupés seraient rétablis (*ibid.*, par. 189) et continuera donc de faire tout ce qui est en son pouvoir pour faire disparaître toute forme d'agression dans les territoires arabes occupés et pour obtenir l'entière reconnaissance des droits inaliénables du peuple palestinien. En attendant que cet objectif soit réalisé, elle prêterait tout son appui à toute mesure visant à obliger la puissance occupante à agir et à se comporter conformément aux lois qui régissent les situations d'occupation.

37. M. LAI Ya-li (Chine) dit que le rapport du Comité spécial et les déclarations prononcées par les représentants de nombreux pays arabes font état d'un très grand nombre de faits irréfutables qui apportent la preuve des atrocités commises par les sionistes israéliens dans les territoires occupés, en violation flagrante de la quatrième Convention de Genève de 1949. La délégation chinoise tient à exprimer sa profonde sympathie au peuple palestinien et aux autres peuples arabes et appuie fermement la position équitable des pays arabes et d'autres pays du tiers monde qui condamnent fermement l'agression israélienne. Elle tient aussi à remercier le Comité spécial de l'objectivité avec laquelle il a rendu compte des crimes commis par les autorités israéliennes.

38. Le problème qui se pose dans les territoires occupés par Israël consiste essentiellement en un affrontement entre les sionistes israéliens, qui poursuivent une politique d'agression et d'expansion avec l'appui des superpuissances, et les Palestiniens et d'autres peuples arabes qui luttent contre cette agression et cette expansion. Ce problème ne peut être résolu que par la fin de l'occupation illégale des territoires

⁷ Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-neuvième année, Supplément d'avril, mai et juin 1974, document A/11302/Add.1, annexe I.

arabes par Israël, le retour des territoires occupés aux Arabes, et la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien. Cependant, les Israéliens ne sont pas prêts à changer d'attitude. Au contraire, en 1975, tout en intensifiant leurs mesures de répression contre les populations des territoires occupés, les autorités israéliennes ont mené une politique de "sionisation", en obligeant les habitants arabes à quitter certains lieux et en créant de nombreuses colonies de peuplement juives. L'installation d'Israéliens dans les régions occupées revêt une très grande importance pour les dirigeants israéliens eux-mêmes, qui comptent utiliser cette situation de fait pour définir leurs nouvelles frontières. En effet, en juin 1975, le parti au pouvoir a approuvé une carte prétendant indiquer les frontières définitives d'Israël, à l'intérieur desquelles se trouvaient les hauteurs du Golan et la bande de Gaza.

39. Comme on le sait, les sionistes israéliens se trouvent maintenant dans une situation difficile tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Sur le plan intérieur, Israël a des dettes considérables et l'inflation ne fait que croître, par suite de l'augmentation régulière des dépenses militaires. Sur le plan international, Israël n'a cessé d'être condamné, un grand nombre de pays d'Afrique ont rompu leurs relations diplomatiques avec lui et il se trouve maintenant dans une situation d'isolement. On peut donc se demander pourquoi Israël, avec ses ressources très limitées et ses énormes difficultés, poursuit sa politique d'agression et d'expansion, se faisant ainsi l'ennemi de plus de 100 millions d'Arabes. Un dirigeant arabe a trouvé la réponse à cette question : Israël jouit de la protection des deux superpuissances. En effet, pour conquérir l'hégémonie de l'Europe et du monde entier, pour battre et pour affaiblir sa rivale, chacune d'entre elles se voit obligée de maintenir une situation d'instabilité au Moyen-Orient. L'une d'entre elles a dès le début apporté un appui énergique à Israël, et continue de le faire. L'autre agit d'une manière plus insidieuse. Se faisant passer pour un allié naturel du monde arabe, elle a recours à la règle impérialiste qui consiste à "diviser pour régner" et fait de son mieux pour saper l'unité arabe. Elle ne cesse de se vanter de l'aide "énorme" et "désintéressée" qu'elle fournit aux pays arabes. Mais nombre de faits prouvent que cette "aide" n'est qu'un moyen d'intervenir dans les affaires intérieures des pays bénéficiaires et de lutter pour son hégémonie du Moyen-Orient. Elle condamne ostensiblement l'agression israélienne, mais lui fournit en fait un appui qui ne fait que renforcer l'arrogance agressive du sionisme israélien. Elle envoie régulièrement des émigrants en Israël, au mépris de la forte opposition des pays arabes et des condamnations de l'opinion mondiale. En cinq ans, elle a envoyé plus de 100 000 migrants en Israël. Selon la presse, deux divisions au moins de l'armée israélienne sont constituées par des immigrants juifs venus de cette superpuissance au cours des dernières années. La Conférence islamique des ministres des affaires étrangères, lors de sa sixième session, tenue à Jidda du 12 au 16 juillet 1975, la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, à sa douzième session ordinaire, tenue à Kampala du 28 juillet au 1er août 1975, et la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, tenue à Lima du 25 au 30 août 1975, ont toutes condamné les pays qui apportent à Israël un appui militaire, économique ou sous forme de main-d'oeuvre. Cette superpuissance a fait la sourde oreille. Mieux encore, alors qu'Israël est de plus en plus isolé sur le plan international, cette superpuissance

entretient avec lui des contacts officiels et officieux, allant même jusqu'à organiser des entretiens secrets entre les deux ministres des affaires étrangères. Cela constitue un encouragement flagrant à la politique d'agression et d'expansion des sionistes israéliens et une trahison éhontée de la cause des Palestiniens et des autres peuples arabes.

40. La situation est claire : c'est à cause de cette lutte pour l'hégémonie qu'il n'a pas été possible de parvenir à un règlement de la question du Moyen-Orient et de la question des droits de l'homme dans les territoires occupés par Israël. Les pays arabes eux-mêmes, grâce à l'expérience qu'ils ont acquise dans leur longue lutte, ont maintenant compris qu'ils ne parviendraient à la victoire qu'en associant leur lutte contre le sionisme israélien à la lutte contre l'hégémonie des superpuissances.

41. Le Gouvernement et le peuple chinois ont toujours fermement appuyé les Palestiniens et les autres peuples arabes dans leur juste lutte contre le sionisme et l'hégémonie, pour reprendre possession de leurs territoires et pour obtenir le respect de leurs droits nationaux. Cette lutte est un élément important du combat du tiers monde contre l'impérialisme et l'hégémonie. Malgré l'opposition des superpuissances et des sionistes, les Arabes, qui sont plus de cent millions, sont les seuls qui soient réellement puissants au Moyen-Orient. Leur lutte est difficile, mais l'avenir ne fait aucun doute. La délégation chinoise est convaincue que si les Palestiniens et les autres peuples arabes perséverent dans l'unité et dans la lutte, ils déjoueront les complots et les intrigues des superpuissances, ils vaincront les agresseurs israéliens et ils reprendront possession de leurs territoires et obtiendront le respect de leurs droits nationaux.

42. M. DABIRI (Iran), après avoir remercié le Président et les autres membres du Comité spécial pour le rapport (A/10272), d'ailleurs excellent, qu'ils ont établi, dit que la Commission, en examinant les rapports annuels du Comité spécial, n'a cessé d'éprouver des sentiments de déception et de frustration. Le dernier rapport du Comité spécial donne une image sombre de la situation qui existe dans les territoires occupés. Rien n'y laisse entrevoir une évolution quelconque de la politique et des pratiques des autorités israéliennes. La politique d'annexion menée par Israël n'a pas connu de trêve, et l'établissement de nouvelles colonies de peuplement dans les territoires occupés s'est poursuivi sans relâche. Les déclarations des dirigeants israéliens et les articles de la presse israélienne à ce sujet ne sont pas sans inspirer les plus vives inquiétudes.

43. Les conditions dans lesquelles vit la population civile sont elles aussi très préoccupantes. Il ressort du rapport du Comité spécial que de nombreux incidents violents se sont produits dans les territoires occupés en 1975, et qu'aux diverses manifestations de résistance de la population arabe la puissance occupante a riposté par une répression implacable, allant jusqu'à détruire des maisons et des ateliers, comme le montrent les images du film qui a été projeté aux membres de la Commission. La délégation iranienne estime que toutes ces mesures sont contraires aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies.

44. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), dont l'impartialité n'a jamais été mise en cause, a lui-même

condamné ces mesures de répression et a indiqué, dans son rapport annuel⁸, qu'elles sont contraires aux dispositions de la quatrième Convention de Genève (*ibid.*, par. 180).

45. La délégation iranienne s'est efforcée de s'en tenir à l'analyse des faits qui ressortent des témoignages recueillis par le Comité spécial, et ces faits sont accablants pour Israël. Cela prouve une fois de plus que le recours à la violence, au mépris des droits de l'homme, rend encore plus difficile la recherche des conditions favorables à l'instauration d'un climat de paix et de concorde dans cette région.

46. La délégation iranienne fait siennes la conclusion du Comité spécial selon laquelle la fin de l'occupation constituerait à elle seule la meilleure garantie que les droits fondamentaux de la population des territoires occupés seraient rétablis (*ibid.*, par. 189).

47. M. TARCICI (Yémen) déclare que, pour la septième fois, la Commission politique spéciale prend acte d'un rapport du Comité spécial. A chaque session, l'Organisation des Nations Unies condamne le régime sioniste et usurpateur qui n'hésite pas à violer les droits de l'homme, ignore les résolutions de l'ONU, fait fi des principes de la Charte et refuse d'appliquer les dispositions de la quatrième Convention de Genève. Dans son dernier rapport, le Comité spécial décrit, comme précédemment, le sort réservé à tous ceux qui luttent contre l'oppression et sont soumis à diverses formes de mauvais traitements et de tortures (*ibid.*, par. 163). Il a pu recueillir des témoignages concernant une politique de représailles contre les civils (*ibid.*, chap. IV, sect. C) malgré que les autorités d'occupation aient continué, au mépris des décisions de la communauté internationale, à refuser au Comité spécial l'autorisation de se rendre dans les territoires occupés. Bien qu'il n'ait pu, de ce fait, rassembler qu'un nombre limité de renseignements et que de nombreux crimes demeurent ignorés, il a manifestement établi qu'Israël, faisant fi des normes du droit international et notamment des dispositions de la quatrième Convention de Genève, continue à installer des colonies de peuplement dans les territoires arabes occupés et à violer les droits de l'homme de la population de ces territoires. Dans son rapport annuel pour 1974, le CICR fait état d'expulsions et de destructions de maisons ordonnées par les autorités israéliennes à titre de mesures répressives en violation des articles 49, 33 et 53 de la quatrième Convention et indique la préoccupation que lui cause la situation des victimes des destructions de maisons opérées par l'armée israélienne dans les territoires occupés, situation souvent aggravée par l'arrestation d'un ou plusieurs membres de la famille concernée (*ibid.*, par. 180).

48. Le CICR cite de nombreux cas de telles destructions et dit avoir fait part aux autorités israéliennes de son point de vue sur le principe de ces destructions et de la vive inquiétude qu'elles lui causaient en demandant que des mesures soient prises pour reloger les victimes (*ibid.*) Le Comité spécial a, pour sa part, émis l'avis que les arrestations massives effectuées traduisent une tendance au châtiment communautaire ou collectif remplaçant une enquête en bonne et due forme pour découvrir les responsables

(*ibid.*, par. 181) et que les mesures prises par les autorités d'occupation à Jérusalem et l'emprisonnement de l'archevêque Capucci étaient contraires aux dispositions des articles 47, 64 et 66 de la quatrième Convention de Genève (*ibid.*, par. 186).

49. Le Comité spécial a conclu qu'il ressortait des témoignages dont il était saisi que la puissance occupante agissait en violation flagrante des droits fondamentaux de la population des territoires occupés et au mépris des conventions internationales, et a réitéré sa conviction que la fin de l'occupation constituerait à elle seule la meilleure garantie que ces droits fondamentaux seraient rétablis (*ibid.*, par. 188 et 189). Les violations par Israël des droits de l'homme de la population des territoires occupés sont donc confirmées par le rapport du Comité spécial, par la déclaration prononcée par son président, par les rapports du CICR et enfin par le film récemment projeté devant les membres de la Commission.

50. Néanmoins, les organes d'information qui couvrent les travaux de l'ONU négligent d'attirer l'attention de l'opinion publique sur le danger que présentent ces pratiques inhumaines, immorales et illégitimes. Mais lorsque les quatre cinquièmes des habitants du globe, représentés par 72 Etats Membres de l'ONU, expriment leur conviction que le régime sioniste est un régime raciste au même titre que le nazisme et l'*apartheid*, et adoptent une résolution historique condamnant Israël, les moyens d'information et d'autres organes dominés par les sionistes manifestent leur indignation. On ne peut également que regretter que lorsque l'ONU, par l'intermédiaire de ses institutions spécialisées, condamne le régime sioniste par ses violations répétées des droits de l'homme, qui sont irréfutablement prouvées, les "media", trahissant leur mission, négligent d'en informer l'opinion publique mondiale et notamment l'opinion publique des Etats-Unis d'Amérique. C'est ainsi que le peuple américain paie de lourds impôts pour pouvoir offrir au régime sioniste des millions de dollars — appuyant ainsi la violation par Israël des résolutions de l'ONU, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la volonté de la communauté internationale — alors que, s'il connaissait la vérité, il aiderait certainement les victimes de l'agression.

51. La Commission politique spéciale a donc le devoir de révéler cette vérité que certains tentent de dissimuler et d'exercer sur Israël des pressions morales pour qu'il puisse être mis fin aux violations des droits de l'homme et à la situation anormale qui règne en Palestine, comme l'a préconisé le Comité spécial. Il est bien évident que le mandat du Comité spécial, qui mérite d'être félicité pour l'objectivité qu'il s'est efforcé de maintenir en résistant à toutes les pressions et pour son désir de faire respecter les droits de l'homme, doit être reconduit.

52. Depuis l'adoption de la résolution 3237 (XXIX) de l'Assemblée générale, qui accordait le statut d'observateur à l'Organisation de libération de Palestine (OLP), la Commission peut entendre non seulement les représentants des autorités d'occupation, mais également les représentants de la majorité des victimes de l'agression par la voix des représentants de l'OLP. M. Tarcici ne saurait mieux conclure qu'en citant les mots d'un poète palestinien, qui a dit

⁸ Rapport d'activité 1974, Genève, Comité international de la Croix-Rouge, 1975.

que "ceux qui commettent l'injustice ont dépassé la limite !"

53. M. KI (Haute-Volta) fait l'éloge de la conscience avec laquelle le Comité spécial s'est acquitté de sa mission, dans des conditions d'autant plus difficiles qu'une fois de plus Israël a refusé de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et d'autoriser le Comité spécial à se rendre dans les territoires occupés. Il ressort clairement du rapport du Comité spécial que la conclusion des accords sur le dégagement des forces n'a apporté aucune amélioration notable au sort de la population des territoires occupés où Israël, poursuivant sa politique d'annexion et de colonisation, a installé des colonies de peuplement. La construction de villes et de villages ne saurait se justifier par des raisons de sécurité. Elle témoigne bien plutôt de la détermination d'Israël de ne pas évacuer les territoires occupés, contrairement à la volonté exprimée de la communauté internationale, et l'on est en droit de se demander si les dégagements des forces ne seraient en réalité qu'une politique trompeuse destinée à calmer la légitime colère des peuples arabes. On ne peut que continuer à condamner vigoureusement cette politique d'annexion qui ne va ni dans le sens des principes qui ont toujours guidé l'Organisation des Nations Unies et sont à la base même de sa création, ni dans le sens de la paix, car elle ne peut que rendre plus difficiles les négociations.

54. Le rapport du Comité spécial fait également état d'atteintes aux droits de l'homme de la population arabe des territoires occupés. Dans un siècle où le nationalisme est plus vif que jamais, il est bien évident que cette population n'a jamais accepté la férule israélienne et l'histoire démontre que toute forme de colonisation s'accompagne nécessairement d'un régime de terreur à l'encontre des populations civiles autochtones. Mais le monde ne vit plus à l'heure des conquêtes et des colonisations : aujourd'hui, la communauté internationale se veut de plus en plus le garant des droits de l'homme et va jusqu'à disputer cette prérogative aux gouvernements. Même en période de conflit armé, ces droits sont protégés par une législation internationale, notamment par deux Conventions de Genève, la Convention relative au traitement des prisonniers de guerre et la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, ainsi que par les Conventions de La Haye de 1899 et 1907 et la Convention de La Haye sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé, faite en 1954. Il est infiniment regrettable qu'Israël, arguant de réserves qu'il aurait faites, n'applique pas les dispositions de la quatrième Convention de Genève qu'il a pourtant signée, tout comme l'ont fait ses voisins arabes et qu'il continue à prendre des mesures de répression collective qui ne sont guère conformes à l'esprit de cette convention.

55. La délégation de la Haute-Volta estime qu'il est temps que la population des territoires occupés puisse recouvrer ses droits légitimes. Cela ne sera possible que si ces territoires sont totalement évacués par Israël, comme les Nations Unies l'ont demandé à maintes reprises. C'est dire que ce problème ne trouvera de solution que dans le cadre d'un règlement global et définitif de la question du Moyen-Orient.

56. M. ZENKYAVITCHOUS (Union des Républiques socialistes soviétiques), exerçant son droit de réponse, déclare

qu'une fois de plus le représentant de la Chine a saisi l'occasion de calomnier outrageusement l'Union soviétique. Il semblerait que le sort tragique du peuple palestinien ne préoccupe la Chine que dans la mesure où elle peut utiliser le destin de ce peuple comme un pion sur son échiquier politique. Dans son antisoviétisme acharné, le représentant de la Chine va jusqu'à proférer des insultes à l'encontre des alliés de l'Union soviétique, qui a toujours soutenu les peuples arabes — en particulier le peuple palestinien — contre l'agression israélienne. C'est là d'ailleurs un aspect important de la politique étrangère de l'URSS. Pour réfuter les allégations mensongères du représentant de la Chine, M. Zenkyavitchous se contentera de laisser la parole à Yasser Arafat, qui a déclaré, dans une interview accordée à la revue *U.S. News World Report*, que l'URSS était l'alliée fidèle de la révolution palestinienne et de tous les peuples arabes qui luttent pour chasser l'envahisseur israélien des territoires occupés et pour faire reconnaître les droits légitimes des Palestiniens.

57. M. YANG Ming-liang (Chine), exerçant son droit de réponse, déclare que la délégation chinoise a révélé au grand jour la duplicité et l'hypocrisie des politiques mises en oeuvre par le social-impérialisme soviétique au Moyen-Orient, où les superpuissances rivalisent pour l'hégémonie. En calomniant la Chine, le représentant de l'URSS cherche sans doute à s'absoudre lui-même, car la déclaration du représentant de la Chine se fonde sur des faits qui sont plus éloquentes que tous les discours du représentant de l'URSS ou que son auto-admiration. C'est encore par un fait que la délégation chinoise lui répondra en lui rappelant qu'à sa vingt-neuvième session l'Assemblée générale a adopté la résolution 3240 A (XXIX) par laquelle, au paragraphe 8, elle demande à nouveau à tous les États d'éviter de prendre des mesures, y compris dans le domaine de l'assistance, qu'Israël pourrait mettre à profit pour poursuivre les politiques et pratiques mentionnées dans ladite résolution. Bien qu'elle ait voté en faveur de cette résolution, l'URSS a continué à envoyer des émigrants en Israël, qu'elle aide ainsi à poursuivre sa politique de "sionisation". Bien plus, les Ministres des affaires étrangères de l'URSS et d'Israël ont eu des entretiens où ils ont envisagé de renouer leurs relations diplomatiques, ce qui aurait pour effet de rompre l'isolement politique d'Israël. N'y a-t-il pas là une violation flagrante des résolutions de l'Assemblée générale et une manifestation évidente de duplicité et d'hypocrisie ? Or, à sa présente session, l'Assemblée générale adoptera vraisemblablement une résolution analogue et le représentant de l'URSS votera en sa faveur avec une totale impudence, sans que cela implique de sa part la moindre intention de mettre un terme à l'aide qu'il apporte à l'envahisseur israélien ou de s'abstenir de violer à nouveau les résolutions de l'Assemblée générale. L'attitude répugnante adoptée par l'URSS dans la question du Moyen-Orient n'a aucune raison de changer, car elle découle de la nature même du social-impérialisme.

58. M. ZENKYAVITCHOUS (Union des Républiques socialistes soviétiques), exerçant son droit de réponse, dit que les membres de la Commission entendent d'une oreille blasée les sempiternelles tirades antisoviétiques du représentant de la Chine auxquelles le représentant de l'URSS ne répondrait que par le mépris s'il n'y discernait pas des intentions dangereuses, sur lesquelles il souhaiterait appeler l'attention de la Commission. Quel est donc l'objectif

poursuivi par le représentant de la Chine dans les perpétuelles attaques qu'il lance contre l'Union soviétique, quelle que soit la question à l'examen ? Les maoïstes voudraient répandre l'idée qu'une guerre nucléaire entre l'Union soviétique et les États-Unis d'Amérique est inévitable et s'efforcent, par tous les moyens, de provoquer un conflit qu'en réalité ils souhaitent, espérant y trouver l'occasion d'asseoir leur hégémonie. Il est dès lors logique que la Chine fasse tout pour attiser le conflit au Moyen-Orient et calomnier inlassablement l'Union soviétique, qui s'est fait le défenseur de la paix dans le monde entier, en particulier au Moyen-Orient, où elle multiplie les initiatives en vue de parvenir à un règlement pacifique du problème. Alors que la position adoptée par la Chine fait le jeu de l'agresseur israélien, nul n'ignore que c'est grâce à l'aide désintéressée que l'URSS n'a jamais ménagée aux peuples arabes qu'ils ont pu lutter contre l'agression israélienne. Malgré sa haine pathologique de l'URSS, qui englobe l'ensemble des pays socialistes, le représentant de la Chine sait fort bien que ce n'est pas avec les slogans ou les vitupérations — dont il n'est

certainement pas avare — que combattent les peuples arabes, mais avec les armes que leur fournit l'URSS.

59. M. WU Tsien-min (Chine), exerçant son droit de réponse, déclare que, comme il était facile de le prévoir, le représentant de l'URSS a soigneusement évité de répondre directement aux faits cités par la délégation chinoise. Il a essayé de donner le change en accusant la Chine de chercher à provoquer une nouvelle guerre mondiale, ayant ainsi recours à la manœuvre de diversion bien connue du voleur qui appelle à l'aide. En fait, il est de plus en plus manifeste que le socio-impérialisme soviétique est la source de conflit la plus dangereuse qui existe dans le monde et ce n'est pas à coup de mensonges et de sophismes que le représentant de l'URSS réussira à camoufler l'évidence.

60. M. ZENKYAVITCHOUS (Union des Républiques socialistes soviétiques) se réserve d'exercer son droit de réponse à la prochaine séance de la Commission.

La séance est levée à 12 h 55.

989^e séance

Mardi 2 décembre 1975, à 15 h 15.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.989

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (suite) [A/10074, A/10128, A/10163-S/11780, A/10164-S/11784, A/10174-S/11794, A/10178-S/11799, A/10204-S/11809, A/10272, A/10286, A/10370]

DISCUSSION GENERALE (suite)

1. Le **PRESIDENT** invite le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à prendre la parole.

2. M. TERZI (Observateur, Organisation de libération de la Palestine) a le regret de devoir informer la Commission que, quelques heures auparavant, sur la terre de paix qui est sous la domination du régime sioniste, 30 avions sionistes ont brutalement attaqué des camps de réfugiés palestiniens et des villages au Liban à la roquette, à la bombe et à la mitrailleuse. Une école primaire a été gravement endommagée et de nombreux civils ont eu leur maison détruite. Les avions ont également bombardé la raffinerie de pétrole de Tripoli, où un incendie s'est déclaré. Le raid aérien, qui a duré 45 minutes, a fait au total 57 morts et 110 blessés.

3. M. KORNEENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) déclare que le rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (A/10272) abonde en faits irréfutables qui démontrent qu'Israël continue à violer les droits individuels de la population arabe des territoires occupés, en dépit de la

Charte des Nations Unies, du droit international, de nombreuses résolutions et d'autres instruments internationaux. Les nombreux exemples recueillis par le Comité spécial malgré les difficultés créées par Israël ont prouvé que la population arabe des territoires occupés est victime d'une politique de colonisation en vertu de laquelle les sionistes appliquent systématiquement des mesures telles que démolitions, expulsions, déportations et arrestations en masse.

4. Par sa politique, Israël montre clairement ses desseins expansionnistes : d'après le quotidien *The New York Times*, 55 centres ont été créés pour délimiter les nouvelles frontières d'Israël ; il s'agit de l'espace vital dont Israël a besoin pour installer ses citoyens juifs.

5. Parallèlement, Israël met de plus en plus d'acharnement à étouffer la résistance et, dans ce but, recourt aux mauvais traitements, aux représailles, aux tortures et autres méthodes dégradantes, contrevenant ainsi à la quatrième Convention de Genève de 1949¹. Cela prouve à l'évidence le caractère délibéré des violations commises par Israël et c'est pourquoi il fait obstacle aux travaux du Comité spécial, le calomnie et lui refuse l'accès des territoires occupés.

6. Mais ceux qui condamnent Israël pour ses actes sont de plus en plus nombreux. A ce sujet, M. Korneenko rappelle que le Conseil mondial de la paix, lors de sa seconde

¹ Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 973, p. 287).

réunion, a déclaré qu'Israël viole les conventions internationales dans les territoires occupés; les actes d'Israël reflètent en effet l'idéologie et la pratique du sionisme, qui est une forme de discrimination raciale. De même, la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, qui s'est tenue à Mexico du 19 juin au 2 juillet 1975, a condamné le sionisme et l'a mis sur le même pied que le colonialisme, le néo-colonialisme, l'*apartheid* et la discrimination raciale. La Commission des droits de l'homme, elle aussi, a condamné Israël et a qualifié de crimes de guerre les violations israéliennes des droits de l'homme. Elle a également condamné Israël pour avoir délibérément détruit Kouneitra et essayé d'altérer le caractère physique de Jérusalem.

7. Le représentant de la RSS d'Ukraine déclare que les orateurs qui l'ont précédé ont déjà signalé que les violations israéliennes sont dues au maintien de l'occupation. Pour sa part, il estime qu'il faudra continuer à étudier cette question jusqu'à ce que la paix règne au Moyen-Orient. Mais celle-ci ne sera pas possible sans que soient évacués les territoires occupés par Israël depuis 1967 et que soient reconnus les droits des Palestiniens, y compris celui de former un Etat souverain. M. Korneenko rappelle une fois de plus que des mesures partielles ne pourront conduire à une paix durable. Enfin il exprime sa solidarité avec les peuples arabes dans leur lutte légitime contre l'agression israélienne.

8. M. VINCI (Italie), parlant au nom des neuf pays membres de la Communauté économique européenne (CEE), déclare que la position des Neuf en ce qui concerne le respect des droits de l'homme est bien connue. Au sujet de la question dont la Commission est actuellement saisie, les Neuf estiment que les dispositions de la quatrième Convention de Genève s'appliquent aux territoires arabes occupés par Israël depuis 1967; c'est pourquoi ils ont voté pour les résolutions 3092 A (XXVIII) et 3240 B (XXIX) de l'Assemblée générale demandant aux autorités israéliennes de respecter et d'appliquer ces dispositions. Cette même préoccupation amène les Neuf à se montrer particulièrement vigilants quant aux sources d'information sur lesquelles ils se fondent pour apprécier les faits, surtout lorsqu'il s'agit d'un problème aux implications politiques délicates. A cet égard, il faut reconnaître que le Comité spécial s'est heurté à des obstacles qu'il n'est pas en son pouvoir de surmonter, mais qui privent son rapport de l'autorité souhaitable.

9. En ce qui concerne la situation dans les territoires occupés, la Commission dispose d'informations fournies par des sources non contestées, telles que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et l'UNRWA, qui ont accès à ces territoires. Par contre, le Comité spécial n'a pu vérifier sur place les témoignages sur lesquels il a fondé son rapport. D'ailleurs, dès le début, les Neuf ont formulé des réserves sur la constitution du Comité spécial, qui les avaient amenés à s'abstenir sur la résolution 2443 (XXIII) par laquelle l'Assemblée générale créait ce comité.

10. Les Neuf reconnaissent toutefois le caractère profondément regrettable de certains actes commis dans les territoires occupés. Ainsi, en ce qui concerne la destruction de Kouneitra, ils ont déjà exprimé, lors de la vingt-neuvième session (932^e séance), leur très sérieuse préoccupation et

leur sympathie à l'égard des habitants de cette ville. Les Neuf déplorent toutes les mesures qui pourraient gêner l'exercice normal et traditionnel des pratiques religieuses et réaffirment leur conviction selon laquelle le respect des droits fondamentaux de la population des territoires occupés ne sera assuré que lorsqu'il sera mis fin à l'occupation territoriale dans le cadre d'un règlement d'ensemble. La CEE donne son plein appui à tous les efforts tendant à cet objectif et estime qu'il faut tout faire pour que cessent tous les actes qui pourraient compromettre les chances d'une solution.

11. M. ZHIRI (Maroc) rappelle qu'en présentant à la 985^e séance le rapport du Comité spécial son président a demandé aux membres de la Commission de ne pas se livrer à des récriminations et d'essayer de formuler des propositions concrètes et réalistes. Cela n'a pas empêché le représentant d'Israël de se lancer dans la même diatribe que les années précédentes et de nier totalement les accusations contenues dans le rapport, de discréditer le Comité spécial et de chanter les louanges de l'occupation israélienne. La délégation marocaine, qui s'est gardée de toute polémique au cours des débats, a pour unique souci d'examiner les moyens propres à garantir un minimum de droits à la population des territoires occupés, sans se faire d'ailleurs aucune illusion, car l'occupation est en soi un déni de justice et de droit.

12. Dans un souci d'impartialité, le Comité spécial a fondé son rapport exclusivement sur des renseignements de source israélienne. Les sources arabes, elles, fournissent encore plus de détails sur les pratiques inhumaines d'Israël dans les territoires occupés — notamment sur la destruction de Kouneitra. Le représentant du Maroc rappelle également la démolition, en juin 1967, du quartier marocain de Jérusalem où habitaient 400 familles, une demi-heure seulement après que le Ministre de la défense d'Israël ait eu donné l'ordre d'évacuation. Même s'il était nécessaire d'aménager une esplanade devant le Mur des lamentations, que les sionistes revendiquent à tort, une telle destruction n'était pas justifiée.

13. Les déclarations des autorités sionistes confirment que les faits mentionnés dans le rapport du Comité spécial visant à annexer et à coloniser les territoires occupés, à faire peupler ces territoires par des vagues d'immigrants juifs étrangers, à en refouler les habitants arabes et à détruire tous les vestiges de la culture arabe pour la remplacer par la culture des occupants. Il est manifeste que la communauté internationale se trouve devant la plus grande entreprise colonialiste et raciste de l'histoire.

14. Il est facile d'alléguer que le rapport du Comité spécial est partial parce que ses trois membres représentent des pays qui n'entretiennent pas de relations avec Israël. Mais, le fait même qu'Israël refuse d'autoriser le Comité spécial à pénétrer dans les territoires occupés indique bien que le gouvernement de Tel-Aviv veut cacher la vérité. C'est pourquoi, le Comité spécial s'est vu contraint d'examiner des renseignements tirés de sources qu'il jugeait inattaquables : des sources israéliennes. M. Zhiri tient d'ailleurs à féliciter les membres du Comité spécial de s'être efforcés d'agir avec autant d'objectivité et d'impartialité.

15. En écoutant le représentant d'Israël, le représentant du Maroc a eu l'impression de revivre les événements survenus

au Maroc il y a 20 ans. A cette époque, les proconsuls étrangers ne se lassaient pas de répéter que le niveau de vie des Marocains s'était élevé, que les populations étaient heureuses et que les conditions sociales s'étaient améliorées. Et la puissance coloniale refusait l'accès du Maroc aux missions des Nations Unies. Comme on le sait, cette situation a débouché sur une résistance armée qui a obligé la puissance coloniale à reconnaître l'indépendance du Maroc.

16. Il est des mythes qui ont la vie dure et qui ont servi pendant longtemps les intérêts de l'Etat sioniste, particulièrement le mythe selon lequel l'opposition au sionisme est synonyme d'antisémitisme et celui de la répression exercée à l'encontre des communautés juives dans les pays arabes. Ces mythes finiront par mourir comme d'autres, qui faisaient d'Israël un agneau entouré de loups, comme la légende de l'invincibilité de l'armée israélienne, disparue à jamais depuis la guerre d'octobre 1973. En ce qui concerne l'antisémitisme, M. Zhiri rappelle que les sionistes venus d'Europe centrale ne sont pas des sémites. Quant à la façon dont sont traités les Juifs dans les pays arabes, le représentant du Maroc fait observer que, dans son pays, la communauté juive jouit de la plénitude de ses droits et pratique son culte en toute liberté depuis des temps immémoriaux.

17. La délégation marocaine appuie sans réserves les conclusions du Comité spécial et est, comme lui, convaincue que la fin de l'occupation constituerait la meilleure garantie que les droits fondamentaux de la population des territoires occupés seraient rétablis. La communauté internationale se doit de dénoncer les pratiques israéliennes dans les territoires occupés et de prendre toutes les mesures qui sont en son pouvoir pour contraindre Israël à respecter les engagements qu'il a contractés en souscrivant aux Conventions de Genève de 1949² et à la Charte des Nations Unies.

18. M. HAGRAS (Oman) dit que, bien que les autorités israéliennes aient suscité au Comité spécial toutes sortes de difficultés et l'aient empêché de se rendre dans les territoires occupés — preuve évidente qu'elles ne souhaitent pas que la vérité se sache —, ce comité a présenté un rapport objectif et complet, qui est digne d'éloges.

19. La délégation d'Oman est convaincue qu'il ne pourra être remédié à la situation de la population des territoires arabes occupés que par l'instauration au Moyen-Orient d'une paix durable, fondée sur la justice et sur la reconnaissance des droits du peuple palestinien. Poursuivant sa politique d'annexion et de judaïsation de ces territoires, Israël a expulsé les habitants de villages entiers et les empêche de retourner dans leurs foyers, en violation flagrante des dispositions de la résolution 237 (1967) du Conseil de sécurité, de la Charte des Nations Unies, de la quatrième Convention de Genève et d'autres instruments internationaux.

20. La démolition de maisons, la confiscation de biens, l'évacuation et le déplacement de populations, les arrestations massives, le pillage du patrimoine culturel, les entraves à la liberté du culte et l'exploitation illégale des richesses

naturelles sont autant de violations d'instruments internationaux qu'Israël continue à commettre dans les territoires occupés. L'ennemi sioniste applique dans les territoires occupés une politique criminelle, ne respectant même pas les lieux du culte ni les cimetières dans son empressement à modifier le caractère physique des territoires occupés. Les intentions d'Israël peuvent se résumer en une phrase que les soldats israéliens avaient écrite sur l'unique mur resté debout à Kouneitra : "Si vous voulez reprendre la ville de Kouneitra, nous vous la rendrons en ruines."

21. Devant les constantes violations des droits de l'homme commises par Israël dans les territoires arabes, l'ONU se doit d'adopter des mesures pour défendre le droit du peuple arabe de Palestine à retourner dans ses foyers et son droit à l'autodétermination, qui est reconnu par l'Organisation.

22. La communauté internationale se doit de s'opposer à l'injustice et à la violation des droits de l'homme non seulement dans les territoires occupés, mais dans le monde entier. Israël a été condamné par le Conseil de sécurité, le CICR, l'OMS et l'UNESCO. Il faut que la communauté internationale contraigne Israël à mettre fin à toutes modifications de la structure démographique, physique et institutionnelle des territoires occupés, et que l'ONU demande aux Etats Membres de ne pas reconnaître ces modifications.

23. M. HAGRAS conclut en citant un passage du discours prononcé par le Ministre des affaires étrangères d'Oman à la présente session de l'Assemblée générale (2374^e séance plénière), dans lequel il accusait le pouvoir raciste d'Israël de s'opposer aux efforts déployés en vue de l'établissement d'une paix juste et durable dans la région.

24. M. FADHLI (Yémen démocratique), après avoir cité les paragraphes 19, 26 et 173 du rapport du Comité spécial (A/10272), dit que sa délégation approuve la conclusion du Comité spécial (*ibid.*, par. 173), à savoir qu'il ne voit aucune raison de fournir davantage de preuves à l'Assemblée générale en ce qui concerne les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés, tant qu'Israël n'aura pas modifié sensiblement la politique et les pratiques qui sont les siennes dans lesdits territoires. En effet, cette conclusion est valable si l'Organisation des Nations Unies ne peut pas — ou ne veut pas — s'efforcer de trouver tous les moyens possibles de provoquer un tel changement.

25. Le refus de l'Etat sioniste de se conformer aux dispositions des résolutions 3240 A (XXIX) et 3240 C (XXIX) de l'Assemblée générale constitue une preuve de la violation par cet Etat de la quatrième Convention de Genève, en particulier des articles 33, 49 et 53, relatifs à la destruction d'habitations et à l'expulsion des habitants; 27, concernant la profanation des lieux sacrés et la restriction de la liberté du culte; 64 et 66, relatifs à la détention et à la torture; et 47, touchant la confiscation de biens et l'annexion de territoires.

26. La similitude qui existe entre les atrocités commises par Israël et celles qui ont été commises en d'autres parties du monde il y a de nombreuses années conduit à la conclusion que c'est uniquement en adoptant des mesures fermes et collectives contre l'expansionnisme et l'impéria-

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, nos 970 à 973.

lisme sionistes que l'Organisation des Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, pourront mettre un frein à l'attitude irresponsable de l'Etat sioniste, qui met en danger la paix et la sécurité internationales.

27. M. TYLNER (Tchécoslovaquie) remercie, au nom de sa délégation, le Comité spécial d'avoir présenté, malgré les conditions difficiles dans lesquelles il a dû mener ses travaux, un rapport qui décrit objectivement une situation qui montre une fois de plus les efforts qu'Israël déploie pour affermir sa domination sur les territoires arabes occupés, et ne fait que confirmer qu'Israël n'a pas cessé de violer les règles fondamentales du droit international, en particulier la quatrième Convention de Genève, à laquelle Israël a adhéré en 1951. Le rapport montre également qu'Israël n'est pas disposé à respecter, ni à appliquer les résolutions pertinentes des Nations Unies en ce qui concerne le retrait des territoires arabes occupés. La politique d'Israël, qui interdit de parvenir à un règlement politique de la situation dangereuse qui règne au Moyen-Orient, a l'appui politique, militaire et économique des milieux impérialistes et sionistes.

28. Le représentant de la Tchécoslovaquie mentionne le paragraphe 63 du rapport où figure la déclaration du Premier Ministre d'Israël sur les colonies de peuplement des hauteurs du Golan et le paragraphe 174, où le Comité spécial exprime la profonde préoccupation que lui inspirent les conséquences de l'occupation sur la vie quotidienne des habitants des territoires occupés, et dit que le journal *The New York Times* lui-même, qui se signale par l'extraordinaire intérêt qu'il porte aux questions du Moyen-Orient, a récemment publié un article dans lequel il était indiqué qu'Israël, qui devait abandonner les gisements pétroliers d'Abu Rudeis, qui appartiennent à l'Egypte, avait entrepris des activités de prospection pétrolière non seulement en territoire israélien, mais aussi dans les territoires arabes occupés, c'est-à-dire dans la péninsule du Sinaï et sur la côte méditerranéenne, avec l'aide d'entreprises américaines. Il ressort de ces informations qu'Israël n'a pas l'intention, à court terme, de se retirer des territoires arabes occupés et qu'il s'efforce d'en tirer le plus grand profit possible avant de le faire.

29. La délégation tchécoslovaque estime que, pour résoudre la grave situation de la population arabe des territoires occupés, la condition préalable essentielle demeure le retrait complet de toutes les forces armées israéliennes de ces territoires, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations Unies. L'organe international créé à cette fin est la Conférence de la paix de Genève sur le Moyen-Orient à laquelle doivent participer, outre l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique, toutes les parties intéressées, à savoir l'Egypte, la République arabe syrienne, la Jordanie, le peuple arabe de Palestine, représenté par l'OLP, et Israël. Cette conférence est la seule voie qui puisse mener à une solution définitive de la crise du Moyen-Orient, conformément aux principes fondamentaux des Nations Unies et aux intérêts de l'immense majorité des peuples du monde qui sont pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

30. Par conséquent, la délégation tchécoslovaque, se fondant sur les principes fondamentaux du maintien de la paix

mondiale et sur les liens traditionnels d'amitié et de coopération qui l'unissent aux peuples des pays arabes, appuie sans réserve cette solution.

31. M. MARMULAKU (Yougoslavie) estime que le rapport du Comité spécial est un document utile, riche en informations et fondé sur les faits, qui permet à l'Organisation des Nations Unies et à la Commission politique spéciale de tirer des conclusions justes et impartiales sur les pratiques et les mesures du Gouvernement israélien dans les territoires arabes occupés. Le fait que le Comité n'ait pu pénétrer dans les territoires n'ôte rien à la validité des preuves qu'il a présentées.

32. Se fondant sur les déclarations des représentants du Gouvernement israélien, et sur des articles parus dans la presse officielle israélienne, le Comité a établi, sans l'ombre d'un doute, qu'Israël n'a pas renoncé à sa politique d'agression, comme en témoignent l'occupation prolongée des territoires arabes et la poursuite de mesures d'annexion, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies, des règles du droit international et des dispositions de nombreuses résolutions des Nations Unies.

33. Pour ce qui est des objections que le représentant du Costa Rica a formulées au cours de la 987^e séance, M. Marmulaku dit que sa délégation rejette toutes ces allégations sans fondement. Quant aux observations dudit représentant concernant la politique de non-alignement, il estime que le représentant du Costa Rica, au lieu d'émettre des critiques sans fondement contre d'autres délégations, devrait s'informer de cette politique, de la place qu'elle occupe et du rôle qu'elle joue dans le monde actuel pour la promotion de la compréhension entre les peuples et les Etats, ainsi que des efforts que font les pays non alignés pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

34. Il faut absolument que l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale apportent à la crise du Moyen-Orient une solution juste et durable, qui garantisse la paix et la sécurité de tous les pays et de tous les peuples de la région. Cependant, cet objectif ne pourra être atteint que si Israël se retire de tous les territoires arabes qu'il occupe depuis le 5 juin 1967 et si le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, y compris le droit de créer un Etat distinct, est pleinement reconnu.

35. Il est regrettable qu'Israël ait répondu à la résolution du Conseil de sécurité [381 (1975)] relative à l'organisation d'un large débat sur la situation au Moyen-Orient, avec la participation de l'OLP, par de nouveaux actes d'agression, par exemple en décidant de créer de nouvelles colonies de peuplement dans les territoires occupés et de bombarder les camps de réfugiés palestiniens. De telles méthodes ne font qu'accroître l'isolement d'Israël et justifier les conclusions du Comité spécial.

36. M. ABDEL-LATIF (Soudan) dit que sa délégation espérait que le représentant d'Israël signalerait un changement dans la politique de son gouvernement, mais, comme d'habitude, ce représentant s'est borné à attaquer le Comité spécial et son rapport. Il est triste et ironique que le même peuple qui, au cours de l'histoire, a été victime des pires tortures physiques et morales soit le même qui inflige actuellement des tortures à un peuple innocent avec lequel il a vécu côte à côte pendant des siècles.

37. Le représentant d'Israël a parlé de l'amélioration du niveau de vie de la population et de l'augmentation du nombre de voitures et de téléviseurs; il n'a pas précisé, cependant, quelle partie de la population possédait ces biens, qui ne peuvent bien entendu appartenir à des personnes sans toit et sans emploi. Le représentant d'Israël a également brossé un tableau paradisiaque des conditions de vie dans les prisons israéliennes; la Commission a néanmoins vu un film sur la vie des Palestiniens en dehors des prisons, et rien ne peut être pire.

38. D'autre part, si ce que dit le représentant d'Israël est vrai, pourquoi son gouvernement se refuse-t-il à coopérer avec le Comité spécial et à appliquer la quatrième Convention de Genève? Le représentant d'Israël s'est constamment référé à des organisations terroristes. Il faut lui rappeler que les Israéliens ont été les premiers à introduire la violence dans la région. Si l'on qualifie de terroristes les Palestiniens parce qu'ils luttent pour retrouver leurs foyers et leur identité, la délégation soudanaise souscrit volontiers à ce qualificatif. Plusieurs des pays représentés à la Commission ont exercé le droit à l'autodétermination et accédé à l'indépendance grâce à l'action de ceux qui ont lutté pour leur liberté et dont l'Organisation des Nations Unies a reconnu la juste cause parce qu'une des attributions les plus importantes de l'Organisation est de faire en sorte que les peuples opprimés et colonisés conquièrent leur liberté.

39. La délégation soudanaise espère que l'on donnera la plus grande diffusion possible au film documentaire qui a été montré à la Commission pendant sa 985^e séance, particulièrement dans les pays qui parlent tant de la démocratie et de la justice en Israël. Le Service de l'information devrait coopérer à cette fin. En outre, la délégation soudanaise propose la proclamation d'une journée de solidarité avec le peuple palestinien qui serait célébrée en 1976 et elle adresse un appel aux membres de la Commission pour qu'ils appuient cette proposition.

40. De l'avis de M. Abdel-Latif, la question de la Palestine peut redonner confiance dans l'Organisation des Nations Unies et dans les nobles idéaux consacrés par la Charte ou, au contraire, peut faire sombrer l'Organisation à tout jamais.

41. M. ZENKYAVITCHOUS (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que le rapport du Comité spécial montre qu'Israël a appliqué une politique délibérée d'annexion des territoires occupés, en violation des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et des normes reconnues de droit international. Les conditions de vie de la population des territoires occupés n'ont pas varié, et Israël continue de prendre des mesures portant atteinte aux droits fondamentaux de cette population. La délégation soviétique partage l'opinion exprimée par le Comité spécial au paragraphe 189 de son rapport, selon laquelle la fin de l'occupation constituerait la meilleure garantie que les droits fondamentaux de la population des territoires occupés seraient rétablis.

42. Il y a lieu d'examiner la question de la violation des droits de la population des territoires occupés dans le contexte de la situation dangereuse qui règne au Moyen-Orient à la suite de l'agression et de l'expansion territoriale

d'Israël. L'occupation des territoires depuis 1967 constitue en soi une violation de ces droits. La politique de terrorisme et d'oppression des habitants de ces territoires fait partie de la politique d'annexion. Israël se refuse à retirer ses forces armées, procède à des arrestations massives, détruit des maisons et des camps de réfugiés, s'en prend aussi aux biens, altère le caractère physique et la composition démographique des zones occupées et pille le patrimoine national. A la suite de l'expulsion de force des Arabes au profit d'immigrants juifs, des milliers de personnes sont restées sans abri et endurent de graves privations. La colonisation des territoires occupés s'intensifie et reflète de plus en plus la politique officielle. En outre, le Gouvernement israélien a déclaré que non seulement il fera fi de la résolution 381 (1975) du Conseil de sécurité, mais encore qu'il consolidera son occupation.

43. Les autorités israéliennes appliquent une politique de terrorisme et d'intimidation en vue d'isoler les mouvements de résistance. Des milliers de personnes ont été jetées en prison, souvent sans jugement, ou ont fait l'objet de mesures de détention préventive. Israël a essayé de présenter l'OLP comme un mouvement terroriste, alors que cette organisation est engagée dans une lutte juste et légitime pour défendre les droits de son peuple. L'OLP a été officiellement reconnue comme le représentant légitime du peuple palestinien par l'Organisation des Nations Unies, qui, par la résolution 3237 (XXIX) de l'Assemblée générale, lui a accordé le statut d'observateur et lui permet de participer à ses débats. L'Assemblée générale a adopté, à sa session en cours, la résolution 3375 (XXX), où elle demande que l'OLP soit invitée à participer à tous les efforts, délibérations et conférences sur le Moyen-Orient qui ont lieu sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, sur un pied d'égalité avec les autres parties, sur la base de la résolution 3236 (XXIX).

44. La politique d'annexion d'Israël viole la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les nombreuses décisions et résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. L'ONU doit réagir aux actes de violence que commet Israël dans le cadre d'une politique qui est, de toute manière, vouée à l'échec. Seule la fin de la politique d'annexion permettra le rétablissement de la paix.

45. L'Union soviétique condamne l'agression d'Israël contre les Etats arabes et ses actes criminels dans les territoires occupés. Elle est convaincue que la juste cause du peuple arabe, y compris le peuple arabe de la Palestine, finira par triompher.

46. L'Union soviétique souhaite que l'on parvienne à un accord sur le Moyen-Orient et elle estime qu'il y a pour cela deux conditions fondamentales à remplir: le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés en 1967 et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, y compris son droit à former un Etat. Cela seul permettra une paix stable et créera des conditions favorables à un développement pacifique de tous les Etats de la région. C'est pourquoi l'Union soviétique a proposé aux Etats-Unis, en tant que coprésident de la Conférence de la paix de Genève, que cette conférence reprenne ses travaux. Toutes les parties intéressées, à savoir l'Egypte, la République arabe syrienne, la Jordanie, l'OLP, en qualité de représentant du

peuple palestinien, et Israël, en plus de l'Union soviétique et des Etats-Unis, devraient participer dès le début à cette conférence, qui devrait avoir pour objet de parvenir à un règlement du problème du Moyen-Orient conforme aux décisions et résolutions de l'Organisation des Nations Unies, en particulier les résolutions 338 (1973) du Conseil de sécurité et 3236 (XXIX) de l'Assemblée générale.

47. M. IPSARIDES (Chypre) indique que le caractère explosif de la situation au Moyen-Orient s'intensifie avec le temps et que la condition des réfugiés et la situation générale dans la région s'aggravent, ainsi qu'il ressort du rapport présenté par le Comité spécial.

48. L'occupation militaire de territoires, qui est contraire aux principes de la Charte, est l'aboutissement d'une politique délibérée d'annexion pratiquée aux dépens du peuple arabe, qui est expulsé de sa patrie. Le Gouvernement chypriote a manifesté clairement son opposition à la politique d'annexion et de division démographique.

49. Les violations des droits de l'homme mentionnées dans le rapport sont contraires non seulement au droit international, mais aussi aux principes fondamentaux qui régissent les relations humaines. Tous ces problèmes découlent de l'occupation militaire et il incombe à la communauté internationale de s'opposer à l'occupation de territoires par la force et aux modifications du caractère géographique de toute région, de la composition démographique de sa population et de ses institutions.

50. Le monde traverse une période difficile, marquée par de nombreux conflits, nationaux ou internationaux, et même par l'anarchie. La communauté internationale a le devoir de se prononcer nettement contre la division et l'oppression des peuples et des pays. La délégation chypriote espère que l'Organisation des Nations Unies, qui représente la conscience du monde, adoptera la position qui s'impose en ce qui concerne le problème à l'examen.

51. M. MANGAL (Afghanistan) dit que, lorsque l'Assemblée générale a créé le Comité spécial, personne n'avait imaginé que l'on permettrait à un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies de continuer à occuper illégalement les territoires de trois autres Etats, également Membres de l'Organisation, pendant une aussi longue période. Or, Israël persiste dans son attitude de défi et refuse d'appliquer les résolutions dans lesquelles le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale exigent qu'il se retire immédiatement des territoires occupés à la suite de la guerre de 1967.

52. Les violations des droits de l'homme dans les territoires occupés se sont multipliées. Le Gouvernement israélien poursuit sa politique d'annexion et d'implantation

de colonies de peuplement et continue à prendre des mesures de répression et de représailles à l'égard des civils en procédant à la démolition d'habitations, à des déportations forcées et à l'expropriation des terres. Il y a également eu des détentions sans jugement et les détenus ont été victimes de sévices et de tortures. Le rapport du Comité spécial contient des preuves irréfutables des infractions commises par Israël.

53. Israël devrait s'acquitter des obligations qui lui incombent en sa qualité d'Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies et signataire d'accords internationaux, mais ses agissements dans les territoires occupés constituent une violation constante des principes de la Charte et de ces instruments.

54. L'aspect le plus grave de l'occupation militaire est la politique d'annexion qui a pour but de maintenir son occupation illégale de ces territoires et de mettre le monde devant le fait accompli. Cette attitude et cette politique sont en contradiction avec le prétendu désir du Gouvernement israélien de parvenir à un règlement juste et pacifique du problème du Moyen-Orient.

55. Israël doit comprendre que la communauté internationale ne saurait demeurer indifférente face à ses violations des règles de conduite internationale les plus élémentaires et également que la paix ne pourra régner au Moyen-Orient tant que l'occupation et l'expansionnisme persisteront et que l'on refusera aux Palestiniens le droit à l'autodétermination et à la souveraineté nationale. Israël doit mettre fin immédiatement à l'occupation illégale des territoires arabes, à sa politique d'annexion, à toutes les mesures destinées à modifier la structure démographique des territoires et à la profanation des Lieux saints.

56. Le rapport révèle que la politique et les pratiques israéliennes dans les territoires occupés, dans la mesure où elles affectent les droits individuels des habitants, n'ont pas changé et que la situation continue à être une source de préoccupation. En outre, le rapport fait état de l'exploitation continue de la main-d'oeuvre des territoires occupés. L'argument invoqué par Israël selon lequel l'occupation accroît le bien-être matériel de la population des territoires occupés est un principe colonial qui a été réfuté depuis longtemps.

57. La délégation afghane appuie les conclusions du Comité spécial et pense avec lui, comme il le dit au paragraphe 173 de son rapport, qu'il est inutile de fournir davantage de preuves à l'Assemblée générale à moins de changements importants dans la situation.

La séance est levée à 17 heures.

990^e séance

Mercredi 3 décembre 1975, à 10 h 50.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.990

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects : rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (suite*) [A/10366, A/SPC/L.339]

**EXAMEN DE PROJETS DE RESOLUTION
(A/SPC/L.339)**

1. M. HARRIMAN (Nigéria), présentant le projet de résolution A/SPC/L.339 au nom des 33 pays membres du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et d'autres coauteurs, dit que l'Organisation des Nations Unies, dont la principale raison d'être est le maintien de la paix et de la sécurité internationales, a souvent dû, au cours de son histoire, lancer des opérations de maintien de la paix pour faire face à des situations de conflit armé. Elle peut d'autant moins continuer d'opérer de façon empirique qu'il en est à l'ONU qui estiment que les dispositions actuelles se prêtent à des manipulations permettant de tenir certains à l'écart des opérations de maintien de la paix, que d'aucuns considèrent que le Secrétaire général pourrait collaborer directement avec le Conseil de sécurité — ce qui rendrait superflu l'établissement de principes directeurs — et que d'autres encore pensent que le Comité spécial devrait renoncer à cet aspect de ses travaux, étant donné la futilité d'efforts visant à concilier des points de vue diamétralement opposés et dictés par des considérations doctrinales, alors que d'autres aspects d'un caractère plus pratique requièrent d'urgence son attention.

2. Depuis 10 ans que le Comité spécial des opérations de maintien de la paix examine la question sous tous ses aspects, il a connu tour à tour progrès et difficultés. Mille neuf cent soixante-quinze a été une année difficile. Dans son rapport (A/10366), le Comité spécial s'en tient aux faits et ne s'attarde pas aux obstacles qu'il a rencontrés. Comme le projet de résolution A/SPC/L.339, le rapport met en relief la question de l'avenir des travaux du Comité spécial et la nécessité de principes directeurs convenus en vue d'une solution conforme à la Charte des Nations Unies.

3. Le sens du deuxième alinéa du préambule et des paragraphes 1 à 3 du dispositif étant évident, M. Harriman appelle l'attention sur le paragraphe 4 où, fait nouveau, il est demandé que soient examinées des questions concrètes concernant l'exécution pratique des opérations de maintien de la paix, par exemple en ce qui concerne la logistique; le matériel, ou la formation des contingents nationaux, toutes considérations qui accentuent encore la nécessité de principes directeurs.

4. L'impossibilité temporaire de parvenir à un accord sur les principes directeurs ne devant pas empêcher le Comité

spécial d'examiner les autres aspects de la question, il faut prier les membres du Comité spécial, et en particulier ceux d'entre eux qui, en leur qualité de membres permanents du Conseil de sécurité, assument une responsabilité particulière en la matière, de poursuivre leurs efforts en vue d'aboutir à un accord sur les principes directeurs. Le représentant du Nigéria engage toutes les délégations à voter pour le projet de résolution A/SPC/L.339 qui, fondé sur le principe universellement reconnu du maintien de la paix, ne devrait pas susciter de polémique.

5. Le PRESIDENT dit qu'en l'absence d'objections il conclura que la Commission souhaite procéder ultérieurement au vote sur le projet de résolution, tel qu'il se présente dans sa forme actuelle. Il annonce d'autre part que la République démocratique allemande s'est portée coauteur du projet.

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (suite) [A/10074, A/10128, A/10163-S/11780, A/10164-S/11784, A/10174-S/11797, A/10178-S/11799, A/10204-S/11809, A/10272, A/10286, A/10370, A/SPC/L.340 à 343]

DISCUSSION GENERALE (fin)

6. M. AL-SHAKAR (Bahreïn), après avoir félicité le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés pour son excellent rapport (A/10272), fait remarquer que celui-ci, en mettant en lumière les actes commis par Israël, constitue une condamnation évidente de ce pays.

7. Malgré la mauvaise volonté manifestée par Israël, le Comité spécial a réussi à réunir suffisamment d'éléments qui prouvent que la situation est restée la même et que les autorités israéliennes continuent de refuser d'appliquer les résolutions adoptées par l'ONU ainsi que les dispositions de la quatrième Convention de Genève de 1949¹. En effet, elles poursuivent leur politique d'annexion de nombreux territoires occupés, de destructions, de confiscation et d'expropriation. Israël essaie d'établir des colonies de peuplement pour immigrants dans les territoires occupés, en expulsant et en emprisonnant les personnes qui y vivent, et cherche à s'appropriier, en les profanant, les Lieux saints qui appartiennent aux musulmans ainsi que leur patrimoine archéologique. En outre, Israël continue d'exploiter des ressources naturelles et humaines qui ne lui appartiennent

¹ Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 973, p. 287).

* Reprise des débats de la 988^e séance.

pas. Il est donc manifeste que les sionistes ont décidé d'appliquer jusqu'au bout leur plan visant à s'implanter dans les territoires occupés, en invoquant des prétextes divers.

8. La délégation du Bahreïn est particulièrement préoccupée par le fait qu'Israël se permette de profaner des Lieux saints, tant musulmans que chrétiens, comme la mosquée Al Aqsa, l'église de la Résurrection et la mosquée Al-Ibrahimi. Cela constitue à ses yeux un acte criminel d'une extrême gravité qui justifierait à lui seul une réaction de la communauté internationale. Elle estime, comme le Comité spécial, que le procès de l'archevêque Capucci a été illégal et qu'il est nécessaire de déterminer le plus rapidement possible le montant des pertes entraînées par la destruction de la ville de Kouneitra (*ibid.*, par. 186 et 187).

9. La délégation du Bahreïn tient à déclarer qu'elle appuie totalement la lutte de libération des Palestiniens et qu'il ne peut y avoir de paix véritable dans cette région tant qu'y régnera l'injustice et que les droits des Palestiniens n'auront pas été reconnus. A ce propos, M. Al-Shakar constate avec satisfaction que le Conseil de sécurité, par sa résolution 381 (1975), a décidé d'inviter une nouvelle fois l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à participer aux débats sur le problème du Moyen-Orient, en janvier 1976. Tout en regrettant qu'Israël refuse de participer à ces débats à cause de la présence de représentants de l'OLP, M. Al-Shakar exprime l'espoir que la décision du Conseil facilitera la recherche d'une solution au problème du Moyen-Orient et que les droits des Palestiniens pourront ainsi être respectés.

10. Le PRESIDENT annonce que la délégation indienne, qui ne s'était pas faite inscrire sur la liste des orateurs, a néanmoins demandé à prendre la parole pour permettre à M. Sayid Muhammad de faire une déclaration devant la Commission avant de retourner dans son pays.

Il en est ainsi décidé.

11. M. MUHAMMAD (Inde) rend hommage aux membres du Comité spécial qui ont rempli le mandat qui leur était confié malgré le manque de coopération d'Israël.

12. Faisant remarquer que l'analyse présentée dans le rapport du Comité spécial repose sur des renseignements communiqués par des sources israéliennes dignes de foi et qu'ils n'ont pas été démentis par les autorités israéliennes, M. Muhammad dit que ce rapport présente une image déchirante de la persécution des populations des territoires occupés par les autorités israéliennes. L'éviction des habitants arabes et l'installation de colonies de peuplement composées d'immigrants juifs suscitent, dans la population civile, une agitation croissante, qui s'est manifestée en 1975 par une augmentation notable des incidents et des mesures de représailles des autorités israéliennes. Ces représailles ont pris la forme de destructions de logements, d'expulsions et d'obstacles aux activités commerciales de la population civile. Les déclarations prononcées par les dirigeants israéliens ne laissent aucun espoir quant à l'amélioration des conditions de vie de la population arabe des territoires occupés. Au contraire, Israël a la ferme intention d'incorporer les territoires annexés à l'Etat juif.

13. Tout cela constitue une grave violation de la quatrième Convention de Genève, mais il est vrai qu'Israël a toujours soutenu que les dispositions de cette convention ne s'appliquaient pas aux territoires occupés à la suite de l'agression de 1967.

14. Cependant, les Palestiniens endurent de terribles souffrances depuis plus de 25 ans, et une génération entière est née dans les camps de réfugiés. Le Gouvernement de l'Inde condamne fermement ces violations persistantes et caractérisées par Israël des droits fondamentaux de la population des territoires occupés et partage pleinement la conviction du Comité spécial que la fin de l'occupation constituerait à elle seule la meilleure garantie du respect des droits fondamentaux de la population des territoires occupés.

15. Le PRESIDENT, constatant l'absence des représentants du Mali et du Koweït, les deux derniers pays inscrits sur la liste des orateurs, propose que la séance soit suspendue pendant quelques minutes.

La séance est suspendue à 11 h 10; elle est reprise à 11 h 40.

16. Le PRESIDENT annonce que la Commission a achevé la discussion générale de la question et invite les représentants à aborder l'examen des projets de résolution.

Il en est ainsi décidé.

EXAMEN DE PROJETS DE RESOLUTION (A/SPC/L.340 A 343)

17. M. MAHMOOD (Pakistan), présentant les projets de résolution A/SPC/L.340 à 343, indique qu'ils portent tous sur la même question, à savoir la violation par Israël des droits de l'homme de la population des territoires occupés. Trois d'entre eux sont pratiquement analogues à ceux qu'a adoptés l'Assemblée générale en 1974. Seul le projet de résolution A/SPC/L.343 concerne une nouvelle question, à savoir les mesures prises par les autorités israéliennes pour modifier la structure institutionnelle et le caractère religieux de la mosquée Al-Ibrahimi, à Al-Khalil.

18. Le projet de résolution A/SPC/L.340 ressemble à la résolution 3240 A (XXIX) de l'Assemblée générale, à la différence près que la disposition par laquelle l'Assemblée déplore le refus persistant d'Israël de permettre au Comité spécial de se rendre dans les territoires occupés se trouve maintenant au paragraphe 2, et qu'au lieu de se déclarer "très profondément préoccupée" de l'inobservation continue et persistante par Israël de la quatrième Convention de Genève et d'autres instruments internationaux applicables, l'Assemblée générale au paragraphe 4 du présent projet de résolution "déclare" cette violation. Au paragraphe 1, l'Assemblée générale félicite le Comité spécial des efforts qu'il a déployés et, au paragraphe 3, demande à nouveau à Israël de lui permettre de se rendre dans les territoires occupés. Aux paragraphes 5 et suivants, l'Assemblée générale condamne les violations par Israël de la quatrième Convention de Genève et d'autres instruments internationaux applicables et déclare que ses politiques et pratiques constituent un obstacle à l'établissement d'une paix juste et durable, que les mesures prises par Israël sont

nulles et non avenues, et demande à tous les Etats, organisations internationales et institutions spécialisées de ne reconnaître aucune des modifications effectuées par Israël et d'éviter de prendre des mesures qu'Israël pourrait mettre à profit pour poursuivre cette politique. Au paragraphe 11, l'Assemblée générale prie le Comité spécial, en attendant la fin prochaine de l'occupation israélienne, de continuer ses travaux et de procéder à des consultations avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), chaque fois que le besoin s'en fera sentir. Enfin, les paragraphes 12 et 13 n'appellent aucune explication.

19. Ce projet de résolution résume l'ensemble des activités du Comité spécial et, en l'adoptant, l'Assemblée générale condamnerait Israël et pourrait surveiller ses agissements dans les territoires occupés.

20. Le projet de résolution A/SPC/L.341 concerne l'application des dispositions de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, à tous les territoires arabes occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem. Par ses résolutions 3092 A (XXVIII) et 3240 B (XXIX), l'Assemblée générale a affirmé que la Convention s'appliquait auxdits territoires et, dans le projet de résolution dont la Commission est actuellement saisie, l'Assemblée générale confirme cette décision et déplore qu'Israël refuse de respecter la Convention. Israël, qui a signé et ratifié sans aucune réserve la Convention, est tenu, aux termes de ses articles 1 et 2, d'en appliquer les dispositions. Dans le Commentaire édité par Jean Pictet et consacré à cette convention², il est dit que la nature d'une guerre ou ses buts ne peuvent en aucune manière modifier le traitement auquel les personnes protégées ont droit de la part de la puissance occupante. La Convention s'applique à toutes les parties, à tout moment, dans tous les cas et dans toutes les circonstances. Par conséquent, l'Assemblée générale, au paragraphe 3 du projet de résolution à l'examen, demande une fois de plus à Israël de reconnaître et d'appliquer les dispositions de la Convention. En outre, en vertu de l'article 1 de la Convention de Genève, les parties contractantes s'engagent à respecter et à faire respecter la Convention en toutes circonstances, et c'est pourquoi, au paragraphe 4 du projet de résolution, l'Assemblée prie instamment tous les Etats parties à la Convention de faire tous leurs efforts en vue de faire respecter et appliquer ses dispositions.

21. Le projet de résolution A/SPC/L.342 concerne la destruction et la dévastation de la ville de Kouneitra par les forces israéliennes avant leur retrait en vertu de l'Accord de dégagement des forces israéliennes et syriennes du 31 mai 1974³. Par sa résolution 3240 C (XXIX), l'Assemblée générale faisait sienne la conclusion du Comité spécial selon laquelle Israël était responsable de cette destruction, et que cela constituait une grave violation de la Convention de Genève déjà citée. En outre, à la demande du Comité spécial, l'Assemblée générale l'avait chargé

d'entreprendre, avec l'aide d'experts, l'inventaire des destructions et de déterminer la nature et l'importance des dommages. Le Comité spécial n'a pas été en mesure de présenter un rapport complet à la présente session de l'Assemblée générale. Pour lui permettre de le faire en 1976, l'Assemblée générale, au paragraphe 2 du projet de résolution dont la Commission est présentement saisie, prie le Secrétaire général de continuer à mettre à la disposition du Comité spécial tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

22. Le projet de résolution A/SPC/L.343 concerne une question à laquelle les auteurs attachent une importance particulière, à la présente session de l'Assemblée générale. Il a trait en effet aux mesures prises par Israël pour modifier le caractère religieux et l'intégrité physique de la mosquée Al-Ibrahimi, à Al-Khalil. Ne tenant aucun compte des sentiments religieux des musulmans, Israël a cloisonné la mosquée pour en mettre la plus grande partie à la disposition des juifs. Les autorités israéliennes interdisent aux musulmans d'y venir prier et d'y pratiquer d'autres actes religieux. En outre, l'escalier du côté est a été démoli. Ces actes ont profondément irrité des centaines de millions de musulmans dans le monde entier et ont déjà suscité des conflits entre la population arabe autochtone et les autorités israéliennes. Il faut donc qu'Israël renonce à ces mesures. Le respect des convictions et pratiques religieuses des peuples sous occupation est garanti par le droit international, et notamment par l'article 27 de la quatrième Convention de Genève. C'est pourquoi, au paragraphe 2 du projet de résolution présentement à l'examen, l'Assemblée générale demande à Israël de discontinuer immédiatement ces mesures et de rapporter toutes celles qui ont été prises. En outre, pour avoir une meilleure idée de la situation, l'Assemblée générale, au paragraphe 3, prie le Secrétaire général d'enquêter sur la situation en prenant contact avec toutes les autorités intéressées et de faire rapport aussitôt que possible sur les mesures prises par Israël comme suite à la demande de l'Assemblée. Enfin, au paragraphe 4, l'Assemblée générale demande à Israël de coopérer avec le Secrétaire général.

23. Les auteurs espèrent que les membres de la Commission, conscients de l'importance et de la gravité des questions en cause, voteront en faveur de ces projets de résolution.

24. M. Mahmood annonce que le Bénin et les Comores se sont portés coauteurs de chacun des quatre projets de résolution; que les Philippines se sont portées coauteur des projets de résolution A/SPC/L.341, A/SPC/L.342 et A/SPC/L.343; que l'Indonésie et la Malaisie se sont portées coauteurs des projets de résolution A/SPC/L.340, A/SPC/L.341 et A/SPC/L.343; et que le Mali s'est porté coauteur du projet de résolution A/SPC/L.341.

25. M. DORON (Israël) entamant sa déclaration, dit que la répétition ne change rien à la ritournelle des délégations arabes qui n'est qu'un tissu de mensonges antisémites et d'absurdités.

26. M. FADHLI (Yémen démocratique) et M. SAHAD (République arabe libyenne), prenant tour à tour la parole sur un point d'ordre, demandent si la Commission a bien entamé l'examen des projets de résolution dont elle est

² Jean S. Pictet, éd., *Les Conventions de Genève du 12 août 1949: Commentaire, IV, La Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre*, Genève, Comité international de la Croix-Rouge, 1956.

³ *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-neuvième année, Supplément d'avril, mai et juin 1974*, document S/11302/Add.1, annexe I.

saisie ou si le représentant d'Israël exerce son droit de réponse.

27. Le **PRESIDENT** confirme qu'il s'agit bien de l'examen des projets de résolution et que toutes les délégations ont le droit d'exprimer leur avis.

28. **M. DORON** (Israël) dit que le tissu de mensonges dont il a parlé se présente maintenant sous la forme de quatre projets de résolution qui déforment plus encore la réalité que ne le fait le rapport du Comité spécial sur lequel ils sont prétendument fondés. **M. Doron** fait observer en passant que le Sénégal, qui est membre du Comité spécial, est coauteur des projets de résolution, ce qui montre bien la façon dont les membres de ce comité conçoivent leurs tâches.

29. Le projet de résolution A/SPC/L.340 reprend, en l'aggravant, le propos de la résolution 3240 A (XXIX) de l'Assemblée générale, puisque ses auteurs voudraient que l'Assemblée générale "déploie" et "condamne" les négligences reprochées à Israël au lieu de se déclarer "très profondément préoccupée" à leur sujet. Israël, qui était naguère coupable de l'"inobservation" de certains instruments internationaux, est maintenant accusé de la "violation" des mêmes instruments. La délégation israélienne ayant réfuté point par point les allégations formulées dans le rapport du Comité spécial, sur lesquelles sont fondés les projets de résolution à l'étude, rien ne justifie la "condamnation" qui est requise au paragraphe 5 du projet de résolution.

30. Le film de propagande qui a été projeté aux membres de la Commission n'a rien prouvé, puisqu'on aurait pu filmer les mêmes scènes de démolition à Damas où des travaux de rénovation ont été entrepris. Il faudrait accepter la destruction systématique de synagogues dans les pays arabes, alors que les travaux de modernisation entrepris par les autorités israéliennes font figure de sacrilège. De même, on crie à l'injustice lorsque les autorités israéliennes réinstallent dans les bâtiments réquisitionnés des immigrants juifs dont les biens ont été confisqués dans les pays arabes d'où ils viennent.

31. Le projet de résolution A/SPC/L.342 a pour but de faire appuyer par l'ONU les prétentions malhonnêtes de la République arabe syrienne au sujet de Kouneitra, dont la destruction est la conséquence de l'agression syrienne et que le Gouvernement syrien a lui-même décidé de ne pas reconstruire et repeupler.

32. A propos du projet de résolution A/SPC/L.341, il suffit de rappeler, d'une part, que la délégation israélienne, depuis la création du Comité spécial, a répété à maintes reprises qu'il n'y avait pas lieu de se livrer à des débats théoriques et que la question de l'applicabilité de la quatrième Convention de Genève ainsi que toute résolution y relative étaient sans objet; et, d'autre part, qu'Israël, dans la pratique, respecte les dispositions de la Convention.

33. Sur la base d'allégations fausses et partiales qu'ils présentent comme des constatations fondées sur la réalité, les auteurs du projet de résolution A/SPC/L.343 incitent à la haine antisémite et tiennent des propos incendiaires. A cet égard, la délégation israélienne récuse le raisonnement

puéril selon lequel les Arabes, eux-mêmes sémites, ne sauraient être antisémites. Chacun sait que l'antisémitisme est dirigé contre les Juifs, et non contre les Arabes.

34. En ce qui concerne la mosquée Al-Ibrahimi sise dans la ville de Al-Khalil, la déclaration de la délégation israélienne à la 890^e séance, le 19 novembre 1973, et la lettre que le représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies a adressée au Secrétaire général (A/10204-S/11809), ont établi avec la plus grande clarté qu'il y a toujours eu des juifs dans la ville de Hébron et que ceux-ci ont toujours pu pratiquer leur culte à Ma'arat Hamechpela, sur l'emplacement de ce que les Arabes appellent aujourd'hui la mosquée Al-Ibrahimi; et que c'est seulement en 1929, après le massacre de l'ancienne communauté de Hébron par les musulmans, que la pratique du culte judaïque y a été provisoirement interrompue. Le projet de résolution passe sous silence le fait que le sanctuaire ou reposent les patriarches Abraham, Isaac et Jacob a toujours été un lieu saint pour les juifs. Comme le représentant d'Israël l'a indiqué dans sa lettre, Israël a toujours respecté le droit des diverses confessions à accéder aux Lieux saints.

35. Depuis qu'une résolution de la dernière Assemblée générale a conféré un certain statut à la tristement célèbre OLP, les porte-parole de cette organisation terroriste se sont efforcés de justifier les meurtres commis par ses membres en invoquant la légitimité que la communauté internationale aurait ainsi accordée à cette organisation.

36. Le représentant d'Israël espère et ne doute pas que la Commission exprimera la répulsion que lui inspire le projet de résolution A/SPC/L.343 en le rejetant, qu'elle votera contre les projets de résolution A/SPC/L.340 et A/SPC/L.342, et qu'elle n'appuiera pas le projet de résolution A/SPC/L.341.

37. **M. SIBAH** (République arabe syrienne), exerçant son droit de réponse, dit qu'il admire la patience des membres de la Commission, qui sont condamnés à écouter le représentant d'Israël répéter inlassablement les mêmes arguments. Pour sa part, il limitera son intervention à un point bien précis: le représentant d'Israël, s'efforçant de détourner l'attention du texte du projet de résolution A/SPC/L.342 qui mentionne les destructions et l'importance des dommages subis par la ville de Kouneitra, a fait état de prétendues mesures arbitraires que le Gouvernement syrien aurait prises à l'encontre des Juifs résidant en République arabe syrienne. Le représentant de la République arabe syrienne ne s'étendra pas sur la question de Kouneitra sur laquelle la Commission aura l'occasion de revenir à la trente et unième session, quand elle sera saisie du rapport complet que le Comité spécial présentera à ce sujet. Le représentant d'Israël a donc prétendu que la liberté des Juifs syriens, ainsi que la jouissance des biens mobiliers ou immobiliers qu'ils possèdent font l'objet de mesures arbitraires. **M. Sibahi** oppose à ces allégations le démenti le plus formel. Le judaïsme est respecté en Syrie au même titre que le christianisme et l'islam. Aucun Juif n'est soumis à des mesures restrictives d'aucune sorte, sauf évidemment si ses actes sont de nature à porter atteinte à la moralité et à l'ordre public, ou à la sécurité nationale. Nul n'ignore, et le représentant d'Israël moins que quiconque, que la République arabe syrienne est en guerre avec Israël,

dont les dirigeants ont contaminé les esprits des Juifs du monde entier en propageant cette doctrine sioniste que les Nations Unies ont condamnée pour son caractère discriminatoire. Il est bien évident que le Gouvernement d'un pays en état de guerre a le devoir de prendre toutes les mesures propres à asseoir son autorité, à affirmer sa souveraineté et à protéger la sécurité de son territoire et de sa population.

38. M. HAMMAD (Emirats arabes unis), exerçant son droit de réponse, déclare que ses observations porteront sur le projet de résolution A/SPC/L.341, qui a trait à l'applicabilité de la quatrième Convention de Genève. Le représentant d'Israël a prétendu qu'il s'agissait là de considérations théoriques et que la Convention n'était pas applicable dans les territoires occupés en raison de réserves formulées par son gouvernement. Comment peut-on parler de considérations théoriques à propos de l'application d'une convention à laquelle Israël est partie, tout comme les gouvernements des Etats arabes dont il occupe les territoires ? D'une convention qui vise justement à régir les relations entre Etats parties dans tous les cas d'occupation de tout ou partie du territoire de l'une d'entre elles. D'une convention qui a été rédigée dans des termes bien précis, pour éviter les ambiguïtés de la Convention de La Haye de 1907⁴ qui l'avait précédée, et où il est stipulé qu'elle doit être respectée en toutes circonstances, dans tous les cas, en tout temps et en tout lieu. Son applicabilité aux territoires occupés est donc indubitable et l'on serait curieux de savoir quelles réserves Israël a bien pu invoquer pour la contester.

39. Que le représentant d'Israël indique donc la nature de ces réserves aux membres de la Commission, qui pourront alors juger si elles sont effectivement susceptibles de restreindre l'applicabilité de la Convention. Toutes les délégations présentes à la Commission — et au premier chef les délégations arabes — ont le droit de savoir quelles sont ces réserves qu'Israël brandit comme un bouclier derrière lequel il se dissimule. Le représentant des Emirats arabes unis a démontré à la 988^e séance que la Convention était applicable aux territoires occupés, tant en vertu de ses propres dispositions qu'en vertu des principes admis en matière d'interprétation des instruments internationaux. La seule raison valable qu'Israël pourrait avoir de ne pas l'appliquer serait de la dénoncer, ce qu'à la connaissance du représentant des Emirats arabes unis il n'a pas fait. M. Hammad met au défi le représentant d'Israël de dévoiler à la Commission le contenu de ces réserves.

40. M. DORON (Israël), répondant au représentant de la République arabe syrienne, dit qu'il est de notoriété publique que les Juifs sont soumis dans ce pays à des mesures restrictives et discriminatoires et qu'il leur est notamment interdit de quitter le territoire syrien. Puisque les Juifs de la République arabe syrienne vivent dans un paradis terrestre, pourquoi le Gouvernement syrien ne leur laisse-t-il pas la possibilité — dont ils n'auraient apparemment aucune raison de se prévaloir — de le quitter ? Il serait alors facile de déterminer qui dit la vérité.

41. M. HAMMAD (Emirats arabes unis) demande aux membres de la Commission de prendre acte du fait que le

représentant d'Israël n'a pas répondu à la question qui lui a été posée autrement que par un silence éloquent.

42. M. DORON (Israël), répond au représentant des Emirats arabes unis que s'il était un tant soit peu renseigné, il saurait qu'il y a longtemps que cette question a reçu une réponse, dont il lui aurait suffi de prendre connaissance.

43. M. HAMMAD (Emirats arabes unis), qui croit pourtant avoir assisté à tous les débats de la Commission sur ce point, ignore tout de ces fameuses réserves dont il sait seulement qu'elles figureraient dans un prétendu mémoire que les autorités israéliennes auraient communiqué au CICR. Pourquoi ne pas exposer lesdites réserves ? Et si, comme le représentant d'Israël l'affirme, cela a déjà été fait, pourquoi ne pas en répéter les clauses ? De nombreux représentants, qui ne siègent à la Commission que depuis peu de temps, ou qui partagent l'ignorance de M. Hammad, seraient certainement heureux d'être éclairés sur ce point.

44. M. GAMMOH (Jordanie), exerçant son droit de réponse, trouve paradoxal qu'Israël se répande chaque année en protestations de sincérité, de bonne foi et d'innocence tout en continuant à refuser au représentant du Secrétaire général ou aux membres du Comité spécial le droit de se rendre dans les territoires occupés. Que pourrait-il avoir à craindre puisqu'il est, à l'en croire, tellement certain de son bon droit et de la légalité des mesures qu'il prend dans ces territoires. On voit mal par ailleurs comment le représentant d'Israël peut mettre en doute la véracité des faits rapportés par le Comité spécial sans incriminer en même temps les sources israéliennes sur lesquelles est fondé le rapport. La presse israélienne serait-elle elle aussi coupable de mensonge ?

45. M. DORON (Israël) répond au représentant des Emirats arabes unis que l'applicabilité juridique de la quatrième Convention est une question qui ne concerne que les autorités israéliennes et le CICR. Ce qui intéresse la Commission, c'est l'application effective de la Convention, dont elle n'est pas habilitée à examiner les aspects juridiques. Répondant ensuite au représentant de la Jordanie, il lui rappelle que le Gouvernement israélien a dit à maintes reprises pourquoi il se voit dans l'impossibilité de coopérer avec le Comité spécial et la lecture des rapports successifs du Comité ne fait que le renforcer dans ses convictions. Il ajoutera que les territoires administrés par Israël et les Lieux saints sont visités chaque année par des centaines de milliers de chrétiens et de musulmans — arabes ou non — et que leur nombre croît d'année en année. On ne manque donc pas de témoignages sur la situation qui règne dans ces territoires, et le représentant de la Jordanie lui-même, s'il le souhaitait, n'éprouverait aucune difficulté à s'y rendre.

46. M. SIBAH (République arabe syrienne) déclare, en réponse au représentant d'Israël, que les autorités syriennes n'empêchent nullement les Juifs de quitter la République arabe syrienne, et que beaucoup l'ont d'ailleurs fait. Ceux qui y sont restés ont le droit d'y exercer leurs activités et d'y pratiquer leur religion en toute liberté. Le représentant d'Israël aurait intérêt à comparer, sur des statistiques qu'il connaît sans doute fort bien, le nombre de Juifs syriens ayant immigré en Israël et ayant émigré d'Israël : il éviterait peut-être alors de revenir sur cette question.

⁴ Dotation Carnegie pour la paix internationale, *Les conventions et déclarations de La Haye de 1899 et 1907*, New York, Oxford University Press, 1918.

47. M. HAMMAD (Emirats arabes unis) est au regret de constater que le représentant d'Israël se contredit lui-même. Il a d'abord prétendu avoir exposé devant la Commission les réserves formulées par le Gouvernement israélien et voilà maintenant qu'il affirme que c'est une question qui ne regarde que ce gouvernement et le CICR et qui n'est pas de la compétence de la Commission politique spéciale. Il se contentera de signaler cette contradiction, ne souhaitant pas soulever de polémique sur ce point.

48. Il conteste néanmoins qu'il s'agit là d'une question à débattre entre le Gouvernement israélien et le CICR exclusivement. Plus de 100 Etats parties ont adhéré à la quatrième Convention de Genève, et beaucoup sont représentés à la Commission. Ils ont certainement le droit d'avoir connaissance de ces réserves puisqu'ils se sont engagés "à respecter et à faire respecter" ladite Convention et qu'il existe donc des relations contractuelles liant tout Etat partie à la Convention à tout Etat qui en viole les dispositions. Par ailleurs, aux deux sessions précédentes de l'Assemblée générale, 120 et 121 pays respectivement ont demandé à Israël de respecter et d'appliquer les dispositions de la Convention dans les territoires arabes occupés [résolutions 3092 A (XXVIII) et 3240 B (XXIX)]. Israël est donc dans l'obligation, aux termes des dispositions de la Convention comme aux termes des dispositions des résolutions de l'Assemblée générale, ou d'appliquer cet instrument ou d'indiquer expressément les raisons pour lesquelles il se refuse à le faire.

49. M. GAMMOH (Jordanie) ne comprend pas pourquoi le représentant d'Israël rejette le projet de résolution A/SPC/L.343 au paragraphe 3 duquel le Secrétaire général est prié d'enquêter sur la situation dans la mosquée Al-Ibrahimi. Il n'a rien à craindre d'une telle enquête, puisqu'elle ne ferait qu'établir les faits, qui seraient, d'après lui, favorables à Israël.

50. M. DORON (Israël) déclare qu'il n'a jamais changé de position sur l'applicabilité de la Convention; il a toujours affirmé qu'Israël avait communiqué ses réserves aux autorités compétentes et que la Commission politique spéciale était habilitée à examiner l'application pratique, non l'applicabilité juridique, de cet instrument.

51. Répondant au représentant de la République arabe syrienne, M. Doron dit qu'il est possible que dans le passé les Juifs aient été autorisés à quitter la République arabe syrienne, mais, si c'était encore vrai aujourd'hui, on voit mal pourquoi l'année dernière quatre jeunes filles auraient tenté de s'échapper en traversant illégalement la frontière pour être finalement assassinées par le garde qui devait les aider à fuir. Israël pour sa part, est un pays libre que chacun peut quitter. Mais il serait fort intéressant de vérifier, sur les statistiques qu'a mentionnées le représentant syrien, combien de Juifs ont émigré d'Israël pour s'établir en République arabe syrienne.

52. M. HAMMAD (Emirats arabes unis) constate que le représentant d'Israël, qui a affirmé que la question de l'applicabilité de la Convention était examinée par son gouvernement avec les autorités compétentes, semble refuser cette compétence aux quelques 120 Etats Membres de l'ONU qui ont à deux reprises exprimé par leur vote à l'Assemblée générale leur conviction que la Convention était applicable aux territoires occupés.

53. M. BADAWI (Egypte), exerçant son droit de réponse, déclare que le point soulevé par le représentant d'Israël est extrêmement important car il met en jeu la Charte des Nations Unies elle-même et les normes juridiques consacrées par les conventions internationales. Lorsque le représentant d'Israël prétend que son pays est libre de déterminer si la quatrième Convention de Genève est applicable aux territoires occupés ou non et si l'ONU a le droit d'intervenir lorsqu'il est question de droits de l'homme ou d'atteinte à l'intégrité territoriale de pays Membres de l'Organisation, il entend laisser à un Etat la faculté de décider unilatéralement s'il doit ou non satisfaire au principe de la responsabilité internationale, principe reconnu par tout Etat Membre qui respecte les dispositions de la Charte. Cela est très dangereux. Le principe de l'intégrité territoriale et celui de l'illégalité de toute occupation qui est la conséquence d'une agression ou de l'emploi de la force sont clairement stipulés dans la Charte. Par ailleurs la quatrième Convention de Genève, qui vise à protéger les personnes civiles en temps de guerre, interdit expressément les transferts forcés de personnes protégées hors des territoires occupés dans le territoire de la Puissance occupante. Ces dispositions ont été dictées par la tragique expérience de la seconde guerre mondiale, que le représentant d'Israël devrait être le dernier à oublier. Admettre le principe de l'applicabilité des instruments internationaux et le principe de la responsabilité devant la communauté internationale est vraiment un strict minimum.

54. Le représentant d'Israël a prétendu que la Commission n'était pas habilitée à connaître des questions juridiques. C'est un point que le représentant de l'Egypte ne débattrait pas avec lui. Mais, par contre, il souhaite revenir sur les propos du représentant d'Israël qui a estimé en avoir assez dit en affirmant avoir donné une réponse valable aux "autorités compétentes" en la personne du CICR. On pourrait, à tort, avoir ainsi l'impression que le CICR est satisfait de cette réponse et que par ailleurs il suffit d'en avoir donné une, quelle qu'elle soit, pour que la question soit réglée. Or, le CICR n'a pas accepté la position du Gouvernement israélien, et la vingt-deuxième Conférence internationale de la Croix-Rouge, qui s'est tenue à Téhéran en novembre 1973, a affirmé l'applicabilité de la Convention aux territoires arabes occupés. En outre, le Comité spécial, dans son rapport (A/10272, par. 180), indique que le CICR, dans son rapport annuel pour 1974⁵, a considéré que les principaux problèmes rencontrés par le CICR et n'ayant pas encore été résolus de façon satisfaisante sont les expulsions et les destructions de maisons ordonnées par les autorités israéliennes à titre de mesures répressives en violation des articles 49, 33 et 53 de la quatrième Convention de Genève. Il est donc clair que le CICR n'accepte ni les normes juridiques invoquées par Israël ni les pratiques israéliennes.

55. M. Badawi rappelle que, à la vingt-neuvième session, le représentant du Koweït (930^e séance) a mis la Commission en garde contre les dangers du principe de la sélectivité en droit international et de la faculté laissée à un Etat de choisir et de refuser d'en appliquer certaines dispositions, selon qu'elles sont, ou non, conformes à ses intérêts. Il y aurait là un précédent qui nuirait aux intérêts de toute la

⁵ Rapport d'activité 1974, Genève, Comité international de la Croix-Rouge, 1975.

communauté internationale. Ce n'est pas à un Etat partie à un instrument juridique de décider de son applicabilité, qui doit ressortir des dispositions de cet instrument lui-même. Or les dispositions de la quatrième Convention de Genève établissent sans doute possible son applicabilité aux territoires occupés.

56. Le représentant de l'Egypte s'est volontairement limité à ces quelques arguments, souhaitant simplement éviter que la réponse d'Israël ne puisse recevoir une interprétation erronée. La délégation égyptienne aurait, il va sans dire, beaucoup à ajouter en ce qui concerne le rapport entre la non-application par Israël des dispositions de la Convention et la situation qui règne dans les territoires occupés.

57. M. SIBAHI (République arabe syrienne) déclare que le droit qu'ont les citoyens syriens, qu'ils soient juifs ou non, d'entrer librement en République arabe syrienne ou d'en sortir ne regarde pas le représentant d'Israël et n'a rien à voir avec la question à l'examen. Le représentant d'Israël sait fort bien que son pays est en guerre avec la République arabe syrienne, ce qui crée une situation particulière entraînant certaines mesures de restriction indispensables à la protection du territoire national et de la population.

58. M. DORON (Israël) tient à faire remarquer, à la suite du long exposé du représentant de l'Egypte, que le CICR, dans son rapport annuel pour 1974, a également indiqué qu'Israël lui avait offert sa collaboration et son aide et s'était, dans une large mesure, conformé aux recommandations de ce comité. M. Doron précise qu'il a déjà cité ces passages du rapport à la fin de la déclaration qu'il a faite devant la Commission à la 985^e séance.

Organisation des travaux de la Commission

59. Le PRESIDENT, constatant que la Commission a achevé la discussion sur les points 51 et 52 de l'ordre du jour, propose de reporter à l'après-midi du vendredi 5 décembre 1975 la prochaine séance de la Commission, afin de permettre à certains de ses membres de consulter leurs gouvernements pour être en mesure de voter sur les projets de résolution dont la Commission est saisie.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h 5.

991^e séance

Vendredi 5 décembre 1975, à 15 h 10.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.991

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Etude d'ensemble de toute la question des opérations du maintien de la paix sous tous leurs aspects : rapport du Comité spécial des opérations du maintien de la paix (fin)
[A/10366, A/SPC/L.339]

EXAMEN DE PROJETS DE RESOLUTION (fin) [A/SPC/L.339]

1. Le PRESIDENT dit qu'en l'absence d'objections il suspendra brièvement la séance afin que les membres de la Commission qui le désirent puissent s'inscrire sur la liste des orateurs pour expliquer leur vote avant ou après le vote sur le projet de résolution A/SPC/L.339. Il fait savoir, par ailleurs, que la délégation du Kenya s'est portée coauteur de ce projet.

La séance est suspendue à 15 h 12; elle est reprise à 15 h 14.

2. Le PRESIDENT, rappelant que l'année passée un projet de résolution très semblable à celui dont la Commission est présentement saisie a été adopté par consensus, dit que, en l'absence d'objections, il considérera que la Commission entend adopter le projet de résolution A/SPC/L.339 par consensus.

Le projet de résolution est adopté par consensus.

3. M. AMISSAH (Ghana) dit que sa délégation ne pense pas que le mandat du Comité spécial des opérations de maintien de la paix doive être automatiquement prorogé et que, si le Ghana a approuvé en cette occasion la décision de proroger ledit mandat, c'est qu'il souhaite voir l'Assemblée générale adopter des principes directeurs clairs et pratiques, qui permettent à l'Organisation des Nations Unies de jouer avec autorité et efficacité le rôle qui lui revient dans le domaine du maintien de la paix.

4. Selon le Ghana, l'incapacité dans laquelle se trouve le Comité spécial de s'acquitter de son mandat pourrait être attribuée au fait que certaines grandes puissances n'ont pas la volonté politique nécessaire pour définir clairement le rôle de l'Assemblée générale en ce qui concerne le maintien de la paix, ni pour assumer la responsabilité qui leur incombe, conformément à la Charte des Nations Unies, en tant que membres du Conseil de sécurité. Le rapport du Comité spécial (A/10366) confirme le Ghana dans cette conviction.

5. Après avoir indiqué qu'il approuve sans réserve ce qu'a dit le représentant du Royaume-Uni à la 984^e séance des divergences de vues importantes qui existent entre certains membres du Groupe de travail du Comité spécial, M. Amisshah précise qu'en appuyant la prolongation du mandat du Comité spécial, la délégation ghanéenne fait siennes les conclusions qui figurent au paragraphe 7 du rapport de ce comité, selon lesquelles le Groupe de travail

doit également prêter attention à l'examen de questions concrètes relatives à la réalisation pratique des opérations de maintien de la paix. D'autre part, M. Amissah est d'accord avec les vues exprimées par le Canada et par les pays nordiques aux 984^e et 983^e séances respectivement selon lesquelles il faut accorder une plus grande importance à l'élaboration d'un programme de formation aux fins des opérations de maintien de la paix qui ait pour but d'unifier et de coordonner les divers programmes nationaux.

6. Il ajoute qu'à une époque où la tension augmente dans les zones où existent déjà des conflits, il est plus nécessaire que jamais de reconsidérer le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans les opérations de maintien de la paix et, en particulier, comme l'a dit le représentant de la Nouvelle-Zélande à la 983^e séance, le rôle qui lui revient légitimement. Il approuve également ce que le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit du rôle que l'Assemblée générale devrait jouer dans le lancement et le contrôle des opérations de maintien de la paix.

7. Le représentant du Ghana adresse un appel à tous les Etats Membres, et en particulier aux grandes puissances, pour qu'ils n'introduisent pas dans les travaux du Comité spécial des éléments étrangers qui ne sont que le reflet de profondes divergences politiques et idéologiques. Il souligne la nécessité pour tous les Etats Membres, et en particulier pour les membres permanents du Conseil de sécurité, de participer à tout ce qui concerne les opérations de maintien de la paix afin d'obtenir des résultats réellement positifs, et il lance un appel pour que la Chine soit invitée à participer aux travaux du Comité spécial.

8. M. HOUNGAVU (Bénin), après avoir rappelé que sa délégation avait exprimé ses vues sur la question à la 983^e séance, au cours de la discussion générale, dit que s'il s'est associé au consensus sur le projet de résolution A/SPC/L.339, ce n'est pas sans quelques réserves, étant donné que la Commission n'a pu examiner de manière approfondie les problèmes soulevés par de nombreuses délégations. Le mandat du Comité spécial a été renouvelé sans que la question ait été examinée avec toute l'attention qu'elle mérite. D'autre part, le représentant du Bénin ne pense pas que le projet de résolution qui vient d'être adopté contribue à faire progresser les travaux du Comité spécial et il se déclare très sceptique quant à la possibilité pour le Comité spécial de s'acquitter réellement de son mandat.

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (fin) [A/10074, A/10128, A/10163-S/11780, A/10164-S/11784, A/10174-S/11797, A/10178-S/11799, A/10204-S/11809, A/10272, A/10286, A/10370, A/SPC/L.340 à 345 et A/SPC/L.345/Corr.1]

EXAMEN DE PROJETS DE RESOLUTION (fin)
[A/SPC/L.340 A 345 ET A/SPC/L.345/CORR.1]

9. Le PRESIDENT dit que les notes du Secrétaire général (A/SPC/L.334 et A/SPC/L.345 et Corr.1), présentées conformément à l'article 153 du règlement intérieur, contiennent

un état des incidences administratives et financières des projets de résolution A/SPC/L.342 et A/SPC/L.340 respectivement. Après avoir annoncé que la délégation indienne s'est portée coauteur des projets de résolution A/SPC/L.340, A/SPC/L.341 et A/SPC/L.342 et que l'Afghanistan désire figurer au nombre des auteurs de ces trois projets et du projet de résolution A/SPC/L.343, le Président dit qu'en l'absence d'objections il suspendra la séance pour que les représentants qui le désirent puissent s'inscrire sur la liste des orateurs afin d'expliquer leur vote.

La séance est suspendue à 15 h 20; elle est reprise à 15 h 24.

10. Le PRESIDENT invite la Commission à procéder au vote sur les quatre projets de résolution dont elle est saisie et il demande que toutes les explications de vote soient données après le vote.

Sur la demande du représentant du Koweït, il est procédé au vote par appel nominal sur le projet de résolution A/SPC/L.340.

L'appel commence par l'Ethiopie, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Ethiopie, Finlande, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Maroc, Mozambique, Nigéria, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchad, Chine, Comores, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique et Egypte.

Votent contre : Israël, Nicaragua, Etats-Unis d'Amérique et Costa Rica.

S'abstiennent : France, Allemagne (République fédérale d'), Islande, Irlande, Italie, Japon, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Uruguay, Venezuela, Australie, Autriche, Belgique, Burundi, Canada, Colombie et Danemark.

Par 81 voix contre 4, avec 20 abstentions, le projet de résolution est adopté.

Sur la demande du représentant du Koweït, il est procédé au vote par appel nominal sur le projet de résolution A/SPC/L.341.

L'appel commence par la Belgique, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Belgique, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Tchad, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Danemark, Egypte, Ethiopie, Finlande, France, République démocratique allemande, Allemagne (République fédérale d'), Ghana, Grèce, Guyane, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Norvège, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahreïn et Bangladesh.

Votent contre : Israël.

S'abstiennent : Haïti, Malawi et Nicaragua.

Par 106 voix contre une, avec 3 abstentions, le projet de résolution est adopté.

A la demande du représentant du Koweït, il est procédé au vote par appel nominal sur le projet de résolution A/SPC/L.342.

L'appel commence par les Emirats arabes unis, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchad, Chine, Comores, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Egypte, Ethiopie, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guinée, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nigéria, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Votent contre : Israël, Nicaragua.

S'abstiennent : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Colombie, Costa Rica, Danemark, Finlande, France, Allemagne (Répu-

blique fédérale d'), Haïti, Islande, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Malawi, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède.

Par 84 voix contre 2, avec 24 abstentions, le projet de résolution est adopté.

A la demande du représentant du Koweït, il est procédé au vote par appel nominal sur le projet de résolution A/SPC/L.343.

L'appel commence par les Emirats arabes unis, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchad, Chine, Comores, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Egypte, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guinée, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Nigéria, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Espagne, Sri Lanka, Soudan, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique, Costa Rica, Israël, Nicaragua.

S'abstiennent : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Uruguay, Venezuela, Australie, Autriche, Barbade, Belgique, Birmanie, Canada, Colombie, Danemark, Finlande, France, Allemagne (République fédérale d'), Haïti, Islande, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Japon, Malawi, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Souaziland, Suède.

Par 78 voix contre 4, avec 26 abstentions, le projet de résolution est adopté.

11. M. ESCOBAR (Colombie) explique que sa délégation considère qu'Israël doit se retirer des territoires qu'elle occupe depuis 1967 et que le peuple palestinien a sans nul doute le droit de récupérer ces territoires. Il serait bon que cela se fasse dans le cadre d'une solution globale au problème du Moyen-Orient, solution qui assurerait à Israël l'intégrité territoriale et établirait une paix juste et durable dans la région.

12. La Colombie s'est abstenue lors des votes des projets de résolution A/SPC/L.340, A/SPC/L.342 et A/SPC/L.343 parce qu'elle considère qu'il n'y a pas suffisamment de preuves pour étayer les allégations et les accusations invoquées contre Israël, étant donné que le rapport du Comité spécial sur lequel on se fonde présente des lacunes et est peu satisfaisant.

13. M. TELLMANN (Norvège) déclare que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution

A/SPC/L.342, conformément à la position qu'elle a toujours adoptée lorsqu'il s'est agi de résolutions fondées sur les rapports du Comité spécial car elle estime en effet que la composition de celui-ci est trop limitée, aucun des pays qui ont des relations diplomatiques avec Israël n'y étant représenté.

14. M. MUHONEN (Finlande) explique que sa délégation a voté pour les projets de résolution A/SPC/L.340 et A/SPC/L.341, mais a certaines réserves à formuler quant à la forme. Il est extrêmement regrettable que le Comité spécial n'ait pu être établi de façon à pouvoir s'acquitter de son mandat dans de meilleures conditions; il est non moins regrettable qu'Israël n'ait pas permis au Comité spécial de pénétrer dans les territoires occupés.

15. Bien que la délégation finlandaise ait de sérieuses réserves à formuler au sujet du paragraphe 5 du projet de résolution A/SPC/L.340, elle a voté pour ce projet parce que les conditions de vie de la population des territoires occupés la préoccupent profondément. Elle ne peut accepter les mesures prises pour modifier le caractère physique, la composition démographique, l'organisation institutionnelle ou le statut des territoires occupés mentionnées au paragraphe 7, et elle a voulu insister sur la nécessité de respecter les droits de l'homme dans ces territoires.

16. La délégation finlandaise reconnaît également qu'il est indispensable d'avoir un tableau fidèle et complet de la situation dans ces territoires et elle souligne une fois de plus qu'il est important de trouver au problème du Moyen-Orient une solution politique juste et durable qui tienne compte des droits légitimes des Palestiniens.

17. M. SCARANTINO (Italie), parlant au nom des délégations des neuf Etats membres de la Communauté économique européenne (CEE), déclare que celles-ci ont voté pour le projet de résolution A/SPC/L.341 parce qu'à leur avis la quatrième Convention de Genève de 1949¹ s'applique aux territoires arabes occupés par Israël depuis 1967 et, par conséquent, la Commission a le droit d'exiger qu'Israël la respecte et l'applique.

18. Les délégations des Etats Membres de la CEE croient comprendre que les mentions de Jérusalem aux paragraphes 1, 3 et 4 dudit projet de résolution s'appliquent uniquement à la situation résultant du conflit de 1967. Les abstentions lors du vote sur les projets de résolution A/SPC/L.340 et A/SPC/L.342 s'expliquent en grande partie en raison des réserves, dont il a déjà été question, que suscite dans les pays de la CEE le rapport du Comité spécial. Leurs délégations se sont également abstenues lors du vote sur le projet de résolution A/SPC/L.343 car il ne leur paraît pas logique d'émettre un jugement sur la situation de la mosquée Al-Ibrahim à Hébron tout en demandant que l'on enquête sur cette situation.

19. M. SHERER (Etats-Unis d'Amérique) explique que sa délégation a voté contre le projet de résolution A/SPC/L.340 parce qu'elle ne considère pas que la preuve soit suffisamment faite des graves allégations que contient ce

projet et parce qu'il s'agit d'une situation complexe, dont les nombreux aspects ne sont pas traités de façon équilibrée dans le projet de résolution. Néanmoins, en ce qui concerne la question de la quatrième Convention de Genève, les Etats-Unis soutiennent depuis longtemps qu'elle s'applique aux territoires occupés et par conséquent la délégation américaine a voté en faveur du projet de résolution A/SPC/L.341.

20. La délégation américaine considère que la destruction de villes en temps de guerre est une question extrêmement grave et que toute accusation concernant un acte de cette nature doit donner lieu à une enquête. Toutefois, la délégation américaine a été obligée de s'abstenir lors du vote l'année dernière sur la résolution 3240 C (XXIX) parce qu'elle avait des objections à formuler au sujet de certains aspects du mandat relatif à l'enquête sur la destruction de Kouneitra et elle s'est abstenue lors du vote cette année sur le projet A/SPC/L.342 pour la même raison.

21. Le projet de résolution A/SPC/L.343 aborde une fois de plus un problème humain complexe d'un point de vue unique. Dans ce projet de résolution, non seulement les besoins des personnes de deux croyances différentes ne sont pas pris en ligne de compte, mais encore la question est préjugée dans le préambule et la délégation des Etats-Unis s'est vue obligée de voter contre le projet.

22. M. DINKELSPIEL (Suède) explique que sa délégation a voté en faveur du projet de résolution A/SPC/L.341, étant entendu que les paragraphes 1, 3 et 4 se réfèrent, tout comme le paragraphe 2, uniquement aux territoires occupés en 1967.

23. M. HAMMAD (Emirats arabes unis) déclare que, pour les raisons que connaissent les membres de la Commission, sa délégation a voté en faveur des quatre projets de résolution qui viennent d'être adoptés. Il convient de remarquer que quatre délégations seulement ont voté contre le premier projet de résolution, une contre le deuxième, deux contre le troisième et quatre contre le quatrième.

24. La délégation des Emirats arabes unis estime que le projet de résolution A/SPC/L.341 est la base des trois autres projets de résolution, étant donné que la position adoptée par une délégation vis-à-vis de l'applicabilité de la quatrième Convention de Genève en ce qui concerne les territoires occupés l'oblige à prendre position à l'égard des trois autres projets. La délégation des Emirats arabes unis a relevé dans une déclaration antérieure (988^e séance) les bases législatives et juridiques de l'applicabilité de ladite Convention.

25. M. DORON (Israël), soulevant une question d'ordre, dit que d'après le règlement intérieur le représentant des Emirats arabes unis doit se borner à expliquer son vote.

26. Le PRESIDENT prie le représentant des Emirats arabes unis de se conformer au règlement intérieur.

27. M. HAMMAD (Emirats arabes unis) dit que le représentant d'Israël se méprend; il a simplement expliqué les raisons pour lesquelles il a voté en faveur des projets de résolution. Le représentant d'Israël montre seulement qu'il

¹ Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 973, p. 287).

n'a pas la conscience tranquille après avoir vu que la Commission s'était prononcée contre lui.

28. M. DORON (Israël), soulevant une question d'ordre, déclare que le représentant des Emirats arabes unis doit s'en tenir à la décision que le Président a prise à l'égard de la question d'ordre précédente.

29. Le PRÉSIDENT fait observer qu'il n'a pas pris de décision, mais qu'il a relevé que, au sens strict du règlement, le représentant d'Israël avait raison, étant donné que l'explication d'un vote doit être uniquement ce que ces mots impliquent, mais le Président ne préjuge pas la relation qui peut exister entre la déclaration du représentant des Emirats arabes unis et la raison pour laquelle ce même représentant a voté comme il l'a fait.

30. M. HAMMAD (Emirats arabes unis) déclare de nouveau que le résultat du vote montre que les arguments présentés par sa délégation au sujet de l'applicabilité de la quatrième Convention de Genève sont corrects.

31. M. HAGRAS (Oman) tient à faire savoir que si sa délégation avait été présente lors du vote, elle aurait voté pour chacun des quatre projets de résolution.

Achèvement des travaux de la Commission

32. Le PRÉSIDENT déclare qu'il est sensible à l'honneur qui lui a été fait de présider les travaux de la Commission politique spéciale et il remercie tous les membres de leur coopération. A son avis, la tâche de la Commission a été difficile, étant donné qu'elle a été créée précisément pour s'occuper de questions d'importance vitale mais de caractère passager, ce qui rend particulièrement ardu l'examen des questions dont elle est saisie. Pour cette raison, il remercie particulièrement les délégations directement intéressées aux questions examinées par la Commission.

33. Le Président pense qu'il est juste de signaler que lors de la session actuelle, la Commission a fait preuve d'efficacité bien au-delà de ce que l'on pouvait attendre d'elle, a étudié en détail les points de l'ordre du jour qui lui ont été soumis et a obtenu des résultats satisfaisants.

34. Le Président remercie enfin les vice-présidents et le rapporteur, ainsi que le secrétaire de la Commission et tout le personnel du Secrétariat, qui ont permis à la Commission de mener à bien ses travaux.

Après un échange de félicitations et de remerciements, le Président déclare que la Commission a achevé ses travaux pour la trentième session.

La séance est levée à 16 h 45.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استلم منها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى: الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经营处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.